



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°15 SESSION ORDINAIRE 2006-2007

40^e séance, mercredi 20 juin 2007
41^e séance, jeudi 21 juin 2007
42^e séance, mardi 3 juillet 2007

► Séance plénière du Conseil Parlementaire Interrégional

Réunis le 6 juillet 2007 à Namur sous présidence belge, les membres du Conseil Parlementaire Interrégional ont pris acte du rapport d'activité du Conseil économique et social de la Grande Région présenté par son vice-président M. Norbert Geisen, avant d'adopter trois recommandations dans différents domaines de coopération interrégionale.

Une première recommandation intitulée «Le réseau ferroviaire de la Grande Région - Arrêter le projet de réduction à une voie - Promouvoir les projets d'expansion!» dénonce le projet de la Deutsche Bahn Netz AG de réduire à une voie le tronçon à deux voies de la Moselle supérieure aux environs du tunnel entre Nittel et Wellen du côté allemand de la Moselle supérieure dans la zone frontalière germano-luxembourgeoise.

En effet, le CPI redoute que ce projet ne menace le bon fonctionnement de cette liaison et ne représente une régression quant aux efforts politiques et économiques réalisés dans le but d'une coopération et d'une intégration dans



(de gauche à droite) M. Marc Angel, M. Marcel Oberweis, Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Gilles Roth, M. Lucien Weiler, M. Claude Frieseisen

une zone riche en offres culturelles. Par conséquent, le CPI demande l'arrêt immédiat de l'étude préalable audit projet, la réhabilitation du tunnel de Nittel et la préservation de la ligne à deux voies.

La mise en place d'une «task force» pour les travailleurs frontaliers dans la Grande Région a été le sujet d'une deuxième recommandation. Cette future entité, qui ne remplacera aucunement les

centres de documentation déjà en place exerçant une veille juridique dans ce domaine, prendra en considération l'aspect politique des problèmes que peuvent rencontrer les travailleurs frontaliers.

DANS CE NUMÉRO

Débat d'orientation sur la chasse	p. 473
Passage à la télévision numérique	p. 482
Procédures d'asile	p. 497

En accord avec le rapport de la commission Santer «Vision d'avenir 2020», le CPI est d'avis dans une dernière recommandation que la coopération entre l'économie et les universités dans la Grande Région est une condition nécessaire à l'évolution de la Grande Région vers un espace économique et scientifique transfrontalier.

La Chambre des Députés était représentée par son Président, M. Lucien Weiler, les Députés Mme Sylvie Andrich-Duval, MM. Marcel Oberweis, Gilles Roth et Marc Angel, et le Secrétaire général, M. Claude Frieseisen.

► Assemblée parlementaire de l'OTAN Dispositif de défense antimissiles



(de gauche à droite) Mme Lydia Mutsch, M. Claude Adam, M. Júlio Francisco Miranda Calha, président de la Commission de défense nationale du Parlement portugais, M. Fred Sunnen, Mme Colette Flesch, M. Marc Spautz, président de la délégation luxembourgeoise et M. Marc Angel.

M. Marc Spautz, président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN), M. Marc Angel, vice-président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN ainsi que Mme Lydia Mutsch, M. Fred Sunnen, Mme Colette Flesch et M. Claude Adam, membres, ont représenté la Chambre des Députés à la Session de printemps de l'APO qui s'est tenue du 25 au 28 juin 2007 à Funchal (Madère) sous la présidence de M. José Lello,

Président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

Dans son allocution d'ouverture, M. José Lello a souligné la participation à la session des délégations de l'Afghanistan et du Pakistan et a ajouté que l'AP-OTAN peut et doit jouer un rôle primordial dans la construction de passerelles entre l'OTAN et le monde musulman.

M. Jaap de Hoop Scheffer, Secrétaire général de l'OTAN, a relaté l'opération militaire la plus importante de l'OTAN qui se tient principalement au sud de l'Afgha-

nistan, destinée à lutter contre les talibans. À travers tout l'Afghanistan ont eu lieu des incidents violents et tragiques. Malgré tous les efforts, des civils ont été tués. Il est primordial pour l'OTAN d'éviter des pertes au niveau de la population civile.

À l'ordre du jour figuraient également des discours de M. Luís Amado, Ministre des Affaires étrangères de la République portugaise, M. Nikola Gruevski, Premier Ministre de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et de Mme Nino Bourdjanadzé, Présidente du Parlement de Géorgie.

L'AP-OTAN a approfondi le débat sur le déploiement du système antimissiles. Un membre du Gouvernement des États-Unis d'Amérique ainsi que l'ingénieur en chef de la «Missile Defense Agency» ont expliqué les aspects politiques et techniques des plans américains de déploiement d'un dispositif de défense antimissiles sur le territoire de la République tchèque et de la Pologne.

L'Assemblée a par ailleurs discuté sur l'Afghanistan. Les parlementaires de l'OTAN restent fortement préoccupés par le trafic de stupéfiants qui demeure très important dans ce pays et jugent indispensable la poursuite de l'aide au développement afin d'obtenir une stabilité durable dans tout le pays.

L'AP-OTAN a également débattu sur le futur statut du Kosovo, la possibilité d'un nouvel élargissement de l'OTAN et les relations avec la Fédération de Russie.

► Eine zehnjährige Partnerschaft mit Laos



Der Präsident des Parlaments, Lucien Weiler, empfängt den Premierminister der Demokratischen Volksrepublik Laos, Bouasone Bouphavanh

Die bilateralen Beziehungen standen im Mittelpunkt des Gesprächs zwischen dem Präsidenten des luxemburgischen Parlaments und dem Premierminister der Demokratischen Volksrepublik Laos. Der Gast aus dem südostasiatischen Land, der mit einer hochrangigen Delegation nach Luxemburg gereist war, unterstrich die gute Zusammenarbeit mit dem Großherzogtum.

Bei seinem offiziellen Besuch im Parlament bedankte sich der laotische Premierminister Bouasone Bouphavanh vor allem für die langjährige luxemburgische Unterstützung, die den Bedürfnissen seines Landes genau angepasst sei. Seit zehn Jahren ist Laos ein Zielland der luxemburgischen Entwicklungshilfe. Der erste PIC („plan indicatif de coopération“) über 20 Millionen Euro läuft in diesem Jahr aus. Ab 2008 beginnt der zweite PIC, der 2006 unterschrieben wurde und 35 Millionen Euro bis 2010 bereithält. Die Luxemburger Kooperationshilfe

konzentriert sich in Laos auf die Bereiche Gesundheit, ländliche Entwicklung und Bildung.

Parlamentspräsident Lucien Weiler unterstrich die guten bilateralen Beziehungen mit der Volksrepublik Laos. Die Zusammenarbeit sei ausgezeichnet, betonte der Kammerpräsident. Bei seinem Gespräch mit dem laotischen Premierminister sprach Lucien Weiler auch die innenpolitischen Probleme in Laos an, vor allem die Situation der ethnischen Minderheiten.

In der Demokratischen Volksrepublik Laos gibt es 49 Ethnien. Den luxemburgischen Abgeordneten würde vor allem die Situation der Hmong Sorge bereiten, so Präsident Weiler. Dies würden auch die zahlreichen parlamentarischen Anfragen zu diesem Thema belegen. Der laotische Premierminister Bouasone Bouphavanh erläuterte an dieser Stelle die Bemühungen und Fortschritte seiner Regierung auf dem Gebiet der Menschenrechte.

Lycée à Belval

5607 - Projet de loi portant création d'un lycée à Belval

Le projet de loi entend créer un lycée sur le site d'Esch-Belval. L'offre scolaire du nouveau lycée comprendra la division inférieure de l'enseignement secondaire, le régime préparatoire et le cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, ainsi que certaines formations des cycles moyen et supérieur de l'enseignement secondaire technique.

Le nouveau lycée accueillera quelque 1.500 élèves, répartis sur 80 classes, dont 66 fonctionneront à plein temps. Il est estimé que le lycée comptera environ 171 enseignants auxquels viendront s'ajouter 37 membres du personnel administratif, employés et ouvriers.

L'ouverture du lycée est prévue pour le mois de septembre 2010.

Certaines classes qui fonctionnent actuellement au Lycée technique d'Esch-sur-Alzette seront transférées au nouveau lycée dès son ouverture.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 31.08.2006

Rapporteur: M. John Castegnaro

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

02.05.2007 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

23.05.2007 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

13.06.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.06.2007

Loi du 9 juillet 2007.

Mémorial A, N°113, page 2056

5657 - Projet de loi relatif à la construction d'un lycée d'enseignement secondaire et secondaire technique à Belval

Le projet de construction de ce nouveau lycée sur la friche industrielle de Belval-Ouest répond aux orientations du plan directeur sectoriel „Lycées“, approuvé par règlement grand-ducal du 25 novembre 2005. Ce plan sectoriel vise à créer des capacités en établissements scolaires suffisantes à moyen et à long terme, et il table sur une régionalisation de l'armature de ces établissements en vue de décentraliser l'offre scolaire. Le plan prévoit jusqu'en 2010 un accroissement annuel de 1.000 élèves. Le pôle d'enseignement Sud, qui y est identifié, est à cet égard censé connaître la plus forte crois-

sance, soit 3.260 élèves supplémentaires. Comme par ailleurs le Gouvernement entend réduire les déplacements des élèves du Bassin Minier vers les établissements scolaires faisant partie du pôle Centre, il évalue les besoins d'accueil supplémentaires du pôle Sud à quelque 1.420 places.

Il n'est dès lors que naturel que le nouveau lycée de Belval figure parmi les établissements scolaires que le Gouvernement a décidé de construire en priorité. L'ouverture du nouvel établissement est prévue pour la rentrée scolaire en septembre 2010.

Suivant la modélisation retenue de la capacité d'accueil du lycée à construire, les auteurs du projet de loi sous examen estiment qu'entre 1.216 et 1.513 élèves devront pouvoir y trouver place.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 20.12.2006

Rapporteuse: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement):

07.05.2007 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

21.05.2007 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.06.2007

Accord OTAN sur la communication

5638 - Projet de loi portant approbation de l'Accord OTAN sur la communication, à des fins de défense, d'informations techniques, fait à Bruxelles, le 19 octobre 1970

Le présent projet de loi a pour objet de ratifier l'Accord OTAN sur la communication, à des fins de défense, d'informations techniques, fait à Bruxelles, le 19 octobre 1970, qui avait été signé par les Représentants Permanents des pays membres de l'OTAN, y compris donc le Luxembourg. Ce dernier avait, cependant, omis de procéder, après la signature, à la ratification de l'accord en question.

Or, cette ratification devient aujourd'hui indispensable sachant que cet accord est destiné à faire partie intégrante du Mémoire d'Entente pour le Programme AGS (Alliance Ground Surveillance PMOU) grâce auquel l'OTAN entend se pourvoir d'une capacité de surveillance terrestre à la pointe de la technologie et à la première phase duquel le Luxembourg a déclaré vouloir participer à l'instar de 22 autres nations. L'AGS consistera en un ensemble de plates-formes radar aéroportées qui observeront tout ce qui se passe au sol et qui assureront une connaissance précise de la situation avant et après les opérations de l'OTAN. Elle constituera dès lors sans aucun doute un outil essentiel pour les décideurs politiques et les responsables de la planification militaire.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 24.11.2006

Rapporteur: M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

26.03.2007 Désignation d'un rapporteur

30.04.2007 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 21.06.2007

Forces étrangères en RFA

5650 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le statut des Forces Armées Danoises, Grecques, Italiennes, Luxembourgeoises, Norvégiennes, Portugaises, Espagnoles et Turques lors d'un séjour temporaire en République fédérale d'Allemagne, ainsi que les Déclarations sur la juridiction pénale, signés à Bonn, le 29 avril 1998

Le projet de loi vise à approuver l'accord du 29 avril 1998 qui règle le statut des forces armées danoises, grecques, italiennes, luxembourgeoises, norvégiennes, portugaises, espagnoles et turques en cas de séjour temporaire en République Fédérale Allemagne.

La présence de forces étrangères sur le territoire allemand nécessite des bases juridiques particulières. En effet, on distingue entre le droit au séjour et le droit du séjour.

Le droit au séjour résulte d'un consentement formel donné par la République fédérale d'Allemagne pour permettre le séjour sur son territoire de forces étrangères. Le droit du séjour comprend les réglementations auxquelles sont soumises les forces étrangères dans le cadre de leur séjour en Allemagne.

L'accord prévoit des dispositions concernant l'utilisation des services de télécommunications publics ou de radiocommunications ainsi que des arrangements en matière de santé publique, de protection de l'environnement, de circulation des véhicules des forces armées de l'État d'origine, de règlement des dommages, d'exercices sur terre, dans l'espace aérien ou dans les eaux territoriales allemandes.

L'accord en question comporte encore une déclaration sur la juridiction pénale.

L'accord a été ratifié par l'Allemagne le 9 juillet 1999. Les autres pays concernés en ont fait de même au cours des dernières années, à l'exception du Luxembourg qui, par le projet sous avis, se propose de rejoindre ses alliés.

Dépôt par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 11.12.2006

Rapporteur: M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

26.03.2007 Désignation d'un rapporteur

30.04.2007 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 21.06.2007

Justice de Paix Esch-sur-Alzette

5676 - Projet de loi relatif à la construction d'un nouvel Hôtel de la Justice de Paix à Esch-sur-Alzette

Le bâtiment situé place de la Résistance qui abrite actuellement les locaux de la Justice de Paix à Esch-sur-Alzette fut construit en 1955/56. À cette époque, la Justice de Paix d'Esch-sur-Alzette comptait deux juges de paix et trois greffiers. Après le vote de la loi du 11 août 1993 portant augmentation du taux de compétence des justices de paix, les effectifs de la Justice de Paix d'Esch-sur-Alzette ont augmenté à six juges de paix, sept greffiers et trois employé(e)s, pour se situer actuellement à dix juges de paix, onze fonctionnaires et huit employé(e)s.

Cette évolution ayant rendu les lieux trop exigu nonobstant les réaménagements intérieurs successifs, l'État a pris en location, depuis décembre 2003, trois étages dans un immeuble résidentiel à quelque 250 mètres du bâtiment principal, avec tous les incon-

vénients pour le service public de la Justice qu'une telle séparation des locaux comporte.

En considération du développement précité, de l'augmentation de la population et du nombre croissant des entreprises du ressort de la Justice de Paix d'Esch-sur-Alzette, la construction d'un nouveau bâtiment répond aux nécessités administratives et organisationnelles d'une Justice moderne, adaptée aux normes de travail actuelles et de sécurité élémentaire.

La construction étant d'une certaine envergure, ce bâtiment doit comporter en outre des lieux adéquats et décentes permettant le fonctionnement des services du SCAS (protection de la jeunesse, exécution des peines, aides aux victimes et médiation) et, dans un avenir proche, un point d'appui pour le centre de médiation et le service d'accueil du Barreau.

Les dépenses prévues pour la construction visée s'élèvent au montant total maximum de 14 millions d'euros à l'indice semestriel des prix de la construction au 1^{er} avril 2006. Ce coût n'englobe pas d'éventuels frais d'acquisition du terrain destiné à l'implantation du projet.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.02.2007

Rapporteuse: Mme Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement):

07.05.2007 Désignation d'un rapporteur

21.05.2007 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07.06.2007 Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 20.06.2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Dépôt de deux projets de loi
2. Interpellation de M. Claude Meisch au sujet de la politique familiale et des mesures permettant de concilier la vie familiale et la vie professionnelle
(Discussion générale - Motions - Votes)
3. 5676 - Projet de loi relatif à la construction d'un nouvel Hôtel de la Justice de Paix à Esch-sur-Alzette
(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs et M. Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

►►► M. le Président.

D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

►►► Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.* - Jo, Här President.

1. Dépôt de deux projets de loi

De Grand-Duc huet mech autoriséiert, fir zwee Projet-de-loien ze déposéieren. Een, deen eng europäesch Direktiv ëmsetzt, wou et drëm geet, de Prinzip vun der Egalitéit vum Traitement tëschent Männer a Frae fir den Accès à des biens et services an d'Fourniture de biens et services ze garantéieren.

An de Grand-Duc huet mech och autoriséiert, e Gesetz ze déposéieren, wat d'Reglementatioun ubelaangt vun den Hënn, déi behënnert Persounen begleeden.

- *Projet de loi N°5739 portant 1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services; 2. modification du Code pénal; 3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance*

- *Projet de loi N°5738 relatif à l'accessibilité des lieux ouverts au public aux personnes handicapées accompagnées de chiens d'assistance*

►►► M. le Président. - Merci, Madame Jacobs. Ech ginn lech Akt vum Dépôt vun dëse Projeten, déi mer un déi zoustänneg Kommissioun verweisen, fir dass se do examinéiert ginn.

Haut de Mëtteg hu mer als éischte Punkt op eiser Dagesuerdnung d'Interpellatioun vum honorabelen Här Claude Meisch iwwert d'Familljepolitik. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Frank, den Här Angel, den Här Adam, déi Häre Gibéryen a Jaerling an d'Madame Err. D'Wuert huet elo den Interpellant, den honorabelen Här Claude Meisch.

2. Interpellation de M. Claude Meisch au sujet de la politique familiale et des mesures permettant de concilier la vie familiale et la vie professionnelle

►►► M. Claude Meisch (DP), *interpellateur.* - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Famillje leien eis alleguerten um Häerz a si leien och der Politik um Häerz, well am Laf vun deene leschte Jorzéngte sinn eng ganz Rei vu Mesuren agefouert ginn, fir d'Familljen ze ënnerstëtzen, fir se ze entlaaschten, fir se an hire konkrete Liewenssituatiounen ze begleeden.

Pro Jorzéngt eigentlech ass eng grouss Mesure do derbäikomm, an haut, wou mer e Steiersplitting hunn, d'Kannergeld hunn,

d'Allocation d'éducation, de Congé parental, Betreuungsstrukturen ëmmer méi uechtert d'Land, eng Mammerent an aner Mesuren, ass awer emol eng Kéier d'Zäit komm, fir sech ze froen, wat fir eng Ziler mer mat all deenen dote Mesuren nach kënnen verfollegen.

Sinn net verschidde Mesurë vläicht op entgéegengesaten Ziler ausgeriicht? Ginn déi Mesuren, déi mer haut hunn, deenen Ziler, deene se eigentlech sollte gerecht ginn, dann och nach ëmmer gerecht?

Ass dat villt Geld, wat mer och an déi dote Familljepolitik investéieren, nach ëmmer gutt investéiert, oder kënn et net besser investéiert ginn, fir d'Ziler besser ze erreechen?

Hu mer net eng Rei vu sougenannten alen, fréiere Prioritéiten, déi mer nach ëmmer poursuiwéieren, an négligéiere mer net eng Rei vun neie Prioritéiten, deene mer haut misste gerecht ginn?

Ass et richteg an ass et wichteg a solle mer esou weiderfueren, dat mer eng Familljepolitik maachen, déi hei am Land zumindest zu 80% op Geldleeschtunge baséiert an nëmmen zu 20% op Sachleeschtungen?

Ier mer eng Äntwert op déi dote Froe kënnen formuléieren, musse mer eis eng Rei vun anere Froe stellen, nämlech mir musse kucken: Wat ass d'Émfeld vun de Familljen haut am Ufank vum 21. Jorhonnert? Wat fir eng Form vu Familljen a wat fir eng Form vun Zesummeliwe kenne mer haut?

Wat fir Problemer begéinen d'Familljen haut an hirem Alldag? Wat fir eng Besoinen hunn d'Familljen haut?

Wa mer keng ideologesch, mä eng pragmatesch orientéiert Familljepolitik wëlle maachen, da musse mer fir d'éischt eng Äntwert op dës Froe formuléieren, eng Äntwert op d'Erausforderungen, déi sech haut stellen. Dat erfuerdert Kohärenz an der Démarche, Wäitsicht an e Gefill fir Entwécklungen, déi amgaange sinn ze geschéien.

D'Zuelen, déi kann ech lech haut leider net komplett virenthalen, well d'Zuele weise ganz oft, wéi d'Liewensrealitéite vun de Mënsche sech hei am Land am Laf vun deene leschte Joren a Jorzéngte geännert hunn. Sou ass et zum Beispill esou, dat zënter 1980 d'Kanner, déi an engem Mariage gebuer sinn, vu 95% op 75% erofgaange sinn am Joer 2004.

1991 hate mer 2.299 elengerzéiend Pappen an 9.198 elengerzéiend Mammen. 2001 waren dat 3.223 elengerzéiend Pappen an 11.251 elengerzéiend Mammen. D'Zuel vun de Scheedungen huet sech tëschent 1980 an 2005 carrément verduebelt: vun 1980 523 op 2005 1.031.

Tatsaach ass also, dass d'Familljestructure sech geännert hunn. D'Familljeformen sinn haut méi divers, méi villfältig ginn, an et gëtt eben net méi just ee gesellschaftlech akzeptéierte Familljemodell.

D'Zuele weisen, dat d'Erwerbsverhale sech geännert huet vun de Mënschen an domadder och vun deene Leit, déi d'Famillje formen. Och déi Zuele kënnen mer virleeën.

D'Frae sinn op där enger Säit ëmmer besser ausgebilt, wat absolut ze begréissen ass. D'Fraenerwerbsquot ass dann och am Duerchschnëtt zënter 1988 bis 2005 ëm 4,3% pro Joer an d'Luucht gaangen. Mir

hunn hei am Land 44% vun de Fraen, déi enger Deelzäitaarbecht noginn. Vun de Fraen, déi eng Héichschulformatioun hunn an dohem Kanner ze betreiën hunn, schaffen der 69%. Dat sinn der allerdéngs manner, wéi a ganz villen aneren europäesche Länner, well am europäeschen Duerchschnëtt sinn et 80% vun den Universitären, déi Kanner betreiën, déi enger Aarbecht noginn.

Mir hu 40% Stéit hei am Land, wou Mann a Fra vollbeschäftegt sinn. Do leie mer ënnert dem europäeschen Duerchschnëtt, well am europäeschen Duerchschnëtt sinn et der 45%. Mir hu 35% hei am Land, wou de Mann eleng vollbeschäftegt ass. Am europäeschen Duerchschnëtt sinn et manner Stéit, wou de Mann eleng vollbeschäftegt ass, nämlech 29%. Familljen, wou de Mann vollbeschäftegt an d'Fra deelzäitbeschäftegt ass, ginn hei mat 21% ugefouert. Am europäeschen Duerchschnëtt ass et do dann allerdéngs esou, dat et der do e bësse manner sinn, nämlech 19%.

Tatsaach ass also och, zu Lëtzebuerg schaffe manner Fraen, obscho mer an enger ganzer Rei vu Strategien, zum Beispill an der Strategie de Lisbonne, eis als Zil gesat hunn, dat mer och d'Frae méi no un d'Aarbechtswelten erubréngen, dat mer och kucken, dee Reservoir, dee mer hunn um Aarbechtsmaart vu Fraen, déi bis elo nach net aktiv sinn, besser auszuschöpfen, fir doduerjer och kënnen d'Kompetitivitéit vun eise Betriber ze stäerken.

Mir wësse jo och, dat mer en Aarbechtsmaart hunn, dee ganz vill gutt forméiert Leit fret, an do ass et scho schued, dat mer par rapport zum europäeschen Ausland manner héich qualifizéiert Fraen am Aarbechtswelten hei am Land kënnen behalen, wéi dat an aneren europäesche Länner de Fall ass. Also besteet och do nach wie vor Handlungsbedarf.

Et sinn eis bei eise Recherchen, déi mer gemaach hunn, eng ganz Rei vun Etüden opgefoll, Etüden hei aus dem Land, Etüden aus dem Ausland, déi och ganz kloer dokumentéieren, dat virun allem Famill a Beruff haut net méi esou einfach ënner een Hutt ze bréngen sinn an dat sech nei Erausforderunge stelle par rapport zu de Familljesituatiounen virun enger Rei vu Jorzéngten.

Esou huet zum Beispill dat Deutsches Institut für Altersforschung 2001 an enger Etüd geschriwwen: „Wenn Frauen aus dem Erwerbsleben ausscheiden, ist die Haushaltsführung mit oder ohne Kinder der wichtigste Grund.“ D'Bertelsmann-Stiftung seet, dat 50% vun de Frae mat Kanner ënner zwielef Joer ophalen ze schaffen, allerdéngs nëmme 6% dat och esou gewollt hunn. Zu Lëtzebuerg soen 81% vun de Fraen, déi net geschafft hunn, dat se dat aus familiäre Grënn maachen.

Infratest dimap seet an enger Etüd iwwer Geld und Betreuung, dat „52% halten mehr Betreuungseinrichtungen wie Krippen- oder Kindergartenplätze für das sinnvollste Mittel, um Familien mit Kindern zu unterstützen. Nur 18% finden mehr Kindergeld beziehungsweise mehr steuerliche Vergünstigungen am besten geeignet.“

De Ceps/INSTEAD huet eng Etüd am Opdrag vun der Stad Esch viru kuerzem virgestallt, wou se sech och iwwert d'Kannerbetreuung geäussert hunn. Do war Folgendes ze liesen: „52% der Mütter haben keine berufliche Veränderung nach der Geburt eines Kindes vorgenommen. 48% haben entweder ihre Berufstätigkeit teilweise oder ganz aufgegeben beziehungsweise verändert. Von den Frauen, die ihre Arbeit aufgegeben haben, gaben 41% an, dass der finanzielle Vorteil der Berufstätigkeit angesichts der Mehrausgaben zu gering war. 10% dieser Frauen gaben an, dass sie keine geeignete Kinderbetreuung finden konnten. Fast zwei Drittel der Escher Haushalte, die ein Kind planen, möchten gegebenenfalls auf ein kollektives öffentliches Betreuungsangebot zurückgreifen. Zurzeit wird nur ein Drittel der unter Dreijährigen in solchen Einrichtungen betreut.“

D'Kanner tëschent null a véier Joer hunn hei an der Moyenne, wa mer d'Zomm vun all de Betreuungsplaze maachen, déi disponibel sinn, d'Méiglechkeet eng op fënnf, fir eng Betreuungsplaz ze fannen. Dat heescht, mir hunn eigentlech nëmme fir all fënnf Kand eng Betreuungsplaz, déi mer an där doter Alterskategorie kënnen ubidden. Aner Länner sinn do ganz aner Weeër gaangen. An Dänemark zum Beispill, do kënnen 64%

vun de Kanner tëschent null a véier Joer a Betreuungsplazen opgeholl ginn.

Mir ginn och ze bedenken, dat de Käschtepunkt, virun allem och a konventionéierte Crèche, sécherlech och an deene privaten, relativ héich ass an oft dozou féiert, dat Leit mat mëttlerem an héijem Akommes hir Kanner do éischter net aschreiwen an op aner Solutiounen zrëckgräifen; wat fir d'sozial Mëschung an deene Betreuungs-institutionen do net onbedéngt positiv ze bewäerten ass.

Dann e Bléck op eise Steiersystem. De Steiersplitting féiert jo bekanntlech dozou, dat virun allem deen am Stot mat deem klengen Revenu méi héich besteiert gëtt, wéi wann hien eleng géif individuell besteiert ginn. Dat féiert dann oft dozou, well Fraen deelweis wéinst der Kannereerzéiung aus dem Beruff ausscheede respektiv nëmme deelzäit schaffen, dat dat dann oft d'Fra am Stot ass, déi dee méi klengen Revenu huet, an dat deen dann oft méi héich besteiert gëtt, wéi wa se individuell géif besteiert ginn, wat dann och dozou féiert, dat vill Frae soen: Ma et rentéiert sech eigentlech net, wann ech berufstätig ginn.

De Ceps konnt 2001 datselwecht feststellen an enger Etüd, déi «Choix des femmes luxembourgeoises» geheescht huet. Ech zitéieren: «Le système d'imposition défavorable est l'argument désinductif principal en ce qui concerne une activité professionnelle exercée par une femme, surtout pour les ménages à haut revenu.»

De Steiersplitting féiert dann och dozou, dat all déi Koppelen - där et awer am Land net wéineg gëtt -, déi net bestuet sinn, déi awer zesummeliwe wéi wa se bestuet wären, steierlech diskriminéiert ginn. An en avantagéiert eng Rei vu Koppelen - ganz vill Koppelen, et sinn der bal 40.000 am Land -, déi bestuet sinn an awer keng Kanner zur Laascht hunn. Do muss ee sech d'Fro stellen, ob mer haut nach weiderhi wëllen eenzel Famillje formen, favoriséieren an ënnerstëtzen, oder ob et net awer Zäit wär ze soen: Déi, déi mer mussen ënnerstëtzen, dat sinn d'Kanner, an eise Steiersystem an eis aner Systemer dorobber orientéieren.

Ech wëll nach emol drun erënneren, dat duerch d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun ganz besonnesch och d'Mët-telschichten hei am Land belaaucht gi sinn. Et huet eng considéerabel Hausse vun der Steierlaascht no sech gefouert déi leschte Joren. Et sinn do ganz oft net déi kleng Revenuen, déi belaaucht ginn, et sinn och prozentual manner déi grouss Revenuen, déi belaaucht sinn, mä et sinn d'Famillje mat engem mëttlerem Akommes, déi do iwwerproportional belaaucht sinn, an ënnert deene ganz oft nach emol déi Familljen - oder an der Regel nach emol déi Familljen -, déi Kanner zu hirer Laascht hunn. Do ass et déi prozentual Augmentatioun vun der Steierlaascht duerch d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun zanter 2002, déi sech do wierklech bemierkbar mécht, déi déi Familljen do spieren.

Ech wëll just och hei nach emol e puer Beispiller uféieren. Eng Famill mat zwee Kanner, déi am Mount e Revenu imposable vun 3.750 Euro huet, déi bezilt haut 2.800 Euro, amplaz vun 1.400 Euro Steieren d'Joer, déi se nach 2002 bezuelt huet. Dat heescht, bei där doter Famill mat zwee Kanner ass et carrément zu enger Verduebelung vun der Steierlaascht komm. Bei engem Revenu imposable de Mount vu 6.000 Euro, do mécht dee Plus u Steierlaascht pro Joer dann als Beispill e Montant vun 3.600 Euro aus. Och hei ass also d'Tatsaach, dat ganz vill Fraen aus dem Beruff ausscheeden, net oder nëmme deelweis berufstätig sinn, well de finanziellen Intéret do oft net ginn ass, a well et awer op där anerer Säit oft nach u Betreuungsmeiglechkeete fir d'Kanner feelt.

Mir sinn dann och der Meinung, dat een eng Rei vun Instrumenter soll iwwerdenken; dat Instrumenter, déi am Laf vun deene leschte Joren a Jorzéngte geschafe gi sinn, déi mat Sécherheet hir Noutwendegkeet haten dee Moment wou se geschafe gi sinn, haut mat Sécherheet net komplett sollen a Fro gestallt ginn, mä awer mussen un nei Realitéiten ugepasst ginn. Esou zum Beispill musse mer eng Anlys maachen iwwert de Congé parental. Wat huet e bruecht? Huet

en déi Erwaardungen, déi an e gesat gi sinn, wou en agefouert ginn ass, komplett erfëllt?

Et muss een op d'mannst soen, dass déi aarbechtsmaartpolitesch Ziler, déi jo och mam Congé parental poursuivéiert gi sinn, op jidde Fall net erfëllt gi sinn, dass de Congé parental aarbechtsmaartpolitesch éischter e Feelgrëff war, well mer an der Realitéit a ville Betriber mierken, dass een awer net ka fir sechs Méint agestallt ginn, fir dann déi Aarbecht ze maachen, déi dee gemaach huet, deen an de Congé parental gaangen ass, an dass et doduerjer do net ganz kloer zu enger Baisse vum Chômage konnt kommen. Par contre stellt et fest, dass ganz vill Betriber oft domadder belaauscht sinn, fir iwwerhaupt déi dote Leit ze fanne respektiv Leit ze remplacéieren, déi dann an de Congé parental gaange sinn.

Déi familljepolitesch Ziler vum Congé parental sinn op d'mannst zum Deel erfëllt ginn, wann ee gesäit, wivill Leit vum Congé parental profitéieren. Wann een awer do gesäit, dass et ganz oft - bal an der Regel - d'Fra ass, déi vum Congé parental profitéiert, an et ganz seelen de Mann ass, dee profitéiert vum Congé parental, da war et jo och mat Sécherheet net d'Intentioun vum Législateur, wéi de Congé parental agefouert ginn ass, fir déi Opdeelung och esou per Gesetz ze definéieren. An dofir solle mer eis awer och do eng Kéier d'Fro stellen, ob dat richtig ass, ob d'Pappen duerch deen dote System benodelegt ginn, ob mer net en anere System kënnen en place setzen, deen och de Pappen d'Méiglechkeet gëtt, do hirer Verantwortung kënnen gerecht ze ginn an de Congé parental ze notzen, dat mat hirem Berufsliewen ze reconciliéieren, a sech op där anerer Säit dann och méi an där Zäit ëm d'Famill an ëm hir Kanner ze bekëmmere.

Mir stellen och fest, dass ganz vill Famillje mat engem mëttleren a méi héijen Akommes net vum Congé parental profitéieren, well se hirt Liewen eben op hirt Akommes hin organiséiert hunn. Well se sech zum Beispill en Haus ugeschaf hunn, dass muss rembourséiert ginn, a well se awer just, par rapport zu hirem Akommes, e relativ niddrege Forfait während der Zäit vum Congé parental kréien, da Problemer hunn, hirt Liewe kënnen esou weiderzeféieren, an dat herno dozou féiert, dass se de Congé parental net kënnen oder net wëllen huelen. An ech hu scho gesot, dass et oft och eng Belaaschtung ass fir d'Betriber, fir dann déi Zäit vum Congé parental kënnen ze iwwerbrécken.

Gedanke solle mer eis och maachen ëm d'Kannergeld, ëm de System vum Kannergeld, wéi mer et momentan hunn, net onbedéngt fir ofzeschaffen oder ze reduzéieren, mä vläicht awer ëmzeschichten do, wou et noutwendeg ass, fir eis Ziler och do besser ze erfëllen. Mir hunn haut e Kannergeld, wou déi Famill, déi méi Kanner huet, méi Kannergeld kritt pro Kand. Mir mengen, dass dat net onbedéngt seng Ziler erreecht huet, well mer mierken, dass d'Gebuertsquot hei zu Lëtzebuerg awer relativ niddreg ass par rapport zu anere Länner. Dat dote war jo awer ganz kloer eng natalistesche orientéiert Familljepolitik, fir ze soen: Fir dat zweet, dass dréit Kand kriss de méi Kannergeld wéi fir dat éischt. D'Zil schéngt also net erreecht ze sinn.

D'Kannergeld war bis elo och eng Measure, déi weineng selektiv ass, well jiddfer ee kann dovunner profitéieren, egal ob hien an enger sozialer familiärer Situatioun ass, wou dat indiquéiert ass, oder net.

Da solle mer awer och an aller Rou driwwer diskutéieren, wivill vum Kannergeld mer mëttlerweil an d'Grenzregion exportéieren, an ob dat gutt esou ass. Mëttlerweil sinn et iwwer 250 Milliounen Euro d'Joer, déi u Kannergeld hei zu Lëtzebuerg ausbezuelt ginn, déi awer direkt an d'Nopeschlänner exportéiert ginn. D'Tendenz ass do ganz kloer steigend, well dee Chiffer ass zanter tëschent 2000 an 2005 ëm 91% an d'Luucht gaangen.

Elo kéint ee mengen, dass wär enk liiert domadder, well mer ëmmer méi Grenzgänger hunn, déi hei um Aarbechtsmaart tätég sinn. Dass ass eng Erklärung do dervun. Dee Chiffer ass an där Zäit ëm 35% an d'Luucht gaangen. Allerdéngs kann dat

also net déi voll Erklärung sinn, wa mer 91% méi Kannergeld an d'Ausland mëttlerweil transféieren; dat bei nëmme 35% méi Frontalieren op eisem Aarbechtsmaart.

Do si mer net eleng als Lëtzebuergesche Législateur, déi doriwwer kënnen beuertheelen. Et gëtt EU-Direktiven, déi soen, dass familljepolitesch Leeschtunge wéi déi doten - wéi d'Kannergeld - eben exportabel sinn. An eng zweet Ursach, firwat déi Montanten awer esou an d'Luucht geschnell sinn a firwat se déi considéabel Héicht erreecht hunn, ass ganz oft doranner ze fannen, dass d'Ausland hire Leit manner Kannergeld gëtt respektiv wéi zum Beispill fir déi meeschte Ménagen a Frankräich fir dat éischt Kand eigentlech guer kee Kannergeld, a mir als Lëtzebuerg da gehale sinn, d'Differenz ze bezuelen. Dat heescht, fir vill Familljen dat integraalt Kannergeld an d'Ausland ze transféieren, respektiv dass mer d'Differenz, wann dat auslännescht Kannergeld méi niddreg ass, als Lëtzebuergesche Stat nach emol mussen dropleeën.

D'Fro muss erlaabt sinn, ob deen Export vum Kannergeld do nach bedarfsorientéiert ass. Mir mengen: Neen, en ass haut net bedarfsorientéiert, well mer wëssen, dass et am Ausland vill méi bëlleg ze wunnen an och ze liewen ass wéi hei am Land an et duerfir net onbedéngt esou soll sinn, dass mer e System weider bäibehalen, dee ganz vill Geld och an d'Ausland transféiert, well déi Leit ganz oft vill méi mat deem Geld kënnen maachen, wéi déi Leit, déi et hei am Land zegutt hunn, an de Besoin éischer dann och des Säit vun de Grenze besteet.

Et ass jo och esou, dass dat doten awer e considéabelen Impakt och op de Statsbudget huet. Net fir näischt hu mer virun engem gudden Joer, wou jo d'Statsfinanzen ee vun den Haaptsubjeten hei an der Chamber waren, och als Demokratesch Partei an enger vun eisen 33 Reformpropositionen drop higewisen, dass mer considéerabelment dann do an d'Ausland iwwerweisen, an dass een och um Niveau vun der Familljepolitik sech dat misst eng Kéier iwwerleeën, ob mer net en anere System do kënnen fannen, deen op d'mannst d'Suen do ukomme léisst, wou se am meeschte gebraucht ginn.

De grouse Problem, deem d'Familljen haut begéien, ass jo ganz oft d'Wunnen, sech nach eng Wunneng des Säit vun der Grenz ze erlaben. Dat féiert dozou, dass et ëmmer méi Lëtzebuergesch Stéit sech déi aner Säit vun der Grenz implantéieren, well se do Wunnraum fannen, dee se kënnen bezuelen, wou se da Wunnen, Liewen a Verdéngen och matenee kënnen ënner een Hutt kréien.

Vill Famillje mussen dauerhaft zu zwee schaffe goen, fir sech nach eppes uschaffen ze kënnen. Mir wëssen, dass besonnesch an der rezenter Vergaangenheet d'Zënslaascht dätlich an d'Luucht gaangen ass. Och dat dréckt op d'Budgete vun de Familljen. Dat féiert zum Beispill dozou, dass haut d'Préten, fir sech en Haus unzeschaffen, oft méi laang lafen, wéi dat nach an der Vergaangenheet de Fall war, mat awer Lafzäiten, wou d'Famill sech iwwer Jorzéngten a Jorzéngten ewech engagéiere muss.

An dat féiert och dozou, dass den disponible Revenu vun de Familljen erfogheet, well ëmmer méi e grouse Pourcentage vum Revenu da fir de Logement muss reservéiert ginn. Ee Grond méi - déi dramatesch Situatioun um Wunnengsmaart hei am Land -, fir ze kucken, ob mer den Export vum Kannergeld an d'Nopeschlänner nach ëmmer no deem dote System, no deem dote Wee wëlle weiderféieren.

Nun, et stellt ee fest, dass dee jëtzege System der gelieferter Realitéit am Land net méi ëmmer gerecht gëtt. Et gëtt nach ze vill oft just ee Familljmodell ënnerstëtzt, an zwar deen, deen nom kathoulesche Weltbild deen idealeen ass. Et gëtt der Diversitéit net genuch Rechnung gedroen, der Diversitéit, déi awer eng Realitéit am Land ginn ass. Et feelt u Betreuungsstrukturen, fir Famill a Beruff ënner een Hutt kënnen ze bréngen. Eis Familljepolitik ass net selektiv a behënnert oft d'Beruffstätégkeet an domadder och d'Chancéglichheet vu ganz ville Fraen.

Elo kéint ee sech et einfach maachen als Oppositionspartei an do e Punkt setzen a soen: Hei, Regierung, dass ass de Constat, dee mer maachen. Gitt wann ech gelift eng Stellungnahm dozou a kuckt wéi Der domadder eens gitt! Wéi kritt Dir déi Problemer do behuewen?

Mir wëllen als Demokratesch Partei awer net do stoe bleiwen a mir sinn ee Schrott méi wäit gaang, fir eng Rei vu Propositionen an d'Diskussioun ze bréngen, fir ze kucken, wéi mer eis Familljepolitik an Zukunft wëllen ausrichten, fir deenen dote ganz ënnerschiddlechen Eerausforderungen d'ailleurs kënnen gerecht ze ginn.

Eerausforderungen, déi mer op ganz ville Pläng erëmfannen. An ee vun deene Pläng a ganz zentrale Pläng ass mat Sécherheet Famill a Beruff kënnen ënner een Hutt ze bréngen. An dat geet nëmme, dass wësse mer, wa mer och déi entsprechend Kannerbetreuungsstrukturen hunn. Duerfir muss mer weider Efforté maachen, fir ganz besonnesch fir déi kleng Kanner tëschent null a véier Joer d'Betreuungsstrukturen auszubauen. Mir kéinten eis virstellen, dass een do sech ganz ambitiéis Ziler setzt, fir an deenen nächste fënnel Joer d'Zuel vun deene Betreuungsplazen do zesummen tëschent Stat, Gemengen, Privatentreprisen an aneren Acteure verduebelen ze kënnen.

Mir mengen och, dass ee sech et nach emol muss gutt iwwerleeën, ob ee weiderhin de Käschtepunkt, deen d'Eltere selwer an deenen doten Infrastrukturen mussen opbréngen, och fir mëttelt an héicht Akommes esou héich setzt, wéi dat momentan oft de Fall ass, well mer mierken, dass doduerjer ganz oft déi sozial Mëschung an deene Crèchen, an de Foyer-de-jouren, an de Maison-relais net méi stëmmt, an dat soll een nach emol bedenken, ob dat ënnert dem Stréch déi richtig Politik ass.

Dir wësst, dass ech selwer eng Proposition de loi erabruecht hunn, déi zesumme mat engem Projet de loi vun der Regierung elo diskutéiert gëtt, iwwert d'Unerkennung vum Beruff vun der Dagesmamm. Mir mengen also, dass wa mer iwwer Betreuungsstrukturen schwätzen, mer net ëmmer nëmme grouss Infrastrukturen mussen schafen, wou esou vill Plaze fir Kanner dann disponibel sinn, mat Personal, wat fest agestallt gëtt.

Mir mengen, och wa mer dee grouse Besoin wierklech wëllen erfëllen, deen um Niveau vun der Kannerbetreuung op eis duer och nach wäert kommen déi nächst Joren, da brauche mer méi Acteuren an deenen doten Domänen. Dat kënnen och privat Acteure sinn; dat kënnen och eenzel Persoune sinn, déi sech dann an der Kannerbetreuung engagéieren. Mir brauchen awer och fir déi Solutiounen da Qualitéitskritären, souwuel wat d'Raimlechkeeten ubelaangt wéi och wat déi Leit ubelaangt, déi sech doranner versichen.

D'Qualitéit vun der Betreuung soll iwwerhaupt e wichtege Sujet sinn. Mir därefer bei all deenen Iwwerleeungen, déi mer ustrenge, fir d'Zuel vun de Betreuungsplazen auszeweiden, d'Qualitéit net verholéissen, well et hëlleft kengem, eng Betreuungsplaz disponibel ze hunn oder zur Verfügung gestallt ze kréien oder an enger Crèche eng Plaz ze fannen, wann een un der Qualitéit herno zweifelt, well da wäert et mat Sécherheet esou sinn, dass d'Elteren hir Kanner och net wëllen, net kënnen dohinner ginn. Mir mengen och, dass do d'ASFT-Gesetz soll eng Kéier bilanzéiert ginn, fir ze kucken, wat positiv a wat manner positiv dru war, a fir dann déi néideg Konklusiounen zéien ze kënnen.

Et ass kloer - an dat soll net als Kritik verstanen ginn, well op ganz ville Plaze geschitt dat -, et muss och no pedagogesche Konzepte an de Betreuungsinfrastrukture geschaff ginn. Betreuung heescht net nëmme op d'Kanner oppassen, dass se dee Moment net op der Strooss sinn, mä et heescht sënnavoll pedagogesch Aarbecht mat deene Kanner déi Zäit ze leeschten. An dat geet eben och nëmme mat deem néidegen, qualifizierte Personal.

Da stellt ee fest, dass wann een iwwert d'Land an iwwert d'Gemenge fiert, da gesäit een oft Betreuungsstrukturen, wou dagsiwwer awer net ganz besonnesch vill lass ass, an et denkt ee sech: Ma wären net och zu deenen Dageszäite vill Eltere frou, wa se d'Geleeënheet hätten, hir Kanner betreit ze kréien?

Duerfir menge mir, dass mer déi Infrastrukturen, déi mer hunn, déi bestinn, déi Gemengen, Stat an anerer am Laf vun deene leschte Joren operéiert hunn, nach besser sollten auslaaschten, an dass mer net herno eng Situatioun hunn, wou mer op där enger Säit vun der Strooss d'Schoul stoen hunn, déi zu gewëssene Stonnen da funktionéiert, op där anerer Säit während deene Stonnen dann awer d'Maison relais stoen hunn, déi dann eidel ass, wou et däischer ass a wou näischt geschitt. Ma kommt, mir kucken dann och op d'mannst, wann de Besoin do ass an der jeeweileger Gemeng, fir dann do Kanner kënnen eranzehuelen, net schoufflichteg Kanner eben och kënnen an der Maison relais opzehuelen.

Ech weess, dass dat mat där neier Konventioun, déi de Familljeministère ubitt, méiglech ass. Mir selwer zu Déifferdeng ginn och op deen dote Wee ab September, fir dat kënnen unzebidden. Ech mengen, dass mer do nach Potenzial hunn, dass mer zesumme besser kënnen ausnotzen.

Da wëlle mer nach emol ganz kloer ënnerschiddlech, dass d'Eltere sollen de Choix hunn, a wat fir eng Betreuung se hir Kanner ginn. Mir mengen net, dass an all Gemeng elo misst eng Ganzdagsschoul existéieren, wou d'Kand muss dra goen. Mir mengen, dass dat kann existéieren. Mir mengen, dass d'Elteren de Choix sollen hunn, hirt Kand do anzeschreien oder an eng aner Schoul anzeschreien, dass een also kann och Kanner selwer doheem betreiwen, dass ee sech ka familiär organiséieren, dass ee kann op d'Maison relais, op eng Crèche, op e Foyer du jour oder eng Dagesmamm zrëckgräfen.

Mir wëllen eis do a mir därefer eis do net op ee Modell konzentréieren a fir ee Modell ausschwätzen. D'Diversitéit mécht et och an deem Fall, well d'Situatiounen, an deenen d'Familljen dra sinn, déi sinn esou ënnerschiddlech an déi brauchen och einfach ënnerschiddlech Offerten um Niveau vun der Betreuung.

Dann hunn ech et gesot, duerch de Steier-splitting hu mer eng Situatioun, wou ganz besonnesch oft Fraen encouragéiert ginn, fir net berufstätég ze ginn oder aus dem Berufsliewen auszuescheiden. Duerfir wëlle mer nach emol rappeléieren, dass mer fir eng Ofschafung vum Steiersplitting sinn, dass mer fir d'individuell Besteuerung sinn. A mir stelle just fest, dass wann een doriwwer diskutéiert, da gëtt vu ville Säite gesot, jo, dass doten, dass kéint ee maachen, dass kéint eng sympathesch Iddi sinn, da loosse mer emol kucken.

De Premierminister Jean-Claude Juncker, deen 2001 Premierminister war, haut nach ëmmer Premierminister ass, huet 2001 an der Debatt zur Lag vun der Natioun ugekënnegt, dass d'Individualiséierung am Steierrecht géif komme fir 2005. Mir sinn haut 2007 an hu virun e puer Wochen hei bei der dësäreger Debatt zur Lag vun der Natioun nach eng Kéier bal datselwech héieren. Do war de Premierminister e bësse méi virsiichteg. Hien huet keen Datum genannt, mä hien huet gesot, elo géifen emol Etüde gemaach ginn. Ech huelen un, wann et eescht gemengt gewiescht wär, fir d'Individualiséierung am Steierrecht anzeféieren, dann hätt een och scho kënnen 2001 déi Etüden do an Optrag ginn, da wësst een haut wéi et géif goen, op d'mannst dat, och wann een et bis ewell nach net gemaach hätt.

Mä mir hoffen dann awer elo, dass des Kéier de Wiederder wäerten Tate folgen an dass da konkret eppes an déi dote Richtung deemnächst geschéie wäert. Eis, als DP, wäert Der do op jidde Fall, Dir Dammen an Dir Häre vun der Regierung, als Alliierte fannen.

» **Mme Anne Brasseur (DP)**.- Den Här Statsminister wäert nach missen dem Finanzminister den Optrag ginn, fir dat ze maachen.

» **M. le Président**.- Madame Brasseur, hutt Der eng Fro?

(**Hilarité**)

» **Mme Anne Brasseur (DP)**.- E Constat.

» **M. le Président**.- Soll ech lech aschreiwien?

(**Interruptions diverses**)

» **M. Claude Meisch (DP), interpellateur**.- Esou wéi ech den Här Statsminister kennen oder wéi ech den Här Finanzminister kennen, begéine se sech ab und zu, wann déi zwee uechtert d'Welt ënnerwee sinn, an iergendwousch ronderëm de Globus wäerten dann de Statsminister an de Finanzminister sech begéien an da kënnen se doriwwer diskutéieren, Madame Brasseur. Dorunner soll et also och net hanken.

Mir mengen, wa mer e steierlechen Avantage de Famillje ginn, da soll deen Avantage virun allem duerch d'Belaaschtung vun de Kanner gerechtfertegt sinn, da solle mer d'Kanner ënnerstëtzen, d'Kannerkréien, d'Kannergrousszéien ënnerstëtzen an net, wéi ech virdu scho gesot hunn, just eng Familljreform, just kucken, ob een dann elo bestuet ass oder ob een an enger anerer vun deene ganz ënnerschiddleche Familljeformen, déi et mëttlerweil gëtt, zesumme lieft.

Dann nach emol, d'Steiertabell upassen, fir virun allem de Famillje mat engem mëttleren Akommes, fir virun allem de Famillje mat Kanner déi Entlaaschtung ze ginn, déi hinnen déi lescht Jore verwiert bliwwen ass, déi Entlaaschtung ze ginn, déi se brauchen, fir haut mat ganz ville Laaschte kënnen eens ze ginn: Belaaschtung duerch déi héich Präisser um Wunnengsmaart, Belaaschtung duerch méi deier Energiekäschten, Belaaschtung duerch Eegevirsuerger fir den Alter, Belaaschtung duerch

d'Kannerbetreierung, déi jo och an d'Luucht gaangen ass an der leschter Zäit.

Wann d'Familljen dat dote solle packen, da brauche se eng steierlech Entlaaschtung. A wéi mer zu där kënne kommen, ass ganz einfach. Mir musse ganz einfach d'Steier-tabell nees upassen un déi Taxuen, wéi se hei 2001 vun der Chamber gestëmmt gi sinn, dann hunn d'Familljen och erëm Loft hei am Land fir ze ootmen.

De Congé parental, wann een d'Analys gemaach huet, wéi ech se virdu gemaach hunn, soll een dann och iwwerdenken. Et soll een eiser Meenung no kucken, dass een de Congé parental an d'Allocation d'éducation zesummeffiert an eigentlech een Instrument doraus mécht. Dat heescht dann natierlech, dass d'Allocation d'éducation fir vill Koppelen, déi haut Urecht dorobber hunn, géif ewechfalen. Mir mengen, dass se soll bestoe bleiwen, virun allem fir déi Koppelen, déi an enger sozialer Situatioun sinn, déi bedéngt, dass se och dat Geld brauchen, fir hiert Liewe kënne ze organisieren.

Well et oft esou ass, dass Famillje vum Congé parental net profitieren, well einfach dee Forfait, deen do bezuelt gëtt während deene sechs Méint, et hinnen net erlaabt, och kënne hiert Liewen esou weiderzefieren, wéi se dat virdrun am Alldag gemaach hunn, duerfir menge mer, dass een dee Forfait soll upassen a bannen un de reelle Verdéngsch - natierlech mat engem Plaffong, dee kéint bei 250% vum Mindestloun leien.

D'Dauer vum Congé parental soll eiser Meenung no och iwwerducht ginn. Mir stellen haut fest, dass Familljen, Papp a Mamm, Recht hunn op zweemol sechs Méint Congé parental. Dat ass awer en theoretisch Recht. Mir stelle grad esou fest, dass eigentlech an der Praxis d'Familljen, Mamm oder Papp, just eemol Gebrauch maachen an der Regel vum Congé parental, dass heescht insgesamt sechs Méint dovunner profitieren.

Firwat gi mer dann elo net hin a mir kucken déi sechs Méint do op d'mannst besser kënne opzedeele, fir dass do wierklech d'Mamm an de Papp och kënne profitieren vun deem Congé parental, an duerfir ze soen, ma kommt, mer schafen e Recht zum Beispill vun zweemol dräi Méint?

Et soll awer keen eis do festneelen: Wa mer hei am Haus der Meenung sinn, et misste véier oder fënnf Méint sinn, da kann ee mat Sécherheet doriwwer diskutieren.

Mä mir kucke virun allem, dass dann och den zweeten Elterendeel, wat ganz oft de Papp ass, de Congé parental ka mat sengem Berufsliewen, mat senger Aarbecht, mat senger Aarbechtsrealitéit am Alldag vereinbaren, an duerfir net onbedéngt muss déi ganz Zäit uneneen huelen, wou en dann esou vill Méint aus dem Beruff ausscheet an da sech em d'Famill ka këmmen, mä dass en dat ka fragmentieren iwwer eng gewësse Period ewech, dass een zum Beispill een oder zwee Mëtteger an der Woch iwwer e puer Joer ewech ka vum Congé parental profitieren a sech dann och em d'Betreierung vun de Kanner ka këmmen.

Mir sinn och der Meenung, dass dat eng Solutioun wär, déi méi gönschteg wär fir d'Betriber, well mer wëssen, dass souwisou vill Betriber net déi qualifizéiert Main-d'œuvre fannen, fir während dräi oder sechs Méint déi Leit ze ersetzen. Dann ass et méi einfach sech heiansdo esou als Betrib ze organisieren, dass een dann een eemol oder zweemol an der Woch iwwer eng länger Period ersetzt.

Och d'Kannergeld soll eiser Meenung no iwwerducht ginn. Et soll emgeschicht ginn, wou mer zum Deel déi Moyenen, déi mer haut brauchen, fir Kannergeld ze bezuelen hei am Land an, wéi ech gesot hunn, och am Ausland, kucken, se weider zum Deel als Kannergeld ze bezuelen, zum Deel awer och kucken, fir do ganz konkret Propositionen ze maachen, wéi mer de Famillje kënne ënnert d'Äerm gräifen, déi hei am Land wunnen.

Mir wëllen also d'Geldleeschungen net méi an där renger Form, wéi se haut bezuelt ginn, weiderzefieren, mä mir mengen, dass een do en Deel als Kannergeld an och en Deel als Wunnngeld kéint notzen.

Mir mengen och do, dass all Kand Recht op datselwecht Kannergeld huet, dass mer do ewech solle komme vun där natalistescher Politik, déi mer bis ewell haten, fir d'Kannergeld ze staffelen, andeem dat zweet an dat drëtt Kand méi Kannergeld kritt wéi dat éischt Kand. Do soll jiddferen dem Stat grad esou léif sinn.

Wa mer also déi Moyenen, déi mer haut hunn, opdeelen an e Kannergeld hei am Land, wou all Kand datselwecht Kannergeld

kritt, an e Wunnngeld, dann hu mer doduerjer automatesch och den Export ënnerbonnen, well et ass jo ganz kloer, dass, wa mer dat Wunnngeld esou orientieren, wéi mer eis Wunnngesmesuren ewell schon organiséiert hunn, sief dat fir Leit, déi Propriétaire sinn, sief dat fir Leit, déi Locataire sinn, dass Geld da jo op jidde Fall hei am Land bleibt, an den Export ass domadder op d'mannst, wann en net ofgeschafft ass - dass wëllt jo keen -, mä op d'mannst begrenzt doranner.

Da menge mer, dass dat Wunnngeld och a Fonctioun soll stoe vun der Zuel vun de Kanner, dass et och a Fonctioun soll stoe vum Revenu vun deem jeeeweilige Ménage, fir doduerjer och méi selektiv kënne ze hëllefen. Deen, deen a senger Familljesituatioun, mat sengem Revenu, mat senger Kannerzuel méi Hëllef brauch, dee soll och da méi Hëllef zougesprach kréien.

Mir mengen, dass doduerjer och Leeschtungen, och Geld géif fräi gi fir aner Leeschtungen - zum Beispill, fir déi grousse Aufgab ze schëlleren, déi virun eis läit, fir d'Betreierungsstrukturen nach dem reelle Besoin am Land kënne unzepassen.

Mir brauchen dann och eng kannerfrëndlech Berufswelt. Et ass hei net nëmme, dass d'öffentlech Hand Efforté muss maachen. Mir alleguerte mussen Efforté maachen. Mir alleguerte mussen akzeptieren, dass d'Kannerkréien, dass d'Kannergrousszillen zur Realitéit gehéiert, zum Liewe gehéiert, an dass een dorobber soll Rücksicht huelen.

D'Betriber sollten och dorobber Rücksicht huelen. Mir brauche kannerfrëndlech Entreprisen, wou all déi Mesuren ze ënnerstëtze sinn, déi esou Entreprisen ervirsträchen, a mir musse probieren, déi Efforten, déi se gemaach hunn, ze encouragéieren, se weiderzefieren an op aner Entreprisen auszedehnen.

Mir mengen och, dass familljefrëndlech Entreprisen am groussen Wettbewerb, an der Kompetitivitéit besser gestallt sinn, well se oft de Fraen et virun allem erlaben, iwwer länger Zäit bei hinne kënne tätég ze bleiwen, och wa se Kanner hunn, Kanner kréien, Kanner grousszieren, an dat mam Beruff kënne ënner een Hutt ze bréngen, an dass déi Kompetenzen, déi e Betrib bei sech huet, doduerjer besser un de Betrib gebonne ginn a méi laang dem Betrib zur Verfügung stinn.

Et wär also hei eng Win-win-Situatioun, souwuel fir déi beschäftegt Fraen oder Männer wéi och fir de Betrib, wa mer dat dote géifen zesummen hikréien, fir eis Entreprisé méi familljefrëndlech ze organisieren.

Dat ka geschéien iwwer Betribscrëchen, déi zwar existieren, déi awer nach op zwou Hänn am Land ofzeziele sinn. Dat kann iwwer iwwerbetriblech Léisunge geschéien, andeem Betriber sech zesummesetzen, an et kann awer och geschéien, andeem d'Betriber, d'Gemeng, de Stat oder de konventionéierte Secteur zesumme Solutiounen fannen, fir dann d'Betriber insgesamt méi kannerfrëndlech ze maachen.

Mir brauche mat Sécherheet och do punktuell Flexibilität an den Aarbechtszäiten, fir dann och de Pappen an de Mammen et kënne ze erlaben, souwuel ze schaffe wéi och gläichzäitig op där anerer Säit nach hiren Obligatiounen als Famill kënne nozekenommen.

Da gëtt et eng ganz Rei vun eenzelnen, vun detailléierte Fäll, déi duerch all déi Mesuren, déi bis ewell offréiert ginn, duerch all déi Hëllef, déi bis ewell existieren, oft net gehollef kréien, well d'Situatioun esou komplex ass, esou speziell ass, well se vläicht nëmme temporär géllt, well zum Beispill béid Leit oder en Elengerziende Schichtaarbecht mécht, an do natierlech d'Offerte vun der lokaler Crèche oft deem net Rechnung dréit.

Och do musse mer kucken, dass mer Solutiounen fir déi dote Fäll fannen, well se bis ewell oft nach net fonnt gi sinn an oft dann d'Konklusioun ass, dass déi Leit eben net duerch hir eege Kraaft, duerch hir eegen Initiativ hire Liewensënnerhalt kënne bestreiden an op aner Sozialhëllef uge-wise sinn.

Mir gesinn, eng aner, eng zäitgeméiss Familljepolitik ass méiglech. D'DP-Propositionen si realistesch. Si sinn och ze finanziieren a setzen d'Kanner an de Mëtelpunkt. Si bidde méi Choix fir deen Eenzelnen, bidde virun allem och besser Chancégläichheet tëschent Mann a Fra a bidde Gerechtegkeet tëschent bestueten an net bestuete Koppelen. Si erméiglechen de Famillje weiderhin hei am Land ze wunnen an trotz Kanner berufflech aktiv ze bleiwen. Si hëllef do, wou Hëllef noutwendig ass. Si stäerken och d'Kompeti-

tivitéit vun eisen Entreprisen a si akzeptieren d'Liewenswierklechkeet vun de Leit hei am Land an d'Diversitéit vun de Familljemodelle.

Dës DP-Propositionen stelle keng Revolution duer, mä eng Adaptatioun un d'Liewensrealitéit vun de Bierger. Et ass un der Zäit, déi bestehend Instrumenter ze iwwerdenken. Instrumenter, déi zu hirer Zäit hir Richtegkeet haten, mä déi haut mussen un eng nei Realitéit ugepasst ginn. Mat dëse konkrete Propositionen wëllt d'Demokratesch Partei eng Debatt iwwert d'Familljepolitik am 21. Jorhonnert animieren.

Ech hoffen, mir kënne zesummen eng Rei vu Konklusiounen zéien am Sënn vun de Familljen hei am Land, fir dass sech an hirem Sënn dann esou munches ka bewegen.

Ech soen lech op jidde Fall Merci fir d'No-lauchteren.

►►► **Plusieurs voix.** - Très bien!

►►► **M. le Président.** - Merci, Här Meisch. Als éischt Riednerin ass ageschriwwen d'Madame Marie-Josée Frank. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

►►► **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, d'Interpellatioun vun haut iwwert d'Familljepolitik, a virun allem iwwert d'Familljepolitik am Zesammenhang mat der Vereenbarkeet tëschent Beruff a Famill, huet eis d'Geleeënheet ginn, eis mat der Entwécklung vun der jëtzege Famill auserneezenesetzen an ze analysieren, awéiwäit d'Politik sech dëser Entwécklung upasst a wou Handlungsbedarf besteet. Familljepolitik ass Gesellschaftspolitik, an d'Gesellschaft ass an der Mutatioun. Déi traditionell Famill ass an der Minoritéit.

Wat ass d'Famill vun der Zukunft? Wéi e Stellewäert huet d'Famill am 21. Jorhonnert? Jo, den Här Meisch huet hei vill Chiffere genannt, an déi wäert ech lech erspueren. Mä et ass e Fait, dass d'Famillstruktur an deene leschte Jorzéngten un multikulturelle Plang dramatesch geännert huet. Méi wéi ee Bestietnes op zwee léist sech op, wat d'Fro vun de Pensiounsrechter no enger Scheedung opwerft, virun allem fir déi Generatioun vu menger Zäit.

Eng kleng Parenthèse: Den Här Minister Mars Di Bartolomeo huet viru kuerzem - fir et net ze nennen, den 8. Mäerz - hei an der Chamber gesot, dass mer endlech géifen an deem Thema vum Rentespaltung weiderkommen. Ech wier frou ze héieren, wéi dann d'Zil vun dësem Rentespaltung ass. De Rentespaltung soll jo nëmme am Kader vum Scheedungsrecht geregelt ginn, a mir sinn alleguerten der Meenung, dass awer d'Individualisierung muss dat laangfristeg Zil sinn.

Nieft deene ville Scheedungen huet d'Famill vun haut sech - wéi ech éinescht gesot hunn - grondleeënd geännert. Ëmmer méi Kanner ginn ausserhalb vun engem Bestietnes gebuer; europawäit schätzt een 30%; zu Lëtzebuerg leie mer bei 27%. Sinn déi sougenannte polynukleär Familljen - gemengt si Familljen, wou d'Kanner während der Woch oder während dem Weekend an ënnerschiddleche Familljen hiert Doheem hunn - den Trend vun der Famill vu muer? Et gëtt och ëmmer méi Elteren, déi hir Kanner eleng erziehen. Wou fënnt d'Kand an dëser Welt seng Plaz? An enger Welt, wou een d'Famill als e Puzzle ka bezeichnen.

Ëmmer méi Fraen a Männer si bereet, Beruff a Famill mateneen ze kombinieren. Et geet aus enger Etüd ervir - an zwar vun Januar 2006 -, dass am Joer 2004 ronn d'Halschent vun deene Kanner ënner zwielef Joer - also ongeféier 35.000 Kanner - an engem Stot gelieft hunn, wou d'Mamm beruffstätég war. Dobäi ass ervirzehiewen, dass vill Elteren - an där gëtt et ëmmer méi - kee Choix méi hunn. Si mussen zu zwee schaffe goen, fir sech iwwerhaapt de Liewensstandard vun haut kënne ze leeschten an och eng Wunnng ze hunn. Mä de Liewensstandard vun haut, deen ass och an de Famillje ganz ënnerschiddlech a bei Familljen, sinn ech der Meenung, oft ze héich gestaffelt. Wéi fanne mir eis an dëser multikultureller Welt erëm?

Déi demographesch Entwécklung, déi mécht eis och Suergen, well mir kréien ëmmer manner Kanner, awer mir hunn d'Chance, ëmmer méi al ze ginn. Sécher, deen demographesch Defizit ass net reng e lëtzebuergesche Problem. D'Industrialänner am Allgemenge sti virun där-selwechter Problematik, déi zum Deel, wann och net ausschlieslech, op déi Aart a Weis zréckzefieren ass, wéi d'Famill an enger Gesellschaft ënnerstëtzt gëtt. Fir vill Elteren heescht dat näischt anescht wéi: Wéi kréien ech de Spagat fäerdeg tëschent Famill a Beruff?

Ech hat d'Chance an enger Groussfamill op d'Welt ze kommen, wou an der Famill gebuer, gelieft, geschafft a gestuerwe ginn ass. Meng Mamm huet doheem de Stot gemaach an am Bauerebetrib matgeschafft. D'Versuerger - an d'Ernährerroll si bei eis doheem vu Mamm a Papp gedeelt ginn. Et war schéin heemzekommen, wann ëmmer een do war.

Haut ass dat meeschtens iwwerholl. Zu méi Generatiounen ënner engem Daach ze wunnen, hat och sécherlech negativ Konsequenzen, mä ech mengen, fréier an der Famill sinn nach méi Wäerter vermëttelt ginn. D'Wäerter vu Respekt, Toleranz a Solidaritéit hate méi e grouse Stellewäert. Ass déi traditionell Famill vu fréier en Auslafmodell?

Ech behaupten, dass déi Familljen, déi sech entscheeden, hir Kanner nach doheem ze erziehen, der Gesellschaft e wäertvolle Bäitrag geleescht hunn an och nach leeschte wäerten. Mä déi jonk Generatiounen vu Fraen, déi sech dem Spagat Famill a Beruff gewuesse fillen, denken definitiv net méi drun, opzehale mat schaffen, wa si Kanner kréien. Si denken héchstens drun, eng gewëssen Zäit hire Beruff un den Nol ze hanken, entweder etlech Méint, e Joer, zwee oder dräi Joer. Oder si ginn, wéi gesot, hallefdags schaffen, wann de Stot an hir Liewensëmstänn hinnen dat och erlaben.

D'Betriber wäer gutt beroden, wa se op de Wee vun enger méi familljefrëndlecher Aarbechtsmaartpolitik géife goen an d'Deelzäit-aarbecht géife fördern, well eng familljefrëndlecher Aarbechtswelt ass e wesentlechen Deel vun enger nohalteger Familljepolitik. Ech erënneren lech drun, dass et d'Zil vun der Stratégie de Lisbonne ass, fir bis 2010 60% vun de Fraen op den Aarbechtsmarché ze kréien. Haut leie mir bei 53,6%.

Dann déi zwëschemenschlech, praktesch a finanziell Schwieregkeeten, déi Famill a Beruff haut oft hunn, fir dat Ganzt ënner een Hutt ze kréien, sinn net nëmme hei zu Lëtzebuerg e Problem, mä a villen europäesche Länner. D'Ursach vun nidrege Beschäftigungsprozentsaz vun de Fraen hei zu Lëtzebuerg ass d'Feele vun Opfangstrukturen. Zur Informatioun: Dëse Beschäftigungsprozentsaz louch 2005 um europäeschen Niveau bei 56,3%, mat groussen Ënnerscheeder tëschent de Länner. Schweden zum Beispill huet e weibleche Beschäftigungstaux vun 72%.

De Prozentsaz, wéi gesot, vun 53,6% ass eng Moyenne. Wann tatsächlech net vill Fraen, soen ech, a mengem Alter beruffstätég sinn, da gesäit dat Bild awer an deene jonke Generatiounen ganz anescht aus. Si sinn eben anescht opgewuesse. Si hunn en anert Bild vun der Famill, vun der Gesellschaft a vun der Roll vun der Fra an der Gesellschaft. Et ass eng Saach vu Mentalitéit.

D'Zuel vun de beruffstätége Frae klëmmt lues a lues, wat d'Statistike weisen. Et bleibt awer, dass et hautdésdags net einfach ass fir d'Elteren, déi de Choix gemaach hunn, beruffstätég ze sinn a gläichzäitig Kanner ze kréien. An d'Ëmfeld vun de beruffstätigen Eltere klëmmt stänneg.

Et drängt sech d'Fro op, wat d'Zil vun enger zukunftsorientierter Familljepolitik ass. An déi ass en vue vun alle Verännerungen un Niveau vun der Famill a vun eiser Gesellschaft ganz kloer: Mir brauche méi Kanner a méi Kanner an de Familljen. D'Politik huet d'Aufgab, deen néidege Kader ze schafen, fir dass d'Elteren och d'Méiglechkeet hunn, Kanner ze kréien, mä et muss de libre Choix vun der Koppel bleiwen, ze entscheeden, wéi si hir Familljenorganisatioun wëllen organisieren.

Ech mengen, et ass richtig an noutwendig, dass jiddferen finanziell ënnerstëtzt gëtt, esou wéi d'Famill de Choix trëfft. Eng Famill, déi decidéiert huet, hir Kanner selwer ze erziehen, därerf op kee Fall sozial Nodeeler hunn. Si mussen déiselwecht finanziell Ressourcë bereetgestallt kréien, wéi déi Familljen, déi mussen oder wëlle schaffe goen. Well och déi Famill, déi entscheet huet, dass ee Partner doheem bleibt fir d'Kanner ze erziehen, déi mécht jo och Aarbechtsplaze fräi fir anerer, déi musse schaffe goen. D'Vereenbarkeet vu Beruff a Famill wäert an Zukunft Kärpunkt vun der Familljepolitik sinn.

D'Wäiche vun enger moderner Familljepolitik si viru Joren a Jorzéngte gesat ginn, an dëst notament vun den CSV-Ministère. Ugefaange mat deene sougenannten Zoulagen, déi déi finanziell Laascht, déi ee Kand fir Elteren duerstellt, zum Deel kompenséieren.

Nieft dem Kannergeld ass 1985 d'Allocation d'éducation agefouert ginn, mam Zil, déi Elteren ze ënnerstëtzen, déi sech wëlle komplett ëm d'Erzéiung vun hire Kanner këmmere.

Ech erënneren, datt d'Allocation d'éducation momentan bei 485 Euro läit respektiv bei 242 Euro, wann een hallefdags schaffe geet. Dobäi kënnt, datt ënnert verschidde Konditiounen dës Allocation och ausbezuel gëtt, wann ee weider schaffe geet, vun deem Moment un, wou d'Elteren zesummen net iwwer e gewësse Revenu verfügen. An zwar läit dës Revenu bei engem Kand bei dräimol dem Mindestloun.

D'Fro stellt sech: Wéi gi mer an Zukunft mat dëser Allocation familiare ëm? Solle mer déi ausweite fir déi, déi doheem bleiwen an erzéien?

D'Babyjoren, déi viru bal 20 Joer agefouert gi sinn, wéi och de Congé parental sinn zwou weider Mesuren, déi sech un de Liebensvirstellung vum Elteren orientéieren. D'Koppel muss, wéi ech gesot hunn, de Libre choix behalen, fir Kanner ze kréien, ganz doheem ze erzéien oder während enger gewësser Zäit, ouni um Niveau vun der Rentenversicherung benodeelegt ze ginn oder ze fäerten, hir Aarbechtsplaz ze verléieren.

Da gëtt zënter dem Ufank vun den 90er Jore vill an d'Opfangstrukture fir d'Kanner investéiert an och iwwer nei Pisten nogeduecht, wéi zum Beispill der Förderung vun den Dageseltern. Dëse Gesetzesentwurf huet den Objet, der Aktivitéit vun den Dageseltern e legale Kader ze setzen an ass am Oktober 2006 déposéiert ginn.

Wat d'Versuergungsstrukture fir d'Kanner ugeet, hate mir den 31. Dezember 2006 163 Crèche an Foyeren zu Lëtzebuerg; do-vunner 73 konventionéierter, 79 net konventionéierter an 11 Betriebsstrukturen. Dat sinn natierlech net vill Betriebsstrukturen, an ech mengen, do muss wierklech en Effort gemaach ginn. Dat maachen zesumme 5.200 Plazen aus. Nieft de Plazen am konventionéierte Secteur geet de Stat Plazen a private Crèche lounen. D'lescht Joer waren dat 202 Plazen.

D'Chamber, d'Parteien an d'Fraktiounen wieren och gutt beroden, wa se géifen an Zukunft driwwer nodenken, fir d'Kanner vun hiren Employéen a vun den Deputéierte Crèche ze schafen, wat scho laang e Wunsch vun der Kolleegin Nancy Kemp-Arendt ass.

Zënter 2005 entwéckelt sech d'Konzept vun där sougenannter Maison relais. D'Maisons relais, eng flexibel Ganztagsbetreuung, sinn - wéi ee ka soen - an de leschte Jore wéi Champignonen aus dem Buedem gewuess. 92 Maisons relais konnten d'lescht Joer vun enger Konventioun mat dem Stat profitéieren. Déi meescht goufen a ginn nach ëmmer vun de Gemenge initiéiert. Déi 92 Strukture bidden iwwer 10.200 Plazen un, a fënnf Maison-relais bidden och 194 Plaze fir Kanner tëschent null an dräi Joer un. An do ass och meng Gemeng dobäi.

Eng landeswäit qualitativ héichwärtig Offer ass de Schlëssel vun enger gudder Familljepolitik, fir besser Famill a Beruff mateneen ze kombinéieren. Mä en héichwärtig Qualitéitskonzept muss awer och Wäerter vu Solidaritéit an Toleranz vermëttelen. D'Maisons relais mussen an Zukunft grouss Wäert dorobber leeën. D'Qualitéit huet eben hire Präis. An deen ass héich.

Et kann een am Rapport d'activité vum Familljeministère noliesen, wat d'Versuergung vun de Kanner kascht. Fir den Exercice 2006 hat d'Familljeministère ronn 21,5 Milliounen Euro zur Verfügung, fir sech kënnen un de Käschte vun de konventionéierten Dagesfoyerer a Garderié fir Kanner ze bedeelegen. Iwwer 53.000 Euro ware fir d'lescht Joer, also 2006, virgesinn, fir de Fonds pour le financement des infrastructures socio-familiales de alimentéieren.

Dernieft fléissen och Suen an de Privatsektor. D'Location de chaises bei de

private Crèche huet och hire Käschtepunkt. Am Joer 2006 huet d'Familljeministère Marie-Josée Jacobs 1,8 Milliounen Euro duerfir zur Verfügung gestallt. Den net konventionéierte Secteur gëtt och via staatlech Subsidé subventionéiert, zum Beispill fir d'Infrastrukturen. Dës Subventiounen sollen d'Schafung vu private Betreuungsstrukture fir Kanner encouragéieren. Nom Rapport d'activité vum Familljeministère louch dës Montant d'lescht Joer bei 120.000 Euro.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vill Fraen a Männer wëllen haut gläichberechtigt hire Bäitrag zum Familljena-kommes wéi och zur Familljenaarbecht leeschten. Déi staatlech Partizipatioun un de Fonctionnementskäschte vun de Maison-relais gëtt op ronn 16,1 Milliounen Euro fir d'Joer 2006 estiméiert. Dobäi kënnt, datt de Ministère mat enger Erhéijung um prévisionnellé Budget vu sechs bis aacht Milliounen ausgeet. De Ministère rechent domat, datt fir déi nächst Joren d'Käschte bei iwwer 44 Milliounen Euro wäerte leien. Mir schwätze vun 30.000 Plazen, déi an deenen nächste Jore gebraucht ginn.

Wann et also kloer ass, datt mir weider mussen d'Offer vun de Betreuungsstrukturen erweidern, stellt sech awer och d'Fro vun der Finanzéierbarkeit vun dëser Betreuungsleeschtungen. De Fait, datt d'Partizipatioun vun den Elteren op där enger Säit op de reelle Käschtepunkt vun der Betreuung gerechent gëtt an op där anerer Säit vum Revenu ofhänkt, léist zum Deel dës Problem. Et bleift, datt dës Finanzéierungsmodus wéi déi strikt Konditiounen, fir kënnen eng Plaz an enger konventionéierter Crèche ze kréien, riskéieren, op Dauer zu enger Ghettsituatioun vun de Strukturen ze féiere mat dem Mindestpräis vun engem Euro d'Stonn fir de Revenu minimum an dem Präis vu siwen Euro d'Stonn fir Héchstverdénger.

Wann also de Prinzip vun enger Staffelung vum Präis nom Akommes richteg ass, muss mer vläicht kucken, wéi een ee Partizipatiounsmodus kéint nuancéiert ausschaffen, dee besser un de Revenu vun den Elteren mat engem Héchstplafong ugepasst wier. Nëmme iwwer de Wee vun engem méi nuancéierte Partizipatiounsmodus kréie mir e gesonde Mix tëschent Kanner aus verschidde sozioökonomesche Milieuen. Eng aner Méiglechkeet, fir dat ze kucken, notament um Niveau vun de Maison-relais, wier d'Iwwerleeung, ob ee kéint en Deel vu Betreuungsstoune gratis ubidden. Et muss een ausrechnen, wat fir eng finanziell Laascht dat fir d'öffentlech Hand géif ausschaffen.

Iwwerhaupt wier eng Evaluatioun vun de bestehende Strukturen y compris d'Maison-relais wünschenswäert. Et wier interessant ze wëssen, wie vun dëser Struktur profitéiert, wéi héich d'Partizipatioun vun den Elteren ass, wéi vill Leit an deene Strukturen schaffen a mat wéi enge Qualifikatiounen.

D'Fro vun der Finanzéierung dierf op jidde Fall keen Afloss op d'Qualitéit hunn. D'Kanner hu Recht op eng qualifizéiert, héichwärtig Betreuung, an déi muss garantéiert sinn.

An dësem Kontext wonnert mech eigentlech d'Ausso vun der DP, déi an hirem Positionspabeier iwwer d'Familljepolitik geschriwwen huet op der Säit 14: „Auch wenn die Qualität der Betreuung in den bestehenden Kindertagesstätten sicherlich nicht anzuzweifeln ist, so mangelt es doch an einer gewissen Transparenz.“

Et ass eng widderprüchlech Ausso, an et ass schued, datt den Här Meisch elo net hei ass, well ech hätt gärten héieren, wat hien dozou gesot hätt; wat hien ënnert där Transparenz versteet. Op jidde Fall kann een net behaupten, eppes wier gutt, a gläichzäitig soen, dat Ganzt wier net transparent.

(Interruption)

Wann d'Fro vum Käschtepunkt net kann op d'Laaschte vun der Qualitéit geregelt ginn, kann ee sech awer d'Fro stellen, ob honnert Prozent qualifizéiert Personal weider muss an de Crèche schaffen, well an de Maison-relais, déi eng Konventioun mam Stat hunn a Kanner betreie vun null bis dräi Joer, laut Règlement grand-ducal 80% qualifizéiert Personal muss schaffen.

D'Qualitéit ass a mengen Aen net nëmme d'Saach vun Diplomer a Formatioun. Ech gesinn dat bei mir a menger Gemeng. An der Maison relais schaffe Fraen, déi viru 15, 20 Joer hire Beruff opginn hu fir Kanner doheem ze erzéien. Déi leeschten elo an der Maison relais eng wonnerbar Aarbecht, well hir wäertvoll Experienz, dat huet een net op der Bänk an der Schoul geléiert, mä dat huet een do geléiert, wou ee Kanner erzunn huet. Well ass eng Mamm, déi een, zwee an dräi Kanner erzunn huet, net quali-

fizéiert genuch, fir zesumme mat éducativem Personal an enger Maison relais ze schaffen?

» **Une voix.** - Très bien!

» **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - D'Finanzéierung vun de Betreuungsstrukturen dierf net op d'Laaschte vun der Transfertpolitik geschéien. D'DP schwätzt an hirem Positionspabeier vun enger „bedarfsorientierter Transfertpolitik“ a militéiert fir d'Aféierung vun alternative Modeller, déi den Akzent op d'Betreuungsleeschtungen leeën, zu Ongongschte vun den Transfertleeschtungen. Ausser de Fait, datt et net ëmmer evident ass, ee Modell tel quel vun engem Land zum aneren ze iwwerhuelen, ignoréiert een hei awer verschidden interessant Gegebenheeten, wéi zum Beispill, datt ee méi Steiere bezilt a Schweden wéi hei zu Lëtzebuerg, esou datt finalement dat awer kann e verzerrt Bild ginn.

D'Fuerderung, méi Betreuungsleeschtungen a manner Geldleeschtungen, ass och pervers, well se eenditeg déi Elteren, déi doheem bleiwe fir Kanner groussezéien, diskriminéiert. Et ginn Elteren ënnerteneen ausgespillt, an dat ass inakzeptabel. Et soll endlech opgehale gi mat där Feindséilegkeet tëschent deenen, déi schaffen, ausserhalb vum Haus, an deenen, déi doheem erzéien. Do sinn nach ëmmer...

» **Une voix.** - Sidd Dir net vläicht amgaangen dat ze maachen?

» **Une autre voix.** - Dir sidd genau dat amgaangen ze maachen!

» **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Neen, ech sinn dat net amgaangen ze maachen.

Ech ënnerstëtzen all Modell an all Modell huet Respekt verdéngt. All Famill muss hire Choix behalen.

Och wann d'Famillenzoulagen eng grouss Roll spillen um Niveau vun der Aarmutsbekämpfung vun de Kanner, sinn d'Famillenzoulagen net als ee Supplément zum Loun geduecht.

Am Gesetz vun 1985 iwwer d'Kannergeld ass ganz kloer de Prinzip vun der Gläichheet vun alle Kanner festgeschriwwen ginn. D'Kannergeld ass ee perséinlecht Recht vum Kand, vun all Kand, egal wéi bemëttelt seng Eltere sinn. Déi sozial schwach Familljen oder déi manner bemëttelt kréien op anere Weeër eng finanziell Ënnerstëtzung.

Dës Hëllef kann a soll och weider ausgebaut ginn, zum Beispill iwwer de Wee vun deem sougenannte Steierkredit, deen iwwerengs de Premier a senger Ried iwwer d'Lag zur Natioun vun dësem Joer ugekënnegt huet.

Do wär et interessant ze wëssen, wéi wäit déi Aarbechte wieren.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Et gëtt vill Leit, déi sech beschwéiert hunn, datt am Kader vun der Tripartite d'Desindexéierung vum Kannergeld hei mat considéiert ginn ass. Mir hu Jo dozou gesot, mä mat der Bedéngung, dass bis 2008 géif analyséiert ginn, wéi eng Konsequenzen dat fir d'Familljeliewen hätt. A wann, da géif erëm d'Desindexéierung ofgeschafft ginn oder et géif dee sougenannte Steierkredit kommen.

D'Transferts politiques, esou wéi mer se haut kennen, ëmzeänneren, do stellt sech awer och d'Fro, wéi et mat eiser Steierpolitik ass. Ass eis Steierpolitik haut nach zäitgeméiss? An dat huet och éinescht den Här Meisch ugeschwat.

(Brouhaha général)

Ob eis Steierpolitik genuch op Famillje mat Kanner ausgeriicht ass an ob d'Eltere bestuet sinn oder net...

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

» **M. le Président.** - Här Krieps, soll ech lech aschreien? Ech héieren, Dir hutt vill ze soen!

» **Une voix.** - D'Madame Frank verléiert de Fuedem.

» **M. le Président.** - Jo, mä dat ass, well Dir se déi ganzen Zäit ënnerbriecht. Ech géif lech bidden, der Madame Frank nozelauschten!

» **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Zu enger zukunftsorientierter Familljepolitik gehéiert an den Ae vun der CSV och eng familljefrëndlech Steierpolitik. Eng Steierpolitik, déi d'Koppel encouragéiert, Kanner ze kréien. Do misste mer d'Chifferen all op den Dësch leeën a kucken, wat machbar beziéungsweis finanzéierbar ass.

Mir sollen iwwer alternativ Modeller nodenken. D'Aféierung vu Wunnengsprämien,

esou wéi d'DP dat fuerdert, riskéiert déi net kontraproduktiv ze sinn, an deem Sënn, datt dës Moosnam d'Präisser vum Wunnengsmaart no uewe géif beaflossen? Mam Resultat, datt d'Famillje weider wäerte Problemer hunn, bezuelbar Wunnengen ze fannen.

(Interruptions diverses)

Déi Eenzeg, déi vläicht vun esou enger Mesure géife profitéieren, wäeren d'Propriétaire respektiv d'Verkeefe, mä sécherlech net d'Famill.

(Interruption et brouhaha général)

Dat ass d'Meenung vun der CSV.

(Coups de cloche de la Présidence)

A wat d'Argument vun der DP ugeet, datt esou eng Prime de Problem vun der Exportabilitéit vun den Zoulagen an d'Ausland kéint léisen, esou kann een dat dach nëmme vehement verwerfen. Well d'Grenzgänger, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen an déi zum allgemenge Wuel vun eisem Land bäidroen, déi hunn och Rechter. Ech géif et intolerabel an diskriminéierend fannen, wa mer géifen déi Leeschtungen kierzten oder suppriméieren, a Primé schafen, vun deene just déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, géife profitéieren.

(Interruption)

Au vu vun deene gesellschaftlechen a familiären Evolutiounen vun deene leschte Joren an au vu vum Besoin vun den Opfangstrukture fir déi nächst Joren, drängt sech laangfristeg d'Fro vun enger méi rationeller Organisatioun a Finanzéierung vun de Betreuungsstrukturen op.

An deem Kontext komme mer jo och net laanscht eng seriö Diskussioun iwwer d'flexibel École à journée continue, déi sech kéint vläicht an en zukünfteg Schoul- a Betreuungssystem integréieren. Op jidde Fall deen, deen am finanzéierbarste wier. Maache mer eis näischt vir: Mir kënnen net alles finanzéieren. Op Dauer muss gekuckt ginn, wat noutwendeg an effikass ass a wéi vill dat eenzel kascht.

Et muss een analyséieren, wéi ee kéint déi bestehende Strukturen an engem méi kohärenten Ensemble integréieren. Virun allem d'Maisons relais kéinten eng wichteg Roll spillen, am Kader vum Konzept vun der Ganzdagsschoul. Als Relais eben tëschent der Schoul an der Famill. Et solle weider u Pilotprojete ënnerstëtzt ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, nach e Wuert zum Congé parental. D'DP freet an hirem Pabeier, datt de Congé parental vu 6 op 3 Méint respektiv vun 12 op 6 Méint reduzéiert soll ginn. D'DP schléit och vir, de Congé parental an d'Allocation d'éducation zu engem Ersatzloun op verschmelzen ze loossen, dee sech soll op de Loun vun de Bénéficiairen orientéieren. Dëst mam Hiweis, datt esou eng Moosnam virun allem jonk Pappé soll encouragéieren, de Congé parental an Usproch ze huelen.

(Interruptions diverses)

Mä dobäi mengen ech verkennt awer d'DP eng Realitéit vum privaten Aarbechtsmaart, an zwar déi, datt et hautdäags nach ëmmer vill Betriber gëtt, déi de Congé parental refuséieren. Dobäi kënnt, datt verschidde Responsabilitéitsposte schwéier kompatibel si mat dem Congé parental.

(Interruption)

Et ass also net eng reng finanziell Fro, déi verschidden Elteren a virun allem d'Pappen dovun ofhält, de Congé parental ze huelen. Positiv ass, dass d'Zuel vun de Pappen, déi de Congé parental huelen, stänneg zouhëlt.

Ech denken, datt mer weider sollen op deem ageschloene Wee goe vum Congé parental, awer gläichzäitig méi sensibiliséieren an informéieren, datt d'Betriber méi flexibel ginn an de Congé parental accorderéieren.

D'DP schwätzt sech och fir eng Fragmentéierung vum Congé parental aus. D'Direktiv vun 1996, déi de Congé parental um europäeschen Niveau agefouert huet, oder fir et méi richteg ze soen, den Accord-cadre, dee vun de Gewerkschaften négociéiert gouf an op d'Direktiv baséiert ass, gesäit vir, datt d'Memberstate kënnen eng Fragmentéierung vum Congé décidéieren.

Esou eng Moosnam schéngt op d'éischt Vue ganz flott ze sinn. Et kéint d'Antwort op d'Demande vun deenen Eltere sinn, déi de Congé parental net huelen, well e fir si vläicht ze laang ass, well se dann ze laang vun hirer Aarbecht fort sinn an dëst sech negativ erëm op hir Carrière auswierkt. Dës Moosnam dissimuléiert awer eng Gefor, an zwar déi, datt bestëmmte Patronen, déi schonn haut net mam Congé parental frou sinn, op hir Salariéen Drock wäerten ausüben, fir datt se nëmme zwee oder dräi

Méint Congé parental huelen, an dat muss mer vermeiden!

Vu datt de Prinzip vum Congé, esou wéi en elo ass, vu villen Elteren appréciéiert gëtt an e groussen Deel vum Patronat jo awer dëse Congé entre-temps akzeptéiert, mengen ech, datt et keng gudd Iddi wier, an dësem Beräich gréisser Annerunge virzeschloen. Et bleift, datt d'Aarbechtswelt sech schwéierdeet, de Besoin vum de Famillje Rechnung ze droen. D'lescht Joer am Oktober sinn d'Sozialpartner um europäeschen Niveau opgeruff ginn, sech Gedanken ze maachen, wéi ee kéint d'Privatliewe besser mam Familljeliewe kombinéieren.

» **Une voix.** - D'Privatliewe mam Familljeliewen?

» **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - D'Privatliewe besser mam Berufsliewe kombinéieren. Pardon.

Enn Mee vun dësem Joer huet d'EU-Kommissioun déi zweet Phase de consultation ageruff. De Pabeier vun der Kommissioun, deen ausgeschafft ginn ass, fuerdert d'Sozialpartner op, ënner anerem iwwer innovativ, upassungsfäeg a méi flexibel Aarbechtssäitbedéngungen nozedenken, déi am Zeeche vun enger gréisserer Vereinbarkeet téschent Beruff a Famill stinn. Dee Pabeier setzt sech och mat verschiddenen Direktiven ausernee, déi kéinte verbessert ginn, wéi zum Beispill d'Direktiv iwwert de Schutz vun de schwangere Fraen.

Et gëtt also eng Rei vu Méiglechkeeten, wéi ee kéint d'Aarbechtswelt méi familljefrëndlech gestalten, wat am Interessé net nëmme vun de berufstätegen Eltere wier, mä vun der ganzer Gesellschaft. D'Wirtschaft ka sech et net leeschten, dat wäertvollt mënschlecht Kapital ze ignoréieren, dat d'Elteren oder déi zukünftige Elteren duerstellen. Et ass eng Plus-value fir e Betrieb. Et dierf een nämlech net vergiessen, datt zefridden Elteren engagéiert Mataarbechter an engem Betrieb sinn, an dat konnte mer d'lescht Woch ganz genee héieren, wéi de Prix féminin un d'Papeterie Ernster ausgedeelt ginn ass, wou den Här Ernster sech dozou kloer ausgeschwat huet.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an deem heitege Spannungsfeld vun diffuse Rollenerwaardungen am beruflechen, gesellschaftlechen an am familiäre Beräich wier et wichteg, wann d'Eltere besser an op méi Encadrementer kéinten zréckgräifen, wa si Ennerstëtzung brauchen. An duerfir plädéiere mer fir e landeswäiten Ausbau vun där sougenannter Eltereschoul, an déi soll ee mat an déi Maison relais integréieren, well do ass d'Plaz wou d'Eltere sech treffen a wou d'Eltere kënnen mateneen diskutéieren. Et soll een déi Plaz notzen, wou Experten och kënnen zougezu ginn, fir ebe mat den Elteren iwwert d'Entwécklung an iwwert d'Erzéiung vun hire Kanner ze diskutéieren. Well oft stinn d'Elteren eleng do a wësse praktesch net, wéi se alles ënner een Hutt kréien. Ech denken, datt dat och d'Aufgab vun der Politik ass.

D'Familljepolitik ass also eng vun deene gréisste gesellschaftlechen a politeschen Aufgabe fir d'Zukunft. Mir mussen eis Objektivtëit nei definéieren. D'Erausforderungen, déi un eis gestallt ginn, fir besser Beruff a Famill mateneen ze kombinéieren, bréngen sécher mat sech, datt mer mussen déi ganz Familljenzoulagen nei iwwerdenken an datt mer mussen an eng kannerfrëndlech Steierpolitik investéieren.

» **Une voix.** - Ouh?

» **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - A wa mer all zesummen eis dat zum Zil setzen, da komme mer e Schratt méi wäit.

Ech soen lech Merci fir d'Noluschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Frank. Als nächste Riedner ass den honorebelen Här Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, Madame Ministres, Dir Dammen an Dir Hären, ech begrëssen, dass mer haut d'Geleeënheet hunn, eis intensiv mat der Familljepolitik ze befaassen. Déi leschte Kéier, wou mer dat hei am Haus gemaach hunn, dat war am Joer 2003, op Initiativ vum Lucien Lux. Deemools ass et haaptsächlech ëm d'sozial Transferte gaang, op déi ech och méi spéit nach wäert zréckkommen.

D'Familljepolitik, vun där mer haut schwätzen, also eng Familljepolitik, déi dem 21. Jorhonnert gerecht gëtt, muss deenen neie Bedierfnisse vun de Fraen a Männer an och vun de Kanner Rechnung droen. Dofir schécken ech direkt virus, dass et eis net ëm dat normatiiv, ideologescht Familljebild geet, wat mer fréier an engem méi grouse

Mooss kann hu wéi haut. D'LSAP huet hei ëmmer op Toleranz gesat. Ob bestuet oder net, ob eleng oder zu zwee, ob hetero- oder homosexuell, Famill ass fir eis do, wou Mënschen a géigesäitegem Vertrauen, Respekt a Léift zesummeliwwen, wou se Réckhalt a Sécherheet hunn. De gesellschaftleche Wandel huet vill Forme vu Familljeliewe mat sech bruecht, an et ass fir eis Sozialisten och wichteg, déi ënnerschiddlech Villfalt vu Formen ze respektéieren.

Et gëtt ëmmer manner Familljen, wou méi wéi zwou Generatiounen ënner engem Daach liewen, an dat huet Konsequenzen, notament och wat d'Garde vun de Kanner ugeet. Mir si scho laang, mengen ech, vun där Iddi fort, dass et eng Selbstverständlechkeet ass, dass e Grousspapp oder eng Grousmamm disponibel ass, fir d'Enkelkanner ze versueren, wann d'Eltere schaffe ginn.

Erlaabt mer hei eng Klamer opzemaachen. Och d'Situatioun um Wunnengsmaart erlaabt et net méi, wéi fréier, dass d'Kanner am nämlechten Duerf oder am nämlechte Quartier automatesch eng Wunneng fonnt hunn oder gebaut hu wéi d'Elteren. Dat ass haut net méi méiglech, an dofir sinn do all déi Verännerunge komm.

Ech mengen, mir wëssen all, dass nei Familljemodeller entstinn. Och duerch deen héijeren Taux vun de Scheedungen an nieft de Monoparentaux kréie mer och ëmmer méi héich Zuele vun deene sougenannte Patchwork-Familljen. Et ass och eng Tatsaach, dass an ëmmer méi Familljen déi zwee Partner schaffe ginn oder schaffe goe mussen. Ech kéint elo mat all deenen Opzielunge weiderfueren, mä ech mengen, dat, wat fir eis heibanne wichteg ass, muss sinn, Äntwerten ze fanne fir d'Besoinen, déi aus dem Wandel vun eiser Gesellschaft entstanen sinn a weider entstinn, also fir do Léisungen ze fannen.

Natierlech sinn ech mer och bewusst, dass d'Diskussioun vun allen Aspekter, déi op d'Familljepolitik en Afloss hunn, de Kader vun dëser Interpellatioun sprengt géif. Ech denken un all déi steierlech Moosnamen, juristesche Froen, Aspekter vu Sécurité sociale, Familljebäilagen am Kontext vun der Wunnengshëllef an esou weider. Ech wëll mech dofir op e puer konkret Sujeten a Virschléi beschränken. Meng Kolleegin, d'Lydie Err, wäert an hirer Interventioun méi wäit op de Volet vun de Scheedungen an hir Implikatiounen op d'Famill agoen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Vereinbarkeet vu Beruff a Famill ass fir meng Partei säit laangem eng absolut Prioritéit. D'Frae sinn haut esou gudd qualifizéiert wéi ni virdrun. Si hu genee wéi d'Männer d'Recht, hir Kompetenzen ze notzen an eng fräi Wiel téschent Beruff a Familljeliewen ze hunn. Et ass um Stat, fir de Leit ze hëllef, dëse Choix ze erméiglechen.

D'Capacitéite fir den Accueil vun de Kanner auszubauen, dat ass eng vun den deklarierte Prioritéite vun der Regierung, an dëst, wéll ech soen, ass luewenswäert an net vu Muttwëll. Eng Plaz ze fannen, wou hir Kanner versuergt ginn a méiglechst gudd versuergt ginn, ass nach ëmmer fir vill Elteren eng Mer à boire. D'Wardelëschte sinn ellelaang, ob am konventionéierten oder am private Beräich. A wat eng Plaz fir kleng Bëbeeën, déi Neigebuere ugeet, do ass et besonnesch schwéier fir Elteren eng Plaz ze fannen.

Ech weess vun engem Fall, wou eng Mamm direkt nom Congé de maternité nees wollt schaffe goen. Dat war awer net méiglech, well se keng Crècheplaz fonnt huet, an du war se gezwongen, de Congé parental ze huelen.

Ech wëll mech natierlech net op een esou ee Fall beschränken, mä och als Gemengconseiller vun der Stad Lëtzebuerg weess ech, dass zum Beispill d'Crèchepläng fir d'Joer 2009 schon am August, September 2007 ofgeschloss ginn.

Erlaabt mer hei, Här President, dem Interpellant awer nach e Message mat op de Wee ze ginn. Ech hoffen instänneg fir d'Familljen, dass dem Här Meisch seng Partei net wëlles huet, dem Beispill vun der Stad Lëtzebuerg ze folgen, wou dem Här Meisch seng Partei an der Responsabilitéit ass.

(**Interruption**)

Eng vun den éischte Moosnamen no deene leschte Gemengewahlen, déi d'DP mat hirem Sozialschäffen, dee leider haut net hei ass, an der Stad duergesat huet, war eng dramatesch Erhéijung vun de Crècheantifer. Fir déi Schwaach sinn d'Crècheantifer och net genuch erfroesat ginn.

Eng aner Fro sinn dann d'Horairé vun de Crèchen an de Structures d'accueil. Ech weess, dass et fir munch Elteren dacks

ganz knapps gëtt, fir hir Kanner mat Zäit ofzehuelen; ganz ofgesi vun deene Leit, déi méi flexibel op der Aarbecht mussen sinn, oder déi net déi klassesch Büroazäite schaffen. Do muss mer wierklech kucken, ob a wéi een déi Horairen ausbaue kann.

Eng méiglech Léisung kéint do den Assistent parental sinn. Mir hu jo do e Projet de loi virleien, un dem geschafft gëtt. An ech mengen, deemnächst wäerte mer deen och hei am Haus diskutéieren a stëmmen. Och hei muss d'Qualitéit am Vierdergrond stoen. Deemo begrësse mir op jidde Fall, dass déi Assistants parentaux, Dagesmammen, a firwat net och emol Dagespappen, obligatoresch mussen en Agrément hunn, wat ursprüngelech net esou virgesi war. Den Detail wäerte mer nach zu gegebener Zäit hei diskutéieren. Mä ech wëll awer ënnersträichen, dass d'Reglementatioun vun där Aktivitéit de Famillje sécherlech zegutt kënn.

E Wuert och nach zur Éducation précoce. Wat soll een dovun halen, dass a ville Gemengen de Précoce moies bis hallwer zwielef dauert, an duerno weder en Accueil nach eng Kantin ugebuede gëtt? Vun de Schoulvakanzen net emol ze schwätzen. Do wäert jiddere mat mir d'accord sinn, dass déi Horairen net grad hëllef, fir d'Familljen- an d'Beruffsliewen ënner een Hutt ze bréngen.

Och wann d'Beméiungen am Beräich vum Accueil vun de Kanner mat de Maisons relais an déi richteg Richtung ginn a vill finanziell Efforten an dësem Beräich gemaach ginn. Dir erënnert lech, virun engem Mount huet de Premier eis am État de la nation Zuelen zitéiert, wou hie gesot huet, dass, wat d'Kannerbetreiwung ubelaangt, an dësem Beräich 84 Milliounen Euro 2005 virgesi waren, 2006 106 - e Plus vun 22 Milliounen -, an an de Joren 2007, 2008 an 2009 sinn 390 Milliounen virgesinn, well mer méi wéi 10.000 nei Plaze fir Kanner brauchen. Ech mengen, dat ass en Effort, dee soll een ënnersträichen a begrëssen.

Trotz all deenen Efforté vun der Regierung, wëll ech awer och nach op déi finanziell Bealaaschtung vun de Familljen agoen. Den Accueil vun de Kanner an dat, wat eng Famill muss op den Dësch bliedieren, ass net ze ënnerschätzen. Natierlech, déi, déi wierklech an Nout sinn, kréie gehollef. Mä och fir eng Famill aus der Mëtteleklass gëtt et enk, nodeems se fir zwou Crècheplazen all Mount téscht 2.000 an 3.000 Euro op den Dësch gebliedert huet. Dir wäert mer wuel Recht ginn, dass et dann net méi méiglech ass, fir en Haus ze kafen, grad bei deenen aktuelle Wunnengspräisser. An deem Sënn wäerte munch Koppelen hir Familljeplanung iwwerdenken.

Wann et drëms geet, fir d'Famill an de Beruff besser ënner een Hutt ze kréien, muss een och onbedéngt kucken, fir an der Aarbechtswelt nei Weeër ze goen. Ech denken do beispillsweis un den Télétravail, un d'Comptes épargne-temps, un d'Année sabbatique. Iwwert déi Forme gëtt scho laang - jorelaang - diskutéiert, an ech wär frou, wa mer haut vun der Regierungsvertriederin kéinte gewuer ginn, wou mer hei stinn.

An deem Kontext wëll ech och nach emol soen, dass ech skandaliséiert sinn, dass et anscheinend regelméissig Leit gëtt, déi hiert Recht op Chômage verléieren, well se eng Aarbecht, déi d'ADEM hinne vermëttelt, net untriede kënnen, well se hir Kanner net ënnerkréien. Dat geet aus enger Question parlementaire ervir; vun der Madame Loschetter, mengen ech, war et.

An ech sinn nach méi schockéiert vun der zimlech lapidarer Äntwert vum zoustännege Minister, dee virun allem e puer Zuelen nennt an da seet: Mir hunn op der ADEM e Service d'assistance sociale. An dat war et. Ech géif hei en Appel un den Aarbechtsminister maachen, déi Situatioun besonnesch am Sënn vun de Monoparentaux an d'Rei ze bréngen.

Här President, nieft der Vereinbarkeet vu Beruff a Famill, nieft de Strukturen, déi mer de Leit mussen zur Verfügung stellen, komme mer ëmmer erëm, och an der Familljepolitik, op dee materielle Volet. Dat éischt Gesetz vu Lëtzebuerg iwwert d'Kannerzoulagen ass vun 1947. Et hat deemools haaptsächlech en demographescht an en natalistescht Zil. An eréischt 1964 sinn d'Kannerzoulage folgendermoossen definéiert ginn: «Les prestations familiales sont un procédé de redistribution de revenu national effectué dans l'intérêt des enfants au nom d'un principe de solidarité sociale.»

Ech denken, och haut huet déi Definitioun nach hir Gültigkeet, an déi rezent Aktualitéitsstonn iwwert d'Aarmut, déi mer heibannen haten, huet d'Wichtigkeet vun de Sozialtransferten an der Redistributioun op en Neits bewisen.

Wat d'Familljenzoulagen ugeet, mengen ech, brauche mer de Verglach mam Ausland net ze scheien. D'Leeschungen hei zu Lëtzebuerg - an dat wësse mer all - si wierklech relativ héich, a se kënnen, wéi verschidden Etüde weisen, zesumme mat anere reng soziale Leeschungen den Aarmutsrisiko vun de Famillje staark no ënnen drécken.

Mä dat heescht awer sécherlech net, dass alles zum Beschten ass. Froen, déi mer jorelaang opgeworf hunn, sinn net gekläert, woubäi awer déi lescht Tripartites-Beschlëss Handlungsbedarf fuerderen. Ech erkläre mech.

Déi aktuell Verdeelung vum Kannergeld ass net ëmmer ganz kohärent an och net sozial selektiv. Wéi ass et soss ze erklären, dass verschidden Etüde weisen, dass dat éischt Kand e Stot méi kascht, wéi dat zweet oder dat drëtt, mä dass d'Kannergeld méi wéi proportionell beim zweeten oder beim drëtten Kand an d'Luucht geet? Firwat gëtt net fir all Kand déiselwecht Zomm Kannergeld ausbezueft? Firwat profitéieren déi Leit, déi Steiere bezuelen, zweemol vun hire Kanner, eemol duerch d'Kannergeld an eemol duerch de Steuerabatement?

Natierlech kéint een einfach soen, wéi - ech mengen, et war den Här Meisch; ech weess net ob Dir et waart oder ee vun Ärer Partei - ech an enger Sendung um Radio héieren hat, dass déi mat de méi héije Revenuen eigentlech kee Kannergeld fir hir Kanner bräichten. Mä da géife mer ganz vun deem Prinzip ewechgoen, dass dem Stat all Kand, onofhängeg vu sengen Elteren, gläich wäert soll sinn.

Erlaabt mer hei och nach eng Klamer opzemaachen: Et héiert een oft vu Leit, besonnesch vu guttgestallte Leit, déi soen, si bräichten d'Kannergeld am Fong net, well si et net néideg hätten.

(**Interruption**)

Esou Aussoen, fannen ech, dat grenzt un d'Hypokrisie, well hei zu Lëtzebuerg muss een nämlech, wann ee Kannergeld wëllt, et ufroen. Also hunn déi Leit, obwuel se d'Kannergeld no eegenen Aussoen net brauchen, et awer ugefrot. Ech wollt just op déi Hypokrisie, déi een heiansdo héiert, hiweisen.

Ech fannen, et muss ee sech e bësse méi Gedanke maachen, well et gëtt eng ganz Rei vun Iwwerleedungen, déi ee féiere kann, fir dass d'Kannergeld, mä och aner Sozialleeschungen, méi selektiv verdeelt ginn. A genee hei stellen ech mer Froen iwwert dee sougenannte Crédit d'impôt, deen am Tripartites-Accord beschloss gouf, fir eben d'Desindexierung vum Kannergeld an anere soziale Leeschungen ze kompenséieren. Wat soll dee Crédit d'impôt sinn, wann et net eng Negativsteuer ass, déi de Premierminister bei e puer Geleeënheeten ausgeschloss huet? Dofir déposieren ech am Numm vu menger Fraktioun a vun der CSV-Fraktioun eng Motioun.

Här President, wann ech gelift.

» **M. le Président.** - Merci, Här Angel.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant:

- *l'intention du Gouvernement de revoir la problématique des prestations familiales, «selon les possibilités budgétaires, notamment à la lumière des réflexions émises par le Centre d'études de population, de pauvreté et de politiques socio-économiques (Ceps) dans son étude sur les transferts sociaux commanditée par le Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse» (programme gouvernemental, 2004);*

- *que le fait d'appartenir à une famille nombreuse ou à une famille monoparentale augmente le risque d'exposition à la pauvreté (Ceps, population & emploi 17 - 2006);*

- *la décision du comité de coordination tripartite de désindexer le forfait d'éducation et les prestations versées par la Caisse nationale des prestations familiales;*

- *l'engagement du Gouvernement, au sein même de ce comité de coordination tripartite, «dans un souci d'équité sociale», d'élaborer un système de crédits d'impôts «en tenant compte des travaux du Conseil éco-*

nomique et social et en examinant le mécanisme des abattements fiscaux existants»;

invite le Gouvernement

- à soumettre aux partenaires sociaux et à la Chambre des Députés des propositions concrètes pour mettre en oeuvre les décisions prises au sein du comité de coordination tripartite;

- à revoir, conformément au programme gouvernemental, la problématique des prestations familiales, y inclus le mécanisme des abattements fiscaux existants.

(s.) Marc Angel, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, Lydie Err, Ben Fayot, Marie-Josée Frank.

» **M. Marc Angel (LSAP).** - An de Considéranten erënneren ech un de Regierungsprogramm vun 2004, wou d'Regierung seet, si wëllt d'Problematik vun de Familienzoulagen, am Sënn natierlech vun de budgetäre Méiglechkeeten an awer och am Sënn vun der Reflexioun vun der Ceps-Studië iwwert d'Transferts sociaux, iwwerdenken. Ech wëll och drun erënneren, dass an där Ceps-Studië steet, dass bei Familles nombreuses a Familles monoparentales de Risque, an d'Aarmut ze rutschen, vill méi héich ass.

An de Considéranté vun där Motioun erënneren ech och un eben d'Décisioun aus dem Comité de coordination vun der Tripartite, wou et ëm d'Desindexierung vum Forfait d'éducation an anere Prestatiounen geet, déi vun der Caisse nationale des prestations familiales ausbezuelt ginn. An ech erënneren un den Engagement vun der Regierung an dësem Comité de coordination an engem Souci d'équité sociale, wou se soen, si misste verschide Mechanisme vun Abattements fiscaux existants examinieren.

An dann invitéieren ech an där Motioun d'Regierung, si soll de Sozialpartner an eis - der Chamber - konkret Propose maachen, fir d'Décisiounen, déi am Comité de coordination de tripartite geholl gi sinn, ëmsetzen. An ech invitéieren d'Regierung och - ech zitieren dee leschten Tret -: «à revoir, conformément au programme gouvernemental, la problématique des prestations familiales, y inclus le mécanisme des abattements fiscaux existants».

(Interruption)

Ech wëll mat op de Wee ginn, dass d'LSAP-Fraktioun sécherlech de Mérite vun der aktueller Ëmverdeelung net a Fro wëllt stellen, mä mir sinn op - dat ass vläicht eng Äntwert fir den Här Krieps - fir Diskussiounen iwwer eng aner Verdeelung.

Här Krieps, Dir kënnt roueg...

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Här Angel, ech wollt lech froen, firwat dass Der déi dote Motioun net déposiert hutt am Dezember 2005, a firwat Der déi Mesuren, déi d'Tripartite geholl hat - Dir mat Ärer CSV-Koalitioun - gestëmmt hutt.

» **M. Marc Angel (LSAP).** - Mir hunn déi gestëmmt, well mer se fir ganz gutt fonnt hunn, mä mir fannen, et kann een...

» **M. Alexandre Krieps (DP).** - Widderhuet dat nach eng Kéier!

» **M. Marc Angel (LSAP).** - Mir hätte gär iwwert de Crédit d'impôt nach méi Explikatiounen. D'Regierung huet se hei ugeschwat, an ech mengen, et ass d'Recht vun engem Deputierten, ob en zur Majoritéit oder zur Opposition gehéiert, do Erklärungen ze kréien. Do hunn ech awer keng Gêne als Majoritéitsdeputierten, Informatiounen vun der Regierung ze froen. Voilà!

(Interruptions diverses)

Här President, als leschte Punkt vu menger Interventioun ginn ech erëm vun finanzieller Volet ewech a soen nach e puer Wuert zum Congé parental, dee jo 1999 agefouert ginn ass...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

...an u sech véier grouss Finalitéiten hat, vun deenen ech jo schonn déi eng oder déi aner ugeschwat hunn. Ganz kuerz nach eng Kéier: Et goung éischters drëm, den Elteren d'Geleeënheet ze ginn, sechs oder zwoelf Méint bei hire Kanner ze sinn an dozou bäizedroen, fir hir Erzéiung a virun allem hir éischt Méint flott gestalten ze kënnen.

Zweetens goung et och drëm, eng besser Koordinatioun tëschent Familljeliewen a Beruff hierstellen, an dréttens vläicht eng nei Partnerschaft tëschent Männer a Fraen hierstellen, a véiertens e positiven Effekt op den Aarbechtsmaart ze kréien.

Haut, ronn aacht Joer no der Aféierung, gesäit de Bilan vum Congé parental grosso modo folgendermoossen aus: Am Ganzen hu 35.294 Mammen a Pappen dee Congé parental geholl - 28.915 Mammen a grad emol 6.379 Pappen.

Firwat zécken d'Männer nach, fir vun deem Congé parental ze profitieren, wuelwëssend, dass och si sécherlech vun deene positiven Effeten op d'Famill a virun allem op d'Kanner iwwerzeegt sinn?

Nach ëmmer ass et esou, dass an der Mentalitéit vu ville Leit de Mann seng Carrière net ënnerbrécht, fir sech ëm d'Kanner ze këmmern. Mécht hien et, da gëtt et trotzdem fir hien oft méi schwéier, duerno erëm Fouss a sengem Job ze faassen. Déi Mentalitéit, mengen ech, muss mer versichen ze änneren, fir och de Männer entgéintze kommen.

Finanziell gesinn ass de Congé parental zwar net oninteressant, well d'Entscheidung par rapport zum Ausland hei zu Lëtzebuerg relativ héich ass. Mä an der Majoritéit vun de Stéit verdéngt de Mann nach ëmmer méi wéi d'Fra, esou dass och hei an de Familjen oft de Choix gemaach gëtt, fir déi mannst finanziell Aboussen ze hunn, an dann ass et esou, dass meeschtens d'Mamm doheem bleift.

De Congé parental ass a mengen Aen e ganz wichtegt Instrument, fir zu engem Mentalitéitswiessele ze kommen, wat d'Roll vu Fra a Mann an der Famill ugeet. Ideal wär et jo natierlech, wann de Congé parental misst hallef an hallef geholl ginn - hallef vum Papp an hallef vun der Mamm. Dat, mengen ech, wär eng ideal Situatioun.

Ech wollt do ganz kuerz en interessante Modell uféieren vun engem ganz grouse Land, nämlech Island, mat senger ganz klenger Bevölkerung - ähnelch wéi eiser -, wou se ganz flott Erfahrunge gemaach hunn. De Conseil de l'Europe hat eng Versammlung do am Hierscht 2005 - mengen ech war et -, wou grad zu deem dote Thema diskutiert ginn ass. Also, ech wëll lech drun erënneren, dass an Island de Congé parental existéiert, dass en hallef an hallef muss vun der Mamm a vum Papp geholl ginn, an dass se 80% vum Salaire ausbezuelt kréien.

D'Konklusioun war, dass déi Moosnam bei hinnen am Fong dee gréisste Switch an der Gesellschaft mat sech bruecht huet. Iwwergens - wat ganz interessant ass - sinn d'Entreprises deem entgéintkomm. Si hu souguer oft déi 20% vum Salaire fräiwëlleg de Mammen an de Pappen ausbezuelt, well se gesot hunn: Besonnesch e Papp, dee seng Famill a säi Stot manage kann, ass e bessere Mataarbechter an eiser Entreprise.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss vu menger Interventioun maachen ech den Appel un d'Regierung, déi Reflexiounen, déi ech hei ugeschwat hunn, an hir weider Aarbechten am Sënn vun der Famill anzubannen.

Eis Politik muss esou orientéiert sinn, dass se de Bedierfnisse vun de Famillje gerecht gëtt, dass se Léisunge bitt fir déi nei Contrainten, deenen d'Mënschen ausgesat ginn. Selbstverständlech muss een och d'Recht vun den Elteren, vun de Männer a vun de Frae respektieren. Et muss ee kucken, dass d'Kanner gerecht behandelt ginn. Et muss een dofir suergen, dass all d'Kanner déiselwecht Chancë kréien. Et muss een och probieren, Aarbecht a Familljepolitik mateneen ze verbanne. Mir müssen niewent deene finanziellen Ënnerstëtzen och nei Strukture schafen a bestehend Strukturen ausbauen, an awer och Servicer, Berodungsservicer wéi zum Beispill d'Eltereschoul an aner esou Institutionen ënnerstëtzen an och ausbauen.

Meng Fraktioun ass op jidde Fall bereet, dee Wee mat weiderzuegoen, an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Angel. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Adam.

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Interpellatioun vun haut gëtt eis d'Méiglechkeet, déi Lëtzeburger Familljepolitik vun deene leschte Joren a Jorzéngten ze analysieren a kritesch ze hannerfroen an e Bléck no vir ze werfen. Dobäi ass et net an eiselem Interesse, méiglechst vill Porzeläin futti ze schloen. Méi interessant wéi e méigleche Schëllege fir all méiglech Mëssstänn ze fannen - de Schëllege wär jo och séier

fonnt, well zu Lëtzebuerg huet eng Partei d'Familljepolitik zënter éiweg definéiert -, méi interessant ass et, eng Bestandsopnahm vun der aktueller Situatioun ze maachen a konstruktiv Virschléi ze maachen.

Den Här Meisch huet, wéi hie seng Interpellatioun ugefrot huet, geschriwwen, hie géif gären iwwert d'Familljepolitik am Allgemengen an iwwert d'Mesuren, déi et erlaben, fir d'Beruffs- a Familljeliewe besser mateneen an Aklang ze kréien, am Speziellen diskutieren. Hien huet och seng Interpellatioun a véier Sujeten ënnerdeelt, an ech wäert mech dann och elo an eiser Stellungnahme vun dëser Andeelung orientieren.

Trotz jorzéngtelaanger konservativer CSV-Familljepolitik ass den allgemengen Trend vun den industrialiséierte westleche Länner och net u Lëtzebuerg laanschgaangen. Et gëtt sech méi seelen a méi spët bestuet, an duerfir loossen d'Leit sech méi oft a méi fréi scheeden.

(Hilarité)

1900 gouf et op 200 Mariagen eng Scheedung, 1950 op 20 Mariagen eng Scheedung - haut steet et 2 zu 1.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

D'Zuel vun den Eepersonenhaushalter geet permanent erop, a wann och nach haut bei Wäitem déi meeschte Kanner mat zwee Elteren zesummeliewen, dann ass d'Zuel vun de Kanner, déi mat engem Elterendeel mussen auskommen, staark gewuess.

Och zu Lëtzebuerg huet d'Roll vun der Fra sech gewandelt. Eréischt 1972 sinn déi zwee Partner am Bestietnis legal gläichgestallt ginn. - Dunn hat ech ëmmerhi scho 14 Joer.

De 16. Mäerz 2006 hu mir dann och an der Chamber endlech d'Gläichberechtigung an der Constitutioun festgeschriwwen: «Les femmes et les hommes sont égaux en droits et en devoirs. L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes.»

Dir Dammen an Dir Hären, och wa mir haut eng gesetzlech gesécher Gläichstellung hunn, dann huet déi bis haut am Alldag nach ze wéineg Wierkung gewisen. Fir dat ze illustrieren, zitieren ech lech déi éischt sechs Zeile vun engem Gedicht - an ech entschëllege mech am Virus fir déi bescheide literaresch Qualitéit vun dësem Wierk.

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Gedichter kënnt Der virdroen.

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Ech gi mäi Besch bei der Virdroung. Ech schwätze vum Gedicht, mä ech mengen, Madame Err, Dir wäert mer Recht ginn.

Ohne Beruf - so stand auf dem Pass.

Ich schaute und schaute und schaute nur bass.

„Ohne Beruf“ war da zu lesen,

und dabei ist sie doch das nützlichste Wesen.

Ehefrau, Mutter und Hausfrau zu sein,

schließt das nicht alle Berufe ein?

Vu datt scho méi laang guer kee Beruff méi op dem Pass steet, kann een dovun ausgoen, datt et sech hei ëm méi en aalt Gedicht handelt. Ech hunn et och nach ënner e puer anere Versforme fonnt, an ech mengen, dat hei ass déi sproochlech schwachste Fassung.

Jo, et geet hei wierklech ëm d'Fra, an neen, ech hunn net a mengen ale Schoulhefter gewullt. Ech weess net, wéini dëst Gedicht entstanen ass, mä et ass am Joer 2007 an enger Klass, an enger Gemeng net wäit ewech vun der Stad am Reliounsunterricht fir Mammendag ausgedeeelt ginn.

Ech stelle mir vir, datt do déi eng oder aner Mamm ganz begléckt war, wéi se vun hirem Kand dësen „Diplom“ - esou stoung nämlech iwwert dem Gedicht - kritt huet.

Wann ech mer dann awer virstellen, wat do déi eng oder aner Mamm gefillt huet, déi sech gutt mam Beruffs- a Familljeliewen arrangéiert huet, da fannen ech dat net méi witzig; a wann ech dann un déi Fraen denken, déi mussen schaffe goen, fir hir Kanner a sech selwer iwwert d'Ronnen ze kréien, da ginn ech ganz einfach rosen an traureg iwwer esou vill Taktlosegkeet.

Et kann net sinn, datt Leit, déi sech mussen ploen, e schlecht Gewësse gemaach kréien - och net am Reliounsunterricht.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - D'Familljepolitik gouf a gëtt zum Deel haut nach geprägt vun engem konservativen,

chrëschtliche Bild vun der Famill: Mann, Fra, zwee bis dräi Kanner, glécklech an zefridden. De Mann geet schaffen, d'Fra bleift nom éischte Kand doheem, fir sech voll a ganz hirer Roll als Hausfra a Mamm ze widmen. Beim drëtte Kand ginn d'Primen, d'Kannergeld an d'Babyjore verduebelt. - Mir brauche jo 2,1 Kand pro Fra, fir de Fortgaang vun enger Generatioun ze garantieren.

Mä d'Gesellschaft huet sech nun emol net un dat konservatiivt Familljebild gehal. D'Frae ginn an d'Schoul, ginn op d'Uni a ginn duerno schaffen.

Koppelen, wou et aus deem engen oder anere Grund net méi geet, gi gescheet. D'Gerichter spriechen de gescheete Frae keng perséinlech Alimenter zou. D'Frae kréie gesot: „Madame, Dir sidd nach jonk. Gitt erëm schaffen.“

Meeschtens mussen d'Partner aus finanzielle Grënn souwisoou zu zwee schaffe goen, fir de Loyer kënnen ze bezuelen oder fir an der Konsumgesellschaft kënnen matzehalen.

D'Familljepolitik hei zu Lëtzebuerg ass ëmmer nëmmer der Realitéit hannendru gelaf an huet ëmmer nëmme versicht ze pléischteren an ze läschen do wou et brennt. Et gouf ni anticipéiert, et gouf ni mat Zäit agéiert, an doduerch sätze mir haut mat enger Rei Problemer do.

De Problem vu Frae mat ongenügende Pensiounsrechter. Si huet se jo net gebraucht. De Mann war jo do. Als Trouschtmessure hu mer dann d'Mammerent agefouert, déi an der Realitéit kenger Fra richtig hëlleft an op Dauer net ze bezuelen ass.

Säit 1994 stinn zwee Projets de loi um Rôle des affaires vun der Chamber, déi d'Situatioun vun de Leit no enger Scheedung besser regele sollen. De Problem ass bekannt, mä et gëtt gehofft, datt e sech iergendwa vum selwe léist, well ëmmer méi Fraen hir eege Rechter kréien.

De Problem vu Fraen, déi de Beruff komplett opginn hunn oder hu missen opginn, well et keng Crèchè gouf, an och wann d'Kanner bis an d'Schoul gaange sinn, war et onméiglech, Beruff a Kanner ënner een Hutt ze bréngen. Eis Gesellschaft verdaamt nach allze gären d'Fraen, déi sech trauen, Carrière wëllen ze maachen; wat een u Lieserbréiwer an der Zeitung oder Diplomer am Reliounsunterricht erkenne kann.

Wann dës Fraen erëm wëllen oder mussen an de Beruff zrëckkommen, dann ass dat oft problematesch, well se wéineg mat den neien Technologie vertraut sinn, well hire Beruff sech weiderentwéckelt huet a si den Schloss verpasst hunn.

Et gouf jorzéngtelaang alles gemaach, fir d'Doheembleiwe vun de Fraen ze favorisieren: Primes an Allocations de naissance; Fraen, déi opgehalen hu mat schaffen, goufe bis e gewëssenen Datum automatesch bei de Pensiounskeesen ausbezuelt. Net all Mann huet senger Fra d'Reckkafe vun de Pensiounsrechter bezuelt.

D'Weiderversicherung vun den Hausfrae bleift eng Ausnahm. Et gëtt net genuch an net adaptéiert genuch Formatiounen, fir d'Reinsertioun an de Beruff ze favorisieren.

Fraen, déi an de Beruff erëmkommen, orientieren mer am léifsten an d'Fleeg an an d'Betreiung. Dat ass eigentlech kee Problem, just: Dës Beruffer gehéieren zu der Kategorie vun den éischter schlecht bezuelte Beruffer.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Jorzéngtelaang hu mir keng Conciliatioun tëschent Beruff a Famill gebraucht a gewollt. Et ass ënnert dem Motto gelaf: „Brauche mir net; eis Frae bliwen doheem.“ Eng Kantin? „Meng Fra kacht fir meng Kanner.“ Wat kascht dat? „Si gëtt nëmme vun esou wéineg Kanner benotzt. Stellt lech emol vir, hatt geet schaffen a schéckt seng Kanner an d'Kantin an ech soll dat bezuelen!“

Dat huet mat sech bruecht, datt zu Lëtzebuerg just d'Halschent vun alle Fraen am Alter vu 15 bis 64 Joer enger bezuelter Aarbecht noginn. Et gesäit esou aus, wéi wann d'Tendenz nach éischer geif no ënne weisen. E Schratt a Richtung Lissabon-Agenda, wou vun enger Beschäftigungsquot vu 60% Rieds geet, ass op alle Fall net ze erkennen. An dobäi studiere méttlerweil méi Frae wéi Männer op den europäeschen Universitëiten. Fraen hu ganz oft eng gutt Ausbildung. Et ass net gutt, wa si um Aarbechtsmaart, awer och an der Politik, net méi staark vertraue sinn.

Elteren, déi Kanner erzéien a betreiën, sollen am Aarbechtsprozess net benoedegt ginn. Familljenarbecht a Beruffs-

welt müsse matenee kënnen funktionnéieren. Duerfir brauche mer eng guut Offer vu Structures d'accueil, awer och méi eng grouss Offer vun Hallef- an Deelzäit-aarbeitsplazen.

Zu Lëtzebuerg sinn d'Structures d'accueil ganz laang als onwichtig betruucht ginn. Mat de Maisons relais ass endlech e bëssen Dynamik an den Dossier vun der Vereenbarkeit vu Beruff a Familjeliewe komm.

Selbstverständlech sinn d'Ënnerscheeder vu Gemeng zu Gemeng ganz grouss. Et gëtt Gemengen, wou nach guer näischt geschitt ass, woubäi aner Gemenge scho bal virbildlech sinn. Et geschitt vill, all Mount gëtt eng nei Maison relais ageweit, mä mir hunn och e groussen Nachholbedarf.

Selbstverständlech kaschten déi Betreibungsstrukturen och vill Geld. De Stat huet sech also hei eng finanziell Dier opgemaach, duerch d'Décisioun, d'Kannergeld ze desindexéieren. Dobäi stoung awer schonn de 4. August 2004 an der Regierungserklärung, d'Structures d'accueil missten ausgebaut ginn. Du war nach näischt vun der Méiglechkeet, déi d'Indexmanipulation no den Tripartitesverhandlung ginn huet, gewosst.

Déi aner Partner awer, déi hëllef d'Structures d'accueil ze bezuelen, haten dës Méiglechkeet net. D'Gemengen, déi 50% vun den Infrastrukturen droen a mindestens en Drëttel vun de Fonctionnementskäschten, mussen kucken, wéi se dës neier Aufgab nokommen.

Dobäi ass et awer kloer, dass gutt Infrastrukture fir d'Kannerbetreuung net just eng Fro vu Finanzen an der Gemeng sinn. Et ass och eng Fro vu Prioritéit, déi eng Gemeng sech gëtt. D'Betreibungsstrukture kaschten d'Gemenge vill Suen, mä et ass gutt investéiert Geld. Eng Gemeng, déi an d'Structures d'accueil investéiert, investéiert an hir Zukunft; dat ass wichteg a richteg.

Den drëtten Partner, d'Elteren, mussen bei der Kannerbetreuung participéieren. Dat geschitt no soziale Kritären an ass am Moment, wou mer een allgemenge Mangel un Infrastrukturen hunn an am Émdenke vun enger Geldverdeelungsfamilljepolitik zu enger Forderung vun Infrastrukturen sinn, kaum ze änneren. Wa mir sozial Kritären applizéieren, da bleift et fir vill Leit mat vill Sue méi interessant, eng Privatléisung fir hir Kanner ze sichen. Fir vill Frae stellt sech dann och d'Fro, ob se net awer sollen doheem bliwen: „Ech wëll net nëmme schaffe goen, fir d'Maison relais kënnen ze bezuelen.“

Dat sollt eis net egal sinn!

Mir hätte gäre Kanner aus alle soziale Schichten an eise Strukturen. Den Ureiz, fir e Kand an esou eng Struktur ze ginn, sollt ausschliesslech duerch eng guut Qualitéit vun der Betreuung gi sinn. Déi Gréng trieden dofir an, dass all schoufflichteg Kanner zesummen an der Schoul bliwen. A mir triede selbstverständlech och dofir an, dass all kleng Kanner gemeinsam kënnen an déiselwecht Betreibungsstruktur goen. Eng Mixitéit ass am Zesummenhang vun der sozialer Kohésion an eisen Ae ganz wichteg.

Gutt Betreibungsstrukture si kanner- a familjefrëndlech. Si si fir vill Elteren och einfach eng Noutwendegkeet. De Risque, aarm ze sinn oder aarm ze ginn, ass bei den Eleng-erzéier iwwerdurchschnittlech héich. D'Statistike schwätze vun 21% vun deene Leit, déi dem Risque de pauvreté monétaire ausgesetzt sinn. Mir sinn duerfir der Meenung, dass mir sollen éierlech mat de Männer a Fraen hei am Land sinn. De gudder Rot hei am Land muss sinn, op kee Fall seng Aarbeitsplaz ganz opzeginn, weder als Mamm nach als Papp.

Et deet sech eppes um Plang vun der Kannerbetreuung hei am Land, mä et geet net alles an déi richteg Richtung. Amplaz ee globaalt kohärent pedagogesch Konzept auszeschaffen an d'Maisons relais bei der Educatioun unzesiedelen, huet de Familljeministère sech et e bëssen einfach gemaach. Hien huet eng Sur-mesure-Saach geschaf, an dat huet zu enger Quasi-Monopol-Situatioun um Terrain gefouert. Een Träger dominéiert de Marché, a mir émfannen dat als ongesond Situatioun.

Ech wëll domat net soen, dass si e schlechten Job maachen. Am Géigendeel. Mir fannen, dass se eigentlech eng ganz guut Aarbecht maachen. Mä mir Gréng fannen et bedenklech, wa mir an esou engem wichtigen Dossier Kontroll an Ausrichtung un een net neutralen Träger ginn. Mir fannen och, dass d'Zesummenaarbecht tëschent Schoul a Structures d'accueil net garantiert ass, wa mir mat verschiddenen Träger fueren.

De Fonctionnement vun de Maisons relais huet mëttlerweil och e puer Problemer an

der Praxis opgeworf. Ufanks kréien d'Eltere gesot, si kéinten hiert Kand genausou aschreiwen an der Maison relais wéi se wëllen, ouni dass eng Zuel vu Stonne virgeschriwwen gëtt, wat d'Leit dann och maachen an immens fro driwwer sinn.

Mä mir hunn doduerch de Problem, dass mir stonneweis ganz wéineg Kanner ageschriwwen hunn, an dann eigentlech Personal misst heemgeschéckt ginn. Wann d'Presenze vun de Kanner d'Stonne vum Personal net rechtfertigen, iwwerhëlt de Ministère eventuell - dat sinn Informatiounen vu Patronsdiskussiounen - d'Participatioun vu 50% net. Wat gëtt dat da fir e Geschaffs, wa mer d'Personal stonneweis müssen heemschécken?

An derbäi kënn dann, dass de Ministère och nach verlaangt, dass wa mer zum Beispill am Spillschoulsgrupp nëmme dräi Kanner an am Grupp vun den Néng- bis Zwielef-jähregen nëmme fënnf Kanner hunn, mer dann ee Grupp doraus maachen an da kënnen mer ee Betreier heemschécken. Wéi soll een dann do eng seriö Aarbecht maachen, wann een am selwechte Grupp Kanner vu véier an zwielef Joer huet? Déi eng wëlle spillen an déi aner müssen hir Hausaufgab maachen.

Ee weidere Problem gesi mer op d'Maisons relais zoukommen, wat den Émgang mat schwierere Kanner ugeet. Kanner, déi verhalensopfälleg sinn, déi aggressiv sinn, déi Problemer hunn, eng Autoritéit unzëerkennen an am Grupp ze funktionnéieren. Grad esou Kanner kéinten immens vun dëse Strukture profitéieren. Wa mir awer e ganz rigide Personalschlüssel hunn, da riskéieren dës Kanner heemgeschéckt ze ginn, well och gutt motivéiert Personal et mam beschte Wëllen net packt, si an all déi aner Kanner gutt ze encadréieren. Domat géife mer awer eng Chance aus den Hänne ginn, erzéierend anzegräifen, wann et eventuell nach Zäit wier.

Wa mer wëllen extrem flexibel sinn, wat d'Angebot an de Maisons relais ugeet, da mussen de Stat an d'Gemengen och flexibel si wat d'Organisatioun ugeet.

De Choix, deen d'Eltere maache fir hiert Kand anzeschreiwen, huet vill mat der Participatioun ze dinn, déi se mussen bezuelen fir hiert Kand. D'Participatioun gëtt op de Salaire gerechent. Et ass jo méi interessant, wann ee säi Kand mëtten eng, zwou Stonnen an e Sportclub oder d'LASEP oder d'Museksschoul gëtt, wat ee kleng Bättrag pro Joer kascht oder gratis ass, wéi wann ee se fir zwou Stonnen an der Maison relais muss mat enger Participatioun vun zwee bis 14 Euro umellen.

Elteren, déi finanziell net esou gutt dostinn, ginn d'Kanner zum Beispill just fir d'Hausaufgabe mëtten ze maachen, zweemol d'Woch zwou Stonnen, an d'Maison relais. Mir fannen awer séier wéineg Kanner, déi vun dem Rescht vun de Stonnen, déi dann nach bliwen, kéinte profitéieren. D'Eltere wëlle virun allem all, dass d'Kanner d'Hausaufgaben an der Maison relais maachen. Dat ass e groussen Nieweneffekt vun der Flexibilitéit, déi ugebuede gi soll.

An der Diskussioun iwwert de Projet de loi iwwert d'Dageseltern an der Chamberskommissioun huet sech och muncht extrem konservatiiv Gedanken gewise, an ech hunn heiansdo d'Gefill wéi wann dat Gedicht, wat ech virun zitéiert hunn, a verschiddene Käpp an Häerzer ganz déif sétzt. Fir déi Gréng ass et kloer: Dageseltern kënnen eng gutt Ergänzung zu deenen anere Strukture sinn, mä et soll eng familjepolitesch Mesure bliwen an d'Qualitéit vun der Betreuung muss Virrang virun aarbeitspoliteschen Argumenter behalen.

Eis Familljepolitik huet laang ausschliesslech doranner bestanen, Geld ze verdeelen. D'Kannergeld ass zu Lëtzebuerg däitlech méi héich, wéi am Rescht vun der Welt. Dat kann eis bis zu engem gewëssene Grad egal sinn. Dat misst eis bis zu engem gewëssene Grad richteg stolz maachen. Et ass awer och bis zu engem gewëssene Grad e Problem.

De Wee, deen an der Tripartite gaange ginn ass, fir Suen um Kannergeld ze spueren, andeems et desindexéiert gëtt, trifft grad just déi Leit am meeschten, déi et eigentlech net dierft treffen, déi Leit mat ville Kanner a mat niddregem Revenu. D'Desindexéierung vum Kannergeld war eng reng finanzpolitesch Mesure - d'Regierung wëllt d'Ausgabe vum Stat senken -, a keng familjepolitesch Mesure an och net vu familjepolitesche Mesurë begleet.

An der Broschür vun der Caisse nationale des prestations familiales iwwert d'Familjelleeschungen zu Lëtzebuerg steet eng Préface vun der Familljen- an Integratiounsministesch. Hei heescht et: „So hat die Kindergeldkasse im Jahre 2004 Leistungen

in einer Gesamthöhe von annähernd 750 Millionen Euro an mehr als 100.000 Familien gezahlt, von denen ein Drittel außerhalb Luxemburgs wohnen.“ Dat ass eng Tatsaach. Da geet et awer ouni Iwwerleedung am selwechten Abschnitt weider: „Die Familienleistungen stellen somit ein wirksames Instrument zur Bekämpfung der Ungleichheiten in der Bevölkerung und der Kinderarmut dar.“ Dat geet eis e gutt Stéck ze schnell. Stëmmt dat esou, wéi et an der Broschür steet?

Et ass richteg, dass hei zu Lëtzebuerg d'Geldtransferteleschtungen héich sinn, a well se fir all Kand d'selwecht sinn - mam Ënnerscheed natierlech vum éischen, zweeten, drëtten Kand, wat hei gesot ginn ass -, maache se bei enger niddreger Pai méi en héije Prozentsatz aus, wéi bei enger héijer Pai. Dann ass et awer schonn eriwwer mat der Bekämpfung vun den Ongläichheeten.

D'Steiererméisssegunge wéinst de Kanner sinn nëmme interessant, wann een esou vill verdéngt, dass een och Steiere bezilt. Bei den héije Loyerer hei zu Lëtzebuerg sinn och erëm eng Käier fir d'éischt d'Leit mat deene kleng Paie betraff, an da schmëlzen déi staatlech Hëllef wéi de Botter an der Sonn.

D'Familljepolitik huet zwee Voleten. Si muss all Leit ënnerstëtzen, déi Kanner hunn, fir dass si net finanziell bestrooft gi vis-à-vis vun deene Leit, déi keng Kanner hunn, a si muss sozial sinn. Mir sinn der Meenung, dass d'Familljepolitik zu Lëtzebuerg méi a Richtung gutt Betreibungsstrukturen orientéiert gi muss.

Zum Congé parental. Mir waren e bëssen erstaunt, dass de Congé parental als eenzelne Punkt fir dës familjepolitesch Interpellatioun ugefouert gouf. Mir hunn dach eréischt den 13. Dezember 2006 iwwert d'Gesetz zum Congé parental hei an der Chamber diskutéiert. D'DP war d'accord mat dem Gesetz, an de Kolleg Emile Calmes hat sech nach just zousätzlech gewënscht, dass mir eis am Kader vum Congé parental géife Gedanke maache wat den natalisteschen Zweck ugeet an ob een de Congé parental net och kéint op méi eng laang Zäit mat manner Deeg am Joer ausdehnen.

Och déi Gréng haten hiren Accord zu der familjepolitescher Mesure vum Congé parental ginn. Mir haten den 13. Dezember drop higewisen, dass de Congé parental déi traditionell Rolleverdeeling iwwerhëlt, déi dora besteet, dass eben de Papp fir d'Besoins financiers vum Haushalt zoustänneg ass an d'Mamm nach ëmmer fir d'Kannererzéiung zoustänneg ass. Et si jo och vill méi Frae wéi Männer, déi de Congé parental huelen.

Et ass jo och esou, dass Männer ganz oft déi sinn, déi déi gréisste Perte de revenu hunn, wa si ophale mat schaffen, well si jo am Duerchschnitt déi besser bezuelte Plazen hunn. Esou zäitweileng finanziell Verloschter si vill Fraen a Männer bereet a Kaf ze huelen. Eng gutt an intensiv Relatioun zu sengem eegene Kand ass jo schliesslech och e Wäert, och wann en net ze chiffréieren ass.

Méi gravéierend - an ech hat et scho bei där Diskussioun iwwert de Congé parental gesot - sinn d'Konsequenze fir déi beruflech Carrière vun deene Leit, déi de Congé parental huelen. Nach ëmmer si vill Entrepreneuren negativ zu dësem Congé agestallt an nach ëmmer heescht eng Décisioun, fir de Congé parental am Intérêt vun hirem Kand ze huelen, fir vill Männer a Fraen, dass se hir beruflech Carrière zumindest op Äis geluecht hunn, wann net definitiv an de Wand geschriwwen hunn.

Et ass awer net esou, dass dat nëmme d'Privatbetreiber betrëfft, déi negativ zum Congé parental agestallt sinn. Och de Patron Stat ass en negative Virreider an dëser Roll. E Congé pour travail à mi-temps kann een net kréien, wann een Direkter oder Directeur adjoint vun engem Service ass oder Direkter oder Chargé de direction vun enger Schoul oder eng féierend Positioun beim Geriicht oder bei der Police huet. An da wann mer eis, dass, obschonn ëmmer méi Fraen déi besser Studië maachen, hir Zuel an de Chefetagen nach ëmmer absolut minoritär ass.

Ech weess net, wat d'DP ënner natalisteschen Zwecker deemools gemengt huet. Mir hu keng Angscht, am Géigesaz zu der Madame Frank, dass d'Lëtzebuerg geifen austierwen, a mir hunn och keng Loscht hei zu Lëtzebuerg eng Propaganda-Aktioun ze starten, et misste méi Kanner an d'Welt gesat ginn.

Fir déi Gréng ass kloer: Famill ass do, wou Kanner sinn! D'Familljepolitik soll keng Mesure sinn, fir méi oder manner Kanner an

d'Welt ze setzen. Mir ënnerstëtze keng Politik, déi d'Leit duerch finanziell Ureizer incitéiert, Kanner an d'Welt ze setzen. Mat Familljepolitik ënnerstëtze mir Leit, déi Kanner hunn. Ech mengen, mir sinn eis eens, dass et ganz vill Grënn gëtt, fir Kanner an d'Welt ze setzen, an dass Leit, déi decidéieren, Kanner ze kréien, aner Motivatiounen hunn, wéi déi finanzieller Natur. Nëmme ee kannerfrëndlech Land ass ee Land mat enger Zukunft.

» M. Camille Gira (DÉI GRÉNG). - Très bien!

» M. Claude Adam (DÉI GRÉNG). - Mir brauchen ee kannerfrëndleche Gesellschaftsklima. Dozou gehéiert eng Finanza Wirtschaftspolitik, déi Raum léisst fir Hoffnung an déi d'Zukunft vun eise Kanner net verbaut. Dozou gehéiert eng Educatiounspolitik, déi eis Kanner stäerkt a fit mécht fir d'Zukunft. Dozou gehéiert eng Sozialpolitik, déi op Solidaritéit opbaut. Dozou gehéiert eng Politik, déi déi grouss Erausforderungen am Émweltberäich, Klima-, Energie- an Naturschutz net permanent verdrängt, mä offensiv ugeet.

Mir fäerten awer, dass déi Wuesstumspolitik, déi mir scho laang hei zu Lëtzebuerg mat grousem Erfolg bedriewen, fir eis Kanner fatal kéint ginn. Eise Renten- a Pensiounssystem baut op eng Wuesstumspirale op, déi kee gutt Enn kréie kann. Wa mir all Joer vill nei Aarbeitsplazen zousätzlech schaffe müssen, fir eise System ze erhalen, da schaffe mer jo och all Joer nei Renten- a Pensiounspréich. Déi Rechnung geet eng Käier net méi op. Et ass dréngend ugesot, Weeër ze siche wat d'Rentefinanzéierung ugeet an och d'sozial Ofseicherung vun de Fraen, an dat heescht fir déi Gréng nach ëmmer d'Individualiséierung vun de Renten.

» Une voix. - Très bien.

» M. Claude Adam (DÉI GRÉNG). - Mir haten am IVL een Awunner- an ee Pendlerzeenario. Mir stelle fest, dass mir den Awunnerzeenario wuel ni wäerte realiséieren kënnen. Mä och wat de Pendlerzeenario ugeet, leie mer scho wäit iwwer alle Previsiounen. Mir wëssen net, wat den Här Juncker den 1. März 2007 dozou verleet huet, par rapport zu eisem Pensiounssystem virun der Press ze soen: «Nous sommes en train de commettre un crime contre l'avenir, un crime contre les enfants qui aujourd'hui ont moins de cinq ans et ceux qui vont naître.»

Mir sinn natierlech alarméiert, an dofir huet och den honorabele Kolleg Félix Braz eng Interpellatioun zu dësem Thema ugefrot. Mëttel- a langfristeg mussen mer ëndenken. Kuerzfristeg kéint eis eng däitlech méi héich Fraebesetzungsquot hëllef. Wann amplaz 52% vun de Fraen, déi zurzäit aktiv um Berufsliewen deel huelen, et der 60% wäeren, wéi d'Lissabon-Strategie et fir 2010 virschléit, oder 72%, wéi et zum Beispill an Dänemark de Fall ass, da misst de Pendlerzeenario vum IVL net esou onmoosseg aus der Rumm sprangen, dann hätt souguer vläicht den Awunnerzeenario nach eng Chance.

Fir déi Gréng ass et eng absolut Noutwendegkeet, dass mir vill Plazen an héichwäerteg Structures d'accueil schafen. Dat ass eng Win-win-Strategie. Gutt Strukturen an der Kannerbetreuung bréngen gutt Aarbeitsplazen. Aarbeitsplazen, déi dezentral organiséiert sinn. Aarbeitsplazen, déi keng Émweltbelaaschtung schafen. Aarbeitsplazen, déi net kënnen geoutsourced ginn. Aarbeitsplazen, déi sécher sinn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» Une voix. - Très bien!

» M. le Président. - Ech soen dem Här Adam Merci. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'ADR stellt d'Famill d'Fundament vun eiser Gesellschaft am Stat duer. Fir d'ADR ass d'Famill iwwerall do, wou ee Kand oder méi Kanner sinn; ob d'Famill bestuet ass oder net, getrennt oder Elengerzéier, dat spillt keng Roll. Et gëtt fir eis duerfir keng realistesch Alternativ zur Famill.

An dach huet an deene leschten 30 Joer d'Famill staark changéiert. Vill Frae ginn

haut enger berufflecher Aarbecht no, an dat ass och gutt esou; 52%, eng liicht Progressioun hei zu Lëtzebuerg. Déi traditionell Rolleverdeelung, wéi mer se an de Famillje viru Jorzéngte kennt hunn, déi gëtt et net méi, wat och gutt ass, nämlech d'Fra, déi ass do fir de Stot ze maachen an d'Kannererzëiung, an de Mann ass deen, deen d'Geld verdéngt an deen och an der Regel ëmmer nach de Familljehof war.

Vill Familljen zerbréchen haut. D'Konsequenz ass, dat mer ëmmer méi Leit als Elengerzéier kréien. An den héich entwéckelten Industriestate kommen ëmmer manner Kanner op d'Welt, a praktesch alleguer déi Länner kennen och Problemer mat der demographescher Entwécklung.

Viru kuerzem ass eng Etüd gemaach ginn iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg, wou et am Fong schockant war fir feststellen, dat 13% vun de Stéit hei zu Lëtzebuerg ënnert der Aarmutsgrenz leien; dat am sougenannte räiche Lëtzebuerg! Mä wat nach méi schlëmm war, dat ass, dat den Aarmutrisiko klëmmt, wann et eng Famill ass, déi Kanner huet; a wat se méi Kanner huet, wat den Aarmutrisiko méi klëmmt. Bei enger Famill, déi kee Kand huet, ass de Risiko 2%, bei engem Kand 9%, bei zwee Kanner sinn et scho 14% an der Aarmutsgrenz, bei dräi Kanner 19%, a bei den Elengerzéier ass et quasi ee Véirel - 25% -, dat ënnert der Aarmutsgrenz läit.

Frankräich an d'Belsch hu vill méi niddreg Taxë wat d'Aarmutsgrenz ubelaangt oder d'Leit, déi ënnert der Aarmutsgrenz leien, wéi Lëtzebuerg, obschonn an deene Länner bekanntlech d'Revenue vill méi kleng sinn, wéi dat hei am Land de Fall ass. Duerfir war et eiser Meenung no e krasse Feeler, dat mer d'Desindexioun vun de Familljenzoulagen hei am Land gemaach hu mam Accord vum Tripartites-Gesetz. Et war de gréisste sozialen Ofbau, eiser Meenung no, deen nom leschte Weltkrich gemaach ginn ass. A mir hunn an deem Ofbau och nach déi sozial schwächste Familljen am stäerkste getraff.

De gesellschaftleche Stellwäert vun der Famill an der Gesellschaft huet fundamental geännert. D'familljepolitescht Ëmfeld huet fundamental geännert. An dee gréisste Problem, dee mer haut an eiser Gesellschaft an an der Famill och hunn, dat ass, fir Famill a Beruff zesummen ze verbannen, fir kënnen ze schaffen no baussen an no bannen.

De Stat huet sech eiser Meenung no net an d'Famill anzeméschen. Et muss de Choix bleiwe vun enger Famill selwer ze decidéieren, ob ee schaffe geet an een doheem bleift, oder ob se allen zwee schaffe ginn a keen doheem bleift, oder ob se sech an iergendenger Form opdeelen. Dat ass ee Choix, deen d'Famill muss behalen.

Mä d'Fro ass: Huet d'Famill dee Choix hei zu Lëtzebuerg? Et muss een dat kloer mat Neen ënnersträichen. A firwat? Ma well mer einfach déi Strukturen, déi d'Viraussetzung fir dee Choix sinn, net zur Genüge hei zu Lëtzebuerg hunn.

De Stellwäert vun der Erzéiungsaarbecht. Ech mengen, wa mer soe Beruff a Famill verbannen, d'äerfe mer awer net de Stellwäert vun der Erzéiungsaarbecht verkenne fir déi Famill, déi sech eben entscheet, doheem ze bleiwen; datt ee vun de Partner doheem bleift, fir déi Aarbecht ze maachen. Wa mer soen, dat 52% vun de Fraen an der berufflecher Welt integréiert sinn a schaffe ginn, da gëtt et der also nach bal esou vill, déi och doheem bleiwen.

Et ass och net esou, dat déi Fraen net wëlle schaffe goen, mä et gëtt awer och ganz vill Fraen - an der Regel ass et d'Fra, et kann och Mann oder Fra sinn -, déi wëllen doheem bleiwen, fir déi Kannererzëiung ze maachen. Mir d'äerfen an där ganzer Diskussioun weder déi eng nach déi aner bevirdelegen oder ee géint deen aneren ausspillen, mä mir musse Strukture bauen, wou all Famill d'Méiglechkeete kann hunn, fir hire Choix ze treffen.

Duerfir plädéiere mir als ADR och derfir, dat d'Aarbecht als Hausfra - als Fra, déi doheem bleift, fir d'Kannererzëiung ze maachen - vum Stat eng Unerkennung kritt. Wa mer op där anerer Säit kucken, och déi Investissementer, déi mer als Stat maachen an d'Maison-relaisen, an d'Crèchen, an

d'Structure-d'accueilen, an alles, wat ronderëm ass, da sinn ech der Meenung, Här President,...

» **M. le Président.** - Erlaabt Der, Här Gibéryen, dat den Här Adam lech eng Fro stellt?

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Selbstverständlech, Här President.

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Här Gibéryen, wann ech lech esou nolauscheren, wollt ech lech just froen: Sidd Dir der Meenung, dat déi Fraen an déi Männer, déi zu zwee schaffe ginn, hir Kanner net erzëien?

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat hunn ech dach net gesot! Ech hu gesot, mir d'äerfe kee géint deen aneren ausspillen. Mir musse jiddferengem de Choix ginn. An ech hu gesot, et gëtt awer och Fraen, déi sech decidéieren, fir doheem ze bleiwen a soen: Ech wëll ebe ganzdags do sinn, fir mäi Kand ze erzëien, fir wann et an d'Schoul geet, fir mëttes ze kachen, fir owes do ze sinn. Dee Choix muss een och respek- tieren.

Et schéngt mer, wann ech Är Interventioun éineschters gutt verstanen hunn, dann hutt Dir - déi Gréng - lech hei ausgedréckt, wéi wann am Fong d'Motiv misst sinn, d'Frae misste schaffe goen. Dat soll d'Motiv sinn. Dat hutt Der éineschters esou hei ausgedréckt. Mir soen: D'Fra soll de Choix kréien. A wann eng Fra sech decidéiert...

» **Une voix.** - An de Mann?

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - D'Famill soll de Choix kréien! Mä ech hunn awer och fairerweis gesot, dat et an der Regel d'Fra ass. D'Famill soll de Choix kréien. A wa se sech decidéiert, dat ee soll oder wëllt doheem bleiwen, da muss se dee Choix hunn. An dat muss och vun der Gesellschaft a vum Stat unerkannt ginn, Här President.

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Här Gibéryen, wann Der lech esou lancéiert, sot och, dat et esou ass.

» **M. le Président.** - Här Adam, loosst elo den Här Gibéryen viruschwätzen! Dir hutt jo Är Fro beäntwert kritt.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech hunn nach fénnef Minutte Riedezäit.

Mir soen: Duerfir muss dat unerkannt ginn, well mer och als Stat, als Gesellschaft, jo investéieren, an där Famill d'Méiglechkeet ginn, déi sech eben entscheet huet, fir Beruff a Famill ze kombinéieren, andeem dat mer duerfir Maison-relaisen oder Crèchen oder Gott weess wat zur Verfügung stelle mat Personal, wat jo och d'Gesellschaft Geld kascht.

A wann ech drun denken, ech mengen eng Plaz an enger Crèche - wann ech dat nach esou gutt an Erënnerung hunn; an d'Madame Minister kann eis dat vläicht herno méi richteg soen - wäert un der Grenz si vun ongeféier 1.500 Euro de Mount; selbstverständlech minus dat, wat d'Eltere bezuelen. Also, och do investéiere mer vill Geld a Strukturen. Da misste mer och als Stat a Gesellschaft bereet sinn, doranner ze investéieren, fir déi Famill, déi sech decidéiert huet, doheem ze bleiwen.

Duerfir hu mir zum Beispill d'Mammerent eng gutt Saach fonnt, mä mir hunn deemools derfir plädéiert, dat een déi sollt als Cotisatioun op den Numm vun der Fra abezuelen, dat wuel herno datselwecht eraus géif kommen, mä dann hätt déi Fra sech kënnen iwwert déi Zäit och Pensionsrechter opbauen. An duerfir si mer och der Meenung, dat de Stat soll souwuel d'Erzéiungszoulagen an esou virun ausbauen, ëmmer och an Hisiicht, dat déi Fra, déi doheem bleift, sech och doduerch Pensionsrechter kann opbauen.

Also, mir wëllen drop pochen, dat d'Erzéiungsaarbecht fir déi Fra, déi doheem bleift, net soll vu staatlecher Säit beno- deelegt gi vis-à-vis vun enger Fra, déi de Choix geholl huet, fir Beruff a Famill mateneen ze verbannen.

Dann um Niveau vun de Steieren, Här President, hu mir als ADR eng Dokumentatioun erausginn ënnert dem Titel „Steierge- rechtheegeet“. Hei si mer och der Meenung - an ech mengen, den Här Meisch huet dat de Mëtten hei un zwee Beispiller ganz kloer bewisen -, doduerch, dat mer d'Steiertabell elo net méi iwwer Joren un d'Inflatioun uge- passt hunn, gi grad Famillje mat Kanner méi belaaucht.

Wa mer dann och dee ganze Steiersystem kucken, do gëtt et jo grad eng ganz Rëtsch vu Famillje mat Kanner, a wat se méi Kanner hunn, déi net méi ënnert d'Steiere falen, kënnen se duerfir och net méi vun all deenen Abattementer, déi eise Steiersystem vir- gesäit, profitéieren. Duerfir hu mir och pro- poséiert, dat d'Negativsteier an d'Crédit- d'impôté missten agefouert ginn, dat grad

do och kéinten déi Familljen, déi Kanner hunn a keng Steiere bezuelen, awer och vun all deene Virdeeler, déi d'Steiergesetz- gebung deene gëtt, déi hir Steiere be- zuelen, profitéieren.

D'individuell Besteuerung: Do si mer och der Meenung se misst kommen, well et ebe richteg ass, wa Fra a Mann schaffen, dat an der Regel dann d'Fra déi zweet Steierkaart kritt. Se verdéngt an der Regel manner. Et sinn och vill Fraen, déi nëmmen Deeljoben huelen an dann déi héich Besteuerung op hire Revenu geluecht kréien. Dat ass sécherlech net gutt an net derwäert ze förderen fir eng gerecht Besteuerungspolitik. Dat suergt och fir Diskussiounen an de Familljen.

D'Structure-d'accueilë mussen ausgebaut ginn. An ech mengen, mir sinn hei am Land amgaangen do wierklech systematesch auszubauen. Mir haten natierlech awer och en enormen Nohuelbedarf. Wann een eist Nopeschland Frankräich kucke geet, déi am Fong doranner eng formidabel Virrei- derroll gespilt hunn, esou muss mer also déi Structure-d'accueilen ausbauen.

Ech sinn och frou, dat mer elo neierdénge e bësse méi eng Vermeschung, wat d'Infra- strukturen ubelaangt, souwuel téscht Schoulinfrastrukturen an den Infrastrukture vun de Structures d'accueil maachen, fir dat net ëmmer zu engem gewëssen Zäit- punkt dat eent oder dat anert Gebai muss onbedéngt ganz eidel stoen. Duerfir solle mer doranner investéieren.

Mir sollen och a qualifizéiert Personal inves- téieren, mä mir sollten awer oppassen, dat mer och do net d'Ham an der Mëllech kachen, dat mer mengen, mer missten e Maximum u Qualifikatioun bei sämtleche Leit verlaangen, mä och do sollt een de gesonden a kloer Mënscheverstand spille loosse. Ech si mat de Virriedner, déi dat haut de Mëtteg hei gesot hunn, eens, datt een och kann aner Persounen do mat abe- zéien, déi net onbedéngt déi schoulesch Qualifikatioun hunn, mä déi awer eng Quali- fikatioun duerch hir Liewenserfahrung hunn, andeem dat se Kanner erzunn hunn, déi se kéinten an déi Branche mat eranzéien.

Da sinn ech och der Meenung, dat een, wat d'Betriber ubelaangt, d'Betriber méi an d'Responsabilitéit soll huelen.

Firwat kënnen mer net, wa mer Industriezone maachen, wa mer nei Zone-commercialé grënnen, direkt och soen, an esou Zone missten déi Infrastrukture mat agebaut gi fir déi Leit, déi dohinner schaffe ginn?

Et wäert schwéier bleiwen, en eenzelne Betrib ze drängen, well et muss schon e grouse Betrib sinn, fir datt en dat ka maachen. Mä wann een dat géif emol ver- sichen ze maachen do, wou et Industrie- zone gëtt an esou virun, wier et méi einfach.

En anere Punkt nach, Här President, ass d'Kannergeld, wou mer selbstverständlech wëssen, dat eist ganzt Sozialsystem hei zu Lëtzebuerg engem gewëssen Drock ënnerläit, well mer ëmmer méi Gelder exportéieren. Mir wëssen natierlech, datt déi Leit, déi heihinner schaffe kommen, och e Recht hunn, vun eiser Sozialgesetz- gebung ze profitéieren.

Mä et ass awer richteg, an et ass de Mëtteg och schon hei gesot ginn, wa mir hei héich Kannergeld bezuelen, dann ass et virun allem och, well de Liewensstandard hei zu Lëtzebuerg héich ass, an datt mer net kënnen eng Politik maachen, déi mëttel- fristeg oder laangfristeg dat soziaalt System hei zu Lëtzebuerg net méi ka garantéieren.

Et gëtt natierlech net déi Allheilëisung, wou ee ka soen, mir kréien e System eraus wou mer kënnen de Résidanté méi gi wéi deenen Netrésidanten, mä ech mengen, mer mussen awer och wëssen, datt déi Poli- tik, déi elo decidéiert ginn ass, datt d'Fa- milljenzoulagen desindexéiert sinn, als Hannergedanken huet, fir e System ze erschafen, wat hei zu Lëtzebuerg laang- fristeg iwwerliewensfäeg ass.

Et kann awer net esou sinn, Här President, wéi et och de Mëtteg hei an der Diskussioun liicht duerchgeséckert ass, datt een d'Kan- nergeld géif kieren, fir aner Infrastrukturen domadder ze finanzéieren. Et wier nämlech dann esou, datt déi Leit, déi vun den Infra- strukture géife profitéieren, dann e Virdeel hätte vis-à-vis vun deene Leit, déi hir Kannererzëiung selwer maachen. Also, et kann och net esou emgeswicht ginn, datt mer d'Kannergeld kieren an dann domadder Begleedmoosname wéi d'Struc- ture-d'accueilë finanzéieren. Och do- madder kéinte mir als ADR net averstane sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Riedezäit ass ofgelaf. Ech war aller- déngs verwonnert - dat muss ech zum Of- schloss soen -, datt d'Majoritéitsparteien,

nodeem se d'lescht Joer am Dezember hei d'Desindexatioun vun de Familljenzoulage gestëmmt hunn, haut de Mëtteg hei elo op eemol eng Motioun eraginn, mat där se d'Regierung invitéieren, „konkret Propo- sitione virzeleeën“ - wéi Dir dat sot. Mir hunn eis déi Froe schon d'lescht Joer hei an der Chamber gestallt, wéi hei d'Depu- téierte vun der Majoritéitspartei gejubelt hunn iwwert den Accord salarial. Ech si frou, datt an Zwëschenzäit si och zu deem Pessi- mismus gerode sinn.

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. No deem Wunsch- konzert, dee verschidde vu menge Vir- riedner hei vu sech ginn hunn, kéint ech am Fong déi positiv Elementer eraushuelen an da schon heemgoen a mäi Wahlprogramm schreibe fir an deenen nächsten zwee Joer, well et war wierklech vill Substanz dodran. Mä et war awer e ganze Koup Substanz dodran, wou mer schon e puer Joer driwwer schwätzen, an och déi an der Regierung schon e puer Joer driwwer schwätzen, awer nach ni eppes geschitt ass.

Mä trotzdem Félicitatiounen dem Inter- pellant fir dat Thema, wat hien hei uge- schnidden huet, wou awer besonnesch d'Verbinding vun der Familljen- an der Aar- bechtswelt dat haaptsächlecht Thema war. Mä ech mengen, hei ass awer méi an aner Richtungen ausgeschweift ginn, wéi vun deem wesentlechen Thema geschwat ginn.

D'Familljenorganisatioun mat der Aar- bechtswelt ze verbannen, ass eng Eraus- fuerderung, wéi een héieren huet, déi praktesch all Politike beréiert: Familljenzou- lagen, Transport, Kannerbetreiuung, Schoul- organisatioun, Sozialofsécherung, Aarbecht an nach anerer. Duerfir ass et och esou schwéier, fir eng koordinéiert Politik an där Richtung op d'Been ze kréien.

Mä fir mech muss emol fir d'éischt kloerge- stellt ginn, wat mer dann iwwerhaupt ënner Famill verstinn. Ass eng Famill just, wann ee bestuet ass a Kanner huet? Ass eng Famill, wann ee bestuet ass? Ass eng Famill, wann een am Pacs oder ouni Pacs zesummelieft? Ass eng Famill, wann een eleng lieft mat Kanner, oder ass och deen, deen eleng lieft, als Famill ze betruuechten?

Op jidde Fall, wann een dat an den Zesum- menhang mat der Aarbechtswelt setzt, da muss jiddfereen, dee schafft, egal wat fir eng Familljesituatioun hien huet, säi Stot, seng Famill mat senger Aarbechtswelt koor- dinéieren.

Fänke mer duerfir emol u mat der Famill mat de schoufflichtege Kanner, déi jo am Fong déi meeschte Contrainten hunn. Do geet et net nëmmen drëm, fir d'Famill mat der Aar- bechtswelt ze koordinéieren, mä och mat der Schoul. Wann d'Koordinatioun mat der Aarbecht méi oder wéineger an der Rei ass, bleift dann nach ëmmer d'Koordinatioun mat der Schoul.

Ech hunn e Beispill: Wann d'Aarbechtswelt an enger anerer Uertschaft ass an dann an der Wunnngemeng keng Structures d'accueil oder Crèchen oder och keng Persoun zur Verfügung stinn, fir d'Kanner optimal no de Schoulstonnen ze betreien, da gëtt et Problemer.

Wann an der Uertschaft, wou d'Elteren oder een Elterendeel schafft, eng Persoun zur Verfügung steet, fir d'Kanner dagsiwwer vläicht ze betreien, an een d'Kanner dann do wëllt an d'Primärschoul ginn, da muss een e Minerval bezuelen, jee no Gemeng. Oder et gëtt, wéi zu Esch, iwwerhaupt keen ugehall. An dat obwuel an eiser Verfassung ganz kloer steet, dass d'Primärschoul muss gratis sinn.

De Problem do sollt eigentlech vum Syvicol scho längst geléist ginn, mä deen deet sech awer och schwéier do eng Léisung ze fannen, mat all deene Gemengen, déi doriwwer hir eegen Iddien hunn.

Et duerf och net sinn, dass engersäits ëmmer méi Flexibilitéit vun de Salarieë ver- laangt gëtt an do derbäi och nach verlaangt gëtt, dass Mann a Fra musse schaffe goen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Déi meesch muss schaffe goen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, an op där anerer Säit muss se dann deier bezuelen, fir hir Famill a besonnesch hir Kannerbetreiuung mat der Aarbechtswelt an dem Schoulwiesen ze koordinéieren.

Eng aner Aart Famill sinn d'Monoparentalen oder déi Gescheete mat Kanner. Hei sinn d'Problemer nach méi grouss, wat d'Koor- dinatioun mat der Famill an der Aarbecht ubelaangt. Hei ass meeschtens nëmmen ee Partner do, fir d'Kanner ze betreien, an

d'Onkäschte fir eng optimal Betreuung vun de Kanner si ganz oft onerträglech, wat meeschtens dann op d'Käschte vun der Liewensqualität vun de Kanner geet. An dobäi kënn dann och nach déi ongerecht Besteuerung vun de Monoparentalen an de Gescheeten, duerch déi dann am Endeffekt manner Rescht bleift wéi bei enger intakter Famill.

Här President, et sinn och eng Rei Ongerechtegkeeten agefouert ginn, déi hei schonn ervirgehewe gi sinn, wat d'Familljepolitik betrëfft, wéi zum Beispill déi rezent Austeritéitspolitik vun der Regierung géigeniwwer vun de Familljen duerch d'Desindexéierung vun de Familljenzoulagen.

Da feelt et och u Studiëbäihëllef fir de Secondaire. Hei sinn d'Onkäschten och fir d'Familljen onerträglech, wann ee méi wéi zwee Kanner huet, well d'Schoulmaterial bezuelt muss ginn an dat vun de Familljen net ka gedroe ginn.

An dann och, Madame Minister, am CNFPC, wou nach ëmmer, obwuel dat hei versprach gouf an duerch d'Gesetz d'Course vum CNFPC als Ausbildung unerkannt goufe fir d'Kanner vun 18 bis 25 Joer, kee Kannergeld bezuelt gëtt, esou wéi dat am classesche Secondaire de Fall ass.

An do wëll ech dann haut elo wierklech kloer vun der Regierung wëssen, ob déi Kanner, esou wéi d'Madame Unterrichtsministeresch dat hei zugesot a versprach huet, d'Kannergeld zegutt hunn oder net, an ob déi Kanner, déi selwer oder deenen hir Famill an enger schlechter Situatioun sinn, eng Studiëbäihëllef dann elo kréien oder net.

Well elo ass d'Schoul jo bal erëm, an d'Regierung huet nach ëmmer keng Léisung fonnt, esou dass eng Rei vun deene Kanner, déi dëst Joer an der Schoul waren, dann iwwerhaupt näischt wäerte kréien, wat ech wierklech e Skandal fannen, nodeem, wat alles hei versprach ginn ass.

Här President, fir mech ass d'Famill, an egal wat fir enger Form dass se sech zesummesetzt, déi wichtegst Zell an eiser Gesellschaft. Wa mer d'Famill ofwäerten, da wäerte mer d'ganz Gesellschaft of. A fir dat ze verhënnere, muss mer méi an d'Famill investéieren. Ob dat a Strukturen oder mat finanzielle Moyen geschitt, ass net wichtig. Et muss dee richtege Wee gesicht ginn. Well ganz oft sinn et awer déi finanziell Contrainten, déi Problemer an de Famillje mat sech bréngen a se auserneendriewen. Dat soll een net verleugnen.

An duerfir muss och d'Famill d'Recht behalen, sech intern esou ze organiséieren, wéi si et fir richtig hält. Wann d'Famill sech entscheet, dass ee Partner sech ëm d'Kanner soll këmmere an den anere schaffe geet, da mussen deem Partner, dee sech ëm d'Kanner bekëmmert, all Rechter erhale bleiwen. An déi Famill muss och déi finanziell Hëllef kréien, déi se brauch, fir sech kënnen ouni Contrainten ze organiséieren.

Och muss dru geduecht ginn, fir laangfristeg gesinn d'Sozialproblemer vun de Partner no der Scheedung ze léisen, wat d'Rentenspréich betrëfft. Do sinn ech der Meenung, dass elo, wann nëmme eng Mindestrent oder eng kleng Rent zur Verfügung steet fir déi zwee Partner, da soll de Stat allen zwee Partner d'Mindestrent ausbezuelen. Well et ass jo am Fong dem Stat seng Schold, dass et Joren a Jore gedauert huet, ier hei eng Léisung fonnt sollt ginn an nach ëmmer keng fonnt ass. Well soss, wa mer dat net maachen, da schafe mer zwee sozial Problemer. Ech mengen, dat ass jo dat wat kee wëllt.

Well dee vu verschiddene Säite verlaangte Rentensplitting, do soen ech lech ganz kloer, dat ass fir mech totale Quatsch an dee schaaft nëmme nach méi sozial Problemer. Laangfristeg gesi misst zum Beispill am Kader vun der Realiséierung vum Statut unique, menger Meenung no, well jo eng Fusioun vun de Pensiounskeesen och ugestriift gëtt, bei de Pensiounskeesen deeslechte System agefouert gi wéi bei de Krankekeesen. Ee Sozialbäitrag fir d'ganz Famill, dee béid Partner ofséchert; da wären d'Pensiounsrechter fir béid Partner iwwert déi Zäit, wou se zesummeliewen, ofgeséchert an da bräichte mer net méi iwwert dee Problem ze diskutéieren.

Ofschléissend wëll ech dann nach e Wuert soen och iwwert déi Motioun hei. Ech si wierklech frou, dass d'Sozialistesche Partei sech endlech Gedanke mécht iwwert den Tripartites-Accord. Wann ech dann hei déi Considérantë liesen, déi ech an nach anerer heibanne schonn, wéi den Tripartites-Accord komm ass, hei vu mer ginn hunn, oder wann ech déi Considéranten hei liesen an d'Sozialistesche Partei wëllt wierklech

d'Regierung opfuere, fir endlech emol hir Aufgaben ze maachen an an eng aner Richtung ze goen, da kann ech dat nëmme voll ënnerstëtzen, besonnesch wann et drëm geet fir d'Desindexéierung ofzeschaffen an all déi sozial Rechter fir d'Familljen erëm anzeféieren, déi virdu bestanen hunn.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Merci!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Jaerling Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, also et ass net - maacht lech keng Gedanken -, dass ech esou eng katastrophal Familljesituatioun hätt, mä ech schwätzen eigentlech nëmme vu Katastrophestëmmung par rapport zu der Famill, well ech déi professionell am Background wierklech gutt kennen an dozou wëll e puer Remarqué maachen, an zwar éischtens zum neie Scheedungsgesetz, respektiv zu Scheedungen, an zweetens zur Violence domestique an uschléissend nach eppes wat méi prezis mat der Situatioun vun de Kannerrechter ze dinn huet. Well an deenen zwou Hypotheesen, déi ech hei uschwätzen, sinn net nëmme déi Erwuesse betraff, mä un éischer Stell d'Kanner, an dat sinn am Fong déi, ëm déi ee sech misst am meeschte këmmere. Déi Grouss sinn eigentlech censéiert mat deene problematesche Situatioun besser eens ze ginn.

Ech mengen, et ass scho gesot ginn - ech mengen, de Claude Meisch huet et hei gesot -, wéi vill Prozent Scheedungen et gëtt. De Moment sinn et der also iwwer 50%. Bei 50% vun deene Mariagen, déi zu Lëtzebuerg stattfannen, komme Scheedungen. Dat heescht, dass also net nëmme d'Halschent vun deene Leit, déi bestuet ass, sech muss auserneesetze mat de Folge vun esou enger Scheedung, folglecherweis och mam Scheedungsgesetz, mä och déi Kanner, déi zu deene Stéit gehéieren.

Wann ee weess, dass d'Kanner ënner 18 Joer 22% vun eiser Bevëlkerung ausmaachen an dass iwwert d'Halschent vun de Koppele gescheet ginn, da kënnen mer eis jo ausrechnen, wéi vill Kanner zu Lëtzebuerg och vun deene Scheedungen, Trennungen vun hiren Eltere betraff sinn. Dofir ass et a mengen Ae kapital wichtig, dass dat neit Scheedungsgesetz, wat 2003 déposéiert ginn ass, endlech kënn.

Et sinn Diskussiounen gewiescht. Den Avis vum Statsrot ass do, schonn iwwer dräi Joer. D'Avisë vum Parquet sinn do, vum Ombudscomité fir Kanner, mä d'Aarbechten an der Chamber hei sinn, obschonn deem näischt entgéintsteet, nach ëmmer net debutéiert. Ech denken, dass et esou ass, dass nach Amendementen ofgewart ginn, fir dass eben déi Diskussioun do kann ufänken. Ech denken, et ass am Intérêt vu ganz ville Leit hei zu Lëtzebuerg, dass d'Trennungsprozeduren, Scheedungen pacifiéiert ginn. Dat war den Zweck vun deem Gesetz, wat ënnerwee ass.

Wat verst mer dorënner? Kloer net, dass dat e Spazéiergank ass, mä dass eben déi Ofschaffung vun deem Feelverhale vun deem engen oder deem anerem Ehepartner soll kommen, well dat eigentlech iwwerhaupt näischt konstruktives bäidréit a well et och sécherlech kengem, deen an enger Famill dovun concernéiert ass, iergendeppes bréngt.

Ech denken dofir, dass et wichtig ass, dass iwwert de Wee vun der Ofschaffung vun der Scheedung duerch e Feeler déi Trennungen, Scheedungen an Zukunft méi einfach iwwert d'Bühn ginn. Notamment doduerjer, dass d'Familljemediation bei de Scheedungsenquêteen, wou Jänni a Männi oprétt fir auszesoen, wien da senger Meenung no am Feeler gewiescht wär, soll ersat ginn.

Dat heescht duerch Gespréicher, déi organiséiert ginn tëschent deene Leit, déi effektiv concernéiert sinn. Déi solle probéieren si selwer dozou ze bréngen, eng Léisung zu hirem Problem, zu hire Problemer ze fannen. Sief dat elo iwwert d'Garde oder iwwert d'Autorité parentale vun de Kanner, d'Erzéiung vun de Kanner, d'Pension alimentaire, d'Wunneng, wat och ëmmer. Ech mengen, dass kee besser placéiert ass wéi d'Leit selwer, fir zu enger Léisung ze kommen, déi op si passt; well all Situatioun ass anescht.

All Riichter oder all Geriicht oder egal wat fir ee Geriicht ass net à même sech esou laang mat engem Fall ofzeginn, fir déi Detailler, déi déi Situatioun determinéieren, ze kennen, déi noutwendeg sinn, fir déi an engem bestëmmten Fall beschte Léisung

ze fannen, wéi d'Leit selwer. Well d'Leit sinn d'Experten an dëser Saach an dofir ass et wichtig, dass si endlech d'Soe kréien.

Haut ass et nämlech esou an engem Scheedungsprozess, dass bal jiddfree ka kommen a schwätzen ausser d'Leit selwer, déi an deem ganze Prozess net zu Wuert kommen, wa bis d'Tentative de conciliation eriwwer ass.

Et ass och wichtig, dass dat neit Gesetz kënn fir Prezisiounen ze bréngen wat d'Fixatioun vun der Pension alimentaire ubelaangt. Do si jo grouss Welle geschloe ginn, an ech mengen, dass et noutwendeg ass, dass Klärungsbedarf besteet fir ze wëssen, wat fir ee Charakter da muer mat dem neie Gesetz déi Pension alimentaire après divorce soll hunn, ob et e Caractère alimentaire ass, wéi et bis elo de Fall ass. A wann, no wat fir enge Kritären e fixéiert gëtt. Oder awer, wéi et am Gesetz steet a wéi vum Statsrot, notamment ënner anerem, contestéiert gëtt, e Caractère indemnitaire soll kréien. Dat heescht, dass d'Pension soll ugepasst ginn dem Liewensstandard, deen déi Koppel hat während se zesummegeliift hunn, dass deen net dierft ze vill tangéiert ginn duerch d'Trennung vun där Koppel.

Och iwwert d'Logement ass Klärungsbedarf do. An esou wéi et leeft, ass et haut sécherlech net ëmmer ideal, esou dass mer aus all deenen Ursachen do sécherlech en Intérêt drun hunn, dat neit Scheedungsgesetz endlech op den Instanzwee an der Chamber ze bréngen. Notamment och doduerjer, well et eng ganz gutt Geleeënheet ass, fir de Rentensplitting - ee Sujet, deen dem Virriedner hei op dëser Tribün besonnesch un d'Häerz gewuess ass - an d'Praxis ëmzesetzen.

Et ass nämlech esou, dass kee Mënsch et gelunge fënn, dass en Haus, wat finanziert ginn ass während engem Mariage, wou nëmme ee geschafft huet, gedeelt gëtt. Mä de Skandal schéngt et anscheinend ze ginn, wann d'Pension, déi och ugeschaf ginn ass während dem gemeinsame Liewen, wou vläicht een doheem bliwwen ass an deen anerem net, op eemol soll gedeelt ginn.

Während et ganz kloer ass, dass dat Doheembleiwen net am Intérêt eleng ass vun deem, deen doheem bleift, der Fra normalem, mä virun allem och vun de Kanner an och mengen ech vum Partner, well et sécherlech méi agréabel ass heemzekommen an en Haus, an e Stot wou d'Kanner de ganzen Dag versuergt waren a wou de Stot einfach an der Rei ass an net muss zu zwee gemaach ginn.

Ech denken duerfir, dass et ganz wichtig ass, dass mer dee Rentensplitting zu Lëtzebuerg, wou mer 20 Joer dovunner schwätzen, an Tatsaachen ëmsetzen. Ech wëllt duerfir, Här President, eng Motioun hei ofginn, an där ech d'Regierung opfuere, en fonction vun den Tatsaachen, déi et an der Matière vun der Scheedung gëtt, dass iwwer 50% vun de Leit, déi sech bestueden, gescheet ginn, dass e Projet elo virläit zënter dem Mee 2003, dass all déi Saachen, déi dodran begraff sinn an déi ech elo hei ganz kuerz ugeschwat hunn, sécherlech am Intérêt vun deene Leit sinn, déi concernéiert sinn, an dass et duerfir wichtig ass, dass dee Projet weidergeet.

Motion 2

La Chambre des Députés, considérant

- que dans sa déclaration gouvernementale, le Gouvernement s'est engagé à réformer «le régime actuel du divorce avec l'objectif de pacifier les relations entre les conjoints durant et après la procédure de divorce, plus particulièrement dans l'intérêt des enfants issus du couple divorcé»;

- que le nombre des divorces est en constante augmentation - l'annuaire statistique 2006 du Statec fait état de 1.046 divorces pour 2.032 mariages en 2005;

- que du fait de ces réalités sociétales une réforme du divorce s'impose;

- que le projet de loi 5155 portant réforme du divorce date de mai 2003;

- qu'outre une simplification des procédures et l'abolition du divorce pour faute, la réforme du divorce devrait régler également les questions du partage des droits de pension entre conjoints divorcés;

- que les dispositions contenues dans la réforme du divorce ont des répercussions considérables sur la vie des familles concernées;

invite le Gouvernement

- à élaborer et à déposer au plus vite des amendements au projet de loi, permettant une évacuation dans les meilleurs délais;

- à présenter dans les meilleurs délais des propositions concrètes concernant l'intro-

duction du partage des droits de pension entre conjoints divorcés, ceci parallèlement à la réforme du divorce.

(s.) Lydie Err, Marc Angel, Nancy Arendt, Marie-Josée Frank, Claude Meisch.

Ech denken, dass, wann déi concernéiert Ministären - an dat ass net nëmme d'Justice, mä och d'Sécurité sociale - sech concertéieren, fir der Chamber hirem Wëllen nozekommen, da misste mer dovunner ausgoe kënnen, dass mer de September mat där Aarbecht géifen ufänken - an ech gesinn, de Chamberspräsident, dee fret sech och schonn op déi Diskussioun, déi do an d'Haus steet. Hien huet sech jo do wäit aus der Fënster gehaangen. Kucke mer emol, wat aus där Saach do gëtt.

Ech wëllt awer och nach eppes soen, wat hei schonn ugeklongen ass vun anere Riedner, dass et mat der Aféierung vum Rentensplitting natierlech net gedoen ass, dass mam Rentensplitting evidenterweis eng lwwergangsléisung ugestriift gëtt, déi mat der Individualisatioun vun alle Rechter a vun alle Flichten ufänke muss.

Elo kann een zu där Démarche, déi an dëser Motioun erauskënn, zwou Attitüden hunn. Et kann een engersäits soen: Wa mer dat doten elo maachen, da kënn d'Individualisatioun net no; an et kann een op där anerer Säit soen: Mä wa mer do ufänken, da gëtt et evident, dass mer net kënnen do ophalen. An dat ass op jidde Fall meng Approche.

Duerfir hoffen ech, dass an deem Kader do net nëmme vu Rentensplitting, mä generell gesi vun Hëllef vum Stat iwwert de Wee vu Steieren, vu Kannergeld, iwwer Indexatioun, vun Negativsteuer a Crédit d'impôt Rieds geet. All déi Themen, déi ganz wichtig si fir de materiellen Aspekt vun der Familljepolitik, déi natierlech och Sozialpolitik ass. An ech denken, dass et wierklech wichtig ass, och an deem Kontext net d'Besteuerung tout court ze vergiessen.

De President vun der DP huet hei ugeschwat a mat interessantem Zuelematerial ënnerleucht, dass et zu Lëtzebuerg 40.000 Koppele gëtt, déi bestuet sinn an déi jo da vum Steiersplitting bénéficiéieren oder profitéieren oder deem ënnerworf sinn, jee nodeem wéi ee sech dat virstellt.

Wann ee weess, dass de Splitting eigentlech gemaach ginn ass, fir Familljepolitik ze maachen, dann, mengen ech, ass et relativ einfach zur Konklusioun ze kommen, dass en an deem Fall fir Koppelen, déi keng Kanner hunn, eigentlech keng Daseinsberechtigung huet.

Mech géif wierklech interesséieren ze wëssen, wéi vill vun deene 40.000 Stéit, déi bestuet si mateneen a keng Kanner hunn, wéi vill der do zu zwee schaffe ginn, well ëmmer dann, wann nämlech nëmme ee schaffe geet, an där Hypothees ass et kloer, dass duerch de Fait, dass zweemol d'Halschent besteiert gëtt amplaz eemol dat Ganzt, dem Stat natierlech ouni Ursach an ouni gudde Grond e ganze Koup Sue laanscht d'Nues geet, déi sécherlech kënnen nützlich sinn, fir wierklech Familljepolitik ze maachen.

Duerfir am Kader vun dëser Diskussioun, déi mer mam Scheedungsgesetz hei ustousse wëllen, gëtt et sécherlech och Geleeënheeten, net nëmme iwwert de Splitting vun de Renten, mä och iwwert de Splitting vun de Steieren ee Wuert ze verléieren.

Ech wollt nach zwee Wierder soen zur haislecher Gewalt, zur Violence domestique, déi, wéi mer schonn hei ganz kuerz emol ukléngelooss hunn, d'Expressioun ass vun der Ongläichheet zwëschent Männer a Fraen an déi net nëmme iwwert d'direkt Victimen, déi normalerweis d'Frae sinn, mä och iwwert d'Kanner grouse Misär bréngen.

Ech wëll drun erënneren, haaptsächlech d'Präsidentin vun der Egalitéits- a Familljekommissioun, dass mir par rapport zum Conseil de l'Europe nach eng Rechnung opstoen hunn, well mir am Ufank vun dësem Joer opgefouert gi sinn als Parlamentar, speziell Aktivitéiten ze maachen, fir eben d'Diskussioun vun der Violence domestique ënnert d'Leit ze bréngen. Mir haten eestëmmege an där Kommissioun ganz gutt lddien, déi awer dem Büro vun dësem Haus

net an de Krom gepasst hunn, esou dass mer bis elo an dësem Haus nach keng Aktivitéit, keng Deklaratioun, keng spezial Debatt iwwer Violence domestique gemaach hunn, wat sécherlech ze bedauern ass.

(Brouhaha)

Ech wëll net méi op déi lëschtég Diskussioun iwwert de Film an iwwer wat och ëmmer zréckkommen. Ech wëll hei eng Alternativ proposéieren, fir ze kucken, ob et wierklech nëmmen un der Manifestatioun läit, déi net gepasst huet, oder ob et um Sujet läit, dee verschiddene Leit net passt.

Et gétt a ville Länner, notamment am Norde vun Europa, Plans d'action, net nëmme fir d'Egalitéit zwësche Männer a Fraen, mä och Plans d'action géint d'Violence en général, an natierlech dann och am deem prezise Fall géint d'Violence doheem, déi normalerweis sech géint d'Frae rücht. Dat géif heeschen, dass an deem Kader, am Kader vun engem Plan d'action géint haislech Gewalt, net nëmmen eist Gesetz kënnt nogebessert ginn, well d'Evaluatioun, déi mer an dësem Gesetz hunn, wat sécherlech positiv ass, erweist awer, dass et och Schwaachstelle gétt, déi ee kënnt verbesseren, notamment d'Aféierung vun enger Schutzmeil, den Etablissement vun engem Certificat médical, den Délai, dee vun zéng op 14 Deeg kënnt verlängert ginn, de Problem wat passéiert, wann d'Agenten net erakommen, well de Besëtzer oder de Matbewunner vun där Wunneng, wou d'Violence stattfonnt huet, de Schlëssel net erausgëtt, an Ähnlech.

Ech hu mer awer emol esou ee Plang ugekuckt, wéi en notamment a Schweden besteet, a mir sinn doranner e puer Mesuren opgefoll, déi sécherlech och zu Lëtzebuerg eng Utilitéit hätten, zum Beispill d'Tatsaach, dass ee misst nobesseren um Niveau vun der Formatioun vun de Professionellen, déi an de Kontakt komme mat den Opfere vun haislecher Gewalt.

Firwat? Do si gemengt, éischtens Dokter, Assistentes sociales, Schoulmeeschteren, etc., well dat sinn déi Leit, déi am Fong am Éischte misst kënnen identifizéieren, wa Leit doheem haislech Gewalt erliwien. A ganz oft ginn déi Situatiounen dramatesch aus, well se eben net fréi genuch erkannt ginn. Ech denken, dass déi Formations continues, déi et fir d'Autorité policière an d'Autorité judiciaire zu Lëtzebuerg gétt, sécherlech beweisen, dass et nützlich ass, an dass och d'Professions médicales, paramédicales an d'Éducation sech esou enger Formatioun ënnerwerfe kënten.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Doriwwer eraus misst et sécherlech wichteg sinn ze wëssen, ze verstoen, wou déi Violence och am Stot hierkënn a wéi ee se kann entweder prévenéieren oder besser traitéieren, wa se da scho soll geschitt sinn.

Iwwregens - an ech hunn dat schonn eng Kéier hei uklänge gelooss, mä et schéngt mer wichteg genuch, fir et fir d'Zweet ze soen - fannen ech et absolut anormal, dass zu Lëtzebuerg mat deem Gesetz, wat mir hunn a wou mer wollten, dass ëmmer dann, wann et eng Victime ze schützen gétt, déi soll kënnen am Haus eleng bleiwen, nëmmen a 50% vun de Fäll vun enger Interventioun vun der Police et zu Expulsioun kënn. Ech mengen, dass et ganz wichteg wier ze analyséieren, wou dat hierkënn, fir kloerstellen, dass déi Agenten, déi an där Hypothese op der Plaz sinn, net aus perséinlechen Iwwerzeugungen do decidéieren, ob oder ob net eng Expulsioun um Ordre du jour do wier.

Ech denken och, dass et wichteg wier - an aner Länner hunn déi Dispositiounen -, fir Quartieren ze sécuriséieren, wat d'Belichtung ubelaangt, fir Transportméiglechkeeten an der Nuecht ze organiséieren fir Fraen, déi sech wellen oder mussen nuets déplacéieren, an iwwerhaupt och eng generell Education à la non-violence an eise Schoule virzugesinn.

Et ass och kloer, dass am Kader vun där Hypothese eng Relatioun kann etabléiert gi mat der Manéier wéi ee Land émgeet mat der Prostitutioun respektiv mat der Pornographie, zwee Themen, wou mir zu Lëtzebuerg och nach, mengen ech, ze beweisen hätten, wat mer denken a wéi mer gedanken dergéint virzügen.

Ganz zum Schluss wëll ech nach e Wuert soen am Zesammenhang och mat Gewalt vu Kanner a mat Kannerrechter iwwerhaupt. Mir haten elo viru kuerzem eng Debatt hei iwwer Suicidë bei de Jugendlechen zu Lëtzebuerg, an den honorabelen Deputéierten Hår Adam huet an deem Kontext e puer Zuelen zitéiert, déi ech hei nach eng Kéier ënnersträiche wëll. 14% vun de Jugendleche fille sech eleng, fir net ze soen eleng gelooss. 11% spiere sech onglécklech. 10% drénke regelméisseg Alkohol - a mir wëssen, wéi et mat der Suiciderat zu Lëtzebuerg ass.

Ech denken, dass dat alles Elementer sinn, déi géifen duergoen, fir sech méi Gedanken oder aner Gedanken ze maachen iwwert déi Manéier wéi mer mat eise Jugendlechen zu Lëtzebuerg émgin. An ech wollt an deem Kontext en Avant-projet de loi aus der Famille zitéieren, deen et zënter e puer Joer gétt, mä deen net allze vill Begeescherung bis elo ausgeléist huet, deen och nach net déposéiert war, deen iwwert den Office national de l'enfance, dee menger Meinung no largement...

(Interruption)

Ass en déposéiert? Ass en aviséiert? Neen!

Ech mengen, dass do ganz vill interessant Iddien dra sinn, déi eis du moins géifen de Prétexte ginn, fir ze kucke wat dann am Kader vun deene Propositionen do an den Tatsaachen zréckbehalen ass oder net.

Fir et an dräi Wieder ze soen: Dee Projet gesäit vir, dass Kanner mat Schwiereregeeten oder Famillje mat Schwiereregeete mat hire Kanner net automatesch um Geriicht landen, mä am Fong punktuell Hëllef kënnen kréien iwwer verschiddene Zorte vu Sozialaarbecht. All dat schéngt mir ënner deem spezielle Kontext hei zu Lëtzebuerg ganz vill Sënn ze maachen. An an där Hisiicht gétt et och elo - hunn ech grad haut a mengem Courier gelies - zu lechnach véier Deeg e Seminär iwwert d'Rechter vun de Kanner, wou sécherlech och dann déi Dispositiounen aus deem Gesetz do zur Diskussioun stinn.

Ech hoffe jiddefalls, dass trotz ville Contestatiounen deen Text, dee ganz valabel ass, hei an der Chamber deemnächst ukënn, an dass mer et da fäerdeg bréngen, eis dozou eng Relioun ze maachen, déi am Intérêt vun de Kanner ass. An ech mengen, dass déi Alternativen, déi doran ugebuede ginn, eigentlech nëmme kéinte besser sinn, wéi dat wéi et elo ass.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Madame Err. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Regierung...

(Interruption)

Ah, Madame Jacobs, den Hår Meisch huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot als Interpellateur.

» **M. Claude Meisch (DP), interpellateur** - Merci, Hår President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll all den Intervenante vun de Mëtteg Merci soen, well ech fonnt hunn, dass mer eng ganz flott a streckeweis op jidde Fall ganz konstruktiv Debatt haten iwwert déi Iddien, déi ech dann am Ufank vum Nomëtteg an de Raum gestallt hunn.

Et konnt ee feststellen am Laf vun den Diskussiounen, dass et eng Rei vun Deputéierten gétt, déi éischer kee Problem gesinn, déi dat opgeléicht hunn, wat bis ewell gemaach ginn ass, déi d'Zommen och nach emol kloer dokumentéiert hunn, déi an der Vergaangenheet investéiert gi sinn, déi domadder d'Politik - déi jëtzege an déi vergaangen - gerechtfertegt hunn, an een op där anerer Säit awer och - esou wéi ech et probéiert hunn ze maachen - gespuert huet, dass et aner Fraktiounen gétt, déi och Handlungsbedarf gesinn an der Familljepolitik.

Et schéngt also hei eng Rei vu fortschrittliche Kräften ze ginn an eng Rei vu méi konservative Kräften, och an der Familljepolitik, wou d'Meenungen auserneegedrift sinn haut am Laf vum Nomëtteg. Ech wëll nach eng Kéier op deen een oder deen aneren Aspekt agoen, well ech d'Impressioun hunn, entweder falsch verstane ginn ze si respektiv awer och wollt op dat reagéieren, wat d'Kollegen heibanne gesot hunn.

Madame Frank, Dir hutt mech iwwerrascht wou Der drop higewisen hutt, dass Dir bei deem, wat ech proposéiert hunn, wou mer amplaz vum Kannergeld dann deelweis Wunnungeld wéilten draus maachen, der Meinung sidd, dass dat géif dozou féieren, dass herno d'Promoteuren, déi déi Wunnenge verkafen, d'Präisser nach géifen an d'Luucht setzen an dat integral an hir Täsche géif fléissen. Also dat, wat mir envisagéieren a wat mer proposéiert hunn, dat

ass am Prinzip bestehend Wunnungsmesuren ze huelen, déi souwuel entweder fir Locataire an op där anerer Säit fir Propriétaire gëllen, an déi auszeweide respektiv esou ze adaptéieren, dass se der Zuel vun de Kanner Rechnung droen an dass se dem Revenu vum Ménage Rechnung droen.

Wann Dir elo Recht hutt mat deem, wat Der fäert, nämlech dass dat dozou féiert, dass d'Baupräsiss nach an d'Luucht ginn - d'Wunnungspräsiss hei am Land, d'Loyeren hei am Land -, ma da musse mer awer nach eng Kéier méi fundamental iwwert déi bestehend Mesuren am Logement diskutéieren. Well wa mer déi ausweiden an déi dozou féieren, dass d'Präisser an d'Luucht ginn, dann hu mer jo besser mir schafe se of. An da géifen Ärer Logik no d'Präisser erofgoen. Duerfir mengen ech, Dir hutt do e bësse vill gesicht, fir hei dat, wat ech am Ufank vum Nomëtteg an d'Diskussioun wollt werfen, schlecht ze maachen.

Da wëll ech och nach emol kloer ënnersträichen, dass mer mengen, dass een awer iwwert den Export vum Kannergeld soll diskutéieren, an dass dee Modell, deen ech de Mëtteg hei proposéiert hunn, keen Ennerscheid mécht ob een elo e Grenzgänger ass oder ob een e Résidant hei am Land ass, mä dass et e Modell ass, dee jiddereen d'selwecht behandelt, wou och dat, wat mer amplaz setzen - no där Émschichtung vum Kannergeld, déi mer proposéiert hunn -, jiddereen d'selwecht betrëfft, egal ob een des Säit vun der Grenz oder déi Säit vun der Grenz wunnt.

Et ass just en anere System, deen ënner dem Stréch effektiv dozou féiert, dass mer deen Export, dee jo explodéiert ass déi lescht Joren, géifen ofbremsen, e kéinten e bëssen zréckféieren, an dass mer ënner dem Stréch awer do kéinten hëllef, wou Hëllef noutwendeg wär. An do si mer der Meinung, dass dat virun allem duerch d'Explosioun vun de Baupräsiss hei am Land de Fall wär.

An den Hår Gibéryen huet uklänge gelooss, dass et - oder ech mengen net, dass hien en aneren domadder viséiert huet - gesot hätt, mir wéilten d'Kannergeld kieren. Nun, dat ass et wierklech net. Mir wëllen déi Moyenen, déi mer haut fir d'Kannergeld huelen, émschichten an zum Deel als Kannergeld fir all Kand datselwecht bezuelen, zum Deel als Wunnungeld, an doduerch einfach en anere System opbauen, wou mer mengen, dass mer e System hunn, wéi gesot, wou Résidanten an Netrésidanten d'selwecht behandelt ginn, e System hunn, wou mer dem reelle Besoin vun de Famillje besser kënnen gerecht ginn, an awer och e System hunn, deen nach ëmmer dem EU-Regelwierk Rechnung dréit.

Den Hår Angel konnt sech och net verknäifen eng parteipolitesch Remarque ze maachen iwwert d'Crèchepräisser an der Stad. Nun, ech hätt kënnen vill Kollegen uechtert d'Land froen, wou d'LSAP och am Laf vun deene leschte Méint a Joren d'Crèchepräisser, d'Tarifer an de Maisons relais oder aner kommunal Taxen an Tarifer och erhéicht hätt.

(Interruption)

Ech wëll awer och just drop hiweisen, dass dat doten awer zum Deel och Regierungspolitik ass, an ech bis de Mëtteg op jidde Fall nach ëmmer der Meinung war, dass och d'LSAP an där doter Regierung vertrauden ass, an och den Hår Angel déi dote Regierung nach ëmmer ënnerstëzt.

D'Gemenge kréien nämlech eng Konventioun fir de Kofinanzement vun der Maison relais virgeluecht, wou ganz kloer drasteet, dass d'Gemenge gehale sinn, hir Tarifer fir d'Maisons relais, d'Participatioun vun den Elteren an d'Luucht ze setzen. A wann dat net géif geschéien a wann d'Gemengen net op deen dote Wee géife goen, da géif déi staatelech Participatioun beim Kofinanzement vun de Maison-relais erofgesat gi respektiv reduzéiert ginn oder op null zréckgeschrafft ginn. Also, dass doten ass Regierungspolitik, a gitt net anzwousch anescht...

» **Une voix** - Dat ass net wouer.

(Interruptions diverses)

» **M. Claude Meisch (DP), interpellateur** - Dach. Et gétt... Majo dach! Ech weess et jo, well mir hu jo zesummen eng Konventioun ënnerschriwwen. Ma do steet dat doten dran. Dir hutt gesot, entweder musst Der elo den...

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration** - Hei sinn d'Präisser festgeluecht.

» **M. Claude Meisch (DP), interpellateur** - Neen. Dir hutt eis invitéiert, den offiziellen Tarif ze applizéieren, deen Dir pro-

poséiert hutt, deen an eisem Fall an am Fall vun deenen allermeeschte Gemenge fir d'Maisons relais däitlech méi héich Participatiounen virgesäit, wéi dat da bis ewell de Fall war, an dass ee just iwwer een Iwwerangsgesetz kéint diskutéieren, sous condition dass d'Participatioun an deem Joer fir d'Eltere géif an d'Luucht goen. Also ass et schonn esou, dass d'Regierung hei d'Gemengen encouragéiert a se quasi forcéiert, se bei der Hand hält a seet: Elo maacht Der d'Präisser fir d'Elteren an de Maisons relais méi deier. Dat ass eng Tatsaach, well dat steet am Artikel - ech mengen, et ass den Artikel 8 - an där Konventioun.

Merci fir d'Nolauschteren.

» **Une voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Hår Meisch. D'Madame Familljeminister Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert.

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration** - Hår President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll lech soen, dass ech ongeféier fir 40 Minuten hunn. All déi, déi elo wëllen eppes aneschters maachen, déi wiere vläicht gutt beroden, fir sech dat dann ze iwwerleeën, well ech wëll elo net hei schwätze wann andauernd dorëmmer méi haart geschwat gétt wéi dat, wat ech wëlles hunn ze maachen.

» **Une voix** - Mir lauschteren lech opmierksam no.

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration** - Ma dat mécht mer vill Freed.

Ech muss jo soen, ech hat e bëssen dat Gefill, wéi wann de Mëtteg hei d'Revolutioun géif organiséiert ginn! Mir féieren de Splitting an bei de Steieren. Mir kucken, dass mer d'Kannergeld aneschters verdeelen, et muss gekierzt ginn. Den Hår Meisch ass awer eng Ausnahm, well deen dat awer méi douce gesot huet, wéi et an deem Pabeier do drasteet; wat awer alles kann diskutéiert ginn. Ech hunn awer net richteg héieren, wou dann elo iwwerall déi vill Einsparunge solle kommen.

Mä ech denken, dass eng Interpellatioun awer eng gutt Geleeënheet ass, fir emol iwwer all déi Vuen, déi et doriwwer gétt, ze diskutéieren an ze kucken, wat fir eng Angeboter fonctionnéieren a wat mer iwwerhaupt och als Familljepolitik wëllen.

Mir hu bis elo - do ass guer keen Zweifel drun - haaptsächlech eng finanziell Ennersstëtzung ginn, éischtens well mer gemengt hunn, et wier wichteg iwwer eng horizontal Verdeelung d'Ausgaben, déi e Kand kascht, ze kompenséieren, an ze verhënnern, dass Famillje mat Kanner an darselwechter Akommesklass méi aarm ginn, wéi Familljen oni Kanner. An dat Zweet ass eng vertikal Verdeelung. Do goug et besonnesch drëm, fir ze kucken d'Aarmut vun de Kanner ze verhënnere respektiv och do ze vill grouss Ennerscheeder zwëschent de Kanner aus verschiddenen Akommesgruppen.

Mir mussen eis also entscheeden, ob mer de Leeschtungsprinzip wëlle bäibehalen doduerch, dass all Famillje Steiererleichterungen a Kannergeld kréien, oder ob mir d'Familljepolitik nëmmen nach als Sozialpolitik gesi fir Leit, déi finanziell méi schwach sinn.

Et ass des Öfteren op d'demographesch Situatioun an Europa higewise ginn an och hei zu Lëtzebuerg. Do muss ee soen, dass mir mat 1,7 Kanner am Mëttelfeld leien. Dat ass selbsterständlech haaptsächlech duerch déi net Lëtzebuerg Leit, well d'Lëtzebuerg kréien 1,53 Kanner, d'Ausländer kréien 1,96 Kanner. An et ass gesot ginn, mir bräichten der eigentlech 2,3 fir eis nëmme just ze regeneréieren, dass heescht, nëmme just fir eis ze ersetzen, net fir nach neier bäizekréien.

Da wëll ech eng Zuel soen, dass an deenen nächste Joren - d'Europäesch Kommissioun seet bis 2020 - 20 Milliounen Leit an Europa vum Aarbechtsmaart ginn a bis 2050 50 Milliounen Leit den Aarbechtsmaart verloossen. Ech mengen net, dass ech engem heibanne brauch ze beschreiwen, wou mir déi Leit solle siche goen. Déi gi mer net an d'Groussregioun sichen. Déi gi mer och net an déi nei europäesch Länner sichen, well deenen hir demographesch Situatioun ass ongeféier déi schlechtest vun en alleguer.

Et ass also och a Viraussicht, wa mer wëllen an deem heite Luxu virufieren an nach ëmmer méi wëllen hunn, dass mer musse kucke Leit wäit sichen ze goen. Dat heescht, mir mussen an Asien an Afrika goen, fir Leit heihinner ze bréngen, an net déi, déi elo esou beléift waren, déi iwwert d'Greenarden hätten dierfe kommen, well se gutt ausgebild ginn. Mä da musse mer och Leit siche goen, déi manner Ausbildung hunn, fir och déi aner Aarbechten ze maachen.

Duerfir denken ech, ouni wëllen hei ze soen, datt een iwwer Familljepolitik sollt d'Leit incitéieren, well dat ass wierklech dat Allescht, wat ech géif wëlle maachen, fir mat Suen d'Leit dozou unzereizen, fir Kanner ze kréien, well et wiere wahrscheinlech net déi, wou se am beschten dru wieren, wou se géifen hikommen, mä awer och alles op där anerer Sait ze maachen, fir de Leit, déi Kanner wëlle kréien, et awer och ze erméiglechen, déi Kannerzuel ze realiséieren, déi se wëllen.

Dir hutt hei zu Recht op eng ganz Partie vun däitsche Situatiounen higewisen,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...wou ee virun allem gesäit, datt déi Leit mat Universitätsniveau keng Kanner méi wëllen. D'Europäescht Parlament ass de Moment amgang ze kucken, fir virun allem d'Studenten ze förderen, datt déi solle Kanner kënne kréien, well dat se herno da manner an hiren Carrière op den Universitëiten ophält, fir do virunzuekommen. Well ee weess, datt besonnesch op den Universitëiten et an deem Moment schwéier ass, wou een 30 Joer al ass oder 25 bis 30; wann een do eng Kéier fort ass, dann ass ee wahrscheinlech fir ëmmer fort, an déi Leit wëllen dat selbstverständlech net. Et wier awer schued, wa just grad déi och keng Kanner méi géife kréien. Also musse mer awer kucken, dat Beschit doraus ze maachen, fir och de Familljen ze erlaben, egal a wéi enger Hypothees, fir Kanner kënne ze kréien.

Dir hutt och zu Recht higewisen op d'Conciliatioun vu Familljeliewen a Berufsliewen, an déi verschidde Regierungen hunn dat och ëmmer gemaach an...

(Coups de cloche de la Présidence)

►► **M. le Président.** - Also, ech géif awer em e bëssen Opmierksamkeit hei bieden! Et ass ganz schwierig, fir ze schwätzen, wann d'Gesprécher ronderëm méi haart si wéi deen, deen op der Tribün ass.

►► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Merci, Här President.

Dir rennt domadder offen Dieren also an.

Ech wollt just awer eng Kéier kucken, wat an deene verschiddene Wahlprogrammer vun de Parteie stoung. Bei der DP stoung, datt een da keng Individualbesteuerung géif wëllen, datt Dir keng Ganzdagsschoul géift wëllen, datt Dir - op Sait 47 vun Ärem Pabeier „Zesammen no vir“ - houfreg wiert op d'Erhéijunge vum Kannergeld ënner Ärer Regierungsbedeegung an datt Äert éischt Zil wier: „Angemessene Kindergeldzulagen genießen Priorität.“

Mir stellen also fest, datt dat e Paradigmewissel ass an datt d'Prioritéiten haut aneschters gestallt ginn.

D'Sozialistesche Partei war och fir d'Kanner-gelderhéijung, mä och fir d'Conciliatioun vu Beruff Familljen.

Déi Gréng an d'CSV hunn net gefrot, fir Erhéijunge vum Kannergeld ze kréien, mä si hu sech engagiert, fir méi Strukturen a méi Servicer fir d'Familljen ze kréien.

Am Koalitiounsprogramm steet och keng Erhéijung vum Kannergeld dran. Duerfir wier et vläicht awer gutt, wann déi Mäerchemonien an -tattaen, déi dorëmmer schreiwten, datt d'CSV déi wier, déi ëmmer nach géif drop halen, fir op deen do Wee ze goen, dat vläicht emol eng Kéier géife liesen an dann net brächten ëmmer nëmme sech do op där falscher Plaz eigentlech ze reiwen, well ech denke jo net, datt d'DP et néideg huet, fir falsch Saachen an d'Welt ze setzen, oder dat iwwert déi Aart a Weis mécht.

Bis elo hunn all d'demokratesch Parteien hei zu Lëtzebuerg sech fir déi fräi Wiel vu Beruff a Familljen, vu Beruff mat Familljen, vu Beruff oder Familljen ausgesprach an deementspreechend och Politiken ënnerstëtzt mat finanziellem Ausgläich a mat Strukturen a Servicer.

D'Kannergeld vum zweeten a vum drëtten Kand net méi differenziert unzepassen, geet menger Meenung no awer kloer an eng Richtung, fir éischtnach net ze förderen, datt ee Mënsch vläicht nach en zweet oder en drëtt Kand kritt, mä awer och fir de Choix vun deene Leit, déi dovunner betraff sinn, domadder zum Deel onméiglech ze maachen.

Ech wier och gespaant ze wëssen, wat fir en Ausmooss dësse Changement fir d'Familljen hätt, well ech gi jo dovunner aus, datt dat och sozial- a familljeverträglech gepréift ginn ass.

Ech kennen och bis elo kee Land - an Dir hutt et och gesot, Här Meisch, - wat seng Leeschtunge fir Famillje mat méi Kanner gekierzt hätt. Effektiv huet Frankräich kaum

Kannergeld fir dat éischt Kand, mä all Land bezuelt fir dat zweet an dat drëtt Kand méi Kannergeld.

Duerfir mengen ech wierklech, och wa mer selbstverständlech bewosst ass, datt an där Ceps-Etüd gesot gëtt, wann Dir ee Kand hutt, sidd Dir mat 24% ausgeglach, wann Dir dräi Kanner hutt, da sidd Dir op 50% ausgeglach - Dir kritt also ni, a kenger Hypothees, zu 100% den Ausgläich dovun -, datt et awer ganz evident ass, an ech mengen kengem eng Zeechnung brauchen ze maachen, datt, wann een ee Kand huet, ee méi e grouss Logement brauch, a wann een zwee, dräi oder nach méi Kanner huet, ee méi Plaz an engem Auto brauch. Et brauch een alles méi, och wann dat, wéi gesot, reng kandméisseg gekuckt vläicht an enger Etüd esou kann ausgesinn. An duerfir ass dat e Wee, vun deem ech awer wierklech géif éierlech soen, datt dat do awer e bësselche méi am Fong studéiert muss ginn, ier mer soen, ma da schafe mer dat awer of an dann ass all Kand gläich.

Aus Gréng vun der Finanzéierung vun den Infrastrukture fir Kanner hu mer jo am Averstännis och mat de Sozialpartner d'Kanner- an d'Familljenzoulagen desindexiert. An de Mëtteg ass jo ewell vill heiriwwer diskutiert ginn, well dat sécher fir eng Partie vu Familljen och net einfach ass.

Den Här Adam huet gesot, et wier ongerecht, well mir hätten déi Falsch dobäi getraff a mir hätten eppes aneschters misse maachen. Och Dir, Här Adam, hutt eis net gesot, wéi mer solle spueren an der Zukunft, wou mer solle wéi enge Familljen eppes ewechhuelen, well, wa mer dat wëllen, da musse mer jo dann och soen, wou et da soll geschéien.

►► **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Mir maachen eng Kéier en Débat.

►► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Jo, dat ass kee Problem, ech kann en och hei féieren. Also, ech muss en net an enger Kommissioun féieren, ech kann en och gären hei féieren.

Et muss een einfach wëssen - wann een dat freet an et seet een, et gëtt iergendwou gekierzt, dann deet ee jo engem wéi domadder -, ob een dat wëllt an ob een dann och bereet ass, bis zum Schluss hannendrun ze stoen, soss ass et vläicht awer ze einfach fir et ze froen an ze soen, et muss gekierzt ginn, ouni datt een dann awer seet, wou dat géif geschéien.

Lëtzebuerg steet, esou seet den Eurostat, eigentlech gutt do. 17,7% vun eise Sozialausgabe géifen d'Famillje kréien - dat ass vill vis-à-vis vu 15% vun der Europäescher Unioun, a wa mer déi 25 Länner vun elo huelen, da si mer op 8%.

D'Kannergeldkeess hat 2004 fir 179.586 Kanner 673.952.588 Euro ausbezuel. Dovu sinn 41,75% an d'Ausland gaangen, wat och deem Prozentsaz um Aarbechtsmaart entsprécht. Déi Ceps-Etüd, vun där Dir an ech schwätzen, ass och der Meenung, datt d'Ausgabe fir e Kand, deemno a wéi enger Famill et ass, och net d'selwecht sinn. Dat heescht, bei Famillje mat méi engem héijen Akommes kaschten d'Kanner eigentlech méi. A wéi gesot, bei dräi Kanner kann een dat bis zu 50% kompenséiert kréien.

Néng vun zéng Stéit mat Kanner géife 40% ausgeglach kréien an 2% kréien näischt oder hunn eng negativ Kompensatioun domat, well se méi Steiere bezuele wéi d'Kannergeld an d'Steierlicherungen ausmaachen. Mä ech denken net, datt mer eis em déi brauche finanziell Suergen ze maachen. Bleiwen also och am beschte Fall fir jiddereen nach 50%, déi ee fir d'Kanner selwer muss opréngen, an dat ass awer eng Belaaschtung, vun där een net ka soen, datt se näischt wier.

Fir d'Familljenzoulagen an d'Akommes ze bannen, dat ass d'selwecht wéi elo virauser: Wann ee kierzee geet, da muss ee soen, op wéi engem Niveau een ufänkt. Wann ee seet, dee mat zweemol de Mindestloun kritt nach d'Kannergeld bei engem Kand, oder mat dräimol oder mat véiermol, da muss een natierlech wëssen, wat ee méi héich usetzt, wat ee manner dobäi spuert. Op där anerer Sait, wat ee méi déif usetzt, wat een natierlech manner Leit huet, déi nach dorënner falen.

Ech géif awer och wëllen dozou soen, Dir hutt zwar zu Recht gesot, Här Meisch, datt domadder d'Grenzgänger net méi schlecht an net besser géife behandelt gi wéi déi Leit, déi hei wunnen. Mir wëssen awer, datt ganz vill vun deene Grenzgänger Salarieë sinn, déi ganz dacks net déi déckste Léin hunn, datt also domadder an den Export an d'Ausland wahrscheinlech zu engem groussen Deel och nach géif goen, a Leit, déi Kanner hätten hei zu Lëtzebuerg

an e puer Frang weider hätten, also net méi vum Kannergeld oder net méi vum Kannergeld an d'ärselwechter Héicht géife profitéieren.

Iwwert d'Ausbezuere vu Sozialleeschungen an dat, wat mer an d'Ausland exportéieren, géif et vill ze soe ginn. Ech denken, datt mer net deene Leit do an de Réck falen doduerch, datt mir de Leit hei méi Sue ginn, mä et ass einfach de Problem, datt si d'Suen net hunn, fir selwer kënne hir eege Montanten esou héich ze setzen, mä awer frou sinn, datt hir Awunner dovun profitéieren, well ech kann lech d'Bréiwer weise vun all deenen aus de Grenzgebidd, déi äifreg schreiwten - d'Politiker -, datt, wann ee säin Différentiel net no zwee Méint kritt hätt, ee soll kucken, datt mer déi awer méiglechst séier géifen ausbezuelen. Duerfir mengen ech net, datt dat hire Problem wier.

Mir profitéiere selbstverständlech vun dese Leit. Déi Leit, déi heihinner kommen, sinn emol net bei eis an eng Schoul gaangen. Mir brauche keng Infrastrukture fir déi ze bauen, weder Spideeler nach Kliniken oder Altersheimer an Ähnlech. Duerfir mengen ech och, datt ee muss oppassen, datt mer net do nëmme d'Avantagë wëllen hunn, ouni awer och eppes derfir erauszeginn, esou wéi ech och net richtig weess, wéi mer an engem europäesche biergerfrëndleche Milieu domadder géifen auskommen, an och net weess, ob mer dat iwwerhaupt och géife genehmegt kréien.

D'Individualiséierung vun de Steieren - ob dat en Allheilmittel ass, weess ech net. Datt se komplizéiert ëmzesetzen ass, beweist awer, datt se bis elo nach ëmmer net do ass. Et ass och keng ideologesch Absicht do hannendrun, mä et ass eng reng praktesch, well et schéngt schwierig ze sinn, fir et ze realiséieren.

Ech sinn awer mat deenen d'accord, déi soen, et misst e besseren Ausgläich geschéie fir Leit mat Kanner, egal wéi hiren Zivilstand ass. Et ass also eppes aneschters wéi eng Individualiséierung, mä ech denken, datt, wa Leit do sinn, déi manner gutt steierlech elo ewechkommen, da misst een deem éischer Rechnung droen.

Iwwert de Logement denken ech, kritt Der d'Geleeënheet mam Minister Boden ze schwätzen. Mä och do froen ech mech, ob Der awer net eng Kontradiktioun hutt, wann Der sot, mir wëlle Kannerbetreierung a manner Geldleeschunge ginn, mä mir wëllen dofir awer eng Prime de logement aféieren, wann een op där enger Sait keng Geldleeschunge méi wëllt ginn. An Dir hutt och gesot de Mëtteg hei, datt een déi da misst staffelen no der Kannerzuel. Dat ass fir mech awer e bësse kontradiktöresch.

Dir sot, d'Kannergeld gëtt net méi gestaffelt no der Kannerzuel, mä d'Prime de logement staffele mer awer no der Kannerzuel. Woubäi Der eigentlech selwer sot, datt déi Leit, déi Kanner hunn an dräi Kanner hunn, méi Ausgaben hunn, wéi een, deen nëmme eent huet. Dat ass eigentlech dee beschte Beweis, deen Der och selwer dofir da liwwert.

Déi Fro stellt sech och beim Congé parental iwwert d'Geld wat een do kann aspieren. Dir sot natierlech zu Recht, wann een nëmme dräi Méint méi gëtt, da kann een dovunner vill Suen aspieren. Mä Dir sot awer op där anerer Sait, datt Der déi och anescht géift wëlle verdeelen, esou datt ech net weess, wéi vill Suen datt herno nach iwwreg bleiwen. Well et ass jo net beim drëtten bis de sechste Mount wat dann alles iwwreg bleift, mä wann dat aneschters ëmverdeelt gëtt, si jo och déi Suen dann net méi do fir an d'Betreierung ze stiechen.

Ech wëll och drop opmierksam maachen, ech kéint mer virstellen, datt dat och net mat Absicht geschitt ass, mä bei där Erzéiungszoulag, iwwert déi ee sécher kann diskutéieren, muss ech awer éierlech soen, datt mir bis haut nach keng besser Saach fonnt hunn. Duerfir riskéiert Der eng ganz Partie Leit auszeschleissen. Leit, déi en zweet an en drëtt Kand kréien an net virauser geschaff hunn, déi kréie kee Congé parental.

Da muss ee sech awer froen, wéi wäit datt mer et mat där fräier Wahl do halen. Déi kréie weder eng Indemnisiatioun dann nach méi nach kréie se Cotisatioun bezuelt an hire Pensionskeesen, wat se awer elo iwwer zwee oder véier Joer, deemno wéi d'Familljekompositioun war, kritt hunn. Dat ass also och eppes, wou ech mengen, datt een och nach méi nohalte misst doriwwer nodenken, fir awer domadder net och eng ganz Partie vu Familljen ze schiedegen, déi dorobber eigentlech awer och denken, datt se dat och während enger Zäit kéinte maachen.

De Congé parental vu sechs Méint op dräi Méint respektiv vun zwielef Méint op sechs Méint erfzesetzen, ass familljepolitesch fir

mech op jidde Fall e gewaltege Réckschlag, well all Spezialist seet lech, datt déi éischt Zäit am Liewe vun engem Kand déi wichtegst ass. A bei Familljen, wou d'Mamm oder de Papp nom Congé de maternité, a meeschtens nach ee Mount wou ee stëllt, nach sechs Méint doheem bleift, oder dann deen anere Partner och nach hallefdaags hëlt, sinn déi Kanner bal zwee Joer al, ier se an eng Struktur brauchen ze goen. Ech ënnerstelle kengem heibannen eppes aneschters, wéi datt fir jiddereen vun eis d'Wuel vum Kand am Mëtelpunkt steet, an duerfir mengen ech, sollte mer déi favorabelst Léisungen och fir d'Kanner behalen.

De Congé parental, dat ass och gesot ginn, ass hei zwëschent de Patronen an de Gewerkschaften ausgeschafft ginn. Et ass och kloer, datt een deen net aneschters kann änneren. Datt et net ëmmer organisatoresch einfach ass fir e Betrib, dat ginn ech ganz gären zou, besonnesch och fir e klenge Betrib. Däers ware mer eis och bewosst. Duerfir hu mer och de Patronen hir Doléancen ugeholl, an elo muss ee sechs Méint am Virus nom neie Gesetz säi Congé parental froen.

D'Betriber musse sech och organiséieren, wann een aus anere Gréng, Krankheet oder Accident, elo op eemol fir sechs Méint a méi laang krank gëtt, an dann huet een déi aner sechs Méint emol net fir dat am Virus kënne ze organiséieren, esou datt ech mengen, datt säit dem Aféieren déi meescht Betriber sech dorobber agestallt hunn. Och wann ech selbstverständlech weess, datt jiddereen frou wier, wann et op dräi Méint géif zrëckgoen.

Ob de Congé parental aarbechtsmaart-politesch vill bruecht huet, weess ech net, well mir hunn doriwwer keng Donnéeën. Ech weess awer, datt eng ganz Rei Betriber hire Mataarbechter nogeluecht hunn, de Congé parental ze huelen, fir ekonomesch schwierig Momenter ze iwwerwannen, an domat hire Mataarbechterinnen a Mataarbechter hir Plazen ofgeséichert hunn. Dat ass also op jidde Fall emol net negativ.

Vun 2000 bis elo hu 37.465 Eltere vum Congé parental profitéiert an dofir 57.115.891 Euro kritt. 30.625 Mammen a 6.840 Pappen, a besonnesch d'Pappen huelen den zweete Congé parental à mi-temps, an do leie mer mat 23% vun de Pappen, déi de Congé parental huelen, am Spëtzeplaton vun Europa, well - esou sinn d'Aussoe vun den europäesche Kolleegen - mer en héije Montant vum Congé parental ausdeelen. Doriwwer sinn ech natierlech aussergewéinlech frou an ech hu well dacks hei op dëser Tribün gesot, datt et wichteg wär, datt d'Pappen eng wichteg Roll an der Erzéiung vun de Kanner géife spillen. An d'Kanner, besonnesch d'Jongen, brauche Beispiller, a wie kann e bessert Beispill sinn, wéi den eegene Papp?

Fir de Papp ass en aktiivt Bekëmmere an d'Erzéie vu sengem Kand eng grouss Chance an eng Beräicherung. An déi Pappen, déi de Congé parental geholl hunn, hu mer alleguerter gesot, wa se nach eng Kéier do virdu wäeren, da géife se et och nach eng Kéier maachen, an datt se zu deem Kand eng aner Relatioun opgebaut hunn, wéi zu engem Kand, wou de Congé parental virauser nach net bestanen huet.

De Congé parental spillt awer och fir mech eng Roll an der Beziung zwëschent dem Papp an der Mamm. Well et ass ganz aneschters, wann een de ganzen Dag eleng mat engem Kand doheem ass an och nach muss probéieren de Stot ze maachen, wéi wann een owes heemkënn an nach vläicht e bësselche mam Kënni spillt oder och nach samschdes a sonndes iergendepes mécht. Wann een emol weess, wéi et de ganzen Dag an enger Famill an an engem Stot zougeet, da mengen ech ass dee Respekt och aneschters virun där onbezueltener Aarbecht, déi do gemaach gëtt, wéi et bis elo vläicht dacks bei deem Einzelne war.

Ech freeë mech wierklech och driwwer, datt d'Egalitéit vu Fraen a Männer esou e feststellen - an Dir schreift dat och -, datt et drëm géif goen, e gläichwäerteg Aarbecht. Zu Lëtzebuerg verdéngen d'Frae 14% manner wéi d'Männer. Souguer nach no deene strukturellen Elementer, wann déi ofge-

rechent sinn, well d'Frae manner Iwwerstonnen a manner Formation continue maachen, oder awer well se méi Deelzäit-aarbecht maachen oder méi Familljepause maache wéi d'Männer. Wa mer also dës Elementer ofgerechent hunn, bleiwen nach 14% an der Moyenne, am Privatsektor manner, well se ganz dacks an déi typesch Fraeberuffer schaffe ginn, déi manner bezuelt sinn.

D'Meedercher an d'Fraen - et ass ewell de Mëtteg dacks gesot ginn - mat gudder Ausbildung, mëttlerweil dacks mat besserer wéi d'Jongen, mä am Beruff fanne mer dëst Resultat net erëm. D'Jonge ginn eben och méi dacks an zukunftsorientéiert Beruffer wéi déi nei Technologien, déi dann och besser bezuelt sinn.

De Chancëgläichheitsministère mécht säit Joren Action-positiv mat de Betriber, fir d'Famill an de Beruff besser mateneen ze verbannen doduerch, datt d'Familljen ugepasste Schaffzäite kréien duerch Deelzäit-aarbecht. D'Madame Frank huet och dorobber higewisen. Mä och Deelzäit-aarbecht net nëmme fir d'Fraen, mä Deelzäit-aarbecht fir d'Fraen a fir d'Männer, an och net nëmme mat 50%, mä och aner Zäitmodellen, déi ee ka schaffen, besonnesch och a Momenter vun engem Familljeliewen, wou dat ebe sech als wichteg ergëtt.

Duerch Servicer, déi an de Betriber ugebuede ginn - mir hunn eng Partie Servicer, wou de Bäcker, d'Apdikt, d'Botzerei ugebuede gëtt am Betrib -, an ech denken, datt et och nach eng ganz Partie aner esou Moosname gëtt.

Mir hunn zënter 1993 13 Betriber de Prix féminin iwwerrecht, well se eben d'Fraen an hire Betriber extra gefördert hunn, fir méi Fraen op méi héich Posten ze kréien a fir d'Conciliatioun vum Familljen- a Berufsliewe mateneen ënner eng Decken ze kréien.

An ech wëll och d'Librairie Ernster erwähnen, déi dëst Joer de Prix féminin kritt huet, well se sech ebe justament eng Égalité de salaire tëschent Männer a Fraen, eng nei Grille do ginn huet, fir déi d'selwecht ze behandelen, déi Promotioun vum Congé parental gemaach huet an engem klengen Betrib, Här Meisch, wou e Mëtzelbetrib mat 61 Leit, déi doranner schaffen, d'Promotioun fir de Congé parental bei de Pappen a bei de Mammen, an déi och hire Mataarbechter aner Aarbechtszäiten ubidden.

Ech si selbstverständlech mat jiddferengem d'accord, deen heibanne freet, datt mer missten e Changement de mentalité kréien - dat ass och eppes wat mer zënter Jore soen. Ech weess och, datt dat dat ass, wat am schwéiersten duerchzesetzen ass. Datt mer müssen de Fraen a Männer d'Méiglechkeete ginn, Elteren ze sinn oder ze ginn, Pappé méi aktiv an hirer Papperoll ënnerstëtzen, d'Sozialpartner iwwerzeege vun der Wichtigkeet vu Beruff a Familljen, Kompetenzen och vun deenen Eltere valorisieren, déi eng Familljepaus gemaach hunn. Well och déi kommen engem Betrib ganz dacks zegutt, well et huet een an där Zäit och villes geléiert.

An ech soen: Déi Betriber, déi sech am meeschten an am beschten ëm hir Mataarbechterinnen a Mataarbechter an hir Famillje beméien, wäerten och an deenen nächsten Zäiten déi bescht Mataarbechterinnen a Mataarbechter kréien a behalen.

Ech wëll do nach eng Kéier un déi demographesch Situatioun erënneren, un dee grouse Mangel, deen an deenen nächste Joren a Jorzéngten op den Aarbechtsmaart zoukënn. Vläch huet deen een oder anere vun lech gesinn, elo wou an Däitschland d'Ekonomie besser geet, hu se gewisen, datt am Osten an engem Walzwierk se fir déi vill Opdräg, déi se kruten, kee qualifizéiert Personal méi haten, well se net méi genuch Leit agestallt hunn an deene leschte Joren a well se net méi genuch Leit forméiert hunn.

Duerfir soen ech lech: Et ass wichteg fir d'Betriber! An ech géif wierklech hoffen, datt d'Gewerkschaften an d'Betriber zesammen dat do och sech géifen zu Häerz huelen, fir datt mer net eng Kéier erwächen a soen: Ma nondikass, dat doten, dat hate mer awer net gewosst!

Zum Congé parental, als Konkusioun, géif ech soen, datt ech net géif wëlle vu sechs

op dräi Méint erofgoe respektiv vun zwielef op sechs Méint. D'Fraktionéieren ass bis elo eigentlech ëmmer gescheitert, well d'Betriber et net wollten a gesot hunn, si hätte ganz grouss Schwierigkeeten domat. Fraktionéiere versteet sech net fir mech, datt een nëmme dräi oder véier Méint hält. Et bleiwe sechs Méint. Aneschters geet den Handel net, datt een déi da kann huelen, véier Méint, plus dann nach zwee Méint, déi ee fraktionéiert kann huelen.

Iwwer all Modell loossen ech mat mer diskutieren, mä ech sinn net domat d'accord, aus deene Grënn, déi och hei gesot goufen, nämlech datt dat riskéiert dozou ze féieren, datt mer op eemol awer nëmme méi nach op dräi Méint am Ganzen an am Generelle sinn.

Zu de Structure-d'accueilen: Niewent de Kanner gehéiere selbstverständlech och déi eeler, déi behënnert an déi fleegebedürfteg Leit zu eise Familljen. Dës Servicer fir eeler Leit sinn zu Lëtzebuerg esou entwéckelt, datt mir, mat wéinegen Ausnahmen, eigentlech keen hunn, dee säi Beruff muss opginn, fir säin ale Papp oder seng Mamm ze fleegen, wat a villen anere Länner och net de Fall ass. Et ass vläch och gutt, fir dat emol eng Kéier och zur Kenntnis ze huelen.

An da wëll ech soen, mat all deene Structures d'accueil a mat allem, wat mer maachen, ass et fir mech awer och wichteg, datt d'Elteren ëmmer d'Haaptresponsabilitéit fir hir Kanner behalen. Et kann net d'Schoul sinn, et kann net d'Maison relais sinn, et kann net d'Betreiungsmamm sinn an et kann net dësen oder dee sinn, mä d'Eltere sinn déi, déi fir hir Kanner d'Responsabilitéit hunn, an all déi aner Servicer, déi do ronderëm sinn, solle se doranner ënnerstëtzen, sollen hëlfele doranner, mä, wéi gesot, seng Responsabilitéit ofginn, dat kann een domadder net.

» **Une voix.** - Très bien!

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Fir Kanner vun null bis dräi Joer hu mer 5.193 Plazen, dat si konventionéierter, kommerzieller, an och iwwer 1.000 Crèche-d'entreprises - dat ass vläch och interessant ze wëssen, datt dat och zu Lëtzebuerg besteet. Déi konventionéiert Crèché ginn am Regelfall vun A.s.b.l.e gefouert a wou d'Gemenge bauen an de Familljeministère bäileet bei deene Familljen, déi eben hir Suen net kënne ganz bezuelen.

An de Crèché schaffen zu 100% diploméiert Personal. A mäi Mataarbechter aus dem Service seet mer aus den Donnéeën an och aus de Plattformen, wou si géifen dragoen, wier eigentlech keng grouss Waardelëscht just net méi bei deene Kanner zwëschen null an dräi Joer. An zoufälleg ware mir zu Déifferdeng an hien huet mer och gesot, do wieren nach Plazen, déi disponibel wieren, esou datt ech mengen, datt, opgrond och virun allem vum Congé parental, do manner groussen Drock ass, well eben d'Kanner net méi esou vill an esou enger grousser Zuel awer dohinner kommen, mat Ausnahm vun der Stad Lëtzebuerg, wat awer näischt mat der Stad Lëtzebuerg ze dinn huet, mä domat ze dinn huet, datt vill Leit, déi heihinner schaffe kommen, géife gäre wëllen hir Kanner mat heihinner bréngen. Mä fir de Rescht denken ech awer, datt net dat de Problem vun der Stad ass.

De Projet de loi an d'Proposition de loi iwwert d'Dageseltere sinn eppes, wou mer hoffen, datt domadder och ee Steen an eng Méiglechkeet vu Betriber ka kommen. Duerfir si mer och frou, wann déi Amendementen, déi mer an de Conseil d'État konnte ginn, erëmkommen, fir datt mer kënnen doriwier dann hei diskutieren an domadder eng aner Form ubidden, besonnesch och fir Elteren, déi méi ee familiäre Charakter wëllen, fir och méi flexibel Zäite méiglech ze maachen, déi iwwergens och an deenen anere Structures d'accueil musse méiglech sinn. Op verschiddene Plaze misst een och kucken, wéi wäit datt et néideg ass, datt een och iwwer Nuecht do Offere mécht.

Mä, wéi gesot, och eng Vernetzung zwëschent deene verschiddenen Angeboter wär gutt. Ech ka mer jo virstellen, datt, wa mer bis déi Dagesmammen a -pappen do hunn, och krank Kanner kéinten zum Beispill vun Dageselteren doheem beim Kand versuergt ginn. Oder wann dann d'Dageseltere krank sinn, datt dann déi Kanner, déi dohinner gaange sinn, duerno och kënnen an d'Maison relais kommen.

Maison relais, do sinn ech frou, datt dat och de Mëtteg hei unerkannt gouf, datt dat eng wichteg Erneuerung wier, déi mer gemaach hunn. Do hu mer normalerweis Kanner vun dräi bis zwielef Joer, mä dat kann och driwwer goen. Ech erspueren et lech elo, déi Zuelen nach eng Kéier ze soen. Mir hunn am

Ganze 15.885 Plazen an dësem Moment. Dat mécht 23% aus. Mir hunn nach 4.292 Plazen, déi amgang si gebaut ze ginn. Domat komme mer op en Total vun 20.000 an op e Prozentsaz vun 29,5% vu Plazen, déi fir d'Kanner ugebuede ginn, déi mer hunn.

Vun deenen 116 Gemengen hunn de Moment 85 eng Maison relais, 16 sinn der an der Planung, bleiwen der nach 15, wou keen Angebot an och kee Projet do ass. 101 Gemenge vun 116, déi mat op dee Wee gaange sinn. Wann dat kee Succès ass, da géif ech dat gäre gesinn, wou de Stat an d'Gemengen dat matenee gemaach hunn, oni datt mer d'Gemenge forcéiert hunn, datt an esou enger kuerzer Zäit esou vill geschéie misst.

Duerfir wëll ech de Gemenge meng grouss Unerkennung aussprechen an e grouse Merci soen, an ech mengen och, datt mir eis net fir déi Leeschtung ze schomme bräichten an datt dat e groussen Erfolleg wier. Well éischtens zënter dem Joer 2000, dat war also an der leschter Regierung, säit 6? Joer d'Gemengen iwwerhaapt 50% beim Bau vun enger Maison relais mat engem Plaffong vun 10.000 Euro pro Plaz bäigeluecht kréien a mer eis och als Stat mat de Gemengen déi Feelbedarfsfinanzierung zu 50% deelen.

Vill Gemenge fänken an der Maison relais domat un, datt se d'Betreiung vun de Kanner an der Mëttesstonn iwwerhuelen, mä am Reglement steet awer och dran, datt se a fënnef Joer e ganz Angebot offréiere müssen. Wat heescht dat? Ma et muss moies den Accueil virun der Schoul ginn, et muss den Accueil no der Schoul an och an de fräien Nomëtteger ginn, d'Restauration scolaire, d'Hëllef bei den Hausaufgaben, an eppes, wat enorm wichteg ass, datt ass d'Betreiung während de Vakanzen. Well déi allermeescht Eltere géifen iergendwou och nach eng Léisung fanne fir déi eng oder déi aner Stonn während dem Dag, mä während dräianengemhalwe Mount Vakanz ass et, oni datt een eng fest Struktur huet, kaum méiglech, fir dohinner ze goen.

Et ass iwwert déi verschidde Modeller vu Famillje geschwat ginn, vun Elengerzéier, vu Patchwork-, vun Adoptivfamilljen, vu Fleegeelteren an alles wat et gëtt. Fir mech sinn iwwerall do, wou Kanner sinn, Familljen, a jiddferree muss d'Recht hunn, säi Familljeliewen esou ze liewen, wéi et senge Wënsch a senge Bedierfnisser entsprécht. Selbstverständlech och mat Rücksicht op déi aner Memberen, déi bei him a senger Famill liewen.

Iwwert d'Beruffstätigkeit hu mer geschwat, vill Familljen, déi nëmme ee Kand oder vläch och nach zwee Kanner hunn. An och do verléieren d'Kanner d'Sozialisierung, well se dann eigentlech keng Méiglechkeet dozou hunn. Duerfir ass et och wichteg, wa se an esou Strukture kënne goen, wou se léieren deelen, Solidaritéit, Frëndschaft a villes méi. Familljen, déi vill méi mobil gi sinn, auswäerts schaffe ginn, auswäerts akafe ginn, Sport maachen. An da selbstverständlech generell den Trend vun der Individualisierung, verbonne mat der Konzentration op seng eege Famill a keng oder wéineg Relatiounen mam Duerf a mam Quartier.

D'Maison relais huet och e wichtige Impact, wat déi audiovisuell an déi elektronesch Medien ubelaangt. A wann ee bedenkt, datt d'Kanner an der Moyenne zwëschent 30 a 40 Stonne virun iergendenger vun deene Glotzen do leien, dann, mengen ech, ass et ëmsou méi wichteg ze wëssen, datt et och aner Méiglechkeete gëtt, wou se kënnen hir Fräizäit verbréngen.

De Mëtteg ass och iwwer Aarmut geschwat ginn, an do gesi mer och, datt mer och nei Forme vun Aarmut a vun Ausgrenzung hunn, déi eng Familljen, déi op där enger Säit sech alles kënne leeschten, deier Vakanzen, deier Kleeder, an déi aner Familljen, déi méi schlecht dru sinn, entweder duerch Aarbechtslosegkeet, well se keng Ausbildung hunn, well se Problemer mat Alkohol an Drogen hunn a vill aneres.

Op där anerer Säit denken ech och, datt et wichteg ass - an dat ass och hei ëmmer erëm gesot ginn -, datt jiddferree misst kënne säi fräie Choix hunn. Ech wëll nach eng Kéier hei soen, déi eng sinn dofir keng méi eng gutt Mammen a méi eng schlecht Mammen, an déi aner sinn dofir keng Tozen. Jiddferree soll dat fir sech maache wéi en et fir richtig fënnat a jiddferree soll och dofir eng Hëllef kréien.

D'Fraeberuffstätigkeit zu Lëtzebuerg läit bei 52%. De Mëtteg sinn ech frou ze héieren, datt mer alleguerten elo fannen, datt dat gutt wier. Virun e puer Joer hunn ech nach ganz aner Saachen hei un de Kapp gehäit kritt, mä esou änneren eben d'Zäiten. An Dänemark sinn et 72%. An Däitschland sinn et...

(**Interruption**)

Dir och net, well du waart Dir nach net hei.

(**Hilarité et interruption**)

Si koumen haaptsächlech aus Ärem Eck, Här Jaerling.

(**Brouhaha**)

...35% vun de Kanner, déi nach haut vun hire Grousseltere betreit ginn, 26% a Betriungsstrukturen a 24% bei Dageselteren.

(**Interruption**)

D'Demande no Internater fir Kanner a Jugendlecher gëtt och ëmmer méi grouss. Mir wëllen, als Maison relais, eng Bréck sinn zwëschent dem Elterehaus an der Schoul a mir probéieren och elo mat der Education nationale verschidde Schoulen a Maisons relais ze préieren an ze begleeden, fir och do eng besser Vernetzung fäerdeg ze kréien. Ab dem Hierscht ass also d'Education nationale mat an der Plattform dran. Dir gesitt also, datt mer lernfäeg sinn, a wann iergendwou e Problem ass, da muss ee kucken, datt een deen och nach geléist kritt.

D'Maison relais ass flexibel a wa se flexibel ass, da bréngt dat natierlech Problemer mat sech, Här Adam. Dir kënnt net alles hunn. Dir kënnt et net flexibel maachen a soen, d'Kanner missten awer déi ganzen Zäit alleguerten do sinn. Entweder muss een dat eent maachen oder et muss een dat anert maachen. Ech verstinn awer, datt et heiansdo schwierig ass.

Ech wëll soen, datt et och wichteg ass, datt d'Maisons relais mat de Familljen a mam Duerf verbonne sinn. An ee ganz flott Beispill hu mer fonnt zu Biekerech, wou zum Beispill portugiesesch Mammen a Pappen an der Maison relais mat Lëtzebuenger Elteren zesumme gekacht hunn. Wa mer gären hätten, datt Integratioun geschitt, wa mer gären hätten, datt d'Leit och an de Gemengen an an de Quartiere sech abréngen, da muss ee sech villes do afale loossen, net nëmme wéinst de Kanner, mä besonnesch och wéinst der Integratioun.

Mat den Elteren a mat dem Schoulpersonal sollen d'Kanner Respekt, Toleranz, Egalitéit, Solidaritéit, Dialog a Verzicht op Gewalt geléiert ginn. D'Kanner musse spieren, datt se geschützt sinn, datt se motivéiert ginn. Si kënnen a Grenzen och hëlfele décidieren a kréie Verantwortung, déi se awer selbstverständlech och packe kënnen.

D'Sprooch, am duebele Sënn, ass och wichteg, eng Kéier well vill auslännesch Kanner do sinn an domadder léiere se Lëtzebuergesch schwätzen, kënnen dat also besser, wa se an d'Schoul ginn. A wa se dat besser do kënnen, da kënnt dat hinnen zegutt, an dat kënnt och eise Kanner zegutt. Mä d'Sprooch awer och als sozial Integratioun an als verbal Kommunikatioun. Kierper, Geescht a Séil, dat alles gëtt do aktivéiert - an et geet net nëmme drëm, fir ze konsumieren - iwwert d'Bréck zum Duerf, zu de Sports-, de Museks- an de Jugendveräiner. Dat ass fir mech och wichteg. Dat féiert dann natierlech awer erëm dozou, datt se awer stonneweis net an der Maison relais dra sinn.

D'Ressourcë vun enger Maison relais ass d'Personal. Déi sinn awer och déi eng Kéier zu 80% qualifizéiert, dovunner 50% mat enger héijer Fachausbildung. Ech kann net op alles agoen, well dat soss awer ze vill wäit géif féieren.

Mä d'Vernetze vun de Maison-relaisen, denken ech, ass och wichteg mat anere Servicer aus dem Erzéiungsberäich: de psychosozialen an den therapeutischen Déngschter, d'Vernetzung mat den Dageselteren, Internater, Vakanzeservicer, Berodungsservicer an esou virun. D'Eltere sinn do Client a si müssen do mat Respekt, Verständnis a mat Rot an Dot begleet ginn. Si sinn onverzichtbar Partner vun der Maison relais fir d'Programmgestaltung, fir d'Evaluatioun, fir d'Organisatioun vu besonneschen Aktivitéiten, esou wéi ech elo grad eng opgezielt hunn. D'Gemengen an de Stat si finanziell mat responsabel, mä d'Gemenge bestëmmen och wéi grouss eng Maison relais ass an och wéi laang se op ass.

Wichtig ass och, datt mer an der Zukunft ee Qualitätsmanagement do kréien; de Ministère zesumme mat den Träger, mä awer och mat aneren Organisatiounen, wéi zum Beispill d'Uni Lëtzebuerg. Kanner mat Besoin-spéciaux müssen do opgeholl ginn. A wann déi do sinn, da muss selbstverständlech och zousätzlech Personal fir déi do sinn, wa se an deene Maison-relaisen dra sinn.

Integratioun duerch Aktivitéite vu Lëtzebuenger an Netlëtzebuenger, Initiativen och fir intergenerationell Kontakter. D'Eltereschoul - dorobber ass och haut de Mëtteg

higewise ginn -, déi hei an der Stad mat agefuert ginn ass, mä och op anere Plazen am Lëtzebuurger Land besteet.

Et ass kritiséiert ginn, datt et een Träger géif ginn, deen all déi Maison-relais géif féieren. Ech wëll och do soen, datt dat net richteg ass. Vun deenen 92 Maison-relais sinn et der 18, déi vun A.s.b.l.e géréiert ginn, et sinn der véier, déi vun engem Syndicat communal géréiert ginn, an et sinn der 70, déi duerch d'Gemenge géréiert ginn.

Et muss een den Agrément hu fir seng Maison relais, wou d'Honorabilitéit vum Gestionnaire an dem Personal dran ass, wou dra festgehalten ass, wéi eng Qualifikatiounen a wéi eng Effektiver do sinn: d'Infrastrukturen, d'Gréisst, d'Sécherheet an alles, wat dozougehéiert. Am Budget 2007 hu mer 18.175.800 Euro virgesinn. Fir de Budget 2000 reche mer mat 24 Milliounen. Dat si reng Frais de fonctionnement. Beim Bau si mer op 20 Milliounen 2007/2008 an doriwier reche mer bis zu 30 Milliounen.

Dann ass de Mëtteg méi dacks hei iwwert d'Participatioun vun den Eltere geschwat ginn. Mir hunn zesumme mam Syvicol, mat der Entente vun de Foyer-de-jouren an, wéi gesot, och mat der Education nationale - d'Tarifer hu mer awer ouni d'Education nationale ausgehandelt - gesot, et wier wichteg, datt et nom Akommes vun den Eltere géif goen.

An ech soen lech dat elo emol einfach, well awer, mengen ech, och heiansdo falsch Zifferen duerch d'Weltgeschichte dorëmmer geeschteren: D'Participatioun ass téschent engem a siwen Euro. Dat féiert dozou, datt een, deen 1.570 Euro de Mount verdéngt, een Euro bezuelt fir d'Stonn. Dat mécht véier Euro den Dag maximal. Also et sinn 20 Deeg am Mount, well et ass nach keng Maison relais, déi sechs Deeg an der Woch op ass, esou datt, wann ee mat fénnef Deeg rechent, een op 20 Deeg kënnt. Dat géifen also 80 Euro ausmaache bei deenen, déi siwen Euro muss bezuelen. Ech soen lech dat awer emol spaßshalber eng Kéier, fir datt Der wéist, iwwer wat mer hei schwätzen, well ech hat elo bal dat Gefill, datt ech awer misst bei den Aarmebüro goen.

Leit, déi musse siwen Euro d'Stonn bezuelen, dat mécht 35 Euro den Dag aus, mol 20 si 700 Euro de Mount. Dann huet een en Akommes vun 8.636,55 Euro. Dat si sage un schreibe - ech soen dat, well ech nach ëmmer an deem ale Geld sinn - 348.375 Lëtzebuurger Frang de Mount.

(Interruption)

An da misst een 28.000 Frang bezuelen. Also, wann dann ee mer soe kënnt, hie kréich dofir een heem a säin Haus, da kann ech him nëmme soen, datt hien ewell schwaarz astellt, well aneschtens kann hien et net. Wann hien och nach zwee Kanner huet, da kann hie jo soen: Dat doten, dat ass vill ze deier. Well dat kënnen déi Leit jo dann net bezuelen, oder déi kommen dann net. Wann déi dann net kommen, da solle se awer ni méi bei mech kloer kommen a soen: Dir musst nach méi diploméiert Personal astellen, Dir musst nach méi hei maachen, Dir musst nach méi do maachen!

Mir mussen och eng Kéier wësse wat mer wëllen. Wéi mer gesot hu mat 80%, dunn ass gesot ginn, d'Land wier ze kleng. Ma Dir musst eis vill méi diploméiert a qualifizéiert Personal astellen. An da kommen déiselwecht an déi soen: Ma wann ech een heem an de Stot huelen, da gétt dat mech méi bëlleg. Ma da soll hien déi huelen! Ech weess awer, wéi qualifizéiert datt deen dann ass. Duerfir wëll ech dat awer eng Kéier soen, well ech soss awer menger Roserei keng Loft ka maachen doriwier, an da mécht jiddferee vun lech sech déi Rechnung, ob hien dat da richteg oder falsch fénnt.

Wann ech Recht hunn, hunn ech och Recht, oder?

(Hilarité)

Et huet een also eng Reduktioun bei engem zweete Kand vun 10%; vun 20% bei engem drëtten Kand. An ech denken, datt dat alles awer gutt ass.

Här President, villes - ganz villes - misst een nach soen, well et geet och heimadder net duer: Familljeförderung iwwer Familljekompetenzer duerch Mediatoun, besser Sexualerzuegung, besser psychoaffektiv Berodung, Entlaaschtung vun de Famillje mat Servicer, déi permanent do sinn, zäitweis do sinn, Vakanzeservicer, Aides familiales, déi jo ganz dacks eng wichteg preventiv Funktioun hunn, e familljefrëndlecht Émfeld - ass hei gesot ginn -, dat een op vill Aart a Weis kann errechen, spezifesch Hëllef, ob bei extrae Belaaschtungen, bei Krankheet, bei Behënnerung, bei Stierwen,

bei Surendettement, bei Sucht, bei Gewalt, bei schwéieren Accidenter.

An ech wëll lech soen, datt ech eng Partie vu menge Mataarbechter zënter enger Woch net méi gesinn hunn, well se zu Steesel sinn. Och dat, denken ech, ass en Angebot, wat gemaach gétt, wat och wichteg ass fir Familljen.

Accueil a familljenähnleche Strukturen, Kanner- a Jugendfoyeren, Centre fir Behënnerter, Foyere fir Fraen a Kanner, och Foyere fir Obdachloser, Logementer fir Flüchtlingen, Centres intégrés a Fleegehaiser fir eeler Leit. Dir gesitt, datt mer zu Lëtzebuerg e räichhaltigt Angebot hunn, wat ee sécher nach besser matenee veretze kann.

(Interruption)

Do ass keen Zweifel. Et feelt och nach op ville Plazen. An do ginn ech lech absolut Recht. Ech wier och frou, wa mer do och esou vill Partner géife fannen, wéi bei de Maison-relais. Da bräichte mer der net esou vill op enger Plaz ze hunn.

(Interruption)

Gelift? Jo, mä där Saache gétt et. Ech hunn där och, déi manner agréabel sinn. Mä déi muss een och maachen.

Sécher kéint ee mat méi Personal an nach zousätzleche Servicer méi Aarbecht maachen, mä et muss een och ëmmer erëm kucken, wat ee ka maachen a wat och méiglech ass a wat net méiglech ass. Wichteg ass awer fir mech, wéi gesot, datt jiddferee soll kënnen esou liewen, wéi hien et fir gutt fénnt, datt mer net Kanner wëlle kréien nëmme just wéinst Suen.

Wichteg ass och, datt déi Diskussioun, déi mer de Mëtteg hei gefouert hunn, soll virugefuert ginn, an datt mer och kucken, wou wierklech dann ënnert dem Stréch déi beschte Léisunge fir déi Betreffen erauskommen.

Merci, Här President.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Ministre. Dir hutt lech ganz genau un déi 40 Minutte gehalten, déi Der ugekënnegt hat. Här Meisch?

» **M. Claude Meisch (DP), interpellateur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech versprieche lech, ech faasse mech ganz kuerz. Mä ech hat d'Impressioun, wéi ech der Madame Minister nogelauschtert hunn, datt dat eent an dat anert, wat ech virdrun exposéiert hunn, nach falsch verstane ginn ass.

Ech wëll dann nach eng Kéier kloer soen, datt mer der Meenung sinn, datt een d'Kannergeld soll op deeselwechte Montant fixéiere fir all Kand. D'Madame Minister seet: Wann een zwee Kanner huet, da kascht dat um Niveau vun der Wunneng, um Niveau vun der Alimentatioun méi deier. Dat ass wouer. Mä da kritt een zweemol deeselwechte Montant, beim drëtten Kand dräimol deeselwechte Montant. Do hätt een deem jo och entgéintgewierkt.

Ech wëll och soen, datt dat Wunnengeld, wat mer proposéieren, och a Fonctioun, eiser Meenung no, soll gestaffelt gi vun der Zuel vun de Kanner an och vum Revenu. Dat heescht, datt et och do dem Besoin no gerecht géif opgedeelt ginn.

Dir hutt angeblech de leschte Wahlprogramm vun der Demokratescher Partei ganz intensiv gelies. Ech géif lech dann awer drëm bieden, en nach eng Kéier ze liesen, well Dir hutt awer net alles esou hei erëmginn.

» **Plusieurs voix.** - Oohhh!

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Très bien!

» **M. Claude Meisch (DP), interpellateur.** - Ech mengen, d'Fraktioun vun der CSV misst en och nach emol liesen. Dir hutt net alles esou hei erëmginn, wéi et do steet.

(Interruptions diverses)

Madame Minister, ech weess net wou Dir gelies hutt, datt d'Demokratescher Partei géint d'Individualiséierung am Steuerrecht wär. Ech weess och net wéi dat géif an eise Wahlprogramm kommen. Mir ware jo eigentlech zesummen der Meenung - an de Premierminister huet et hei am Numm vun der Regierung 2001 gesot -, datt een an déi dote Richtung sollt goen. Also, mir géifen net 2004 mat engem Wahlprogramm an d'Wahl goen, wou de Contraire drasteet. Dat hutt Der awer haut de Mëtteg hei gesot.

Ech géif lech och bieden, d'Kapitel iwwert d'Ganzdagsschoul, d'Ganztagsbetrieung ganz ze liesen, wou mer der Meenung sinn - wéi ech de Mëtteg widerholl hunn -, datt mer net gären eng obligatoresch Ganzdagsschoul fir jiddfereen hätten, mä datt mer awer schonn eng fakultativ Ganztags-

betrieung mussen do ubidden, wou se vun de Leit gefrot gétt.

Da wëll ech och nach eng Kéier kloerstellen, datt an deem Konzept, wat ech de Mëtteg hei développéiert hunn, d'Allocation d'éducation net géif fir jiddfereen ofgeschaaft ginn, mä fir sozial schwach Famillje mat engem méi klenge Revenu misst een deen dote System oder en ähnleche System bestoe loossen, fir ebe grad dat ze évitéieren, wat Dir de Mëtteg als Gefor an de Raum gestallt hutt.

Dir hutt och interessant Chiffere genannt wat d'Crècheplaze vun den Entreprises ubelaangt. Déi sollt Der mer awer nach eng Kéier opschlësselen. Wa mer do den Total kucken a mer schlësselen deen op, da stellt ee fest, datt et der 717 sinn, déi an den Institutions européennes zur Verfügung stinn, datt et der nach emol 122 sinn, déi an de Spideeler zur Verfügung stinn, a wa mer dann an d'Privatbetreiber kucke ginn, datt mer der do dann nach 177 fannen. Also, wann een do den Total mécht, da klängt dat vläicht ganz interessant a ganz gutt, mä wa mer awer kucken, wat et fir deen Einzelnen a sengem private Betrib ausmécht, da gesi mer, datt do nach e groussen Handlungsbedarf ass, an datt mer do mussen interwenéieren.

(Interruption)

Mir si jo net traureg, datt déi eng do sinn; mir mengen awer, datt op deem aneren Niveau och bei de Privatbetreiber nach muss zesummen duerno gekuckt ginn. Ech mengen, datt een do d'Betreiber net kann eleng loossen, mä datt de Stat, d'Gemeengen an och de konventionéierte Secteur do eng Hand kënnen mat upaken an datt een do floit Offerté ka schafen.

Dir hutt gesot, datt et Waardelëschte gétt, déi net esou geféllt sinn, wéi dat emol heiansdo den Uschäin huet, virun allem bei deene méi klenge Kanner. Ech wëll awer och soen, an dat geet aus der Etüd vum Ceps/INSTEAD, déi am Optrag vun der Stad Esch gemaach ginn ass, kloer ervir, datt ganz vill Eltere sech net op d'Waardelëschte méi aschreien, well se iergendzwousch dann och eng Alternativ sichen, well se mengen, do fanne se näischt, an da kucke sech iergendwéi aneschtens ze organiséieren.

Mir kennen awer och déi dote Situatiounen a wëssen, datt dat net ëmmer déi allerbeschte sinn. Do si bestëmmt gudder derbäi, wann ee sech mat der eegener Famill kann arrangéieren, mä et sinn der awer och heiansdo derbäi, wou ee sech muss d'Fro stellen, ob d'Kanner do wierklech gutt versuergt sinn. Duerfir misst een dat awer och considéréieren.

Ech sinn och e Méindeg informéiert ginn, datt an der Nidderkuerer Crèche nach véier Plazen op sinn, a sinn awer dovun iwwerzeegt, datt mer déi ganz schnell besat wäerte kréien, a wann net, dann huelen ech selwer mä Calepin erbäi a ruffen e puer Leit un, well ech kennen der nach vill, déi eng Plaz sichen.

Merci.

(Interruption)

» **M. le Président.** - Merci, Här Meisch. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Ech wollt d'Madame Minister drun erënneren, dass se net op meng Fro geäntwert huet an dass ech esou lues midd sinn, dräimol an der Woch op dräi verschidde Ministèren ze telefonéieren, fir eng kloer Äntwert do ze kréien.

Also, wann Dir keng Léisung fannt, da kënnen mer an de Périgord déi Déiere siche goen, déi no Trüffele sichen, dann hëllefén déi lech vläicht eng Léisung fannen, mä op jidde Fall: Also ech ruffen awer elo net méi dräimol d'Woch an de Ministère un!

Sot mir wann ech gelift, wat mat deene sozial schwache Kanner an deem CNFPC do geschitt. Hu se hiert Kannergeld zegutt? Da gitt hinnen et, wann ech gelift. Hu si eng Entschiedegung zegutt? Da kuckt, dass si se kréien, well elo ass d'Schoul jo ëm, an déi, déi elo dëst Joer do waren, déi kréien dann natierlech erëm keng an dat ass net seriö.

» **M. le Président.** - D'Madame Minister äntwert dorop.

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Ech wëll mech beim Här Jaerling entschëllegen, datt ech net dorobber geäntwert hunn. Et ass evident, datt déi Kanner Kannergeld zegutt hunn an, wann een eenzelne Fall vun engem Kand do ass, dat säint nach net ausbezuelte kritt huet, wëll ech nach eng Kéier nokucke loossen, wou de Problem dobäi ass. De President vun der Kannergeldkeess héiert dat alles an dee wäert dat alles genee kucken.

Iwwer aner Entschiedegungen, déi net ech ginn, kann ech lech näischt soen. Mä wéi gesot hu mer, zënter datt dat Gesetz hei gestëmmt ginn ass, d'Méiglechkeet, fir deene Kanner dat Kannergeld, déi Suen ze ginn, a se kréien déi och.

» **M. le Président.** - Voilà, da komme mer zu de Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun 1. Kënnen mer par main levée ofstëmme?

(Interruptions)

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Entschëllegt, ech wollt hei nach eppes soen zu der Motioun 1. Mir hu se dowéinst net ënnerschrifwen a wäer frou, wa mer an deenen zwee Tireten «invite le Gouvernement», wann d'Madame Err d'accord wär, oder wann Dir d'accord wäert, nach derbäischreien...

(Interruption)

Neen, hei steet 1. Et deet mer leed. Déi Motioun...

» **M. le Président.** - D'Motioun 1 ass déi, déi den Här Angel déposéiert huet.

(Interruptions)

» **Une voix.** - Richteg.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Entschëllegt, ech kommen da bei der Motioun 2 nach eng Kéier drop zrëck. Merci.

» **M. le Président.** - D'Motioun 1 par main levée.

(Interruptions)

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Dir sidd jo unanime. Firwat musst Der dann e Vote électronique maachen?

» **M. le Président.** - Wann d'Majoritéit d'accord ass, fir...

(Interruptions diverses)

Kee Problem. Wann Dir de Vote électronique frot, da kritt Dir en. Da fänke mer u mat stëmme.

Vote

D'Motioun 1 ass ugehall mat 44 Jo-Stëmme, bei 16 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, M. Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Thiel), Marco Schank (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Marcel Glesener et Paul-Henri Meyers;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Motion 2

Elo huele mer d'Motioun 2, déposéiert vun der Madame Lydie Err.

D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Sou, entschëllegt, awer dës Kéier

ass et déi richteg Motioun, an do wollt ech soen, datt mir frou wieren, wann énnert dem «invite le Gouvernement» nach en Tiret derbäikéim, mat deem eigentlech jiddferee misst d'accord sinn, wa mer dat hei esou nolauschteren, nämlech: «à réaliser dans les meilleurs délais l'élaboration du régime de l'individualisation des pensions», well ech mengen, wann ech och d'Majoritéitsparteien héieren hunn, soll dat jo eigentlech d'Zil sinn, a mir sollen dat an där dote Motioun och mat considérieren.

Duerfir, wa mer deen do Tiret nach kéinten derbäimaachen: «à réaliser dans les meilleurs délais l'élaboration du régime de l'individualisation des pensions», kéinte mir d'accord sinn. Wann ech mech net iren, steet och esou eppes an Ärem Koalitiounsaccord.

» M. le Président. - Wa mer den Historique vun där dote Problematik kennen, Madame Loschetter, da weess ech net, wat «les meilleurs délais» wëllt heeschen.

(Hilarité)

Mä trotzdeem huet den Här Jaerling d'Wuert.

» M. Aly Jaerling (Indépendant). - Här President, domadder, dass op déi eng oder déi aner Aart a Weis en neit Scheedungsgesetz muss kommen, hunn ech kee Problem, mä mat deem, wat do drasteet, kënnt Der sécher sinn: Ech bestuede mech dann awer net méi!

(Hilarité, interruptions et coups de cloche de la Présidence)

» M. le Président. - Elo lauschtere mer emol dem Här Jaerling no.

» M. Aly Jaerling (Indépendant). - Wat awer elo d'Pensiounsrechter ubelaangt, do bleiwen ech awer bei menger Meenung a soen, also, ech hunn awer nach ni esou eppes Onsënnege héieren, wéi dee Splitting vun de Pensiounen! Dat schaaft jo awer méi soziale Misär, wéi dat elo de Fall ass.

An et kann dach einfach net sinn, dass elo hei versicht gëtt, eng Mindestpensioun och nach ze splitten. Wat maache mer dann? Da bezitt de Stat awer, an da kréien d'Leit allen zwee den RMG, ma da soen ech, da gitt hinnen einfach jiddferengem d'Mindestpensioun, dann hu se vollt Urecht drop an dann ass dat an der Rei.

An dat anert ass: Laangfristeg gesinn - dat hunn ech och scho gesot - solle mer op de System higoe wéi bei de Krankekeesen. Mir sollen och Mann a Fra iwwert de Bättrag of-sécher während där Zäit wou se zessummeliewen, dann hu mer deen anere Problem och aus der Welt geschaaft.

Awer dat, wat hei erëm verlaangt gëtt, also, ech kann lech just nëmme soen, ech froe mech, a wat fir enge Käpp dat do gebuer ass, mä op jidde Fall maachen ech dat do net mat.

(Hilarité)

» M. le Président. - Madame Err, d'Madame Loschetter proposéiert hei Modifikatiounen un Ärer Motioun. Gelift?

» Mme Lydie Err (LSAP). - Ech hunn dat héieren, Här President, an hu kee Problem domadder, well ech gesinn, an dat hunn ech jo och virdrun op der Tribün gesot, dass de Splitting am Fong eng Manéier ass fir ze üben, wéi d'Individualisatioun op anere Plazen och kéint ausgesinn.

» Une voix. - So, si sollen eppes an de Considéranté maachen.

» M. le Président. - Freet nach soss een d'Wuert?

(Interruptions)

Den Dispositiv do huet natierlech net direkt e Besuch zu dem Exposé des motifs vun där Motioun. Et hänkt esou e bësselchen an der Loft, mä bon...

» Une voix. - Huel se nach eng Kéier an eng Kommissioun.

» Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG). - Also ech denken, Här President, et geet awer, dat als leschten Tiret ze huelen. Mir sinn eis jo eens, datt d'Individualisatioun jo d'Zil soll sinn, a wa mer hei, egal aus wat fir engem Grund, an enger éischer Phas de Splitting usteieren, da si

mer eis jo awer eens, datt d'Zil d'Individualisatioun ass. Duerfir denken ech kann een dat derbäischreien.

» M. le Président. - Ech mengen, et ass aus der Diskussioun erausgaangen, dass jiddfereen dat wëllt. Mä des Motioun, Madame Err, wann ech dat därer soen, déi dréint em den Divorce an em dat wat mer am Kader vun dem Projet Divorce respektiv dem Splitting am Kader vun den Divorcé wëlle maachen. Ech weess net, ob dat esou extrem gutt derbäigehiert.

Obschonns, Madame Loschetter, Dir misst jo awer d'Satisfaktioun hunn, dass jo all Mënsch heibanne sech fir dat ausgesprach huet, wat Dir gesot hutt, nämlech d'Individualisatioun vun de Rechter. Et hänkt esou e wéineg hei an der Loft. Dat ass e bësse meng Suerg, well dat hei eng Motioun ass, déi mir aussergewéinlech gutt gefält, well et eben déi Problematik émräisst, déi mer zënter Joren amgaange sinn ze diskutieren a mat där mer hoffen, am Hierscht endlech weiderzekerommen.

Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

» M. Aly Jaerling (Indépendant). - Här President, ech wëll awer elo emol hei kloerstellen, dass dat, wat mat de Renten ze dinn huet - wat eng Sozialmesure ass -, iwwerhaapt näischt mam Divorce ze dinn huet. Am Divorce gëtt just kloergestallt, wat een deem aneren ze ginn huet. Dat huet absolut näischt mat de Renten ze dinn. Dat gehiert net dodran. D'office gehiert dat net dodran. Dat ass e sozialtechnesche Problem an dee muss do geléist ginn.

Et kann dach net sinn, dass elo an engem Divorce kloergemaach gëtt, dass een deem anere seng Rent hallef kritt. Wou si mer dann do?

Also, loosst déi Saachen do, wou se higehieren!

Den Divorce ass eng Saach. Et ass scho schlëmm genuch, dass d'Scholdfro erausgeholl gëtt an dass déi aarm Männer net méi kënne beweisen, dass se keng Schold hunn,...

(Hilarité)

...an elo wëlle mer dann och nach aner Saachen. Also, ech soen dat hei: Loosst déi zwou Saache getrennt! De Renteproblem ass e Problem fir an d'Sozialversécherung an den Divorce ass e juristesche Problem an esou soll dat och bleiwen.

» M. le Président. - Här Jaerling, et steet mir leider net zou, mat lech doriwwer ze diskutieren, duerfir iwwerloossen ech dat der Madame Err. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

» Mme Lydie Err (LSAP). - Also, ech fäerte just, Här President, dass déi Diskussioun, déi den Här Jaerling hei uschneit, den Zäitkader sprengt, deen néideg wier, fir dat nach eng Kéier ze erklären. Ech sinn däärs och eigentlech midd; ech erklären dat zënter 25 Joer op x Plazen. Ech kommen awer gären eng Kéier an engem anere Kontext dorobber zréck.

Mä just fir op d'Proposition vum Amendement vun der Motioun ze kommen: Ech hunn näischt dergéint, mä eigentlech hutt Dir net Onrecht. De Fait, dass an den Développement näischt steet iwwert d'Individualisatioun a well dat heiten am Fong am Zesammenhang wierklech mam Divorce ass, ass et e bësselche schwierig. Et fléisst net, well do si jo haaptsächlech och Steiere gemengt an aner Prestatiounen, déi net am Kader vun Divorce viséiert sinn.

Firwat? Ma ech sinn op engem Punkt mam Här Jaerling d'accord, dass de Splitting net direkt eppes mam Divorce ze dinn huet. Mä vu dass mer wëllen übe mat der Individualisatioun,...

(Hilarité)

...de Splitting nëmmen am Kader vun Divorce, ass et scho ganz kloer, dass do e Lien ass. Leider gëtt et dee Lien net wat Steieren oder Ähnlech ubelaangt. Dofir misst ee vläicht bei enger anerer Geleeënheet eng generell Motioun proposéieren iwwert d'Individualisatioun.

» M. le Président. - Très bien. Also bleiwe mer emol beim Text, deen d'Madame Err eis proposéiert huet.

Vote

Wie mat där Motioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen!

Voilà. Ech gesinn, dass eng écrasant Majoritéit vun der Chamber d'accord ass mat där Motioun.

Mir géifen dofir d'Madame Minister Jacobs bieden, déi zoustänneg Ministeren, den Här Frieden an den Här Di Bartolomeo, ze informéieren, dass d'Chamber des Motioun eestëmmeg ugeholl huet an dass et hire Wonsch ass, dass d'Regierung esou

schnell wéi méiglech soll op deem Dossier weiderfueren.

Dir Dammen an Dir Hären, domat ass d'Interpellatioun vum honorabelen Här Meisch definitiv ofgeschloss.

Mir kommen zum Projet de loi vun eisem Ordre du jour vun haut, de Bau vun engem neie Friddensgeriicht zu Esch. Mir hu bis elo folgend Aschreiwungen: den Här Bettel, d'Madame Mutsch, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen an den Här Jaerling. D'Wuert huet d'Madame Sylvie Andrich-Duval, Rapportrice vun dësem Projet.

3. 5676 - Projet de loi relatif à la construction d'un nouvel Hôtel de la Justice de Paix à Esch-sur-Alzette

Rapport de la Commission des Travaux publics

» Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV), rapportrice. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no där interessanter lieweger Debatt hei iwwert d'Familljepolitik komme mer dann e bëssen zu méi enger dréchener Matière, well beim virleiende Gesetzesprojekt gëtt d'Regierung autoriséiert fir en neit Friddensgeriicht zu Esch ze bauen. E Bau, deem seng absolut Noutwendegkeet an Urgence een nëmme kann ënnersträchen an op deen also elo scho vu muncher Sait sehnsüchtig gewaart gëtt. E Bau, deen awer och ouni Zweifel fir d'Entwécklung vun der Stad Esch eng bedeitend Opwärtung duerstellt.

De Projet de loi 5676 ass vum Bauteminister Claude Wiseler de 6. Februar 2007 hei an der Chamber déposéiert ginn. De Projet war motivéiert an et louche Pläng, en Devis souwéi eng Finanzfiche bäi. Vum Dépôt vum Projet de loi un ass nun de Schnellgang ageluecht ginn. Esou huet de Statsrot sän Avis de 24. Abrëll 2007 ofginn an an der Baukommissioun vum 7. Mee gouf ech dann als Rapportrice genannt. An där nächster Sitzung vum 21. Mee sinn de Gesetzestext an den Avis vun där héijer Kierperschaft analyséiert ginn. Duerno konnt de schrëftleche Rapport an der Sitzung vum 7. Juni ugeholl ginn.

Firwat ass de Bau vun engem neie Friddensgeriicht iwwerhaapt néideg?

Duerfir musse mer e Bléck op d'Evolution vun de Besoiné vum Friddensgeriicht geheien. Laut dem Gesetz vum 12. Abrëll 1972 iwwert d'Reorganisatioun vun de Friddensgeriichter ass de Stat zoustänneg fir d'Lokaler vun de Friddensgeriichter an der Stad, zu Esch an zu Dikrech zur Verfügung ze stellen. Dat heescht, dass e funktionell Gebai soll gebaut ginn, dat den Exigence vun enger moderner an zougänglecher Justiz entsprécht. Eng Justiz, déi déi legal unerkannte Rechter vu jiddferengem wëllt garantéieren.

D'Décisioun vum Bau vun engem neie Friddensgeriicht zu Esch berout op de festgestallene Besoinen un Infrastrukturen, déi onbedéngt esou séier wéi méiglech un eis heiteg Zäit mussen ugepasst ginn.

Mir stellen effektiv fest, dass dat aktuell Gebai op der Place de la Résistance zu Esch aus dem Joer 1956 datéiert an net nëmmen deenen elementare Sécherheetsnormen net méi entsprécht, mä och einfach mat der Zäit ze kleng gouf. Trotz deene verschiddeenen internen Emännerungen, déi an all deene Jore virgeholl goufen.

Dat initiaalt Gebai war virgesi fir zwee Friddensrichter an dräi Greffieren. No-deems awer de Kompetenzberäich vun de Friddensgeriichter duerch d'Gesetz vum 11. August 1993 ausgeweit ginn ass, sinn d'Effektiver op sechs Friddensrichter, siwe Greffieren an dräi Employéé geklommen, fir haut schlussendlech bei zéng Magistraten, eelef Fonctionnaires an aacht Employéen ze leien.

Dowéinst war de Stat souguer forcéiert, fir vun Dezember 2003 un dräi Stäck an engem Residenzgebai an der Noperschaft ze lounen, fir d'Friddensrichter do ënnerzëbréngen, wougéint awer d'Fonctionnaires an d'Employéen am ale Gebai bliwwe sinn. Et läit op der Hand, dass doduerch eng ganz Rei organisatiounell Problemer entstanen sinn, déi dem Fonctionnement vun enger moderner Justiz net méi würdeg sinn.

Och fir d'Zukunft gesäit et esou aus, dass d'Zuel vun den Affäre virum Friddensgeriicht nach weider wäert klammen, duerch den Ausbau vun den Industriebroochen zu Belval, nom Motto: „méi Awunner, méi Entreprises, méi Affären“.

Esou ass d'Demande vum Justizminister, fir déi néideg Plaz anzeplange fir 15 Friddens-

richter mat deem néidege Personal an deenen néidegen Audienz- an Enquêtésäll absolut realistesch.

Zur gläicher Zäit plangt de Parquet général nach fir d'Servicer vum SCAS, also dem Service Central d'Assistance Sociale, regional auszebauen. Weider sollen och d'Raimlechkeete virgesi si fir de Centre de médiation an de Service d'accueil vum Barreau.

Esou geet déi prinzipiell Décisioun vum Bau vun engem neie Gebai schonn op d'Joer 1993 zréck.

Den Escher Schäfferot huet als Site d'Norbert-Metz-Plaz virgeschloen, déi an der Achs vum Stadhaus an dem Technoport Schlassgoart läit. De Site ass och vun deenen, déi dodra schaffe wäerten, aprouvéiert. No ville Virbereedungsreunioune gouf eng Machbarkeetsstudie am Joer 2001 erstallt. Doropshin huet den Escher Gemengerot e PAP, e Plan d'aménagement particulier, deen dem virleiende Projet ugepasst ginn ass, gestëmmt.

Wéi gesäit deen neie Bauprojet dann elo aus?

Urbanistesches gesi reit de Projet sech téschent deene méi ale städteschen Infrastrukture vum Stadhaus an der Uelzechtstrooss an deene vun der neier Entwécklung vum Domän vum Stad Schlassgoart am Nordgank vun der Stad Esch an. E besonneschen zousätzleche Virdeel vun deem Site ass, dass en no bei der Gare läit an also och gutt un den öffentlechen Transport wäert ugebonne sinn.

Architekturméisseg dann handelt et sech ëm e gediegene Bau mat enger kubescher Struktur ronderëm en zouenen zentralen Atrium. Doduerch fält vill natierlech Licht an d'Gebai. Als besonnesch originell ass ervirzehiewen, dass op d'Plaque vum der Fassad kënnen Extraité vum Code civil oder vun der Mënscherechtscharta ubruucht ginn, déi esou eng besonnesch, dem Gebai ugepassten Ambiance schaffen.

Intern ass d'Gebai opgedeelt a Partien, déi der Öffentlechkeet zougängeg sinn, an a Public. Um Rez-de-chaussée an um éischte Stack sinn zwee Foyeren, ee Sitzungssall, zwee Audienzsaal, zwou Salles d'attente, zwee Empfangsbüroen, siwe Büroen fir d'Beamten, siwe Réunionszëmmeren an Archive virgesinn. Gliersen Trennwänn erlaben et, deen öffentlechen Deel vun dem Deel vun de Mataarbechter ze trennen.

Um zweeten an um drëtten Stack - déi si ganz zou fir de Public - fanne mer dann zwee Foyeren, jeweils 15 Büroen fir d'Friddensrichter a fir d'Greffieren, e Sekretariat, e Konferenzsaal, eng Bibliothék an Archiven. Déi néideg technesch Equipementer komme selbstverständlech do nach derbäi.

(Interruption)

Sidd Dir Amateur fir do, Här Gibéryen?

D'Konstruktioun besteet aus Beton armé, deen 90 Minutten engem Feier standhält. Och d'Dallé sinn aus Beton armé, mä déi intern Separatiounswänn sinn aus Gyproc fir e Maximum vu Flexibilitéit vum Gebai ze erméiglechen.

Bei der Planung gouf op e Sous-sol verzicht, wéinst de méigleche Variatioune vum Waasserpegel duerch d'Uelzecht bedéngt.

Zu gudder Lescht ass et derwäert, Dir Dammen an Dir Hären, e Wuert iwwert den Energiekonzept vum Gebai ze verléieren, deen an dësem Fall Pilotcharakter huet. Iwwregens en Effort vun Här Bauteminister, deen duerchaus ze begrëissen ass an deen och vum Statsrot positiv ervirgehewe gouf.

Déi bausseg Isolatioun verhënnert den Hëtzerloscht duerch eng 18 cm déck speziell Isolatioun vun der Fassad. Och déi lafend Energiekäschte wäerte substanzieel gedréckt ginn duerch d'Notzung vun der natierlecher Ofkillung an der Nuecht, déi adiabatesch Ofkillung vun der frëscher Loft, dat heescht, dass e Killeffekt iwwer eng natierlech Aart a Weis ouni eng käschtenintensiv Klimaanlag wäert erreicht ginn. Och ass d'Installatioun vu Ventilatiounskonvektoren, mat deem niddregen Energieverbrauch kombinéiert, an engem Ofkillungsturm virgesinn.

Wat déi insgesamt weider technesch Detailler ubelaangt, esou verweisen ech lech op den detailléierten Exposé des motifs am Gesetzesprojekt.

De Käschtepunkt da vum Bauprojet ass op 14 Milliounen Euro beim Bauindex vum 1. Abrëll 2006 chiffriert. An dësem Präis ass de Käschtepunkt vun engem eventuelle Kaf vum Escher Terrain duerch de Stat net abegraff. Hei lafen am Moment Verhandlungen vum dem Comité d'acquisition vum Finanz-

ministère, en vue vum Kaf vun deene jee-weilegen Terrainen.

Wat d'Entretiens- an d'Consommations-käschte vun de Lokaler ubelaangt, esou sinn déi pro Joer op 1.180.000 Euro geschätzt.

Et bleift nach ze soen, dass och de Statsrot e manifeste Besoin gesäit, fir dee Bau hei ze realisieren. Bei der Analys vum Avis vum Statsrot huet d'Bautekommission alle Remarquen a Suggestiounen vun der héijer Kierperschaft Rechnung gedroen, ausser där - wéi schon öfters de Fall -, déi sech op de Bauindex bezitt. De schréftleche Rapport gouf dann och eestëmmege an der Kommission uegheoll.

E Merci un d'Kommissionenmembere fir hire konstruktive Geeschit an deem Dossier!

Ech wëll mä méndleche Bericht awer net ofschléissen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ouni de Mataarbechter vum Greffe an aus der Fraktioun souwéi dem Här Bauteminister a senger Verwaltung Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht. An ech ginn dann och heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun zum virleiende Projet.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

» **Plusieurs voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Madame Andrich. Als Éischten huet den honorabelen Här Bettel d'Wuert. Här Bettel!

Discussion générale

» **M. Xavier Bettel (DP)** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert net ganz laang schwätzen, mä et sinn awer verschidde Punkten,...

(Hilarité)

...op déi ech wëll agoen. Fir d'éischt wëll ech der Rapportrice...

(Interruption)

Et ass e wichtege Projet, et geet em d'Justiz, a fir déi eng oder déi aner, déi scho mat der Justiz ze dinn haten an déi zu Esch um Geriicht waren, ech muss lech soen, dass déi Gebailechkeete bestëmmt net adequat sinn.

» **M. le Président** - Dir hutt jo awer kee viséiert vun heibannen, Här Bettel?

» **M. Xavier Bettel (DP)** - Neen, eis Nokuckertinnen an Nokuckerten, déi hei Chamber-TV kucken.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass just traureg feststellen, dass d'Iddi vun engem neie Gebai schon '93 komm ass, wéi och déi Gebailechkeeten hu missen an Appartementshaiser déplacéiert ginn, an dass mer 14 Joer duerno, 2007, haut den 20. Juni den Text éreischt stëmme.

Wann een dat gesäit an haut scho feststelle kann, dass d'Cité judiciaire ze kleng gétt, da soll ee sech d'Fro stellen, ob mer net direkt och sollen nei Gebailechkeete fir d'Cité judiciaire an der Stad virgesinn, Här Minister. Well wann ech de Rapport liesen - ech sinn net Member an där Kommission -, mä wann drasteet, dass de St. Esprit eng «infrastructure digne de ce nom» ass, ech muss lech soen, ech fannen déi Infrastruktur um St. Esprit net «digne de ce nom», wann een elo scho weess, dass d'Strukturen um Hellegen-Geescht-Plateau ze kleng si fir dat, wat een d'Justiz nennt, well et jo awer eng wichtege Saach an eisem Land ass. Duerfir soll een och der Justiz déi richtig Infrastrukture ginn.

Do kann ee sech schon d'Fro stellen, wat elo mat der Cour supérieure geschitt, wat mam Tribunal geschitt, an ob et net besser wier, vläicht och an deene Gebailechkeeten iergendepes virzugesinn, wat mat der Justiz ze dinn huet, amplaz elo schon aner Projeten dran ze hunn. Selbstverständlech wier ech fir de Logement an der Stad frou, wann nei Logementer drakéimen, mä et huet kee Wäert der Justiz e Justizpalast um Hellegen-Geescht-Plateau ze bauen, dee schon ze kleng ass, wann d'Leit dran installéiert ginn.

Wann een de Projet och liest gesäit een, dass haut zéng Friddensrichter do schaffen an eng Rétsch vu Greffieren. Ech mengen, et ass wichtege fir déi, dass se och Büroe kréien, an deene se kënnen adequat hir Aarbecht maachen. Et kann ee sech awer d'Fro stellen, an der Stad, wou mer elo eng 18. Chamber krit hunn a wou mer eng 19. an eng 20. Chamber krit hunn, firwat net zu Esch en Tribunal d'arrondissement maachen.

» **Une voix** - Très bien. Dat ass meng Ried.

(Brouhaha général)

» **M. Xavier Bettel (DP)** - Mir hunn eent zu Dikrech, mir hunn eent an der Stad,

firwat net zu Esch en Tribunal d'arrondissement maachen, amplaz an der Stad ëmmer méi Sektione vum Tribunal d'arrondissement ze hunn. Här President, dat soll den Här Ministre des Travaux publics mat sengem Kolleg, deen an der Justiz Minister ass, schwätzen, ob dat net géif goen, well dat géif jo da vläicht dem Här Wiseler, Här President, hëllef. Da wier d'Cité judiciaire vläicht manner iwwerlaascht. Op jidde Fall ass dat doten e wichtege Projet fir d'Justiciables a fir d'Justizinstanz zu Esch.

Mat all deene Reflexiounen a Bemierkungen, déi ech gemaach hunn, wëll ech awer och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu deem heite Projet bréngen.

» **Plusieurs voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Här Bettel. D'Madame Lydia Mutsch huet d'Wuert.

» **Mme Lydia Mutsch (LSAP)** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Besoin fir en neit Gebai fir d'Friddensgeriicht ass effektiv scho laang erkannt. Dat bestehend Gebai gouf 1956 am Kader vum Escher Cinquantenaire ageweit an en halleft Jorhonnert méi spéit ass jiddferee sech eens, dass dëst Gebai de Besoin vum haut net méi entsprécht.

Schon am August 1993, nodeem d'Kompetenze vum Friddensgeriicht per Gesetz erweidert an d'Zuel vun de Friddensgeriichter vun de Greffieren an Employéen erhéicht gouf, war kloer, dass déi bestehend Raimlechkeeten op der Escher Brillplaz oder op der Place de la Résistance ze kleng wieren. Dat bestehend Gebai war ursprénglech virgesi fir zwee Friddensrichter - dat muss ee sech emol virstellen -, zwee Friddensrichter an dräi Greffieren.

Schon 1961 huet d'Salle d'attente missen ëmgewandelt ginn als e Büro fir de Greffe. An der Tëschenzäit schaffen zéng Friddensrichter, eef Greffieren an néng Employéen am Escher Friddensgeriicht. En Deel vum Personal huet missen, wéi et hei scho gesot ginn ass, provisoesch an aner Raimlechkeeten an der Burestrooss verlagert ginn.

Meng Fraktioun ass dofir net méi wéi frou, dass dese wichtege Projet elo endlech kann ugepaakt ginn an dass déi onhaltbar Situatioun geschwënn en Enn krit. An deem neie Gebai wäerten d'Riichter an d'Mataarbechter vum Friddensgeriicht déi Aarbechtskonditiounen virfannen, déi se brauchen, fir hir Aarbecht kënnen propper an anstänneg ze maachen.

An och d'Bild no bausse wäert en anert ginn, well e Friddensgeriicht ass jo net iergendeng Institution, mä et leescht vill méi en elementar wichtege Dénsgsch fir de Bierger, an dat muss och um Niveau vun den Infrastrukturen erëmgespigel ginn.

De Kontakt mat der Justiz ass fir déi Betraffe jo net ëmmer fräiwëlleg an och net onbedéngt erferelech. Émsou méi wichtege ass et, dass d'Friddensgeriicht eng professionell Struktur duerstellt an accueillant ass, eng Plaz, wou d'Leit kënnen uerdentlech encadréiert a begleitet ginn. Si mussen och d'Gefill hunn, dass se respektéiert an eescht geholl ginn. Dat ass, onofhängeg vun de Beméiunge vum Personal, schwéier ze vermëttelen, wann d'Leit am Trapehaus musse waarden, well kee Raum dofir virgesinn ass.

Mir sinn dofir och ganz zefridde mat deem architektonesche Konzept vum Gebai, wat elo gebaut wäert ginn. Wann ee sech d'Pläng ukuckt, dann huet ee wierklech d'Gefill, dass an alles geduecht ginn ass, vum Fonctionnement iwwert den Entretien bis hin zu engem modernen Energiekonzept. Et bitt agréabel Aarbechtsbedingung fir déi Leit, déi do schaffen, genuch Plaz fir d'Personal, och vum SCAS, well dee Service Central d'Assistance Sociale soll jo och dohinner kommen, souwéi hell a frëndlech Raim fir de Public, dorënner e grouse Sëtzungssall vun 120 Quadratmeter.

Vu dass dat neit Gebai elo konzipéiert ass - a mäi Virriedner hat jo do entsprechend Ängschten am Zesummenhang mat der Stad Lëtzebuerg geäussert - fir 15 Friddensrichter an entsprechend villt Personal, ass och e bësse Spillraum do, fir dass dat Gebai net direkt erëm ze kleng ass, wann e puer Leit weider agefallt ginn.

Positiv fanne mer ausserdeem, dass ee sech elo scho beim Ausschaffe vum Projet Gedanke gemaach huet iwwert d'Energie an d'Fonctionnementskäschten. Esou gi mer am Rapport zu deem Projet net nëmme gewuer, dass d'Gebai ronn 14 Milliounen Euro wäert kaschten - wat näischt ze vill ass natierlech -, mä och dass mer duerno mat knapp 1,2 Milliounen Euro am Joer musse rechne fir Stroum, Gas, Waasser, Entretien an esou weider.

Dat neit Friddensgeriicht wäert am wiertlechen an am iwwerdroene Sënn no um Bierger sinn. De Bauteministère huet ganz enk mam Schäfferot a mat den zoustännege Servicer vun der Stad Esch zesummege-schafft, esou dass de Projet sech optimal an d'Urbanismuskonzept an an déi bestehend Considératiounen vun enger nohalteger Stadentwécklung afügt.

D'Friddensgeriicht kënn net iergendwou op d'gréng Wiss, mä matzen an Esch vis-à-vis vun der neier Stadhausplaz. Dat ass praktesch fir all déi, déi mussen dohinner kommen, well duerch déi direkt Noperschaft zu der Gare den Accès mam Zuch ganz einfach ass an ënnert der Stadhausplaz och genuch Parkraum zur Verfügung steet fir déi, déi wëlle mam Auto kommen. D'Entrée en ville vun der Stad Esch gétt mam Bau vum Friddensgeriicht op der Norbert-Metz-Plaz zousätzlech opgewäert.

Mat deem Projet ginn deemno och d'Efforten ënnerstëtzt, fir de gewuessene Kär vun Esch gläichzäitig an ergänzend zum neie Quartier Esch-Belval opzewäerten a bleiwend ze attraktivieren.

Och wann dat net den éischte Gedanken ass, deen engem kënn, wann ee vun engem Friddensgeriicht schwätzt, esou ass dës Institution dach awer och e Publikums-magnéit. Eleng bei den Affaires civiles et commerciales kommen um Escher Friddensgeriicht all Joer 1.200 bis 1.400 nei Affären dobäi. Et kann ee schätzen, dass tëschent 150 bis 200 Leit all Dag hei eran-erausginn, an dat dréit natierlech mat zu engem liewegen Zentrum bäi.

Wichtig Servicer no bei de Bierger, kuerz Weeër, gutt Ubannung un den öffentlechen Transport, dat sinn e puer Grondiddi vum IVL-Konzept an all deenen Démarchen, déi elo ënnerholl ginn, fir dat ëmzesetzen. Mat der Implantatioun vum Friddensgeriicht op der Escher Norbert-Metz-Plaz, direkt nieft dem Schlassgoart, ginn dës Iddien an d'Realitéit ëmgesat, well um Niveau vun der Landesplanung ass jo virgesinn, als Hauptbeziehungswis Mittelzentren d'Stad Lëtzebuerg, Esch an d'Nordstad esou ze entwéckelen, dass se fir d'ganz Émgegend eng zentral Roll spille kënnen, an dass hei och all Servicer zentraliséiert ugebueden an integréiert kënnen ginn.

An enger dezentraliséierter Optik ass et wichtege, dass dës Servicer fir all Bierger vum Land, egal a wat fir enger Region se liewen, gutt errechbar sinn. Déi dräi Friddensgeriichter an der Stad, zu Esch an zu Dikrech entsprechen deem Konzept.

Wann een awer - elo kënn et - un d'Entwécklung vum neie Quartier Esch-Belval, awer net nëmme dorun eleng, mä insgesamt um d'Wuesstumsprognose fir de ganze Süden denkt an eist Landesplanungskonzept am Hannerkapp huet, da stellt een effektiv onweigerlech d'Fro, ob et net dréngend noutwendeg wier, eng Erweiderung vun dese Kompetenzen am Süde virzugesinn, mat dozougehéierenden zousätzlechen Dénsgschtleeschungen.

Vläicht kréie mer wierklech a schnell zu engem spéideren Zäitpunkt d'Geleeënheet, an der Chamber eng Debatt zu deem Sujet ze féieren a kommen och heibannen zur Konklusioun - well am Süden hu mer déi scho laang geholl -, dass et net ka sinn, dass zum Beispill am Civil a Commerce zu Esch nëmme d'Affären ënner 10.000 Euro kënnen traitéiert ginn, wat nëmme e klenge Brochdeel ass, dass et kee Jugendgeriicht gétt, keen Tutellesgeriicht, an dass et am Süden emol net méiglech ass gescheet ze ginn.

(Interruption)

Oder fannt Dir et normal, dass zwee Escher oder Diddelenger oder Stengeforder, déi sech am gudde Wëlle scheede wëlle loossen, mat zwee Autoen an d'Stad fuere mussen, fir gescheet ze ginn?

(Interruptions)

Ech fannen dat net normal. An dat ass net zäitgeméiss.

D'LSAP-Fraktioun begréisst awer haut, well haut si mer jo mat deem Projet befaasst, deen heite Projet vum Escher Friddensgeriicht als e ganz wichtege an essenzielle Schritt a gétt selbstverständlech zu deem Projet hir Zoustëmmung a waart dann op de Rescht.

Merci.

» **Plusieurs voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Madame Mutsch. Dann huet déi honorabel Madame Loschetter d'Wuert.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG)** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech ganz kuerz faassen. Ech wëll lech och direkt soen, dat

ech den Accord gi vun der grénger Fraktioun zu deem Projet.

Ech géif lech awer just gär eng Bemierkung maachen, well ech och an der Stad wunnen, an ech kann lech wierklech mat Nodrock nach eng Kéier soen, dass eigentlech zu Esch alles riichtgaangen ass, wat an der Stad schifgaangen ass. Ugefaange virun allem mat deem Projet, dee couragéis ass, deen eng flott modern Form huet, dee schéin ass, deen net nëmme architektonesch interessant ass, och well e vill Faarwen, well e flott Symboliken dramécht, well en iwwregens och energieeffizient gebaut soll ginn - ech betounen erëm eng Kéier, dat mir dat ënnersträchen -, mä en ass och urbanistesche e flotte Projet. E verbënt nämlech deen alen Deel vun Esch, wéi d'Gemeng an d'Uelzechtstrooss, mat deem neien Deel, deen elo op de Friché soll entsto. Och dorun ass geduecht ginn.

Zu Esch ass laang an, denken ech, och konstruktiv, wann ech déi Memberen aus dem Escher Gemengerot héieren, mat der Escher Gemeng a mam Escher Schäfferot geschwat ginn. Dat ass och eppes, wat begréissenswäert ass. E gétt grouss genuch gebaut. Dat heescht, et si Säll, déi nach am Fong geholl an der Reserv sinn.

De SCAS ass och do ënnerbruecht. Hir SCASer-Kolleegen an der Stad krute mëttlerweil jo elo scho gesot, dass se warscheinlech net kënnen an deen neie Palais op der Place Clairefontaine antrieden,...

(Interruption par le Président)

...well de SCAS jo hannen an der Ketten ass. A wann dann net genuch Plaz ass, si si déi Éischt, déi direkt erëm ewechfuere. Dat alles ass effektiv dat, wat zu Esch erreecht ginn ass, wat an der Stad leider net erreecht ginn ass.

Och déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt eigentlech dee Wunsch no engem Tribunal d'arrondissement. Dat hutt Der da bis elo emol net erreecht. Mir ënnerstëtzen dat och. Déi Remarque gesot, hunn ech jo och scho gesot, Här President, dat mir deem Projet do zoustëmmen, mä et deet einfach gutt emol eng Kéier mat engem flotte Projet och säi Frust auszedrücken.

» **Une voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Den honorabelen Här Gibéryen huet d'Wuert.

» **M. Gast Gibéryen (ADR)** - Merci, Här President. Ech mengen, no den Erklärungen vum Här Bettel an der Madame Rapportrice, där ech wëll vun deser Plaz aus extra Merci soe fir deen detailléierte Rapport, géif ech d'Zoustëmmung vun eisem Grupp bréngen.

» **M. Xavier Bettel (DP)** - Très bien! Ech soe Merci.

» **M. le Président** - Merci, Här Gibéryen; obschonns ech net feststellen, dass den Här Gibéryen e Grupp presidéiert.

» **M. Xavier Bettel (DP)** - Seng Zäit ass schon eriwuer.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant)** - Net nervös ginn.

» **M. le Président** - Här Jaerling!

» **M. Aly Jaerling (Indépendant)** - Bon, Här President. Ech mengen, ech kann der Madame Loschetter nëmme bäiflichten. Zu Esch ass nach ni eppes schifgang. Alles wat mir an de Grapp geholl hunn, dat huet geklappt; ausser deem gréng Schäfte säi Verkéierskonzept. Mä do schaffe mer och nach drun.

(Hilarité et interruption)

Ah! Ech hat vergiess, dass Der mech mathuelt, Här Braz. Et wäert ni méi virkommen.

(Hilarité)

Et ass richtig wa gesot gétt, dass dat neit Friddensgeriicht soll eng Struktur ginn, wat elo awer wierklech modern ugepasst an och accueillant ass, wéi hei gesot ginn ass. Mä d'Fro, déi sech da stellt: Do ass jo dann elo d'Gebai, wou se dra waren. Da gétt dat eidel. An elo ass jo hei gesot ginn, dass um Friddensgeriicht dann elo d'Leit net méi brauchen op der Trap ze stoen, wann eppes ass. Esou wëll ech da soen: Wann dat neit Gebai dann elo eidel ass, dann hoffen ech, dass mer dat dann awer esou kënnen

ëmbauen, dass d'ADEM sech och kann do anstänneg installéieren, an dass dann awer och d'Chômeuren, déi dann dohinner komme fir hir Affären ze maachen, och net méi brauchen op der Strooss ze stoen, dass mer dat dann och méi accueillant maachen, well dann hu mer jo Plaz genuch.

Also, ech géif mengen, et geet elo duer, well wann Dir fäerdeg sidd mat Belval, dann ass keng Plaz méi do. Also, an Esch ass net méi vill Plaz. Macht elo emol e bèsse lues. Elo baue mer emol dat, wat mer eis virgeholl hunn, an da plange mer. Kommt mer halen op, well d'Politik ass kee Wunschkonzert. Et kann ee sech alles wënschen, mä awer kommt mer maachen dat emol, wat mer elo geplangt hunn. An da maache mer deen nächste Schrëtt. Well ech fäerte ganz, wa mer eis ëmmer op Belval konzentrieren, da bleiwen déi aner Projete zu Esch leien. An dat wär dann awer och net gutt.

» M. le Président. - Merci, Här Jaerling. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Bauteminister Claude Wiseler.

» M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*. - Jo, villmools Merci. Ech wëll och ufänken, andeem ech all deene Leit, bei der Rapportrice ugefaangen, fir

d'Kollaboratioun an deem Projet Merci soen. Ech mengen, mir si gutt weiderkomm, déi Zäit, déi mer gebraucht hunn, fir hei d'Prozedur ze maachen. Déi puer kleng Méint beweisen, datt de Projet relativ schnell gaangen ass a mer och schnell kënnen op esou Projete schaffen.

Ech hunn hei festgestallt, datt mer eng grouss Unanimitéit op deem Projet hunn, datt allgemeng grouss Zefriddenheet ass iwwert d'Aart a Weis wéi mer hei an der Chamber zesummegegesscht hunn, wéi mer mam Schäfferot vun der Gemeng Esch konnten zesummeschaffen. Ech stelle fest, datt déi Kritiken, déi komm sinn, entweder aner Projete concernéieren oder Froe sinn iwwert d'Justizwiesen. Do ass et net u mir ze äntwerten. Ech wëll also och net do-robber agoen.

Ech wëll just soen, datt hei e Projet ass, wou mer, wéi gesot, mat der Gemeng probéiert hunn am Urbanismus, am Kader wéi d'Gemeng ëmfunktionéiert gëtt, wéi déi Plazen do elo nei gestalt ginn, Konzepter ze fannen, déi logesch sinn, déi matenee ginn, datt mer hei probéiert hunn, op eng - an dat ass fir mech wesentlech - rationell Aart a Weis weiderzecommen, e Gebai dohinnerzestellen, wat en einfach Gebai ass vu senger Funktionalitéit hier, vun der Aart a Weis wéi mer bauen, vun de Materialien, déi mer gebrauchen, déi awer op dat Wesentlech oppasst, op d'Fonctionnement no bannen, op d'Architektur, esou wéi se ausgesäit, an op eng Rei wesentlech Prinzipië wat den Energieverbrauch ass, wou mer,

mengen ech, e Prinzip duerchgesat hunn, deen effikass ass an deen eis och laangfristeg eppes bréngt.

Also mat einfache Moyenen architektonesch eppes Wäertvolles kreéieren: Dat ass dat, wat mer hei fäerdeg bruecht hunn. Elo hoffen ech nach, datt mer nom Vote vun deem Projet och an der Realitéit schnell zur Ëmsetzung kommen an och esou schnell wéi méiglech d'Diere vun deem Projet hei kënnen opmaachen.

Ech soen lech alleguer Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5676 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hettogaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Weiler), Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Henri Grethen), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun der Sitzung. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.41 heures)

SÉANCE 41

Jeudi, 21 juin 2007

**Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président**

Ordre du jour

1. Communications
2. 5496 - Débat d'orientation sur la chasse
(Rapport de la Commission de l'Environnement - Débat - Motion - Vote)
3. Question avec débat N°16 de M. Félix Braz relative à l'accord-cadre «câble» - Passage à la télévision numérique pour le 31 janvier 2008
4. 5638 - Projet de loi portant approbation de l'Accord OTAN sur la communication, à des fins de défense, d'informations techniques, fait à Bruxelles, le 19 octobre 1970

5650 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le statut des Forces Armées Danoises, Grecques, Italiennes, Luxembourgeoises, Norvégiennes, Portugaises, Espagnoles et Turques lors d'un séjour temporaire en République fédérale d'Allemagne, ainsi que les Déclarations sur la juridiction pénale, signés à Bonn, le 29 avril 1998

(Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Lucien Lux et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

» M. le Président. - D'Sitzung ass op.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, a déposé au Greffe, en date du 20 juin 2007:

5737 - Projet de loi portant modification de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

2. Par lettre du 20 juin 2007 Madame Viviane Loschetter a informé le Président de la Chambre qu'elle désire interpellier le Gouvernement au sujet de la prostitution au Luxembourg.

Par lettre du même jour Monsieur Jean Huss l'a informé qu'il désire interpellier le Gouvernement au sujet de sa politique en matière de pollution de l'habitat et de qualité de l'air intérieur.

3. «Nous voulons que soit reconnue la nécessité d'un lieu, d'une assemblée, où les parlementaires nationaux seraient réunis pour discuter des questions de défense et de sécurité. Cela nous paraît indispensable.»

Avec cette déclaration lors de son discours d'ouverture, le 4 juin 2007, de la première partie de la 53^e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, le Président

de l'Assemblée, M. Jean-Pierre Masseret, a décrit l'objectif des initiatives que l'Assemblée veut voir se concrétiser dans le cadre du débat sur l'avenir de la Constitution européenne. Et de continuer: «Nous voulons faire reconnaître la nécessité d'un lieu inter-parlementaire consacrant ses travaux, sa recherche, ses débats aux questions de défense et de sécurité dans l'espace et aux frontières de l'Union européenne.»

Le Président a estimé que l'essentiel est de faire la démonstration d'un besoin, celui d'un contrôle démocratique qui, au-delà du Parlement européen, associerait les parlementaires nationaux et qu'il «paraît nécessaire d'avoir un cadre juridique de coopération renforcé, structuré, qui permette aux acteurs, ou aux États qui le souhaiteraient, d'aller plus loin dans le domaine de la défense».

Après ces mots, le Président a passé en revue les principaux thèmes à l'ordre du jour de la susdite première partie de la 53^e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale qui a eu lieu à Paris du 4 au 6 juin 2007. Le Luxembourg y a été représenté par le Président de la délégation, Monsieur le Député Marcel Glesener, Madame la Députée Lydie Err et Monsieur le Député Charles Goerens, Membres effectifs, ainsi que par Monsieur le Député Norbert Hauptert, Membre suppléant, les Députés Madame Anne Brasseur et Monsieur Jean Huss, Membres suppléants, s'étant excusés.

Les principaux thèmes figurant à l'ordre du jour de la susdite session ont été:

- les orientations futures de la PESD - conclusions de la conférence de Berlin - réponse au rapport annuel du Conseil;

- le suivi parlementaire des opérations extérieures;

- la sécurité dans le Grand Nord avec le discours de Madame Liv Monica Bargem Stubholt, Secrétaire d'État, Ministère des Affaires étrangères de Norvège;

- les groupements tactiques de l'UE - réponse au rapport annuel du Conseil;

- l'UE et la sécurité dans l'Europe du Sud-Est; avec l'exposé de Monsieur Tim Judah, Analyste spécialiste des Balkans à l'hebdomadaire britannique «The Economist»;

- les forces terrestres européennes dans les opérations extérieures: personnels et financement;

- stabilité et sécurité de l'Europe: l'enjeu de l'élargissement vu par l'opinion publique;

- les commissions et les procédures de recours dans les organisations coordonnées, notamment au sein de l'Union de l'Europe occidentale;

- le rôle des forces européennes dans les missions de l'OTAN en Afghanistan;

- l'Agence européenne de défense: deux ans après;

- le déploiement d'armements dans l'espace - deuxième partie, et

- la défense antimissile - une position commune aux Européens.

En outre, l'assistance a pu suivre au cours de la première séance de lundi:

- le discours de M. Georgi Pirinski, Président du Parlement bulgare;

- le discours de M. Christian Schmidt, Secrétaire d'État parlementaire, Ministère de la défense de l'Allemagne, représentant la présidence allemande de l'UE/UE;

- le discours de M. Teodor Meleşcanu, Ministre de la défense de la Roumanie et

- le discours de M. Manuel Lobo Antunes, Secrétaire d'État aux affaires européennes du Portugal, représentant la présidence entrante de l'UE/UE.

L'Assemblée a adopté lors des cinq séances de cette première partie de sa 53^e session une résolution et onze recommandations au Conseil.

4. Par lettre du 18 juin 2007 le secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre les documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 21 au 24 mai 2007:

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur la coopération dans le secteur de la pêche et la préservation des ressources marines vivantes en mer Baltique;

- résolution sur le thème «Enrayer la diminution de la biodiversité à l'horizon 2010 et au-delà»;

- résolution sur l'Europe mondialisée: aspects extérieurs de la compétitivité;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un deuxième protocole additionnel à l'accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis mexicains,

d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne;

- résolution sur l'impact et les conséquences des politiques structurelles sur la cohésion de l'Union européenne;

- résolution sur le rapport annuel du Conseil au Parlement européen sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la PESC, y compris leurs implications financières pour le budget général de l'Union européenne - 2005;

- résolution sur le thème «Promouvoir un travail décent pour tous»;

- résolution sur les récentes élections au Nigeria;

- résolution sur la communication intitulée «Mettre le savoir en pratique: une stratégie d'innovation élargie pour l'UE»;

- résolution sur la situation actuelle et les perspectives d'avenir au Cachemire;

- résolution sur l'Estonie;

- résolution sur le Soudan.

D'autre part, la déclaration écrite sur l'établissement d'une économie verte de l'hydrogène et d'une troisième révolution industrielle en Europe, sur la base d'un partenariat avec les régions et les villes engagées, les PME et les organisations de la société civile, a recueilli les signatures de la majorité des membres qui composent le Parlement.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn haut de Mëtteg um Ordre du jour d'Orientierungsdebat iwwert d'Juegd. Dës Debatt geet zréck op eng Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Gira, d'Madame Stein, den Här Goerens, déi Hären Negri, Mehlen a Jaerling.

Mir fänken d'Debatt u mam Bericht vum Rapporteur, dem honorabelen Här Romain Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

2. 5496 - Débat d'orientation sur la chasse

Rapport de la Commission de l'Environnement

»»» **M. Romain Schneider** (LSAP), rapporteur.- Här President, keng Angscht, datt ech elo dee ganze Volume hei virlesen. Ech probéieren e kleng Résumé ze maachen, mä ech wollt, ier et lassgeet, Dir Dammen an Dir Hären, nach eng Kéier weisen, wat fir eng voluminéis Aarbecht an deene leschte véier Joer hei gemaach ginn ass. An d'Chamber huet sech och erlaabt, all dës Piëcen ze bannen an eis herno auszedeelen. Ech leeën deen Dossier dann eng Kéier hei nidder, fir nëmmen de Volumen dovun ze weisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut de Mëtteg féiere mer also den Débat d'orientation iwwert d'Juegd hei zu Lëtzebuerg, deen an deene leschte Jore minutéis geplangt gouf.

An, Här President, Dir gesitt, wéi ech elo gewisen hunn, de voluminéis Dossier, wou all Deputéierten och d'Annexen zu mengem schrëftleche Rapport ka fannen. Iwwer honnerte vu Säite Pabeier sinn an dëser Mapp a beleen nëmmen zum Deel den Opwand, deen an dësem Dossier gemaach gouf. Vun 2003 bis haut, dat heescht also während véier Joer, gouf iwwert d'Thema Juegd hei zu Lëtzebuerg debattéiert a studéiert.

Erlaabt mer als Éischt, de Kommissiounsmemberen, déi aktiv un dësem Débat deelgeholl hunn, ze félicitéieren fir hir effikass Aarbecht, awer och net ze vergiessen, de Mataarbechter aus der Chamber, déi eng grouss a laangootmeg Aarbecht realiséiert hunn, souwéi de Responsabelen aus dem Ministère souwéi vun der Forstverwaltung hei Merci ze soen.

25 Kommissiounssitzunge säit Hierscht 2003; een internationale Verglach mat anere Länner, deen intern an der Chamber gemaach gouf; Froebéi mat 17 kloer definéierte Froen iwwert d'Juegd, déi un 20 Organisatiounen verschéckt an agesammelt goufen; national an international Experten, déi Stellung zu deenen eenzelnen Theme geholl hunn; en öffentlechen Hearing mat Vertrieeder vun deene verschiddenen Interessengruppen; en Austausch mat der Agrarkommissioun aus dem Benelux-Parlament beweisen, wéi intensiv an demokratiegerecht dësen Débat d'orientation virbereet gouf.

Här President, erlaabt mer op dëser Plaz net als Rapporteur, mä als Deputéierten d'Wich-

tegkeet vun dëse véier Joer laange Virberedungen ze ënnersträchen, awer och dorobber hinzeweisen, datt et aner op d'mannst esou wichteg Themen a Problemer an eiser Gesellschaft gëtt wéi eist Thema vun de Mëtteg, an ech zum Schluss dee personellen a materiellen Opwand, dee bedriwwen gouf ëm d'Juegd, ëmmer méi schlecht a Relatioun zu der Zäit, déi mer eis hei huele fir aner wichteg Problemer an eise Land wéi Schoul, wéi Logement a wéi Chômage, gesinn hunn. An et ass gutt gewiescht, datt mer eis den 21. Juni als Deadline ginn haten, fir dës Phas vun Débat d'orientation ofzeschléissen, soss hätte mer nach Jore kënnen weiderdiskutieren. Och dat soll emol eng Kéier op dëser Plaz hei gesot ginn.

»»» **Plusieurs voix.** - Très bien!

»»» **M. Romain Schneider** (LSAP), rapporteur.- Dir Dammen an Dir Hären, zréck zum eigentleche Rapport, fir dee wéi gesot eng héich Viraarbecht geleescht gouf. Ech probéieren, e kuerze Raffter duerch d'Aarbecht ze maachen.

No éischten Échanges de vue an der vir-egter Legislaturperiod innerhalb der Agrar- an Ëmweltkommissioun gouf een éischten Entwurf vu Froebéi opgestallt. Dëse gouf an der heiteger Legislaturperiod vun der Ëmweltkommissioun ënner hirem President Roger Negri komplettéiert an duerno un 20 betreffen Organisatiounen verschéckt. Nodeem d'Äntwerte vun dësen Organisatiounen erakomm waren, hunn d'Memberen vun der Ëmweltkommissioun dës Äntwerten op dës Froen analyséiert a relativ schnell d'Knackpunkter festgehale.

D'Reform vum Juegdgesetz, d'Relatioun tëscht Juegd an Naturschutz, ekologesche System an Déséquilibre, d'Fidderung, d'Juegdsyndikater, d'Juegdmethoden, d'Juegdzäiten, d'Animaux nuisibles, d'Espaces chassables, d'Aussetze vun net einheimischem Wëld waren d'Schwéierpunkten, déi festgehale goufen.

Ech erlabe mer elo op déi eenzel Punkten, déi als Prioritéit 1 agestuift goufen, méi ausféierlech anzegoen.

Déi gréisst Diskussiounen an Ausféierungen an der Kommissioun hunn ëm d'Fidderung gedréint. Gewosst, datt et de Moment eng lwwerbevölkerung u Wëld gëtt, an dat virun allem beim Schwaarzwëld, spréich dem Wëldschwäin, huet d'Kommissioun sech missen eng kloer Iddi iwwert den Impakt vun dëser Fidderung maachen. An dësem Kontext huet eng Expertegrupp vum Musée d'histoire naturelle der Ëmweltkommissioun e Pabeier zur Verfügung gestallt iwwer hir Position zu der Fidderung, komplettéiert mat Avisen an Erhiewunge vun aneren Experten.

Dëse Pabeier huet och Referenz gemaach op eng dräijährig Etüd vun der Madame Cellina, déi si am Kader vun hirem Doktorat gemaach hat. Dobäi koom eraus, datt vun 1.200 Schwéngsbäich 40% Zousatzfidderung enthalen hunn. D'Konklusioun war also, sämtlech Forme vu Fidderung ze verbidden, ausgenommen fir d'Wëld am Fall vun enger Epizootie ze impfen.

Op där anerer Säit fanne mer d'Aussoe vun der Federatioun vun de Jeeër, déi jo och ouni Awand d'accord sinn, an Zukunft d'Fidderung ze verbidden, an allerdéngs drop halen, datt déi sogenannte Kirrung misst bäibehale ginn. Si stäipe sech hei op eng Position vum Professor Klaus Pohlmeier, deen dësen Nourissage befürwortet a kloer definéiert Fall a Situatiounen.

Aner Avisé ginn diskutéiert an ugehéiert: dee vum Professor Walter Arnold, deen deen Agrainage net als positiivt Element bewäert, oder dee vum Professor Hannes Geisser, deen d'Praktik als diskutabel ugesäit. D'Forstverwaltung verweist op d'Schwieregkeet, den Agrainage ze kontrolléieren. D'Ëmweltkommissioun féint hei keng eenheetlech Meenung a schlussendlech gëtt e Kompromëss proposéiert, dee mer an de Konklusiounen, op déi ech spéider aginn, wäerten erëmfannen.

Zweet Thema war de Respekt vun der Propriétéit. Ganz vill gouf hei engersäits den Arrêt Chassagnou debattéiert, dee kloer op Lëtzebuergesch seet, datt net all Propriétéit muss an de Syndicat de chasse kommen, dat heescht Juegd hei ausgeübt ginn.

Deem géigeniwwer steet d'Urteil vun der Cour Institutionnelle aus Däitschland, déi kompatibel deklaréiert de Prinzip vun den Associations forcées.

No dësen Erkenntnisser an no dem Bréif vum Ombudsmann, deen erëm an déi aner Richtung goug, huet d'Kommissioun d'Proposition vun der Regierung akzeptéiert, een Avis iwwert dës Fro ofzewearden.

Deen Avis juridique, deen ugefrot gouf vum Ministère aus a wou d'Kommissioun gesot

huet, si géif den Avis juridique elo ofwaarden, gouf den 8. Juni de Memberen vun der Kommissioun zougestallt. Opgrond vun dësem Avis huet de Rapporteur eng Synthese probéiert ze maachen, déi mat enger Géigestëmm an der Chamberskommissioun akzeptéiert gouf. Och hei verweisen ech op d'Konklusiounen am Schluss vu mengem Rapport.

Derniewent gouf och iwwert d'Syndikatsgesetz diskutéiert an decidéiert, dëst ze reforméieren. Virun allem sollen all d'Propriétaires Matsproocherecht an dëse Syndikater kréien an hei virun allem d'Gemengen. Och soll d'Besetzung vun der Commission cynégétique iwwerducht ginn, fir och hei alle Partner e Matsproocherecht ze garantéieren.

Thema Nummer dräi waren d'Juegdformen. Als Basis muss een hei gesinn, datt de Moment de Wëldbestand ganz héich ass an doduerch och vill Wëldschued an de Bëscher a bei de Baueren entsteet. Duerfir gëtt weider d'Klappjuegd als déi bescht Method, fir massiv Wëld ze schéissen an esou mann wéi méiglech Wëld ze dérangéieren, festgehale.

Gewosst ass, datt 75% vum Wëld op Klappjuegd geschoss gëtt. An deem Kontext hu mer och kloer definéiert den Asaz an d'Ausbildung vun de Juegdhënn. Derniewent ass och unanime an d'Richtung diskutéiert ginn, fir an Zukunft d'Klappjuegd nach besser ofzesécheren. D'Sécherheet soll verbessert ginn duerch eng kloer Ausweisung souwéi eng besser Informatioun am Virfeld vun de Bierger.

Thema Nummer véier war de Fuuss respektiv d'Ofschësse vum Fuuss. De Fuussbestand ass an deene leschte Jore gewalleg an d'Luucht gaangen. Derniewent entwéckelt sech dëst op den éischte Bléck léift an unhängelecht Déier ëmmer méi vum Land an d'Stied eran. Dee sougenannte Stadfuuss gëtt ëmmer méi an der Proximitéit vun den Haiser gesinn. Duerch d'Optauche vun neie Fäll vum lwwerdroe vum Bandwuerm vum Fuuss op de Mënsch gëtt dëst Phenomeen ëmmer méi heikel. Net ze verleege ass, datt mer Ekstremeren vun dësen Déieren op Spillplazen a Sandkëschten erëmfannen. D'Experte goufe gehéiert.

D'Fro ass: Bréngt et eng Reduktioun vum Fuussbestand, wa méi geschoss gëtt, oder ass de Contraire do de Fall? D'Meenungen an d'Schlussfolgerunge waren tendenziell éischter a Richtung vum Net-méi-Bejoe vum Fuuss. D'Kommissioun proposéiert, datt de Minister all Joer beim Opstelle vun der Lëscht vun de bejoberen Déieren dës Facteuren nach méi no ënnersicht an a Considéatioun ze huelen huet.

Een anere vill diskutéierte Punkt war d'Aussetze vun net einheimischen Déieren. D'Meenung war eestëmmeg, datt dëst net méi dierf geschéien. D'Beispill vun de Mouflons muss ofschreckend genuch sinn, wann een héiert, wéi aarmséileg dës net einheimesch Déierenart hei zu Lëtzebuerg muss dohievegetéieren.

Déi Leit, déi dës Dote viru Jore gemaach hunn, mussen endlech zur Rechenschaft gezu ginn. De Minister muss hei eng Handhab kréien, deem entgéintzewierken, opgrond och vun de Remarque vum Conseil d'État beim Projet de loi 5452 iwwert d'Chasse administrative, wou d'Regierung opgefuerdert gëtt, dëse Volet mat an en neit Gesetz vun der Juegd ze integréieren. Dëst ass d'Opfuerderung vun der Ëmweltkommissioun, déi awer drop pocht, dëst dann och esou schnell wéi méiglech ze maachen, fir dësem Trauerspill kënnen en Enn ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, opgrond vun all deene Problempunkte goufe punktuell Leit an Organisatiounen gehéiert respektiv Rapporten ugefrot. Fir deene betreffenen Organisatiounen nach méi Gewicht ze ginn an nach méi Méiglechkeet, sech net nëmme schrëftlech, mä och mëndlech zu deene Punkten ze äusseren, gouf en Hearing an der Chamber de 26. März dëst Joer organiséiert. 36 Organisatiounen ware present. An allen Unkeruffen zum Trotz war et eng Stärstonn vu partizipativer Demokratie, déi hei an dësem Sall gemaach gouf.

Jiddferree konnt fräi an offe seng Meenung zum Thema soen. Vun dëser Säit mä Merci un all d'Participanten un dësem Hearing, fir d'Disziplin an d'Fairness, déi dësen Dag gewise goufen. Mir konnten an der Praxis erliewen, datt et méiglech ass, sech op enger Plaz ze treffen an ënnerschiddlech Meenungen ze diskutéieren, ouni direkt mat de Messeren openee lasszegoen.

D'Informatiounen aus dësem Hearing goufen dann a weidere Kommissiounssitzungen debattéiert an et gouf uge-

faangen e Schlussrapport ze preparéieren. Parallell huet opgrond vun engem offene Bréif vum Ombudsmann den Ëmweltminister en Avis juridique iwwert d'Propriétéitsverhältnissen maache gelooss, wéi ech scho virus zitéiert hat.

No all dësen Débat an no all dësen Austäusch mat net an alle Punkten eenheetleche Meenungen war et net esou evident fir de Rapporteur, Konklusiounen ze zéien. De Rapporteur huet probéiert, esou neutral wéi méiglech un dës Aarbecht erunzegoen a betount hei nach eng Kéier op dëser Plaz, och wann hie schonn déi verréckteste Courrièr zu dësem Sujet krut, datt hie weder Member vun den Interessengruppen vun de Juegdgëigner nach vun deene vun de Jeeër ass an dësen Débat also ganz neutral gesäit a probéiert huet, dat och esou ze behandelen.

Datt net jiddferree déiselwech Meenung zu deenen eenzelne Sujeten hat, huet een dach schnell gesinn, an et gouf och relativ schnell kloer, datt an eenzelne Problempunkte kee Konsens ze fanne war.

Ech mengen awer, et misst een dem Rapporteur d'Recht ginn, seng Konklusiounen ze zéien, Konklusiounen, déi iwwregens - wéi ech schonn ugedeit hunn - just mat enger Géigestëmm adoptéiert goufen. Konklusiounen, déi bei ënnerschiddleche Meenungen net jiddferengem gefalen, vun deenen de Rapporteur awer der Meenung war, datt eng Majoritéit vu Kommissiounsmemberen dohannert stéing.

Wat sinn also dann elo dës Konklusiounen, déi d'Plattform jo solle sinn, fir de Minister an d'Lag ze setzen, iwwer en neit Juegdgesetz nozedenken an en neit Juegdgesetz auszuschaffen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, opgrond vun all deenen Donnéeën huet d'Kommissioun mat enger Géigestëmm wéi gesot folgend Konklusiounen aus der véier Joer laanger Aarbecht gezunn. An och wann am Virfeld behaupt gouf, dës Konklusiounen géifen näischt um ablécklechen Zoustand an der Situatioun änneren, esou wëll ech an zwielef Punkte probéieren, lech de Géigendeel ze erläutere an déi eenzel Konklusiounspunkten opzielen.

Éischstens: Et gëtt kloer gesot, datt d'Juegdgesetz moderniséiert muss ginn, datt déi verschidden Dispositiounen an e kohärenten Text verfaasst solle ginn. Dat heescht, den Ëmweltminister gëtt beoptraagt, en neie Projet de loi iwwer en neit Juegdgesetz ze deponéieren.

Zweetens: D'Kommissioun war sech fréi schonn eeneg, datt d'Juegd hei zu Lëtzebuerg net a Fro gestallt ass. D'Juegd ass noutwendeg, fir dozou bäizeroen, d'Biodiversitéit ze erhalen an den Équilibre écologique hierzustellen. Dat éischt Zil vun der Juegd ass also den Erhalt an de Schutz vun der Natur. Duerfir war d'Chamberskommissioun och majoritär der Meenung, d'Juegd als Intérêt général ze deklaréieren.

Drëtens: Wat déi verschidde Forme vu Juegd betrëfft, gouf kloer festgehale, datt d'Klappjuegd muss bestoe bleiwen. Dat fir der lwwerbevölkerung vu Wëld a virun allem dem Schwaarzwëld a relativ kuerzer Zäit massiv entgéintzegoen.

An deem Kontext muss d'Gesetz awer kloer adäquat Sécherheitsmoossnamen an - norme virschreiwen, wann eng Klappjuegd stattfënt, fir de Bierger mat Zäit drop hinzeweisen.

Niewent der Klappjuegd soll d'Juegd à l'approche ou à l'affût - eng Juegd, déi méi e selektive Schoss zouléist - stattfannen. Allerdéngs sollt si kuerz an an Intervallé stattfannen. Datselwech géillt fir d'Juegdzäiten, déi dës Kritären och sollten entsprechen.

Véiertens: D'Falestelle muss verbuede bleiwen. Nëmmen an Ausnahmefäll, bei Gefährdung vun der Santé publique oder der Protection de la nature soll si autoriséiert ginn an duerch agréiert Falesteller ausgeübt ginn. Och sollt d'Erschësse vun Hausdéiere verbuede ginn.

Fënneftens: Et solle Mesuren ergraff ginn, fir d'Zesummeliwen zwësche Jeeër a Persounen, déi sief et sportlech oder récréativ am Bësch zirkuléieren, ze verbesseren.

D'Opstelle vun engem Code de bonne conduite gëtt hei virgeschloen.

Sechstens: Wat d'Fidderung betrëfft, deem Volet, deen an der Kommissioun bei den Experten an am Hearing am längsten an am heftegsten diskutéiert gouf, gëtt de Minister opgefuerdert, d'Fidderung, dat heescht all zousätzlech Nahrung fir Wëld an de Bësch ze féieren, ze verbidden.

Ausnahm soll déi sougenannt Kurrung sinn, déi a kleng Quantitéite vum Minister strictement reglementéiert gëtt.

Siwentens: Wat d'Ausübung vun der Juegd an d'Problematik vun dem Propriétéitsverhältnis ubelaangt, verweist d'Majoritéit vun der Kommissioun op den Avis juridique, dee vum Ëmweltminister ugefrot gouf a kloer Pisten opzeechent.

Aachtens: De Minister gëtt och opgefuerdert, am neie Gesetz d'Méiglechkeet vun der Chasse administrative ze verankeren an d'Juegd ze ordonnéieren dann an do, wou se noutwendeg ass.

Dëst huet iwwerregens och wéi gesot de Statsrot a sengem Avis zum Gesetzesprojekt 5452 esou geschriwwen a kloer bemierkt, dass de Projet de loi iwwert d'Chasse administrative sollt am neie Gesetz mat geregelt ginn.

Néngtens: D'Kommissioun war wéi gesot och der Meinung, dass d'Juegdsyndikater misste reforméiert ginn an datt all d'Propriétaires a speziell d'Gemeinde missten e Stëmrecht kréien.

Zéngtens: D'Chamberskommissioun hält beim bejobare Wëld fest, dass dëst weider all Joer soll duerch Règlement grand-ducal festgehale ginn. Dëst géillt och fir de Fuuss, wou regelméisseg déi ekologesch a sanitär Problemer musse gekuckt ginn, ier d'Lescht festgehale gëtt.

Eeleftens: Am 21. Jorhonnert si mer der Meinung, dass d'Zäit vun den Animaux nuisibles eriwuer ass a mer dës Notioun am Gesetz sollen abrogéieren. An ech iwwer dreien elo hei e bëssen, wann ech net vum Marder schwätzen, mä vum Wollef: D'Zäit vun de Wëllef an eisem Land ass eriwuer, heiansdo gëtt nach vum Donkelsler Wollef geschwat.

(Hilarité)

Zwieleffens: D'Aussetze vu bejobarem Wëld soll och verbuede ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir héiert also, dass et net stëmmt, wann ee seet, et géif näischt changéieren. Et gëtt dem Minister villes proposéiert ze änneren oder ze iwwerdenken. Mir waarde gespaant op dem Minister säi Projet de loi, deen hie fir d'éischt Trimester 2008 ugekënnegt huet.

Domat steet jo och fest, Dir Dammen an Dir Hären, dass dës parlamentaresch Aarbecht iwwert d'Juegd net ofgeschloss ass. Eng éischt Etapp gëtt de Mëtteg mam Débat d'orientation ofgeschloss. De Projet de loi an d'Diskussiounen an d'Avisen an deem Kontext wäerte jiddferengem op dëser Plaz an op anere Plazen d'Geleechenheet ginn, säi parlamentaresche Bäitrag nach eng Kéier ze ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Schneider. Dann huet den éischten ageschriwwene Riedner d'Wuert. Dat ass den honorablen Här Camille Gira.

Débat

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sécher ass d'Juegd net dee gréisste Problem, deen d'Politik de Moment zu Lëtzebuerg ze léisen huet. Ech deelen do d'Meenung vum Rapporteur. An awer ass et en Thema, wat vill Leit beweegt a fir vill Opreegung am Land suert. En Thema, wat mat ganz vill Emotiounen vun alle Säiten diskutéiert gëtt. Ech kommen herno dorop zrëck.

D'Chamber hätt kënnen duerch dësen Débat d'orientation weisen, dass si amstand ass, och bei emotiounsgeluedenen Theme Léisungen op eng transparent, demokratesch a sachlech Aart a Weis erbäi-zeféieren. Dat war och bal gelongen. Déi viregt Majoritéit war bereet, d'Thema ze

diskutéieren, obwuel den Débat d'orientation vun der Opposition - also vun eiser Fraktioun - ugefrot gi war. Déi heiteg Majoritéit war no de Wahlen 2004 bereet, dës Debatt weiderzeféieren; e Phenomeen, dee scho relativ aussergewöhnlech ass. An der Kommissioun hu mer e gemeinsame Froebou ausgeschafft, dee vum Greffe un d'Organisation verschéckt ginn ass. Vun der Chamber ass e juristescht Gutachte virgeluecht ginn; och dat, mengen ech, eng exemplaresch Aarbecht.

En Hearing huet stattfonnt, deen op eng virbildlech Aart a Weis ofgelaf ass. Dozou huet sécherlech och de sachlechen a wëssenschaftlechen Input vu Lëtzebuergeschen an auslänneschen Experte bäigedroen, mä awer och d'Fingerspëtzegefill vum President vun der Ëmweltkommissioun a vum Rapporteur, deenen ech och wéilt op dëser Plaz dofir Merci soen, och fir hir Gedold, dës Debatten iwwer dräi Joer laang ze féieren.

Duerno hu mer eng kontroverséiert awer sachlech Debatt, hunn ech fonnt, an der Kommissioun gefouert. A bis viru 14 Deeg huet et ausgesi wéi wann déi ganz Démarche och op eng exemplaresch Aart a Weis kéint ofgeschloss ginn. Mir waren eis eens, dass en neit Gesetz soll ausgeschafft ginn, obwuel dat net am Regierungsprogramm virgesinn ass. Eppes wat och an dëser Chamber net dacks de Fall ass, dass mir et fäerdeg bréngen, eng Regierung dozou ze bréngen, e Gesetz an engem Domän ze schreien, wou dat eigentlech am Regierungs- oder Koalitionsprogramm net virgesinn ass. An emstriddene Punkten - do deelen ech ebe grad net d'Meenung vum Rapporteur, zum Beispill d'Fidderung - ware mer eigentlech net méi ganz wäit vun engem Konsens ewech.

Mä, jo mä, Här President, dunn ass leider an enger Nacht- und Nebelaktion fënnef vir zwielef en Deel - an ech betounen en Deel - vun där gudder Aarbecht torpedéiert ginn. An der Schlussversion vum Rapport sinn an e puer wichtige Punkte Konklusiounen opgetaucht, déi esou an der Kommissioun ni diskutéiert gi waren. An d'Konklusiounen vun engem Gutachte vun der Regierung, wou mer woussten, dass déi nach géifen ausstoen, sinn einfach esou, Här President, am Rapport iwwerholl ginn, ouni dass mer awer och nëmmen eng Sekonn - awer wierklech nëmmen eng Sekonn! - an der Kommissioun driwwer geschwat hunn.

Dëschdes mëttes ass de Rapport verschéckt ginn. Mëttochs moies ass en einfach esou ouni Diskussioun vun der Majoritéit duerchgeboxt ginn, obwuel mer gutt Zäit gehat hätten, nach zwou, dräi Sitzungen driwwer ze schwätzen, nach virum Summer déi Debatt ofzeschléissen. Ech hunn net dat Gefill, wéi wa mer dëst Joer an där üblecher Situatioun wieren, dass mer déi lescht 14 Deeg hei vu moies bis owes géifen tagen. Ech war selwer an der leschter Conférence des Présidents an hu confirméiert kritt, dass mer souguer Krämpes hunn, den Ordre du jour voll ze kréien.

Et wier also gutt Zäit gewiescht, Här President, nach eng oder zwou Sitzungen hannendrun ze hanken. Dann hätt een dat proper kënnen ofschléissen. Neen, de Contraire ass souguer gemaach ginn. Eng Sitzung, déi fir de leschte Méindeg scho fest ugesot gi war, ass kuerzerhand ofgebrach ginn. Obwuel ech insistéiert hunn, mir misste jo awer vläicht emol iwwert dem Här Rodesch säin Avis schwätzen, an obwuel ech insistéiert hunn, mir sollten awer och vläicht dem Här Fischbach säin Avis zur Hand huelen, deen nun eemol zu ganz anere Konklusiounen kënn wéi den Här Rodesch. An et kann ee jo awer dem Här Fischbach an deem doten Dossier, wou hie selwer eng Rei Jore Richter zu Stroossbuerg war, net eng gewësse Kompetenz ofschwätzen. Mä neen, do war näischt méi ze wellen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei bleift e batteren Nogeschmaach, e battere Bäigeschmaach. Op eemol sinn Décisiounen net méi an aller Transparenz, mä hannert de Kulisse geholl ginn. Op eemol hunn net méi sachlech Argumenter, mä just nach politesch Majoritéite gezielt. Hei bleift en ellene Bäigeschmaach, och well den Avis vun der Regierung vun engem Member vum Statsrot geschriwwen ginn ass. Ech zweifelen net d'Integritéit vun dësem Member un, mä wann ech esou Saache gesinn an héieren, da fillen ech mech op jidde Fall a Vir-Procolaszäiten zrëckversat.

Et gëtt a mengen Aen nëmmen eng Erklärung fir dës ondemokratesch Virgehensweis: De Juegdunhänger feelt et un Argumenter! Well wann ee gutt Argumenter huet, kann ee mat offemem Viséier diskutéieren. A wann ee gutt Argumenter huet, da brauch ee seng Muecht net spillen ze loossen. Mat

dëser Virgehensweis vun der Majoritéit ass d'Chance verpasst ginn, d'Emotiounen aus dësem Dossier ee fir allemol erauszehuelen. A wéi Recht dass ech domat hunn, weisen déi éischt Reaktiounen op de Rapport.

Där Emotiounen, Här President, si vill an dësem Dossier, well vill Symbolik an dësem Dossier stécht. Do misst een elo ganz wäit an d'Geschicht vun der Mënscheit zrëckgoen, fir dat alles ze erklären. Ech hunn éischters keng Zäit dofir. Ech wëll lech dat och erspueren. Mä et ass ganz spannend, wann ee sech bis an dat Thema e bëssen eraschafft, wann ee mierkt, wat do alles mat drunhänkt. Et ass ganz kloer: Et geet hei em Muecht a Géigemuecht. Et geet em Aarm a Räch; oder soll ech soen Neiräch? Et geet em d'Verhältnis vun Duerf a Stad. Et geet em Urinstinkter an Zivilisatioun. Et geet em Machogehabe an Toleranz.

(Interruption)

Här President, wann d'Juegd zënter Joren awer net aus de Schlagzeilen erauskënnt, da virun allem aus dräi Ursachen:

Éischters: D'Jeeër ginn hirer Aufgab net méi gerecht. Dat weist virun allem d'Evolution vum Wëldschued. Dat weisen Aussoe vu Responsabele vun der Forstverwaltung, déi soen, dass et op ville Plazen hei am Land net méi méiglech ass, eng Naturverjüngung an engem Bësch fäerdeg ze bréngen. Dat huet déi ganz Problematik Schwéngspscht gewisen.

Mä net nëmmen, dass d'Jeeër de Problem vun den héije Wëldbestänn net geléist kréien, neen, si sinn de Problem! Dat hu mer spëtstens erfuer, wéi mer d'Etüd vun der Madame Cellina op den Dësch kritt hunn, wou erauskomm ass, dass 40% vum Moinhalt vun de Wëldschwäin aus bäigefiddertem Mais géif bestoen. Dat gi mer awer och gewuer - an ech kommen drop zrëck -, wann ee gesäit, wéi vun der Jeeërfederatioun an hiren offizielle Publikatiounen d'Leit ganz geziilt instruéiert ginn, wéi se solle schéissen, fir dass se an enger Rei Joren e Maximum vun Déieren an hirem Revéier sollten hunn.

Zweet Ursach, dass d'Juegd net aus de Schluechtzeilen... - Pardon - Schlagzeilen erauskënnt...

» **Une voix.** - Schluechtzeilen!

(Interruption)

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Dat war e freudsche Lapsus, jo.

D'Jeeër an d'Juegd hu sech geännert. Fréier sinn d'Leit aus der Géigend selwer, d'Bauern aus den Dierfer op d'Juegd gaangen, déi de Bestand niddreg gehalen hunn. Si hate jo selwer Intérêt drun, dass de Schued soll kleng bleiwen. An et sinn och keng schrecklech héich Zomme bezuelt ginn.

(Interruption)

Dat kënnt nach derbäi. Jo.

Haut gi ganz oft Leit aus der Stad, déi kee Lien mam Duerf hunn, op d'Juegd. Esou wéi déi eng Golf spille ginn, ginn déi aner eben op d'Juegd. En Hobby wéi en anert. Si sinn och bereet, ganz vill Geld dofir ze bezuelen.

» **Une voix.** - Déi kascht och méi wéi Golf.

(Hilarité)

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Dat ginn ech gären zou.

Ech wëll och op dëser Plaz ganz kloer soen, dass ech d'Jeeër net all an een Dëppe geheie wëll. Gradsou daitlech wëll ech awer och soen, dass et awer net nëmmen em e puer schwaarz Schof geet. Dat weisen déi Etüden iwwert d'Fidderer, déi ech elo grad ugeschwat hunn. Dat weisen awer och d'Artikelen aus der offizieller Jeeërzeitung. A wann een all déi illegal Aussetzunge gesäit, da muss ee sech awer froen, ob déi wäiss Schof am Här Bourg sengem Veräin net méi rar sinn, wéi déi schwaarz.

Wann de fréiere President vun der Jeeërfederatioun an enger offizieller Ried op engem Jeeërkongress vun Schéissen op en onbequeme Statsbeamten opriff, och wann et sech nëmmen em e virtuell Schéissen handelt, da muss ee sech awer definitiv froen, mat wéi enger Zort Leit een et hei ze dinn huet.

Mä net nëmmen d'Jeeër hu geännert; d'Juegd selwer ass och anescht ginn. Mir hate fréier ganz vill Nidderwëld, wann een déi Strecke kuckt, déi nach nom Krich geschoss si ginn, dat war jo ganz anescht wéi haut. Haut sinn där Zort Wëld bal keng méi do. Doru si sécher net d'Jeeër schold. Ech mengen, doru si mir alleguerte schold, doduerch, dass mer bäigedroen hunn zum Verschwanne vun där Zort Déieren hire Liewensraum.

Mä et ass awer eppes ganz kloer: E Jeeër schéisst ebe gären. Et mécht jo keen e Juegdschäin fir e ganz Joer net ze schéissen. A wann nun eemol keen Nidderwëld méi do ass, da gëtt es eben ausgesat an da gëtt d'Rout - an d'Schwaarzwëld esou laang gefiddert, bis mer erëm ënnert dem Stréch op darselwechter Stéckzuel vun Ofschëss sinn. Wann een déi eenzel Strecken iwwereneeleet, dann ass dat genau dat, wat an deene leschten 30, 40 Joer geschitt ass.

Derniewent ass et awer och esou, dass mer an Tëschenzäit Konkurrenz am Bësch kritt hunn. Wann d'Zuel vun den Jogger, de Reider, de Mountainbiker méi grouss gëtt, dann ass et logesch, dass et am Bësch tëschent deene Kategorien an de Jeeër zu Konflikter kënn.

Drëtt Ursach, dass méi iwwert d'Juegd diskutéiert gëtt, ass, dass Mënscherechter, Ëmwelt an Déiereschutz haut e ganz anere Stellwäert an eiser Gesellschaft hunn, wéi nach vläicht virun 30, 40 Joer. Fir vill Diskussiounen huet jo en Uerteel vun der Cour administrative gesuert. Et huet Leit Recht ginn, déi aus prinzipiellen Iwwerleeungen oder ethesche Bedenke keng Fräizäitjuegd op hirem Terrain wëllen toleréieren.

Déi Gréng hu vun Ufank un dës Démarche ënnerstëtzt. Net well mir onbedéngt esou fervent Unhänger vum Droit de propriété sinn, mä well d'Mënscherechter net wéinst Leit, déi engem Hobby noginn, kënnen mat Féiss getruede ginn.

An eise Breedegrade leide mer jo glécklecherweis keen Honger méi, esou dass mer op d'Fleesch aus der Natur, wann et misst sinn, net méi ugewise sinn; an duerfir musse Ëmwelt - an Déiereschutz an eisen Iwwerleeunge ganz uewe stoen. Mir hunn déi Rechter jo och net aus Dommheet viru kuerzem an d'Verfassung geholl. Dann heescht et och elo an eisen Ae se an der Praxis ëmzesetzen, do wou et géillt. An ech mengen am Kontext Juegd kann een da weisen, wéi escht dass een déi Rechter an der Verfassung hält.

Här President, fir déi Gréng huet d'Juegd am 21. Jorhonnert nach just folgend Daseinsberechtigung: Éischters reguléierend do anzegräifen, wou de Mënsch - an ech betounen „de Mënsch“ - déi natierlech Beutegräifer ausgerott huet oder soss duerch eis Schold den natierlechen Equiliber gestéiert ginn ass. Awer just wann de Mënsch den Equiliber gestéiert huet. Fir de Rescht brauch d'Natur eis net. Si ass Milliounen Jore ganz gutt ouni de Mënsch eens ginn. Ech kenne kee Fall vun enger Zort Déieren, déi duerch de Beutegräifer oder duerch eng aner Zort Déieren ausgerott gi wär. Dat kennt d'Natur net. Wa mir d'Fangeren aus dem Spill loossen, ëmsou einfacher huet d'Natur et, den Equiliber oprechtzeerhalen.

Zweet Ursach, wou mir och nach eng Begrënnung gesinn, dat ass effektiv zur Seuchen- oder Krankheitsverhënnerung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een déi zwou Aufgaben haut misst nei organiséieren, wa mer bei null géifen ufänken, da géif een dat sécherlech net méi an d'Hänn vun Hobbyjeeër ginn. An duerfir hunn déi Gréng och Versteedsdemech fir Fuerderung vun enger BOF - Bewegung fir d'Ofschafe vun der Fräizäitjuegd -, déi generell déi do Form vu Juegd a Fro stellt.

Elo weess een awer, dass éischters d'Hobbyjuegd historesch gewuess ass an och sécherlech hir Mériten huet an och souwisou net vun haut op muer ofzeschaffen ass. Duerfir sinn déi Gréng der Meinung, dass een de Moment bei der Hobbyjuegd ka bleiwen.

(Interruption)

Déi Gréng soen awer gradsou kloer - loosst mech ausschwätzen, Här Scheuer! -, dat neit Juegdgesetz ass déi lescht Chance fir d'Hobbyjeeër. Wa si an deenen nächste Joren de Beweis net erbréngen, dass si déi vun hinne selwer geschafte Problemer léise kënnen, wa si déi vill schwaarz Schof, déi sech emol net u bestehend Gesetzer halen, net ënner Kontroll kréien, da wäerten och déi Gréng d'Legitimitéit vun der Hobbyjuegd definitiv a Fro stellen.

En neit Juegdgesetz dierf sech duerfir och net op e puer kosmetesch Verbesserunge beschränken, mä muss e ganz kloer Kader setzen, wat d'Juegd am 21. Jorhonnert nach kann an dierf sinn. Dat Gesetz muss kloer Ziler festsetzen, déi deenen ugeschwatene Kritäre vu Mënscherechter, Naturschutz an Déiereschutz musse gerecht ginn. An nëmmen, Här President, dese Kritären!

Wann zum Duerchsetze vun dësen Ziler den Intérêt général gebraucht gëtt, da muss en am Gesetz kloer definéiert ginn an da muss

d'Veitendegung vum Intérêt général an den Hänn vun der Regierung, dem Ëmweltminister an der Forstverwaltung bleiwen.

Wann den Avis vum Maître Rodesch éiren eng éischt Ouvertür vun dëser Regierung ass, den Intérêt général an d'Hänn vun den Hobbyjeeër ze leeën, da soen ech lech haut an hei, Här President: Géint esou e Bestriewen, wat en onerhéierte Prezedenzfall wier, wäerten déi Gréng sech mat Hänn a mat Féiss wieren! A gleeft mer, an deem Match sti mer sécherlech net eleng do.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Virstellung vum engem neie Juegdgesetz sinn näischt weider wéi eng logesch Suite aus deem, wat ech bis elo gesot hunn. Am Wesentleche sinn et déi Fuerderungen, déi mir op jidde Fall scho viru Joren op den Dësch geluecht hunn. Si si gréisstendeels vun den Experte bestätegt ginn.

Mir hunn awer punktuell duerch Diskussiounen an der Kommissioun, an awer och duerch eng Rei Avisé vun einzelnen Experten, verschidde Punkten deelweis geännert. Ech ginn elo net nach eng Kéier am Detail op déi Fuerderungen allegueren an. Dozou hunn ech d'Zäit net. Ech wéilt mech éischters ganz kuerz halen, zweetens och op déi wichtegst Fuerderungen agoen an eis Positiounen nach eng Kéier kloer an dättelech maachen.

Éischters: keng Zwangsmitgliedschaft an de Juegdsyndikater!

Et muss ee sech froen, Här President, a wéi engem Rechtsstat dass mer liewen, wann dräi Joer nodeem d'Cour administrative en Uerteel gesprach huet, dass d'Zwangsmitgliedschaft an engem Juegdsyndikat illegal ass, d'Gesetz nach ëmmer net geännert ass. Da gëtt mat deem faden-scheinegen Argument geäntwert, et wier en zweet Uerteel do, wat eppes anescht gesot huet.

Souvill wéi ech weess, zielt bei der Jurisprudenz éischters dat lescht Uerteel, an an deem heite Fall kann een och verstoen, firwat bei deem zweeten Uerteel en anert Resultat erauskomm ass, well nämlech ganz aner Argumenter och benotzt si ginn. Op jidde Fall hunn d'Kläger an och d'Veitendegung probéiert, d'Argumenter vum éischte Prozess mat anzebannen, an awer ass d'Cour zu engem aneren Uerteel komm.

An et ass och keen Zoufall, dass den Avis vum Médiateur an eisen Diskussiounen net berücksichtegt ginn ass. Deen Avis schwätzt nämlech eng ganz kloer Sprooch a seet, dass de Lëtzebuerger Stat schon zënter e puer Joren am Handlungsbedarf ass, fir dat Gesetz ze reforméieren an deem dote Sënn. Et bréngt och guer näischt elo e Verglach opzestelle mat engem Uerteel, wat zu Stroosbuerg op Basis vun de Mënsch-rechter geholl ginn ass, mat engem Uerteel an Däitschland, wat sech op déi däitsch Verfassung berufft. Dat sinn zwee Puer Schong an dat eent huet näischt mat deem aneren ze dinn. Mir verstinn net, dass dat elo op eemol en neit Argument ass an eiser Diskussioun.

Elo soll dann op d'Uerteel vu Stroosbuerg gewaart ginn, wann ech richtig verstanen hunn. Mä, Här President, dës Majoritéit soll sech dach net hannert de Gerichter verstoppen! Si soll einfach Faarf bekennen. Ass dës Majoritéit da wierklech der Meenung, dass ee muss, och nach géint eegen Iwwerzeugungen, Leit op sengem Terrain toleréieren, déi hirem Hobby noginn?

Déi Gréng sinn där Meenung net a fuerderen, dass all Propriétaire d'Recht kritt, seng Terrainen aus engem Juegdrevéier erauszehuelen. An et gëtt och keng praktesch Argumenter dergéint.

Frankräich huet, an nëmme ee Joer nodeem d'Uerteel Chassagnou '99 gestëmmt ginn ass, hiert Gesetz geännert. Firwat soll zu Lëtzebuerg net méiglech sinn, wat a Frankräich machbar ass? E Land - an do, mengen ech, si mer eis eens -, an deem d'Juegd awer bestëmmt nach e ganz anere Stellewäert huet wéi bei eis.

Et wier ze wënschen, dass d'Opklärung och an deem Dossier, am Dossier Juegd, endlech aus dem Nopeschland op Lëtzebuerg géif ukommen. An et ass jo och machbar!

Natierlech kréichen an eisen Aen esou Propriétaires kee Juegdschued bezuelt. A wann et wierklech erwise wär, dass vun deene Parzellen, déi da scho ganz grouss misse sinn, ronderëm vill Schued géif gemaach ginn, da ka jo d'öffentlech Hand derfir suergen, dass de Bestand mat enger Chasse administrative op deene Parzelle reduzéiert gëtt. Eng Chasse administrative, déi mer jo souwisou aus aneren Ursachen dréngend brauchen, fir illegal ausgesetzte Wäld hei ze reduzéieren.

(*Interruption*)

Neen, ech deelen net do Är Meenung, Här Goerens. Ech deelen d'Meenung vum Statsrot, dass et elo op e puer Méint net ugeet an dass mer elo sollten déi Geschicht mat der Chasse administrative an eng global Reform integréieren. Do sinn ech awer wierklech der Majoritéit hirer Meenung, dass et elo kee Sënn mécht, punktuell do ze légiféieren. Da fänke mer herno erëm vu vir un.

(*Interruption*)

» **M. le Président.** - Här Gira, erlaabt Der eng Zwëschefro vum honorabelen Här Grethen?

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Jo.

» **M. Henri Grethen (DP).** - Här President, ech wollt den Här Gira froen - hien huet jo elo e flammende Plädoyer gehalen, fir dass Leit hir Terrainen net missten an e Juegdsyndikat eragin -, ob hien och d'accord wier, dass ee ka verbidden, dass egal wien duerch mäi Bësch geet, leeft, spadséiert an esou weider, an ech nach strofbar sinn, wann en Aascht him op de Kapp fält. Ass hien och där Meenung, dass dat misst esou regléiert ginn?

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Ech deelen absolut Är Meenung, Här Grethen. Am Kontext vun eisen Diskussiounen ass zu engem gewëssene Moment och déi do ganz Problematik opgeworf ginn. Et ass sécherlech net logesch, wat Der opwerft, dass een op där enger Sait als Privatpropriétaire vun engem Bësch muss de Passage vun den eenzelne Leit toleréieren an dann nach responsabel gemaach gëtt.

Ech menge mir gesinn, dass mer net nëmme am Juegdberäich eng absolut archaisch Gesetzgebung hunn, och d'Notzung vum Bësch huet an deene leschten 150 Joer dramatesch geännert. An och do, mengen ech, wier et gradsou néideg wéi am Juegdberäich, e ganz neit Gesetz ze schreiwen. Ech mengen do si mer absolut enger Meenung.

(*Interruption*)

» **M. le Président.** - Ech gesinn den Här Grethen ass net onbedéngt zefridde mat Ärer Äntwert.

» **M. Henri Grethen (DP).** - Ah dach, ech sinn zefridde mat deem, wat hie mir op meng Fro geäntwert huet.

» **M. le Président.** - D'accord.

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Zweete Punkt, deen ech wollt opwerfen: Déi Gréng si géint all Forme vu Fiddere a mir sinn och fir minimal Ofschosszuelen an deenen eenzelne Revéieren. Et muss een, Här President, net Wëldebiolog sinn, fir ze verstoen, dass all Form vu Fiddere an der Natur net natierlech ass.

Si verhënnert déi natierlech Selektioun am Wanter, hëlleft schwaachen Déieren ze iwwerliewen, dréit zur Ausbreedung vu Krankheete bäi a léisst natierlech Bestänn explosiounsarteg an d'Luucht wuessen. Si ass domat d'Hauptursach vun deem enorme Wëldechued, an déi ganz Aarbecht huet zumindest och dozou bäigedroen, eng Rei Mäercher, déi vun de Jeeër ëmmer erëm an d'Welt gesat ginn, aus der Welt ze schafen.

Duerch Etüden, déi am Ausland gemaach gi sinn, ass zum Beispill kloer erwise, dass de Maisubau an der Landwirtschaft iwwerhaapt näischt mat der Explosioun vun de Bestänn ze dinn huet. Et si Leit vun enger éisträichescher Uni, déi europawäit Etüde gemaach hunn an zum Beispill festgestallt hunn, dass an der DDR, wou bis '89 kee Kär Mais ugegat ginn ass, d'Wëldebestänn gradsou an d'Luucht gaange sinn. Et ass eng Kombinatioun vun éischte Klimaverännerungen, kombinéiert mat enger massiver Fiddere, déi dat do bréngt.

Mä wann et schon net natierlech ass, iwwerhaapt ze fiddere, Här President, esou ass awer carrément dat, wat hei an de Lëtzebuerger Bëscher, op jidde Fall plazeweis, geschitt, pervers. Wann d'Wëldechwäin 40% bäigefidderte Mais am Mo hunn, dann huet dat näischt méi mat Juegd ze dinn, dat ass Maascht am Fräiland. A mat esou Perversiounen muss et eriwier sinn, definitiv!

Duerfir sinn déi Gréng fir en absolut Fiddere verbuet, wéi iwwregens all Experten, déi mer héieren hunn. An dozou gehéiert an eisen Aen och d'Kirrung. Bis haut sinn d'Jeeër eng Definitioun vum Ënnerscheed tëschent Fiddere a Kirrung schëlleg bliwwen. D'Kirrung dréit erwisenermoossen net zur Reduzéierung vum Wëldechued bäi. D'Kirrung ass net ze kontrolléieren - dat hu mer e puermol vun der Forstverwaltung bestätegt kritt. Et gëtt also an eisen Ae keng Ursach hei eng Dier opzeloossen.

Wat awer iwwerhaapt keen Thema ass a wat awer ganz oft der Öffentlechkeet verstoppt

bleift, dat ass, dass et net nëmme d'Fiddere ass, mä dass d'Fräizäitjeeër ganz bewosst zu enger bestandsopbauender Bejoug opruffen an déi och praktikéieren.

Ech hunn hei eng Graphik aus enger offizieller Lëtzebuerger Jeeërzeitung, déi de Jeeër ganz kloer weist, wéi maachen ech et, wann ech zwee Réi a mengem Bestand hunn, fir no véier Joer zéng Réi ze hunn. Da maachen ech dat, wat déi lénks Sait ass. Wann ech awer wéll mä Bestand stabil halen, da maachen ech dat, wat déi riets Sait hei gezeechent ass, mä dann hunn ech no véier Joer natierlech nach ëmmer nëmme zwee Réi a mengem Bestand, an dat ass jo net dat, wat d'Fräizäitjeeër wëllen. Et ka jo net sinn, dass ee 70, 80 Flënten am Oktober, November op eng Klappjuegd rufft, an da géifen nëmme zwee aarmséileg Réi iwwer 100 ha goen.

Dat ass jo net méiglech, an duerfir ass et déi Kombinatioun vu Fiddere mat där doter Manéier d'Wäld ze erleeeden, dass mer haut esou grouss Problemer hunn. Dat gëtt awer net nëmme a Graphiken de Fräizäitjeeër nobruucht. Ech kéint och hei, mä ech erspueren lech dat, en Zitat aus „Fëscher a Jeeër“ '96 bréngen, wou och fir d'Wëldechwäin datselwecht gemaach gëtt an am Detail gesot gëtt, wéi maachen ech et, fir dass ech no véier, fënnf Joer eng Onmass vu Wëldechwäin a mengem Revéier hunn.

Wa mer awer elo gären d'Bestänn, Här President, déi nächst Joren erof hätten, da muss mer also net nëmme radikal mat all Form vu Fiddere ophalen, mä et mussen och minimal Ofschosszuele pro Revéier festgeluecht ginn, a wann déi net agehale ginn, da muss d'Forstverwaltung eng Chasse administrative organiséiere kënnen, ouni dozou vum Juegdsyndikat missen opgefuerdert ze ginn.

Drëtte Punkt: Mir si géint d'Aussetze vu wëllen Déieren, och vun eenheemeschen. D'Aussetze vu wëllen Déieren ass gradsou pervers wéi d'Fiddere. Dat géllt virun allem natierlech fir friem Aarten, mä och fir eenheemescher. Et gëtt Beispiller genuch vu genetischer Verkëmmerung. Sou ass zum Beispill no 20 Joer kommerzieller Feldhuesejuegd nogewisen, dass dës Déieren hir ganz natierlech Verhalensweis an hir Verdeedegungsmaassnamen dobausse verléieren. Da kann een och op Tountaube schéissen, wann een esou Déieren an d'fräi Natur erléisst.

Véierte Punkt: D'Reform vun de Juegdsyndikater an de Kontrollgremien. Do si mer méi oder wéineger darselwechter Meenung wéi déi Konkursiounen, déi de Rapporteur gezunn huet. D'Juegdsyndikater mussen méi Rechter vis-à-vis vum Fierschter kréien.

Mir sinn och der Meenung, dass déi Opdeelung a Wahlsektiounen, déi mer jo um politeschen Niveau ofgeschaaft hunn, och hei mussen ofgeschaaft ginn. Et soll een d'Juegdrevéieren no ekologesche Kritären opdeelen, an et muss méiglech sinn, dass Gemengen als gréisste Propriétaire souguer vläicht d'office am Comité setzen. Et kann net sinn, dass déi gréisste Propriétaires am Land déi sinn, déi vun all Form vun demokratescher Bedeelegung un de Juegdsyndikater ausgeschloss sinn. Dat sinn Zoustänn, déi net méi tolerabel sinn.

Et kann och net sinn, dass an der Commission cynégétique, déi awer eng wichteg Roll ze spillen huet, d'Jeeër an der Majoritéit sinn. Dat ass de Bock zum Gäertner gemaach. Hei muss de Stat d'Soen hunn. Hei mussen och Wëssenschaftler eran, an déi Décisiounen, déi do geholl ginn, mussen op sachlecher a wëssenschaftlecher Basis geholl ginn.

Fënnefte Punkt: Mir si fir de Schutz vun den natierleche Beutegräifer, notament fir de Schutz vum Fuuss. Här President, an engem tollwutfräie Land gëtt et keng Ursach, fir de Fuuss ze schéissen, an et gëtt genuch Etüden, déi weisen, dass, wat ee méi Fiiss schéisst, wat et der méi gëtt, well een nämlech déi ganz Familljestructur op d'Kopp gehäit a well da vill méi weiblech Fiiss Jonker kréien, wéi wann ee se mat Rou léisst. Mä d'Jeeër erfanne jo ëmmer erëm nei Ursachen, fir awer nach däreren op de Fuuss ze schéissen. Déi lescht Erfindung ass de Fuchsbandwurm. Abee, Här President, ech kann lech berouegen...

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Ass dat eng Erfindung, Här Gira?

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Neen, mä awer d'Importenz vun deem Phenomeen ass eng Erfindung vun de Jeeër, Här President. Ech kann lech soen, et stierwen an Europa all Joer wesentlech, awer wesentlech méi Leit duerch Kugele vun engem Jeeër, wéi duerch de Fuchsbandwurm. A wann een dann esou konsequent wär, wéi d'Jeeër sinn, da misst een

éischter d'Juegd verbidden, wéi d'Ofschësse vum Fuuss erlaben.

(*Coups de cloche de la Présidence*)

Sechste Punkt: D'Falejuegd ass grundsätzlech ze verbidden. Theoretisch ass d'Falejuegd verbueden. An der Praxis ginn awer nach Fale genotzt op Basis vun engem Règlement grand-ducal, deen zwar net am Kontext vun der Juegd ass, deen awer esou ausgeluecht gëtt iwwert d'Animaux nuisibles. Hei mussen de Législateur an d'Exekutiv endlech fir Kloeerheet suergen. De Rapporteur huet et och scho gesot, an och do deelen ech seng Meenung: Am 21. Jorhonnert, a wann een nëmme ganz e bësse vun Ekologie verstee, da kann een net méi vun Animaux nuisibles schwätzen.

Siwintens: D'Klappjuegd an enger Iwwergangszäit erlaben, awer ënner kloer Konditiounen. Dat ass e Punkt, wou déi Gréng hir Meenung geännert hu vu vis-à-vis virun dräi, véier Joer. Mir sinn eigentlech géint d'Klappjuegd mat Hënn, well hei de Risiko ganz grouss ass, dass d'Wäld ënner Konditiounen zu Doud kënn, wat awer näischt méi mat Déiereschutz ze dinn huet. Mir hunn eis awer vun den Experten, souwuel deenen inlännesche wéi auslänneschen, iwwerzeege gelooss, dass mer dës Form vu Juegd an der Iwwergangszäit brauchen, fir déi iwwerhéichte Bestänn ze reduzéieren. Mä da mussen ganz kloer Konditiounen gesat ginn.

Virun allem muss definéiert a kontrolléiert ginn, dass nëmme gëeegent Hënn matgeholl däreffe ginn. D'Populatioun muss informéiert ginn. D'Sécherheetsmaassname mussen verstärkt ginn an et däreft och keen ënner Alkoholafloss mat engem Juegdgewier hantéieren. Wann d'Bestänn bis reduzéiert sinn, si mer der Meenung, dass mer op déi Form vu Juegd verzichte kënnen.

Aachters: D'Ofschëssen oder d'Fänke vun Hausdéieren ass grundsätzlech ze verbidden. Och hei gëtt et keng sachlech oder wëssenschaftlech Argumenter, fir weiderhin esou onzäitgeméiss Praktiken ze toleréieren.

Néngtens: D'Zuel vu jobaren Déieren ass op e Minimum ze reduzéieren. Nëmme do, wou d'natierlech Beutegräifer verschwonne sinn, soll de Mënsch reguléierend agräifen.

Zweetleschte Punkt: kuerz Juegdzäiten. D'Jeeër behaupten zwar ëmmer, mir hätten zu Lëtzebuerg kuerz Juegdzäiten. Dat ass richtig, wann een déi eenzel Déiere kuckt. Wann een awer hei de Juegdplang kuckt iwwert d'ganz Joer, da stellt een awer fest, dass et de Moment op jidde Fall keen Dag, kee Mount gëtt, wou een net op iergendeng Aart am Bësch oder am Feld ka Juegd bedriewen. An ech weess net, ob d'Déieren dobaussen esou intelligent sinn ze wëssen, ob dann d'Gewier elo op si ugeluecht gëtt oder op eng aner Zort, esou dass, mengen ech, ënner dem Stréch och do nach Klärungsbedarf ass an ee muss kucken, fir awer och do nach d'Zäiten ze reduzéieren.

Leschte Punkt: d'Neiregelung vun de Wëlde-schied. Et ass net richtig, dass, wéi d'Jeeër ëmmer soen, si souwisou déi Eenzeg sinn, déi de Wëldechued mussen bezuelen. Dat ass richtig fir dee Schued, deen an der Landwirtschaft gemaach gëtt. Mä wie bezilt dann d'groussflächeg Gatteren, fir iwwerhaapt nach kënnen d'Naturverjüngung an engem Bësch eropzekeréien? Wie bezilt dann déi onnatierlech Waldverjüngung an de Bëscher? Wie bezilt déi finanziell Aboussen, well d'Holzqualität ofhéit? Wien huet schlussendlech déi enorm Primé bezuelt, déi opgrond vun der Schwéngspescht d'Jeeër kritt hu fir all Wëldechwäin, dat se erluecht hunn?

Do ass de Krees jo zou. Mir fiddere massiv. Mir suergen derfir, dass vill Wëldechwäin do sinn. Dann hu mer d'Pesch an da kréie mer och nach fir all Wëldechwäin, wat mer erleeeden, 100 Euro. Dat ass wierklech ganz intelligent gemaach! Do kënn jiddereen zu sengem, just d'Allgemengheet net. Duerfir ass dat fir eis och kloer, wann een et kuckt.

An do wëll ech och nach eng Kéier confirméieren, dass et och nach eng ganz Rei Jeeër gëtt, déi hir Aufgab seriö huelen. Dat gesäit een, wann een d'Kaart vum Wëlde-schued hëlt. Déi ass net iwwerall schwarz.

Do gëtt et ganz Géigenden, wou bal kee Problem ass. Mä et gëtt awer och konzentréiert Géigenden, wou enorm Problemer sinn. Wann een dat gesäit, dann ënnerstëtzen déi Gréng all Regelung vum Wëldschued, déi d'Responsabiliséierung vum deenen eenzelne Juegdpiechter vill méi groussschreift wéi dat, wat mer elo hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu menge Konklusiounen. Eis Fuerderunge si kohärent, logesch a gedroe vu Wäerter, déi eiser Partei wichteg sinn: Mënscherechter, Ëmweltschutz, Déiereschutz. Si baséieren op wëssenschaftlechen Erkenntnisser, Erfahrungen aus dem Ausland a si muer ëmsetzbar. Si missten eigentlech vun all Mënsch, deem déi genannte Wäerter och um Häerz leien - also eigentlech och de Jeeër -, gedroe kënnen ginn.

Viru 14 Deeg hat ech dat Gefill, dass d'Konklusioun vum Rapporteur net wäit ewech vun deesen Iddië waren. Du sinn awer aner Kräfte zum Droë komm, an des Chamber huet sech dee leschte Moment en Deel vum Dossier aus der Hand huele gelooss. De Ball läit elo bei der Regierung, virun allem beim Ëmweltminister. Déi Gréng erwaarde vun him, dass hie sech guidéiere léisst vu Mënscherechter, Ëmweltschutz an Déiereschutz, dass hie sech net vum Gewiicht vu verschiddene Lobbyë beaflosse léisst, mä éischer vun de sachlechen a wëssenschaftlechen Argumenter, déi hien an deem Rapport an - wéi de Rapporteur et esou schéi gewisen huet - an deene puer honnert Säiten an den Annexen erëmfënnt.

Mir erwaarde vun him e Juegdgesetz, wat den Erwaardunge vun engem ganz groussen Deel vun der Populatioun Rechnung dréit. Mir erwaarde vun him e Juegdgesetz, wat de Wäertvirstellung vum enger ziviliséierter Gesellschaft am 21. Jorhonnert entsprécht. Alles anescht, Här President, wär inakzeptabel.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Applaudissements)

» **Une voix.** - Projet, Här Gira. D'Gesetzter maache mir nach ëmmer.

» **M. le Président.** - Als nächst Riednerin huet déi honorabel Madame Stein d'Wuert. An ech géif bidden op den Tribünen all Manifestatioun vun Accord oder vun Désaccord ze ënnerloossen!

» **Mme Martine Stein-Mergen (CSV).** - Soss muss si schwätzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi de Rapporteur et scho gesot huet, sinn hei an der Chamber weineg Dossieren, weineg Diskussiounen, déi esou vill an esou gutt preparéiert goufen, wéi deesen Débat d'orientation, deen dann d'Basis soll duerstelle fir dat neit Juegdgesetz, woumat mer ons wäerten d'nächst Joer befaassen.

De Romain Schneider huet et schonns gesot: Mir hate 25 Sitzunge vun der Kommissioun. Mir hunn ons och d'Méi gemaach, déi Organisatiounen, déi dese Sujet de près ou de loin touchéiert, unzeschreien an hire schrëttlechen Avis ze froen. Si haten de 26. Mäerz d'Geleehheet, sech op engem öffentlechen Hearing ze artikuléieren. D'Kommissioun huet och kënnen op en Avis juridique zréckgräifen, deen d'Landschaft vun de Juegdgesetzgebungen an onsen Nopeschlänner beliicht huet.

Bei deemem Hearing hunn dann och eng Rei héichkarätig in- an auslännesch Experten hire wëssenschaftleche Pefferkär mat bäigeluecht. D'Kommissioun huet all déi gewonnen Erkenntnisser an hiren Dossier afléisse gelooss. Eraus koum schliesslech zu deem Zäitpunkt, wéi dat virun zwee Joer festgeluecht gouf, dese Rapport.

Ech wëll am Numm vun der CSV-Fraktioun dem Rapporteur, dem President an de Membere vun der Kommissioun, den Experten aus der Administratioun, a besonnesch och onser Sekretärin, der Madame Moris, villmools Merci soe fir déi formidabel Aarbecht. Illustréiert gëtt dese Merci duerch déi vill Säite Rapporten an duerch déi 576 Säiten Annexen, déi Der op Ärem Courrier électronique fonnt hutt. Mir hunn ons also d'Saach net einfach gemaach, an dat huet eng Rei Ursachen.

Et ass richtig, dass d'Juegd, esou wéi se fréier war, net méi esou selbstverständlech ass wéi dat emol de Fall war. D'Thema u sech polariséiert e groussen Deel vun onser Populatioun. Dës Polariséierung huet sech an allen Avisen, awer och am Hearing erëmfonnt. Ech kann lech souguer soen, dass och an onser Fraktioun d'Meenung net eenheetlech war.

Well dat esou ass, huet vu virera kloer geschéngt, dass souwuel an deem Rapport wéi spéider am Projet de loi all eenzel Meenung, Positioun an Astellung net tel quel kéint iwwerholl ginn. Ech wëll hei e Communiqué zitieren, deen e Méindeg a mengem Fax gelant ass, net wéinst deem, wat drasteet, mä wéinst dem Thema, dat sech iwwregens haut och an der Press erëmfënnt: „Wozu noch Demokratie?“

Selbstverständlech ass et fir all Lobby legitim, Ënnerschrëften ze sammelen an domat hir Opfaassungen ze ënnermauern an och e gewëssenen Drock op ons Deputéiert ze maachen. Selbstverständlech zielt fir all Politiker an och all Partei eng Ënnerschrëftesammlung. Demokratie ass awer, onser Opfaassung no, villméi, op all des Meenungen an och Lobbyen ze lauschteren, sech eng eege Meenung ze bilden a schliesslech zu enger konsensfäeger Konklusioun ze kommen, déi fir all Matbewunner an onsem Land tragbar ass.

Zu engem Moment, wann da jidderee seng Meenung gesot huet, muss d'Diskussioun ofgeschloss ginn. Décisiounen muss geholl ginn, an dat gemäß deem Mandat, deen en Deputéierte vum Wieler krut. Do huet et dann och kee Sënn, d'Débat nach emol wëllen ze verschieben, wéi verschidde Membere vun onser Kommissioun dat verlaangt hunn. Deesen Débat ass nämlech vun de gréng Kolleegen 2003 ugefrat ginn. Du waren der vill vun ons nach net an der Chamber, an eng Rei vun deenen, déi deemools dra waren, sinn elo net méi derbäi. Am Juli ginn et véier Joer, dass d'Ëmweltkommissioun domat befaasst ass.

Wa mer deesen Débat haut nach eng Kéier verschoben hätten, dann hätte sech wuel zu Recht vill Bierger vun onsem Land gefrot, ob mer keng aner a méi strident Problemer an deemem Land hunn, wéi dee vun der Juegd; wéi souwuel den Här Schneider wéi och den Här Gira dat scho gesot hunn.

Mir jiddefalls sinn der Meenung als CSV-Fraktioun, dass de Rapport, esou wéi en ons haut virläit, der heiteger Situatioun Rechnung dréit, dass en d'Juegd vun hirem Sënn an hire Missioun vum Fong op reforméiert an e Konsens duerstellt, wéi een haut an hei net besser konnt fannen. A mengem perséinlechen Numm - ech géif mech selwer éischer bei den Déierefrënn an den Naturschützer usiedelen - kann ech soen, dass ech e mat rengem Gewësse wäert matdroen.

D'Juegd huet sech vläicht net wesentlech geännert, mä doduerch, dass hiert Ëmfeld sech wesentlech geännert huet, ass et noutwendig ginn, se ze iwwerdenken. D'Natur an d'Déieren hunn haut en aneren ideale Wäert, wéi dat fréier de Fall war. Mir hunn hei de Paradox, dass engersäits d'Déierenhaltung sech ëmmer méi wäit vun onser deeglecher Liewensform distanzéiert. Grond war Massendéierenhaltung, intensiv Landwirtschaft a modern Liewensmëttelproduktioun. D'Liewensmëttel leien am Plastik verpaakt an de Supermarchéen, a ganz besonnesch - mä net nëmme - ons Kanner maache wuel net ëmmer den Zesammenhang tëschent deem, wat se op den Teller kréien, an deem schéine Källefchen op der Weed, dass dat muss dout gemaach ginn, bis et an de Plastik ka verpaakt ginn. Do stelle sech weineg Leit Froen.

Op där anerer Säit gëtt vläicht als Kompensatioun d'Déier ëmmer méi personaliséiert mat der Ënnerstëtzung vu Literatur, Film a Medien. Déi meeschte Kanner soen net: Oh, e Réil!, wa se eent gesinn, mä: Oh, e Bambi! D'Kreatur huet en anere Stellwäert, an dat ass an deemem Rapport berücksichtig.

Et gëtt keen Déier méi, dat eng Gefor fir de Mënsch duerstellt. Bieren, Pumaen a Wëllef sinn aus onser Landschaft verschwonnen. An de Fuuss geet och keng Gänns méi stielen, well déi geet net méi op de Wise grasen.

Domat verléieren net nëmme déi wëll Déieren hire Prédateur naturel, mä d'Mënsche verléieren ganz kloer och hiert Feindbild.

Am allerwichtigste schéngen awer fir d'Praxis vun der Juegd déi landschaftlech Wandlungen, déi ons Ëmwelt an deene leschte Joren a Jorzéngte matgemaach huet. D'Zersiedlung vun der Landschaft huet bei der Fauna zu biologeschen a Verhalensverännerunge geféiert. Sou kréien

zum Beispill d'Wëldschwäin haut méi jonk, méi oft a méi Brilleken. Do, wou d'Tragfäegkeet vun de Liewensraim iwwerschratt gëtt, kënn et zu Konflikter mat der Landwirtschaft, dem Naturschutz, der Juegd, awer och mat all deenen anere Gruppen, fir déi de Bësch Erhuelungs- a Fräizäitraum ass.

D'Déiere selwer réckelen dem Mënsch ëmmer méi no. Sou fënnt een net nëmme d'Wisel an d'Kaweechelchen, mä och de Fuuss ëmmer méi oft an den Agglomeratiounen.

D'Jeeër sollte sech selwer mam Schlapp huelen, wa si vu ville Leit ugegraff ginn. Et kann ee sécher net soen, dass all d'Jeeër hir Hënn op liewegen Déieren zillen, an och net, dass an all Revéier Déieren a Falen erhéngeren. Et fueren och net op all Klappjuegd 20 Jeeën iwwert d'Bëschweeër, an et schéissen och sécher net all d'Jeeër derlaanscht, a last but not least setze se och net all Déieren an hirem Revéier aus. Mä dat alles gëtt et an ass dokumentéiert ginn.

Elo kann ee soen, et géif och d'Autofueren net verbuede ginn, wann e puer der mat 150 duerch en Duerf fueren, mä wann ee beim Fuere mat 150 an engem Duerf erwëscht gëtt, da kritt een e fatzege Protokoll, an do huet menger Meenung no d'Jeeërschaft an der Vergaangenheet net schaarf genuch op déi schwaarze Schof an hiren eegene Reie reagiert.

Et kann ee sech also an deemem Zesammenhang froen, firwat d'Jeeërfederatioun net scho laang, esou wéi aner Associatiounen, sech fräiwëlleg en Instrument ginn huet, fir eng deontologesch an ethesch Iwwerwaachung vun der Praxis vun hire Membere.

Wann dat de Fall gewiescht wär, wär et vläicht net esou wäit komm, an d'Bild, dat d'Leit sech dobausse vun der Juegd maachen, wär en anert a vläicht och méi en objektivi, wéi dat, wat haut besteet.

Wann d'Jeeërschaft selwer des Aufgaben net iwwerhëlt am Sënn vun engem „peer review“, da muss eben d'öffentlech Hand hei asprangen. Dëst ass ganz kloer d'Conditio sine qua non, wann d'Juegd soll hiren nieie Rolle gerecht ginn, déi an eisem Rapport virgesi sinn. An zwar ass hir primordial Aufgab den Naturschutz, d'Opreechterhale vun der Biodiversitéit, en Ustriewe vun engem ekologeschen Equilibre an eise Bësch a Gewanen.

Et ass fundamental falsch, wat a verschiddene Medien ugeklongen ass a vu verschiddene Kolleegen insinuéiert gouf, nämlech dass dese Rapport am Intéret an ënnert dem Afloss vun der Jeeërlobby entstanen ass an dass alles wäert beim Ale bleiwen. Ech wëll dat e bëssen illustréieren.

Ee vun deenen am meeschten diskutéierte Punkten an allen Debatten war d'Fidderung vum Wëld. Wat vu verschiddene Juegdpächter fir Quantitéiten an d'Bësch gekarrt gëtt, dat huet effektiv keen Numm. Et gëtt vu Säck mat Croissanten am Extremfall, mä haaptsächlech vu ganze Ween voller Mais geschwat.

Zu deemem Sujet ware sech och am Hearing quasi all Intervenanten eens. Dës Zort vu Fidderung, déi geduecht ass fir eng héich Wëlddicht op sengem Revéier erbäizeféieren an d'Wëld ze fideleséieren, ass kontraproduktiv an huet op d'mannst zum Deel dozou bägedroen, dass d'Populatioun vu Schwaarzwëld explosiounsartig gewuess ass op eng Aart a Weis, dass mat den heitege Juegdpraktike keng Chance besteet, deser Populatioun Här ze ginn, well soss wär se et jo wahrscheinlech scho ginn.

Och déi sougenannten Oflenkungsfidderung krut eng schlecht Zensur. D'Madame Cellina huet mat hiren Analyse bewisen, dass d'Wëldschwäin deen dréchene Mais nëmme hëlt, wann nächst Besseres do ass. Et hëlt och léiwer dee jonke Mais wéi d'Croissanten. D'Wëldschwäin schéngt iwwerhaupt en ausgesprache raffiniéiert Déier ze sinn.

Et bleift d'Diskussioun vun der Kurrung, wou d'Meenunge méi staark polariséiert waren. Et schéngt logesch, dass, wann een d'Juegdzäiten, déi anscheinend schonn zu deene kierzsten an Europa gehéieren, an d'Klappjuegden zwee- bis dräimol am Joer wëllt bäibehalen - an dat huet eis finalement déi schounendst Aart a Weis fir d'Juegd geschéngt, déi jiddefalls, déi en héije Prélèvement bei kuerze Stresszäite fir d'Wëld bedeit -, da muss een d'Wëld och kënnen konditionéieren, do ze sinn, wou d'Jeeër sinn. Ee vun den Avisen ass zitéiert gi mam Saz, och de Fëscher hätt e Wuerm un der Angel.

Dat grousst Argument vun de Kurrungsgéigner ass dat, dass et onméiglech ass, de genauen Ënnerscheid vu Kurrung an

anerer Fidderung erauszefannen, an och, dass eng Kontroll vun de Reglementer nëmme schwéier wäert ze realiséieren sinn.

D'CSV-Fraktioun ass awer der Meenung, dass een hei net soll virun der Zäit d'Bängele bei d'Tromm geheien. Mir hu Vertrauen an den zoustännige Minister a seng Administratiounen. Mir erwaarden eis vun hinnen, eng kohärent Reglementatioun auszeschaffen, an et och fäerdeg ze bréngen, se ze kontrolléieren.

Et ass evident, dass, sollt dat net de Fall sinn, sou wéi d'Leit aus Rheinland-Pfalz dat ugedeit hunn, een an deemem Sënn nach ëmmer kann zréckrudderen an d'Reglementer adaptéieren.

Ech hu mech iwwerzeege gelooss, dass dese Wee am Géigesaz zu där Léisung, déi mer fir d'éischt diskutéiert haten, nämlech d'Kurrung ze verbidden an nëmme Pilotprojete punktuell zouzeloossen, méi einfach steuerbar ass. Mir kenne jo d'Schicksal vu Pilotprojeten hei am Land a wëssen, dass se herno oft d'Regel ginn, obwuel se ëmmer nach als Pilotprojete lafen. Dat ass awer weder eng éierlech nach eng propper Léisung.

Eng vun de katastrophale Suité vum Wëld-iwwerschoss sinn d'Wëldschied, net nëmme op de Felder, mä haaptsächlech an de Bësch, wou selektiv d'Lafbeem duerch Wëldbëss futtigin - den Här Gira huet dese Schued schonn ausgehend diskutéiert -, déi esou den Equilibre vun der Flora riskéieren a Fro ze stellen.

Et kann een also behaupten, dass an deemem Punkt d'Juegd, esou wéi se existéiert, de Bestriewunge vum Naturschutz an dem Erhale vun der Aartevillfalt diametral opposéiert ass.

Mir als CSV-Fraktioun ënnerstëtzen also all Moosnamen, déi enger natierlecher Regulatioun vun de Wilddichten entgéintkommen, fir dass eis verbleiwend Bësch eng Chance kréien, hiren Ökosystem kënnen ze halen.

Aus deser Ursach begrësse mer, dass am Rapport gefuerdert gëtt, dass d'Juegdpächter sech net nëmme wäerte missen u maximal, mä och u minimal Ofschossquoten halen. Souwisou schéngen Ofschossquoten an der Vergaangenheet méi „guidelines“ wéi „rules“ gewiescht ze sinn - wann een d'Piraten aus der Karibik kennt. An och hei muss et Konsequenze fir déi ginn, déi sech net un d'Virschreften halen.

Ganz allgemeng, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass virauszegesinn, dass, wann déi éiergäizeg ethesch an ekologesch Regeln, déi mer eis haut sollte setzen, an engem Gesetz hiren Nidderschlag fannen, an dat solle se jo och schliesslech, d'Administratioun personell a logistesche opgestockt muss ginn, fir deesen nieie Rolle kënnen gerecht ze ginn.

Et ass nach ëmmer eng Hybris gewiescht, dass d'Juegd déi fréier Juegdgräifer kéint reguléierend ersetzen. D'Juegd huet au contraire an der Vergaangenheet zur Ausrottung vun enger ganzer Rei vun Aarte gefouert, déi ex post als nützlech hätte kënnen deklaréiert ginn, wann et se dann nach géif ginn.

Esou ass et haut net méi ze vertrieben, weder aus etheschen nach aus ekologeschen Grënn, dass verschidden Déierenzorten als schiedlech betitelt ginn. Et huet sech bis elo haaptsächlech em esou Zorte gehandelt, déi dem Mënsch op der Juegd op „sengem“ Wëld Konkurrenz gemaach hunn.

Keen Déier an der Natur ass schiedlech vu sech aus, an esou si mer an der Kommissioun zum Schluss komm, dass de Begrëff „animal nuisible“ aus Gesetzter a Reglementer ze verschwannen hätt.

Dee vun deemem Rapport opgezeachte Wee ass deen, dass de Ministère vu Joer zu Joer d'Espèces chassables per Léicht festsetzt, an dat mat ekologeschen a sanitéits-techneschen Argumenter. Geschützten Zorte mussen selbstverständlech weider geschützt ginn, mä och bei hinnen, souwéi an den Naturschutzgebiddere, muss et méiglech sinn, punktuell engem ekologesch wëssenschaftleche Besoin vun Diminutioun vun enger bestëmmter Populatioun kënnen Rechnung ze droen. Och des Befugnisser sollt de Minister hunn.

Ënnert des Diskussioun fällt och eise Frënd, de Renéert. Well d'Argumenter, hien ofzeschëssen, gréisstendeels dora leien, fir de Mënsch viru verschiddene Krankheeten ze schützen, a well dat schliesslech och mäin anere Beruff ass, hunn ech mech e bësse méi genee mat deemem Domän ofginn.

D'Tollwut ass hei zu Lëtzebuerg de Moment inexistent. De leschte Fall, an deem mech kann erënneren, wou mer eng Famill geimpft hunn, well eng Kou mat Tollwut

infiziert war, ass sechs Joer hier, an do ass nach gesot ginn, de Fuuss wär iwwert d'Grenz komm.

Et gëtt awer vill vum Fuussbandwuerm geschwat, deen de Mënsch kann als Feelwirt a sengem Larvestadium befallen. D'Echinococcus alveolaris, déi vum klengen Fuussbandwuerm ausgeet, gëtt et hei an Europa. Et handelt sech ëm eng geféierlech Krankheet, déi meeschtens eréischt no ville Joren entdeckt gëtt, well se an de Fréistadien asymptomatesch verleeft, an dann oft fir e radikalen Agréff net méi zougänglech ass. Si brauch eng liewenslaang Behandlung, déi d'Krankheet ophält, mä si ass de Moment net heilbar.

Elo awer déi gutt Nouvelles: Op europäischem Niveau gëtt dës Krankheet vum engem Regéischer iwwerwaacht an erengestréiert. Hir Inzidenz ass immens geréng. Esou gëtt et a Frankräich an an Däitschland an den endemesche Gebidder - a mir leien hei an engem endemesche Gebitt - eng 15 Fäll pro Joer an der Moyenne. Hei am Land ass keen ee Fall vun alvéolärer Echinococose bekannt. Ech hu mer dat souwuel vum Chef vum eisem Service national des maladies infectieuses wéi och vum Statslabo bestätege gelooss.

Et gëtt neierdings och besser Dépistagemethoden, déi d'Krankheet an engem Fréistadium erkenne loossen, a schliesslech gëtt et fir Leit, déi vill an de Bëscher sinn an och haaptsächlech Baueren, déi erwisenermoossen déi meeschten Affen am Pool vum de Patienten duerstellen, e puer einfach an effikass Preventiounsmethoden, op déi anzegoen eis haut vläicht géif ze wäit féieren.

Ech misst awer an dësem Zesummenhang nach drun ernennen, dass et schwéier ass feststellen, wéi genee bei de Patienten d'Eeër vum Fuussbandwuerm iwwerdroe goufen, mä dass an deene Fäll, wou dat méiglech war, heefeg net de Fuuss, mä den Hond den Endwirt vum Bandwuerm war. Den Hond an d'Kaz kënnen de Fuuss an dëser Roll ersetzen. Et sollt een also virun allem net vergiessen, säi Mupp regelméisseg ze entwuermen, wann e sech gären an de Bëscher erëmdreift.

Dës extrem selte Krankheet also, géint déi ee sech och nach gutt ka schützen, därfer net d'Argument sinn, dem Rénerter weiderhin op de Pelz ze goen. Emsou méi wéi mer wëssen, dass säin intensiivt Bejoen an de leschte Joren et net fäerdig bruecht huet, d'Bestänn erfzesetzen, au contraire. De Fuuss huet, grad ewéi d'Wëltschwäin, biologesch Upassungsmechanismen an d'Weeër geleet, déi zu engem Uwesse vu senger Populatioun gefouert hunn. Et gesäit een haut op onse Stroosse méi iwwerfuere Fiiss wéi Iglén.

Ech géif wëlle behaupten, dass an onser Kommissioun eng Majoritéit fir e Moratoire fir d'Juegd op d'Fiiss wier, mä mir hunn net driwwer ofgestëmmt, et au contraire dem Minister a senger Servicer iwwerlooss, fir de Fuuss all Joer, oder eben net, op d'Lëscht vun den Espèces chassables ze setzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et bleift mer nach ganz kuerz op déi administrativ Punkten an onsem Rapport anzegoen, well meng zwee Virriedner scho ganz staark dorop agaange sinn, wann och net allen zwee an deem nämlechte Sënn.

Wat d'Chasse administrative ubelaangt, esou ass vu verschiddene Leit e separat Ofstëmmen iwwert de Projet de loi 5452 verlaangt ginn. D'Kommissioun ass awer zum Schluss komm, dass, vu dass am Wust vun der bestehender Juegdreglementatioun a Gesetzgebung dëst neit Gesetz nëmme kéint zur Konfusioun bäidroen, a vu dass d'Juegd an deem neie Gesetzesprojekt, dee mer ons jo an allernächster Zukunft kënnen erwaarden, eng fundamental nei an aner Roll wäert zouggesprach kréien, et méi sënnavoll ass, si an deem neie Projet de loi mat anzubauen.

Pünktlech virun onsem heitegen Débat krute mer dann och deen erwaarden Avis juridique vum Ministère iwwert d'Inclusioun vun de Propriétaires an d'Juegdsyndikater.

Quant au fond muss een hei soen, dass et juegdtechnesch kontraproduktiv wier, verschidde Propriétéiten aus de Juegdgebiddere rauszehalen. Si géifen nämlech soss zu engem Réservoir an engem Refuge gi fir Déieren, déi al a krank sinn, a souguer d'Natur hätt hei wéineg Chancen, bei esou Enklaven hir eege Regeln auszespillen. Et ass au contraire ëmmer erëm ugeklongen, dass ons Juegdgebiddere net ze grouss, mä ze kleng sinn, fir eng effektiv Juegd mat engem adaptéierter Prélèvement u Wëld kënnen duerchzuführen. An dësem Sënn ënnerstëtze mer och d'Fuerderung, dass all Bëscherproprietären, déi öffentlech an déi privat, missten an de Juegdsyndikater vertrauede sinn.

Ech wëllt och emol, an Ulehnung un dat, wat den Här Grethen virdu gesot huet, drop hiweisen, a wat fir eng Situatioun mer kéimen, wann deen ee Bëscherbesëtzer fir d'Jeeër ass, deen anere seet, e wëllt kee Spadséiergänger oder kee Vëlofuerer oder kee Reider méi a sengem Bëscher. Da ginn ons Bëscher als Noerhuelungsgebitt verluer. Ech sinn awer mat him d'accord, wann et ëm dee Problem vun der Responsabilitéit vun de Bëscherbesëtzer geet, wann een dann an de Bëscher spadséiere geet, dass een dat mengen och nach eng Kéier misst iwwerschaffen.

Dee vun ons gefuerderten neie Sënn an Zweck vun der Juegd, nämlech d'Bäidroen zum Naturschutz an Erhale vun der Aartevillfalt, géif also an dësem Fall, wann ee Propriétéite géif eraushuelen, vu virerof a Fro gestallt ginn.

Wat déi juristesche Basis ubelaangt, esou huet d'Kommissioun sech an hirer Majoritéit dem Avis vum Maître Rodesch ralliiert. Dësen Avis huet sech net reng op den Arrêt Chassagnou bezunn, mä huet och déi lëtzebuergesch Uerteeler, bekannt als Arrêt Wirth a Schneider, souwéi ee méi e rezent Uerteel vum däitsche Verfassungsgerichtshof considéiert.

Wa mer also nach eng Kéier dovun ausginn, dass de Prinzip vun der Juegd an deem neie Gesetz op dräi Säilen opgebaut gëtt, nämlech dem Naturschutz, dem Erhale vun der Biodiversitéit an dem biologeschen Equilibre an onse Bëscher, dann ass e selbstverständlech och d'intérêt général.

Ouni wëllen op dem Här Gira seng Emotiounen anzegoen, géif ech awer wëllen drop hiweisen, dass dës dräi Piliere och a senger Ried d'Basis vun der Juegd sollten duerstellen. An ech wëllt och nach soen, dass an dem Avis juridique net steet, dass dat eng privat oder eng professionell Juegd sollt sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, keng Partei huet sech an den Debatte fundamental géint d'Juegd ausgeschwat. D'Konsequenz vun esou enger Haltung wier nämlech déi, dass mer och missten d'Juegdhaiser ofschaffen, an da géif et net nëmme kee Wëld méi op onse Menü ginn, mä selbstverständlech och keng aner Déiere méi. An ech mengen net, dass mer dofir hei an dësem Land géifen doriwwer eens ginn.

Et ass gradso kloer aus den Debatten erausgaangen, dass d'Juegd wéi se haut bedriwwen gëtt, och wann et sech ëm eng Minoritéit vu Jeeër handelt, an onser heiteger Gesellschaft op wéineg Akzeptanz stéisst.

Mir mengen, dass dës Rapport d'Basis wäert si fir e proppert déieren- an naturfrëndlech Juegdgesetz, e fundamentalen Neufank, awer och fir d'Jeeërschaft, déi eng ganz Rei vun neien Aufgaben a Flichte kritt. Mir sinn awer am Géigesaz zum Här Gira der Meenung, dass een de Jeeër misst d'Chance ginn, fir dës Aufgaben ze erfüllen.

Mir si bereet, ons d'nächst Fréijoer mat deem vun onsem Ëmweltminister presentéierte Projet de loi ausenanzesetzen; eng gutt Preparatioun ass schliesslech d'hallef Aarbecht. D'Detailler wäerten nach eemol op de Leescht muss geholl ginn. Ech brauch och hei d'Fuerderunge vun der CSV net eenzel opzezielen, well mir an dësem Sënn déi Motioun, déi mer zesumme mat de Kolléeg vum der LSAP wäerte virleeën, selbstverständlech ënnerstëtzen.

Ech soen all deene Merci, déi nach heibanne sinn, no dëser laanger Ried.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Madame Stein. Dann huet den honorabelen Här Goerens d'Wuert.

» M. Charles Goerens (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Ufank vu menger Interventioun wollt ech soen, dass de Rapporteur vun dëser Orientéierungsdebat, grad wéi de President Negri eng exzellent Aarbecht gemaach hunn a jiddefalls fir eng fair Diskussioun an deene ville Kommissiounsséizunge gesuergt hunn. Ech wollt hinnen och ausdrécklech Merci soen. Ech schléisse mech domat meng Virriedner un, an dee Merci géllt selbstverständlech och fir all déi Leit, déi an d'Kommissioun koumen an déi an enger konstruktiver Approche versicht hu matzeschaffen.

De Rapport fënn awer eis Zoustëmmung net.

De Rapport fënn eis Zoustëmmung net, net well mer net der Meenung wieren, deem exzessive Fiddere misst en Enn gesat ginn. Och net, well mer net der Meenung wieren, d'Densitéit vun eenzelne Wëltdaarte misst drastesch erofgefuer ginn. Och net, well mer net der Meenung wieren, d'Juegd kéint

eng Kontributioun leeschten zum Erhalt respektiv zum Erëmhierstelle vum ökologesche Gläichgewicht. Och net, well mer net der Meenung wieren, d'Juegd wier noutwendeg a misst konform zu engem Regelwierk ausgefouert ginn, dat ville Finalitéiten zugläich muss gerecht ginn. An och net, well mer der Meenung wieren, d'Klappjuegd hätt keng Daseinsberechtigung. Si huet wuel nach wie vor hir Daseinsberechtigung, grad wéi déi manner opwändig Praxis wéi déi vum Usätz.

Mir kënnen deem Rapport eis Zoustëmmung net ginn, net, well mer net der Meenung wieren, d'Opstelle vu Fale misst am Prinzip verbuede sinn, bis op déi vum Ëmweltminister strikt begrenzten Ausnahmen. An och net, well mer net der Meenung wieren, d'Juegd hätt keng dienend Funktioun. Si huet wuel eng dienend Funktioun an duerfir entsprécht se och, wa se richtig ausgefouert gëtt, dem Intérêt général. Net wa se egal wéi ausgefouert gëtt, well dann ass deen Intérêt duerch eng inadequat Féierung a Fro gestallt, mä wa se deene Finalitéite Rechnung dréit, déi ech och elo grad versicht hu mat duebelen Negatiounen hei opzezielen.

Un eis soll et awer net hale fir zur kritescher Mass bäizedroen, fir an deene Froen do wederzkommen. Dat hu mer an deene ville Séizunge vun der Ëmweltkommissioun gesot.

Mir hunn eisen Accord net ginn, well sech ënner anerem och net un dat gehale ginn ass, wat mer ofgemaach haten, nämlech de Projet de loi 5452 «modifiant et complétant la législation sur la chasse» prioritär a prélabel zu allen anere legislativen Aktiounen weiderzbréngen. Et ass esou oft an deene ville Séizunge vun der Ëmweltkommissioun drun ernannt ginn, dass hei keen lertum méiglech ass. Selwer hunn ech mer zum Schluss zum Hals erausgehang fir ëmmer erëm op d'Noutwendegkeet vun engem rapiden Akraaftriede vun den Dispositiounen vum Projet de loi 5452 hinzeweisen. - Fir déi, déi eis nolauscheren an net wëssen, wat dat ass: Et geet hei ëm Polizeijuegd, déi kann an Ausnahmesituatiounen, do wou et wierklech ze bont gedriwwen gëtt, asprangen.

Wourëm geet et also hei prioritär?

Et geet drëm, d'Forstverwaltung respektiv den Ëmweltminister ze habilitéieren, op déi sougenannte Chasse administrative zréckzegräifen, an deene Fäll wou de Juegdpiechter senger dienender Funktioun - ënnersträchen ech - als Jeeër net kann, net wëllt oder net méi kann oder net méi wëllt nokommen.

Konkret kënnen sech esou Fäll stelle bei iwwerhéichte Wëldbestänn, beim Eloignement vun illegal ausgesaten Déierenarten op engem oder méi Juegdlosen, an och bei méi rare Fäll, déi duerch sanitär Imperative kënnen ervirgeruff ginn, dat nodeem op eng korrekt - an ech ënnersträchen: op eng korrekt - Manéier mat deene concernéierte Juegdpiechter geschwat ginn ass, wat och bis elo, souwäit wéi ech jiddefalls dat iwwerblécke kann, am Regelfall ëmmer geschitt ass. Mir hunn där Fäll hei am Land. Si sinn och laang bekannt. Et ass laang driwwer pallawert ginn an et erfollegt meeschtens awer och strictelement näischt.

Huele mer zum Beispill de Fall vun de Mouflonen. Fall ass gutt gesot, net nëmme am iwwerdroene Sënn vum Wuert, well d'Mouflone si wahrscheinlech vum Himmel gefall, well bis haut konnt no mënschlecherm Ermessen dës Phenomeen net vollzu ginn. Keen huet se heihinner bruecht, mä si sinn awer do. E klore Fall vun der...

(Interruption)

Gelif?

» Une voix.- Si si vum Himmel gefall.

» M. Charles Goerens (DP).- Ganz genau. Ech kann nëmme just zu där Schlussfolgerung kommen, well keen huet se heihinner bruecht, wéi ech gesot hunn, mä si sinn awer do. E klore Fall vun der Vorsehung, bis op déi Fäll, déi d'Forstverwaltung viru ganz laanger Zäit aus engem Gatter am Eislek entkomme gelooss huet. Dat geet awer net duer, fir de Fall am lechternacher Kanton ze erklären. Mir hunn et hei mat engem vun deene groussen zäitgenössesche Mystère ze dinn, wou jiddefere weess, wie fir d'Aussetzung vun de Mouflone responsabel ass, awer kee kann den Numm avancéieren. Wat ee méi no bei de Comptoiré steet, wat d'Aussoe méi prezis ginn.

(Hilarité)

Wat ee méi no bei den Ëmweltministère kënn, wat ee méi Diffuses iwwert deeselwechte Virgang héiert. Jorelaang hunn d'Bauere geklot iwwer exzessiv Schied an

hire Kulturen. Jorelaang ass nogekuckt ginn, wou de Juegddrock ze schwach oder géint null tendéiert huet, wat net zu enger Stabilisatioun vum Bestand geschweige zum Verschwanne vun enger ongesetzlech ausgesatener Déierenart bäigedroen huet, mä nach zu hirer Vergrëisserung. Jorelaang ginn hei - an ech ënnersträchen dat - Juegdsyndikater, Forstverwaltung an Ëmweltministère virgefouert. Jorelaang ass probéiert ginn duerch Sensibilisatioun, ausgehend vun der Forstverwaltung, nei Weeër ze fannen, fir aus deem dote Phenomeen erauszekommen.

Här President, no deem Ausfluch an d'Land vun de Wonner an de Mystèren erëm zréck zu méi profanen Iwwerleeungen an zum eigentlechen Zweck vum Projet de loi 5452. De Statsrot ass der Meenung, et soll eng Reform globale vun der Juegdgesetzgebung ustriewen, an erkläert eng Opposition formelle zum Projet. Esou wäit, esou gutt.

Wann de Statsrot esou en Avis ofgëtt, mécht hien dat jo normalerweis och net vun ongeféier. Et kléngt logesch, dass een an enger normaler legislativer Aarbecht esou virgeet wéi de Statsrot dat a sengem Avis seet. Mä d'Fro ass awer och berechtigt, ob mer hei nach an enger normaler Prozedur sinn, wann ee weess, wéi urgent et ass, fir dem Ëmweltministère an der Forstverwaltung déi néideg Moyenen ze ginn, fir endlech kënnen géint d'gesetzlech Verfeelungen, wéi zum Beispill illegaalt Aussetzen an déi doraus resultéierend Konsequenzen, virzegoen.

Mir si mëttlerweil 2007. Et war och net d'Intentioun vun der viregter gradesou wéineg wéi vun der aktueller Regierung, fir direkt mat deenen allerconstraignanteste Mesuré géint dës Phenomeen virzegoen.

Wat mécht een dann, wann alles probéiert ginn ass an de Problem hélt nach ëmmer zou? Wat mécht een dann, wann déi normal Iwwerzeegungsarbecht näischt méi bréngt? Wat mécht een dann, wann d'Verhandlung mat de Juegdpiechter am Fong fir d'Kaz waren? Wat mécht een dann, wann Accordë virleien tëschent Ministère an de betreffende Juegdpiechter, déi eng Reduktioun vum Mouflonsbestand op null virgesinn an d'Resultater, pour dire le moins, sinn extrem enttäuschend? Wat kann ee sech dann nach afale loossen, wann d'Forstverwaltung och nach permanent hir Bereitschaft erneiert, fir deene concernéierte Parteien hir Hëllef unzuebidden an op eng Situatioun hinzesteieren, déi erëm kompatibel ass mat der Gesetzgebung?

An dësem Fall muss ee sech d'Fro stellen, ob de Stat nach d'Moyenen huet vu sengen Ambitiounen, wann een an dëser Situatioun ënner Ambitiounen der emol haaptsächlech zwou kann zréckbehalen, an dat sinn engersäits de Respekt vun der bestehender Gesetzgebung a corollaire dozou d'Crédibilitéit vum Stat a sengen Administratiounen. Ech bedauern, dass de Statsrot net méi kloer konnt iwwerzeegt ginn, an dat d'Majoritéit elo de Projet de loi iwwert d'Chasse administrative an déi ugekënnegt global Reform vun enger Juegdgesetzgebung evakuéiere wëllt.

D'Suite heivunner ass awer eiser Meenung no ganz aléatoire, well mir wëssen éischters net, wéini dat de Projet de loi iwwert d'Reforme globale vun der Juegdgesetzgebung kënn. Ass dat uganks 2008? Da misst et séier goen, well ech hunn héieren, opgrond vun deem, wat bis elo exposéiert ginn ass, dass trotz 24 Séizungen an der Ëmweltkommissioun iwwert d'Juegd, wat a sech schonn e Kuriosum ass, dass 24 Séizungen iwwer esou en Thema gefouert ginn, nach ëmmer Divergenze bleiwen.

Mir si skeptesch, well, wann de Projet de loi emol eng Kéier do ass, da mengen ech och net, dass deen an enger oder zwou Séizungen evakuéiert gëtt, à moins dass bis dohinner Eestëmmegeet op der ganzer Front kënn festgestallt ginn. Ech bleiwen nach wie vor der Meenung, dass een dee grouse Schrëtt vun enger Réforme globale iergendwann eng Kéier maache muss.

Ech stinn do am Wuert - jiddefalls esou laang wéi ech an der leschter Legislativperiode d'Responsabilitéit iwwert deen doten Departement hat - bei der Öffentlechkeet, dass ech dee Moment keng Réforme globale ugestriift hunn, net well net eenzel Saachen

hätte missen och nach parallell heizou geregelt ginn. Just niewebäi bemierkt, hei geet et jo net nëmme just ëm eng Chasse administrative. Et sinn och nach eng Partie aner Mesuren am Projet 5452 dran.

Ech erënneren zum Beispill un d'Méiglechee, fir do, wou manifest Abusé festgestallt ginn, datt een do kann d'Fiddere regelen. De Minister huet d'Recht fir dat ze maachen, opgrond vu senger projezéierten Dispositionen, a fir domat och zu enger Verspreedung vum Wëldbestand bäiziedroen an doduerch d'Densitéit op deenen incriminéierte Juegdlosen a méi erdréiglech Moossen ze reduzéieren.

Ech bleiwen der Meenung, datt een hätt kënnen an engem proppere Rapport dee Projet de loi evakuéieren an dem Statsrôt och erklären, firwat datt et hei brennt. Ech mengen, wann de Statsrôt och alles dat zur Kenntnis bruecht kritt hätt, wat mer elo scho jorelaang bemängelen an akloen, da wier hie vläicht an dësem Fall och eiser Meenung gewiescht, datt een hätt kënnen an enger Ausnahmesituatioun op eng exzeptionell Prozedur zréckgräifen.

Et geet och net duer, datt ee seet, d'Jeeër mussen selwer kucken, datt déi schwaarz Schof do d'Handwierk geluecht kréien. Sot mir emol wéi dat geet am Fall vun deenen illegal ausgesate Wëldaarten! Wat kann de Jeeër vu Boxer dofir, datt an engem Kanton, deen op der däitscher Grenz läit a méi südlech am Land, anerer Wëld aussetzen oder vum Himmel fale loossen? Wat kann deen dofir? Wat kënnen déi aner alleguer dofir, wann op eenzelne Juegdlosen d'Syndikater hir Responsabilitéit kaum assuméieren an all Mënsch op de Minister kuckt an de Minister huet keng Méiglechee, fir deem Unfug do en Enn ze setzen?

Wat mer méi laang waarde bis mer dem Minister déi do Moyenen an d'Hand ginn, wat dee Problem do méi grouss gëtt a wat de Stat ëmmer méi laang op deem dote Punkt virgefouert gëtt. Wann et dat ass, wat mer wëllen, da muss mer d'Chasse administrative aux calendes grecques renvoyéieren. Dann hu mer wierklech eppes gemaach, fir mat Crédibilitéit an déi grouss Réforme globale vun der Juegdgesetzgebung eranzegoen.

An esou, Här President, vergeet d'Zäit. 2004 hu mer dat do ugeleiert. Ech sinn an d'Kommissioun gaang an ech hunn de Membere vun der Ëmweltkommissioun gesot, datt een dat do misst maachen, an d'Membere vun der Ëmweltkommissioun hu mer Recht ginn. Dat ass erneiert ginn, och duerch den Dépôt vum Projet de loi, deen de Minister Lux, mäin Nofolger, gemaach huet. Och dat huet kee contestéiert. An deene 24 Sëtzunge war ech net ëmmer do - ech hunn awer och keng gréisser Regreten, datt ech emol déi eng oder aner Kéier gefeelt hunn-, mä all Kéiers wann dat do diskutéiert ginn ass, ass ronderëm den Dësch en allgemengt Kappwénke festzestelle gewiescht, datt mer dat do géife prioritär zu all deenen aneren...

(Interruption)

Vläicht mat Ausnahm vun Iech, Här Gira, mä et ass en allgemengt Kappwénke festzestelle gewiescht vun all deenen anere Membere vun der Kommissioun. 2005, wéi gesot, ass den Dépôt vum Projet de loi gewiescht. 2007 hu mer elo e feierlecht Begrëfnes vun der Chasse administrative, renvoyée aux calendes grecques. Wann Dir mengt, datt d'Calendes grecques 2008 wieren, da wënschen ech lech bonne chance. Ech gleewe perséinlech net drun, datt mer dee Projet de loi 2008 nach hei an der Chamber evakuéiert kréien, well wat mer méi no op d'Wahlen zusteieren, wat och do d'Nervositéit zohéilt an de Courage éischer Mangelwuer gëtt.

Dat do ass e kloren Hiweis, Här President, un alleguer déi, déi sech wëlle viru géint d'Gesetz stellen, fir esou weiderzemaachen, well et geschitt hinne striktement näischt. Wann et dat wierklech ass, da muss mer mat där heiter Prozedur viruieren. Mat eis ass dat do jiddefalls net ze kréien. Ech mengen, mir missten an allerkerzester Zäit doriwwer Kloertext schwätzen. An ech gleewen och net, datt mer duerch weider Gesprécher kënnen e valablen Ersatz fanne fir Handlungen, déi missten direkt ënnerholl ginn.

Ça n'enlève strictement rien un der Pertinenz vun enger ganzer Partie Froen, déi an deene ville Sëtzungen opgeworf ginn. Ech wëll dat nach eng Kéier soen. Mä wa mer alles wëllen an engem grouss Schrëtt maachen a mir sinn emol net amstand, e klunge Schrëtt ze maachen, deen der Verwaltung an och dem Ministère seng Crédibilitéit kéint ermëglichen, da wënschen ech eis vill Chance, fir un dee Problem hei erunzergoen, wann en nach vill méi grouss ass, wéi en elo schon ass. An dat geet jo monter virun do. Souwäit wéi meng Informatiounen reechen, entwéckelt dat dote sech ënnert dem Motto „Wachset und vermehret euch“. A mir kucken no.

Här President, d'Juegdgesetzgebung huet eng pertinent Debatt verdéngt, mä et geet net duer, datt mer ëmmer nëmmen Ambitiounen affichéieren. Mir sollen eis och d'Moyen ginn, fir déi Ambitiounen ze realiséieren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Nächste Riedner ass den honoreblen Här Negri.

» **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, déi ganz Opreegung ëm d'Juegd verstoppt, dass mer eis bei der Sich no enger Léisung vun engem Problem, deen d'Juegd ganz sécher ass, deen een awer a Relatioun mat anere Problemer net soll iwwerbewäerten; déi emotional Opreegung verstoppt also, dass mir hei an der Chamber eise Rôle als Parlamentarier voll asetze kënnen. Dofir si mir do, an dat wäerte mer dann och elo de Mëtteg maachen.

Ech wëll, éier ech zum Contenu, zum Inhalt vum Dossier kommen, fir d'éischt awer nach eng Kéier iwwert d'Form schwätzen, also wéi mir de Problem Juegd parlamentaresch ugepaakt hunn. Hei kréie mir keng Direktiv vu Bréssel virgesat, déi mir eent zu eent ëmsetze mussen. Mir kréien och kee Projet de loi virgesat, wou mer nach e bësse kënnen driwwer diskutéieren an amendéieren, an dann huet et sech.

Neen, am Dossier vun der Juegd, wou an der leschter Legislaturperiode den 11. Juli 2003 d'Demande fir en Débat d'orientation komm ass, hunn ech an der Ëmweltkommissioun, nodeem mer am Ufank vun dëser Legislaturperiode eis Gesetzer - soen ech emol - ronderëm Kyoto duerch d'Chamber bruecht hunn, dodrop gedrängt, dass mer bei der Juegd Neel mat Käpp maachen. Nämlech an engem Débat d'orientation der Regierung als Chamber den Optrag ze ginn, en neit globaalt Juegdgesetz auszuschaffen. An dëst opgrond vun enger Motioun, déi mer elo gläich stëmme wäerten, fir dat aalt Gesetz vun 1885 op e moderne Stand vun eiser Zäit ze bréngen.

Et war mer vun Ufank u wichtig, dass mir am Sënn vun der partizipativer Demokratie all interesséiert Leit vun eiser Gesellschaft ëm hir Meenung froen, fir dass mer als Chamber dann eis Responsabilitéit en toute connaissance de cause kënnen huelen. Mir hunn e Questionnaire mat 17 Froen zur Juegd ausgeschafft an un déi verschidden Organisatiounen verschéckt. Et si souguer nei Organisatiounen opgetaucht oder erëm reaktivéiert ginn, déi dës Froen och all nageschéckt kruten.

Nun hu mer en Débat d'orientation an der Chamber organiséiert, wou mer déi ënnerschiddlech Meenungen ugehéiert hunn. Dësen Hearing ass, bis op déi eng oder déi aner Reaktioun, sachlech verlaf, wou all déi, déi am Hearing net nëmme sech selwer wollten héieren, mä och anere Leit hir Meenung wollten héieren, wou also jiddfereen, dee wollt, huet misse gesinn, dass mer wéi esou oft am Liewen - an dat ass och gutt esou - e Kompromiss an der Juegd brauchen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dee Kompromiss hu mer gesicht no der partizipativer Prozedur an den Termé vun der parlamentarescher Demokratie, an an der Gewichtung vun der parlamentaresche Majoritéitsverhältnissen muss mer en elo ëmsetzen. Dat missten all demokratesch Leit akzeptéieren, woubäi jiddfereen nach alles ka soen. Mä esou ginn d'demokratesch Décisiounen geholl.

Et gëtt eng Zäit vum Diskutéieren, mä et gëtt awer och eng Zäit vun Décidéieren. An dat maache mer haut. Ech gestinn deem engen oder anere gär zou, dass een dat eent oder dat anert nach hätt kënnen diskutéieren. Mä et kann ee sech och zu Doud diskutéieren, wann ee keng Décisioun wëllt huelen oder verhënnern, dass Décisiounen geholl ginn.

Well mir an dësem Dossier awer Décisiounen wëllen huelen, hunn ech ufanks vun dësem Joer mam Ëmweltminister ofgemaach, eis

Aarbechten an der Chamber esou virunziedroen, dass mir a Form vun engem Débat d'orientation den 21. Juni 2007, also haut de Mëtten - méi spéit hätt eis an d'Hektik vum Ofschluss vun deenen zwou leschte Woche vun der parlamentarescher Sessioun bruecht, wou een dann net sécher gewiescht wär, ob wéinst aneren Urgenzen de Juegdossier nach un den Tour komm wär -, eng Debatt iwwert d'Juegd féieren a mat enger Motioun der Regierung den Optrag ginn, en neit globaalt a modernt Juegdgesetz auszuschaffen.

Dobäi ware mer esou verbliwwen, dass parallell zu eise Preparatiounsarbechten den Ëmweltminister en Avis juridique iwwert den Droit de propriété ausschaffe léisst, deen awer net bindend fir den Débat d'orientation sollt virleien. Sengerzäit hat ech mam Ëmweltminister ofgemaach, dass, wa mer fir haut als Chamber eis Hausaufgab gemaach hunn - an dat ass de Fall -, dann en contrepartie den Ëmweltminister der Chamber en deementspriechend neit Juegdgesetz fir de Januar 2008 deponéiert.

Här President, esou wäit zur Form. Elo zum Contenu vun engem neie Juegdgesetz. An domat wëll ech lech dës Motioun iwwerrechen, iwwert déi ech elo schwätzen an iwwert déi mer herno ofstëmme. Wann ech gelift!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- suite aux discussions menées au sein de la Commission de l'Environnement en préparation du débat d'orientation sur la chasse, au hearing organisé dans ce même contexte le 26 mars 2007 et au débat d'orientation en séance plénière du 21 juin 2007;

- considérant que la loi sur la chasse date du 19 mai 1885, que cette loi a été modifiée et complétée par d'autres lois au fil du temps, que ces lois sont accompagnées d'un nombre important de règlements grand-ducaux, et qu'il en résulte une législation sur la chasse très fragmentée, qui manque de cohérence et de transparence;

- considérant que l'accroissement exponentiel de certaines espèces de gibier, notamment du sanglier, est préoccupant d'un point de vue sanitaire, écologique et économique;

- convaincue que la chasse doit avoir pour objectif de contribuer à la conservation de la nature, au maintien de l'équilibre écologique et de la biodiversité, ainsi qu'à la prévention d'épizooties;

- estimant que des pratiques de chasse qui ne contribuent pas à ces objectifs devraient être interdites;

- soucieuse qu'il soit donné suite aux remarques formulées par le Conseil d'État dans son avis du 6 décembre 2005 sur le projet de loi 5452 modifiant et complétant la législation sur la chasse;

- prenant note de l'«Avis sur la conformité de l'inclusion forcée des propriétaires dans les syndicats de chasse (art. 1 de la loi du 20 juillet 1925 sur l'amodiation et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier) avec les dispositions de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des Libertés fondamentales», élaboré par un avocat à la Cour à la demande du Ministère de l'Environnement;

- considérant qu'une simple abolition des syndicats de chasse et l'exercice exclusif de la chasse par des gestionnaires cynégétiques engagés par l'État n'est pas dans l'intérêt public;

invite le Gouvernement

- à remplacer la législation existante par une nouvelle loi sur la chasse qui regroupe en un seul corps de loi toutes les dispositions relatives à la chasse;

- à définir clairement dans la nouvelle loi les objectifs de la chasse de façon à ce qu'ils répondent à l'intérêt général;

- à organiser la chasse conformément à ces objectifs, notamment:

- en interdisant et en sanctionnant toute forme de nourrissage, à l'exception de l'agrainage en petites quantités, strictement réglementé;

- en fixant les périodes de chasse et en dressant annuellement une liste des espèces chassables par la voie d'un règlement grand-ducal;

- en établissant des plans de chasse minima et maxima pour les espèces chassables;

- en donnant au Ministre la possibilité de faire organiser une chasse administrative sur certains lots dans le cas exceptionnel où un locataire de chasse ne respecterait pas les plans de chasse et remettrait ainsi en cause les objectifs fixés par la loi;

- en interdisant et en sanctionnant le lâcher d'animaux appartenant à des espèces classées gibier;

- en réorganisant les districts et les lots de chasse;

- à abolir la notion d'animaux nuisibles et malfaisants dans la législation;

- à interdire le piégeage en prévoyant que des exceptions à ce principe sont uniquement autorisées par le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, si la demande est clairement motivée par des soucis concernant la protection de la nature ou la santé publique, et si le même but ne peut être atteint par d'autres moyens, l'exécution de ces mesures exceptionnelles et spécialement autorisées incombant à des piégeurs agréés;

- à renforcer la signalisation des battues et à renforcer les aspects sécuritaires de la chasse;

- à réformer les syndicats de chasse, qui devront fonctionner de façon transparente et démocratique, notamment en donnant au sein des syndicats les mêmes droits à tous les propriétaires privés et publics, y compris l'État et les Communes.

(s.) Roger Negri, Marc Angel, Marcel Oberweis, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Romain Schneider, Martine Stein-Mergen.

» **M. le Président.** - Merci.

» **M. Roger Negri (LSAP).** - D'Juegd selwer stellt keen Deputéierten a Fro. Mir brauchen d'Juegd aus Grënn vum Naturschutz, dem Erhale vum ökologeschen Equilibre, der Biodiversitéit an dem Virbeuge vun der Épizootie, also der Seuchegefor.

Wa mir dee Prinzip unhuelen, da stelle mer eis elo emol d'Fro: Wou fënnst d'Juegd statt? An der Natur, also am Bësch? Um Feld? Op de Wisen? Op Terrainen also, déi jo entweder dem Stat, de Gemengen, Privatleit oder anere gehéieren. Dat wëllt awer net soen, dass d'Natur do op dësen Terrainen och de Propriétaire gehéiert.

Well mer all wëssen: Et kann een net wou ee wëllt a wéi et engem gefält Beem ewechhuelen oder um Flouer bauen. Dofir brauch een eng Genehmegung vum Ëmweltminister. An dat geschitt am Intérêt général. Wa mir eis also eens sinn, dass d'Juegd muss sinn, also am Intérêt général ass, da muss se och no deeneselwechte Kritären iwwerall an der Natur këne gemaach ginn, fir deen Equilibre an der Natur iwwerall ze halen.

Wann elo verschidde Propriétaires domat net d'accord sinn, da muss een dat respektéieren. D'Fro, déi ee sech stelle muss, ass awer: Wat geschitt mat deem ökologesche Gläichgewicht, wa jiddfereen op sengem Terrain d'Juegd géif verbidden? Da gi mer jo net méi eens. Wa mer de Prinzip vun der Équitéit viraussetzen, da misst dëst also fir jiddferee gëllen.

(Interruption)

Loosse mer emol kucken.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Do gëtt et net esou vill Grénger wéi hei.

(Hilarité)

» **M. Roger Negri (LSAP).** - Fir d'Juegd duerchzeféieren, brauche mir d'Jeeër. Mir brauchen d'Jeeër. Si maachen eng Aarbecht, déi och net jiddferee vun hinne wëllt maachen. An dass si se op hir Manéier gär maachen, kann een och verstoen. Mä dat muss a verstännege Limité bleiwen. Well d'Jeeër mussen spéitstens elo wëssen, dass si duerch déi Abusé mam Iwwerfidderen en Akzeptanzproblem an der Gesellschaft hunn. D'Juegd muss gesellschaftsfäeg ginn, an et ass un de Jeeër selwer, hir schwaarz Schof vun der Juegd ewechzehalen.

Här President, mir brauchen e Verbuet vum Fidderen, net zulescht fir der Iwwerpopulation vun de Wëldschwäin Meeschter ze ginn. Kuckt lech einfach emol deen exzellente Rapport vun der Madame Cellina un, dann ass alles kloer. Et kann net sinn, dass d'Wëldschwäin zu 40% bäigefiddert kréien a sech doduerch esou staark vermehren.

Dass mer nach d'KIRRUNG, also eng Lackfiddereung brauchen, virun allem bei de Wëldschwäin, fir se unzelackelen, domat soll een, aus pragmatesche Grënn vun der Juegd selwer, d'accord sinn, mä d'Form vun der KIRRUNG muss awer vun elo u strikt geregelt ginn an engem Règlement grand-ducal.

Fir d'Wëld an d'Natur esou mann wéi méiglech ze stéieren, sollt d'Battue, also d'Dréckjuegd oder - wéi se méi geleefeg genannt gëtt - d'Klappjuegd, een- bis

zweemol am Joer erlaabt bleiwen, an dëst och duerch eng kloer Signalisatioun um Terrain.

An der Zilsetzung wiere mir eis also deemno eens. Wichteg an éischter Linn sinn also den Naturschutz an e gesonden Zoustand vum Wëldestand an dat si ganz ouni Zweifel d'öffentlech Interessen. E weider Uleies war et, d'Schied am Bësch an um Feld esou kleng wéi méiglech ze halen an/oder op eng fair Manéier ze kompenséieren.

D'LSAP ass deemno iwwerzeegt, dass dat neit Juegdgesetz als alleréischte kloer an däitlech muss d'Ziler vun der Juegd definéieren. Mir si géint d'Juegd als Sport, wou et just drëm geet, fir herno déi schéinsten Trophée mat heem ze huelen.

Mir muss secherstellen, dass net aus Spaass um Schéissen d'Populatioun vu bestëmmten Déierenarten an d'Luucht gedriwwen gëtt an domadder d'Ziler vum Naturschutz a vun der Seuchepreventioun ënnerlaf ginn.

Dëse Wonsch ass deemno eng indirekt Kritik un der Juegd, wéi se haut praktikéiert gëtt, an eng Kritik och un de Jeeër, déi vu sech selwer soen, si géifen eng positiv Roll am Sënn vum öffentlechen Interessi spillen, an déi awer fir eng Rei vun Acteuren ënner Verdacht stinn, genau de Contraire ze maachen.

D'LSAP ass der Meenung, wann d'Ziler vun der Juegd kloer formuléiert sinn, an all Praktiken, déi net mat dësen Ziler kompatibel sinn, verbueden a bestrooft ginn, misst et méiglech sinn, eng aner Juegd ze kréie wéi déi, déi mer haut hunn.

Froen, déi den Image vun de Jeeër an eiser Gesellschaft betreffen, hunn zwar sécher en Afloss op dës Diskussioun, sollten awer net prioritär dem Législateur seng Suerg sinn. De Législateur soll fir kloer Regele suergen, an d'Regierung dofir, dass se agehale ginn.

D'LSAP wëllt eng seriö Reform. D'Juegd muss esou geännert ginn, dass se sech dem Intérêt général ënneruerdnet. Dat ganzt Gesetz muss d'Juegd no dëser Logik nei organiséieren. Strikt verbueden a bestrooft mussen d'Juegdpraktike ginn, déi net am Sënn vum öffentlechen Interessi sinn. Dorënner fällt och d'Aussetze vun Déieren. Et ass en Non-sens, dass een Déieren aussetzt just, fir se herno ze schéissen. Esou eppes muss ophalen. Dat ass an eisen Aen ethesch net vertriebar an doriwwer eraus och mat gewësse Risike verbonden, wat d'Verbreedung vu Krankheiten ueget.

Et ass och irresponsabel, fir Wëld aussetzen, dat an eise Géigende guer net heemesch ass, zum Beispill d'Moufflonen. An der Motioun hu mer dat esou formuléiert, dass d'Aussetze vun Déieren, déi als Gibier klasséiert sinn, verbueden ass.

Firwat dës Aschränkung? Wichteg war et eis, dass d'Déieren net zum Zweck vun der Juegd ausgesat ginn, weder vun de Jeeër nach vun der Forstverwaltung. Duerfir hu mir hei déi Déiere viséiert, déi als Gibier klasséiert sinn. Mir hunn awer net einfach all Déieren ugeschwat, well et jo och Programmer vum Ëmweltministère gëtt, fir bestëmmten Déierenarten erëm zu Lëtzebuerg unzesiedelen an dat soll natierlech och an Zukunft méiglech sinn.

Bei méi enger allgemenger Formulierung wär een ausserdeem a Konflikt mat der Fëscherei geroden, an dat ass en Thema, wat definitiv separat muss behandelt ginn.

D'Ziler vun der Juegd muss mer och kloer am A behalen, wann et ëm d'Festleeë vun de Juegdzäiten a vun den Déierenarten geet, déi muss bejot ginn. Ech soe kloer: D'Juegd soll dozou bäidroen, den Iwwerbestand vun enger Rei vun Déierenarten ze reduzéieren. An dës Fall ass et wichteg, dass vun der Forstverwaltung Juegdpläng opgestallt ginn, wou kloer festgehal gëtt, wéi vill a wat fir eng Déieren d'Jeeër mindestens müssen erleeën. Nieft deem Maximalwäert, deem am Moment festgehal gëtt, muss also och eng Mindestnorm agefouert ginn.

Doriwwer eraus muss de Minister eng Handhab hunn, wann d'Jeeër hirer Pflicht net nokommen an net zur Reduktioun vun enger problematesch héijer Wëlddicht bäidroen. Dann ass déi sougenannte Chasse administrative néideg, wou d'Forstverwaltung da selwer eng Juegd organiséiert. Mä d'Chasse administrative gehéiert zu engem Globalkonzept vun der Juegd a soll duerfir net an engem Spezialgesetz ausgelagert ginn, well mer soss de Risiko lafen, dass et ni, ni zu engem neie globale Juegdgesetz kënn, an dat wëlle mer jo net.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

D'Lëscht vun den Espèces chassables muss awer net nëmme ugepasst ginn, wat

d'Quantitéit vun dem erluechte Wëld ueget. Vu dass d'Juegd jo ausschliesslech dem Intérêt public soll déngen, gëtt et a mengen Ae kee Grond méi, op Déieren ze schéissen, déi sech net esou staark vermehrt hunn. An et mécht och kee Sënn, op Déieren ze schéissen, wa wëssenschaftlech ka beluecht ginn, dass d'Bejoen net zu enger Reduktioun vum Bestand féiert.

Dass a Länner, wou d'Juegd als Sport betruecht gëtt, aner Kritäre gëllen, fir d'Lëscht vun den Espèces chassables opzestellen, wéi an engem Land, wou d'Juegd ausschliesslech am Intérêt public duerchgefouert gëtt, schéngt fir mech selbstverständlech.

Wéi déi Lëscht am Detail auszegesinn huet, kann een net per Gesetz festleeën, well d'Populatioun vun deene verschiddenen Espèce jo evoluéiert. An et kënnen och all Moment nei Problemer optauchen, wou ee schnell muss kënnen reagéieren.

D'LSAP-Fraktioun ass duerfir der Meenung, dass wéi bis elo d'Espèces chassables all Joer nei iwwer e Règlement grand-ducal festgeluecht solle ginn. Allerdéngs si mer och der Meenung, dass all Déierenart, déi op dëser Lëscht figuréiert, noweislech e Problem muss duerstellen am Kader vun den Ziler, déi dat neit Gesetz soll definéieren.

Et kann dach net méi sinn, dass just aus enger sportlecher Traditioun eraus, déi mer jo net méi fir zäitgeméiss halen, Déierenarten op der Lëscht stinn, déi weder en ekologeschen nach e gesondheitsrelevanten nach en ekonomesche Schued maachen!

Et läit an der Verantwortung vun de Fachleit vum Ministère, fir festzeleeën, wéi d'Lëscht vun den Espèces chassables soll ausgesinn. Si mussen d'Juegdpläng opstellen an decidéieren, wat fir eng Juegdzäiten am effikasste sinn. D'Fachleit vum Ministère mussen hir Décisiounen awer no de politesche Virgaben, déi mer wëllen an deem neie Gesetz festleeën, kënnen justifizéieren.

Eng Déierenart ze bejoen, well dat schonn ëmmer esou gemaach gouf, well et am Ausland och esou ass a well déi Aart net vum Ausstierwe bedroht ass, wier an deem Fall keng akzeptabel Justificatioun.

An dës Kontext gehéiert och déi noutwendeg Reform vun Juegdsyndikatswiese souwéi dat prinzipiell Verbuet, Falen opzestellen, ausser an Noutfall an dann awer vun agréierte Falesteller.

Här President, d'LSAP-Fraktioun setzt sech fir eng Juegd an, déi net vun Traditiounen, mä vum öffentlechen Interessi bestëmmt gëtt. Fir d'Jeeër bedeit dat eng Rei vu Verännerungen an och neie Constraints. Fir déi vun hinnen, déi net nëmme fuerderen, dass déi positiv Roll vun der Juegd fir den Naturschutz an d'Seuchepreventioun unerkannt gëtt, mä dës Roll och eescht huelen, dierft dat kee Problem sinn.

Fir sech just den Deckmäntelche vum Naturfrënd ëmzehänken, fir ongestéiert engem Hobby nozegoen, ass haut der Form no net méi ze rechtfertigen. Mir zielen elo hei op d'Jeeër, an ech mengen, dass si och elo déi Chance do verdéngt hunn, an ech hoffen, dass si se och nutzen.

D'LSAP-Fraktioun geet dovun aus, dass déi meescht Juegdgëigner un éischter Stell e Problem an der Juegd gesinn, esou wéi se haut existéiert. Mir ginn och dovun aus, dass, wann eng Juegdreform esou geléngt, wéi mir eis se virstellen, dann d'Akzeptanz vun der Juegd an der Gesellschaft eng aner gëtt.

Wann d'Juegd esou reorganiséiert gëtt, dass se ausschliesslech dem Naturschutz a sanitären Aspekter Rechnung dréit, muss d'Juegd och iwwerall kënnen ausgeübt ginn. D'LSAP steet zu dësem Rasonnement. Mä mir sinn eis bewusst, dass de Seriö, mat deem dëst neit Gesetz gemaach gëtt, wäert um Enn iwwert d'Crédibilitéit vun dësem Gesetz decidéieren.

Här President, am Dossier Juegd hu mer den Owend eis Aarbecht mam Vote vun dëser Motioun gemaach. Mir waarden elo op dem Ëmweltministère säi Gesetz, esou wéi et an der Motioun steet, fir den Ufank vum Joer 2008, an domat ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Negri. Den honorabelen Här Mehlen ass als nächste Riedner agedroen. Här Mehlen!

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Och vun eiser Säit e Merci un de Rapporteur, dee vill Aarbecht hat, an un all seng Mataarbechter an all déi Leit, déi eis an dësem laangen Débat begleet hunn.

Ech wëll hei direkt vun Ufank u soen, dass den Débat hei selbstverständlech seng Wichtigkeet huet, mä dass en awer fir d'ADR-Fraktioun bei Wäitem net an der Lëscht vun de Problemer, déi mer hei am Land hunn, un éischter Plaz steet.

Här President, mir géifen eis wënschen, dass mer och esou vill Sitzunge géifen drop verwenne fir eist Schoulwiesen, wat eiser Meenung no den éischte Problem hei am Land duerstellt, fir dat an d'Rei ze bréngen, well dat hätt et op d'mannst gradsou néideg.

Dat wat mer haut debattéiere kéint ee bezeichnen als en Theaterstück mat villen Acteuren. Zu den Acteuren gehéiere fir d'éischt d'Propriétaires, déi hiren Terrain verpachte wëllen an dofir all Joer Juegdgeld kréien. Ech muss, Här President, direkt hei deklaréieren - d'Madame Flesch, déi hält normalerweis drop, dass ech hei e perséinlechen Intérêt hunn, well ech och zu deene gehéieren a well ech och Member vun engem Juegdsyndikat sinn. Dat wäert mech awer a menger Positioun an an der Positioun vun eisem Grupp hei ganz wéineg beaflossen.

» **M. le Président.** - Vu wéi engem Grupp?

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - De Groupe politique, d'ADR, selbstverständlech.

Ech weess net, Här President, ob Der e Problem dobäi hutt. E Grupp fänkt normalerweis bei zwee un.

» **M. le Président.** - Net de Groupe politique an eisem Règlement.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Da gëtt et Propriétaires, déi hiren Terrain aus prinzipielle Grënn net verpachte wëllen, an do hu mer jo relativ hefteg Diskussiounen driwwer. Et gëtt déi, déi Terrainen exploitéieren, Baueren, Wënzer, Bëschleit, déi net wëllen, dass hir Kulture vun engem Iwwerbesaz vu Wëld iwwert d'Mooss geschiedegt ginn. Et gëtt à l'opposé Déiereschützer, déi dergéint sinn, dass de Mënsch d'Déiere soll dierfen dout maachen oder joen. Et gëtt dernieft Naturschützer, déi eng villsäiteg, intakt an équilibréiert Flora a Fauna wëllen. Et gëtt do derniewent natierlech och Naturfetschisten, déi der Natur absolut wëllen hire fräie Laf loossen an net agräifen.

Et gëtt haut ëmmer méi Foussgänger, Cyclisten, Päerdsleit, déi de Bësch an d'Natur wëlle méiglechst ongehënnert zu hirer Erholung notze kënnen. An iergendwou an deem Ganze matzendra sinn d'Jeeër an d'Juegdhider, déi aus diverse Grënn hirem Hobby wëllen nogoen, ouni dobäi ze vill Schikanen ausgesat ze sinn.

Woubäi een och do muss ënnerscheiden, an ech fannen, et ass sech et e bësse lüchtemaach, hei heiansdo Procès d'intention ze maachen. Et muss een ënnerscheiden tëschent deenen, déi dat wierklech aus Freed un der Natur maachen, an deenen, wou et vläicht prioritär méi eng Fro vu Prestige ass.

An dann, last but not least, geet et ëm d'Wëld, ëm dat sech jo awer hei alles dréit. Dat sinn, Här President, grosso modo d'Acteuren an dësem mouvementéierten Theaterstück, wou d'Politik elo soll derfir suergen, dass alles zu beschter Zefriddenheet soll ausgoen.

Et ass richtig, wa gesot gëtt, dass d'Wiese vun der Juegd sech am Laf vun der Zäit fundamental geännert huet. A groer Virzäit war d'Juegd exklusiv Nahrungserwerb a meeschens mat grousser Liewensgefouer verbonden. Duerno koum eng Zäit, wou d'Juegd de Privileg war vun haaptsächlech de gekréinten Haipter, de Gros vu Kinneken, Keeseren. Haut hu se vläicht manner Krounen op de Käpp an dofir vläicht e bësse méi Mënz an der Täsche. Mä d'ganzt Ëmfeld, Här President, huet sech geännert, an dat ass am Fong geholl d'Ursaach, woufir dat mer haut dësen Débat féieren.

D'Land- an d'Forstwirtschaft huet sech verännert. Mat hir hu sech d'Wëldestand verännert. D'Zäite vun dem villen Nidderwëld sinn eriwwer an et géif ee sech se gären zréckwënschen, mä dat wäert sécher net esou einfach sinn.

D'Äststellung vun der Populatioun zur Natur an zur Kreatur huet sech geännert. D'Mentalitéit, och vu ville Jeeër, an dat wat am Ufank gesot ginn ass stëmmt. Fréier si vill Leit einfach esou, déi, déi op den Dierfer gewunnt hunn a mat der Natur all Dag gelieft hunn, op d'Juegd gaangen. Et sinn der och eng Partie illegal op d'Juegd gaangen a si hu vill derbäi riskéiert zu gewëssen Zäiten, aus der Nout eraus, fir hir Familjen a schwéiere Situatiounen iwwert d'Ronnen ze kréien. Och dat soll ee bei dëser Geleeënheet erwähnen. An dofir sti mer haut an engem ganz anere Kontext.

Déi éischt Fro, déi hei opgeworf ginn ass, ass déi vum Intérêt général. Do seet eise Grupp ganz kloer: Jo. D'Natur ass net méi déi Natur, déi vu sech aus funktionéiert. Et gëtt hei zu Lëtzebuerg kee Wollef, kee Bier a kee Luchs méi,...

(Hilarité)

Entschëllegt, Här President, de gewënschten Effet ass net ausbliwwen!

(Hilarité)

... déi eis Wëldestand regléieren, an dofir muss mer als Mënsch agräifen. Dat zu deem Punkt.

D'Wëlddicht: Et ass vu kenger Säit bestridde ginn, an ech mengen et gëtt och net vun de Jeeër bestridde, dass d'Wëlddicht enorm zougeholl huet, dass se vill ze vill héich ass haut, dass d'Schied an der Landwirtschaft an an der Forstwirtschaft en Ausmooss ugeholl hunn, dat net méi tolerabel ass.

Ech weisen drop hin, dass déi dräi bestehend Bauerenorganisationen, déi sécherlech net esou fro matenee sinn, awer unanime déiselwech Meenung vertrieben, dass d'Densitéit vum Wëld hei am Land muss drastesch zréckgefouert ginn, fir de Schied op de Felde a virun allem an de Wisen endlech entgéintzotrieden.

Well dat si Schied, déi ganz schwéier ze reparéieren sinn. Et entsti ganz vill Schied un de Maschinnen. Et kënn onheemlech vill Dreck ënnert d'Fudder, wat herno zu Schimmelbildung am Fudder féiert, zu grousser Schied an de Véibestänn, an der Leeschtung vum Véi an esou weider. Vun doher ass et absolut noutwendeg, dass deem entgéintgewierkt gëtt.

Ech hunn d'éinescht gesot, mir hunn eng Evolutioun matgemaach vu ganz villem Nidderwëld, wat eng ganz Partie vun eis nach erlieft hunn, wou dat wierklech prédominéiert huet, an dat ass och e bëssen d'Erklärung, woufir dass d'Grousswëld zougeholl huet. Well d'Nidderwëld praktesch oder bal inexistent ginn ass, ass d'Grousswëld als Ersatz geholl ginn. Dofir huet ee sécherlech e gewëssent Verständnis, mä wann et ze vill ass, dann ass et ze vill an da muss eppes geschéien.

Duerfir och vun eiser Säit den Accord, dass muss Mindestabschussquote kommen, dass d'Abschusspläng mussen an deem Sënn contrainnant ginn. Dat muss awer och ze kontrolléieren sinn. Et muss ee sech d'Méiglechkeet ginn, fir da kënnen anzegräifen, wann dat net respektéiert gëtt. Och do sti mir voll a ganz hannendrun.

D'Ursaache vun der Surpopulatioun, do sinn d'Meenunge jo zu engem groussen Deel gedeelt. Ech wëll awer hei soen, dass mir och der Meenung sinn, dass et manner de Klimawandel ass, an nach vill manner den Ubau vun de Maiskulturen, vu Mais als Kultur, deem zur Surpopulatioun, besonnesch bei de Wëlde Schwäin, gefouert huet. Dat ass nëmme eng ganz kuerz Zäit. Dat ass am Fréijoer, wann de Mais gesat gëtt, an dat si keng Quantitéiten, déi do spillen, well déi Käre leien eenzel an der Rei am Feld. Dat ass och nëmme eng Period vu 14 Deeg, dann ass dat eriwwer. Dat huet keen Afloss op d'Fertilitéit.

An datselwech gëllt fir den Hierscht, wat och nëmme eng relativ kuerz Zäit ass. Et ass evident, dass et duerch iwwerdriwwent Fiddere zu där Surpopulatioun komm ass, an deelweis och vläicht duerch net genuch Schéissen. Mä mir sinn eis awer och der Schwierregkeet bewusst, fir genuch ofgeschoss ze kréien.

Duerfir si mir och d'accord, dass een op de Wee geet, fir d'Fidderung generell ze verbidden. Et ass eng elegant Léisung fonnt gi mat der Kurrung, dass gesot gëtt, se dierf nëmme méi da gemaach ginn, wann de Minister se erlaabt. Här Minister, ech wënschen lech bei där Aktivitéit eng glécklech Hand a ganz vill Chance!

D'Fro stellt sech, ob een eng Oflenkungsfidderung - an do si mer bei der Reglementatioun - soll zouloosse während där Zäit, wou de Mais gesat gëtt respektiv wou de Mais zeideg gëtt. D'Fro, déi sech stellt: Hëlleft se wierklech eppes? Mir ass gesot ginn, dass, wann een iwwerhaupt fiddert - an dat schéngt mer e Feeler hei am Land ze sinn -, net genuch op d'Eewäisskomponent

an der Fiddering geuecht gëtt. An der Belsch wär dat Virschréft, datt missten lergen ënnert de Mais gemëscht ginn. Dat géif dozou féieren, datt d'Schwäi vill manner géifen erausgoen a besonnesch um Gréngland da Misär uriichten, well se do eben tiorescht Eewäiss siche ginn, well dat hinne feelt.

Dann de Juegdmodus. D'Klappjuegd ass contestéiert. Mir kréien awer gesot, datt et dach praktesch déi beschte Form wär, well et zwar vill Onrou mécht, awer nëmme während kuerzer Zäit, an déi aner Zäit d'Wëld an de Bësch géifen a Rou gelooss ginn.

Et muss een awer och deen aneren Aspekt kucken. Wa mer d'Schwéngspopulatioun wëllen duerch Bejoung zrëckféieren, da geet et net anescht wéi iwwer Klappjuegd. Well et kann ee ganz vill a ganz laang usëtze goen, fir zum Erfolleg ze kommen. A wann een dat nuechtelaang gemaach huet, dann héiert d'Begeeschterung iergendwann och eng Kéier op. Dat ass ganz sécher net de Wee, deen zum Erfolleg féiert.

Et muss een och bei där Geleeënheet soen, Här President, datt d'Zuel vun de Jeeër, contrairement zur landleefer Meenung, amgaang ass relativ séier zrëckzuegoen. Bei deene jonke Leit ass net méi vill Interêt do. An iergendwa maache mer eis vläicht eng Kéier Gedanken driwwer, wat mer müssen ënnerhuelen, fir erëm méi Jeeër ze kréien. Mir gëtt gesot, datt - an dat misst ee sech bei där Geleeënheet hei och iwwerleeën - de Juegdpermis haut fir vill Leit ze schwéier wier, datt do Saache verlaangt géife ginn, déi iwwert dat, wat ee wierklech bräicht, géifen erausgoen. Mir reegen duerfir un, datt ee sech och doriwwer soll Gedanke maachen.

D'Aussetze vu Wëld. Den Här Goerens huet laang heiriwwer geschwat. Zu Recht. Et ass e Skandal. Ech wëll och hei soen, datt mir et net richtig fannen, datt dee Projet de loi net direkt duerchgezu ginn ass. De Conseil d'État huet eng Remarque générale gemaach. Dat war jo keng Opposition formelle.

(Interruption)

Et war eng Opposition formelle dran. Gutt. Souguer dann. Mir hu jo hei menger Meenung no awer de falsche Reflex, datt mer dann all Kéiers de Kapp anzéien. Ech mengen, mir si Législateur. De Conseil d'État soll seng Meenung soen, mä mir sollen um Enn dat maachen, wat mir fir richtig fannen. Hei wär et richtig gewiescht, dat Gesetz ze stëmmen.

Fakultéit vun der Chasse administrative. Ech hunn et scho gesot, déi muss mer eis ginn. Dat ass ganz kloer. Och do, Här Minister, wäert Dir herno an der Verantwortung sinn, fir d'Décision ze huelen. Och do wënschen ech lech dann eng glécklech Hand.

Dann de Fuuss. Dat ass eng Fro, déi net esou einfach ze beäntweren ass. Et gëtt gesot, d'Fussepulatioun géif sech vum selwe regléieren. Deem steet entgéint, datt mer haut Groussstied hunn, déi de Fiiss bal net méi Meeschter ginn. Ass dat dann elo eng aner Zort vu Fuuss? Oder fonctionnéiert do deen natierleche Regléierungsmechanismus net méi?

(Interruption)

Ech huele gär all Argumenter entgéint. Ech muss och soen, datt sech aus der Sicht vun de Bauere periodesch e Problem stellt, datt d'Maispopulatiounen - elo net dee Mais, deen an de Stécker wissst, mä déi véierbeenege - periodesch iwwerhand huelen a gewaltege Schued un de Kulturen uriichten. Woufir och sécher en Interêt wär, fir datt de Fuuss do wär, fir déi Schwankungen do e bëssen am Grëff ze behalen.

Duerfir ass dat och eng Fro, déi ee muss mat vill Virsiicht ugoen. Ech wëll soen, datt mir do keng virgefaasste Meenung hunn, an datt awer op där anerer Säit - an dat ass een Argument, wat och an der Sitzung gesot ginn ass - d'Nidderwëld effektiv esou staark ofgeholl huet, datt, wann d'Pressioun vum Fuuss do ze vill grouss drop ass, et dann awer och wierklech op d'Käschte vun der Biodiversitéit beim Nidderwëld geet. Och dat muss een an deem Zesammenhang am A behalen.

Dann zum Schluss, well ech gesinn, meng Zäit leeft awer relativ rapid of.

(Interruption)

Den Droit de propriété, e Mënscherecht.

» **M. le Président.** - Déi maache mer awer eréischt bei der Motioun; elo net.

(Interruption)

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Den Droit de propriété, e Mënscherecht. Wa mer eis op dee Standpunkt stellen, da kënnen mer de Remembrement och verbidden oder ofschaafen. Well beim Remembrement ass et och eng Assemblée générale, déi décidéiert, ob oder ob net. An do geet et vill méi an d'Eigentumsrecht era wéi hei, wou et just ëm d'Recht geet, ob een därer iwwer engem seng Parzell goen an e Stéck Wëld schéissen oder net.

Ech fannen, wann een dat doten an d'Noperschaft vun de Mënscherechter réckelt, datt een do manifestement ze wäit geet. Mir deelen dat net. A wann et do eng Schwieeregkeet gëtt, fir dat mat eiser Verfassung an Aklang ze bréngen, da muss mer och drun denken, fir dann eventuell op där Säit änneren ze goen.

D'Reform vun de Juegdsyndikater. Och dat droe mir mat. Et soll ee kucken, datt ee sech an Zukunft no juegdleche Kritären orientéiert, an net no politesche Grenzen.

Här President, ech sinn domadder um Schluss. Mir si selbstverständlech fir en neit a kohärent Gesetz, woubäi ee sech net soll scheien, fir Elementer, déi sech elo bewäert hunn, doran ze iwwerhuelen. Et soll en ausgewogent Gesetz sinn, tëscht den Interesse vun all deenen Acteuren, déi ech éinescht opgezielt hunn. An Här Minister, ech beneiden lech net bei Ärer Aufgab.

(Hilarité)

Mä, dat muss ech dann awer och nach soen: Dir hutt lech Äre Misär jo selwer gesicht.

Domadder soen ech lech Merci.

» **M. le Président.** - Den honorabelen Här Jaerling huet d'Wuert.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Merci, Här President. An och Merci dem Rapporteur an der Kommissioun fir deen explizite Rapport, dee mer hei hunn. An dat, wat bei deem Thema gutt ass, dat ass: Deen décke Rapport ass wierklech ganz gutt, well en déngt souguer Verschiddenen heibannen, fir drop ze klammen, fir och emol eng Kéier hei iwwert d'Pult ze gesinn.

D'Juegd gëtt et säit Mënschegedenken. D'Juegd war an den Herrschaftszäiten den decken Häre virbehalen. Wann anerer gejoet hunn, fir sech ze ernähren, da si se als Wëlderer verdaamt ginn. An et ass mat d'ärselwechter Waff op se geschoss ginn, wéi op d'Déieren.

Haut gesäit et esou aus, oder gëtt et vu Verschiddenen esou duergestallt wéi wann d'Juegd nach just eng Aart Sport wier fir verschidde besser Leit. Ech stelle mer d'Fro: Gëtt et wierklech Mënschen, déi ouni Grond op Liewewiese schéissen an dat als Sport maachen? Oder gëtt et wierklech eng Noutwendegkeet fir d'Juegd? Muss mer d'Juegd reguléieren? Dat sinn d'Froen, déi sech stellen.

De Muere gouf hei an enger Sitzung gesot, dass déi Leit, déi am Besëtzt vu Waffe sinn, méi suizidgefährdet wäere wéi anerer. Dat heescht, si sinn net nëmme geféierlech fir d'Déieren, si sinn och nach eng Gefor fir sech selwer. Solle mer hinnen dofir d'Fléint ewechhuelen, oder vläicht e Gesetz maachen, fir dass se nach just mat Bou a Feil duerfen op d'Juegd goen? Da wär d'Juegd wierklech e Sport. D'Déieren hätten och eng Chance, a verschidde Jeeër géifen och hir Béiertrombone lass ginn.

(Hilarité)

Solle mer dann elo wierklech d'Juegd verbidden? Bon, Verschiddener géife soe Jo. Et sinn der souguer, déi haart Jo soen. Ech kann dat leider net. Well ech wëll jo awer net am spéiden Hierscht op mäi gudder Maufel Marcassin verzichten.

(Hilarité)

An och vu Verschiddene vun deenen, déi géint d'Juegd wiederer, weess ech, dass déi de Marcassin an de Réiréck ganz gären hunn.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Aly Jaerling (ADR).** - Här President, d'Juegd duerf op kee Fall elo erëm eescht zu engem onreguléierte Fräizäitsport ginn, wéi dat esou verschiddelech duergestallt gëtt. Duerfir duerf et och net sinn, dass d'Déieren onnéideg wéinst méi enger schneller Fortpflanzung géint d'Natur gefiddert ginn, an och gefiddert ginn, fir

dass se sech méi séier kënnen fortpflanzen, fir se ofzeschéissen, well soss kënnen mer geschwënn net méi vum Wëld schwätzen, mä vum geziichte Véi fir ofzeschéissen. De Marcassin soll nach ëmmer no Wëld schmaachen an net no geziichtem an iwwerfiddertem Ochs.

Och ass et fir mech an där ganzer Diskussioun wichteg, dass verschidde Aarte vu Juegd, wéi d'Klappjuegd, müssen op e Minimum reduzéiert ginn, wann net souguer verbuede ginn. Mä dat soll jo an der Législatioun da festgehalde ginn.

Ech maache mer awer iwwer eppes Gedanken, an doriwwer huet hei u sech kee geschwat. Dat ass iwwert d'Juegdhënn. Ech war eng Kéier mat eng Klappjuegd esou ukucken. An ech mengen, dass déi Hënn leiden duerch d'Schëss vun deene Jeeër, well se e ganz sensibelt Gehéier hunn. D'Déieren hu méi e sensibelt Gehéier wéi d'Mënschen.

An ech maache mer och Gedanken iwwert déi Aart a Weis, wéi déi Hënn gegrillt ginn...

(Hilarité et interruptions)

...gedrillt ginn. Voilà!

(Hilarité)

Ech hunn „gedrillt“ gesot. Ech wëll awer elo kengem Jeeër ënnerstellen, dass e säin Hond géif grillen.

(Interruption)

» **Une voix.** - Am Kambodscha ass dat esou.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Mä ech maache mer awer Gedanken doriwwer, well déi Hënn jo ganz jonk gezillt ginn op d'Juegd. Ech hat esou en Hond deemools op där Klappjuegd gesinn, e jonken Hond, deen do souz ze zidderen an net méi wousst, wou hannen a vir wär. Ech froe mech, ob dann déi Déieren awer, verschiddener, déi fir d'Juegd gegrillt, gedrillt ginn,...

(Hilarité et interruptions)

Här Castegnaro, Dir braucht net de Kapp ze rëselen; ech hunn et awer richtig geschriwwen!

(Hilarité)

...effektiv déi Hënn jonk gedrillt ginn an da fir d'Juegd net guttgeheesch ginn an dann awer doduerch, dass se gedrillt gi sinn, dann awer vläicht spéider Schied behalen, déi net méi guttzemaache sinn. Et soll ee sech och eng Kéier doriwwer Gedanke maachen, schliesslech...

» **Une voix.** - Dat ass net nëmme beim Déier esou.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Jo, iwwer lech maachen ech mer scho laang Gedanken.

» **M. le Président.** - Wann Der den Här Jaerling géift a Rou seng Ausféierunge maache loossen, da kéimen déi Lapsussen net vir.

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Lëtzebuergesch ass net einfach, Här President.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Et ass d'Zäit vun de Grillfester, Här President.

(Hilarité)

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Bon, Här President, ech mengen op jidde Fall, mir haten e schéinen Débat hei, mä leider fir mech ouni Konklusioun, ausser dass mer elo erëm do ukomm sinn - wéi schon esou oft: Et gëtt eng Lobby, eng Majoritéit fir d'Juegd; et gëtt der, déi gären eng reguléiert Juegd hätten, déi wëssen awer just net wéi, an et gëtt der, déi géint d'Juegd sinn an de Marcassin awer gären hunn, an elo gëtt dann op e Gesetz gehofft, dat d'Konklusioun vun haut soll légitiméieren.

Fazit: Mir sinn hanne bäi a vir widder a mir komme sécherlech an dräi Joer nach eemol erëm, fir feststellen, dass mer nach ëmmer am selwechte Bësch sinn.

Duerfir hoffen ech, dass d'Regierung déi Motioun, déi hei virläit, dann awer eescht hält an esou séier wéi méiglech dofir suert, dass mer kloer Fronten an deem Gesetz kréien.

Ech wëll ofschléissend nach soen - an dat ass mäi Fazit: Ëmmer wann de Mënsch an d'Natur agräift, fir soi-disant ze reguléieren, dann hu mer an der Natur Chaos, an duerfir soll een dofir suergen, dass de Mënsch esou mann wéi méiglech an d'Natur agräift.

» **Une voix.** - Dat ass richtig.

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. Domat ass d'Debatt ofgeschloss. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Minister Lucien Lux.

» **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement.** - Här President, Dir Dammen an

Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kënn elo mat der Feststellung ufänken, dass alles scho gesot ginn ass, mä nach net vu jiddferengem, an duerfir de Versuch maachen, aus deem Débat vun de Mëtteg dach awer erauszueschneiden dat, wat de President Negri schonn ugedeit huet, nämlech dass ech fannen, fir mat der Konklusioun unzefänken, dass de Konsens, dee mer de Mëtteg feststellen, vläicht awer vill méi breet ass, wéi een dat dobaussen, wann een eenzel Saachen héiert a liest, kéint mengen.

Ech mengen, dass mer eis alleguerten emol müssen een deem anere soen, dass mer hei effektiv mat offenem Viséier fueren. Ech wëll och soen, dass ech kengem seng Bonne foi wëll ofschwätzen an och net gären hätt, dass ee mir meng Bonne foi ofschwätzt.

Ech wëll, wat déi Wäertvinstellungen ubelaangt, déi à la base si vun deem, wat mer hei diskutéieren, och dem Här Gira soen: Vous n'avez pas le monopole de l'amour des animaux. - Un Anlehnung un en anere bekannte Saz, fir kloerzemaachen, dass mer viles hei deelen an de Wäertvinstellungen an den Optiounen, déi mer fir d'Zukunft, wat eis Juegd, enger Juegd am 21. Jorhonnert, ubelaangt, wëlle fäerdeg bréngen.

Ech hu virun zwee Joer eng éischte Kéier zu dem Problem vun der Juegd Stellung geholl, an dee Saz, deen ech deemools gebraucht hunn, huet sech net geännert, an och do stelle mer de Mëtteg e grouse Konsens fest, nämlech deen, dass d'Juegd prinzipiell net zur Dispositioun steet.

D'Juegd steet awer zur Diskussioun, an zwar oft heiansdo zu enger hefteger an och noutwendiger Diskussioun, wéi een dat de Mëtteg an alle Riedebäitrag festgestallt huet.

An ouni wëllen en Amalgame vun alle Jeeër ze maachen, muss ee feststellen, dass d'Juegd en Imageproblem huet, well se et net fäerdeg bruecht huet, sech an deene leschte Joren un eis modern Gesellschaft unzepassen.

Eis Ëmwelt an eis Gesellschaft hunn iwwer Jore staark evoluéiert, an d'Finalitéit vun der Juegd hu sech deemoo massiv verännert. D'Juegd ass hei zu Lëtzebuerg keen essenzielle Liwwerant vu Fleesch méi. D'Juegd déngt net méi der ideologescher an op Superstitiounen a Märcher baséierender Exterminatioun vu Raubdéieren, an d'Juegd därer net méi exklusiv zum Pléséier vu gewësse Jeeër ausgeübt ginn.

Ech hat gemengt ze verstoen de Mëtteg, dass mer eis iwwert déi do dräi Punkte lagement eens sinn.

D'Juegd soll en Instrument vun engem ekologesche Wëldmanagement sinn, deem seng Fonctioun et ass, d'Wëlddichten engersäits esou déif ze halen, dass ekologesch an ekonomesch Schied fir d'Land an d'Forstwirtschaft limitéiert kënnen ginn; anerersäits soll si et bedrohten Aarten erméiglechen, sech nees ze erhuelen, oder awer och soll si aus sanitären Ursache stattfannen.

D'Juegd am 21. Jorhonnert muss dem Interêt général déngen a sech domat ekologesche Prämissen ënneruerden. Et ass en enormen Défi fir d'Jeeërschaft, dësere Aufgab gerecht ze ginn, an et verlaangt vun hinnen e regelrechte Paradigmewissel. Den Interêt général gëtt et net zum Nulltarif, mä e muss ekologesch legitiméiert ginn.

Ech wëll hei betounen, dass ech vu menger perséinlecher, ganz perséinlecher Opfaassung zur Juegd hier, déi ech mer ugéeegent hunn, laang ier ech mech als Misär, als Minister...

(Hilarité et interruptions)

Ech probéieren elo nach eng Kéier, da wäert Der gesinn, wéi gutt dass et ass!

...laang ier ech mech als Minister - Komma - Misär hin oder hier - Komma - ...

(Hilarité)

...hu misse mat deem Thema beschäftegen, éischer Bedenke vun den Déiereschützer wéi dem direkten Interessi vun der Jeeërfederatioun nostinn.

Mä wëssenschaftlech fundéiert Studien iwwert d'Densitéit vum Wëld an de Schued, dee verschidde Wëldaarten hei zu Lëtzebuerg uriichten, hu mech awer iwwerzeegt, dass perséinlech Retizenze par rapport zur Juegd, esou novollzéibar se och am Einzelfall sinn a bleiwen, am Verhältnis zum iwwergeuerdeten Interêt vun eiser Gesellschaft net därer iwwerhandhuelen.

Ech sinn also iwwerzeegt, dass mir eng integriert, naturgerecht an nohalteg Juegd brauchen. D'Juegd muss sech als e Bestanddeel vun der Gestiou vun Natur a Landschaft verstoen an do mat aneren Acteure proaktiv zesummeschaffen.

Dat muss d'Basis, Här Negri, vun all neier Gesetzgebung sinn, eng Basis, déi op e grouse Konsens trëfft a mengen Aen, mä déi spéider och - an ech mengen, dat ass e Souci vu villen Interpellant gewiescht - Kontroll an déi néideg Sanktiounen brauch, fir dass et net Makulatur soll bleiwen.

Wann ech op déi vergaange Méint zréckkucken, mer déi verschidde Positionspabeieren an Diskussiounen an der Öffentlechkeet an an der Chamber virun Aen halen an e Bléck an d'Zukunft werfen, drängt sech en Appel un all Concernéiert op, fir eng weiderhi wéi haut de Mëtteg a wéi d'leschte Kéier beim Hearing verünfteg an onpolesch Debatt, fir de Respekt virun énnerschiedleche Positionen, a fir eis elo Zäit ze loosse, fir e kohärent Projet de loi auszeschaffen, deen dann duerno souwisou nach eng Kéier Objet wäert si vun allen Analysen a vun allen Diskussiounen, bis zum Vote définitiv hei an der Chamber.

Ier ech op de Contenu vun där exzellenter Aarbecht vun der Chamber wéll agoen, nach folgend Prezisioun: Mir befannen eis hei an engem Débat d'orientation. An als solche soll dësen Exercice och verstane ginn. D'Chamber soll der Regierung richtungsweisend Indikatiounen ginn, wéi en zukünfteg Juegdgesetz soll ausgesinn. Dat, wat also am Virfeld vun dëser Debatt an an der Motioun vun der Chamber behandelt ginn ass, ass nach net definitiv an all Stee gemeesselt. Ech kommen op dës Constatatioun spéider nach eng Kéier zréck.

Ausgangspunkt vun enger genereller Revisioun vun der Juegd ass déi bestehend Législatioun iwwert d'Juegd, déi méi wéi 100 Joer al ass. Et ass also absolut noutwendeg, fir en neit Juegdgesetz ze schreiwen, aus deem Relikter aus vergaangenen Zäiten definitiv verschwanne mussen an nei Konzepter a Reglementéierung muss verschafft ginn.

Ech wéll hei a kuerze Wieder de Point maachen iwwert déi Punkten, déi en neit Juegdgesetz muss beinhalten:

en definitiv Verbuet vun der Fidderrung vu Wëld; eng strikt Reglementéierung vun der Kurrung; eng weiderhi flexibel Reglementéierung vu Juegdzäiten an Aarten, déi kënnen gejoet ginn, mä och eng Präziséierung unhand vu wëssenschaftleche Kritären, firwat eng Aart ka gejoet ginn; d'Opstellung vu Plans de tir mat minimalen Ofschosszuele pro Juegdloos, opgestallt vun enger Commission cynégétique, där hir Komposition am Sënn vu méi Transparenz an Ausgeglichenheet muss redefiniéiert ginn; eng formell Interdictioun vum Aussetze vu Wëld; d'Aféierung vun der Chasse administrative.

Hei wéll ech eng Klammer maachen, fir mengem Virgänger, dem Kollege Charles Goerens, ze soen, dass ech seng Position de Mëtteg hei net richteg verstanen hu fir ze soen, mir hätte fir d'éischt missen de Projet de loi 5452 ëmsetzen, ier mer déi hei Diskussioun géife féieren. Ech wéilt em trotzdem zwee Sätz virlesen aus dem Avis vum Conseil d'État zu deem Projet de loi.

Am éischte seet en - wann Dir e kennt, da kennt vläicht d'ganz Chamber an d'Öffentlechkeet en net -: «Après un laps de temps de plus de vingt ans, le Conseil d'État se voit de nouveau confronté à un texte lapidaire dont le contenu est une fois de plus dicté par les impératifs du moment et qui ne propose qu'une retouche ponctuelle, supplémentaire à un dispositif dont les insuffisances sont notoires.»

An zu dem Projet selwer seet en zum Schluss vu sengem Avis: «Or, l'encadrement législatif proposé ne saurait, en raison de l'absence de précision, suffire à légitimer le dispositif proposé, de sorte que le Conseil d'État doit s'y opposer formellement.»

Ech woen ze bezweifelen, wa mer nach profitéiert hätten, deen Avis hei ass vum 16. Dezember 2005, wou d'Aarbechten an der Kommissioun schon amgaange waren iwwer eng generell Revisioun vum Juegdgesetz, dass de Conseil d'État eis nach vill méi en hefteg Avis geschriwwen hätt, wa mer gläichzäiteg versicht hätten hei - ech woen elo emol ze behaupten -, ze piddelen un enger allgemenger genereller Gesetzgebung, an op där anerer Säit gläichzäiteg am Parlament amgaange gewiescht wären, iwwer eng generell Revisioun ze diskutieren. Ech mengen net, dass dat eng kohärent Approche gewiescht wär. Duerfir hoffen ech nach ëmmer, dass Der Är Position awer revidéiert an lech kënn uschléissen un déi Motioun, déi vun der Majoritéit hei virgeluecht ginn ass.

» M. le Président - Den Här Goerens.

» M. Charles Goerens (DP) - Här Präsident, op d'Gefor hin, mech ondäitlech

ausgedréckt ze hunn, wéll ech nach eng Kéier rappeléieren, datt et eng inhabituel Prozedur ass, déi ech virgeschloen hunn, mä esou wéi män Nofolger an ech selwer et agesinn hunn, datt hei misst dréngend eppes gemaach ginn, esou bleiwen ech der Meenung, datt dat, wat 2004 als richteg emfonnt ginn ass, vun der Kommissioun gedeelt ginn ass, dat, wat 2005 an e Projet de loi gegoss ginn ass vu mengem Nofolger, 2007 net ka falsch sinn.

Meng Skepsis, datt an enger Réforme globale déi do Dispositiounen kënnen opgefaang ginn, gëtt doduerch geniert, datt ech säit 1979 dee Betrieb hei kennen. An ech weess, wéi bei schwéiere gesetzleche Virgänger et oft ka laang dauere bis eppes a Kraaft trëtt. Ech wéll einfach net méi mat toleréieren a mech domat zum Kompliz maache vun enger Praxis, wou de Stat permanent virgefouert gëtt. Ech hoffen, datt ech dat awer a menger Interventioun weinstens kloer an däitlech zum Ausdruck bruecht hunn, éischtens.

An zweetens: Ech hunn all déi Dispositiounen, déi ech an där Motioun gutt fannen, ganz kloer bejoet a gesot, datt ech am Fong net dofir wier fir den Accord vu menger Fraktioun ze ginn, soulaang mer net op deem dote Punkt Kloerheet geschaf hunn. An ech géif och dem Minister virschloen, ech géif hie froen: Wann en der Meenung ass, datt en dat awer kënn matdroen, wann en an der Motioun géif e Paragraph akzeptieren, bei de Considéranten, «estime l'entrée en vigueur des dispositions relatives à la chasse administrative comme absolument prioritaire, et ce préalablement à la réforme globale de la législation sur la chasse». Wann en dat matdréit, da si mir bereet, déi Motioun do mat ze stëmmen.

» M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement. - Also ech soen elo spontan hei, dass ech dat net wäert droen. Dat gëtt och net gedroe vun der - fir déi ech net ka schwätzen direkt, mä wou ech awer weess - Majoritéit an der Kommissioun a vun der Majoritéit heibannen, déi der Meenung ass, dass et wierklech kee Sënn huet, an engem Moment, wou d'Regierung an de Minister opgefuerdert ginn, en neit Gesetz auszeschaffen bis Enn des Joers, an eng Procédure législative eranzekommen, fir da virdrun ze sprangen.

Ech woen och souguer ze bezweifelen, dass de Conseil d'État iwwerhaupt nach bereet wär, au stade actuel vun den Debatten nach iwwerhaupt ze avisieren. Well e seet: „Dir sidd amgaang eng generell Revisioun ze maachen. Da leet d'Chasse administrative, fir eng bonne Lisibilitéit an eng bonne Visibilitéit vun de Gesetzer, an déi Reform vun der Gesetzgebung dran.“ Ech mengen, et ass dat d'Meenung vun der Majoritéit.

Mä et ass awer eng Divergenz, net vum Fong - iwwert de Fong si mer eis eens heibannen -, an duerfir soen ech, wann et nëmme eng Divergenz ass vun der Method, wéi mer elo virginn, vun der Aart a Weis, wéi mer Prioritéit leeën, da mengen ech, dass dat net duergéit fir déi Motioun, déi dach awer esou vill wäertvoll Ännerungen an Optiounen fir d'Zukunft hëlt, dobäi kënnen ofzelehnen.

Ech mengen, dass doriwwer eraus och eng Redefinitioun vun de Limité vun de Juegdloosen no ekologesche Kritären an deem Gesetz noutwendeg ass, grad wéi och d'Méiglechkeet vun enger revéier-iwwergräifender Bejoeng an och der Ofschaffung vun der Notioun vun den Espèces nuisibles.

Erlaabt mer kuerz nëmme, zu dräi Punkten nach de Mëtteg eppes ze soen.

Zur Fidderrung. Den Haaptdiskussiounspunkt an der Debatt iwwert d'Juegd an deene leschte Wochen a Méint, och an der Kommissioun, war sécherlech dee vun der Fidderrung. Keen huet d'Fidderrung am Endeffekt verdeedegt. Jiddferen, inklusiv d'Vertreeder vun de Jeeër selwer, déi bei mer waren, hu se als e Beweis vun Ignoranz vun elementare biologesche Prinzipien entlarvt; eng Aart Elevage intensif vun Déieren a fräier Natur.

D'Fidderrung muss also an engem neie Juegdgesetz verbuede ginn, inklusiv d'Offenklidderrung. Dat ass en neie Moment an enger Gesetzgebung an och richtungsweisend fir d'Zukunft.

Wou d'Meenungen auserneegaange sinn, war bei der Kurrung. De Fait, Déieren duerch en Apport vun Nahrung op verschidde Plazen ze lackele fir se ze schéissen. Wann um Prinzip vun dëser Praktike keen a priori kann dergéint sinn, huet d'Praxis bewisen, dass d'Kirren net ganz egal wéi gemaach ka ginn, dass se kann an eng regelrecht Fidderrung ausarten an dass eng reglementéiert Kurrung schwéier ze kontrolléieren

ass - ech mengen, dat ass vu Virriedner och schonn hei betount ginn.

Et geet also hei ëm eng Gratwanderung - vläicht eng schmuel - zwëschent gezieltem, zweckorientiertem Ulackele vun Déieren a massivem Kippe vu Mais an eise Bëscher.

D'Kurrung soll a muss esou reglementéiert ginn, dass se et dem Jeeër erlaabt, méi ze schéissen, an dass net vu viraus ausgeschloss ass, dass eng Fidderrung als Kurrung ka getarnt ginn.

Dëst gëtt an engem Reglement gemaach, wéi dat zum Beispill a Rheinland-Pfalz an der Gesetzgebung geschitt ass, wat parallel zur neier Gesetzgebung ausgeschafft gëtt. Dëst Reglement muss zum Beispill kloer definieren, wéi vill a wat fir eng Quantitéit vu Fudder dem Prinzip vun der Kurrung gerecht ginn. Et muss definéiert ginn, wat nach därerf ausgeluecht ginn a wéi dat soll geschéien. Eng maschinell semi-automatiséiert Ausfuhrer vun Nahrungsmittel soll zum Beispill an Zukunft net méi erlaabt sinn. Des Weidere wäert d'Kurrung just nach zu bestëmmten Zäiten am Joer erlaabt sinn.

Zu den Espèces chassables. E weidere kritesche Punkt war dee vun den Aarten, déi därerf gejoet ginn. Dës Polemik ass an der Debatt op eng Fro vun der Fuussejuegd reduzéiert ginn, geet awer méi wäit wéi dat.

Nom Prinzip, dass keng Juegd méi just fir de Plésier kann ausgeübt ginn, mussen Kritären hier, fir d'Identifikatioun vun Aarten, déi kënnen gejoet ginn, an dat muss am Gesetz geschéien.

Eenzel Biologe soe mir, dass de Fuuss misst gejoet ginn, well et e Prédator ass vun Nidderwëld. Anerer ënnersträchen, dass d'Bejoer vum Fuuss éischer zu enger Augmentatioun vu Populatiounen féiert a selwer en Effet régulateur op verschidde Déieren assuréiert. Medeziner warnen, dat hu mer och de Mëtteg hei héieren, virum Fuussebandwuerm. D'Fro, ob de Fuuss soll ënner verschidde Konditiounen gejoet ginn, stellt sech also allemol.

Meng Äntwert op dës Fro ass déi, dass, wa sech Problemer, sief dat ekologescher oder sanitärer Natur, mat enger Aart wéi de Fuuss effektiv stellen, dann ass d'Juegd e Moyen fir dësen entgéintzewirken. D'Wëldbiologie ass awer weder eng staatlech Disziplin nach eng Science exacte mat viraussehbaeren Entwécklungen. Duerfir wäerte mer d'Argumenter, och déi, déi vun der Madame Stein de Mëtteg hei gesot gi sinn, ofweien, an ech ka mer och e Moratoire virstellen, mä dat op der Basis vun objektive Fakten, en connaissance de cause also.

D'Gestioun vu Wëld muss also flexibel sinn, wat a mengen Aen eng ze detailléiert Definitioun per Gesetz vun Aarten, déi kënnen bejoet ginn, ausschléisst. Hei muss ee Flexibilität garantéieren, an dat kann nëmme, wéi dat och schonn haut geschitt, iwwer e Règlement grand-ducal geschéien. Reglementer, déi mer iwwerengs awer beim Projet de loi direkt wëlle mat derbälleeën, fir dass een och de gesamte Mosaik vum Instrumentarium, dee mer reglementaresch wëllen aféieren, gesäit.

D'Kritären, déi zur Bestëmmung vu Juegdzäiten a Wëldaarten déngen, mussen awer wëssenschaftlech fundéiert an ethesch vertribar sinn. La chasse uniquement pour le plaisir ass keen Thema an därerf keen Thema méi sinn.

Zum allgemenge Stellwäert vun der Juegd zum Schluss nach e puer Wuert. Nach eng Kéier wéll ech drun erënneren, dass déi mannsten d'Juegd u sech a Fro gestallt hunn. Villméi geet et drëm, d'Juegd den Ufuerderunge vun eiser heiteger Gesellschaft an enger nohalteger Gestioun vun der Natur am Sënn vum Erhale vun der Biodiversitéit an enger adaptéierter Exploitatioun vun eisen natierleche Ressourcen unzepassen. Ech ginn heimat also vum Prinzip aus, dass d'Juegd als en Instrument vun ökologeschem Wëldmanagement eng Missioun am Interessi vun der Gesellschaft erfëllt.

Wa mer bei dëser Optioun bleiwen - an ech hat de Mëtten d'Gefill, dass all Riedner de Prinzip vum Intérêt général akzeptéiert huet -, da muss dëse Prinzip am Artikel 1 vun engem neie Juegdgesetz verankert ginn, mat folgende Konsequenzen: Juegdpraktiken, déi dëser Missioun net gerecht ginn, ech denken u Fidderrung oder dat absichtlech Netanhale vun Ofschossquoten, sinn d'office vum Dësch a strofbar. D'Adhésioun zu engem Juegdsyndikat vun alle Propriétaires misst garantéiert sinn, an heizou e puer Prezisiounen.

D'Chamberskommissioun huet sech eestëmmege fir d'Bäibehale vun der Klappjuegd als essenziell Mittel zur Wëlddichtreduzierung ausgeschwat. Mir ginn am

Ausland ëm dës Méiglechkeet beneit. Si ass effikass an erlaabt gläichzäiteg och laang Rouzäiten am Bësch, fir d'Wëld an aner Bëschbenotzer eng Revendicatioun, déi unanime vun alle Säiten hei gemaach ginn ass. Eng Schwäizer-Kéis-Konstellatioun, wou Juegdloosen, wou Hënn, Klapper a Jeeër mussen am Slalom operéieren, wäert d'Klappjuegd op laang Zäit manner effikass an eng Reduktioun vun héije Wëlddichte manner realistesch maachen.

Wa mer also eng flächendeckend an doduerch effikass Juegd par le moyen vun der Klappjuegd wëlle garantéieren, ass d'Adhésioun vun alle Propriétaires an engem Syndikat eng bal logesch Konsequenz. Dës Optioun, déi d'Chamber an hirem Rapport an och an der Proposition de motion hëlt, an där ech mech uschléissen, ass kee Cadeau un d'Juegdlobby, wéi ech dat an deene leschten Deeg héieren hunn, mä eng praktesch Noutwendegkeet am Kader vun der Redefinitioun vun der Juegd an de Moyenen, déi hir zur Verfügung stinn.

Mir orientéieren eis hei ganz kloer zum Beispill an deem rezenten Uerteel vum Karlsruher Bundesverfassungsgericht aus Däitschland, dat nonobstant vun engem Arrêt Chassagnou vum Europäesche Gerichtshaff seet, dass, wann d'Juegd eng Mission d'intérêt général huet, den Acte de chasse net zu enger esou gravéierender Aschränkung vum Droit de propriété an der Liberté d'association féiert, fir dass perséinlech Retenzen zur Juegd iwwerhand kënnen huele par rapport zu engem allgemengen Interesse un ökologeschem tragbare Wëlddichten.

D'Bundesverfassungsgericht seet heizou Folgendes, ech zitieren: „Die Regelungen über die gemeinschaftlichen Jagdbezirke und das Jagdausübungsrecht durch die Genossenschaften verfolgen legitime Ziele, sind erforderlich und beeinträchtigen die Eigentümerinteressen nicht unverhältnismäßig.“ Dës legitim Ziler sinn am Bundesjuegdgesetz folgendermoossen ëmraast: „die Erhaltung eines den landwirtschaftlichen und landeskulturellen Verhältnissen angepassten artenreichen und gesunden Wildbestandes sowie die Pflege und Sicherung seiner Lebensgrundlage“.

An da soen ech als Konsequenz dovunner, dass genau dës Ziler sollen och hei zu Lëtzebuerg an engem neie Juegdgesetz definéiert ginn. Dës Approche gëtt eenditeg vun engem Avis juridique am Optrag vum Ëmweltministère bestäetgt. Dëst widersprecht net dem Fait, dass mer hei zu Lëtzebuerg wéi och um Europäesche Gerichtshaff zu Stroosbuerg Uerteeler virleien hunn an och nach erwaarden, déi zum Deel aneschtens argumentéieren.

Mä ech wéll ënnersträchen - well ech d'Gefill hunn, dass oft den Denkfeeler dodranner läit -, dass all déi Uerteeler do sech op eist Gesetz vun 1925 berufen, an deem weder d'Missioun nach den Intérêt général vun der Juegd definéiert ginn ass. D'Fro, ob d'Juegdsyndikater, esou wéi se am Moment hei zu Lëtzebuerg funktionéieren, iwwerhaupt enger Associatioun am Sënn vun der Europäescher Mënschenrechtskonvention entsprechen, wéll ech hei emol iwwerhaupt net opwerfen, well et eis an dësem juristeschen Dédale am Moment net weiderbréngt.

Déi Optioun, déi mer hei huelen, wëllt net heeschen, dass perséinlech Aversiounen zur Juegd, déi, mengen ech, méi duerch den Imageproblem vun der Juegd wéi duerch den Acte de chasse selwer hierkommen, einfach ignoréiert gi sinn. Villméi, mengen ech, dass d'Redefinitioun vun der Juegd als en Instrument vum Wëldmanagement am Sënn vum Naturschutz ville vun den heitege Juegdgëigner wäert entgéintkommen.

Leschtenens heescht den Intérêt public vun der Juegd, dass d'Jeeërschaft sech muss esou verhalten, dass sech och d'Öffentlechkeet, d'Opinion publique, déi sech fir méi Naturschutz breitmécht, domadder identifizierte kann. A gleeft mer, dat brauch considéabel Efforten an Iwwerzeugungsaarbecht vu Säite vun de Jeeër, compte tenu vun där dach relativ schlechter Reputatioun, déi Eenzelner dobaussen oft genéissen. Dem Jeeër wäert an Zukunft méi genau op d'Fangere gekuckt ginn, mä mir sollten him keng onnëtz Steng an de Wee

leeën, fir seng Missiounen kënnen ze erfëllen, an och net en Amalgame maachen an all Jeeër an een Dëppe geheien.

Zu gudder Lescht wëll ech d'Juegd an hire Stellerwäert am Kader vun eisen nationalen Efforten a puncto Naturschutz och kuerz belichten. Den nationalen Naturschutzplang, dee leschte Mount offiziell virgestallt ginn ass, weist kloer, dass et net nëmme d'Juegd ass, déi responsabel ass fir den dach oft erschreckende Réckgang vu verschiddenen Aarten an Habitater hei zu Lëtzebuerg. Eng naturgerecht an nohaltig Juegd ass also just e kleng Bestanddeel vun enger ganzer Serie vu Mesuren, déi mussen an Ugrëff geholl ginn, fir eise internationalen Engagement, den Aarteverloscht bis 2010 ze stoppen, gerecht ze ginn. D'Juegd soll also net iwwerbewäert ginn, mä hirer spezifescher Funktioun am Kader vun enger geziilter Naturschutzpolitik gerecht ginn.

Meng Konklusioun de Mëtteg ass déi heiten: D'Method vun deene leschte Méint hei an der Chamber ass konform mat deem, wat och am Regierungsprogramm stoung, fir d'éischt d'Orientéierungsdebatt an der Chamber, dann d'Ausarbechtung vun engem Projet de loi bis Ufank 2008 a wa méiglech - an dofir wäerte mer alles maachen - nach de Vote an dëser Legislaturperiode.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement.** - Ech war selwer 15 Joer Deputéierten an hu selten - an dat soen ech ganz riichteraus an éierlech - eng esou exemplaresch, transparent an oppe Preparatioun vun engem Dossier erlieft, wéi bei dësem hei. Ech wëll alle Bedeelegten, besonnesch awer och dem President Roger Negri an dem Rapporteur Romain Schneider, félicitéieren fir hir exzellente Aarbecht, an domadder och déi vu menge Mataarbechter am Ministère an an der Forstverwaltung mat aschléissen, wou ech - kënn ech dat Geheimnis hei verrodde - och nach laang net Unanimitéit an all deene Froen vun dësem Dossier hei feststellen.

Ech loosse mech, wéi all déi, déi sachlech dës Debatt verfollegen an och nach verfollegen wëllen, net vu Polemiken dobaussen infizéieren. Ech weess, dass mir elo den Optrag hunn, e Projet auszeschaffen, den d'Juegd endlech an eng Gesellschaft vum 21. Jorhonnert féiert, naturgerecht an nohaltig, an dës Aarbecht wäerte mer vun e Méindeg un upaken.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domat ass d'Debatt ofgeschloss.

Motion 1

Mir hunn d'Motioun vum honorablen Här Negri. Ech denken, dass de Vote électronique verlaangt ass.

(Interruption)

Fir d'éischt kritt den Här Goerens nach eng Kéier d'Wuert.

» **M. Charles Goerens (DP).** - Jo, Här President, ech kennen dem Minister seng Haltung. Ech froe just pour la forme nach eng Kéier d'Chamber, ob se mat deem Amendement, deen ech proposéiert hat, d'accord ass. Wann dat de Fall ass, da stëmme mir déi Motioun aus all deene Grënn, déi ech dévoppéiert hunn. Wann dat net de Fall ass, da wäerte mer eis abstenéieren.

Ech resuméieren oder ech rappeléieren nach eng Kéier den Amendement: «La Chambre estime l'entrée en vigueur d'une disposition relative à la chasse administrative comme absolument prioritaire, et ce préalablement à la réforme globale de la législation sur la chasse.»

» **M. le Président.** - Fir déi do Fro direkt ze klären, esou wäit wéi ech d'Spriecher héieren hu vun der Majoritéit si se net d'accord mat esou enger Proposition.

Voilà, dann huet den Här Gira d'Wuert gefrot.

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Ech wollt nach eng Kéier kuerz d'Wuert ergräifen, an zwar fir zur Motioun ze schwätzen.

Éischtens, fir ze erkläre firwat déi gréng Fraktioun dës Motioun net wäert stëmme, obwuel se souwuel bei de Constatatiounen wéi och bei de Forderung viles, viles kann droen.

Mä fir awer och mäin Erstaunen zum Ausdrock ze bréngen iwwer eenzel Sätz, déi ech dann hei an dëser Motioun ermënnen. Mir hu gréisser Problemer mat zwee Paragraphen, zwou Forderungen. Dat ass déi eng iwwert d'Forderung; ech ginn net nach eng Kéier an den Detail. Mä wann een x-mol vun där Verwaltung, déi misst eng Kührung kontrolléieren, ganz kloer an däitlech gesot kritt, si wier net ze kontrolléieren, da mengen ech kann ee keng aféieren; hei schreiwe se «strictement réglementé». Mä onofhängeg dovun hunn ech och de Mëtteg nach kee sachlech, kee wëssenschaftlech Argument héieren, wat déi Kührung géif néideg maachen.

Deelweis sinn déi Saachen, déi hei gesot ginn, souguer widderspréchelech. Wann een op där enger Säit seet, am Ausland géife mer beneit ginn, well mer 80, 85% op enger Klappjuegd schéissen, da kann ee jo net soen: Mir brauche Kührungen; well esou vill weess ech jo awer wat leeft. Op enger Klappjuegd brauch ee keng Kührung. Do gëtt jo d'ganz Revéier ofgegraast an do kritt een d'Déieren all ze erfassen. Also, do widerspréchen d'Leit sech selwer.

Ech verstinn net, firwat mer net d'Welt op d'Féiss setzen a soen: Mir verbidden all Form vu Fiddung. Mir hunn een Expert héieren, deen eis un engem konkrete Beispill gewisen huet, wéi séier, ouni souguer zousätzlech Moosnamen, eventuell d'Bestänn erfëllen, wa mer dann och nach vläicht d'Chance hunn, eng Kéier e kale Wanter ze kréien. Duerfir kënnen mer déi heite Forderung esou net deelen.

An déi zweet ass déi iwwert d'Periode de chasse an d'Espèces chassables. Dat wat hei steet ass näischt anescht wéi de Status quo. Domat ass dem Fuuss net gehollef. Mir sinn der Meinung, dass een do eng kloer Ausso hätt misse maachen.

Da verstinn ech net esou richteg, oder ech sinn nach e bëssen erstaunt iwwert dee leschte Considérant. Dee seet, wann ee géif d'Hobbyjuegd duerch professionell Leit ersetzen, da wier dat géint den Intérêt public. Also, do hunn ech awer Schwierigkeiten, déi Logik nozevollzéien.

Et kann ee vläicht soen: Dat ass net néideg oder dat gëtt ze deier. Mä awer elo ze maache wéi, wa muer professionell Leit déi Missioun géifen iwwerhuelen, dat géif manner funktionéieren wéi dat heiten, dat ass e bëssen d'selwecht wéi wann ee géif soen: Mir schafen d'Police of an d'Pompjeeë regléieren de Verkéier. Also, do hunn ech awer Schwierigkeiten, wéi deen dote Saz zustane komm ass. Mä dat ass da vläicht den Auteuren hiert Geheimnis.

Wou ech awer da guer näischt méi verstinn, dat ass, dass an deem ganz wichtege Punkt vun der Zwangsrekrutierung an e Juegd-syndikat dës Chamber, déi awer grad gefuerdert ass, well ëmmerhin en Uerteel vun der Cour administrative doläit, sech laanscht eng Propos hei fuddelt. Dat Eenzege, wat dës Chamber mécht: Si hält Akt vun engem Avis, dee vun der Regierung ausgeschafft ginn ass.

Dat ass schonn e bëssen erstaunlech. Wann d'Chamber selwer vun enger Institution, déi si selwer geschaf huet, nämlech dem Médiateur, en absolut pertinent Avis doleien huet, nach eng Kéier, ech widderhuelen et, vun enger Persoun, déi jorelaang zu Stroossbuerg selwer Riichter war, da kann ech dat nëmme erstaunlech fannen.

Mä ech sinn dann iwwerrascht, dass dës Chamber bei de Forderung keng Position ergräift a kloer an däitlech seet, wat se wëllt hunn. Dat ass dann awer e bëssen erstaunlech, wann ee weess, dass grad dat Uerteel dozou bäigedroen huet, dass mer vläicht haut iwwert d'Juegd diskutéieren an en Débat d'orientation hunn.

Ech wëll dann awer och nach eng Kéier dräi Sätz zum Inhalt soen, well hei awer op ville Plaze Konfusioun ass. Dass och haut schonn d'Juegd um Mënscherechtsgerichtshaff zu Stroossbuerg als en Intérêt général ugesi gëtt, dat ass evident. Well wann dat net de Fall wär, da géif zu Stroossbuerg iwwerhaapt net driwwer diskutéiert ginn, well wann eppes net d'Intérêt général ass, dann ass et scho guer net méiglech, e Mënscherecht mat Féiss ze trëppelen.

Wat awer d'Cour zu Stroossbuerg kuckt, dat ass, ob den Agrëff an eent vun de Mënscherechter nécessaire ass, fir den Intérêt général ze gewahren. D'Beispill aus Frankräich weist, dass d'Zwangsrekrutierung an de Juegd syndikater apparément weder juristescht nach praktesch nécessaire ass, fir d'Juegd weiderhin ze

exercéieren. Well mir ass net zu Ouere komm, dass zënter dem Joer 2000, wou Frankräich sech un den Arrêt vun der Cour adaptéiert huet, de Chaos géif a Frankräich herrschen, wat d'Juegd ubelaangt.

Ech betounen nach eng Kéier, dass de Stellerwäert vun der Juegd do e ganz aneren ass an dass do nach vill méi Jeeër si mat engem grouse Stellerwäert. Frankräich huet et ee Joer nom Arrêt fäerdeg bruecht, eng Légslation ze maachen, déi juristescht d'Strooss hält, déi praktesch anscheinend ouni Problemer duerchzesetzen ass. Da froen ech mech, firwat dat hei net machbar ass. An da gleewen ech net méi u juristescht Spitzfindigkeiten, mä da stellen ech einfach fest, dass dës Majoritéit dat net wëllt maachen.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Den Här Mehlen huet d'Wuert nach gefrot.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Här President, och mir si mat de grouse Linne vun dëser Motioun averstanen. Ech muss allerdings soen, et sinn dräi Punkten, wou mer Bedenken hunn, déi deelweis redaktioneller Natur sinn.

Dat eent ass den «Agrainage en petites quantités, strictement réglementé». Do war, souwäit ech mech erënneren, awer an der Kommissioun Rieds, dat dat soll cas par cas op Autorisatioun vum Minister geschéien. Wa mer hei ufänken ze generell ze reglementéieren, dann ass natierlech d'Gefor ganz grouss, datt d'Abusé kommen. D'Forstverwaltung huet eis och gesot, datt et immens schwéier gëtt, fir dat ze kontrolléieren. Duerfir géife mir proposéieren, den «strictement réglementé» duerch «sur seule autorisation du ministre» ze ersetzen.

Dat Zweet ass d'Reorganisatioun vun de Juegdousen: «en réorganisant les districts et les lots de chasse». Do ass awer keng Orientatioun dran. Mir géife proposéieren, «en réorganisant la fixation des limites des lots de chasse», well dorëm geet et jo eigentlech, «sous le point de vue» - oder wéi een et och ëmmer wëllt formuléieren - «de l'exercice de celle-ci». Dat heescht, datt d'Juegdleche Aspekter sollen ausschlaggebend sinn, an net iergendwellech Gemengen- oder Sektionsgrenzen.

An dann nach deen Abschnitt hannendrun: «à abolir la notion d'animaux nuisibles et malfaisants dans la législation». Wann dat generell geduecht ass, da muss ech lech soen, et gëtt awer Déieren, déi wierklech schiedlech sinn. Ech hunn éinescht vun de Mais geschwat, wa se iwwerhand huelen, déi ganz Kulture futti maachen. Mir hunn dat virun zwee Joer gehat, wou wierklech géigendeweis d'Bauere bal näischt hate vu Fudder fir anzeféieren, well d'Mais alles futti gemaach hunn. Et muss awer nach méiglech sinn, fir och esou Schädlingen - an ech nenne se bewusst Schädlingen - ze bekämpfen.

Mir hunn Honger an der Welt zu engem groussen Deel, well d'Raten an den Häfen alles futti maachen. Ech mengen, et géif kengem Mënsch afale fir ze soen, d'Rad wär keen animal nuisible. Wann een a sengem Bongert Wullmais huet, déi him sämtlech Beem futti maachen, ech mengen, da komme mer och, wat den Naturschutz ubelaangt, a Gewëssenskonflikter. Fir mech ass dat dann och en Animal nuisible. Mir wieren eis dogéint, datt dat soll generell aus der Légslation erauskommen. Wann dat net sollt de Fall sinn, da wäerte mir eis bei dëser Motioun enthalen.

» **M. le Président.** - Voilà! Domat si mer um Enn vun der Debatt.

Elo stëmme mer of. Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Da stëmme mer elektronesch of. Voilà! De Minister huet jo zur Motioun Stellung geholl.

Vote

D'Motioun 1 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmme, bei 7 Nee-Stëmme a 14 Absentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme

Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz).

Se sont abstenus: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Voilà! Domat ass dës Punkt vun eise Order du jour ofgeschloss.

Mir kommen zur Question avec débat vum honorablen Här Braz iwwert d'Aféierung vun der numerescher Televisioun am Joer 2008. Här Braz!

3. Question avec débat N°16 de M. Félix Braz relative à l'accord-cadre «câble» - Passage à la télévision numérique pour le 31 janvier 2008

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. No der Aféierung vun der faarweger Televisioun viru laange Joren ass am Televisiounsberäich ganz laang Jore keen notablen technesche Fortschritt méi gewiescht. Haut hu mer mam Aféieren a mam Passage op d'igital Televisioun déi éische Kéier nees e groussen techneschen Émschwong am Beräich vun der Iwwerdroung vun der Televisioun ze notéieren.

Et gëtt och eng europäesch Direktiv, déi festgeluecht huet, dass am Joer 2012 a ganz Europa definitiv d'analog Ausstrahlung soll ofgeschaaft ginn. Mir hätten dann domadder just nach d'igital Iwwerdroung, sief et iwwer Kabel, sief et och iwwer eng terrestresch Ausstrahlung. Mä en tout état de cause ass et 2012 eriwir mat der analoger Televisioun.

Dat huet fir d'Leit dobaussen eng Rei Nodeeler. Déi Nodeeler sinn, dass ee fir all Televisioun en digitale Kabelreceiver brauch, eng sougenannte Set-Top-Box. Déi huet e Käschtepunkt vu 70 bis 100 Euro. Et gëtt och en neie Package mat de Programmer - ron 80 Programmer ab dem 1. Januar 2008 -, dee méi héich Droit d'auteur wäert mat sech bréngen. Déi ginn erop vu 17,5 Euro hors TVA op 55 Euro hors TVA pro Joer am Abonnement.

Et ass also eng Augmentatioun vu ron 80 Euro pro Mount pro Abonné, an net wéi schonn ee Bedriwer, dee scho méi oft mat der ULC ze dinn hat, et wollt maachen, dass en déi Augmentatioun wollt pro Uschloss maachen an net nëmme pro Abonné. A fir dass et keng Mëssverständnisse gëtt: Ech schwätze vun der Coditel an net vun all deenen aneren.

Et gëtt awer och Virdeeler fir d'Leit hei am Land, an zwar déi, dass se méi Programmer kréien, dass se virun allem awer och e wesentlech bessert Bild kréien an och e wesentlech besseren Toun, wa se Televisioun kucken. Et muss een och drun erënneren, dass haut scho ron 90% vun de Senderanstalten hir Programmer iwwerhaupt nëmme nach digital ausstrahlen - Tendenz och do steigend.

Deen neien Accord, deen op den 1. Januar 2008 a Kraaft trëtt hei zu Lëtzebuerg, huet also wéi gesot ron 80 Programmer, mä et bleift och fir all eenzelnen Opérateur d'Méiglechkeet bestoen, op déi Programmer do nach weiderer dropzesetzen. Wann also Kritiken um aktuelle Package sinn, an ech hunn der perséinlech deelweis och, dann ännert dat näischt drun, dass all Opérateur fräi ass, dat Angebot ze kompletéieren an domadder en Angebot ze liwweren, wat dann all den Uspréich och ka gerecht ginn.

An der Lescht gouf et e bëssen Diskussiounen zu deem Thema. Et läit awer och dorunner, dass déi Diskussiounen nach net richteg gefouert gi sinn, well spéitstens wa mer an déi konkret Phas vun der Émsetzung ginn op d'igital Televisioun, dat heescht, wann d'Leit sech wäerte missen equipéieren mat de Set-Top-Boxen, wäert dat eiser

Aschätzung no hei am Land nach zu méi Diskussiounen féieren, wéi dat am Moment de Fall ass.

Der Lëtzebuerger Regierung no soll am Prinzip och den 31. Januar 2008 dat analogt Signal hei zu Lëtzebuerg ofgeschalt ginn, woumat Lëtzebuerg och als Mediendauer op där do Fro eng Virreiderpositioun géif anhuelen.

Dat stelle mir als gréng Fraktioun awer aus zwee Grénn a Fro. Deen éischte Grond ass, well mer den Datum ganz einfach fir net realistesch halen. Et wäert kengem Opérateur hei am Land geléngen, bis zu deem Datum eng vernünfteg Unzuel vu Stéit mat deene Set-Top-Boxen ze équipéieren, an domat ass och kloer, dass net een eenzegen Opérateur dat Signal och wäert ofschalten, wann d'Leit an hirem Netz net équipéiert si mat deene Set-Top-Boxen.

Zweetens muss ee sech och froen, ob et iwwerhaupt muss sinn. Et kënn jo elo Bewegung am Moment an de Marché. D'Post kënnegt elo un, iwwert den IPTV iwwregens exakt déiselwecht 80 Programmer zum exakt deemselwechten Tarif unzebidden. Dat wäert awer net esou séier goen, wéi vill Leit sech dat erhoffen. Dat wäert net an Zäit vun dräi Méint am ganze Land verfügbar sinn.

Et kënn och elo eng technesch dréit Optioun derbäi iwwert déi terrestresch Ausstrahlung vun digitale Signaler. Och do hu mer schonn eng Infrastruktur, déi méi wéi nëmmen e puer Programmer eigentlech ka packen an och kann ausstrahlen. Alles dat ass awer nëmmen digital.

Nëmmen déi historesch Kabelanbieter hunn d'Méiglechkeet, nieft dem digitale Signal parallel och dat analogt Signal nach um Liewen ze halen, a mir mengen, dass et och noutwendeg ass, dass een en doucen Iwwergang méiglech léisst, dass een also net soll dat analogt Signal ze séier vum Marché huelen.

Duerfir plädéiere mir aus dräi Grénn fir eng Verlängerung vun deem genannten Datum vum Januar 2008. Mir mengen, dass dat Verdeelen an dat Installéieren Zäit wäert brauchen. Notamment bei ville Leit, déi scho Schwierigkeeten hunn, mat deene komplexen Téléecommanden eens ze ginn, ass ganz vill Erklärung an och Zäit noutwendeg.

Zweetens, vill kleng Netzbedreier wäerte misse ganz vill Suen investéieren, notamment an de ländleche Regiounen, wa se wëllen amstand sinn, dat digitaalt Signal iwwer hir Kappstatioun och ze diffuséieren. Dat wäert eng ganz Partie Leit praktesch virun d'Onméiglechkeet stellen, dat ze maachen. Déi brauchen also Zäit fir mat eventuelle Partner sech kënnen ëmstellen, well d'Post nach net esou séier wäert do sinn an deene ländleche Regiounen. Mir kënnen also net all déi Leit jo einfach am Plang loossen a soen, et gétt ofgeschalt. Da wär do keng Televisioun méi!

Dréttens ginn déi nei Téléeeën, déi op de Marché kommen, an Zukunft och schonn ouni Set-Top-Box. Do kann een d'Kaarte schonn integréieren - eppes, wat am Moment nëmme bei Haut-de-gamme-Televisiounen fonctionnéiert, wat awer an Zukunft och bei méi bëllegen Televisiounen wäert goen. Ergo solle mer och do net ze vill Drock drop ausüben, dass jiddferee sech elo scho misst eng Set-Top-Box kafen, wann een an engem Joer oder annerhallwem oder zwee aner Méiglechkeeten, déi fir d'Leit méi präiswäert sinn, schonn op de Marché kritt.

Duerfir eis Fro: Mir froen d'Regierung, ob se net der Meenung ass, dass een den Datum vum 31. Januar 2008, deen do genannt gétt, ganz einfach soll zréckzéien, an dass een et nëmme soll beim Engagement belouwen ouni een Délai ze nennen, dass d'Lëtzebuerger Regierung zesumme mat all de Cäblo-opérateure sech drëm wäert beméien, méiglechst séier fir eng Penetratioun um Marché vun der digitaler Televisioun anzewierken an dass mer eis net sollen ënner Drock setze mat Délaien, déi nieft der Realitéit vum Terrain lafen.

» M. le Président. - Här Braz, Dir musst zum Schluss kommen. Mir hunn Är Fro héieren.

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - A mir mengen, dass keen Opérateur dat Signal wäert ofschalte soulaang et net genuch Leit gétt, déi déi Këschen hunn, a mir fuerderen lech op, Här Minister, eis an deem Sënn do eng positiv Äntwert ze ginn.

» Une voix. - Très bien!

(Interruptions et hilarité)

» M. le Président. - Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

» M. Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications. - Här President, Dir

Dammen an Dir Hären, den Här Braz huet hei, wéi wann dat nach néideg gewiescht wär, ënner Beweis gestallt, dass hien den Dossier op eng exzellent Manéier maîtresiert, well déi meescht vun deene Saachen, déi hie gesot huet, waren exakt genau...

(Interruption)

...richteg, an hie beweist also, dass hien déi Technik maîtresiert. Dat ass och net anormal, well hie jo als Escher Schäfteen och zu engem vun deene Signatairé vun deem Accord gehéiert, wat net mäi Fall ass. Ech hunn deen Accord net ënnerschriwwen. D'Regierung huet,...

(Interruption et hilarité)

Jo, Här Braz!

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Ech wëll lech net ënnerstellen, dass Dir den Dossier net gradesou gutt géift kennen.

(Hilarité)

Trotzdeem war dat do net ganz wouer: D'Stad Esch ass, contrairement zu deem, wat Dir behaupt, net Member vun der Associatioun vun de Cäblo-opérateuren, huet also à ce titre den Accord net ënnerschriwwen. Mir hunn en eréischt duerno awer iwwerholl. Mä dat huet awer mam Datum vum 31. Januar strictement näischt ze dinn.

» M. Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications. - Wat ech wollt soen, Här Braz...

(Interruption)

Wat ech wollt soen, Här Braz, an dat maacht Dir mer jo och net falsch, dat ass, dass Dir ee vun de Signatairé vun deem Accord sidd, quitte dass Dir net ee vun deenen éischte Signatairé vun deem Accord waart.

Mä wat awer Fakt ass, dat ass, dass och d'Regierung deen Accord positiv begleet, well en nämlech en essenzielle Problem léist, dat ass dee vun de Rechter an Zukunft a vun de Rechter an der Vergaangenheet, an dee Problem gétt ëmmer méi akut am digitalen Zäitalter.

Ech si frou, dass ech hei d'Geleeënheet kréien, déi Saach ze erklären, duerzeleeën, ze tässelen, well Konfusioun an deem Dossier ass näischt Guddes. An ech kommen Ärem Rot da gär no an ech probéieren, dat dat och op eng douce Manéier hei ze maachen.

(Interruption)

Här Kox, ech mengen, dat wäert mer och haut geléngen.

D'Madame Brasseur iwwregens huet mer och schonn eng Kéier eng Fro hei gestallt, wou ech net ganz vill Zäit hat ze äntwerten. Duerfir sinn ech och frou, dass ech dat haut hei ka maachen.

D'Fro ass jo déi hei: Wat geschitt den 1. Januar 2008, wann ech keen Decoder hunn? Bleift da mäin Écran schwaarz? Meng Äntwert dozou ass kloer: Dat ass net de Fall. Wann ech den 1. Januar 2008 keen Decoder hunn, bleift mäin Écran net schwaarz.

Et geet eis jo hei an deem Accord dorëm, dee vu ganz ville gedroe gétt an och vun der ganz grousser Majoritéit vun de Cäblo-opérateuren entre-temps ënnerschriwwen ass, fir de schwaarzen Écran ze évitieren.

Mir si jo net ugetrueden, fir deen Écran erbäizeschwieren, well dat wär jo de Contraire vun deem, wat mer wëllen. Wat mer wëllen, dat ass dee schwaarzen Écran am digitalen Zäitalter évitieren, an ech mengen, dat war den Haaptproblem, den Haapttrisiko. An do kënnen mer soen, deen ass geléist, an deen ass geléist ouni dass Fuerderunge fir de Passé gestallt ginn an ouni dass d'Cäblo-opérateuren eppes dropleeën, dat heescht sech beräichere géifen un deem Accord. Och duerfir hu mer gesuergt. Dat war mäin éischte Punkt.

Mäin zweete Punkt, Här President, ass, dass d'Numérisatioun kënn. D'Fro, déi sech also stellt, ass, ob mer eis se vu baussen imposéiere loossen. Duerfir kënn an deem Sënn och eng Iwwergangsperiod.

» Déi nächst Etappen, dat ass am Hierscht, wéi gesot déi Intensificatioun vun de Kontakter tëschent de Cäblo-opérateuren an hire Clienten. Dat ass e formellen Appel vu menger Säit aus. Mir wäerten dat weider begleeden. D'Transitioun leeft dann un, a well mer et weider begleeden, wäerte mer och periodesch kucken, wou mer dru sinn. Mir hunn dat am Abrëll gemaach, mir hunn et am Mee hei kuerz gemaach, op Inter-

däitsch - imposéiere loossen, oder ob mer probéieren, se ze organiséieren. Ech hu mech dofir entscheet fir ze hëllef mat ze organiséieren op Basis vun deem Accord, deen do virläit.

Mä déi Numérisatioun, wa se kënn, heescht net, dass vun engem Dag op deen aneren et vun 100% analog op 0% analog geet a vun 0% digital op 100% digital. Et geet mir drëm, dass mer fir de Januar 2008 eng Offer hunn, eng digital Offer, wouvun all Mënsch ka profitéieren, flächendeckend, dass keen ausgeschloss ass.

Parallèll wëlle mer hëllef, Problemer ze léisen, déi optrieden. A wann ech gesot hunn, dass mir deen Accord positiv begleeden a begleet hunn, da këmmere mir eis elo ëm d'Ëmsetzung. Ech géif dat gär mat all Mënsch zesumme maachen: mat de Cäblo-opérateuren, mat de Chäinen, mat deenen, déi d'Rechter vertrieeden, mat de Gemengen, am Intérêt vun all Mënsch, dass jiddferee sech erëmfënnt, a virun allem dass den Téléspectateur sech erëmfënnt, well dorëm geet et jo.

A vu dass mer déi Problemer wëllen hëllef léisen, déi optrieden, ass et och esou, dass et evident ass, dass eng Iwwergangsphas wäert do kommen. Ech hunn d'Cäblo-opérateuren iwwert de Wee vun hierer Associatioun gefrot, ob si esou eng Phas sech kéinte virstellen. Si hu mer net méi spéit wéi des Woch duerch de Mond vun hirem President an hirem Sekretär bestätegt, dass se dat géife maachen, also déi Iwwergangsphas géifen organiséieren.

Et brauch ee sech also keng Suergen ze maachen. Ausser vläicht an engem Fall, an dat ass dee vun der Coditel; do kommen ech herno vläicht nach drop zréck.

D'Cäblo-opérateure wäere jo och schlecht beroden, wa se géifen op eemol vun engem Dag op deen anere soen, zack, elo ass et eriwuer, an hir Clienten esou an de Ree stellen.

Ech wëll iwwregens Folgendes nach dozou soen: Am Februar op der Pressekonferenz, wou deen Accord hei virgestallt ginn ass, ass vun engem Journalist un den deemolege President vun der Association vun de Cäblo-opérateuren d'Fro no der Iwwergangsperiod gestallt ginn. Hien huet deemools geäntwert, dass si selbstverständlech hire Clienté géifen hëlfeën, wéi ëmmer. Déi Deklaratioun ass awer net zur Kenntnis geholl ginn deemools. Wann déi also zur Kenntnis geholl gi wär, dann hätte mer vläicht déi Debatt hei haut net. An Dir wësst gradesou gutt wéi ech, dass am Accord selwer och Méiglechkeete virgesi sinn, fir esou Transitiounen ze organiséieren. Ech invitieren all Exploitanten vun Antennen, och dovunner Gebrauch ze maachen.

Wat elo essenziell ass, dat ass, dass d'Cäblo-opérateuren an deenen nächste Wochen a Méint de Kontakt mat hire Clienté fleegen, dass se sech ëm se këmmere. De Succès vun der Operatioun hänkt dovun of, wéi se sech an deenen nächste Wochen a Méint wäerten ëm hir Clienté këmmere. Et geet drëm an hir Aufgab ass et, fir d'Clienten dovun ze iwwerzeegen, dass d'Numérisatioun besser ass, well si ass besser. Et geet drëm, fir dass d'Opérateuren eigentlech zum Ausdrock bréngen, dass, wann ech mäi schéinen neien Écran wëll voll notzen, ech d'Numérisatioun brauch.

Et ass also un hinnen, den direkte Kontakt mat hire Clienten ze fleegen. Et ass och un hinnen, iwwert de Wee vu Campagnen - Dir hutt dat och ugeschwat - dat Ganz zum Droen ze bréngen. An da sinn ech iwwerzeegt, dass mer dat och zügeg, uerdentlech a séier ofgewéckelt kréien.

Alles an allem also: D'Numérisatioun kënn. Si kënn menger Meenung no besser op eng organiséiert Manéier, wat mer zesumme maachen - an nach eng Kéier en Appel un all Mënsch, fir mat un deem nämlechte Strang ze zéien! -, als wéi wa mer eis se vu baussen imposéiere loossen. Duerfir kënn an deem Sënn och eng Iwwergangsperiod.

Ech hunn dat scho gesot. Mir sinn do fir Problemer hëlfeën ze léisen. Den Haaptproblem vun schwaarzen Écran à l'ère numérique ass geléist. An ech denken, dass, wa mer alleguer konstruktiv an op eng roueg Manéier an op eng douce Manéier, Här Braz, wéi Der gesot hutt, dass uginn, mer dat och an deenen nächste Wochen a Méint an de Grëff kréien.

Déi nächst Etappen, dat ass am Hierscht, wéi gesot déi Intensificatioun vun de Kontakter tëschent de Cäblo-opérateuren an hire Clienten. Dat ass e formellen Appel vu menger Säit aus. Mir wäerten dat weider begleeden. D'Transitioun leeft dann un, a well mer et weider begleeden, wäerte mer och periodesch kucken, wou mer dru sinn. Mir hunn dat am Abrëll gemaach, mir hunn et am Mee hei kuerz gemaach, op Inter-

ventioun vun der Madame Brasseur hin. Mir maachen et elo am Juni. Mir wäerten et am Hierscht maachen. Mir wäerten et am Dezember maachen a mir wäerten et am Fréijoer maachen.

Zousätzlech, Här President, wëll ech soen, dass et och Alternativen zum Kabel gétt. Den Här Braz huet dat gesot. En huet de Satellit net genannt, mä de Satellit ass haut och schonn eng valabel Alternativ zum Kabel, an et ass kee mat sengem Cäblo-opérateur bestuet hei am Land. Et ass also jiddferee fräi an deem Choix ze wielen, deen nach méi grouss wäert ginn, wann IP-TV, also Internet-Televisioun, do ass.

(Interruption)

Ee Wuert nach zu der Praxis, wéi se haut ass.

Gemenge wéi Wellesteen a Stengefort hu mengen Informatiounen no hiren Awunner en Decoder zur Verfügung gestallt. Dat heescht, do ass also de Problem integral geléist. Déi Gemengen hunn also kee Problem. Ech weess, dass eng ganz Rei aner Cäblo-opérateure konstruktiv amgang sinn, u Léisungen ze schaffen. Dat sinn déi wou ech dovun geschwat hunn, dass se am Hierscht géifen domat erauskommen. Et gétt och Beispiller vu Gemengen, déi den Decoder fir 40 Euro zur Verfügung stellen.

Natierlech ass et esou, dass, wa mer Stengefort a Wellesteen op där enger Säit vun der Skala hunn, mer op där anerer Säit vun der Skala déi kommerziell Praktike vun der Coditel hunn. Ech soen et ganz kloer, Här President: Déi kommerziell Praktike vun der Coditel polluéieren deen Dossier hei op eng Manéier, déi fir mech net méi akzeptabel ass!

» Une voix. - Très bien!

» M. Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications. - Mäi Message hei un d'Coditel ass deen: „Behuel dech wéi d'Leit, da geet et der wéi de Leit!“

Et kann nämlech net sinn, dass eng Gesellschaft esou weineg Estime oder Respekt fir hir Clienten huet, dass ee se förmlech dozou dréckt, op de Satellit oder op eppes anescht iwwerzeweisen. Wann een dat mécht ouni Explikatioun, ouni den Telefon opzehiewen, da brauch ee sech och a mengen Aen net ze wonneren.

2008 soll also d'Joer ginn, wou hei zu Lëtzebuerg flächendeckend eng digital Offer ugebuede gétt. 2008 heescht awer net, dass zur gläicher Zäit flächendeckend vun engem Dag op deen aneren den Analog och géif ofgeschalt ginn. Et kënn eng Transitiounsphas. Et kënn eng douce Transitiounsphas. Mir wäerte se organiséieren. D'Cäblo-opérateure mussen elo an hire Réseau selwer kucken, wéi se se organiséieren.

Gemenge wéi Wellesteen a Stengefort zum Beispill, déi brauche keng, well jo d'Decodieren disponibel sinn.

Ech maachen ëmmer erëm drop opmierksam, dass mer iergendwann an en Zäitalter kommen, wou ëmmer manner Programmer analog diffuséiert ginn. Mat Ausnahm vun der Coditel, wou och déi wirtschaftspolitesch Instrumenter musse spillen, Conseil de la concurrence, protection du consommateur, gétt et also keen Ulass fir sech hei Suergen ze maachen. Den Alarm kann also ofgeblose ginn. Mir mussen eis weider ëm den Dossier këmmere. Ech wär frou, wa mer dat zesummen op eng konstruktiv Manéier kéinte maachen.

Do wou Problemer sinn, hëllef mer se ze léisen, an do wou Erklärungsbedarf besteet, gi mer eis och Méi deem nozekommen. An ech wär frou, wann och all déi aner sech géife vläicht e bësse Méi ginn, fir sech op eng konstruktiv an douce Manéier, Här Braz, fir domadder ofzeschleissen, dorëm ze këmmere, dass mer déi Erklärungen och hikriegen.

Ech soen lech Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Minister. Domadder komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat heescht, déi zwee Projeten, déi mer hunn, de Projet 5638 a 5650, wou all Kéiers den Här Glesener Rapporteur ass. Hie wäert de Rapport vun deenen zwee Projete beienee maachen. Här Marcel Glesener, Dir hutt d'Wuert.

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung

live an integral

mat enger Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

4. 5638 - Projet de loi portant approbation de l'Accord OTAN sur la communication, à des fins de défense, d'informations techniques, fait à Bruxelles, le 19 octobre 1970

5650 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le statut des Forces Armées Danoises, Grecques, Italiennes, Luxembourgeoises, Norvégiennes, Portugaises, Espagnoles et Turques lors d'un séjour temporaire en République fédérale d'Allemagne, ainsi que les Déclarations sur la juridiction pénale, signés à Bonn, le 29 avril 1998

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

» M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.- Merci, Hür President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech ka mech kuerzfaassen, fir déi zwee Projete mateneen hei ze exposéieren, well de schréftleche Rapport an och den Exposé des motifs vun de Projet-de-loien zimlech explizit sinn. Ganz kuerz.

De Projet 5638: Hei geet et drëm, een Accord ze ratifizéieren, deen den 19. Oktober 1970 - also 1970! -...

(Hilarité)

...vun den NATO-Länner ënnerschriwwen ginn ass. Et ass dat ee Kommunikatiounsaccord, a leider Gottes - a glécklecherweis awer - ass Lëtzebuerg dat eenzegt Land, wat iwwer 30 Joer gebraucht huet, fir deen Accord ze ratifizéieren.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech weess net, wéissou a firwat, mä dat ass net oninteressant, trotz allem.

Deen Accord vun 1970 huet zum Zil, e juristesche Kader ze schafen, fir d'Propriétéit an d'Benetzung vun techneschen Informatiounen vun den NATO-Länner festzeleeën. An de leschten 30 Joer huet d'Entwécklung hin zu engem performanten Iwwerwachungssystem selbstverständlech gewalleg zougeholl. Et handelt sech also ëm eng terrestresch Iwwerwachungscapacitéit vun transportabele Radarinstallatiounen, mat deem Zil, de Buedem ze iwwerwaachen a prezis Kenntnissier ze kréie fir d'NATO, virun an no NATO-Interventiounen.

Voilà, dat ass also den Objet. Et ass also ganz kloer, datt eng Ratifikatioun vum Lëtzebuurger Parlament zu deem Accord vun 1970 iwwerfällleg ass.

Mir begréissen och, datt de Minister Schiltz, nodeem e kuerz Arméiminister ginn ass, dann och deem Folleg gelescht huet an esou den Dépôt de 24. November an der Chamber gemaach huet. De Statsrot huet den 20. Mäerz 2007 e positiven Avis geschriwwen an den 30. Abrëll dëst Joer huet déi zoustänneg Kommissioun eestëmmeg de Rapport och ugeholl.

Voilà, Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif am Numm vun der zoustänneger Kommissioun och d'Parlamentarier bidden, deem Accord an deem Projet hir Zoustëmmung ze ginn. Ech ginn och selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. Marcel Glesener (CSV), rapporteur.- Dann de Projet 5650. Dat ass een Accord, deen den 29. Abrëll 1998 - dat ass och scho laang hier - ënnerzeechent ginn ass vun de Länner Dänemark, Griichenland, Italien, Lëtzebuerg, Norwegen, Portugal, Spuenien an der Türkei, mat der däitscher Regierung, fir den temporären Openthalt vun Zaldoten aus deene Länner an der Bundesrepublik ze regelen.

All déi Länner, déi ech do genannt hunn, hunn deen Accord selbstverständlech och scho laang ratifizéiert. Lëtzebuerg huet dat bis elo och vergiess a mir hunn dann haut dee Moment, wou mer da kënnen dat nohuelen an deen Accord och ratifizéieren.

De Minister huet den 11. Dezember 2006 dee Projet vun der Ratifikatioun déposéiert. De Statsrot huet den 20. Mäerz dëst Joer e positiven Avis ofgeluecht. De 26. Mäerz huet eis zoustänneg Kommissioun de Projet analyséiert an den 30. Abrëll hu mer eestëmmeg och dee Projet an dee Rapport hei ugeholl.

Kolleeginnen a Kolleegen, fir ofzeschlësse géif ech dann am Numm vun der Kom-

missioun d'Chamber bidden, dee Projet do och unzehuelen an em Är Zoustëmmung ze ginn. An ech ginn och selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, all déi aner Fraktiounen hu mer signaléiert, dass se mat den Ausféierunge vum Här Glesener d'accord sinn, an ech sinn iwwerzeegt, dass d'Regierung frou ass, dass d'Chamber breet déi zwee Projete stëmme wäert, esou dass mer zum Vote vun dem éischte Projet kommen, dem 5638.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5638 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5638 ass eestëmmeg mat 60 Stëmme ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roger Negri), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Emile Calmes), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer zum Vote vum Projet de loi 5650.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5650 et dispense du second vote constitutionnel

Och dëse Projet ass eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roland Schreiner), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Emile Calmes), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm. Déi nächst Sitzung si programméiert fir den 3., 4. a 5. Juli. Den Ordre du jour gëtt lech schréftlech matgedeelt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.43 heures)

Chamber TV



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Henri Grethen, Vice-Président

Ordre du jour

1. Hommage à la mémoire de M. Robert Prüssen, Député honoraire
2. Communications
3. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés
4. Ordre du jour
5. Dépôt d'une proposition de loi
6. Dépôt d'un projet de loi
7. Heure de questions au Gouvernement
 - Question N°208 du 2 juillet 2007 de M. Gilles Roth relative au projet de la tangente Ouest et à l'élargissement de l'autoroute A6, adressée à M. le Ministre des Travaux publics
 - Question N°209 du 3 juillet 2007 de M. Xavier Bettel relative à l'implantation de la nouvelle «Fixerstuff» à Luxembourg-Bonnevoie, adressée à M. le Ministre des Travaux publics
 - Question N°210 du 2 juillet 2007 de Mme Lydie Err relative au maintien de l'organisation des Mujahidines du peuple d'Iran sur la liste des personnes, groupes et entités considérés comme terroristes par l'Union européenne, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration
 - Question N°211 du 2 juillet 2007 de M. Félix Braz relative à l'application de l'article 86 du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics dans le contexte des délais de paiement accordés par le Centre commun de la Sécurité sociale, adressée à M. le Ministre des Travaux publics
 - Question N°212 du 3 juillet 2007 de M. Marco Schank relative à la production de biogaz au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Environnement
 - Question N°213 du 3 juillet 2007 de M. Robert Mehlen relative à l'abus d'alcool, adressée à M. le Ministre de la Santé
 - Question N°214 du 2 juillet 2007 de M. Roger Negri sur les premiers constats relatifs à l'interdiction de dépassement pour les poids lourds sur les autoroutes, adressée à M. le Ministre des Transports
 - Question N°215 du 3 juillet 2007 de M. Xavier Bettel relative à la cohabitation entre jeunes victimes et agresseurs au sein du Centre socio-éducatif de Dreibern, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
 - Question N°216 du 2 juillet 2007 de Mme Viviane Loschetter relative à la résolution 1557 (2007) et à la recommandation 1799 (2007) du Conseil de l'Europe concernant l'image des femmes dans la publicité, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances
 - Question N°217 du 3 juillet 2007 de M. Robert Mehlen relative à l'impact d'organismes génétiquement modifiés sur les populations d'abeilles, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
 - Question N°218 du 3 juillet 2007 de M. Claude Adam relative au problème de la reproduction mécanique d'œuvres protégées (photocopie et imprimante), adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
8. Question avec débat N°22 de M. Xavier Bettel relative à l'instauration du «modèle suédois» qui interdit la prostitution et prévoit la pénalisation des clients
9. Question avec débat N°23 de M. Marco Schank relative au Musée de l'Ardoise de Haut-Martelange
10. 5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution
(Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle - Discussion générale - Premier vote constitutionnel)
11. 5656 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État
(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
12. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des procédures d'asile
(Discussion générale - Motion - Vote)
13. 5706 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part, et de son Acte final, signés à Luxembourg, le 12 juin 2006
5712 - Projet de loi portant approbation du Protocole d'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République d'Albanie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier dans la République d'Albanie ou les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas), signé à La Haye, le 9 juin 2005
(Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

» M. le Président. - D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

» Une voix. - Neen, Här President.

1. Hommage à la mémoire de M. Robert Prüssen, Député honoraire

» M. le Président. - Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kolleegen, ech hunn déi traureg Flicht, lech den Doud vun engem fréiere Kolleeg, dem Här Dokter Robert Prüssen, matzedeelen, deen eis den 28. Juni am Alter vun 91 Joer fir ëmmer verlooss huet.

Als Jong aus enger Apdikteschfamill huet hie seng Studien a spéider säi Beruff der Medezin verschriwwen. Nodeems hien ufanks de 40er Jore fir länger Zäit bei der Universitätsklinik Marburg dëngschtverpflicht war, koum hien nom Krich an d'Land zrëck, wou hie sech als Spezialist zu Ettelbréck an duerno zu Esch niddergelooss huet.

Seng Popularitéit bei de Leit war en zolidd Fundament, op deem hie seng politesch Carrière op Gemengen- a Landesniveau opbaue konnt. Esou war hie vun 1972 bis 1981 Conseiller am Escher Gemengerot an huet vun 1974 bis 1984 hei an der Chamber an de Reie vun der DP-Fraktioun d'Interesse vum Land vertrueden. Et läit op der Hand, dass dee Verstuerwenen haaptsächlech um Gebitt vun der Gesondheetspolitik gewierkt huet, fir säin héich appréciéiert Fachwëssen an den Dëngscht vun der Allgemengheet ze stellen.

Mat sengem Doud verléiert d'Stad Esch e bekannte Politiker, deen e groussen Deel vu senger Fräizäit an de Sport an an d'Jugendarbecht investéiert huet; virun allem awer geet hir en engagéierten a beléiften Dokter verluer.

Senger Famill gëllt eist oprichtegt Bäileed an d'Vespriechechen, dass mir de Verstuerwenen a beschter Erënnerung behale wäerten.

Loosse mer opstoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Eier ze erweisen!

(Minute de recueillement)

Ech soen lech Merci.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1) **5740** Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2006

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 26.06.2007

2) **5741** Projet de loi - portant transposition de la directive 2005/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2005 relative à la réassurance et modifiant les directives 73/239/CEE et 92/49/CEE du Conseil ainsi que les directives 98/78/CE et 2002/83/CE, et modifiant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et - portant transposition de la directive 2006/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés, 83/349/CEE concernant les comptes consolidés, 86/635/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers et 91/674/CEE concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance et - modifiant la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative: - aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises

d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois - aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 26.06.2007

3) **5742** Projet de loi portant - création de l'Administration de la Navigation Aérienne - modification de - la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; - la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation Civile; - la loi du 26 juillet 2002 sur la police et sur l'exploitation de l'aéroport de Luxembourg ainsi que sur la construction d'une nouvelle aérogare; - la loi du 22 décembre 2006 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007; - et abrogation de la loi modifiée du 26 juillet 1975 portant création de l'administration de l'Aéroport

Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, le 28.06.2007

3) En date du 21 juin 2007 la Fédération Saint-Hubert des chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg a remis la pétition N°284 en faveur du maintien de la chasse traditionnelle.

3. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Laut Artikel 66(2) vum Chamberreglement gouf op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen d'Proposition de loi vun der Madame Renée Wagener iwwert d'Gläichbehandlung tëschent Mann a Fra vum Rôle gestrach.

4. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, schléit d'Presidentekonferenz der Chamber Folgendes vir:

Haut de Mëtteg fänke mer u mat enger Froestonn un d'Regierung; duerno hu mer eng Question avec débat vum honorabelen Här Bettel iwwert d'Prostitutioun; dann eng Question avec débat vum honorabelen Här Schank iwwert de Musée vun der Lee zu Maarteleng; de Revisiounsvorschlag 5596 vum Artikel 16 vun eiser Verfassung, bei dëser Proposition gëtt mat enger qualifizierter Majoritéit ofgestëmmt; dann de Projet de loi iwwert de Beamtestatut; eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der DP-Fraktioun iwwert d'Asylprozeduren; de Projet 5706, en Associatiounsofkomme tëschent der EU an Albanien, nom Basismodell, an e Protokoll zu engem Ofkomme tëschent der Europäescher Unioun an Albanien iwwert d'Readmissioun vun deene Leit, déi sech illegal an dëse Länner ophalen.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer eng Orientéierungsdebatt iwwert déi intern Sécherheet, zesumme mat der Interpellatioun vun där honorabelen Madame Flesch iwwert d'Gläichgewicht tëschent der öffentlecher Sécherheet an den individuelle Fräiheeten.

Iwwermuer um hallwer dräi hu mer eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun deene Gréngen iwwert d'Chargés de cours am Préscolaire an am Primaire; dann de Projet de loi iwwert den Nordstad-Lycée; d'Question avec débat vum honorabelen Här Huss iwwert déi hyperaktiv Kanner; d'Interpellatioun vum honorabelen Här Krieps iwwert d'Problematik vun den Organtransplantatiounen a schlussendlech de Projet de loi 5448 iwwert d'Uwendung vu mënschlechen Zellen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Den honorabelen Här Schank huet d'Wuert gefrot. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

5. Dépôt d'une proposition de loi

» **M. Marco Schank** (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt deen Dépôt vun enger Proposition de loi maachen haut de Mëtteg, an zwar geet et ëm d'Kreatioun vun engem Service vun den öffentleche Bibliothéiken. Dat am Kontext vun enger Renaissance vun öffentleche Bibliothéiken, déi déi lescht Joren entstanen sinn an déi nach entstinn, wat am Kontext vun der Renaissance vum Buch steet. Et geet drëm fir eng koordinéiert Virgehensweis an Zukunft vis-à-vis vun deene Kreatiounen ze ginn. An deem Kontext, wéi gesot, déi Proposition de loi.

- Proposition de loi N°5743 portant création d'un Service de bibliothèques publiques.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix**.- Très bien.

» **M. le Président**.- Merci, Här Schank. Ech ginn lech Akt vum Dépôt vun dëser Proposition de loi, déi op den Instanzewee geschéckt gëtt.

D'Regierung freet d'Wuert. Den Här Claude Wiseler, Bauteminister a Minister vun der Fonction publique.

6. Dépôt d'un projet de loi

» **M. Claude Wiseler**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Merci, Här President. Ech wollt och e Projet de loi déposieren.

Ech wollt lech soen, datt ech autoriséiert si par Arrêté grand-ducal vum 29. Juni 2007, hei an der Chamber e Projet iwwert d'Construction d'ateliers et de dépôts dans l'intérêt de l'administration des Bâtiments publics à Bertrange-Bourmicht hei an der Chamber ze déposieren.

- *Projet de loi N°5744 relatif à la construction d'ateliers et de dépôts dans l'intérêt de l'administration des Bâtiments publics à Bertrange-Bourmicht.*

» **M. le Président**.- Ass den Arrêté grand-ducal vum 2002?

» **M. Claude Wiseler**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- 29. Juni 2007.

» **M. le Président**.- Pardon, ech hat 2002 verstanen. Ech ginn Akt vun dem Dépôt vun dësem Projet de loi, deen un déi zustänneg Chamberskommissioun verweise gëtt.

Mir kommen dann un d'Froestonn un d'Regierung. Dir wësst, dass laut Artikel 83 vun eisem Reglement den Deputéierten zwou Minutten Zäit huet, fir seng Fro ze stellen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir dorobber ze äntwerten. D'Fro kommen ofwiessend vu Majoritéit an Oppositioun.

Déi éischt Fro kënn vum CSV-Deputéierten, dem honorabelen Här Gilles Roth, relative au projet de la tangente Ouest et à l'élargissement de l'autoroute A6, déi sech un den Här Bauteminister adresséiert. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

7. Heure de questions au Gouvernement

- **Question N°208 du 2 juillet 2007 de M. Gilles Roth relative au projet de la tangente Ouest et à l'élargissement de l'autoroute A6, adressée à M. le Ministre des Travaux publics**

» **M. Gilles Roth** (CSV).- Här President, an engem RTL-Televisiounsinterview vum 5. Juni 2007 schwätzt den Direkter vu Ponts et Chaussées sech fir een Ausbau vun der Areler Autobunn A6 op sechs Spure vun der Areler Autobunn A6 op sechs Spure aus, an zwar vu Beetebuerg bis op Mamer. Dësen Ausbau soll a Phase realiséiert ginn an zu Beetebuerg ufänke fir zu Mamer bei der Tangente Ouest opzehalen, esou den Direkter vun der Stroossebauverwaltung.

Meng Fro un de Bauteminister, ob et no dëser dach verwonnerlecher Ausso elo heescht, dass d'Tangente Ouest schonn eng beschlossene Saach ass an et just nach eng Fro vun der Zäit ass, bis dass de Bau vun dëser Strooss realiséiert gëtt. Wéi huet et sech do mat de legale Prozeduren? Impaktstudien, besonnesch am Ëmweltberäich, Voté vun der Chamber an den Impakt vun der Nordstrooss?

An deemselwechte Kontext wollt ech vun dem Bauteminister wëssen, ob d'Reali-

satioun vun der West-Tangente eng Viraussetzung fir den Ausbau vun der Areler Autobunn op sechs Spure bis op Mamer wier.

» **M. le Président**.- Merci, Här Roth. Den Här Bauteminister Claude Wiseler huet d'Wuert.

» **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Ech wollt am Fong den Här Roth hei direkt rassurieren andeems ech soen, datt deen een an deen anere Projet sécherlech schonn eppes mateneen ze dinn hunn, mä sécherlech och awer indépendant vunenee behandelt ginn an datt et kloer ass, datt d'Tangente Ouest net eng Conditio sine qua non vum Ausbau op sechs Spure vun der Autobunn zwëschent Beetebuerg a Mamer ass.

Deen Ausbauprojet zwëschent Beetebuerg a Mamer, deen ass, wéi Der wësst, reportéiert gi fir d'Joren 2007, 2008 an 2009, an deenen Diskussiounen, déi mer iwwert d'Finanzementer vun deenen eenzelne Projeten haten. Et ass also e Projet, dee reportéiert ginn ass, deen nach wie vor der Regierung als e wichtege Projet erschéngt. Dir wësst alleguer, wat fir eng Schwierigkeete mer op der Autobunn zwëschent Mamer a Beetebuerg hunn. Déi brauch ech lech net ze beschreiwen.

Zweete Punkt, wou ech den Här Roth wollt berouege mat der Ausso, et ass kloer, datt mer net ufänken eng Tangente Ouest ze bauen, ier mer hei e Gesetz an der Chamber gestëmmt hunn. Net nëmmen dat, mä ier mer och all déi aner legal Prozeduren duerchgaange sinn. Dat ass ganz kloer.

Vläicht ee Rappel fir ze soen, wou mer mat de legale Prozeduren dru sinn a wéini am Fong eréischt eng Décisioun geholl gëtt op deem Projet, well eng definitiv Décisioun op dem Projet vun der Tangente Ouest ass momentan net geholl, fir dat kloer an daitlech ze soen.

Mir si momentan drun, datt mer dat, wat mer Étude d'impact territorial et comparaison des variantes nennen, maachen. Dat ass eng Etüd, déi vum Ministère de l'Aménagement du Territoire, dat heescht vum Intérieur, elo amgang ass gemaach ze ginn an och geschwé wäert ofgeschloss sinn.

Dat Zweet, wat da parallel muss kommen, dat ass, datt mer d'Elaboratioun vun enger Notice d'impact détailléiert maachen, wat d'Ëmwelt ugeet, wat engem dann och erlaabt, fir dee ganzen ekologeschen Impakt op deene verschiddene Varianten, déi studéiert ginn, kënnen ze kucken.

An dat Nächst, wat gemaach muss ginn, dat ass d'Elaboratioun vun enger Notice d'impact sur la sécurité.

Wa mer dat dann alles bis hunn, dann ass et natierlech och kloer, datt déi ganz Konsultatiounsphas ugeet, wou och d'Öffentlechkeet, de Public ka vun deenen eenzelne Projete Kenntnis huelen, sech dorwuer ausschwätzen, wou och déi eenzel Gemengen natierlech Avisé kënnen ginn, a wou dann dee ganze Pak geschnürt an d'Regierung kënn, déi dann decidéiert, ob oder ob net, a wa Jo, wat fir eng Variant da geholl gëtt.

An da gëtt eng Étude d'impact détaillée gemaach, wann d'Äntwert dann op enger Variant Jo wär, an déi nächst Etapp, dat ass dann d'Definitivitéit vun de compensatoire Mesurë vum Ëmweltministère, wann d'Äntwert da Jo wär op deem ganzen Tracé.

Dat fir lech ze berouegen a fir lech den Detail ze soe vun all deenen Aarbechten, déi nach virun eis stinn. Dat heescht an anere Wierder, datt nach eng laang Procédure préparatoire virdrun ass, wou jiddferee ka mat all senge Suergen, senge Problemer sech ausdrécken, ier mer zu enger definitiver Décisioun an da schlussendlech zum Bau kommen, wann dat da sollt sinn.

» **M. le Président**.- Merci, Här Minister - mat der Bemierkung, dass ech awer net gemierkt hat, dass den Här Roth extrem opgereegt gewiescht wär.

(Hilarité)

Sou, déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Bettel och un den Här Minister vun den Travaux publics. Et geet ëm d'Fixerstuff zu Bouneweg. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°209 du 3 juillet 2007 de M. Xavier Bettel relative à l'implantation de la nouvelle «Fixerstuff» à Luxembourg-Bonnevoie, adressée à M. le Ministre des Travaux publics**

» **M. Xavier Bettel** (DP).- Här President, ech soen lech Merci. Ech wollt dem Bauteminister eng Fro stellen, well ech gëscher Owend op der Tëlee de President vun der CSV-Sektioun Bouneweg gesinn hunn, den Här Alain Biren, deen och zu Bouneweg ganz aktiv ass fir Petitiouns-

lëschte bei de Leit ënnerschreiwen ze loosse géint d'Localitéit wou den CSV-Minister Wiseler d'Fixerstuff wëllt installéieren.

Ech wollt wëssen, ob do scho vun der CSV-Sektioun Bouneweg op jidde Fall Kontakt geholl ginn ass vun där Associatioun mam Bauteminister. Wa Jo, wat ass do diskutéiert ginn? Well och den Här Biren gëschter op der Tëlee gesot huet, dass hie jo eng ganz Rëtsch vun anere Siten ze proposéieren hätt.

Kann den Här Minister der Chamber soen als Parteikolleeg am Fong vun deem, dee géint d'Fixerstuff ass, wéi den Dialog mam Här Biren ass, oder ob en op jidde Fall informéiert ass, oder ob Kontakt scho geholl ginn ass?

» **M. le Président**.- Här Bauteminister, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions diverses)

» **Une voix**.- Gitt net nervös! Gitt net nervös!

» **Une autre voix**.- Mir hunn am Moment de Bauteminister.

(Hilarité)

» **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Ech hunn e klenge Problem, Här Bettel: Ech hunn d'Tëlee gëschter net gekuckt. E grouse Feeler!

(Interruption)

An ech hunn och nach net mat der CSV-Bouneweg momentan dorwuer geschwat, awer ech kann lech soen, wou de Projet momentan drun ass.

Dir wësst, datt dat hei e Projet ass, deen eng ganz Rei Froen opwerft. Dir als Sozialschäfte vun der Stad kennt déi Fro mindestens gradesou gutt...

» **Plusieurs voix**.- Ah! Très bien!

» **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*.- ...wéi de fréiere Sozialschäfte vun der Stad, deen elo amgang ass, hei mat lech ze schwätzen.

D'Geschicht vun deem Dossier ass natierlech kloer. Et war jo e Projet an der Hollerecher Strooss sengerzäit virun enger Rei Joren, deen ass vun der Stad Lëtzebuerg aus enger Rei Grënn - ech war déi Zäit och am Schäfferot - net autoriséiert ginn, mat der Ausso, datt dem Stat eng Plaz proposéiert géif ginn, wou esou e Foyer kéint definitiv operéiert ginn.

An Tëschenzäit, an dat wësst Der, ass dee Foyer operéiert ginn, dee mer en face vun der Gare hunn, deen e provisoeresche Container ass an deen och sáin Déngscht gutt mécht, wat awer e provisoeresche Foyer ass, deen net éiweg kann do stoen.

Ech mengen, d'Utilisatioun dovunner, esou wéi se all Wanter an esou wéi se am Fong d'ganz Joer duerch ass, huet bewisen, datt esou eng Infrastruktur bluttoutwendeg ass an där doter Géigend an datt se onverzichtbar ass an där Géigend.

Elo hu mer awer virun enger Woch, 14 Deeg hei an der Chamber e Projet de loi gestëmmt iwwert de Bau vum Lycée technique des Professions de Santé an dofir brauche mer deen Terrain, wou elo déi provisoeresch Container stinn.

Aus deem Grond huet dann och de Stat zesummen an am Konsens mam Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg en aneren Uert gesicht, en aneren Uert och determinéiert, deen op där anerer Säit vun der Strooss ass, an den Travaux-publics-Minister huet en pleine connaissance de cause vum Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg och d'Pläng elo fäerdeg gestallt.

Ech hunn och viru 14 Deeg hei gesot während dem Vote vum Projet de loi vum Lycée, datt mir selbstverständlech bereet sinn, de Leit genau ze explizéieren, de Gesondheitsminister an ech zesumme mat der Stad Lëtzebuerg, wéi esou e Fonctionnement da géif goen a wéi dat soll...

(Interruption)

» **M. le Président**.- Här Bettel, da lauschtert elo emol no, wat den Här Minister seet!

(Brouhaha général)

» **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*.- Ech mengen, dat hei ass awer e Problem, wou ech net wëlles hunn an net Loscht hunn, eng iergendwellech Polemik eranzubringen, well deen hei Dossier ass mer esou wichteg, a mir brauchen esou eng Infrastruktur, datt ech dat mat der noutwendeger Serenitéit wéll hei traitéieren. Dat schéngt mer wesentlech ze sinn, datt mer hei zu engem Schluss kommen.

Dee Projet, dee mer do wëlle maachen, ass also noutwendeg, an ech soen hei kloer an daitlech, datt mer net kënnen higoen an déi

provisoresch Containeren ewechhuelen, wa mer net eng aner Struktur hu fir all déi Problemer, fir all déi Suergen a fir all dee Misär, dee sech do ofspilt. Dat sief emol kloer an dättelech gesot.

Voilà!

(Interruption)

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vun der honorabeler Madame Lydie Err, déi sech adresséiert un den delegéierten Ausseminister iwwert d'Lëscht vun deene Persounen a Gruppen, déi vun der Europäescher Unioun als Terroriste betruecht ginn. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

- Question N°210 du 2 juillet 2007 de Mme Lydie Err relative au maintien de l'organisation des Mujahidines du peuple d'Iran sur la liste des personnes, groupes et entités considérés comme terroristes par l'Union européenne, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Merci, Här President. Den 11. September 2001 wässe mer all, wat zu New York geschitt ass. Doropshin ass decidéiert ginn, um europäeschen Niveau eng Lëscht vun Terroristenorganisatiounen ze maachen, déi onofhängeg vun där amerikanescher wär. Duerno, zënter Mee 2002, dat heescht dräi Méint drop, huet sech op där Lëscht do eng iranesch Oppositionsgrupp erëmfondt, déi virduch nogewisenerweis - wéi soll ech soen? - keng Gewalttate gemaach huet an déi nom 11. September erkläert huet, dass se géif formell aller Gewalt ofsoen.

Déi Lëscht, déi gétt all sechs Méint ajustéiert. A géint de Fait, dass si op esou enger Lëscht stinn, ass e Recours um Kierchbiereg agefouert ginn. D'Europäescht Geriicht huet déi Décisioun, fir déi op d'Lëscht ze setzen, annulléiert aus formellen Ursachen, ouni op de Fong ze goen, mä d'Décisioun vun der Europäescher Gemeinschaft ass annulléiert ginn, well d'Prozedur net an der Rei war, well se net motivéiert war, well keng Auditoun vun deenen incriminierte Leit gemaach ginn ass a well keng Explikatioun an der Décisioun war iwwert de Fong.

Entre-temps hunn ongeféier 1.000 Parlamentarier, europäescher an nationaler, Petitiounen ënnerschriwwen, déi géint d'Tatsaach protestéieren, dass Europa selwer d'Décisioun vum Europäesche Geriichtshaff net respektéiert, an ech fannen, dass mir zu Lëtzebuerg besonnesch schlecht placéiert sinn, fir domadder d'accord ze sinn.

Ech denken, dass besonnesch de Minister Lux, deen de leschten Donneschdeg jo am Conseil war, deen déi Lëscht anscheinend confirméiert huet, eis vläicht kann e bësse méi doriwwer soen. Ech fannen op jidde Fall, dass mat deem, wat mir doriwwer wëssen, et inakzeptabel ass, dass eng europäesch Décisioun vun den europäeschen Institutiounen selwer net respektéiert gëtt.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Err. Den Här Minister Schmit huet d'Wuert.

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Här President, léif Madame Err, ech wëll natierlech kengem d'Recht oferkennen, eng Organisatioun ze ënnerstëtzen oder Appeller vun Organisatiounen ze ënnerstëtzen oder ze ënnerschreien. Mä et ass net onbedéngt dann, wann et sech ëm e Land handelt, wou d'Mënscherechter absolut net respektéiert ginn, dat déi Organisatiounen, déi géint dee Regime virginn, vun alle Re-proché kënnen wäissgewäsch ginn.

Dat trëfft doudséch fir déi Organisatioun vun de Mujahidines du peuple zou. Ech wëll lech just e Rapport zitëiere vun enger ONG, Human Rights Watch, vun 2005, wou déi Organisatioun ganz kloer als eng Organisatioun duergestallt gëtt, déi intern mä och extern d'Mënscherechter absolut net respektéiert. Dat als Virbemierkung.

Dat Zweet ass: Déi Décisioun, wéi Der richtig gesot hutt, vum Tribunal hei zu Lëtzebuerg - Tribunal de première instance vun der Cour - war eng Décisioun sur la Forme iwwert d'Prozedur. Dat heescht, den Tribunal huet dem Conseil virgeworf, e géif eng Décisioun huelen, eng Organisatioun op eng Lëscht ze setzen, mä en hätt eigentlech déi Organisatioun net informéiert an en hätt déi Décisioun och net motivéiert. Duerfir huet iwwert deen dote Jugement eigentlech den Tribunal déi Décisioun annulléiert, déi dem Conseil d'Recht gëtt, esou Organisatiounen op eng Lëscht ze setzen.

Déi Décisioun ass vum Conseil modifizéiert ginn. Et ass och virgesinn, wann esou eng Décisioun geholl gëtt, d'Organisatiounen ze

informéieren an och d'Décisioun ze motivéieren. Doropshin ass en effet déi Organisatioun vun de Mujahidines du peuple erëm op déi Lëscht komm, an zwar à l'unanimité. 27 États membres hunn decidéiert, dat d'Ursachen, fir déi Organisatioun op déi Lëscht do ze setzen, nach ëmmer richtig wieren. Duerfir ass déi Organisatioun op déi Lëscht komm. Si ass d'ailleurs och informéiert ginn, firwat se op där Lëscht figuréiert.

Ech ka mer natierlech gutt virstellen, dass se mat deene Motivatiounen net 100%eg d'accord sinn. Mä an deem Sënn ass et falsch ze affirméieren, de Conseil hätt enger anerer Institutioun, en l'occurrence dem Tribunal, seng Décisioun net respektéiert. Hien huet jo déi Décisioun revidéiert, op Basis vun där déi aner Décisioun geholl ginn ass, fir eben déi Organisatioun vun de Mujahidines op déi Lëscht ze setzen.

Lescht Bemierkung: An der Europäescher Unioun ass ee fundamentale Prinzip, an dat ass d'Unicitéit vum Conseil. Dat heescht, all Conseil ass d'nämlech. All Conseil ass d'nämlech! Ob dat den Environments-Conseil, den Affaires-étrangères-Conseil oder de Consommateurs-Conseil ass.

Firwat konnt déi heiten Décisioun vum Environments-Conseil geholl ginn? Éischtens, well mer d'Unicitéit vun der Institutioun Conseil hunn, an zweetens, well et sech hei ëm en A-Punkt gehandelt huet, well et eng Unanimitéit gouf vu 27 État-membren am Coreper an duerfir decidéiert gouf, fir bei engem nächste Conseil, en l'occurrence dem Environments-Conseil, déi Décisioun einfach iwwert d'Institutioun Conseil ze entérieren.

Et ass also näischt Surprenantes. Et ass näischt Illegales. An ech mengen och, dat et gutt Ursache gëtt, déi Organisatioun weider als eng Organisatioun unzegesinn, déi net mat demokratesche Mëttele géint deen ondemokrateschen iranesche Regime virgeet.

(Interruption)

» **M. le Président.** - Sou! Den Här Minister huet geäntwert. Ech soen him Merci dozou. Mir kommen elo zur nächster Fro. Dat ass déi vum honorabelen Här Braz relative à l'application de l'article 86 du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics dans le contexte des délais de paiement accordés par le Centre commun de la Sécurité sociale.

- Question N°211 du 2 juillet 2007 de M. Félix Braz relative à l'application de l'article 86 du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics dans le contexte des délais de paiement accordés par le Centre commun de la Sécurité sociale, adressée à M. le Ministre des Travaux publics

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Voilà! Et ass alles gesot.

(Hilarité)

Merci, Här President.

D'Fro ass déi heiten: Eist Marchés-publics-Gesetz 2003 regelt jo fir de Stat an och fir d'Gemengen no wéi enge Konditiounen dass d'Marchéë kënnen attribuéiert ginn. Et gëtt och e Règlement grand-ducal wat dat Gesetz interpretéiert, an notament en Artikel 86. Dee seet, dass déi Firmen, déi bei enger Soumissioun wëlle matmaachen, fir den öffentleche Marché ze kréien, eng Rei Certificater mussen déposéieren. Notamment deen, dee seet, dass se par rapport zum Centre commun vun der Sécurité sociale mat de Cotisatiounen à jour sinn.

Elo kënn et awer regelméisseg vir, dass bei Soumissioun Firme matmaachen, déi wuel net à jour sinn, awer en Délai de paiement kritt hunn. A wann een déi dann écartéiert, well ee seet, Dir sidd net à jour am Sënn vum Gesetz, da kritt ee vun den Affekote vun deene Sociétés Bréiwer, wou se soen: Et ka jo awer och net sinn, dass Der sot, mir wäeren écartéiert. Mir si jo awer nach ëmmer do an hunn nëmmen en Délai de paiement.

A well dat regelméisseg en Argument ass, wat invoquéiert gëtt, wollte mer dat vum Minister héieren. Well ech weess och, dass do scho verschiddelech vun der zoustänneger Kommissioun - net hei am Parlament, mä déi, déi sech mat de Marché-publicé beschäftegt - dann och net als Äntwert kënn «est à écarter», mä als Äntwert kënn: «Nous ne nous opposerons pas s'il était écarté.» Wat déi Leit, déi d'Fro gestallt hunn, net schrecklech vill virubrängt.

Duerfir d'Fro: Am Sënn vum Artikel 86 vum Règlement grand-ducal, si Firmen, déi bei der Sécurité sociale net à jour sinn, awer en Délai de paiement hunn, ze écartéiere vun de Marché-publicen, jo oder neen?

Ech soen lech Merci fir eng kloer Äntwert.

» **M. le Président.** - Merci, Här Braz. Den Här Bauteminister Claude Wiseler ass zoustänneg fir déi kloer Äntwert.

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Merci, Här President. Wéi dat Gesetz 2003 gemaach ginn ass an och ëmgeännert ginn ass, wéi just déi heite Moosname vun den Délais de paiement also méi strikt gemaach gi si wéi dat virun 2003 de Fall war, dunn ass dat selbstverständlech d'un commun accord mat all deene Beruffschambere geschitt, déi mat um Dësch souzen, wéi den Text ausgeschafft ginn ass.

Mam Rasonnement, dat jiddfree sollt op deemselwechte Level sinn, an dat am Fong och déi deloyal Konkurrenz, déi doranner besteet, dat verschidde Firmen u Marchéen deeluelen - déi eng, andeem se sech all hiren Obligatiounen par rapport zum Stat acquitéiert hunn, an déi aner, andeem se sech net deenen Obligatiounen acquitéiert hunn -, net géif goen, an dat se alleguer un selwechte Level par rapport zu hiren offiziellen Obligatiounen wäeren, fir dann och u Marché-publicen ewechzehuelen.

Déi Fro, déi Der do stellt, déi kann ech am Fong nëmme beäntwerten andeem ech soen, dat et bei eis am Haus esou geet, dat déi Marchéen un déi Firme kënnen allouéiert ginn, wa se dann e Certificat vum Centre commun de la Sécurité sociale hunn, deen hinne bezeugt, dat se en règle mat der Sécurité sociale sinn. An dat sinn déi, déi beim Stat un den öffentlechen Ausschreiwunge kënnen deeluelen. Dat, fir op Är Fro ze äntwerten.

Da wëll ech awer nach hannendru soen, dat mer awer de Problem bewosst ass, an dat dat net ganz evident ass, haaptsächlech well d'Obligatioun ass net nëmmen, fir sech allen Obligatiounen um Datum, wou d'Soumissioun opgemaach gëtt, entleucht ze hunn, mä et ass, dat ee souguer déi sechs Méint virun deem Délai och ëmmer à terme bezuelt huet. Dat heescht, et gëtt vill méi wäit nach retroaktiv gekuckt, wéi de Moment selwer wou d'Soumissioun opgemaach gëtt.

Do hu mer natierlech eng ganz Rei Applikationsproblemer gehat. Dofir hunn ech elo e Règlement grand-ducal déposiert op Basis vun enger Émännerung vum Marchés-publics-Gesetz, wat Dir och schonn hei an der Chamber hutt, a wou ech hoffen, dat et esou schnell wéi méiglech ka gestëmmt ginn, wou déi Dispositiounen do ëmgeännert an och méi kloer gemaach ginn.

Wat maache mer doranner?

Mä mir soen a sech, dat déi Norm vun de sechs Méint net méi zielt, mä datt mer just den État kucken, deen d'Entreprise huet op deem Moment, zwëschen dräi Méint oder de Moment wou d'Soumissioun opgemaach gëtt selwer, wou de Certificat ausgestallt gëtt, à ce moment. Dat erlichtert déi Prozedur wesentlech.

An zweetens, dat mer och kloer dräischreien, notament wat d'Certificaten, déi vun de Steieren a vum Enregistrement ausgestallt ginn, ugeet, dat do déi Délai-de-paiementen, déi zougestane ginn, wéi dat ganz courant gemaach gëtt an déi och gesetzlech als Délai-de-paiementen an als Méiglechkeet am Gesetz festgehal sinn, dat déi dann, wa se zougestane sinn, bei deenen zwo Administratiounen - net bei der Sécurité sociale - och kënnen gëllen; während bei der Sécurité sociale souwuel d'Entreprise wéi d'Administratioun selwer gesot hunn, dat et logesch wär, dat mer do kloer Nee géife soen, well jiddfree seng Sécurité sociale soll op deem Datum da bezuelt hunn, éier e ka bei enger Soumissioun matmaachen.

Ech hoffen, dat dat lech elo op Är Fro geäntwert huet. Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Dann ass déi nächst Fro déi vum honorabelen Här Schank, déi sech un den Ëmweltminister adresséiert, iwwert d'Produktioun vum Biogas. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°212 du 3 juillet 2007 de M. Marco Schank relative à la production de biogaz au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Environnement

» **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, meng Fro adresséiert sech un den Ëmweltminister am Kontext vun der Produktioun vu Biogas zu Lëtzebuerg, wat jo och en net onwesentleche Bäitrag zum Klimaschutz duerstelt.

Et ass esou, dat a landwirtschaftleche Biogasanlage jo nieft de Wirtschaftsdünger wéi Gülle och aner nowuessend Rohstoffe wéi Mais awer och Substrater verschafft ginn, besonnesch och fir kënnen méi ekonomesch

ze schaffen. Doraus wisst am Moment eng gewëssen Onsicherheit, well vill Biogasanlagen eben interesséiert sinn, fir esou ee Material - wat dann och onbedenklech muss sinn a certifiéiert soll sinn, wéi zum Beispill Uebst- oder Geméisreschter aus Supermarchéen - an hiren Anlagen ze verschaffen, fir, wéi gesot, méi wirtschaftlech kënnen ze fonctionéieren. Am Moment gëtt et do keng eenheetlech Virgehensweis.

Meng Fro ass déi: Wier et denkbar, dat een eng ganzheetlech Léisung do géif ustriewen, fir dat net all eenzelne Betrib elo fir sech muss erëm eng Autorisatioun froen, fir säi Produkt ze homologéieren iwwert d'Santé, iwwert d'Ëmweltverwaltung an esou weider?

De Wunsch vu villen Anlagebedreier ass deen, dat een ënner Ëmstänn eng zentral Plaz, eng zentral Struktur hätt fir esou ee Material, wat jo normalerweis organesch Offäll aus Bäckereien, Schluechthaiser, Supermarché sinn, dat een dat kéint, wéi gesot, kontrolléieren an homologéieren. Ech mengen, dat wär och an engem eng wesentlech Valorisierung, de Recyclage vun esou engem Material.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Schank. Den Här Lucien Lux, Ëmweltminister, huet d'Wuert.

» **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Suerg, déi ausgedréckt ginn ass vum honorabele Kolleeg Schank, gëtt lagement gedeelt an de Ministère an an de Verwaltungen, déi vun deem Sujet hei betraff sinn.

Ech mengen, dass mer generell a prinzipiell sollten derfir suergen, fir bei der Produktioun vun erneierbaren Energien eng Attitud un den Dag ze leeën, déi eng ass fir einfach Regelungen, eenheetlech Regelungen, schnell Décisiounen ze huelen. Well et, wéi Der richtig gesot hutt, schlussendlech ëm eng positiv Saach geet, wou et Konsens gëtt, fir dass mer déi sollten esou gutt wéi méiglech fördern.

Ech mengen, Dir hutt gesot, dass dat e Prozess ass, deen a Bewegung ass. Effektiv hunn déi eenzel Produiten oder Substrater eng relativ grouss Entwécklung matgemaach. Vun am Ufank dem Piff an der Mësch ass dat iwwer Energieplanzen haut bei Uebst a Geméis ukomm, an deement-sprechend muss et och Upassung geen.

Mir hunn eis duerfir den 3. Mee an engem Workshop mat all deenen implizierten Acteuren zesummegeat, an aus där Réunioun ass ee gemeinsamen Aarbechtsgrupp entstanden, wou déi eenzel Ministère dra sinn, also nient dem Environnement och d'Agriculture, wou och Forstverwaltung an Ëmweltverwaltung mat derbäi sinn, fir ze kucken, wéi Regeln, Kritäre kënnen opgestallt ginn, déi et maachen, dass mer hei esou kohärent a koordinéiert wéi méiglech och virukommen.

Et gëllt allerdéngs och op där anerer Säit ze kucken, wat am Kommodosgesetz drasteet. Do ass à ce stade fir all eenzel Anlag, prise séparément, eng Autorisatioun noutwendeg.

Allerdéngs, mengen ech, hu mer eis drop géeneget, dass all Kéier dann, wann et keng nei Technik ass oder wa sech d'Quantitéiten net substanzuell veränneren, da soll dat mat enger einfacher Informatioun un d'Ëmweltverwaltung duergoen, déi dann eng Aktualisierung vun der Autorisatioun virhëlt, ouni awer eng ganz nei Autorisatioun ze verlaange mat enger neier Prozedur, déi dann noutwendeg ass.

Handelt et sech awer ëm eng nei Technik oder awer veränneren d'Quantitéite sech an engem Mooss, dass een a Froen zum Beispill vum Stockage awer muss kucken, wat een dann domadder mécht, dann hu mer, wéi d'Kommodosgesetz et seet, eng Modification substantielle vun der Autorisatioun an dann ass natierlech verlaangt, dass eng nei Autorisatioun gemaach géif ginn.

Mir profitéieren awer nient dem Aarbechtsgrupp och an der aktuell lafender Revisioun vum nationalen Offallwirtschaftsplan fir ze kucken, dass mer wéi gesot hei standardiséiert Kritäre kréien, déi iwwerall déiselwecht sinn, fir dass dat awer esou schnell wéi méiglech iwwert d'Bühn geet.

Ech mengen an deem Sënn ass Ärer Suerg och da Rechnung gedroen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Da komme mer zur nächster Fro. Dat ass déi vum honorabelen Här Mehlen, déi sech un den Här Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo adresséiert. Et geet hei em de Problem vum iwerméissegem Alkoholkonsum.

- **Question N°213 du 3 juillet 2007 de M. Robert Mehlen relative à l'abus d'alcool, adressée à M. le Ministre de la Santé**

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Ech referéiere mech op en Artikel am „Tageblatt“ den Dag nom Nationalfeiertag, ënnert der Iwwerschrëft „Feiern und Komasaufen“. Et ass kee ganz salofäegen Ausdrock, mä e schéngt awer zouzetreffen.

Wann ech hei liesen: „Die Berufsfeuerwehr hatte doppelt so viele Einsätze wie im Vorjahr. Über sechzigmal mussten Ambulanzen an diesem Abend auf dem Stadtgebiet in den Einsatz, hauptsächlich um Menschen, die sich ins Koma gesoffen hatten, zu retten. Und die Patienten werden immer jünger. Es wurden 14-jährige Kinder volltrunken abtransportiert. Eine Party zum Nationalfeiertag sollte es sein, doch kein Komasaufen an dem Kinder sich beteiligen. Hier sind Eltern und Organisatoren gefordert. Und wer verkauft den Kindern die alkoholischen Getränke?“

Do ass een natierlech schlecht drun. U wat fir ee Minister adresséiert ee sech? Mä ech géif mengen, hei wär d'Gesondheet jo emol an e fischer Linn am Spill. Duerfir hunn ech gemengt, ech géif se un lech riichten, Här Minister.

Wann ee liest, datt vun engem Joer zum aneren d'Zuel sech verduebelt huet, da muss dat een interpelléieren. Mir héieren och, datt dat och bei anere Geleeeënheete selbsterständlech ähnelch erfoget. Datt och den Alter vun deene Jonken, déi an der Regel vu Fräiwëllegen, déi sech an den Déngscht stellen, wann Accidenter geschéien, mussen ofgeschleeft ginn, ëmmer méi erfoget, a wou d'Ambulanzen herno erausgesi wéi e Schwäistall, wou déi Leit wierklech net verdéngt hunn.

Ech wëll duerfir froen: Wëllt d'Regierung eppes dergéint ënnerhuelen? Wat fir Méiglechkeete gesäit se fir do dergéint virzegoen? Wat kéint ee virun allem géint déi maachen, déi Alkohol u Mannerjähreger ausscheen respektiv verkafen?

» **M. le Président.** - Den Här Gesondheitsminister huet d'Wuert.

» **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Mehlen mécht op e seriöse Problem opmierksam, dee mer och net elo eréischt entdecken, mä wou mer zënter enger gewässer Zäit tèschent deene betraffene Ministèren an deene verschiddeenen Instanzen, och de Gemengen, zesummeschaffen.

Et ass net esou, dass déi Jonk insgesamt vill méi géifen drénken. Mä et ass awer richtig, dass d'Drénken ëmmer méi fréi ugeet an dass besonnesch déi ganz jonk Organisme verletzlech si vis-à-vis vum Alkohol a ganz jonk Leit och éischer ëmfalen, wéi méi zolidd Buggere wéi mir.

Mir hunn also net elo eréischt reagéiert, mä mir hunn an deene leschten zwee Joer eng Rei vu Moosnamen geholl, fir et fir déi Jonk éischters manner attraktiv ze maachen, fir alkoholesch Gedrénks ze drénken, awer och dem Handel et manner attraktiv ze maachen, fir déi Jonk unzelackelen; well dat ass och ee vun deene Problemer, mat deene mer eis ausenaner musse setzen.

Ugefaang mat där Initiativ, déi mer mam Justiz- a Gesondheitsminister zesumme geholl hunn, fir d'Alcopops méi héich ze taxéieren. Dir wësst, dass dat wéi Limonad oder wéi Jus schmaacht, mä awer eng regelrecht Sauerer ass, wou de Géigewäert vun zwou Dréppen dran ass. Duerch déi héich Taxe sinn d'Alcopops quasi komplett vum Lëtzebuurger Maart verschwonnen a si ginn och net méi consomméiert.

Duerno hu mer virun e puer Méint eist Gesetz iwwert den Alkoholkonsum fir Jugendlecher geännert a mir hunn de

Verkauf vun alkoholeschem Gedrénks u manner wéi 16-Jähreger verbueden. Net nëmme an de Bistroyen, wou dat schonn de Fall war, mä och am Commerce, an den Épiceries, Tankstellen a Grande-surfaces.

Mir hunn eis awer net mat Verbuet begnügt. Zesumme mam Centre de prévention des toxicomanies hu mer eng Campagne ageleet, och mat de Gemengen zesummen, fir déijéineg, déi Fester organiséieren, Gemengen, och Bistroyen ze informéieren, wat hir Responsabilitéit vis-à-vis vun deene Jonken ass a wat hinne vu Strofen droht, wa se deene Jonke vu manner wéi 16 Joer Alkohol verkafen. Well wann ee Jonke vu manner wéi 16 Joer drénkt, muss en den Alkohol och iergendwou hierkréien an e muss en iergendwou verkaaft kréien.

Mir hunn eng interessant Broschür zesummegeallt, fir Organisateure vu Fester op hir Responsabilitéit opmierksam ze maachen.

Dat gesot ass de Problem vum Kampfdrénken, vum Komadrénken, vum Flatrate-Drénken, vum Doudrénken oder vum K.-o.-Drénken ee reelle Problem. E gëtt och dovu profitéiert, dass eenzel Leit ubidden, dass ee fir e bescheidene Präis alles dærf drénke wat ee wëllt, méiglech an enger kuerzer Zäit esou vill wéi méiglech an esou schnell wéi méiglech drénken, all you can drink, Flatrate-Drénken oder Happy Hour, wann dat e bësse méi fein ausgedréckt ass. Et ass eng Praxis, déi net gutt ass.

Wat mer dann dergéint kënnen maachen? Selbsterständlech opklären, sensibiliséieren an de Schoulen, awer och zesummeschaffe mat deenen, déi esou Saachen ubidden a se drop opmierksam maachen, dass se sech strofbar maachen, insgesamt strofbar maachen. Wa se engem, deen amgang ass voll ze ginn, weider Alkohol verkafen, dann heescht dat, dass se sech bei Jonke ganz besonnesch strofbar maachen. Béi Jonken ënner 16 Joer droht eng Strof vu 500 bis 2.000 Euro. Awer och bei Erwuessenen, déi offensichtlech voll sinn an nach ze drénke kréien, droe Strofe vun 250 bis 1.000 Euro.

Mir hunn also d'Problematik erkannt, an ech wäert déi nächst Réunioun vum Groupe interministériel domat beoprage fir zesummen op deen heiten neie Phenomeen ze reagéieren.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Negri un den Här Transportminister betreffend d'Iwwerhuelverbuet vun de Camionen op den Autobunnen.

- **Question N°214 du 2 juillet 2007 de M. Roger Negri sur les premiers constats relatifs à l'interdiction de dépassement pour les poids lourds sur les autoroutes, adressée à M. le Ministre des Transports**

» **M. Roger Negri (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en Iwwerhuelverbuet fir Camionen iwwer 3,5 Tonnen ass fir eng Testphas vun dräi Méint de leschte 16. Juni op eisen Autobunne ronderëm d'Stad, notament der A3 an der A6, agefouert ginn, an och op deene Points sensibles vun der Aire de Berchem, der Montée de Mamer an der Montée de Munsbach.

Do gëtt et jo sécher Vir- an Nodeeler. Dat war jo och de Sënn, fir dëst ze testen. Ech hat am Virfeld dovunner eng Question parlementaire gestallt, niewent anere Kolleegen heibannen, a well déi Testphas elo den 19. Juli ausleeft, wollt ech de Minister froen, ob do scho Konkusiounen um Dësch leien a wéi en an där Fro do gedenkt virunzefueren.

Ech soen lech Merci fir Är Äntwert.

» **M. le Président.** - Merci, Här Negri. Den Här Minister Lucien Lux huet d'Wuert.

» **M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn effektiv zu enger Konkusioun komm no där Phase d'essai, déi an deene leschten dräi Méint gelaf ass op deenen eenzelne Stécker op der Autobunn. Dir wësst, dass déi an enger éischer Phas an deem Projet pilote, dee mer gemaach hunn, beschränkt war op méindes bis freides vu moies 6.00 Auer bis 9.00 Auer a mëttes vu 16.00 Auer bis 19.00 Auer, fir eis emol en Iwwerbléck ze ginn iwwert d'Schwiergekeiten, d'Vir- an d'Nodeeler, déi domadder kéinte verbonne sinn.

Mir hunn d'lescht Woch eng lescht Evaluatioun vun deenen dräi Parteie kritt, déi hei involvéiert sinn, an zwar déi zwee Ministère vum den Travaux publics a vum Transport an natierlech och d'Police. An der Tëschenzäit hu mer während där Phas 46 cibléiert Kontrolle vun der Police maache gelooss, dovunner zwielef mat dem Support vun dem Polizeihelikopter, deen eis am meeschten Informatiounen konnt ginn iwwert déi Problemer, déi eventuell kéinte mat där

Moosnam vum Iwwerhuelverbuet vun de Camionen verbonne sinn.

Während deene 46 Kontrolle sinn 91 Protokoller verhaange ginn, dovunner 48 ebe just well den Iwwerhuelverbuet net agehale ginn ass, mä awer och 43 wéinst Netanhale vun dem Intervalle vun engem Camion zu engem aneren, deen am Moment am Code de la Route op mindestens 100 m virgeschriwwen ass. An natierlech hu mer och d'Analys gemaach vun der Fro, déi am meeschten am Raum stoung, ob d'Permabilitéit vun dem Erausfuere vun der Autobunn oder dem Eraufuere op d'Autobunn nach ëmmer garantéiert wär.

Ech muss och soen, och wann dat net direkt Är Fro betrëfft, dass, mengen ech, vun deenen zwee Problemer dee gréisste Problem am Moment dee vun den Intervallen ass. Mir mierken ëmmer méi, dass d'Camionen deen Intervalle net anhalen, well se einfach am Wandschutz vun deem virdu wëlle fuere, fir einfach Consumatioun ze spueren.

Domadder hu mer am Zesammenhang mat där heite Fro eis am Prinzip och drop gëeenegt fir eng Ännerung virzehuelen am Code de la Route iwwert d'Fro vun den Intervallen, an zwar a sech zwou Ännerungen. Engersäits deen Intervalle net méi ze berechnen op d'Distanz, mä en ze berechnen op d'Zäit, op Sekonnen, well dat eis méi bréngt, an op där anerer Säit en och ze verduebele vun deenen 100 m op 200 m, mä gerechent an Zäitunitéiten, fir och hei besser kënnen virzegoen an domat och de Problem vun de Lächer, déi dann eben entstinn op der rietser Säit an déi erlaben, dass den Enfilement vun den Autoen - eran an eraus - dann nach besser ka garantéiert ginn, wéi dat elo de Fall ass.

No deene Réunions de concertation, déi mer haten - woubäi déi lescht, mengen ech, d'lescht Woch en Donneschdeg war -, hu mer zréckbehalen, dass den Iwwerhuelverbuet op den Autobunnen definitiv agefouert gëtt an dass en net nëmme méi partiel agefouert gëtt zu deene gewëssenen Deeg a Stonnen, wéi dat bis elo de Fall ass, mä dass e generell agefouert gëtt siwen Deeg op siwen an och 24/24 Stonnen op deene Strecken, déi mer bis elo haten, well mer alleguer zesummen der Meenung sinn, dass dat sech bewährt hätt.

Mir wäerten also elo no deem Règlement ministériel, deen elo geholl gi war fir dee Projet pilote anzeféieren, eng Verlängerung vun deem Règlement ministériel maachen, mä gläichzäiteg am Conseil de Gouvernement am Code de la Route also iwwer Règlement grand-ducal dann déi Ännerung do definitiv virhuelen. Dat, well mer der Meenung sinn, dass sech déi Moosnam bewährt huet an dass se mathëlleft fir bäizedroen zu enger méi grousser Sécherheet op den Autobunnen.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Dann hu mer d'Fro, déi den honorabelen Här Bettel wëllt stellen un d'Madame Minister vun der Famill iwwert de Centre socio-éducatif zu Dräibur.

- **Question N°215 du 3 juillet 2007 de M. Xavier Bettel relative à la cohabitation entre jeunes victimes et agresseurs au sein du Centre socio-éducatif de Dreibern, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration**

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech soen lech Merci.

Am „Lëtzebuurger Land“ vum 29. Juni war en Artikel iwwer Dräibur dran an do ass e Problem dénoncéiert ginn, deen och scho vum Comité contre la torture an dem Comité des droits de l'enfant des Nations Unies soulevéiert gi war, deen, dass d'jeunes Victimes mat den Agresséur géife cohabitéieren.

An dëser Zeitung gëtt och en héijere Beamten aus dem Familljeministère zitéiert, dee seet: «Nous vivons avec ce reproche depuis des années et nous allons continuer à vivre avec...», an den Artikel paraphraséiert weider, «...tôt ou tard, chaque victime devra se confronter à des agresseurs potentiels».

Do wëllt ech awer wierklech gäre vun der Madame Ministesch wëssen, ob dat richtig ass, wat de Fonctionnaire esou gesot huet; ob d'Madame Ministesch mat him driwwer diskutéiert huet, wéi se den Artikel gelies huet. Ass dat déi offiziell Positioun vun der Regierung? Ech wëllt och wëssen, wat d'Madame Ministesch mat de Recommandatiounen gäre mécht vum Comité contre la torture, du Comité des droits de l'enfant et du Commissaire des droits de l'Homme.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Bettel. D'Madame Marie-Josée Jacobs, d'Ministesch vun der Famill, huet d'Wuert.

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, ech sinn net sécher, ob d'Ministere mussen d'Zeitung liesen. Duerfir weess ech net, ob dat elo déi Fro ass, déi ech hei muss beäntweren.

» **Une voix.** - E muss d'Beamten awer am Grëff hunn!

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Ech mengen, dat hätt ech. Wann dat do dee schlechteste wier, deen am Lëtzebuurger Land wier, dann hätte mer lauter gudder.

(Interruptions)

Ech wëll dorobber äntweren, datt ech weder derbäi war, wéi deen Interview gemaach ginn ass, nach kann ech soen, ob dat esou oder aneschters gesot gouf, an duerfir wëll ech mech och net dozou äusseren.

Ech wëll just soen, datt déi Leit, déi zu Schraasseg an zu Dräibur an dem Centre socio-éducatif de l'État souzen, ganz dacks - an dat ass ouni Zweifel esou an do huet och ni een en Hehl doraus gemaach - meeschters am Ufank Affer sinn an zum Schluss Täter. Ech ginn lech d'Beispill vun deenen, déi drogéiert sinn an déi duerno dealen, fir erëm Suen ze kréien, fir kënnen hire Stoff ze bezuelen. Wat maachen ech dann elo mat deenen? Setzen ech déi eng Halschent moies op déi eng Plaz zu Schraasseg an owes op déi aner Plaz? Oder wéi maachen ech dat? Well dat sinn alles Affer an Täter.

Mir hunn eng ganz Partie vu Jugendlechen, déi do sinn, déi selwer an hirer Kannerzäit ganz vill schlëmm Saachen erfuer hunn, besonnesch Jongen, déi ganz dacks duerno dat och erëm probéieren mat Gewalt iergendwou ze kompenséieren. Mir hunn op där anerer Säit Meedercher, déi ganz dacks dann doraus herno gewëssermoossen ëmmer erëm sech als Affer ubidden.

» **Une voix.** - Si ginn awer da Victime, Madame Minister!

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Fir d'éischt si se Victime an duerno gi se Täter. An dofir soen ech lech ass et ganz schwéier, an domat hat dee Beamten näischt gesot, wat en net sollt soen. Ech weess just net wéi een déi eenzel Persoun an zwee Stécker gerappt kritt fir ze soen, dat eent Stéck ass elo d'Affer an dat anert Stéck ass den Täter.

Duerfir mengen ech och net, datt een et fäerdeg bréngt - dat bréngt mir net fäerdeg an dat bréngt och soss keen op der Welt fäerdeg -, fir dat esou getrennt ze kréien. Dat, wat ech fanne wat wichteg ass, dat sinn déi Moosnamen, déi mer ergräifen, fir och kënnen deene Jugendlechen ze hëllefen. Mir kréien et emol net fäerdeg, fir iergendzousch déi Kanner erauszehuelen aus eppes wou se dann an enger Welt liewen, wou se ni méi da mat esou eppes géife konfrontéiert ginn.

Dir gesitt hei op der Tribün haut vill Frae setzen: Mir hunn am Milieu vun de Fraen och probéiert do Programmer ze maachen iwwert d'Déictimisatioun, fir de Fraen domadder ze hëllefen erëm zréck an d'Liewen ze kommen, déi vill Gewalt doheem erlieft hunn, a fir erëm staark gemaach ze ginn. Dat ass dat, wat mer och wëlle maache mat de Kanner an de Jugendlechen, och wa se konfrontéiert gi mat Täter, fir datt se dat dann och besser fäerdeg kréien.

Dat maache mer eng Kéier doriwwer, datt mer an den Internater ënnerschiddlech Liewesgruppen hunn, wou deene verschiddeene spezifesche Problemer vun de Jongen a vun de Meedercher besser ka Rechnung gedroe ginn. De Service psycho-social, deen do ass, mécht direkt, soubal wéi e Jugendlechen erakënn, e Bilan an e stellt dann och e Projet éducatif an thérapeutique op. A wann dann do net déi richtig Plaz ass, da saiséiert den Direkter den zoustännige Jugendrichter a proposéiert him dann och alternativ Léisungen, therapeutesch Moosnamen, eng Kéier mam Service psycho-social, mä awer och mat externen Therapien, pédopsychiatriesch Services, déi deene Jugendleche sollen hëllefen, mä och Angeboter iwwer Konschttherapie, iwwer Abenteurerpädagogie, pedagogesch Moosnamen.

Et ass méi eng enk Surveillance wéi an aneren Haiser. Si hu manner Fräizäit. Deemno wat se maachen a wéi se sech verhalen, gëtt e Stéck wäit och vun hinne selwer organiséiert wat datt se dërfe. Zum Beispill, datt dann d'Sortien de Week-end gestrach ginn an esou virun.

Dir gesitt also, an där kuerzer Zäit, déi ech hunn, kann ech lech net op all déi Saachen äntwerten. Mä ech denken, datt et wichteg ass, datt mer erëm léieren deenen engen an deenen aneren ze hëllef sech erëm zrëck an d'Gesellschaft ze reintegréieren. Well et sinn alles Kanner a Jugendlecher, déi ënnert dem Jugendschutzgesetz stinn, déi also net sollen do iergendwou isoléiert ginn, mä wou mer musse probéieren, wéi gesot, se erëm zrëck an eis Gesellschaft ze integréieren an och deene Recommendationen nozekommen, déi mer op internationalen an och nationale Gremien hunn.

Merci, Här President.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Ministerin. Da komme mer zur Fro vun der honorabeler Madame Loschetter, och adresséiert un d'Madame Marie-Josée Jacobs; déi Kéier an hirer Qualitéit als Ministère de l'Égalité des chances. Et geet hei em d'Bild vun der Fra an der Publicitéit.

- **Question N°216 du 2 juillet 2007 de Mme Viviane Loschetter relative à la résolution 1557 (2007) et à la recommandation 1799 (2007) du Conseil de l'Europe concernant l'image des femmes dans la publicité, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances**

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Jo, richtig, Här President. Net méi spéit wéi d'lescht Woch, de 26. Juni, huet sech am Europarat d'parlamentaresch Assemblée mam Bild vun der Fra an deene ville verschiddene Publicitéite befasst. Si huet misse feststellen, datt d'Bild vun der Fra an de Publicitéiten nach ëmmer ganz oft näischt mat der Publicitéit ze dinn huet, näischt mam Produit ze dinn huet, datt et oft Fraen - souguer Meedercher - sinn, déi op eng awer nawell gelungen Aart a Weis duergestallt gi fir eben dee Produit, deen dann do soll vermaart ginn.

Si huet an enger Resolutioun eng ganz Rëtsch vu Mesuren ugeholl a si huet Recommendationen ugeholl. Ënner anerem och d'État-membré vum Conseil de l'Europe; ech ka se net all zitieren, mä et fënnt ee se sécherlech erëm. Een huet mer awer hei wichteg geschéngt. Dee résu-méiert och e ganze Koup vun deenen anere Recommendationen vun der Resolutioun, nämlech: «de prendre les dispositions législatives internes adéquates».

Dann herno huet och unhand vun där Resolutioun d'parlamentaresch Assemblée vum Conseil de l'Europe eng Recommendation un d'Comités des Ministres erausginn. Do zitieren ech och: «...d'inciter les Gouvernements des États membres à organiser des campagnes nationales visant à sensibiliser les citoyens aux publicités sexistes ou violentes et à les informer sur les moyens de réagir face à de telles publicités».

Dat huet mer alles ganz interessant geschéngt, zumools well mir hei am Land heiansdo nach zimlech hëlleflos si par rapport zu verschiddene Publicitéiten. Ech denken, dat do wär vläicht e gudden Ulass, e gudden Trampolin fir d'Chancëgläichheitsministesch, fir effektiv ze légiféiere respektiv effektiv mat Experten zesumme kënnen esou de Suivi, den Observatoire vun deene Publicitéiten ze agencéieren an ze organiséieren, datt een endlech deenen heiansdo wierklech perverse Publicitéite kéint entgéintwierken.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Loschetter. D'Madame Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert. Madame Minister!

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de l'Égalité des chances.** - Merci, Här President. Et ass effektiv de 26. Juni - dat ass also ganz rezent -, wou de Conseil de l'Europe op Proposition vum Comité d'égalité des chances entre hommes et femmes déi dote Recommendation ugeholl huet. Bis elo emol ass déi offiziell Versioun nach net bis bei eis komm. Dat verhënnert awer net, datt mer dat awer gesinn hunn. A besonnesch wichteg sinn d'Recommendationen och zum Beispill, niewent dem Organisatioun vu Campagnen, fir d'Leit eben opmierksam ze maachen op déi Publicitéiten, déi virun allem d'Violence an och de Sexisme do propagéieren, an och fir Moosnamen do dergéint ze ergräifen.

Ënner anerem ass och virgesinn, esou en europäesche Präis ze maachen, fir där beschter Publicitéit e Präis ze ginn, déi déi sexesch Beispiller do eben am meeschte géif ervirsträchen. Dir gesitt dat och an eise Plan d'égalité national, wou mer am Kapitel 10 an am éischten Objektiv stoen hunn, datt mer ebe probéieren d'Mentalitéiten ze changéieren do derduerch, datt mer mediatesch Campagnë maachen en vue d'un changement de mentalité an de Stereotypen an deenen traditionelle Clichéen.

Mir hu bis elo esou Aktiounen gemaach géint d'Violence domestique, souwuel op der Televisioun wéi um Radio an an den Zeitungen. D'Prise de décision des femmes, wat jo och en anert Bild vun de Frae soll duerstellen, a mer domadder weisen, datt d'Frae gradesou gutt am berufleche Liewe kënnen Carrière maachen, an datt een net nëmme brauch op déi aner Stereotypen do zrëckzegräifen. D'Égalité de salaire.

Dann ass och virgesinn, datt soll ee Code de déontologie zesumme mam Service information et presse ausgeschafft ginn. Ech denken, datt dat virun allem emol déi éischt Bemierkung ass, iwwert déi Der geschwat hutt. Fir eben do och e Code d'éthique national erauszekréien, dee soll Objektiv fixéieren an och domadder verhéieren, datt déi sexesch Annoncé gemaach ginn.

Ech denken, datt mer domadder, wa mer eis dat herno nach eng Kéier ugekuckt hunn, awer enger ganzer Partie vu Recommendationen vum Conseil de l'Europe no-kommen a virun allem domadder och wierklech e Changement an de Käpp vun de Leit fäerdeg kréien, an net nëmme d'Fraen ëmmer gesinn an deem Objet, deen am einfachsten an am beschte funktionéiert, fir nach ëmmer Reklammen ze maachen.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Jacobs. Dann eng Fro un den Här Landwirtschaftsminister iwwert den Afloss vu genetesch modifizéierten Organismen op d'Beien, vum Här Mehlen. Ech denken, dass d'Madame Statssekretärin Octavie Modert dorobber äntwert. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°217 du 3 juillet 2007 de M. Robert Mehlen relative à l'impact d'organismes génétiquement modifiés sur les populations d'abeilles, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Vue datt den Émweltminister hei ass, hätt hien eventuell och kënnen drop äntwerten.

D'Fro stellt sech am Zesummenhang mat engem rätselhafter Versuchswanne vu Beievölker an den USA haaptsächlech, neierdngs och a Spuenien, wou d'Wissenschaftler sech virun enger Zäit op jidde Fall nach net ganz driwwer eens waren, wat d'Ursaache sollte sinn. Ech wëll an deem Zesummenhang drop hiweisen, wéi wichteg datt d'Beie fir d'Natur sinn, fir d'Iwwerliewe vun der Mënschheet insgesamt. D'Wissenschaftler si sech driwwer eens, datt, wann d'Beie géifen aus dem Circuit vun der Natur verschwannen, da lues a lues d'Kulturplanze géife verschwannen an domadder d'Nahrungsgrundlag fir d'Mënschheet.

Lescht wëssenschaftlech Erkenntnisser schéngen drop hiweisen - vläicht souguer schonn ze beweisen -, datt am Zesummenhang mat enger traditionell bekannter Krankheet, déi Nosema heescht an déi et schonn ëmmer ginn ass, déi d'Daarmwänn vun de Beien ugräift a se schwächt, a Verbindung mam Polle vun deem genmanipuléierte Mais MON 863, deen en Insektizid produzéiert, datt déi Korrelatioun géif dozou féieren, datt déi Organismen esou géife geschwächt ginn, datt d'Beien da praktesch net méi erëmkommen. Doduerch géif dee rätselhafter Phenomeen entsto, datt d'Völker sech praktesch eidelfléien a keen eng richtig Erklärung dofir huet.

Wéi gesot, ech weess net, ob dat elo wëssenschaftlech schonn definitiv ënnermauert ass. Mä wann och nëmme seriö Douten do wäeren, datt et an déi Richtung géif goen, da froen ech d'Regierung: Wat wär dann d'Haltung, wann een de Principe de précaution, deen an deem Fall jo op jidde Fall géif spillen, géif spille loosse? Misste mer net radikal drop histeieren, datt mer déi Saachen do nimools hei am Land géifen zouloossen?

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. D'Madame Octavie Modert huet d'Wuert.

» **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural.** - Merci, Här President. Dräi Bemierkungen, oder éischter nach véier, fir unzefänken.

Éischtens, esou wéi d'Fro gestallt ass, ass et net onbedéngt de Landwirtschaftsministère, deen zoustänneg ass. Hei ass jo e Beräich wou d'Kompetenzen, sief et um europäeschen, sief et um nationalen Niveau, iwwer méi Ministère ginn. Nunn ass et awer esou, datt mer an der Regierung souwisou déiselwech Sprooch schwätzen op all dese Punkten.

Déi zweet Saach betrëfft den Ufank vun Ärer Fro. Den Henri Kox hat viru kuerzer Zäit eng parlamentaresch Ufro gestallt, déi deelweis

an déi dote Richtung gaangen ass. Déi hu mir den 1. Juni dëst Joer beäntwert. Dat kann een also do noliesen.

Déi drëtt Saach ass dat wat de MON 863 ugeet, an do ginn ech eigentlech elo iwwer meng Kompetenzen eraus, well den Ubau vun ÖGMen hei am Land net um Landwirtschaftsministère zougeloooss gëtt. Deen ass net zoustänneg dofir. Ech kann lech awer soen,

- dass de MON 863 iwwerhaupt net zougeloooss ass fir unzebauen, weder um europäeschen Niveau a souwisou dann och net um nationalen Niveau,

- an datt mir, all déi zoustänneg Ministeren - dat sinn der dräi -, um europäeschen Niveau och systematesch ëmmer eng Haltung haten, déi géint d'ÖGMen war, an déi Haltung zousätzlech sou war, datt mer wëllen d'Auswierkungen op méi laang Zäit systematesch besser analyséiert wëllen hunn.

An déi Richtung ass jo och Är Fro gaangen. Wat sinn d'Auswierkungen? Misst een de Principe de précaution net uwenden, wann et wëssenschaftlech ënnermauert géif ginn, datt dat esou wär? An an deem Sënn ass eis Äntwert ganz kloer jo.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Statssekretärin. Dann déi lescht Fro, déi vum Här Adam, och un d'Statssekretärin fir Kultur iwwert déi mechanesch Reproduktioun vu protegéierte Wierker.

- **Question N°218 du 3 juillet 2007 de M. Claude Adam relative au problème de la reproduction mécanique d'œuvres protégées (photocopie et imprimante), adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche**

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Droit de la propriété intellectuelle a speziell den Droit d'auteur ass duerch eng ganz Rei international, europäesch a lëtzebuergesch Accordé garantéiert. A menger Fro vun haut geet et just em dat geschriwwent Wuert. Fir datt een därerf eng Kopie vun engem Wierk maachen, muss een Droits d'auteur bezuelen. Do ass a priori och näischt drun auszesetzen. An der Praxis stelle sech awer e puer Froen.

Éischtens, eisen Informatiounen no solle bis zu 20 Centimes pro Kopie un eng Firma bezuelt ginn. Ech hunn och am Internet déi Tarifer vu Luxor gekuckt an dat geet effektiv bis 0,19 Euro fir e Buch „Livre fortement illustré“, a wann et da souguer nach faarweg ass, da soll een de Präis och nach emol mol zwee rechnen. Well awer natierlech net all Kopie vun engem Wierk e Wierk ass, wou Droits d'auteur drop sinn, sollen och nëmme 20% vun de Kopie mat Droits d'auteur beluecht ginn.

Meng éischt Fro: Sinn dës Informatiounen richtig?

Zweetens, sollten dës Informatiounen plus ou moins korrekt sinn - an dat wäerte mer jo elo geschwé gewuer ginn -, da stelle sech natierlech eng ganz Rei praktesch Froen: Wie bezilt? D'öffentlech Bibliothéiken, d'Schoulen, d'Lycéeën, d'Uni, d'Gemengen? Dat geet och nach vläicht weider? Wie kontrolléiert? Wie leet dës Tarifer fest?

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Adam. D'Madame Octavie Modert, d'Statssekretärin fir Kultur, huet d'Wuert.

» **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Jo, Merci, Här President. Ech fänken nach eng Kéier mat därselwechter Bemierkung un. An deem Fall hei ass et net de Kulturministère, deen zoustänneg ass, et ass de Wirtschaftsministère. Vu datt d'Fro awer un de Kulturministère gestallt war - ech huelen un, well och den Ausdrock Bibliothéiken dra war -, ginn ech gär déi Äntwerten, déi ech weess, mä dat sinn elo net alleguer déi, déi Dir gefrot hutt, déi och vläicht e bëssen d'Rumm vun dëser Heure de questions géife sprengen, fir do am Detail drop anzegoen.

Zwou Saache sinn ze soen.

Éischtens, dat do betrëfft d'Gesetz vun 2001 iwwert d'Droits d'auteurs.

Zweetens, an deem Gesetz ginn zwou Saache geregelt, wou och vläicht e klengen Amalgame hier kënn an der Froestellung.

Dat éischt ass déi sougenannte «Rémunération équitable pour copie privée». Dat ass, wann een e private Gebrauch, en net kommerziellen, mä private Gebrauch vun enger Kopie mécht. Do wëllt de Wirtschaftsministère nach waarden op d'Evolution um europäeschen Niveau, wou Rieds geet fir DRMen, dat ass eng individuell Gestoun

vun Autorechter, ze regelen éier een Ausféierungsbestëmmungen hätt fir d'„Rémunération pour copie privée“. Soulaang wéi déi Bestëmmungen net do sinn, ass et net exécutabel, dat heescht, datt sou laang och keng Fraise vun de Bibliothéike bezuelt gi kënnen.

Ech wëll do derbäi d'Prezisioun ginn, datt dës Virrichtungen natierlech geduecht si fir de Benefiss vun den Artisté respektiv an dem Kontext vun dëser Fro ganz speziell den Autoren, an also dee Moment fir d'Kreatioun ze ënnerstëtzen an ze encouragéieren.

Déi zweet Saach, niewent der „Rémunération pour copie privée“, ass deen anere Konzept vum „Prêt public“, deen och mam Gesetz vun 2001 ugeholl ass. „Prêt public“, dat bedeit vu sämtlechen Etablissementen, déi op si fir Publikum. Dat ass gréisstendeels dat, wat Dir elo mëndlech viséiert hutt.

An Ärer schrëftlecher Beschreibung schéngt et e bëssen aneschtens. Fir déi Froen ass et esou, datt Luxor den Uspriechpartner ass. An et ass esou, datt do Négociatiounen amgaange sinn, ënnert der Fiederféierung vum Wirtschaftsministère, an der Hoffnung op en Histeieren op eng global Léisung.

Wéi also den Detail vun deene Verhandlungen ass respektiv wie wéini wat wou géif festleeën, ass de Moment schwierig ze soen, well dat eréischt amgaangen ass. Luxor huet sech zum Porte-parole gemaach vun deene Rechter. Dat mécht d'Saach net méi komplizéiert, am Géigendeel, wann een een Uspriechpartner huet. Ech mengen, datt dat souguer d'Saach ganz staark vereinfacht fir jiddereen, souwuel fir déi, déi de Bénéficiaire vun den Droits d'auteur sinn, wéi op där anerer Säit och fir déi, déi gefuerdert sinn, eventuell eppes ze bezuelen. Well nach eng Kéier: Dat, wat ze bezuele wär an ass, dat ass fir d'Auteurs an deem Fall hei, fir d'Artisten en général ze ënnerstëtzen, fir hir Aarbecht domat och ze bezuelen. Esou wäit fir de Stand momentan vun den internen Aarbechten.

Wat Luxor selwer op hirer Internetsäit publizéiert huet, do ginn ech gären zou, dat hunn ech net intus, well ech net den direkten Uspriechpartner sinn an net den direkt zoustänneg Minister.

Merci villmools.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Statssekretärin Modert.

Domat si mer um Enn vun der Froestonn un d'Regierung ukomm. Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour an dat ass d'Question avec débat vum Här Bettel iwwert d'Prostitutioun. Den Här Bettel huet fënnf Minutten Zäit an d'Regierung huet zéng Minutten Zäit, Madame Minister, fir dorop ze äntwerten. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Bettel.

8. Question avec débat N°22 de M. Xavier Bettel relative à l'instauration du «modèle suédois» qui interdit la prostitution et prévoit la pénalisation des clients

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech soen lech Merci. Ech hunn an enger Pressekonferenz an och an der Zeitung gelies, Madame Ministesch - ech hunn d'Zeitung gelies, jo, soss wär ech net informéiert ginn -, an ech hunn och Tëlee gekuckt iwwer eng Pressekonferenz, déi d'Madame Ministesch organiséiert huet, wou se gesot huet, dass dës Regierung, also d'CSV-LSAP-Regierung, dofir wier, fir de schwedesche Modell zu Lëtzebuerg anzeféieren.

D'Madame Ministesch sot virun, si géif d'Zeitungen net liesen. Ech iwwerreechen lech...

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Dat ass net wouer! Ech hu gefrot, ob ech se misst liesen.

(Hilarité)

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Neen, ob Der se misst liesen. Här President, dat heite misst d'Madame Ministesch liesen. Et ass eng Etüd, déi gemaach ginn ass vum finnesche Parlament iwwert d'Comparaison vum schwedesche System a vum hollännesche System. A Schweden ass et nämlech - dat wat d'Ministesch och prônéiert - de Prinzip, dass d'Violence...

(Interruption)

Wann d'Ministesch wëllt schwätzen, Här President, dann hätt ech gäre meng Zäit gestoppt, da ka si esou vill Commentaire maachen, wéi se wëllt.

» **Plusieurs voix.** - Ooohhh!!!

» **M. le Président.** - Oh, Här Bettel, Dir dierft awer net esou pingeleg sinn! Dir wësst all, wéi dat normalerweis geet.

(Brouhaha général)

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Also ech iwwerreechen lech hei, Här President - ech wier frou, wann d'Madame Ministesch déi kéint kréien, och d'Deputéierten, déi se gären hätten -, dat ass eng Etüd vum...

(Interruption)

» **M. le Président.** - D'Madame Minister huet se.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Hutt Der se derbäi? Okay, dann ass et jo gutt, well ech hat se jo och zitiiert a menger Fro, da konnt Der lech jo denken, dass ech mech drop baséiere géif.

Den Ënnerscheid tëschent dem schwedeschen an dem hollänneschen System ass deen, Här President, dass a Schweden d'Prostitutioun eng Violence ass vum Mann géigeniwwer enger Fra, an an Holland ass d'Prostitutioun eng Aarbecht, wou ee muss de Kader schafen, fir dass och déi Leit, déi an der Prostitutioun schaffen, kënnen anstänneg schaffen.

Et war net fir d'éischt, Här President, wou d'Madame Ministesch gesot huet, dass se hei zu Lëtzebuerg de schwedesche Modell gären hätt.

Experienzen aus Schweden: D'Prostitutioun ass méi cachéiert ginn. Et geet méi elo iwwer Internet an iwwer Annoncen. Erënnert lech nach, ech hat lech vum Luxbazar geschwat, Här President, wou siwe bis aacht Säiten Annoncë sinn zum Opruff zur Prostitutioun, petites annonces, wou ech d'Regierung da gefrot hunn, d'Incitation à la débauche par voie écrite wier jo verbueden, wat géife se da maachen. D'Äntwert vum Här Minister war: Ech kennen de Luxbazar net. Dës Woch kann een d'Zeitong nees kafe goen, et sinn nees siwen oder aacht Säite voller Annoncen, mä et schéngt jo d'Regierung net ze stéieren, wann d'Gesetz op där enger oder op där anerer Säit dann net respektéiert gétt.

Op jidde Fall sinn och Schwierigkeeten a Schweden erauskomm, fir Enquêtes ze maachen. An et ass och méi schwéier ginn, Saachen opzedeecken iwwert d'Traite an iwwert d'Mineuren.

D'Meedercher hunn och d'Gefill, dass de Risque vun Attacken a vun Extorsione vill méi grouss ass. Op jidde Fall huet déi Tendenz augmentéiert. D'Streetprostitutioun, dat heescht déi, déi op der Strooss sinn, déi hu vill méi komesch Clienten ewell kritt. D'Präisser sinn och erfogaang, well si brauche méi Clienten, well et sinn der manner do.

An Holland hu se eng Décriminalisatioun vun de Bordelle gemaach, dat heescht d'Maisons closes sinn nees opgaangen, an do sinn da Zonen, déi délimitéiert gi sinn. Doduerch sinn och eng ganz Retsch vu clandestin Bordellen zougemaach ginn. Eng Maison close opmaachen, dat kann een nëmmen ënner verschiddene Konditiounen.

Ech sinn ëmmer ganz iwwerrascht, wa mer hei zu Lëtzebuerg, an engem klengen Land, wat 80 op 60 Kilometer grouss ass - ech grosséieren elo -, da wëllen dee schwedesche Modell applizéieren. Ech verstinn, wann een a Schweden iergendwou an engem Duerf sëtzt, dass et da schwéier ass. Mä wann Der hei esou eppes maacht, da kann een och vläicht kucken, wat se zu Arel, wat se zu Thionville oder wat se zu Tréier oder zu Konz vun esou enger Dé-

cisioun halen, wa mir esou Décisiounen hei an Land wëllen huelen.

Ech fannen et traureg, dass mer hei wëlle méi helleg si wéi de Rescht. Mir sinn hei eng hypokritesch Gesellschaft. Mir wëssen, dass et d'Prostitutioun gëtt; mir wëllen deene Leit awer net d'Moyenë ginn, fir anstänneg kënnen ze schaffen. Mir wëllen elo de Client pénaliséieren, awer d'Prostitutioun autoriséieren, hir Aarbecht ze maachen. Da muss ee mer erklären, wéi een dat wëllt maachen, andeem een enger Prostitutioun et erlaabt ze schaffen, wéi een dat a Schweden mécht, an dann awer de Client pénaliséiert.

Mir hunn hei verschidde Saachen an eisem Land, vun deene kee gär schwätzt, ob dat d'Prostitutioun, ob dat d'Ofdreiwung, ob dat de Pacs oder d'Euthanasie ass.

Ech wier frou, wa mer de schwedesche Modell hei an Land net kréien, an ech géif mer och wënschen, dass vläicht eng Kéier d'CSV an d'Oppositioun géif kommen, well da géifen och déi Scheiklappen eng Kéier hei an deem Land falen.

(Interruptions)

» **M. le Président.** - D'Madame Familljeminister Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert.

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, ech géif dem Här Bettel just wëlle soen, dass a Schweden normalerweis keng CSV-Regierung bestinn, a wann déi esou Modeller aféieren, an net nëmmen a Schweden, mä an deenen anere Länner an Norden, dann, mengen ech, ass dat net, well déi alleguer esou chrëschtlech an esou kathoulesch sinn.

(Interruption)

» **M. le Président.** - Här Bettel, Dir hat virdu selwer gemahnt, dass Dir net sollt ënnerbrach ginn.

» **Plusieurs voix.** - Oh!

(Hilarité)

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Den Här Bettel ass eng Mimosa; mir wëssen dat, an duerfir loosse mer dat duerchgoen.

Här President, de Moien hate mer eng Réunioun an der Chamberskommissioun, an et war schued, dass den Här Bettel eréischt zu Schluss komm ass.

(Interruptions)

» **Une voix.** - En hat keng Zäit.

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Mir hunn an der Chamberskommissioun eng Kartographie iwwert d'Prostitutioun vu Lëtzebuerg virgestallt a mir hunn eng ILReS-Émfro virgestallt, wou och gesot gëtt, wéi et ebe mat der Prostitutioun zu Lëtzebuerg ausgesäit, wou Spezialistinne sech doriwwer informéiert hunn am Milieu eng Kéier selwer mat de Prostituéierten, mat deene Professionellen do, an och d'Partei gefrot hunn, dozou Stellung ze huelen.

Dir kënnt also alleguerten nokucken, wat d'Meenung ass vun deene verschiddene Parteien dozou, an och d'Meenung vun deene Leit, déi op der Plaz schaffen.

Et war e Freidegabend eng Sitzung vu Prostituéierten ageruff ginn, wou och den Här Bettel als Sozialschaffe vun der Stad Lëtzebuerg invitéiert war. Da waren awer d'Sozialservicer vun der Stad Lëtzebuerg invitéiert...

(Interruption)

Neen, mä ech wëll elo grad soen, ech hunn elo grad hei gesot kritt, ech misst meng Beamten am Grëff hunn, da wier et vläicht gutt, wann Dir Är och dran hätt.

(Hilarité)

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Da muss een also wëssen, dass d'Stad Lëtzebuerg net do war, wéi hir 60 Prostituéierten do waren, fir ze soen, wat hir Meenung an hir Virstellungen doriwwer sinn.

(Interruption)

Fir elo op déi Etüd ze kommen - an dat wollt ech lech eigentlech just soen, Här Bettel; ech wëll mech entschëllegen, dass ech lech ënnerbrach hat -, dat ass eng Etüd, déi ass net gemaach gi vun der finnescher Regierung, mä se ass gemaach ginn...

(Interruption)

...vun dem norwegesche Justizministère, mä dat ass awer net esou wichteg - dat ginn ech gären zou.

(Interruption)

Déi Etüd mécht de Verglach tëschent deene Modelle vu Schweden a vun Holland. An aus

deem Rapport kann ee viles erausliesen. Et ass jo elo geschwé Vakanz; vläicht wëllen dann d'Deputéiert sech dat emol ukucken an dann de Verglach dovunner maachen, wat deen een an deen aneren aus där Etüd hei fir sech erauszitt, a wat deen een doranner liest a wat deen aneren doranner liest.

Zum Beispill gëtt virgehait, dass een net d'Zuelen dovunner géif wëssen, wéi vill illegal Prostituéiert a Schweden wieren. Et ass awer d'selwecht an Holland! An deemselwechte Rapport steet dran, dass een do och net wëisst, wéi d'Zuele sinn. Elo géif ech emol gär wëssen, wien iwwerhaapt géif feststellen, wann eppes an der Illegalitéit ass, wou een dann déi Leit géif ziele goen, déi illegal wieren. Wann ee se kéint ziele goen, da wiere se jo net méi illegal!

(Interruption)

Duerfir ass et jo ëmmer, wann een esou Geschichten do opstelle geet, net esou einfach, fir dat ze beweisen. Duerfir kënnen mer jo och net soen, wéi vill dat et der zum Beispill hei zu Lëtzebuerg gëtt.

Den Här Bettel freet dann, ob d'Zuele vun der Prostitutioun a Schweden zrëckgaange wieren.

Do soen ech gären, dass ech éischters ni gesot hunn, dass ech wëilt de schwedesche Modell hunn. Ech hu ganz virsiichteg gesot, well ech gi mam Alter och méi virsiichteg - dat léiert Der vläicht och nach, Här Bettel -, fir ze gesinn, dass een an där doter Fro...

» **M. Aly Jaerling (Indépendant).** - Wat hutt Der da géint déi schwedesch Modeller? Dat sinn dach lauter schéi Meedercher!

(Hilarité)

» **Plusieurs voix.** - Oh!

» **M. le Président.** - Loosse mer beim Thema bleiwen.

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Ech wëll och net d'Leit als Modellen huelen, well Leit méi eppes Wäertvolles si wéi Modellen.

Duerfir wëilt ech soen, dass, nodeems ech gemengt hat, et kéint eng Äntwert sinn, wann een dat géif als eng Profession, och nach an engem Eroscenter, maachen. Doriwwer kënnen mer awer gären op anere Plazen diskutéieren, wa mer méi Zäit hunn a wou et awer vläicht och manner spannend ass, well jo dann net jiddferen dat gesäit, duerfir maache mer dat jo léiwier hei wéi an enger Kommissioun, fir dann och ze weisen, wat d'Avantagë sinn...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Ech soen dann nach eng Kéier, dass ech haut mengen, dass et kee gudder Modell méi ass.

(Interruption)

» **Une voix.** - Den Eroscenter?

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Ma, soen ech dann elo eppes anescht's?! Dir lauschtert iwwerhaapt net no! Et ass egal, wat een hei seet, well Dir lauschtert net no!

Ech sinn amgaangen, lech ze erklären, firwat ech haut mengen, dass et kee gudder Modell méi wier. Wann ech dat viru sechs Méint soen, da soen ech dat och elo nach!

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Jo, jo, et ass gutt!

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Also!

» **Une voix.** - Très bien.

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Duerfir soen ech lech, wa mer hei zu Lëtzebuerg, an engem klengen Land, esou eppes ubidden, wann Dir mengt, Dir hätt de Courage, an nach eng Partie anerer heibannen, op 180 an d'Adolphe-Fischer-Strooss ze goen, well dann all Mënsch weess, dass do en Eroscenter ass, wann Der da mengt, jiddferee géif dohinne goen, da mengen ech wierklech, dass Der awer d'Situatioun vu Lëtzebuerg mësskennt. Déi Leit ginn éischer op Tréier a se ginn éischer op Thionville, mä ech mengen net, dass se hei zu Lëtzebuerg an den Eroscenter géife goen.

Dat ass ee vun de Punkten dovunner. Et gëtt der awer nach eng ganz Partie anerer. Duerfir soen ech lech...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

» **M. le Président.** - Lauschtert der Argumentatioun vun der Madame Minister no!

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Duerfir soen ech lech...

» **M. le Président.** - Ech hunn d'Gefill, dass dat Thema heibannen zimlech vill excitéiert. Duerfir berouegt lech elo!

(Hilarité et interruption)

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, wann dat Thema och net géif excitéieren...!

(Hilarité)

Duerfir wollt ech soen, dass a Schweden och eng ganz aner Mentalitéit ass, wat d'Gläichstellung zwëschent de Männer an de Fraen ubelaangt. Dat muss een och wëssen. Et muss een och wëssen, an dat hunn ech och an där Pressekonferenz do gesot - ech maachen awer net der Presse de Reproche dofir -: Si hunn och vill manner eng multikulturell Gesellschaft, wéi mir se hunn. Si hunn op ville Pläng eng aner Astellung dozou.

Ech hu gesot, wann ech an dësem Moment eng Präferenz hätt, da wier et éischer eng fir de schwedesche Modell. Ech mengen net, dass een dat nach méi virsiichteg kann ausdrécken.

Ech hätt eigentlech gären, dass mer géifen hei doriwwer diskutéieren, wat dat heescht, a kucken, wat mer hei fir Lëtzebuerg kënnen maachen.

Wann ech dann op dee Modell do zrëckkomme vu Schweden an och dorobber zrëckkommen, wéi et do ausgesäit, dann haten a Schweden, ier déi Législatioun a Kraaft getratt ass, 2.500 Prostituéiert geschafft op eng Populatioun vun aacht Milliounen. Dovunner ware 25% Prostituéiert, déi op der Strooss geschafft hunn, a 75% an den Appartementer, a Bordellen a soss iergendwou. An déi Zäit ass gesot ginn, dass 12% vun de Männer aus Schweden géifen déi sexuell Servicer do akafe goen.

Wann Der dann Holland kuckt, dann haten déi am Joer 2000 25.000 Prostituéiert fir eng Populatioun vu 16 Milliounen Awunner. Dat heescht, et waren duebel esou vill Awunner wéi a Schweden a fënnemol méi Prostituéiert.

Am schwedesche Modell ass d'Prostitutioun a Schweden vun 1998 bis 2003 op der Strooss ëm 41% zrëckgaangen. An et gëtt geschätzt, dass am Moment 400 Prostituéiert a Schweden sinn op nach ëmmer aacht Milliounen. Wéi gesot bleift et schwéier, fir prezis Statistiken doriwwer ze kréien, wat dann an den Appartementer zënter dem Akraaftrieden a Schweden geschitt. Allerdéngs weess een och net méi doriwwer, wat an Däitschland respektiv an Holland ass, wou d'Prostitutioun legaliséiert ginn ass.

Wéi ass et mat der Amélioratioun vun de Liewenskonditiounen vun de Prostituéierten?

D'schwedesch Regierung hat zwëschent 2004 an 2006 3,2 Milliounen Euro investéiert géint de Fraenhandel an och fir hiert Prostitutiounsgesetz ze ënnerstëtzen.

500.000 Euro sinn agesat gi fir alles, wat mat der Problematik vun der Gewalt géint Fraen ze dinn hat. De Fraenhandel ass a Schweden opgrond vun deem heite Gesetz gebremst ginn, an et gëtt opgrond dovunner och vill manner Prostituéiert.

(Interruption)

Dat ass schwéier. Ech hunn et ewell eng Kéier gesot: Dat ass schwéier an och an deenen anere Länner gëtt et keng.

Duerfir, wann een et also legaliséiert, huet ee keng Zuelen, a wann een et net legaliséiert, huet een och keng.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Wéi kënnt Der da soen, dass et erfogee?

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Mä well se awer festgestallt hunn, dass der vill manner op der Strooss sinn.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - A wat bannen ass?

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Et gëtt e Rapport vun der Madame Gunilla Ekberg aus Schweden - vläicht kënnt Der lech deen dann och nach fir d'Vakanz organiséieren -...

(Hilarité)

...an deem gesot gëtt, dass vill vun de Prostituéierten, déi virauser do waren, op d'sozial Servicer gaange sinn, fir Hëllef ze kréien a fir aus der Prostitutioun erauszekommen.

D'Gesetz hat een ofschreckenden Effekt virun allem op jonk Fraen, déi an enger familiärer Rupture waren, déi drogenohängig waren. Si sinn an deene Strukturen opgefaang ginn, an dat hat e positiven Effekt op hir Gesondheet.

Positiv ass sécher awer och, dass d'Bevölkerung tëschent 81 a 86 Prozent dat

Gesetz ennerstetzen an datt déi schwedesch Police seet, datt dat Gesetz eng Barrière wier géint de Fraenhandel.

Dir frot da wéi et wier mat der Kriminalisatioun vun der Prostitutioun, an do seet deen Aarbechtsgrupp, datt eigentlech déi fein Clientèle - ech weess net richteg wien dat ass, déi dohinner ginn - net méi géif dohinner goen, mä datt déi speziell Clienten awer doblivwe wieren an datt dat déi wieren, déi elo natierlech och ëmmer nach méi bei d'Frae géife goen, wou déi sech dann och nach géife méi attackéiert spieren, mä et awer och keng evident Beweiser gëtt, zënter dem Antriede vum Gesetz, datt dat och wierklech changéiert hätt.

Datt Gesetz hat awer onerwaart aner Forme kritt. Här President, Dir fänkt hei u mer d'Luucht ze weisen. Ech wëll awer soen, datt dorobber Strofdote komm sinn, an zwar zum Risiko vun de Clienten. Meedercher, déi koumen an hu sech als Prostituéiert ausginn, an déi hunn den Type Sue geholl, an de potenzielle Client ass net méi bei d'Police gaang, well e gefaart huet fir ugeklot ze ginn; an aner, déi bei Prostituéierte waren, wou d'Prostituéierte gesot hunn: Ma mir mellen lech elo bei der Police, also réckt emol nach eng Kéier d'Suen eraus!

Dir gesitt also, datt sech an deem Sënn Saache geännert hunn an de Machtverhältnissen vu vireraus vis-à-vis vun de Prostituéierten a vis-à-vis vun hire Clienten.

Datt et en negativen Aspekt ass, datt d'Präisser gefall sinn an datt se sech nach méi musse prostituéieren, do fannen ech jo, datt dat och keng Äntwert a keng Léisung ass. Schweden huet ganz villes gemaach, wéi gesot, fir eben och géint dat Ganzt, alles dat, wat mat Gewalt a Prostitutioun ze dinn huet, virzegoen. D'Ëmännerung vum Code pénal ass begleet gi mat Mediëcampagnen, mat Sensibilisatiouncampagnen, och vis-à-vis vu Kanner.

Ech géif wëlle soen zum Schluss, datt et schwéier wär fir d'Prohibitiv duerchzusetzen. Et ass ëmmer schwéier fir esou eppes duerchzusetzen. Viru 50 Joer konnt kee sech virstellen, datt eng Kéier géif iergendwou gesot ginn, datt d'Kanner net méi d'äerfte geschloe ginn. Du haten d'Schweden déiselwech Initiativ geholl aus Mënscherechtmotivatiounen. Haut stellt kee méi dat a Fro. An et ginn nach ëmmer Kanner geschloen an et ginn nach ëmmer Kanner mësshandelt an et geet einfach ëm d'Fro: Wat fir eng Gesellschaft wëlle mer?

Eng Legaliséierung bréngt och ville Frae keng Verbesserung, an an eise Länner hu mer och Prostituéierter, déi aus aarme Länner kommen, déi total verschëllt sinn an déi sech eigentlech net konnte wieren. Dofir denken ech ass et wichteg ze wëssen, wéi mer wëllen domadder ëmgoen. An ech hat och an där Pressekonferenz gesot, datt ech bis elo keng gutt Léisung fonnt hunn, an dofir wier ech virsichtig fir dee schwedesche Modell.

Ech denken awer, datt et wichteg ass, datt mer heidriwwer diskutéieren an, Här President, fir mech bleift eigentlech eng wichteg Fro, an déi géif ech wëlle jiddferengem stellen: Wëllt ee vun lech sech prostituéieren oder wëllt een, datt säi Kand sech muss prostituéieren?

» **Une voix.** - Très bien!

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - A wann een dat mat Nee beäntwert, da froen ech mech, firwat datt aner Leit dat solle maachen.

Ech soen lech Merci.

» **Une autre voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Ministre. Mir kommen elo zur nächster Fro. Dat ass d'Question avec débat vum honorabelen Här Schank iwwert de Musée vun der Lee zu Maarteleng. De Marco Schank huet d'Wuert.

9. Question avec débat N°23 de M. Marco Schank relative au Musée de l'Ardoise de Haut-Martelange

» **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, am Oktober 1992 gouf en engem Avis vum Regierungsrat ageschriwwen, datt, ech zitieren: «Ce site industriel», dat war fir d'Leekolle vun Uewermaartel, «constitue un atout indéniable pour le développement des potentiels économique, culturel et touristique.» Deemools hunn alerdéngs d'Leekollen dem Stat nach net gehéiert.

An den Uewermaarteler Leekolle mat hiren zum Deel risegen ënnerierdesche Galerij läit een enormen touristesche Potenzial. Just als Beispill, déi gréisst Galerij sinn am

Duerchschnëtt 100 bis 150 m laang, 100 m héich an 12 bis 15 m breet.

Ech sinn der Meenung, datt, wann de Site Uewermaartel ganzheetlech valoriséiert gëtt, zesummenhängend, an och nëmme eng oder zwou Galerien zougängeg ginn, wéinstens gradesou vill Leit Uewermaartel wäerten an Zukunft visitéieren, wéi dat am Moment mat Veianen de Fall ass; Veianen, wat jo ee vun eise gréissten touristeschen Unzéiungspunkten duerstellt.

De Site Leekolle vun Uewermaartel ass als industrielle Patrimoine net nëmme eemoleg fir Lëtzebuerg, mä och fir Europa. Wann een de Verglach vu Siten hält an Däitschland wéi Fell oder Bundenbach oder och dee gréisste Musée a Wales respektiv Fumay a Frankräich, d'Villfalt ass néierens esou grouss wéi zu Uewermaartel; 8 ha grouss, mat net manner wéi 26 originale Gebaier, mat alen typeschen Aarbechterhaiser, mat Villae vum Patron, mat deem risege Spalthaus „Johanna“, Atelierien, eng al „Jangeli's“-Gare an esou weider an esou fort.

D'Leekolle sti fir eng typesch a grouss Industrie aus de Lëtzebuurger Ardenne vum 19. an 20. Jorhonnert, an an den 20^{er} Jore vum leschte Jorhonnert hu méi wéi 600 Aarbechter op der Koll geschafft, déi dee Moment méi Leeë produzéiert hunn, wéi an der ganzer Belsch.

2005 gouf eng Etüd an Opdrag ginn, fir erauszefannen, wéi een dann dee Site kéint pedagogesch, touristesch, ekologesch an ekonomesch valoriséieren. An deem Kontext wollt ech wëssen, wou d'Ëmsetzung vun der Etüd drun ass, respektiv ob hei an Zukunft a verschidde Phase virgaange gëtt. A mengen Ae kéint ee laangfristeg wärscheinlech net laanscht ee Projet de loi, well de Site esou grouss an esou komplex ass.

Wichtig ass och, wéi den Opbau vum Musée weidergedriwwen gëtt. Dofir meng Fro, wéi et mam zukünftige Musée vivant weidergeet. Ingesamt kënnt Der lech jo virstellen, datt mer e gutt duerchduechten interaktive Visitor-Center kéinten do oprichten; eng Aart Ecomusée, wou eng Partie Aktivitéite ronderëm de Site, ronderëm d'Lee fir d'Visiteure géife stattfannen a wou och de soziale Status vum Aarbechter vis-à-vis vum Patron an där Zäit kéint duergestallt ginn.

Natierlech gëtt et och eng kulturell Vocatioun vun deem Site. Et kann ee sech virstellen, datt an deene Galerij ganz spektakulär Performancë kéinte stattfannen - Sons et lumières oder och Inszenierungen am Fräilicht, wéi mer dat elo viru kuerzem och um Site haten.

Ee wichtige Punkt dann ass d'Sécuriséiere vum Site selwer, wat eng wichteg Roll spillt. Viru kuerzem ass erëm eng Kéier agebrach ginn, wou wäertvoll museologesch Material verschwonnen ass. Ingesamt ass dat och eng Fro vum Récupéiere vum alem Material, wou dann och Sue gebraucht gi fir Saachen zrëckzekafen, déi deemools och wichteg um Site agesat goufen.

D'Gestioun vum Site, mengen ech, muss och iwwert de Groupe de pilotage, deen et gëtt, eraus geplangt ginn, mat enger effikasser Struktur fir de Projet widerzibréngen, mat engem Echancier fir déi weider Aarbechten um Site selwer.

Här President, ech soen et nach eng Kéier, Uewermaartel prétéiert sech op eng eenzegarteg Manéier fir kulturell a virun allem touristesch favoriséiert ze ginn. Dat op eng lieweg, eng interaktiv Manéier, hunn ech gesot. Dofir wënschen ech mir datselwech wéi op de Friché vun eiser Eisenindustrie, de Schmelzen am Süden, datt d'Regierung bereet ass, deen noutwendegen Effort ze maachen, fir an d'ärselwechter Relatioun d'Leekollen am Norden ze valoriséieren.

Ech wollt ganz zum Schluss awer och déi enorm Aarbecht vun de Frënn vun der Lee nach eng Kéier ervirsträchen, déi eierenamtlech enorm vill Zäit a Suen investéiert hunn, an ech wënschen hinnen, datt hir Hartnäckegkeet och am Endeffekt belount gëtt.

Ech soen lech Merci.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Schank. Dann huet d'Statsekretärin, d'Madame Octavie Modert, d'Wuert.

» **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Jo, Här President, effektiv steet an der Regierungserklärung vun 2004 dran, datt sollen Etüde gemaach ginn iwwert esou Plaze wéi d'Schieferindustrie, dat heescht d'Leekollen zu Uewermaarteleng, fir ze kucken, wat een dorauer ka maachen, wéi een dat valoriséiere kann. Mir hunn déi Etüde gemaach.

2005 ass déi éischt Etüd gemaach ginn iwwert d'Konzept an déi eventuell tou-

ristesch Ausrichtung. Wéi kann een esou eng flott Plaz auswäerten a méi de Leit zougänglech maachen? De Marco Schank huet scho gutt erkläert, wéi wichteg déi Plaz ass a firwat. 2006 hu mer Etüde maache gelooss iwwer Infrastrukturen, déi néideg sinn.

Ech wëll vläicht just nach eng Kéier e Mini-historique an dräi Sätz soen: 1986 ass opgehale ginn an de Leekaulen ze schaffen. Et sinn also haut nach vill Leit do, déi nach wësse wéi geschafft ginn ass a wéi et geet, déi nach eppes doriwwe ziele kënnen. An do si mer amgaangen e Film ze dréinen, deen elo ganz geschwé wäert virgestallt ginn, wou zum Beispill och d'Aussoen an d'Wëssen, den Know-how, vun deene Leit agebonne ginn, fir datt dat net verluer geet.

1999 ass dee ganze Site vun de Leekaulen op den Inventaire supplémentaire gesat ginn. Dat, well ee gesinn huet, datt am Laf vun der Zäit d'Gebaier vernoléisseg gi waren. Den deemolege Besëtzer war d'Gemeng. De Stat hat och scho verschidden Investitiounen dra gemaach iwwert de Ministère vum Aménagement du territoire.

2003 huet dunn de Stat et kaaft. An zanterhier si mer amgaang ze restauréieren an d'Gebaier virum Verfall ze retten. Dat gëtt bezuelt iwwert den ordinäre Budget vum Denkmalschutzamt.

Ech hunn am Ufank gesot, datt 2005 eng Etüd iwwert déi inhaltlech Ausrichtung gemaach ginn ass an 2006 eng iwwert d'Infrastrukturen, wat och heescht iwwert d'Sécheren vun de bestehende Gebaier an aneren Infrastrukturen.

Et huet sech nämlech erausgestallt, datt, ier mer ufänken eng inhaltlech Valorisatioun maachen ze kënnen, et natierlech fir d'éischt emol néideg ass, eng Sécherung vun de Gebailechkeeten, souwuel ënnerwéi iwwerierdesch, ze maachen. Mir hunn ugefaange mat deenen haapt- a meeschtbedrohte Gebaier, déi elo restauréiert sinn oder deenen hir Diech nei gedeckt gi sinn (selbstverständlech mat deene Leeën, déi vun der Plaz kommen, déi original waren).

Firwat soen ech dat? Well sech erausstellt, - an dat ass jo de Wäert vun där ganzer Produktiounsplaz -, datt se extrem komplett ass. Dat heescht och, dat ganz vill verschidde Gebaier sech do befannen. Et ass wuel déi komplettsten Anlag, déi et an Europa gëtt, wann net nach iwwer Europa eraus, dat och well nach ganz laang hei geschafft gi war, bis virun 20 Joer. Domat ass souwuel ënnerierdesch wéi iwwerierdesch nach alles do, net nëmme d'Produktiounsplaz, mä och d'Verwaltungsplazen, d'Wunnegebaier, also och, wat de Marco Schank gesot huet, déi sozial Plaze ronderëm. Ausserdeem ass den Know-how haut nach do vun de Leit, dee mer agefaangen hunn iwwer e Film.

Sou, mir mussen also fir d'alleréisch ufänke mat den Infrastrukturen, wat dat Wichtigst an dat Néidegst ass. Duerno kommen d'Strukturen, an duerno maache mer eis op de Wee, fir e Musée doraus ze maachen. E Musée, deen tatsächlech, esou wéi d'Plaz veranlaagt ass an d'Anlagen do stinn, e Fräilichtmusée wäert ginn, dee Moment also eisen éischte Fräilichtmusée hei zu Lëtzebuerg.

Woumat mussen mer elo fir d'alleréisch ufänken? Mir hu festgestallt, datt d'Waasser e Problem ass. Et si vill Galerien do, wat logesch ass bei Schiefergruouwen, et ass ënnerdag geschafft ginn, ausgegruouwen an ofgebaut ginn. Duerfir sinn d'Kanalisatiounsaarbechten dat Allerdréngendst. Mir hunn och nächstens erëm eng Réunioun ugesat, fir ze kucken, wéi mer mat de Kanalisatiounsaarbechte kënnen virgoen, well ech muss lech Eent soen: Esou wichteg wéi déi Plaz do ass an esou flott wéi se ass, esou grouss ass se och; a grouss heescht natierlech och e grousst Ausmooss vun den Aarbechten, an déi wäerte komplizéiert ginn, well ganz vill ënnerdag ze sécheren ass.

Wann ech schwätze vu Kanalisatiounsaarbechten, dann ass dat eng Aarbecht, déi op d'mannst wäert zwee Joer daueren. Zwee Joer si laang, an et wäert héchstwahrscheinlech dräi Milliounen Euro kaschten, wat vill Sue sinn.

Da mussen mer no enger Alarmanlag kucken, méiglechst direkt. Mir mussen no Heizunge kucken. Dat ass also vill Detailsaarbecht, well d'Ausmoosse vum Site wéi gesot ganz grouss sinn: Mir schwätzen hei vun aacht Hektar a vu 26 existéierende Gebaier; an dat ass jo nëmme dat wat haut schon do steet. Duerno komme mer eréisch an den Opbau vun deem Zousätzlechen, wat mer wëllen a brauchen, fir dat e Musée, e Fräilichtmusée kann ausgewäert ginn: eng Plaz, fir d'Leit ze emfänken; eng Plaz, fir de Leit de Konzept ze erklären oder virzeféieren; eng Plaz fir d'touristesche a kulturell Ausnutzung an natierlech och fir dat Administratiiv, wat dobäi néideg ass.

Doriwwer eraus kann ee sech virstellen, datt nach en anert Liewe bei d'Schieferkaule kommen kann, andeem een et mat engem neien Aarbechtswäert féllt, fir datt d'Aarbecht haut do weidergeet mat Weidbildung an Ausbildung.

Ech hu gesot, datt déi Anlagen hei eng rieseg Dimensioun hunn, an datt et Sënn mécht no hinnen ze kucken, well et en eemolege Site ass, well et déi komplettste Schieferanlage sinn, well et eng wichteg Industrieanlag war an där Zäit, déi éischt Industrie deemools hannert der Eisenindustrie, wat also och ekonomesch Gewicht bedeit fir den Norde vum Land. D'Aarbechtsplaze sinn och déi Zäit schon iwwert d'Grenzen eraus besat ginn.

An dat bedeit, datt et haut nach fir den Norde ganz interessant ass, déi do Anlagen haut kënnen ze erhalen an enger anerer Form, mat engem anere Liewen, als eng méi museal Struktur.

Mir sinn also amgaang, Bestehendes ze sécheren an ze restauréieren, an da mussen mer et valoriséiere mat Accueil, mat de museale Strukturen, mam Aarichte vum Musée, an zwëschenuewer natierlech och no Personalstrukturen kucken.

Bref, mir sinn amgaang d'Etüden auszewäerten an d'Etüde lues a lues, Stéck fir Stéck, kënnen an d'Praxis ëmzesetzen, well et ass e laangfristeg Projet.

Ech kéint lech nach soen, wat de Moment vun Animatioun souwiesou schon op der Plaz leeft: dat ass ganz vill. Dir wësst dat wahrscheinlech a waart wahrscheinlech schon do. Déi Aktivitéite sinn an engem ganz grouse Mooss de Frënn vun der Lee ze verdanken, déi eng ganz gutt Aarbecht do maachen. Mir hu jo vun der Regierung aus enger Persoun eng Deel-décharge ginn, fir kënnen no der Entwécklung an der Auswärtung vum Site ze kucken, an déi Persoun mécht hir Aarbecht exzellent.

Ech ginn net op den Detail a vun deem, wat ass, an och net vun deem, wat mer wëlle lues a lues op d'Féiss setzen. Ech wëll awer soen, datt et näischt Kuerzfristeges ka ginn. Et ass einfach ze grouss dofir. Dat gëtt lues a lues opgebaut. Dat muss een an engem méi mëttelfristeger Perspektiv gesinn. Direkt maache mer déi Investitiounen an déi Aarbechten, déi direkt oder dréngend mussen gemaach ginn.

Ech muss och soen, et stoung an der Regierungserklärung vun 2004. D'Etüd ass vun 2005, nei Etüde si vun 2006. Mir sinn also amgaange systematesch dorun ze schaffen. Investitiounen, Infrastrukturen, Sécherungsarbechten, dann d'Strukturen, da museal a museologesch Inhalter. Vu déi Dimensiounen, déi am Spill sinn, wäert dat do daueren. Et ass en Ausmooss, wat sech och um finanzielle Plang wäert deementsprechend nidderschloen. Och dofir soen ech, et ass e mëttelfristeg ugeluechtene Projet. Ech ginn dovunner aus, datt mer en ënner Form vun engem Gesetzesprojet mussen zu engem Moment oder engem aneren heihinner bréngen. Ganz kloer.

Et ass e mëttelfristegen Opbau, dee sech awer lount, vun enger Industrie, déi laang do fonctionnéiert huet, an déi dann duerno laang kann an enger neier Form weidergefouert ginn am Norden.

Datt et näischt Kuerzfristeges ass, datt et eppes op d'mannst Mëttelfristeges ass, soen ech och dohier well et wichteg ass, et realistesch unzuleeën, an dat mussen mer och am Zesummeschaffe mat anere betraffene Ministère maachen, well mir nëmme esou op dee beschte Wee kënnen goen, fir eng Kéier deen éischte Fräilichtmusée hei am Land kënnen ze kréien.

Merci villmoos.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Statsekretärin. Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Revisiounsvorschlag iwwert den Artikel 16 vun eiser Verfassung. Et sinn ageschriwwen bis elo: d'Madame Flesch, den Här Bodry, den Här Braz an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

10. 5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

» **M. Paul-Henri Meyers** (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun vun den Institutionen an der Verfassungsrevisioun schléit haut der Chamber vir, den Artikel 16 vun eiser Verfassung ofzeänneren.

Den Artikel 16 gesäit vir, dass kee säin Eegentum kann ewechgeholl kréien, et sief dann am Intérêt général a géint d'Bezuelen am Virus vun enger gerechter Indemnitéit.

Bei der Ofännerung vun haut geet et drëm, fir bei der Indemnitéit am Fall vun enger Entteegnung den Ausdrock «préalable» ze suppriméieren. Den Ulass vun dëser Revisioun vum Artikel 16 vun der Verfassung läit bei den Arrêt vum Verfassungsgericht vum 7. Februar 2003 a vum 12. Mee 2006.

Fir d'Verfassungsgericht sinn d'Artikelen 28 an 32 vum dem Gesetz vum 15. März 1979 iwwert d'Expropriation an d'Artikelen 27, 34 a 35 vum dem Gesetz vum 16. August 1967 iwwert de Fonds des routes net konform zum Artikel 16 vun der Verfassung.

Déi virgenannt Artikelen erlaben et dem Gericht, am Rahme vun der Entteegnungsprozedur eng Entscheidung ze huelen, duerch déi de Stat oder d'Gemengen an de Besëtz vun Immobilie kommen no der Consignation vun enger virleefeg festgesater Indemnitéit. Fir d'Verfassungsgericht ass all gesetzlech Bestëmmung, déi en deelweisen oder totalen Transfert vun Eigentumsrechter erlaabt, ouni dass virdrun déi ganz Indemnitéit bezuelt gouf, net mam Artikel 16 vun der Verfassung vereinbar, deen eng Indemnitéit juste et préalable virgesäit.

No deenen Arrêt vum Verfassungsgericht konnt keng Entteegnung méi virgeholl ginn. De Stat an d'Gemengen hunn een onentbehrlech Instrument verluer, fir an de Besëtz vun deenen Immobilien ze kommen, déi noutwendeg si fir eenzel Projeten am Intérêt public ze verwierklechen.

D'Kommissioun vun den Institutionen a vun der Verfassungsrevisioun huet sech am Juni 2006 no deene leschten Arrêt vum Verfassungsgericht mat der Problematik befaasst. Si ass zur Schlussfolgerung komm, dass eng Ofännerung vun de Gesetzer vun 1979 an 1967, déi ech virdu genant hunn, keng Léisung géif duerstellen, mä dass den Artikel 16 vun der Verfassung misst ofgeännert ginn, fir dem Stat ze erlaben, och an Zukunft d'Entteegnungsprozedur unzewenden.

D'Verfassungskommissioun huet an hirer Sitzung vum 12. Juli 2006 eestëmmeg eng Ofännerung vum Artikel 16 vun der Verfassung uegoholl, mat folgendem Wortlaut: «Les dispositions de l'alinéa qui précède», deen ech virdrun zitiiert hunn, «ne font pas obstacle au transfert de propriété et à l'envoi en possession de l'expropriant des biens expropriés après paiement d'une indemnité provisionnelle évaluée par l'autorité judiciaire». Dat hätt also bedeit, dass dee Moment d'Indemnitéit, déi d'Gericht festsetzt, direkt un den Exproprié hätt missen ausbezuelte ginn an net méi consignéiert gi wär. D'Regierung huet den 19. Oktober 2006 der Chamber matgedeelt, dass si mat deem Virschlag d'accord wär. Allerdéngs huet d'Regierung virgeschloen, och d'Méiglechkeet vun der Consignation an der Verfassung virzegesinn.

A sengem Avis vum 22. Mee 2007 kënnst de Statsrot - eigentlech kuerz gefaast - zu enger dräifacher Konklusioun:

Éischtens: All Versuch, fir d'Gesetzgebung iwwert d'Entteegnung ofzeänneren, och duerch dat direkt Ausbezuele vun engem Deel vun der Indemnitéit, wäert weiderhi vum Verfassungsgericht als net konform zum Artikel 16 ugesi ginn, well d'Verfassungsgericht dat komplett Ausbezuele vun der Indemnitéit verlaangt;

zweetens: De Stat kann net op d'Consignation verzichten. Ausserdem stellt de Statsrot fest, dass d'Consignation eng

grouss juristesche Sécherheet och fir déi Persoun duerstellt, déi enteegent gétt, an

drëttens, an dat ass eigentlech d'Hauptargument: Et soll ee vermeiden, juristesche Notioune wéi «Envoi en possession», «Transfert de propriété» oder och «Consignation», déi aus dem Zivilrecht kommen, an d'Verfassung anzuschreien. Dofir kënnst de Statsrot och zur Schlussfolgerung, dass d'Chamber gutt berode wär, fir den Ausdrock «Indemnitéit préalable» an der Verfassung opzeginn.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

De Statsrot huet awer och a sengen allgemengen Iwwerleeungen ënnersicht, ob een deen Term «préalable» kéint sträichen, ouni internationaalt Recht ze verletzen. Hien huet also och ënnersicht, awéiwäit d'Indemnitéit préalable an internationale Konventionen virgesinn ass.

De Statsrot an och déi zoustänneg Chamberskommissioun hunn awer och Texter vum Artikel 16 vun eiser Verfassung mat deenen entspreichenden Artikelen vun den Nopeschlänner verglach. Wat déi internationale Konventionen ugeet, déi eist Land ratifizéiert huet, kann ee feststellen, dass keng Konvention d'Noutwendegkeet vun enger Indemnitéit préalable virgesäit, déi also misst bezuelt ginn, éier et zu engem Transfert vun der Propriétéit kënnst. Souwuel d'Déclaration universelle des droits de l'Homme vun der UNO vun 1948, och wéi se 1956 ofgeännert ginn ass, an déi europäesch Mënscherechtskonvention vun 1952 gesi keng Indemnitéit préalable vir.

De Statsrot zitiiert och den Artikel 17 vun der Charta vun de Grundrechter vun der Europäescher Unioun, déi jo vill an der Diskussioun war an der leschter Zäit. An deem Artikel ass virgesinn, dass déi Persoun, déi expropriéiert gétt, eng Indemnisation muss kréien, déi en temps utile géif bezuelt ginn. En temps utile ass also wäit vun der Indemnitéit préalable ewech.

Och d'Jurisprudenz, besonnesch déi vun der Mënscherechtscour vu Stroosbuerg, gesäit keng Disposition oder huet aus hirer Jurisprudenz ni vun enger Indemnitéit préalable geschwat. Si huet sech ausgesprach iwwert déi juste Indemnitéit, mä net, dass se am Virus misst bezuelt ginn.

Wat d'Verfassungstexter vun deenen eenzelnen europäesche Länner ugeet, stellt ee fest, dass kee Land, ausser Frankräich an d'Belsch, an hire respektive Verfassungen Texter ageschriwwen hunn, déi verlaangen, dass d'Indemnitéit am Fall vun der Entteegnung au préalable misst ausbezuelte ginn. A Frankräich an an der Belsch, déi ähnlech Verfassungstexter hu wéi eist Land, huet d'Jurisprudenz allerdéngs eng ganz flexibel Interpretation vum Ausdrock «indemnitéit préalable» ginn. An deenen zwee Länner sinn déi héchst Gerichter zur Meenung komm, dass eng Entteegnung, dat heescht een Envoi en possession vun den öffentleche Persounen a mat der gläichzäiteger Festsetzung vun enger Indemnitéit provisionnelle, esou wéi eis Gesetzer et och virgesinn, mat hiren - dat heescht, deene franséischen a belsche - Verfassungstexter konform wären. Eng Interpretation, déi allerdéngs eist Verfassungsgericht an hiren Arréten net gedeelt huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun vun den Institutionen an der Verfassungsrevisioun huet sech dofir dem Virschlag vum Statsrot ugeschloss. D'Kommissioun ass averstanen, fir deen neien Text vum Artikel 16, esou wéi de Statsrot et virschléit, folgendermoossen ze prezisieren oder ze redigieren an dobäi den Term «préalable» ewechfale ze loossen. Den Text wier also deen heiten: «Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établis par la loi.»

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, éier ech zum Schluss vu mengem mëndleche Rapport kommen, wéll ech awer nach op zwou Froen agoen, déi och an der Kommissioun opgeworf si ginn. Eng éischt betrëfft den Artikel 545 vum Code civil, deen, esou wéi den Artikel 16 vun der Verfassung, deeselwechte Wuertlaut huet an och eng Indemnitéit juste et préalable virgesäit am Fall vun der Expropriation. Am Sënn vun der Koordination géife mer d'Regierung bieden, och den Artikel 545 vum Code civil ofzeänneren.

Eng zweet Bemierkung betrëfft d'Gesetzer iwwert d'Entteegnung, dat heescht, d'Gesetzer vum 15. März 1979 a vum 16. August 1967. Deen neien Text vum Artikel 16, esou wéi ech en elo virgelies hunn, huet de Virdeel, dass déi bestehend Gesetzer iwwert d'Entteegnungsprozedur net brauchen ofgeännert ze ginn. Allerdéngs war d'Verfassungskommissioun der Meenung, dass d'Regierung gutt berode wär, fir awer och

déi Texter nozekucken an der Verfassungskommissioun virum zweete Vote iwwert den Artikel 16 Rapport ze maachen iwwer Schwierigkeete bei der Uwendung vun der Entteegnungsprozedur, an och eventuell ze kucken, wéi een déi Prozedur kéint am Intérêt vum Exproprié nach verbesseren.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech lech bieden, elo an engem éischte Vote Är Zoustëmmung ze ginn zu dem Text esou wéi d'Verfassungskommissioun den Artikel 16 virgesinn huet. Ech kann och hei soen, dass ech den Accord vu menger Fraktioun zu där Ofännerung ka ginn.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass d'Madame Colette Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

» **Mme Colette Flesch** (DP). - Merci, Här President. Ech wéll fir d'alleréischte selbstverständlech dem Rapporteur Merci soe fir säi Bericht. Ech wéll awer derbäifügen, dass hien als President ons Aarbechten an der Kommissioun wéi gewinnt mat sécherer a fester Hand duerch de Labyrinth vun den Diskussiounen geféiert huet bei engem Projet, dee ganz wichteg ass, awer deen och komplex war, well mer am Ufank net genee woussten, a wat fir eng Richtung mer ons orientéiere sollten.

Zweetens, Här President, wéll ech d'aussergewöhnlech Qualitéit vum Avis vum Conseil d'État ënnersträichen, dee sech d'Méi ginn huet, wierklech Texter an d'Jurisprudenz um internationale Plang an an den Nopeschlänner am Detail ze analysieren, wat doudsécher eng gutt Hëllef fir ons alleguerte war, fir zu enger Solutioun an dëser Diskussioun ze kommen.

Wann ee vun Expropriation schwätzt, Här President, da weess een, dass een d'Fro opwerft um Equiliber, dee muss bestoen tëschent der Protektion vun der Propriété privée engersäits an den Exigence vum allgemengen Interessi op där anerer Säit. An ech mengen de Conseil d'État huet zu Recht ënnerstrach, an ech zitiiere en elo: «La notion de propriété n'a plus la signification exclusive et sacrée qui lui fut réservée au dix-neuvième siècle. Une prise en considération plus prononcée de l'intérêt général correspond à la conception moderne de ce droit.»

Här President, ech wéll net am Detail de Rapport weder schrëfflech nach mëndlech vum Här Meyers widderhuelen. Mir si mat deem Rapport d'accord, mä ech menge vu d'Wichtigkeet vun där Décisioun, déi mer elo hei mussen huelen, ass et awer derwäert, nach eng Kéier ganz kuerz ze resümieren, wat d'Situatioun ass virun där mir stinn als Constituant, an och drun ze erënneren, wat déi verschidden Etappe ware vun der Evoluitioun bis mer zu deem Text komm sinn, deen elo der Chamber virläit.

Wéi gewosst, gesäit den Artikel 16 vun onser Verfassung elo haut vir: «Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établis par la loi et moyennant une juste et préalable indemnité.» Wéi de Rapporteur gesot huet, huet d'Cour constitutionnelle de 7. Februar 2003 an den 12. Mee 2006 dräi Arrêt geholl an deem Domän an ass zur Konklusioun komm, dass den Droit de propriété en Droit fondamental ass, an dass ee littéral de Bestëmmung vum Artikel 16 vun der Verfassung nokomme muss, dat heescht, dass d'Indemnitéit net nëmme muss gerecht sinn, mä dass se muss am Virus bezuelt ginn, «préalable».

D'Cour huet ganz kloer gesot, eng Indemnitéit provisionnelle geet net duer an «porte atteinte au droit de la propriété». Dofir huet, wéi de Rapporteur et gesot huet, d'Cour deemools gesot, d'Artikelen 28 an 32 vum Gesetz vum 15. März 1979 iwwert d'Expropriation an d'Artikelen 27, 34 a 35 vum Gesetz vum 16. August '67 iwwert d'Grande voirie an de Fonds des routes sinn net konform zum Artikel 16 vun der Constitution. A vun deem Moment un hu mer alleguerte kënnen feststellen, dass keng Expropriation méi konnt getätet ginn, an dass déi zwee Gesetzer also inapplicabel gi waren.

Et ass ganz kloer, dass esou eng Situatioun en negativen Impakt huet iwwert d'Manier, wéi d'Regierung an och aner öffentlech Kollektivitéite kënnen virgoen, wa se wëllen e grouse Projet, en Infrastrukturprojet realisieren, an dass dat dozou féiert, dass, wann een an där Situatioun wéllt zu engem Ergebnis kommen, da mussen d'öffentlech Kollektivitéite Präisser offrieren, déi nëmme kënnen zur Surchauffe vum Immobiliemaart

bäidroen. Et ass also keng glécklech Situatioun a mir mussen aus där Situatioun erauskommen.

Dofir huet d'Kommissioun gesot, mir mussen eppes maachen, a war der Meenung, dass een net kéint verfuere iwwert de Biais vun enger Modifikatioun vun der Gesetzgebung, well ee sech do ëmmer erëm un dem Obstacel vun der Indemnitéit préalable vum Artikel 16 géif stoussen. De Conseil d'État ass mat op dee Wee gaangen an huet gesot, dass, well d'Cour constitutionnelle esou eng littéral Interpretation vum Artikel 16 ginn huet, eng Ännerung vun der Constitution net géif kënnen interpretéiert ginn als e Versuch fundamental Rechter a Fro ze stellen.

Mir haten hei eng Situatioun, wou mer iwwer eng Modifikatioun vun der Gesetzgebung net erauskomm wären. Mir hunn also misse proposéieren d'Verfassung ze änneren. Wéi et de Rapporteur gesot huet, huet d'Kommissioun fir d'éischt proposéiert gehat, alles iwwert de Wee vun de Gerichter ze léisen, dat heescht, en Text, dee virgesinn huet: «Les dispositions de l'alinéa qui précède ne font pas obstacle au transfert de propriété et à l'envoi en possession de l'expropriant des biens expropriés après paiement d'une indemnité provisionnelle évaluée par l'autorité judiciaire.» Et war also de Richter, deen do hätt missen eng Décisioun huelen. Domadder wär de Paiement préalable vun der Autorité judiciaire fixéiert ginn an den Transfert de propriété an den Envoi en possession wären och vum Richter getätet ginn.

D'Regierung huet an hirem Avis vum 19. Oktober 2006 gesot, mir si mat där Approche d'accord, mä mir hunn e Problem mat der Consignation. Mat deem Text, deen Dir proposéiert, hu mer nach ëmmer e Problem iwwert d'Constitutionnalitéit vun der Consignation. Doropshin huet d'Regierung proposéiert, den Text ze iwwerhuelen, mä derbäizefügen «après paiement ou consignation».

A sengem Avis vum 22. Mee 2007 huet de Conseil d'État fir d'alleréischte d'Analys gemaach vun der Législatioun um internationale Plang an um Plang vun der Législatioun an den Nopeschlänner an huet festgehalten, dass um internationale Plang weder d'Législatioun nach d'Jurisprudenz d'Nécessitéit vun enger Indemnitéit, déi am Virus bezuelt gétt, festgehalten huet.

An den nationale Législatiounen ass et wéi de Rapporteur gesot huet. Et ass nëmme Frankräich, Belgien a Lëtzebuerg, déi d'Notioun vun der Indemnitéit préalable an hirer Verfassung hunn, mä Frankräich a Belgien hunn eng vill méi flexibel Interpretation vun där verfassungsrechtlecher Exigence zougelooos an hunn dem Wuertlaut vun der Gesetzgebung Rechnung gedroen. An d'Gerichter a Frankräich an a Belgien, y compris de Conseil constitutionnel a Frankräich an d'Cour d'arbitrage a Belgien, hunn eng vill méi flexibel Interpretation vun engem Verfassungsartikel ginn, déi ähnlech ass mat där, déi mir de Moment am Artikel 16 stoen hunn. An d'Gerichter an deene Länner waren der Meenung, dass eng Indemnitéit provisionnelle och dem Wuertlaut vun der Constitution Rechnung dréit.

An deemselwechten Avis huet de Conseil d'État festgehalten, dass mer ons mussen d'Méttel vun der Consignation sécherstellen, dass dat eppes ass, wat an där Prozedur enorm wichteg ass, besonnesch well hie festgestallt huet, dass an der Vergaangenheet déi Method vun der Consignation u sech zu kenge Schwierigkeeten Ulass ginn huet. Mä de Conseil d'État war net d'accord mat der Proposition vun der Regierung, dass mer sollen d'Consignation aféieren an dass mer sollen eng Terminologie iwwerhuelen, déi am Fong am Zivilrecht hir Plaz huet, mä net am constitutionnellé Recht.

De Conseil d'État huet also proposéiert, dass mer ganz einfach déi Notioun vun der Indemnitéit préalable solle sträichen. An ech mengen, et ass net onwichtig hei erëm eng Kéier festzehalen, dass déi Notioun vun der Indemnitéit préalable weder an den internationalen Texter festgehalten ass, nach dass an deene Länner, wou en ähnliche Verfassungstext géillt wéi onsen, esou interpretéiert gétt wéi ons Cour constitutionnelle et an enger ganz litteraler Approche gemaach huet.

Ons Verfassungskommissioun huet sech deem Point de vue ralliiert a war der Meenung, dass, wann ee géif op de Wee goe vum Text, dee vum Conseil d'État virgeschloen ass, den Equiliber tëschent der Protektion vun private Propriétéitsrecht an der Prise en considération vun Intérêt général gewahrt wär.

Den Text, deen also elo proposéiert ass: «Nul ne peut être privé de sa propriété que

pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière établis par la loi», misst, wann en adoptéiert gëtt, der Regierung an allen öffentliche Kollektivitéiten erlaben, op d'Prozedur vun der Expropriation zrëckze-gräifen.

Här President, dat wëllt awer an onsen Aen net soen, dass d'Expropriation soll d'Regel ginn. Si soll nëmmen intervenéieren, éischtens, wann d'Utilité publique etabliert ass, an zweetens, wann eng Procédure à l'amiable zu kengem Resultat gefouert huet.

Mir sinn nämlech der Meenung, dass, wann de Stat oder eng Gemeng Terrainë brauch, da solle se fir d'éischt probéieren mat de Propriétaires vun deenen Terrainen ze verhandelen en bonne foi a versichen dobäi eng Léisung ze fannen, an nëmmen dann, wann dat wierklech zu näischt féiert, op d'Expropriation zrëckze-gräifen.

Weider si mer der Meenung, Här President, esou wéi de Conseil d'État et och ervirgstrach huet, dass déi Fro vun der Kontroll vun der Utilité publique, déi vum Expropriant, also vun der Collectivité publique, vum Stat oder vun der Gemeng invoquéiert gëtt, net betraff ass duerch déi verfassungsrechtlech Revisioun, déi mer elo hei virhuelen. Dat ass eng Fro, déi gestallt bleift.

Weider si mer der Meenung, dass Froen, déi ze dinn hu mat Situatioune vu quasi-Expropriation, Réquisition, Servitude légale - an ech hale fest, dass déi Servitude-légale-s-Geschichten a leschter Zäit ëmmer méi heefeg ginn am Zesummenhang mat der Gesetzgebung iwwert den Environnement zum Beispill an d'Protection du patrimoine architectural -, och net vun där Verfassungsännerung beréiert sinn.

A sengem rezente Wierk «Le Conseil d'État, Gardien de la Constitution et des Droits et Libertés fondamentaux», deen d'lescht Joer publizéiert ginn ass, huet de Conseil d'État ganz kuerz op déi Fro higewisen - op de Säfte 86 a 87 vun deem Buch - a vun enger «dépossession à froid» geschwat. En huet higewisen op de Prinzip vun der Proportionalitéit am Zesummenhang mam Intérêt général an dorop dass d'Cour européenne des droits de l'Homme d'Theorie vun der Expropriation indirecte effektiv condamnéiert.

Här President, mir sinn als DP-Fraktioun der Meenung, dass d'Regierung misst ons Législatioun zur Expropriation nokucken, souwuel den Text vun 1979 wéi och den Text «grande voirie» vun 1967. Wa mer elo d'Verfassung änneren, da kann effektiv d'Regierung erëm op Expropriationen zrëckze-gräifen. Mä mir mengen, et wär derwärt, déi zwee Texter änneren d'Lupp ze huelen an ze kucken, ob se effektiv nach deem entsprechen, wat mer ons wënschen a wat mer wëlle mat deser Verfassungsrevisioun errechen.

Zweetens menge mer, wéi de Rapporteur et scho gesot huet, dass d'Regierung misst kucken, wat déi eventuell Schwierigkeete sinn, déi d'Application vun der Gesetzgebung iwwert d'Expropriation begéint huet an där Zäit wou se konnt applizéiert ginn, dat heescht virun den Arrêt vun der Cour constitutionnelle 2003 an 2006.

A mir si weider der Meenung, dass ee sech dann, wann deen Exercice gemaach ass, soll d'Fro stellen: Soll een, muss ee légiféréieren, jo oder neen? Dat ass jo och d'Fro, déi de Rapporteur hei opgeworf huet.

Weider si mer der Meenung - wéi de Rapporteur -, dass d'Regierung misst, le moment venu, e Projet de loi déposieren, deen den Artikel 545 vum Code civil modifizéiert, fir en ze alignéieren op deen neie verfassungsrechtlechen Text an also d'Notioun vum préalable och am Artikel 545 vum Code civil eraushuelen.

Här President, mir géife wënschen, dass d'Regierung kéint zu deene Froe Stellung huelen, am léifsten direkt, a wann net direkt, dann op jidde Fall virum zweete Vote constitutionnel, dann huet se nach e bëssen Zäit fir hir Hausaufgab ze maachen.

Au bénéfice vun deene Bemierkungen, Här President, wäert ons Fraktioun déi Proposition vun der Revisioun vum Artikel 16, esou wéi se vun der Verfassungskommissioun proposéiert ass, stëmmen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Madame Flesch. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Alex Bodry (LSAP)** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och direkt hei den Accord vu menger Fraktioun zu där heiter Revisioun vun der Verfassung ausdrécken an och Merci soe fir déi

souverän Aart a Weis, wéi de President-rapporteur eis Aarbechten an där heiter Fro geleet huet.

Ech wëll awer mat zwou méi kritesche Bemierkunge weiderfuere, déi deen heiten Dossier betreffen. En Dossier, deen a mengen Ae schonn e bëssen ze al ass, well ech fannen et dach erstaunlech, dass mer eigentlech elo reagieren, méi laang wéi véier Joer nodeem eist Verfassungsgericht de 7. Februar 2003 an engem Arrêt décidéiert huet, dass eenzel Artikele vun eise allgemenge Gesetz vun 1979 iwwert d'Expropriation pour cause d'utilité publique net konform zur Verfassung waren.

An ech sinn och als Deputéierten an der vieregter Period net midd ginn, der deemoleger Regierung ze rappéléieren, dass do misst reagiert ginn, dass et net kéint sinn, dass ee Land wéi Lëtzebuerg keng valabel Gesetzgebung iwwert d'Expropriation pour cause d'utilité publique méi hätt.

Dat ass elo zënter méi wéi véier Joer schonn de Fall an ech muss et bedauern, dass et iwwer dräi Joer gedauert huet, bis e Groupe d'experts vun der Regierung zur Konklusioun komm ass, dass si eigentlech déi Fro do als Regierung net kéinte léisen an dass misst eng Ännerung vun der Verfassung virgeholl ginn. Iwwregens eng Propos, déi ech am Numm vu menger Partei scho relativ fréi gemaach hat an déi sengerzäit net zrëckbehalte gi war. Ech muss also bedauern, dass et hei relativ laang gedauert huet, mä ech sinn awer frou, dass elo Neel mat Käpp gemaach ginn an deem heiten Dossier, fir emol en Ausspruch ze gebrauchen, deen aner Leit méi oft gebrauchen.

Dat Zweet wat ech wollt soen ass, dass mer, menger Usicht no, an deem heite präzise Fall net esou séier e Problem hu mat eiser Gesetzgebung iwwert d'Enteegnung wéi se, wéi gesot, 1979 am allgemengen Text festgehale ginn ass oder wéi se och an der spezieller Gesetzgebung ronderëm d'«grande voirie» festgehale ginn ass, well zënter Jorzéngten eigentlech déi Texter ouni gréisser Schwierigkeeten applizéiert gi sinn.

Mir hunn éischter e liichte Problem, wann ech dat dierf esou ausdrécken, mat der Interpretation, déi eist Verfassungsgericht vun deenen doten Texter gemaach huet, well ee mierkt am Verglach mat deem, wat am Ausland geschitt ass, dass bei ähnlechen Texter an der Belsch an a Frankräich - déi zwee eenzeg Länner, déi e vergläichbare System hunn, déi zwee eenzeg Länner, déi och vun de Verfassungstexten hier ähnlech Texter hunn - déi héchst Verfassungsorganer vun deene Länner - de Conseil constitutionnel a Frankräich an an der Belsch d'Cour d'arbitrage an och d'Cour de cassation - gesot hunn, dass déi Gesetzgebunge konform wäeren zum Verfassungstext, konform wäeren also zu der Exigence, dass eng Indemnisation préalable och muss stattfannen am Kader vun enger Enteegnung am öffentliche Intérêt.

D'Lëtzebuurger Verfassungsgericht geet an eng aner Richtung wéi déi Belsch an déi franséisch Institutionen an huet elo an zwee Uerteeler festgehale, dass an hiren Aen déi dote Froe restriktiv a streng ze interpretéieren sinn, well se dozou iwwergaange sinn an eigentlech den Droit de propriété als Droit fondamental eleng a Considération geholl hunn, also dee Prinzip zur Ausgangsbasis gemaach hu vun hire juristeschen Iwwerleunge ronderëm d'Verfassungsméissegkeet vun enger gesetzlecher Bestëmmung, an net parallel dozou awer och déi noutwendeg Sauvegarde vum Intérêt collectif gläichwärtig mat an d'Woschuel erageholl hunn.

Si sinn also ausgaangen eenzeg an eleng vun noutwendeg Schutz vum Privateigentum a si hunn net an deeselwechte Rang eropgehuewen eigentlech och d'Noutwendegkeet, fir och de kollektiven Intérêt, den allgemengen Intérêt zur Geltung ze bréngen.

Et ass also déi Noutwendegkeet vun engem juste équilibre vun deem engen a vun deem aneren, deen normalerweis awer ëmmer an deene Gesetzgebungen ermëzefannen ass, deen an der Approche vun eiser Cour constitutionnelle eigentlech net genügend, a mengen Aen zumindest, zur Geltung komm ass.

Dat huet dann dozou gefouert, dass mer elo an enger relativ delikater juristescher Situation sinn, dass effektiv eng Expropriation net méi méiglech ass hei zu Lëtzebuerg am Noutfall - well eng Expropriation bleift och fir eis Fraktioun ëmmer eng Noutléisung, dat kann net de Regelfall ginn. Dat bleift also eng exzeptionell Method, déi een uwennt, mä nach muss een awer zumindest déi Menace vun enger Enteegnung kënnen uféieren. Dat kann een nëmme maachen, wann een och wierklech iwwer eng Gesetz-

gebung verfügt, déi an alle Punkte valabel ass an déi och ka virun de Gerichter da propper ugewannt ginn.

Den Artikel 16 a senger neier Versioun, do louchen a sech dräi Alternative vir, déi mer an eise leschte Sitzungen an der Kommission behandelt hunn: Op där enger Säit d'Alternativ vun deem éischte Kommissionstext, dee probéiert huet, d'Fro vum Envoi en possession an déi Froen ze regelen; dann de Regierungstext, deen eng liicht Modifikatioun duergestallt huet vun deem Text vun der Kommission, a schliesslech d'Proposition, déi de Conseil d'État gemaach huet an engem ganz fouilléierten Avis, dee wierklech eng gesond Grondlag duergestallt huet, fir och an eisen Aen eng richtig Décision an deem dote Fall ze huelen.

De Conseil d'État kënn zur Léisung, dass et deen eenzeg richtige Wee ass, fir hei en Text ze fannen, dee kee juristesche Risiko méi beinhalt. An nom Ofweie vun allen Textvirschléi, déi um Dësch louchen, muss een eigentlech zur Konklusioun kommen, dass deen eenzege séchere Wee, fir net erëm frësch konfrontéiert ze gi mat neie méigleche Kloe virun eise Verfassungsgericht, deen ass, fir d'Adjektiv «préalable» aus dem Text ze strächen.

Ech wëll awer am gläichen Otemzuch soen, dass, wa mer dat maachen, dat guer näischt ännert un de bestehende gesetzleche Prozeduren, wat d'Form a wat de Fong ugeet, wat d'Enteegnung betrëfft, a guer näischt ännert un där gängiger Praxis, wéi se während laange Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg bestanen huet, a wou ech mech net kann erënneren, dass do gréisser Opreegung gewiescht wär an deene leschte Jorzéngten iwwert d'Fro, ob eisen Text da korrekt wär oder net.

Deen Text erméiglecht op där enger Säit, fir eng relativ schnell Prozedur ze hunn, fir dass deejéinegen, deen am öffentlichen Intérêt expropriéiert, relativ schnell d'Verfüggungsgewalt iwwert deen Terrain oder déi Immobilie ka kréien. An op där anerer Säit garantéiert en awer eng gerecht Entschieedegung vun deemjéinegen, deen am öffentlichen Intérêt expropriéiert gëtt.

Dat geet awer wéi e roud Fuedem duerch eis ganz Gesetzgebung hin, an dat wäert sech och muer net änneren, wa mer eise Verfassungstext änneren. Dat bleift also bei deem, wat haut ëmmer geltend Recht an deem dote Beräich war.

Mir kommen also op déi Situatioun zrëck, wéi se virun 2003, virun deem éischten Uerteel vum Verfassungsgericht bestanen huet.

Dobäi kënn, dass duerch eng aner allgemeng Ännerung an eise Rechtsregelen, déi mer als Chamber virun e puer Joer gestëmmt hunn, et an Zukunft méiglech ass, fir och en Acte réglementaire virun eise Verwaltungsgeriicht ze attackéieren. Dat war 1979 nach net méiglech, well do d'Regel gegollt huet, dass en Acte réglementaire ni konnt virum Verwaltungsgeriicht attackéiert ginn. Hei kënn also duerch eng allgemeng Ännerung, déi mer un eise ganze Rechtssystem virgeholl hu virun e puer Joer, am Fong en zousätzleche Element mat derbäi, wat d'Verwaltungsakten ueegt, nämlech dass och elo deen Arrêté grand-ducal, wat en Acte réglementaire ass, duerch deen d'Utilité publique festgestallt gëtt, wat e Préalable ass, fir déi ganz Prozeduren duerchzuführen, dass deen Acte réglementaire och no allgemenge Regele virum Verwaltungsgeriicht eventuell op eng Annullationsklo hin attackéiert ka ginn.

Wichtig bleift an eisen Aen, dass eis bestehend Texter - d'Gesetz 1979, d'Gesetz iwwert d'Grande voirie an aner Texter, wou och Expropriatione virgesi sinn -, déi oft op déi doten zwee Texter verweisen an hire Prozeduren, wéi och déi Jurisprudenz, déi awer iwwer Jorzéngte vun eise Gerichter hei opgebaut ginn ass, respektiv d'Jurisprudenz, déi entstanen ass a Frankräich an an der Belsch op ähnlechen Texter, dass déi an eisen Ae garantéieren, dass et zu enger kompletter Entschieedegung vun deemjéinegen kënn, deem seng Privatpropriétéit betraff ass, an dass also déi Ängschten, déi notament vun eise Kollege vum ADR am Virfeld vun deser Debatt geäussert gi sinn, an eisen Aen net zoutreffend sinn.

Wann ee kuckt, wat d'Jurisprudenz ass an där doter Fro, kann ee berouegt sinn. An ech verweisen do op eng ganz flott Etüd, déi de Marc Schloesser an engem Bulletin vun der Conférence St-Yves viru laange Jore gemaach huet, wou hien op all déi dote Froen ageet, a wou ech just hei wëilt e puer Elementer eraushuelen, wou ganz kloer aus de Jurisprudenzen och ervirgeet, dass bei enger Enteegnung net nëmmen op d'Valeur vénale vum Terrain oder der Immobilie ent-

schiedegt gëtt, mä dass d'Gerichter och esougutt d'Valeur d'avenir mat berücksichtigten.

Dat heescht, wann domadder ka gerechent gi mat enger relativ grousser Probabilitéit, dass duerch en Événement, wat an Zukunft kënn, en Terrain zum Beispill méi Valeur kritt, da muss de Richter dat och berücksichtige schonn an der Festleegung vun der Entschieedegung vum Privatpropriétaire.

A souguer seet d'Jurisprudenz, dass eng Valeur de convenance also och ka forfaitaire festgeluecht ginn, wann eng Immobilie e besonnenes Wäert fir eng Persoun huet, e subjektive Wäert huet fir eng Persoun, dee se kann nowiesen, da kann d'Gericht deem och Rechnung droe bei der Entschieedegung. Och ass et üblech an esou Fäll - do gëtt et och lëtzebuergesch Jurisprudenzen an där Hisiicht -, dass d'Gericht souguer eng sougenannt Indemnité pour frais de emploi festleed, dat heescht also haaptsächlech fir Steierkäschtchen respektiv Notärskäschtchen, déi entstinn, wann een eng nei Immobilie keeft en remplacement vun deem Terrain oder vun deem Haus, vun deem een enteegent ginn ass. Da kritt een nach eng zousätzleche Indemnitéit eigentlech derbäi, fir och deen dote Schued dann ze épongéieren.

Esou dass also an eisen Ae genuch Garantien do sinn an den aktuellen Texter wéi och an der Jurisprudenz, déi sech ronderëm déi Texter an deene leschte Joren opgebaut huet, fir dass op där enger Säit de komplette Schued entschieedegt gëtt, deen eng Privatpersoun kritt, wa se am öffentlichen Intérêt enteegent gëtt, an op där anerer Säit awer och den öffentlichen Intérêt zur Geltung ka kommen, wa keen anere Wee sech weist, fir esou Immobiliefroen ze regelen.

Ech kommen zum Schluss. Ech wëll vläicht drun erënneren - et ass mer net kloer, ob dat ëmmer esou verstanen ass -, dass d'Eigentumsrecht och zu Lëtzebuerg zwar e fundamentaalt Recht ass, mä keen absolut Recht méi ass; en absolut Recht, wat virun allen anere Rechter géif stoen, en absolut Recht, fir ouni Limiten eigentlech iwwer eng Saach ze verfüegen.

Am Code civil ass an deem Sënn schonn den ursprüngelechen Text am Artikel 544 emgéännert ginn, fir och de Rechter vun den Nopere scho Rechnung ze droen, well wou d'Theorie eigentlech vun den Toubles de voisinage och an eise Code civil scho festgehale ginn ass. Et ass also keen absolut Recht - d'Eigentumsrecht -, mä et muss een och berücksichtigen, wat fir eng Rechter och eventuell déi Leit hunn, déi ronderëm en Terrain oder en Haus wunnen.

An der däitscher Verfassung steet dran: Eigentum verpflichtet. An ech mengen, dass esou eng Regel och zu Lëtzebuerg net ka falsch sinn. An deem Sënn bréngen ech nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun.

» **Plusieurs voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Här Bodry. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG)** - Merci, Här President. Wéi ëmmer wann et ëm Verfassungsännerunge geet, si mer an engem méiglechst breede Sënn an enger Konsensmatière. Well dat haut net anescht ass wéi déi aner Kéieren, hu schonn d'Virriedner allegeruerten alles dat gesot, wat am Wesentlechen och ze soen ass. Mir wäerten also als gréng Fraktioun elo net nach eng Kéier alles widderhuelen, well dat mécht just d'Sitzung méi laang, mä net onbedéngt besser. Ech wëll awer trotzdem e puer Remarquë maachen.

Déi éischt Remarque ass déi, dass mer natierlech dem Här Meyers Merci soe fir säi Rapport an och fir déi Aart a Weis wéi mer an der Kommission och bei deem Artikel d'Diskussionen do konnte féieren. Dat ass eng flott Aart a Weis fir zesammenzuschaffen.

Mir hunn, wou dat scho relativ aalt Uerteel an der Kommission undiskutéiert ginn ass, eis mat der Fro beschäftegt, ob ee soll den Artikel vun der Verfassung änneren oder ob mer sollen d'Gesetz änneren. D'Juriste vum Minsitère hunn eigentlech schonn deemools d'Meenung vertraueden, dass et misst iwwert

de Wee vun der Verfassung goen. Dat war net onbedéngt d'Meenung vun der Kommissioun am Ufank. Mir hunn eigentlech fonnt, dass, wann d'Verfassung stéiert, dat vläicht net d'Schold vun der Verfassung ass, mä dass dat sollt d'Ultima ratio sinn, déi ee géif a Bewegung setzen.

Mir hunn eis dann och dowéinst mat der Fro beschäftegt, ob een net d'Gesetz misst änneren, fir ze probéieren konform ze gi mat deenen Arrêten vun der Cour. Mir hunn allerdéngs iergendwann eng Kéier och agesinn, dass mer do op keng Solutioun komm sinn, déi wierklech zefridde stellend wär.

A wou mer du gemengt haten, mir hätten eng Solutioun fonnt, déi zefridde stellend wär, huet eis de Statsrot a sengem Avis nach eng Kéier eng ganz Partie weider an nei Argumenter ginn, déi eis effektiv och schlussendlech iwwerzeegt hunn, dass déi Solutioun, déi mir als Kommissioun envisagéiert haten, fir den Artikel ze änneren, wuel déi richteg wär, allerdéngs d'Aart a Weis vläicht net déi allerbeschte wär.

De Statsrot huet eng Solutioun proposéiert, déi een op den éischte Bléck iwwerrascht, fir ze soen: Dat wat an der Verfassung geschützt ass duerch zwee Ausdréck, wéi «juste» a «préalable», soll elo halbéiert ginn. Domat suggéiert een, dass och d'duerch d'Protektioun vum Privatbesetz géif méi kleng ginn.

Déi éischt Reaktioun, déi mer haten, war och éischter eng vun der Iwwerraschung. Ech muss allerdéngs soen, dass no der Lecture vun den Argumenter vum Statsrot eis dat, wat si proposéiert hunn, eigentlech ganz gutt begrénnt geschéngt huet an et och op eng ganz alichend Aart a Weis erkläert war, esou dass een an der Kommissioun op där doter Fro e Konsens konnt fannen.

Et ass och keng Matière, mat där mer eis hei zu Lëtzebuerg esou oft beschäftegen. De Fait eleng - an ech fannen dat och éierlech gesot e bésse laang, zënter deem Arrêt, dass mer esou vill Zäit gebraucht hunn, fir zu enger Solutioun ze kommen - weist awer och, dass et eng Matière ass, déi net esou oft zur Uwendung kënnt. Et ass keng alldeegleche Saach, déi Saach vun der Enteeegung. Et ass eng Ausnahm, mä wéi den Här Bodry et och scho gesot huet: Et ass eng noutwendeg Ausnahm. Et ass och en noutwendeg Drockméttel.

Wann et zum Konflikt tëschent dem Intérêt public an engem Intérêt particulier kënnt, muss et eng Solutioun ginn. Déi Solutioun muss allerdéngs an der Form a quant au fond eng Rei Kritäre respektéieren, mä et muss eng Issue gi fir déi dote Konflikter. An déi Issue ass déi, déi am Artikel 16 vun der Verfassung och virgeschriwwen gëtt.

D'Verfassungsgeriicht huet eng Interpretatioun gemaach vun deem Artikel 16 - den Här Bodry sot et schon -, déi zimlech à la lettre ass. Et kann een dat duerchaus vergläiche mat deem, wat an anere Länner gemaach gëtt bei ähnlechen Texter, fir ze fannen, dass déi Lecture hei zu Lëtzebuerg vläicht eng Grëtz streng ass.

Eng Remarque - an unni, dass ech déi Kritik elo grondsätzlech falsch fannen - wëll ech awer trotzdem maachen. Nämlech déi, dass déi streng Liesaart, déi an deem Fall an enger éischer Phas och engem Bierger zegutt komm ass a sengem Konflikt mam Stat hei zu Lëtzebuerg, éischer nei ass.

An der Vergaangenheet, ier et e Verfassungsgeriicht gouf, wou also de Statsrot sech ënner anerem ëm déi Matière gekëmmert huet, muss een och haut nach mat engem gewëssene Recul soen, dass ee mat Momenter d'Gefill hat, dass do am Zweifelsfall de Statsrot oft d'Tendenz hat, d'öffentlech Hand, sief et déi staatlech oder déi kommunal, besser ze verstoen, wéi d'Uleiesse vun de Bierger.

Et gouf ënner anerem dowéinst vill Kritiken um Statsrot, well d'Leit oft d'Gefill haten, dass de Statsrot hir Uleiesse manner gutt verstanen huet, wéi d'Imperative vun der öffentlecher Hand. An dat, wat d'Verfassungsgeriicht haut mécht, ass och iergendwou vläicht eng Zort Reaktioun op dat, wat am Statsrot éischer d'Marschlinn war. An deem Sënn menge mer schon, dass ee kann och e gewëssent Verständnis hu fir déi dote Linn vum Statsrot.

De Statsrot - an d'Chamberskommissioun huet sech deem ugeschloss - seet also, mir sollen dat Wuert «préalable» aus der Verfassung sträichen. Da kéinte mer am Prinzip deenen Arrêten éischters emol Rechnung droen an erëm op ee Wee kommen, dass mer kéinten déi Artikelen och do applizéieren, wat jo sécher och de Baute minister ganz staark interesséiert, dass mer do virukommen.

Eng Fro, déi een allerdéngs muss stellen, ass awer déi heiten: Och wa mer elo de Caractère préalable sträichen am Text, ännert dat jo an enger éischer Phas näischt um Gesetz, an zweetens ännert dat och näischt drun, dass och weiderhin d'Verfassungsgericht mam Artikel 16 wäert kënne beschäftegt ginn. An et bleiwen nach aner Termen an deem Artikel 16 dran, déi duerchaus kënne zu Diskussiounen féieren tëschent de Bierger, déi vun enger Mesure d'expropriation viséiert wieren, an dem Stat oder der Gemeng.

Do ass zum Beispill d'Utilité publique. Och doriwwer kann een diskutéieren. Wéini ass se an der Form ginn? Dat weess een. Wéini ass se quant au fond justifiéiert an den Ae vum Verfassungsgericht? Dat ass eng aner Fro. Och doriwwer kann ee vill diskutéieren. An et kann ee sech d'Fro stellen, ob dat, wat mir haut maachen, net wäert dozou féieren, dass d'Diskussiounen vläicht net à l'identique, mä op eng ähnlech Aart a Weis wäerte weidergoen, andeems se sech verlagere op déi aner Begrëffer vum Artikel 16.

Notamment kann een d'Fro stellen, ob an deem Term «juste indemnité» - an deem Term «juste» -, wou mer bis elo nëmmen e Montant gemengt hunn a wou et och an Zukunft natierlech haaptsächlech ëm de Montant geet, iwwert dee kann diskutéiert ginn, ob do net d'Verfassungsgericht da vu senger Interpretation à la lettre wäert ofweichen, fir an deem Term «juste» och aner Elementer ze integréieren. Well ass eng juste Indemnitéit nëmmen eng, wou de Montant gestëmmt huet? Oder ass dat och d'Form, wéi déi juste Indemnitéit zustane kënnt?

Sou dass mer zwar haut kloermaachen, wat mer wëllen an der Verfassung änneren d'duerch, dass mer deem Term «préalable» sträichen. Ob allerdéngs domadder fir d'Zukunft sämtlech Diskussiounen op deem dote Punkt aus de Féiss sinn, ass eng aner Fro, well och an Zukunft wäerten et Interpretatiounen gi vun deem, wat dann elo de Caractère juste ass. An dat wäert mat Sécherheet an Zukunft méi wéi nëmmen de Montant sinn, ëm deem et geet bei deenen Diskussiounen. Dat soll ee vläicht och haut awer erwähnen.

Eng zweet Remarque, déi mer wëlle maachen, do gräifen ech vläicht e bëssen de Kollege vun der ADR vir, well déi sech jo d'lescht Woch och öffentlech geäussert hunn zu där heiter Matière. Mir hunn dat - an dat war eng Initiativ vun de Gréngen, net vun der ADR - an der Kommissioun opgeworf, dass mer wëilten, wa mer schonn elo dee Caractère préalable aus der Verfassung géife sträichen, dass mer eis awer sollte vergewësseren als Kommissioun, wat dat am Zesummespill mat de Gesetzer an deser Matière fir Auswierkung kann hunn.

Eens si mer eis, dass mer wëllen, dass dat eigentlech keng Auswierkung huet. Et wëllt jo keen, dass et anescht geet wéi bis elo. Jiddferree seet: Mir sinn der Meenung, et soll weiderhin am Prinzip grondsätzlech eng préalable Indemnitéit bleiwen, och wann et net méi an der Verfassung steet. Dat soll an der Praxis an iwwert d'Gesetz geregelt ginn. Mir hunn als Gréng ugereegt, dass ee sech da soll d'Méi maachen, eng Kéier duerch d'Gesetz ze goen a Punkt fir Punkt d'Gesetz ze duerchkucken an ze präieren, ob net Aspekter vum Gesetz méiglecherweis à la lumière vun deser Verfassungsännerung sollte präziséiert ginn.

Ob dat muss de Fall sinn, wësse mer jo nach net. Mir hunn deem Exercice jo nach net gemaach. Allerdéngs ass dee Vorschlag vun der grénger Fraktioun ugeholl ginn an der Kommissioun, an eise President, dee vun der Kommissioun, den Här Meyers, huet an deem dote Sënn och schonn e Brëif un d'Regierung geschriwwen, well mer gären hätten, dass do eng gewësse Viraarbecht vun der Regierung gemaach gëtt.

D'Kommissioun huet sech dat fest Zil geholl, deenen dote Exercice, d'Gesetz also eng Kéier duerchzekucken, ob eventuell Verbesserungen am Gesetz ubruecht wäeren, och vläicht, fir eng Rei Apaisementer ze ginn, dass mer deem Exercice wëlle maachen an ofgeschloss hunn, éier mer den zweete Vote iwwert des Verfassungsännerung vun haut huelen.

Déi steet also un, a mir wëllen domadder soen, dass mer haut opgrond vun de vir-

leienden Argumenter mat guddem Gewëssen des Verfassungsännerung kënne stëmmen. Dass mer awer net ausschléisse wëllen, dass eventuell verschidde Präzisierungen am Gesetz sollte kënne gemaach ginn, wat och eigentlech an der Kommissioun e Konsens war, och mam Vertrieber vun der ADR, deenen eis awer dunn déi lescht Woch e bëssen op eng nei Pist wollt bréngen, wou mir wuel Verständnis hunn, dass et natierlech eng wichteg Matière ass, mä wou mer eigentlech d'Gefill hunn, dass do elo eng Sensibilitéit e bësse virgräift, well mer am Prinzip jo awer ënnert eis eis eens waren, dass mer natierlech, éier mer deem zweete Vote huelen, dat Gesetz jo eng Kéier seriö duerchkucken, an zwar alleguer zesummen. A wann dann Ännerunge musse gemaach ginn, da solle mer déi och maachen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mat deenen dote Remarquë wëll ech dann och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun dozou bréngen, a mir freeën eis och schonn op déi Diskussioun an der Kommissioun, wann et ëm d'Gesetz geet, éier mer dann deem zweete Vote huelen.

Ech soen lech Merci.

» Une voix. - Très bien.

» M. le Président. - Merci, Här Braz. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen agedroen.

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus Merci un den Här Paul-Henri Meyers als Rapporteur. Ech mengen, mir kennen hien alleguer als eise grouse Spezialist an der Matière an dofir sinn och seng Rapporten, souwuel déi schréfflech wéi déi mëndlech, esou wéi een dat vun esou enger Persoun kann erwaarden. Si kënne net besser sinn.

» Une voix. - Très bien.

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Ech mengen, wa mer haut hei iwwer eng Revisioun vum Artikel 16 vun der Verfassung schwätzen, da geet et ëm d'Expropriation, a mir wëssen alleguer, dass d'Cour constitutionnelle iwwert den Arrêt vum 7. Februar 2003 an den 12. Mee 2006 am Fong et onméiglech gemaach huet, dass mer nach kënne Expropriationen hei zu Lëtzebuerg duerchzéien.

Et geet am Fong ëm ee Wuert, an do gesäit een, wéi wichteg dat heiansdo ee Wuert ka sinn, dat Wiertchen „préalable“. Ech menge mir alleguer - an dat ass och de Mëtteg hei queesch duerch d'Parteien zum Ausdrock komm - hale vill op dat Wuert Eegentumsrecht. An den Texter, wann een et liest, steet do «inviolable» an «sacré». An dach muss ee sech ëmmer d'Fro stellen, wéi mer kënne léigiféieren, fir d'Recht vun dem Einzelnen op d'Eigentum ze garantéieren, a gläichzäitig awer och d'Recht vun der Allgemengheet kënne ze garantéieren.

D'Urteel vum Verfassungsgeriicht huet ebe festgehalten, dass déi Indemnitéit juste et complète a préalable bezuelt gi misst, an huet doduerch, wéi gesot, des Expropriationen onméiglech gemaach. D'Fro, déi ee sech hei muss stellen, ass, éischters: Gi mer elo hin a mir änneren d'Gesetzer ëm? Oder zweetens, ännere mer d'Verfassung ëm?

Déi Vergläicher, déi déi zoustänneg Kommissioun gemaach huet, souwuel wat déi international Institutionen ugeet oder d'Konventionen, déi och Lëtzebuerg ratifizéiert huet, hu bewisen, dass déi proposéiert Verfassungsännerung net a Kontradiktioun zu deenen Texter steet. Et sinn och Vergläicher gemaach gi mat deenen aneren europäesche Staten, an och den Avis vum Conseil d'État vun der Regierung huet d'Kommissioun dozou gefouert, fir deem Text, deem haut hei zur Ofstëmmung kënnt, kënne ze stëmmen, wou dat Wiertche préalable gestrach gëtt.

Mir als ADR kënne och am Prinzip mat deem neien Text averstane sinn. Mir hätten allerdéngs gären, dass de Bierger dobaussen d'Garantie huet, dass net kann iergendwéi iwwer aner Weeër des Sträichung vun «préalable» kéint hannerfaange ginn. Duerfir menge mir, dass ee gläichzäitig mat där Verfassungsännerung hei misst kucken, ob gewëssen Texter vum Gesetz vum 15. März '79 a vum 16. August '67 souwéi den Artikel 545 vum Code civil misste reforméiert ginn. A souwuel den Här Rapporteur wéi d'Madame Flesch hunn déi bestehend Gesetzer do genannt, an och wat de Code civil ubelaangt, dass een déi misst op de Leescht huelen, fir ze kucken, ob een eppes misst do änneren.

Fir eis ass et wichteg, dass een zwou Saache kuckt. Éischters d'Prozedur vun der Utilité publique. Dat muss d'Exception bleiwen,

an eréischt wann all aner Méiglechkeeten zu engem negative Resultat gefouert hunn, sollt een d'Moosnam vun enger Expropriation envisagéieren.

Da schéngt et eis wichteg, dass een an alle Prozeduren, souwuel wann et iwwert d'Utilité publique wéi wann et iwwert d'Gesetz festgeluecht gëtt, de Bierger misst vun Ufank un direkt an d'Prozedur mat eranzéien, an d'Enquête préalable, an dass een och géif herno eng Kontroll vun der Expropriation maachen.

Et misst een d'Avisen net nëmmen eiser Meenung no vum Conseil d'État maache loossen, mä mir sinn och der Meenung, dass d'Chamber sollt bei der Utilité publique mat hiren Avis ofginn. Dat kann een iwwert d'Conférence des Présidents maachen.

Wichteg ass awer och, dass d'Objete vun enger Utilité publique präziséiert ginn, fir dass keng Abusë kënne domadder bedriwwen ginn. Ech wëll ee Beispill huelen. De Kierchberg, wou de Stat am Fong d'Leit expropriéiert huet, fir Immobilie kënne operéieren fir d'europäesch Institutionen, duerno awer e Gesetz geschaf huet, wou de Fonds de Kirchberg iwwert deem Terrain verfügt huet an haut am Fong Immobilienhandel mécht, déi en aneren Objet hunn, wéi deemools d'Expropriation am Fong als Objet hat.

An dat dierf et eiser Meenung no net ginn. Duerfir muss also engersäits den Objet vun enger Expropriation oder enger Utilité publique kloer festleien, an op där anerer Säit awer och d'Kontroll, dass se fir näischt aneschtens ka benotzt ginn, wéi fir dat firwat d'Expropriation am Fong wéinst Utilité publique geschwat ginn ass.

An dann och d'Kompensatiounsmoosnamen. Do denke mer virun allem un de Fonds des routes, wou mer mengen, dass an der ablécklecher Situatioun a Fäll am Fong méi wäit gaange ginn ass mat der Utilité publique, wéi ee sech et am Fong hätt kënne denken.

D'Fro muss ee sech stellen, wann de Stat eng Strooss baut an den Environnement schreift him Konditiounen vir am Kader vu Kompensatiounsmoosnamen, ob et da richteg ass, dass vläicht kilometerwäit ewech vun deem Tracé Terrainë mussen d'Utilité publique erkläert ginn a Propriétaires eventuell kënne expropriéiert ginn, fir Kompensatiounsmoosnamen ze realiséieren zu engem Objet, dee ganz wäit vun där Propriétéit ewechläit. Och do hu mir eis Bedenken dozou, an dat ass awer haut eng gängeg Prozedur ginn, wou mer awer der Meenung sinn, dass déi Prozedur net onbedéngt am Aklang mat der Ausso vun der Utilité publique ass.

Da schwätze mer och iwwert de reelle Präis an engem räsonnabelen Délai. Well mer hei net méi den «préalable» elo an der Constitution stoen hunn, mengen ech, kann dat awer net dozou féieren, dass duerno Prozeduren agefouert ginn, déi sech kënne iwwer Joren hin ewechzéien. Och do missten dann eben d'Prozeduren esou gestrafft ginn, dass den eenzelne Bierger dach awer an engem räsonnabelen Délai kann zu deenen Indemnitéiten kommen, déi d'Gesetz festhält.

Dann och d'Héicht vun den Indemnitéiten, an do huet de Kolleg Bodry hei, mengen ech, eng Rei vu Moosnamen virgeschloen, déi d'Gesetz haut schonn zouléisst, wou een awer d'Gefill huet, zumindest an der Praxis, dass Leit net déi Indemnitéite kréien, wou een onbedéngt kéint mengen, dass se déi vum Stat ofréiert misste kréien, wat déi aktuell Valeur an déi zukünfteg Valeur ugeet.

Da si mer och nach der Meenung, dass ee bei de Frais d'expropriation misst kënne déi Frais mat arechnen, déi den eenzelne Bierger muss kréien, fir säi Recht ze kréien. Et sinn aner Frais, déi domadder kommen, wat de Réemploi ubelaangt, wa Leit musse plënnere an esou virun. Alles dat, mengen ech, misst ee mat an déi Diskussioun eranhuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot, mir si mat där Verfassungsännerung, esou wéi se haut hei proposéiert ass, averstanen, mä mir hätte gären, dass souwuel déi Gesetzer, déi ech virdu genannt hunn, wéi och de Code civil géifen deementspreechend iwwerkuckt ginn, an dass virum zweete Vote déi zoustänneg Kommissioun an d'Chamber dat iwwerdroe krite. Mir wäerten eis haut beim Vote enthalten, a wa mer bis den zweete Vote Satisfaktioun kréien an deem heite Punkt, da wäerte mer beim zweete Vote mat Jo stëmmen.

» Une voix. - Très bien.

» M. le Président. - Merci, Här Gibéryen. Den honorabelen Här Jaerling huet d'Wuert nach gefrot.

►► **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*). - Jo, et deet mer jo leed, dass ech lech stéieren, mä wann ech et richteg an Erënnerung hunn, da war dat éischt Gesetz iwwert d'Expropriatioun 1874 iwwert d'Miniëren, an do ass am Fong fir d'éischt deen Ausdröck „utilité publique“ entstanen, an deen huet vun do un iwwert d'Joren all Gesetzer an deem Sënn e bëssen dominéiert.

A wat an eiser Verfassung elo do drastoung, wou elo gemengt gëtt, dass dat Wuert préalable, wann ee muss am Virfeld deen entschiedegen, deem seng Propriétéit ee gären hätt, do stellen ech mer awer d'Fro, ob dat effektiv wierklech muss esou sinn, oder ob dat hei net schonn eng Preparatioun ass iwwert déi territorial Reorganisatioun, fir do kënne mat anere Moyenné virzegoen, fir virunzecommen.

An ech hunn ëmmer bei esou Gesetzer, wou iwwer Utilité publique oder Raison d'État geschwat gëtt, erëm e bësse meng Bedenken an ech denken do ëmmer erëm zréck virun 1989, wéi do nach déi Mauer dostoung. Do waren och déi Ausdröck gang und gäbe, fir dass de Stat am Fong u sech konnt praktesch esou zimlech alles maachen, wat e wollt. An ech hunn och elo hei meng Bedenken. An ech soen lech et: Jo, ech sinn nach vläicht e bëssen e klenge Kommunist, an dofir weess ech jo wéi dat deemools do gaangen ass.

►► **Plusieurs voix**. - Aaahhh!

►► **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*). - An ech wëll net, dass dat awer hei am Land och eng Kéier an déi Richtung geet, well dat jo dee falsche Wee war - dat wësse mer alleguer.

Ech soen lech éierlech, ech hunn einfach meng Bedenken, wa mer ëmmer erëm an déi Richtung ginn an d'Utilité publique oder d'Raison d'État an de Vierdergrond schiben, fir awer all Politiken hei duerchzedrängen. Ech hunn ëmmer meng Bedenken do derbäi an ech fäerten och, dass dat hei net an déi richteg Richtung geet an dass hei Weeër opgemaach ginn, déi ech net ka matdroen, an dofir wäert ech dat hei och net stëmmen.

►► **M. le Président**. - Merci, Här Jaerling. Dann huet d'Wuert gefrot fir d'Regierung den Här Minister Claude Wiseler.

►► **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*. - Merci, Här President. Ech schlësse mech all deenen un, déi dem President vun der Kommissioun, dem Paul-Henri Meyers, an der Kommissioun selwer hei beschäinegt hunn, wat fir eng gutt Aarbecht se gemaach hunn.

Ech hunn hei och haut de Mëtting mat Freed festgestallt, dass all déi, déi aus dem juristesche Beruff kommen, mat enger gewëssener Freed iwwer esou e fundamentale juristesche Projet geschwat hunn an déi Analys vun der Constitutioun gemaach hunn, well se hiert juristescht Fach och gär hunn an dat hei ee vun deene prinzipielle Problemer dovunner ass.

Ech sinn haaptsächlech awer och frou, well mer an engem Dossier weiderkommen, wat fir mech e wichtegen Dossier vum Alldag, vun der Praxis ass, deen ech um Baute-ministère erlieden a wou et och drëm geet, fir eis am Fong fir déi Besoinen, déi mer hei am Land hunn, déi Infrastrukturen, déi mer musse bauen, och déi Moyenen ze ginn, fir se dann an deenen Délaien, déi rasonnabel sinn, och an d'Realitéit ëmzesetzen.

Mir brauchen eng Rei Instrumenter fir weiderzecommen. Mir hunn e Land wat an der Entwécklung ass. Mir hunn e Land wat sech an enger grousser Vitesse muss Infrastrukture ginn. Dofir ass et ganz einfach wichteg, dass mer och eng komplett Panoplie vu Moosnamen hunn. Quitte dass ech och weess, dass déi Expropriatiounsprozedur, déi hei Moosnam selbstverständlech déi allerlescht an der Rei muss si vun all deene Moosnamen, déi mer ergräifen, wa mer wëllen an deem Dossier weiderkommen. Dat ass evident.

Dir hutt alleguer ugefaangen andeem Der gesot hutt, ee wéi deen aneren an alle Fraktiounen, dass een net liichtfanke mam Droit de propriété d'äerf emgoen an dofir och all d'Garantië mussen souwuel an eiser Verfassung wéi an eise Gesetzestexter dra sinn, fir déi Liichtfankegkeet a sech auszeschalten.

Dohier kënnt och déi ganz Diskussioun, déi mer haten an deene leschte Joren, wou fir d'éischt gekuckt ginn ass, ob mer dee Problem kéinte léisen, deen d'Cour constitutionnelle eis hei gestallt huet, andeem se am Fong eng Rei Uerteeler geholl huet, wou d'Gesetzgebung, déi mer haut hunn, net méi applicabel ass.

Dofir kënnt och déi ganz Diskussioun fir éischters emol ze kucken, kënne mer dann net d'Gesetz fir d'éischt änneren, well dat

wär jo den normale Wee gewiescht. Mat der Constatatioun, well mir hunn zesumme mat der Justiz an den Travaux publics relativ vill dorunner geschafft an och ganz Projete fäerdeg gemaach, fir am Fong feststellen, dass, wa mer d'Gesetz ëmänneren, egal wéi mer eis bewegen, mer ëmmer op den Term «préalable» vun der Constitutioun awer iergendwéi gestouss sinn an op Délaië komm sinn, déi bei enger normaler Prozedur eis awer extrem a Schwieriegkeete bruecht hunn, wa mer wëlle mat wesentlechen a wichtegen Dossiere weiderkommen.

An duerfir ware mer frou wéi d'Kommissioun dann och zur Iwwerzeugung komm ass, dass ee vläicht soll op de Wee goe fir déi Constitutiounsännerung am Artikel 16 ze maachen. D'Kommissioun huet sech och virsiichteg ausgedréckt an deene Propositionen, déi se gemaach huet, well déi éischt Proposition vun der Kommissioun war jo net, ganz einfach de «préalable» ewechzeloosen, mä si huet eng aner Proposition gemaach, déi am Fong Exceptionen hannendru virgesinn huet.

D'Regierung huet och déi Virsiicht gedeelt, huet zwar eng liicht aner Proposition gemaach, mä am Fong um selwechte Wee wéi dee virsiichteg Wee, deen d'Kommissioun schonn ageschloen hat. An et ass eréischt duerch déi gutt Argumentatioun, déi de Conseil d'État eis geliwert huet, andeem en eng total Analys gemaach huet vun deene Législatiounen, déi an den Nopeschlänner bestinn, wou d'Kommissioun an d'Regierung mat d'accord ware fir op dee Wee ze goen, fir de «préalable» ewechzeloosen.

Domat - an dat wëll ech och deene soen, déi nach dat eent oder dat anert Bedenken ausgedréckt hunn - gi mer eis net en Instrument wat anescht ass wéi an anere Länner. Au contraire, mir schlëssen eis hei erëm deenen anere Länner un, andeem mer eis am Fong genau datselwecht Instrument ginn, wat elo säit Jorzéngten an anere Länner existéiert huet a wat och bei eis virun 2003 existéiert huet a wat an där ganzer Prozedur, déi benotzt ginn ass virun 2003, an den 80er, 90er Joren, am Fong ni zu gréisserer Kritiken Ulass ginn huet.

Mir maachen net méi an net manner hei, mä mir probéieren eis eppes Fonctiounsfäeges an de Grapp ze ginn.

D'Regierung ass am Fong der Meenung, dass a priori - ech soen elo a priori, well ech jo och gelauschert hunn, wat Der elo alleguer hei gesot hutt - eng Gesetzesännerung net noutwendeg ass fir dass mer kënnen effikass schaffen, well den Artikel 16 vun der Constitutioun a sech erëm eis e fonctiounsfäegt Gesetz dohinnerstetzt, mat deem mer kënnen schaffen.

Ech hunn awer och all déi Suergen, déi Soucié verstanen, déi hei ausgedréckt gi si fir Rücksicht ze huelen a fir och genau d'Analys ze maache vun deene Problemer, déi an den 80er, 90er Joren, dovunner Expropriatiounen, gemaach gi sinn.

Well ech muss elo soen, et ass momentan wéineg Erfahrung do mat Expropriatiounen, well mer déi lescht Joren iwwerhaapt keng méi gemaach hunn an och iwwerhaapt keng méi konnte maachen. Fir also an deenen alen Dossieren zréckzekucken an ze gesinn, wat do d'Schwieriegkeete sinn. Dat heescht, dee Bréif, deen den Här Meyers am Numm vun der Kommissioun erausgeschéckt huet, iwwert de President vun der Chamber un d'Regierung, an deen eis gefrot huet, dass mer virum zweete Vote sollten nach eng Kéier eng Viraarbecht leeschten a mat där Viraarbecht an d'Kommissioun kommen, fir eben ze analyséieren, ob dann Ännerunge vun deem Gesetz elo schlussendlech néideg sinn oder net, dee Bréif huele mer selbstverständlech un a mir hunn och eng Rei Juriste chargéiert fir eis déi Analys do am Detail ze maachen.

Wann een awer elo kuckt, wat déi Prozedur sinn, déi momentan an eiser Législatioun dra sinn, an ech wëll se kuerz eng Kéier beschreiwen, da mengen ech kann een awer soen, dass eng Rei vun deene Befierchtungen, déi mer hunn, wahrscheinlech awer net esou zum Ausdröck kommen.

Eng vun deene Befierchtungen, déi gesot ginn ass, dass d'Informatioun, déi d'Leit mussen kréien, net dass se iergendwousch entdecken, dass se op eemol amgaang sinn expropriéiert ze ginn. Esou ass dass jo awer net an der Realität, haaptsächlech mat deene Prozeduren, déi mer hei hunn. Wann ech zum Beispill de Stroossebau kucken, da muss ee kucke wéi dat do geet wann nei Stroosse gebaut ginn a wann Terrainé gebraucht gi fir de Stroossebau.

Momentan hu mer säit zwee, dräi Méint, an dat ass och vläicht nei an där Prozedur, eng Prozedur am Kader vun enger Direktiv, déi

mer ëmgesat hunn, der Direktiv 97/11/CE. Déi Prozedur gesäit eng ganz Rei Etappe vir, wéi Décisiounen geholl ginn, wéi dann esou Tracéë vu Stroosse solle lafen, fir se kënnen festzehalen. Déi Prozedur gesinn Délaië fir Informatiounsprozeduren un d'Leit, déi concernéiert sinn, vir, fir Diskussioun mam Publikum fir den Tracé festzeleeën, éier d'Décisioun geholl gëtt fir esou eng Stroosse ze bauen.

Esou dass ech mer net ka virstellen, dass schonn déi Décisiounsprozedur, déi muss geholl ginn, fir an esou eng Diskussioun eranzekommen, net sämtlech Informatiounen géif erauskriegen. Schlussendlech ass déi Prozedur geduecht fir dass d'Leit kënnen gesi wat geschitt, matdiskutéieren, Asproch erhiewe wa se net domadder d'accord sinn, schonn an enger Viretapp.

An dann d'Kompensatiounsmoosnamen. Do mengen ech och, dass se jo an deene leschten Texter, an de Gesetzestexter mat ageschriwwen ginn an domat eng ganz Rei Publicitéit och scho kruten, éier et esou wäit kouw.

Mä da si mer nach virun der ganzer Prozedur vun der Utilité publique. Et ass eréischt no der Prozedur vum 97/11, wou dann iwwerhaapt eng Prozedur kënnt vun der Phase administrative, wou eng Utilité publique déclaréiert gëtt.

Wéi geschitt déi Prozedur? Mä déi Prozedur geschitt, dass de Plan parcellaire an den Tableau des emprises opgestallt gëtt an dass deen an d'Gemengen erageschéckt gëtt an an der Gemeng muss dann ausgehaange ginn. Et muss d'Annonce dovunner publizéiert ginn an den Zeitungen, an, wann et sech ëm Gebaier handelt an den 79er Gesetzestext, do, wou mer net den 97/11 virun hunn als Prozedur, da mussen d'Propriétaires par Lettre recommandée informéiert ginn - souwäit d'Adressé bekannt si vun de Propriétaires -, dass a sech geplangt gëtt, hir Emprise an deen Empriséplang mat eranzehuelen, esou dass den aktuellen Text schonn awer eng ganz Rei Prozedure virgesäit, fir déi Informatioun kënnen korrekt an uerdentlech ze maachen.

A selbstverständlech sinn da schonn an där Etapp eng ganz Rei Rekursméiglechkeeten do. Leit, déi net d'accord sinn, déi net zefridde sinn, déi kënnen Asproch erhiewe schonn an der aktueller Législatioun. Da si mer nach net op der Expropriatioun. Da si mer fir d'éischt op der Parzellfestleeung, éier d'Utilité publique déclaréiert gëtt. A wann dann d'Utilité publique déclaréiert gëtt, dann ass et esou, dass de ganzen Text an d'Regierung geet an dass déi muss d'accord sinn, dass de Conseil d'État dat eng Kéier muss duerchkucken a vérifiéieren, an dass dann eréischt d'Utilité publique drop ass.

Dat heescht awer a mengen Aen, dass et eng Prozedur ass, déi eng ganz Garantie gëtt. Do huet d'ADR gesot, si wär der Meenung, dass och d'Chamber nach soll kënnen eng Kéier driwwer kucken. Ech weess awer net, ob ech dat eng gutt Iddi soll fannen, well hei geet et jo ëm eppes anescht wéi déi normal Aarbecht, déi d'Chamber ze maachen huet, déi eng legislativ Aarbecht ze maachen huet. Hei geet et wierklech ëm eng Detaildiskussioun vu Parzellen, déi Der musst op engem Plang da kucken, décidéieren, ob et déi richteg sinn oder déi falsch sinn, an ech mengen, dass ass elo wierklech net déi Aarbecht, déi normalerweise eng Chamber muss maachen.

Do, wou dann d'Chamber an hir normal Aarbecht erëm erakommen, dass ass, wann déi Utilité publique an de Gesetzer diskutéiert gëtt, wou se ganz oft drasteet, respektiv wann e Projet an engem Gesetz festgehale gëtt, fir kënnen gebaut ze ginn. Do ass dann d'Chamber jo erëm op hirer Plaz, fir déi Autorisatiounen ze ginn, an dat schéngt mer och logesch an der Prozedur.

Ier mer dann un d'Phas vun der Expropriatioun kommen, a während där ganzer Phas vun der Deklaratioun vun der Utilité publique an en général nach virun der Deklaratioun vun der Utilité publique, ass et jo esou, dass de Comité d'acquisition vum Stat beoptraagt gëtt, fir den Akaf vun deenen Terrainen ze maachen.

Ech muss jo soen, wann hei gesot gëtt, dass kënnen Abusen domadder gemaach ginn, dass, esou vill meng Erfahrung elo reecht, ech awer bei all Projet gesinn, dass et natierlech fir de Stat vill méi einfach ass, wa mer à l'amiable mat de Leit eens ginn.

Et huet jo iwwerhaapt kee Sënn fir de Stat, an eng Expropriatiounsprozedur wëllen eranzegoen, wann en d'Chance huet, fir et besser, méi schnell an ouni Kaméidi mat de Leit ze kréien, wann e mat hinnen eens gëtt. Dat heescht, et ass normal, dass an där Etapp a souguer virun de Comité d'acquisition bei d'Leit geet fir ze soen: Hei, mir

hunn d'Intentioun eppes do ze bauen; mir brauchen deen Terrain; kënnen mer e kréien; kënnen mer e kafen, an zu welleche Konditiounen geet dat?

Also sinn am Fong déi Leit iwwert déi verschidden Etappen, iwwert déi verschidde Weeër normalerweise iwwert dat informéiert, wat geschitt, éier dann iwwerhaapt d'Expropriatiounsprozedur no där ganzer Prozedur vun der Phase administrative a Fro kënnt. An da kommen eréischt d'Expropriatiounsprozedur an d'Phase judiciaire hannendru, wou dann den Tribunal décidéiert, ob dann d'Expropriatioun an de legale Forme gemaach gëtt, an et dann elo d'Méiglechkeet gëtt am Kader vun där neier Constitutiounsännerung, fir d'Mise en possession esou schnell wéi méiglech no deem éischten Uerteel ze maachen.

Do huet d'ADR och gesot, dass een am Fong misst scho momentan virgesinn, dass déi Leit, déi expropriéiert ginn, och esou schnell wéi méiglech da kéinten e groussen Deel vun hire Sue kréien. Mä och do, wann een den Text kuckt esou wéi en elo besteet, muss ee soen, dass den Text jo ganz kloer seet, dass déi Indemnité provisionnelle, déi de Richter ka ginn, schonn an där doter Etapp, éier d'Indemnité definitive iwwert d'Experté festgehale gëtt, mindestens 90% muss si vun deem wat virgeschloen ginn ass dass se kréien. Dat heescht, schonn e substanziale Montant vun deem wat a priori kéint dü sinn.

An d'Constitutioun haut seet och, dass dee Montant muss «juste» sinn. Den Här Body huet virdu ganz gutt erkläert, wat deen «juste» am Fong heescht. Deen «juste», dass ass nëmmen zum Deel dat, wat den Terrain da kann an der Valeur vénale hunn, mä et ass och eventuell déi zukünfteg Valeur respektiv déi perséinlech Valeur, déi och matgerechert ka ginn, respektiv all aner Problemer, déi nach kënnen entstoën, oder Käschten, déi kënnen entstoën, vun deenen de Juge och kann decidéieren, wann en de juste prix fixéiert, dass se hei mat dran integréiert ginn, esou dass ech och mengen, am Text wär och dee Problem schonn ugepaakt. Mä dat kënnen mer roueg nach eng Kéier an där Analys, déi mer gemeinsam da wäerte maache virum zweete Vote, gemeinsam duerchkucken.

An dann dee leschte Punkt, dass ass deen, deen d'Madame Flesch opgeworf huet an - ech mengen - och den Här Meyers vun dem Artikel 545 vum Code civil. Do ass richteg, dass deen Artikel seet: «Nul ne peut être contraint de céder sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité.»

Wann een dat op d'Raisonnement vun dem Expropriatiounstext uwennt, dann ass et kloer, dass een hei och misst den Text änneren. Wat mer elo amgaange sinn ze kucken, éier mer lech awer eng definitiv Äntwert op déi do Fro ginn, dass ass, ob de Sënn vun deem hei Text, esou wéi en am Code civil steet, net iwwert d'Expropriatiounen stricto sensu erausgeet, mä och e Champ d'application huet, deen e wéineg méi breet ass an deen d'Cessatioun vu Propriétéiten tëschtent Personnes privées concernéiert, an an deem Kader eventuell déi Indemnité préalable nach Sënn hätt.

Duerfir wëll ech elo net definitiv mech hei avancéieren, mä de Justizministère an de Justizminister wäerten dat nach duerchkucken, ob et da sënnavoll ass, noutwendeg ass, muss hei gemaach ginn, oder ob ee besser huet, fir déi aner Fäll mat ofzedecken, et hei sinn ze loossen. Mir si selbstverständlech bereet, doriwwer ze diskutéieren a wann et muss sinn op dee Wee ze goen, mä mir bieden awer nach kënnen déi Analys en toute sérénité an deenen nächste Méint do ze maachen.

Voilà, ech mengen, dass wäeren déi Punkten, déi ech wollt soen. Ech freeë mech dann op déi Diskussioun, déi mer elo nach an der Detailanalyse vum Gesetzestext zesumme mat lech an der Kommissioun kréien.

Merci fir d'Nolauschteren.

(*Interruption*)

►► **M. le Président**. - Jo, Här Mehlen.

►► **M. Robert Mehlen** (*ADR*). - Här President, den Här Minister huet net zu Onrecht hei drop higewisen, dass et d'Aarbecht vun deser Chamber ass, sech ëm d'Législatioun

ze këmmere an net ëm den Detail do-vunner, wat dann elo u Parzelle soll d'utilité publique déclaréiert ginn a wat net. Dat ass richteg, mä duerfir ass eis Suerg awer och, datt ee méiglechst prezis an der Législatioun definéiert, wat kann an därerf do-rënner falen a wat net.

Ech ginn lech d'Beispill - de Kolleeg Gibéryen hat dat scho gebraucht - vum Kierchberg, wou op eng Kéier ganz aner Saache gemaach ginn, wéi do fir d'Europäesch Unioun Gebaier, Terrainen ze erschleissen a Gebaier opzerichten.

Wann ech d'Situatioun vun der Cité Syrdall kucken, déi mir deemools net matgedroen hunn, da geet et dorëm, fir Privatleit ze expropriéieren, fir do eng Situatioun an d'Rei ze setzen, wéi mer och vill anerer am Land hunn, déi net esou sinn, wéi mir eis se géife wënschen.

Duerfir si mir der Meenung, datt och soll am Gesetz kloer definéiert ginn, wat därerf dorënner falen a wat net. Et kann net sinn, datt mir souguer als Législateur, als Chamber, eis iwwer konstitutionell Rechter vum eenzelne Propriétaire ewechsetzen, fir ze soen: Dach, déi oder déi Parzell, zum Beispill bei Mesures compensatoires bei enger Autobunn, déi huele mer elo mat eran, obschonn et mam Bau vun der Autobunn direkt näischt ze dinn huet.

Dat wollt ech lech, Här Minister, soen. Dir hutt eis do eppes wëllen ënnerstellen, wat op d'mannst net esou geduecht war.

» M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Revisiounsvorschlag 5596. Laut Artikel 114 vun der Verfassung ass eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert. De Vote par procuration ass net erlaabt.

Premier vote constitutionnel

D'Resultat ass dat folgend: 45 Jo-Stëmmen, eng Nee-Stëmm an dräi Abstentiuonen. Wëllt ee seng Abstentiuon motivéieren?

(Négation)

Ont voté oui: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Lucien Thiel et Lucien Weiler;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

A voté non: M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Dann ass dee Punkt vum eisen Ordre du jour ofgeschloss a mir kommen elo zum nächste Punkt. Dat ass de Projet de loi 5656 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Et si bis elo ageschriwwen: déi Här Grethen, Klein a Gibéryen. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers!

11. 5656 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Média et des Communications

» M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5656, deen den 20. September 2006 hei an der Chamber deponéiert ginn ass, soll zwee Gesetzer ofänneren; engersäits d'Gesetz vum 22. Juni 1963 iwwert d'Gehälter vun de Statsbeamten, an d'Gesetz vum 16. Abrëll 1979 iwwert de Statut vun de Statsbeamten. Ech wëll déi verschidden Ännerungen a véier Punkten zesummefaassen, wouvun deen éischte Punkt d'Gesetz vum '63 ännert an déi aner dräi Punkten de Statut vun de Statsbeamten.

Zum éischte Punkt. Dee gesäit vir, dass Beamten, déi méi wéi zwielef Joer an deemselwechte Grad blockéiert sinn, d'Méiglechkeet kréie vun engem Avancement en traitement. Dës Moosnam war schonn am Accord salarial vum 31. Mee 2005 virgesinn. De Statsrot huet a sengen Avis vum 5. Juli a vum 11. Oktober 2005 ugekënnegt, dass hie keen Accord zu enger Dispens zum zweete Vote kéint ginn, wann déi Moosnam net op d'Riichtere géif ausgedehnt ginn. D'Kommissioun vun der Fonction publique huet doropshin am Dezember 2005 d'Entscheidung geholl, fir déi Bestëmmung aus dem Projet de loi 5486 iwwert den Accord salarial erauszehuelen.

D'Regierung huet elo an deem heite Projet, dee mer haut diskutéieren, den Avancement en traitement och op d'Riichteren, an zwar vun de Graden M2 an M3, ausgedehnt. De Statsrot ass mat där Léisung d'accord. Den Text gesäit elo vir, dass deen eenzelne Beamten, dee während zwielef Joer keen Avancement kritt huet, en aussergewöhnlechen Avancement ka kréien op seng Demande hin.

Den Avancement ass also ofhängeg vun engem Avis vum Verwaltungschef. Wat déi lescht Bestëmmung ugeet, haten d'Berufschamber an och de Statsrot virgeschloen, fir deen Avancement automatesch ze maachen. D'Kommissioun huet sech majoritär fir d'Bäibehale vum Regierungstext ausgeschwat, well och déi heite Bestëmmung ugesiedelt ka gi bei de Grades de substitution, wou souwisou och den Avis vum Verwaltungschef virgesinn ass.

Déi zweet Moosnam ännert d'Modalitéite vum Stage vun deene Beamten, déi Deelzäitaarbecht kënne maachen. Déi Beamte mussen sech elo während zwee Joer Stagezäit op den Exame virbereeden, fir definitiv agestallt ze ginn. D'Beamte mat enger Deelzäitaarbecht vu 75 oder 50% kënnen awer an där Deelzäit weder d'Formatioun beim INAP nach déi Formatioun, déi se an der Verwaltung selwer als beruflech Virbereedung op hir Astellung solle maachen, an där kuerzer Zäit realiséieren. Dofir gëtt dann elo virgesinn, dass d'Beamten, déi nëmmen Deelzäit schaffen, hir Stagezäit vun zwee op dräi Joer verlängert kënne kréien, wat hinnen dann erlaabt, sech och seriö op hiren definitiven Exame virbereeden.

Déi drëtt Moosnam gesäit vir, den Artikel 10 vum Gesetz iwwert de Beamtestatut ofzeänneren duerch een neien Alinea, deen d'Schafe vun enger Kommissioun virgesäit, déi d'Kloe soll behandelen, déi gemaach ginn am Rahme vum sougenannten Harcèlement moral et sexuel. De Statsrot hat a sengem Text virgesinn, dass d'Membere vun där Kommissioun eng Indemnitéit kéinte kréien. D'Kommissioun war awer der Meenung, dass een och do beim Regierungstext soll bleiwen, dee keng esou eng Indemnitéit virgesinn hat. Et ass also dee Moment net deen Zousaz vum Statsrot iwwert d'Jetone vun der Kommissioun zréckbehalen ginn.

Eng véiert Ännerung preziséiert d'Artikelen 30, Paragraph 3, an 31, Paragraph 4 vum Gesetz vum 1979 iwwert de Beamtestatut. Déi nei Bestëmmunge regelen d'Reintegratioun vun deene Beamten, déi no engem Congé sans traitement oder engem Congé pour travail à mi-temps erëm ufänke mat schaffen oder erëm ganz schaffe ginn. Am Prinzip kënnen déi Beamten an hir ursprüngelech Verwaltung zréckgoen, wa se erëm ufänke mat schaffen. Wann dat net méiglech ass, kënne se an een anere Service vun där Verwaltung goen, oder awer, wann dat net méiglech ass, kënne se an engem anere Service vun där selwechter Verwaltung ënnerbruecht ginn.

Fir d'Beamte vun der Regierungsverwaltung ass virgesinn, dass se an deeselwechten Département ministériel zréckginn. Wann dat net méiglech ass, kënne se och an een aneren Département ministériel geschéckt ginn. Op jidde Fall ass sécher, dass, wa se erëm ufänke mat schaffen no engem Congé sans traitement oder wa se erëm ufänke ganz ze schaffen, se müssen hir ganz Aarbecht kënnen an der Regierungsverwaltung ophuelen.

Den Textvorschlag vun der Kommissioun ass eestëmmege uegheoll ginn. An ech bieden och d'Chamber, deem Textvorschlag hir Zoustëmmung ze ginn. Ech bréngen och heimat den Accord vun der CSV.

» Une voix.- Très bien!

» M. le Président.- Den honorabelen Här Grethen huet d'Wuert.

Discussion générale

» M. Henri Grethen (DP).- Här President, den Här Rapporteur, deem ech meng an der Fraktioun hir Félicitatiounen fir säi gudden schréfflechen a méndleche Rapport ginn, war esou komplett, dass mir nach just bleift, den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet ze iwwermëttelen.

» M. le Président.- Merci, Här Grethen. Den Här Klein huet d'Wuert.

» M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Dem Rapporteur Merci fir säi Rapport. Et war alles ganz daitlech a kloer. Hien huet déi véier Objektivier ganz daitlech virgedroen. Déi véier Dispositiounen sinn am Intérêt vun de Fonctionnaires an och am Intérêt vun de Service public. Ech ginn och duerfir den Accord vun eiser Fraktioun zu deemem Projet de loi.

» Une voix.- Très bien!

» M. le Président.- Här Adam!

» M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).- Ech wollt dem Här Rapporteur och Merci soe fir säin ausféierleche méndlechen a schréffleche Rapport. Et ass alles gesot, an ech bréngen och just den Accord vun der grénger Fraktioun zu deemem Projet de loi.

» M. le Président.- Ech gesinn, dass den Här Gibéryen sech de Virriedner uschléist.

(Hilarité)

» M. Gast Gibéryen (ADR).- Jo, Här President. Ech bedauere just, datt et esou laang gedauert huet, bis mer dat Gesetz hei konnte maachen, well et geet am Fong nach

bis op dee leschten Accord salarial zréck bis mer déi Ëmsetzung maachen. Ech bréngen selbsterständlech och den Accord vun eiser Fraktioun oder eisem Grupp hei zu deemem Gesetzesprojekt.

» M. le Président.- Den Här Jaerling.

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Här President, meng Sensibilitéit kann natierlech och mat deem...

(Hilarité)

» Une voix.- Dir sidd sensibel.

» M. Aly Jaerling (Indépendant).- Ech si ganz sensibel, a verschiddene Saachen, jo. Ech géif mengen, dass mer um richtige Wee sinn. Mä ech hoffen dann, dass mer bei där nächster Jorhonnertreform a spëitstens 50 Joer dann awer och dozou kommen, dass mer och fir de Privatsecteur e Statut unique kréien, dass mer do dann awer och ähnlech Dispositiounen kréie wéi elo, déi mer hei bei der Fonction publique gestëmmt hunn.

» M. le Président.- Ech muss soen, et wier net richteg gewiescht, wann den Här Gibéryen an den Här Jaerling net zu Wuert komm wieren. Si hunn Nuancen an déi Debatt erabruecht, déi mer virdrun net kannt hunn.

(Hilarité)

» M. Gast Gibéryen (ADR).- Et war net onwesentlech.

» M. le Président.- Elo komme mer zum Vote iwwert dese Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5656 ass uegheoll mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentiuon.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Norbert Hauptert), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Laurent Mosar), MM. Fred Sunnen (par M. Ali Kaes), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. John Castegnaro), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Marc Angel), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Heure d'actualité, déi vum Grupp vun de Liberalen uegfrot ass. D'Riedezäit ass nom Artikel 84(2) fest-



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

geluecht. Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere fénnef Minutten, an der Sensibilité politique zwou Minutten. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Mosar, d'Madame Err, den Här Braz an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Här Xavier Bettel als Vertrieeder vun der DP-Fraktioun.

12. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des procédures d'asile

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech soen lech Merci. An der Sitzung vum 7. Mee 2007 hate mer schonn en Échange de vue mam Minister, wou hien eis dat och presentéiert huet. Dat war en Échange de vue zum Projet de règlement grand-ducal fixant une liste de pays d'origine sûrs au sens de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile. Do sinn och scho vill Froe beäntwert ginn.

D'DP ass fir eng séier Prozedur. Ech mengen, dat ass jo och kee Geheimnis. Dat hate mer och schonn deemools beim Text gesot an och an der Kommissioun, mä déi Prozedur soll awer och am Intérêt vum Demandeur d'asile selwer sinn, well mir sinn nämlech dergéint, dass d'äst op Käschte vun Transparenz a Rechtssécherheet geet. Mir haten et schon deemools gesot a mir widderhuelen et och haut.

Déi zentral Fro, déi sech fir d'éischt stelle muss, ass: Wéi eng Auswierkung huet déi Lëscht op Demandé vu Leit, déi aus esou engem séchere Land kommen? Geet de Lëtzeburger Stat mat där Lëscht hin a seet: Et gétt keng Mënscherechtsverletzungen an deem Land, firwat kënnen déi Leit dann awer nach eng Demande am Fong stellen? Oder mir soen, am Prinzip gétt et keng Mënscherechtsverletzungen an deem Land, mä et gétt awer Ausnahmen. Da muss mer awer all Demande op Profondeur traitéieren, fir net Opfer vu Mënscherechtsverletzungen ze diskriminéieren. An deem Fall ass eng Liste de pays d'origine sûrs awer dann iwwerflësseg.

Ech gesinn net ganz, wou d'Regierung dofir wëllt mat där Liste de pays d'origine sûrs wierklech hin. Et wier interessant wann de Minister eis kéint erklären, wat dann elo d'Auswierkung vun esou enger Lëscht zu Lëtzebuerg wieren.

Wéi ass se opgestallt ginn? Den Artikel 21 vum Asylgesetz hält d'Kritäre fest, déi e Land muss anhalen, fir als sécher Land bezeechent ze ginn. An et sinn net déi mannsten. Nieft dem Anhale vun der Europäescher Mënscherechtskonvention muss e Land ënner anerem en effikasse Système de recours géint Mënscherechtsverletzungen nowiese kënnen.

Ech géif de System zum Beispill emol gäre gesinn an Albanien, wou d'Police an d'Gerichter nokucken, wéi d'Familljeclanë sech an Dealer vum Land géigesäiteg bekämpfen a wou d'Gewalt géint Fraen nëmmen a ganz rare Fäll verfollegt gétt.

D'Gewalt an engem Land wéi dem Mali, dat hat ech och schonn an der Kommissioun gesot an do huet d'Antwort vum Minister mech awer net zefridde gestallt. Am Mali gétt nach Homosexualitéit mat zwee Joer festem Prisong bestrooft. Do huet de Minister mer gesot, jo, mä en Homosexuelle ka jo dann nach ëmmer e Prozess, also hei e Recours, hunn. Jo, e fällt awer an eng Procédure accélérée, wou e jo awer an eng Prozedur fällt, Här Minister, déi net déiselwecht ass wéi bei de Länner, déi net op esou enger Lëscht sinn. Dir gesitt, bei deene Länner, déi op der Lëscht stinn, ass nach laang net alles an der Rei.

An da verstinn ech och net, firwat d'Regierung verschidde Pays cibles vun der Kooperatioun dropgesat huet, wou an de leschte Joren nach ni een eng Demande gestallt huet. An da stinn awer Länner wéi Albanien drop, wou mer déi meeschten Demanden hunn a wou mer mengen Informatiounen no awer och Avis positifs hätte fir de Statut subsidiaire. Vlächcht kann de Minister eis e puer Explikatiounen och nach zu deem Punkt ginn.

Wien huet d'Evaluatioun gemaach? D'Evaluatioun vun der Sécherheetssituatioun an engem Land ass eng komplex an eng schwierig Saach. An den Aussemistären an eisen Nopeschlänner gétt et ganz Servicer, déi dofir virgesi sinn. Ech wëll elo net soen, dass den Här Schmit wëllt froen, wéi zu Berlin 500 Leit an den Affaires politiques, déi esou eng Evaluatioun opstellen, wéi en déi hei zu Lëtzebuerg vun der Chamber gestëmmt kritt, mä et ass ëmmer schwéier esou Informatiounen ze kréien, och wann een net iwwer 100 verschiddenen Ambassade kann an der Welt zielen.

D'Fro ass, ob Lëtzebuerg sech esou eppes iwwerhaupt leeschte kann. Wéi maache mer et? Gi mer op den Internet kucken, wat déi aner maachen? Ass dat esou wéi et am Moment gemaach gétt? Hu mer do e Réseau sur place? Ech hu mer d'Fro gestallt, ob den Här Schmit net d'Méiglechkeet hätt, fir op engem nächste Conseil vun de Ministeren, déi sech ëm d'Immigratiounsproblemeren, d'Iddi ze ginn, fir dass een esou eng Étude d'observation mécht oder een eng Équipe d'observation géif kréien, déi eng indépendante Etüd géif maachen, wou een dann a priori awer géif akzeptéieren, dass déi Länner, déi op der Lëscht wäeren, dann als Pays sûrs géifen traitéiert ginn.

Well de Problem, dee se haut hunn an der EU, dat ass, dass all Land aner Kritären zréckbehält an aner Länner dann op där Lëscht huet. Et wier vlächcht awer wichteg, eng unanime Lëscht ze hunn, also eng identesch Lëscht an de verschiddenen EU-Länner ze hunn.

Dann ass d'Fro och, wéi laang esou eng Lëscht gültig ass. D'international Situatioun changéiert immens séier, zum Beispill an der Ukraine, wou et nëmmen e puer Wochen no där Décisioun iwwert déi Lëscht zu enger Statskris jo komm ass. Wéi séier kann...

(Interruption)

Jo, ech weess, Här Minister, Dir sidd och net de Jean Breton, mä et ass ëmmer delikat: Wéini kann een dann awer ee vun enger Lëscht erofhuelen?

(Hilarité)

Wat kann do gekuckt ginn?

Dann, Här President, wollt ech och nach froen, well et si vill Diskussiounen gewiescht iwwert d'Reckféierungen, wéi se fonctionnéiere géifen, wéi d'Methode wäeren, an da gétt gesot, da gi Prozesser gemaach, da gétt gesot, et wier Recours elo zu Stroossbuerg iwwer eng Persoun, déi vlächcht schlecht behandelt gi wier. Do wier et vlächcht opportuun sech d'Fro ze stellen, ob net Observateure bei de Réckféierungen opportuun wieren. Nämlech an deem neie Rapport vum Comité contre la Torture vun de Vereentent Natiounen gétt Lëtzebuerg opgefuerdert, neutral Beobachter nämlech bei der Réckféierung vun Demandeurs d'asile zuzeloossen.

D'Croix-Rouge huet schonn e puermol proposéiert, krut ech gesot, fir der Regierung zur Verfügung ze stoen, fir bei esou Réckféierungen derbäi ze sinn. Mir géifen esou op jidde Fall eng Initiativ ënnerstëtze fir méi Transparenz a fir ze évitéieren, dass et herno zu Debatten an zu Streidereie kënn iwwer Interpretatiounen wéi eng Réckféierung statfont huet.

Mam Ënnerschreibe vum OPCAT, dem Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies, huet Lëtzebuerg sech ënner anerem dozou verpflichtet, en onofhängeg national Institut mat der Kontroll vun de Prisongen ze beoptragen - wéi et domadder och wier. Well d'DP ass der Meinung, dass een esou eng Institutioun zum Beispill och mat der Supervisioun vu Réckféierungen beoptrage kéint. D'DP wëllt vum zoustännegem Minister wëssen, wéi et mat der Ratifizéierung vun deem Protokoll wier, dem Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies.

Ech hunn och eng Motioun, Här President, hei preparéiert, justement wou ech froen, dass «considérant les situations précaires dans lesquelles se déroulent les éloignements forcés de nos demandeurs d'asile», well et ebe vill Interpretatiounsméiglechkeeten ëmmer gétt, «considérant l'absence d'observateurs indépendants lors des procédures d'éloignement», an da «considérant les recommandations du Comité contre la Torture des Nations Unies à l'adresse du Gouvernement lors de son dernier rapport», géif ech d'Regierung invitéieren: «à autoriser la présence d'observateurs des droits de l'Homme ou de médecins indépendants à l'occasion de tous les éloignements forcés».

Ech mengen, dat wier eng wichteg Saach fir ze évitéieren, dass herno interpretéiert gétt wéi, wat a wou, an et wier doudsécher am Sënn vu méi Transparenz an enger méi einfacher Solutioun, wéi herno sech mussen ze rechtfertegen, wat richteg wou a wéi geschitt ass.

Ech hunn eleng am Moment ënnerschriwwen, Här President. Déi aner Ënnerschréften, wann aner Fraktiounen se wëllen ënnerschreien... Soss froen ech meng Kollegen aus menger eegener Fraktioun.

Ech soen lech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet.

» **Une voix.** - Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant les situations précaires dans lesquelles se déroulent les éloignements forcés des demandeurs d'asile;*

- *considérant l'absence d'observateurs indépendants lors des procédures d'éloignement;*

- *considérant les recommandations du CAT (Comité contre la Torture des Nations Unies) à l'adresse du Gouvernement luxembourgeois dans son dernier rapport;*

invite le Gouvernement à

- *autoriser la présence d'observateurs des droits de l'Homme ou de médecins indépendants à l'occasion de tous les éloignements forcés.*

(s). *Xavier Bettel, Félix Braz, Henri Grethen, Aly Jaerling, Laurent Mosar.*

» **M. le Président.** - Merci, Här Bettel. Dann ass den honorabelen Här Mosar ageschriwwen.

Débat

» **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'DP huet de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Asylprozedur ugefrot am Kontext vun der Opstellung vun enger Lëscht iwwert déi sougenannte sécher Länner.

Wann ech och prinzipiell all Diskussioun iwwert dese sensibele Sujet begréissen, esou muss ech lech dach soen, dat ech e bësselchen erstaunt sinn iwwert d'Frostellung, esou wéi se och an deem Bréif vun der DP-Fraktioun opgelëscht ginn ass. An ech ginn hei d'Gefill net ganz lass, dat et dem Frosteller manner ëm d'Saach geet, wéi alt erëm eng Kéier eng Tribün méi hei ze kréien.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei ginn also an där Demande eng Rei vu Kritiken opgelëscht, an ech wëll dann och elo versichen op déi Kritikpunkten anzegoen.

En éischte Kritikpunkt ass dee vun enger feelender Transparenz, wat d'Opstelle vun där Lëscht ueegt. An hei muss ech awer soen, dat ech dee Reproche nu wierklech net kann novollzéien, well ech muss awer hei dem Minister, dem Här Schmit, zougeseen, dat hie mat ganz vill Akribie dee Projet de règlement grand-ducal an der zoustänneger Kommissioun virgestallt huet, in extenso virgestallt huet, dat all Kollege konnten do all Froe stellen, inklusiv den Här Bettel konnt doriwwer seng Froe stellen, esou dat ech mengen, dat ee sécherlech awer hei net ka vu feelender Transparenz an deem Dossier schwätzen. Ech géif mer d'ailleurs wënschen, dat bei méi Projets de règlement grand-ducal esou extensiv mat deenen zoustänneger Kommissiounen géif diskutéiert ginn.

Wat elo de Fong vun der Saach ueegt, wëll ech fir d'alleréischte nach eng Kéier ënnersträichen, dat déi Lëscht vu séchere Länner a sech am Asylgesetz festgeschriwwen ginn ass an dat och do keng Fraktioun eigentlech e Problem mat där Lëscht huet. Wat elo de Fong vun där...

(Interruption)

Här Braz, Dir kënn dat jo dann herno nach eng Kéier soen.

Wat elo de Fong vun der Saach ueegt, huet eis Regierung sech entscheet, wéi aner europäesch Länner och, esou eng Lëscht vu séchere Länner opstellen, nodeems et evident war, dat et schwéier géif ginn, esou eng Lëscht kuerz- oder mëttelfristeg um europäeschen Niveau auszeschaffen. Bei deser Opstellung huet Lëtzebuerg sech u sengen direkten Nopeschlänner inspiréiert, Frankräich, Däitschland, mä och Holland, déi jo scho säit enger gewëssener Zäit esou eng Lëscht hunn.

An déi Lëscht, déi dann hei och proposéiert gétt, déi entsprécht u sech all deene Kritären esou wéi se am Asylgesetz vum 5. Mee 2006 och virgesi sinn. Sécherlech kann een elo doriwwer diskutéieren, ob een dat eent oder dat aner Land, wat elo op där Lëscht steet, vlächcht ewechgelooss hätt an am Géigendeel eventuell en aner Land, wat am Moment nach net dropsteet, eigentlech géif dropsetzen. Do gétt et sécherlech och eng Rei vun Argumenter dofir, dach si mir awer als CSV-Fraktioun der Meinung, dat déi Lëscht, esou wéi se elo zréckbehale ginn ass, eigentlech zefridde stellend ass an och eng Rei vun objektive Kritäre respektéiert.

Ech géif och dovur warnen, fundamental Ännerungen an deser Lëscht virzehuelen, well ech iwwerzeegt sinn, dat et net gutt ass, wa mir eng Lëscht hunn, déi sech wesentlech vun anere Länner ënnerscheet.

Nach ass et allerdéngs esou, dat all Land seng Eegearten huet um Niveau vun der Flüchtlingspolitik, well et eben nun esou ass, dat net all Land Flüchtlingen aus deeneselwechten Ursprongslänner huet, an all d'äst mécht et dann och schwierig fir eng eenzeg europäesch Lëscht vu séchere Länner opzustellen. Wat mir bedauern, well et deen eenzege richteg Wee wär, eng gewëssen Harmonisatioun an den Asylprozedur vun deene verschiddenen europäesche Länner ze kréien.

Här President, et kann een eiser Meinung no och net vun engem Mangel u Kontrollmechanisme schwätzen, well des Lëscht, wéi ech et virdru scho gesot hunn, an aller Transparenz ausgeschafft, virgestallt a publizéiert ginn ass. D'Lëscht gétt och un déi international Situatioun ugepasst, an all Deputéierten huet jo à tout moment d'Méiglechkeet, wann dann d'Lag an engem bestëmmte Land ännert, d'Radiatioun vun deem Land vun där Lëscht unzefroen, an huet jo och ëmmer d'Méiglechkeet, den zoustänneger Minister heiriwwer ze interpelléieren, an deem Beräich ze handelen, wann dat dann net bis dohinner scho längstens geschitt ass.

Fir d'Kontrollarbecht vun der Chamber hei ze vereinfachen, kéint ech mer zum Beispill virstellen, dat des Lëscht eemol am Joer - zum Beispill am Ufank vun der parlamentarischer Sessioun - vun der zoustänneger Kommissioun op de Métier géif geholl ginn an an enger Diskussioun mam zoustänneger Minister da géif analyséiert ginn, ob des Lëscht nach ëmmer den internationale Realitéit géif entsprechen.

En allerleschte Punkt, Här President, wat deen zweete Volet vun der Aktualitéitsstonn betrëfft, dee vun de Rekommandatiounen vum Comité géint d'Torture. Ech wëll do net am Detail drop agoen, well dat géif de Kader vun deser Aktualitéitsstonn sécherlech sprengen. Ech géif op jidde Fall déi Suggestioun, déi do gemaach ginn ass, positiv ophuelen an och vlächcht de Minister bidden ze kucken, ob een déi kéint och bei nächsten Zréckféierungen unhuelen; well dat schéngt mer och am Sënn vun deenen Zréckféierungen an och vu méi Transparenz ze sinn.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Mosar. Dann ass ageschriwwen déi honorabel Madame Lydie Err.

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Merci, Här President. Ganz kuerz: Ech kéint mech op bal alle Punkte mengem Virriedner uschlëssen an ech wëll dofir net méi op den Detail vun der Lëscht do goen.

Eigentlech war ech der Meinung, et wär vill besser dat Reglement iwwert déi national Lëschten net ze hunn an eng europäesch Lëscht ze kréien. Bon, d'Majoritéit huet dat an hirer Wäisheet aneschters decidéiert. Elo läit eng Lëscht vir. Ech mengen och, dass dat seng Avantagen huet, well mer gesi wéi schwierig dass et ass, eng gemeinsam ze kréien.

Et ass also esou, dass un där Démarche u sech näischt auszesetzen ass. An ze begréissen ass sécherlech d'Tatsaach, dass an der Kommissioun an allen Detailler iwwert déi Lëscht do konnt decidéiert ginn. Mä vu dass et eng Aktualitéitsstonn ass an dass ech net Loscht hunn, mer den Thema vun där Aktualitéit vun der liberaler Partei hei virschreien ze loosse, wollt ech dovur profitéieren fir e puer Froen ze stellen, déi mech am Fong méi interesséieren par rapport zum neie Gesetz, wat elo eng Zäitche gelaf ass a wat verschidden Ännerungen agefuert huet, déi interessant sinn: de Statut subsidiaire, dee mer virdrun net haten, de Statut de tolérance, wat e richteg Statut ginn ass par rapport zu deem wat mer virdrun haten, d'Autorisation temporaire d'occupation, etc.

Ech géif gäre wëssen, wéi entre-temps an der Applicatioun vun deem Text, deen am Mee d'lescht Joer a Kraaft getrueden ass, sech d'Situatioun entwéckelt huet? Wéi vill Demandes de tolérance zum Beispill? Wéi vill Statuts de tolérance sinn accordéiert ginn? Wéi laang sinn d'Prozeduren a wat ännert dat en fin de compte par rapport zu der Situatioun vu virdrun?

Mech géif virun allem interesséieren, wéi laang dee Statut de tolérance accordéiert

gëtt, well och virdrun ass et dat jo ginn. An déi Tatsaach, dass dat ëmmer nëmme vu Mount zu Mount oder vun dräi Méint op dräi Méint gaangen ass, dat war fir d'Leit e Problem. Well souguer wa se konnten heibleiwen, konnte se an dräi Méint oder an där kuerzer Zäit eigentlech kee Projet zu Lëtzebuerg ufänken.

Wéi ass et mat den Autorisations temporaires d'occupation? Wéi vill sinn der accordéiert ginn? Huet sech mat där neier Gesetzgebung eppes geännert wat d'Zuel vum Statut de réfugié proprement dit ubelaangt? An anere Wierder géif mech interesséieren, wou déi Ännerunge par rapport zu der Situation virun deem neie Gesetz hei zu Lëtzebuerg eppes bruecht hunn.

Merci.

» M. le Président. - Merci, Madame Err. Dann huet den Här Braz d'Wuert.

» M. Félix Braz (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President.

Zu där Heure d'actualité, déi d'DP gefrot huet, wëll ech aganks direkt fir déi gréng Fraktioun eppes richtegstellen, wat den Här Mosar gesot huet. Well contrairement zu deem, wat den Här Mosar gesot huet, dass mat der Lëscht keng Fraktioun Problemer hätt, well ech deem widdersprieche.

Och contrairement zu der DP, déi sech mam Prinzip vun der Lëscht an der Kommissioun konnt ufrënnen an hei elo eenzel Aspekter

nach wëllt diskutéiert hunn, hunn déi Gréng klipp a kloer gesot, dass se der Meenung sinn, dass ee keng Lëscht brauch. A mir sinn och der Meenung, dass dat nach ëmmer esou de Fall ass.

Et ass och am Widdersproch zu deem, wat d'Regierung par ailleurs oft gesot huet, nämlech dass se géif dofir antrieden, dass mer géifen eng europäesch Léisung fannen an där heiter Matière. A wann et net méiglech ass, eng europäesch Äntwert ze fanne fir esou eng Lëscht, da läit dat och vläicht dorunner, dass et quant au fond net schrecklech vill Sënn mécht, esou eng Lëscht opzestellen.

All Länner hunn aner Vuen, mengen, ënnerschiddlech Länner missten dodrop kommen. A mir kréien ëmmer nees erkläert, och vun der Regierung, dass dat neit Gesetz, trotz där Lëscht, natierlech nach ëmmer verlaangt, dass eng Analys quant au fond cas par cas gemaach gëtt. Dass also de Fait eleng, dass een aus engem Land kënn, wat op der Lëscht steet, net verhënnert, dass ëmmer nach muss eng Décisioun au cas par cas geholl ginn.

Wann dat dann esou ass - an dat ass och esou de Fall -, dann ass dat e weidert Argument fir ze soen, dass déi Lëscht net vill Sënn mécht.

Duerfir ass eis Meenung, dass mer net haut sollen iwwert déi Lëscht diskutéieren, iwwert dëst oder deen Deelaspekt. Dat hu mer an der Kommissioun effektiv gemaach. Do konnt alles gefrot ginn an do ass och zu där Lëscht alles gesot ginn.

Wat allerdéngs hei an dësem Plenum feelt, dat ass dass kloergemaach gëtt, dass déi Lëscht net musse sinn, dass dat eng Possibilitéit ass, déi mer am Gesetz haten, well

och d'Direktiv dat virgesinn huet, dass ee kéint esou eng Lëscht maachen. Eng Obligation esou eng Lëscht ze maache gëtt et net, weder an der Direktiv nach gëtt et eng Obligation an eiem Gesetz esou eng Lëscht ze maachen.

Duerfir menge mir och, dass grad dat Lëtzebuerg Land, wat zu Recht ëmmer nees drop pocht, dass en matière d'immigration, en matière de politique d'asile national Léisunge kee Sënn hunn, gutt géif drun doen, dann och konsequenterweis mam Beispill virzegoen an ze weisen, dass mir net déi sinn, déi eng Lëscht opstellen, déi och e ganz zweifelhaften Notzen huet, wann net - wann dat, wat d'Regierung seet, stëmmt - iwwerhaupt keen Notzen eigentlech an der Praxis huet.

Duerfir menge mir, dass mer besser géifen drun doen, déi Lëscht do als Lëtzebuerg Land zrëckzezéien an eis weider ze beméien, dass et eng europäesch Léisung an dëser Matière gëtt. Net nëmme an der Fro vum Asyl; och an der Fro vun der legaler Immigration, déi et nach ëmmer gëllt ze organiséieren, well et se nach ëmmer net gëtt.

D'autant plus wou déi Zuelen - d'Madame Err huet se elo virdu mëndlech hei gefrot; ech mengen, dass den Här Angel och eng Question parlementaire an deem dote Sënn virun zwee, dräi Deeg gemaach huet, wou en déi Zuelen do freet -, déi an der Lescht um Dësch leien, och ganz daitlech beleeeën, dass scho virun deem neie Gesetz iwwert den Asyl vun 2006 d'Zuelen zu Lëtzebuerg wéi am Rescht vun Europa réckleefeg sinn. Dass et also häerzlech wéineg mat deem Gesetz ze dinn huet, wann déi Zuele réckleefeg sinn, mä et huet mat Realitéiten ze dinn, mat battere Realitéiten an deene Länner, aus deenen déi Leit fortginn, oder

eben elo net méi fortginn, well se fir sech de Choix kënnen treffen, nawell dozebleiwen. Dat ännert d'Fluxé vun den Demandeurs d'asile. Dass et duerfir muss awierken an eist Gesetz, huet an deem Sënn näischt geännert.

A wann déi Zuele réckleefeg sinn, da soll een och d'Eierlechkeet hunn - an ech mengen och, dass den Här Schmit déi huet -, fir kloer ze soen, dass et näischt mat deem Gesetz ze dinn huet, wann déi Zuele réckleefeg sinn, mä mat anere Faiten, op déi mer als klenge Lëtzebuerg Land relativ wéineg Afloss hunn, an net iwwert dat Gesetz a scho guer net iwwer esou eng Lëscht.

Drëtt a lescht Remarque, fir dann awer och vun der Geleeënheet ze profitéieren fir den Här Schmit ze froen - elo si mer den 2., 3. Juli -, wat mer an den nächste Wochen ze erwaarden hu vun Expulsiounen. Ass do virgesinn, dass Leit ausgewise ginn? Wa jo, mat wéi enge Kritäre sinn déi Leit ausgesicht ginn, a wéi gedenkt d'Regierung dat ze maachen an den nächste Wochen, fir sech net erëm eng Kéier mussen de Virwurf maachen ze loossen, si wëllt vun der dëfster Sommervakanz profitéieren fir Leit aus dem Land ze bréngen, op eng Aart a Weis, déi net ëmmer déi richteg wär?

Mir wäer frou, wann de Minister eis kéint a senger Äntwert kloermaachen, dass dat, wat hei zu Lëtzebuerg an den nächste Woche geschitt, vun A bis Z op all de Punkten och wierdeg ass.

Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Braz. D'Wuert huet elo den Här Jaerling.



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

Chamber TV
weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um
Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Mardi,
3 juillet 2007

» **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*).- Merci, Här President. Also ech si vollkommen dem Här Braz senger Meenung an där Fro do, well et einfach och fir mech kee Sënn mécht, dass een eng prélabel Lëscht mécht iwwer Länner, an deene Konfliktsituatiounen sinn, a wou ech mer och ganz oft Gedanken iwwer verschidde Länner maachen, wann ech gesinn, dass gesot gëtt, dass do keng Konfliktsituatiounen sinn, an dann, wou ech déi Länner awer e bësse kennen, ech awer ganz kloer weess, wat do wierklech leeft.

An da froen ech mech, wien dohinner kucke geet, fir déi Situatiounen festzustellen, a wien da wierklech do och herno am Endeffekt d'Verantwortung dréit, fir Leit a Länner zréckzeschécken, wou een am Virfeld weess, dass hiert Liewen net sécher ass.

An och ech géif och dem Här Braz bäfflichten, wann hie freet, wat dann elo vun Expulsiounen hei am Summer an där nächster Zäit virgesinn ass. An ech géif dann emol virschloen, anstatt Expulsiounen ze maachen, fir Verschiddener aus der Regierung an aus de Regierungsreihe vläicht emol an déi Länner an d'Vakanz ze schécken zwee Méint, fir dass se do solle kucken an datselwecht emol vläicht erliwien, wat déi Leit dohannen erliwien a wat déi do musse matmaachen. Vlächicht komme se da geheelt erëm, an da komme méi mënschlech Aspekt an deem Zesammenhang do op d'Tapéit.

» **M. le Président**.- Den Här Minister Nicolas Schmit huet d'Wuert.

(*Interruption*)

» **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*.- Hutt keng Angscht.

Mir diskutéieren elo zu relativ spéider Stonn iwwer e ganz seriösen a sensible Problem. Ech wëll net nach eng Keier dorop agoen, wat hei scho gesot ginn ass iwwer d'Transparenz. Ech hunn déi Lëscht net nëmmen erkläert, ech hunn och der Chamberskommission eng Rei vun Dokumenter zoukomme gelooss, wou se sech konnt informéieren, wéi et iwwerhaapt zu där Lëscht komm ass, wat d'Basis ass vun där Lëscht, wou Lëtzebuerg sech och drun inspiréiert huet.

Loosst mech ee Wuert soen zu der Fro: Firwat eng Liste de pays sûrs?

Et ass ganz einfach dat heiten: Et gëtt Länner, wou net nëmme Lëtzebuerg, mä eng ganz Rei aner Länner unerkennen, dat et op der Basis vun der Conventioun vu Genève, déi jo d'Grundlag ass vum ganzen Asylrecht, keng Ursache gëtt, dat Leit, déi aus deene Länner kommen, eigentlech an engem anere Land Asyl froen, well d'Situatioun am Prinzip an deene Länner esou ass, dat et keng systematesch Verletzungen vun de Mënscherechter an deene Länner gëtt. Dat ass den Ausgangspunkt vun der Schafung vun enger Liste de pays sûrs.

Ech deelen natierlech déi Kritik, dat et leider net méiglech war, eng europäesch Lëscht opzestellen, déi an deene 27 Länner vun der Europäescher Unioun valabel wier. Bis ewell war dat net méiglech, obwuel dat an der Direktiv virgesinn ass, mä ech géif awer net komplett verzweifelen, well et ass ganz sécher, well mer wëllen an d'Richtung goen vun engem eenheetlechen Asylsystem an Europa, da kann ee sech jo net virstellen, dat mer net esou Lëschten hunn. Well jo en eenheetleche System vum Asyl an Europa heescht, dat en Demandeur d'asile aus engem Land x d'nämlechte an alle 27 Länner vun der Europäescher Unioun traitéiert gëtt.

Nun, et muss ee jo soen, dat fir e Land, wat op esou enger Lëscht figuréiert, dat jo keng Onéier ass. Dat ass jo eigentlech d'Unerkennung, dat an deem Land d'Mënscherechtssituatioun korrekt ass, dat et also eigentlech keng Ursach gëtt fir Bierger aus deem Land, fir an engem anere Land Asyl ze froen.

Nun, firwat hu mer esou eng Lëscht gemaach? Majo, well mer feststellen, dat aus e puer Länner, wou déi dote Kritären absolut zoutreffen, dat heescht Länner, wou d'Mënscherechtssituatioun gutt ass, vlächicht net perfekt, mä no de Kritäre vun der Conventioun vu Genève gutt ass, mer nach ëmmer Leit kréien, déi aus deene Länner kommen an emol probéieren, hei zu Lëtzebuerg och Asyl ze froen.

2006 waren et 76 Demandes d'asile aus siwe Länner. Siwe Länner vun deenen eelef, déi op där Lëscht do stinn. Ech ginn lech och den Detail, wann Dir dat gär hätt. Dat ware 14,5% vun allen Demanden d'asilen. Dat schéngt lech elo alles geréng ze sinn, mä Dir musst jo wëssen och, wat den administrativen Opwand vun der Analys vun enger Demande d'asile duerstellt, y compris mat zwee Recoursen, plus herno natierlech, wann d'Leit déboutéiert ginn, alles dat, wat hannendru kennt.

Dëst Joer hate mer 26 Demanden aus deenen nämlechte siwe Länner. Dat ware bis ewell an de Juni eran 13% vun de globalen Demanden.

Zu de Länner, déi concernéiert sinn, gehéiert Albanien. Do stellen ech fest, dat mer haut mat Albanien en Accord maachen iwwer a) Stabilisation et association, wou als éischte Prinzip drasteet, dat Albanien net nëmmen den État de droit muss unerkennen, mä och d'demokratesch Fräiheeten, Wahle maache muss a Respekt virun de Bierger hunn. Ou bien ass dat falsch? Dann dierfe mer den Accord herno net stëmmen, oder Albanien gëtt haut ugesinn als e Land, wou vlächicht net alles perfekt ass, mä mat deem een esou en Accord ofschléisse kann.

Ech hunn da vun der Vendetta schwätzen héieren, déi an Albanien effektiv praktizéiert gëtt. De Punkt ass deen, dat et d'Vendetta als Praxis nach op anere Plazen an Europa gëtt,...

(*Interruption*)

Zum Beispill, Dir hutt et gesot.

...mä awer och net an der Conventioun vu Genève virgesinn ass. Wann et esou ass, dat d'Vendetta muss als e Grond ugesi ginn, fir engem Asyl ze ginn, da muss mer nach ville Leit, y compris aus Europa, esou e Statut ginn. Ech mengen, do muss een einfach och e bëssen op d'Texter zréckkommen.

En anert Land, vun deem ech hei wëll schwätzen, aus deem mer eng grouss Communautéit vu Leit hei hunn, ass Montenegro. Ech mengen, Dir hutt gesot, mir sollen dohinner an d'Vakanz goen. Effektiv, honnerttausenden Europäer ginn a Montenegro an d'Vakanz! An ech war eng Visite dohi maachen, net an d'Vakanz.

» **Une voix**.- Gitt e bësse méi laang! Gitt e bësse méi laang!

» **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*.- Jo, mä, déi sti jo net op der Lëscht. Wann ech mech net iren,...

(*Interruption*)

...stinn déi do net op där Lëscht, déi Dir vlächicht viséiert. Montenegro ass ouni Zweifel e Land, wou d'Standardde vun de Mënscherechter absolut respektéiert ginn.

Dat heescht natierlech, dat ech verstinn, dat och Leit aus Montenegro op Lëtzebuerg wëllen immigréieren. Mä dat ass eng ganz aner Fro, an doriwwer muss mer ons Gedanke maachen. Wann ee wëllt op Lëtzebuerg immigréieren aus Montenegro, da muss mer e Kader schafen, fir legal Immigratioun aus Montenegro ze organiséieren.

Et geet awer net, dat Leit aus Montenegro kommen an hei emol probéieren, iwwert den Asyl Immigratioun ze produzéieren. Dat ass einfach net akzeptabel. An duerfir ass déi Lëscht och do, fir dat kloerzemaachen a fir och déi Weeër vun der Immigratioun dann net zouzemaachen, mä zumindest méi schwierig ze maachen.

Elo op déi puer Elementer, déi ugeschwat gi sinn. Zu der Transparenz hunn ech gesot, dat et mengen, dat mir dat ganz seriö gekuckt hunn. Mir hunn och Sourcen. Mir hunn natierlech och an der Europäescher Unioun d'Méiglechkeet, mat anere Länner ze schwätzen. Deen Erfahrungsaustausch, dee gëtt et och elo schon.

Déi Réseaux d'information, vun deenen den Här Bettel geschwat huet, déi existéieren schon. Ech brauch also net um nächste Conseil esou eppes ze proposéieren. Déi kéint een natierlech vlächicht verbessern, mä déi gëtt et elo schon, wou d'Länner sech gewësse Standardde ginn an och analyséieren, wéi d'Situatioun an deem engen oder deem anere Land ass.

Also, ech mengen d'Transparenz hei an deem Dossier, déi war do. An et ass net Usus d'ailleurs, dat e Minister, wann et sech ëm e Reglement handelt, bei d'Chamberskommission geet a mat der Chamberskommission iwwer e Reglement diskutéiert, och wann ech dat eng ganz normal Saach eigentlech fannen.

Eng Absence de mécanismes de contrôle gëtt virgeworf. Et gëtt gemaach wéi wann deen, deen aus engem Pays sûr géif kommen, guer keng Rechter hätt. Nun ass et awer ganz kloer, dat am Gesetz selwer déi Persoun individuell d'Recht huet, dat säin Dossier esou seriö gekuckt gëtt wéi iergendengem anere säin Dossier. Also, säi Recht eng Demande ze stellen ass assuréiert. Säi Recht, dat déi Demande seriö gekuckt gëtt, ass assuréiert. Mä ech mengen, wann et vu virera feststeet, dat natierlech dat Land awer net bekannt ass fir gréisser Violatiounen vu Mënscherechter, da muss een natierlech och deene Servicer erlaben, dat aus deem Bléckwénkel ze kucken.

D'Décisioun, déi aus där administrativer Prozedur do erauskënn, déi ass absolut ataquabel virun engem Gericht. Et ass also eng Procédure accélérée, dat heescht, déi Persoun huet e Recours, absolut, mä net nëmmen huet se Recours, den Tribunal huet och nach dobäi d'Recht, net nëmmen déi Décisioun ze annulléieren. Wann Elementer an deem Dossier wieren, déi géifen dozou féieren, dat eventuell déi Persoun awer e Recht hätt, soit op Asyl oder op eng Protection subsidiaire, dann huet d'Gericht absolut d'Méiglechkeet, déi Décisioun ze reforméieren, dat heescht, selwer praktesch eng Décisioun contraire zu där administrativer ze huelen. Et ass also en absolute Contrôle do.

Also, ech mengen, schnell Prozeduren, dat ass schéi gesot. Esou eng Prozedur ass awer net expéditif, déi dauert awer schon e puer Méint. Et kann een also net soen, dat d'Rechter vun deem, deen do eng Demande stellt, einfach annulléiert wieren.

Mir wëlle besonnesch an deenen dote Fall schnell Prozeduren, well et net normal ass, Leit laang an enger Asylprozedur ze hunn, déi eigentlech vu virera kee Recht op Asyl hunn. Et gëtt aner Länner, déi maachen dat wierklech expéditif. Do weess een nämlech no sechs Deeg, ob een iwwerhaapt an eng Procédure d'asile kënn oder net; Länner vun der Europäescher Unioun. Dofir awer och ze soen, déi Zäit, déi ee mat Leit verbéngt, déi kee Recht op Asyl hunn, déi Zäit an och déi Suen, déi hu mer net, fir an déi Leit ze stichen, déi wierklech e Besoin vun Asyl hunn.

D'Period de validité. Natierlech ass esou eng Lëscht ëmmer Sujet fir revidéiert ze ginn. Wa sech d'Situatioun an engem Land ännert, da muss esou eng Lëscht adaptéiert ginn. Ech kéint mer och net virstellen, dat een dee Prinzip géif applizéieren. Wa bruesquement an engem Land géif en Ärschwong kommen, da géif een dat natierlech och viraussichtlech schon ännern.

Op déi Recommandation du Comité contre la Torture ee Wuert. Do muss ech feststellen, dat an de Recommandatiounen vun deem Comité contre la Torture vun den Nations Unies bei den Aspects positifs opgefouert gëtt ënnert dem Punkt G - ech weess net, ob den Här Bettel déi Recommandatiounen alleguer gelies huet, an ech liesen lech se, dat Der se gesitt -...

(*Interruption*)

Mir kréien also eng Félicitatioun vun deem Comité. Ech liesen lech se, et ass net laang: «Les garanties contenues dans le règlement grand-ducal fixant une liste de pays d'origine sûrs au sens de la loi du 5 mai 2005 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection qui sont conformes à l'article 3 de la Convention.» Ech stellen also fest, dat dee Comité contre la Torture ons félicitéiert dat Reglement an där doter Form geholl ze hunn. Dat weist also, dat déi Kritiken, déi den Här Bettel hei ugefouert huet, net justifiéiert sinn, an dat d'Rechter vun den Demandeurs d'asile och aus deene Länner do voll respektéiert sinn.

Wat elo d'Éloignement ubelaangt, do sinn ech...

» **M. Xavier Bettel** (*DP*).- Den Här Schmit huet mir elo hei Wieder an de Mond gesat, Här President. Ech hu just gesot, dass de Comité contre la Torture iwwert d'Réckféierungen diskutéiert huet.

» **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*.- Ech hu jo d'Recht hei och dat doten ze zitieren.

» **M. Xavier Bettel** (*DP*).- Jo, okay. Mä ech hunn dat awer net behaapt, Här President. Duerfir wollt ech de Minister awer richtegstellen, well hien huet mer Wieder an de Mond gesat.

» **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*.- Ech wollt lech dat just rappéléieren. Vlächicht hat Der dee Passage net gelies.

(*Interruption*)

» **M. le Président**.- Här Bettel, Dir sidd ganz richtig verstane ginn. Den Här Schmit fiert elo weider.

» **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*.- Ech wollt lech also soen, dat ech absolut d'accord sinn, fir deen trageschen an haarde Moment vun Éloignement esou human a korrekt ze gestalten wéi méiglech.

Éischtens, muss ech soen, hu mer eng Charte des valeurs de la Police grand-ducale. Och do si gewësse Kritären a Rechter a Manéiere kloer definéiert. Ech sinn net fir d'Police zoustänneg. Et ass awer d'Police, déi déi Operatioun mécht. Ech hunn an deem neien Immigratiounsgesetz virgesi ganz kloer e Reglement ze huelen,

wou och dee Code de conduite bei Éloignement dra virgesinn ass, an d'Rechter vun deene Persounen, déi éloignéiert ginn, kloer definéiert sinn. Duerfir kann ech mech mat e puer klengen Ännerunge mat där Proposition vun enger Motioun vum Här Bettel d'accord erklären.

Nun hunn ech nach e puer aner Froen gestallt kritt, Här President.

» **M. le Président**.- Jo.

» **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*.- Ech wëll ganz schnell dorop agoen. Hunn ech nach Zäit?

» **M. le Président**.- Jo.

» **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*.- Jo, da maachen ech dat ganz schnell.

Ech ginn dem Här Braz Recht. Ech hunn nach ni gesot - hie géif mech ni héieren esou eppes soen -, dat, well mer esou e formidable Asylgesetz hätten, duerfir wieren hei zu Lëtzebuerg d'Zuele vun den Demandeurs d'asile zréckgaangen. Mir hunn hei e generellen Trend an Europa, wou vill Facteurs matspillen, an net nëmme gloriéiser, déi explizéieren, dat d'Zuel vun den Demandeur d'asilen zréckgeet.

Dat wëllt awer net heeschen, dat d'Zuel vun illegaler Immigratioun och zréckgeet. Mä mir stelle fest, dat et ganz oft Leit gëtt, déi net méi probéieren iwwerhaapt Asyl ze froen, well se wëssen, dat se eigentlech net aus engem Land kommen, wou se eng Chance hunn Asyl ze kréien, an da ganz einfach awer kommen an ënnerdauchen a probéieren iwwert déi Manéier ze iwwerliwien. Dat ass einfach eng Feststellung an doudsécher och keng Condamnatioun.

Mir hunn 2006 523 Demande d'asile gehat. Dat ass nettemmanner wéi déi Jore virun. Mir hunn 2006 37 Leit de Statut ginn. Mir hu Refusé gehat vu 496. Elo muss een awer wëssen, dat eng grouss Zuel vun deene Refusé Leit sinn, déi ënner anerem schon an anere Länner Asyl gefrot haten; dee berühmte System Dublin. Dat sinn also Leit - déi 184 Leit -, déi schon iergendwou anescht probéiert haten, déi also dofir hei zu Lëtzebuerg kee Recht méi kritt hunn, fir Asyl ze froen.

Mir hate vun deene 496 Refusen, déi mer 2006 ausgeschwat hunn, 21 Procéduren accélérées. 21! Dat weist also, dat mer net en Abus maache vun där Procédure accélérée. Här Bettel, Dir musst dat vlächicht nolauschteren. Mir maachen also keen Abus vun där Procédure accélérée!

(*Interruption et hilarité*)

» **Une voix**.- Da laacht hien.

» **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*.- 2007 - wollt ech lech soen - hate mer bis ewell 86 Leit, déi de Statut kritt hunn. Mir hunn enger Persoun e Statut vu Protection subsidiaire ginn. Dir kënn lech also elo d'Fro stellen, firwat wéineg Leit d'Protection subsidiaire kréien. Mä ganz einfach: Wann et en Doute gëtt, gi mer de Leit léiwier de Statut direkt wéi d'Protection subsidiaire, well hir Rechter am Statut vum Réfugié nettemm besser si wéi déi vun der Protection subsidiaire.

Dat lescht Wuert, Här President, dat ass d'AO Ten. Mir haten 157 Demanden, a mir hu 77 Persounen oder 76 - ech kucken et no - AOTe ginn, a 77 Refusen. Dat heescht, eng op zwou Demanden gëtt positiv beantwort.

Ech soen lech villmools Merci.

» **M. le Président**.- Merci, Här Minister.

Motion 1

Mir kommen dann zur Motioun, déi den honorabelen Här Bettel hei déposéiert huet. Den Här Minister huet gesot, dass hien déi kéint akzeptéieren wa gewësse Formulatiounen, wann ech dat richtig verstane hunn, géife geännert ginn.

(*Interruption*)

Här Minister, wann ech lech richtig verstane hunn, hutt Der gesot, Dir géift d'Motioun unhuelen ënner Modifikatiounen vu verschidde Formulatiounen?

» **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*. - Ech mengen, wann do steet «situations précaires dans lesquelles se déroulent», dat ass e Jugement de valeur. Ech mengen, do sinn d'Situatiounen fir jiddfereer schwiereg. Net nëmme fir deen, deen éloignéiert gëtt, mä besonnesch fir déi Agente vun der Police, déi éloignéieren. Dat Wuert «précaire» schéngt mer e bëssen exagéiert ze sinn. Wann Der «difficile» sot, kann ech et akzeptéieren. Mä «précaire» schéngt mer, wéi wa mer dat op eng Manéier...

» **M. le Président**. - Gutt, mir hunn «précaires» duerch «difficiles» ersat. Ass soss nach eppes?

(Négation)

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- *considérant les situations difficiles dans lesquelles se déroulent les éloignements forcés des demandeurs d'asile;*

- *considérant l'absence d'observateurs indépendants lors des procédures d'éloignement;*

- *considérant les recommandations du CAT (Comité contre la Torture des Nations Unies) à l'adresse du Gouvernement luxembourgeois dans son dernier rapport;*

invite le Gouvernement à

- *autoriser la présence d'observateurs des droits de l'Homme ou de médecins indépendants à l'occasion de tous les éloignements forcés.*

(s). *Xavier Bettel, Félix Braz, Henri Grethen, Aly Jaerling, Laurent Mosar.*

Da komme mer zum Vote vun der Motioun.

Vote

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wien d'accord ass mat där Motioun, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech gesinn, d'Motioun ass à l'unanimité uegoholl.

Da komme mer zu deenen zwee leschte Projete vum Ordre du jour vun haut, de 5706 an de 5712. Obschonn déi zwee Projeten, wat de Fong ubelaangt, verschidde Fongen hunn, sinn et awer Projeten, déi allen zwee d'Europäesch Unioun mat Albanien betreffen. Deementspriedend géif ech proposéieren, dass den honorabele Rapporteur vun deenen zwee Projeten de Rapport vun deenen zwee Projete géif beienee maachen, wann d'Chamber domat d'accord ass.

(Assentiment)

Ech gesinn, dat ass de Fall. Dann huet den honorablen Här Angel d'Wuert, fir hei déi zwee Projeten ze presentéieren. Här Angel!

13. 5706 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part, et de son Acte final, signés à Luxembourg, le 12 juin 2006

5712 - Projet de loi portant approbation du Protocole d'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République d'Albanie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier dans la République d'Albanie ou les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas), signé à La Haye, le 9 juin 2005

Rapports de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

» **M. Marc Angel** (LSAP), *rapporteur*. - Här President, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, selbstverständlech sinn ech d'accord, déi zwee Rapporten zesummen ze maachen.

Beim Projet de loi 5706 geet et am Fong ëm d'Approbatoun vun engem sougenannten ASA, en Associatiouns- a Stabiliséierungsaccord zwëschen der Europäescher Gemeinschaft an hire Mitgliedlänner mat der Republik Albanien. Mir wëssen, dass all d'Länner am Westbalkan - dat heescht Albanien, Bosnien-Herzegowina, Kroatien, Serbien an och de Kosovo a Montenegro - säit dem Europäesche Conseil vu Feira a Portugal am Juni 2000 de Statut vu potenzielle Bättrétskandidaten hunn. Dëst gouf och nach eng Kéier am Juni 2003 beim Conseil vun Thessaloniki bestätegt. Sou ass déi berühmten Thessaloniki-Agenda entstanen.

Doraus huet sech dann och de sougenannte Stabiliséierungs- an Associéierungsprozess entwéckelt, deen op dräi Saile baséiert:

Éischters geet et dobäi ëm eng Offer vun Ureizer am politeschen an am ekonomesche Beräich. Zweetens, eng Verflüchtung vun alle Balkanlänner fir grouss, ëmfaassend Reformen ze realiséieren. An drëttens gëtt d'Wichtigkeet an d'Noutwendegkeet ënnerstrach vun enger intensiver regionaler Zesummenaarbecht. An et ass dat, wat, mengen ech, ganz wichteg ass, fir och an där Regioun eng Stabiliséierung ze kréien, dass déi Länner zesummeschaffen.

Dee ganze Stabiliséierungs- an Associatiounsprozess gëtt och finanziell vun der EU begleet. Zwëschen 2000 an 2006 si 4,6 Milliarden Euro an déi Regioun gefloss.

E ganz wichtige Moment an deem Stabiliséierungs- an Associatiounsprozess ass den Ofschloss oder d'Ënnerschreiwe vun engem sougenannten ASA, fir dee mer jo haut hei mussen den Accord ginn. Et gëtt schonn esou ee mat der Republik Mazedonien a mat Kroatien. An den 12. Juni 2006 ass den ASA zwëschen Albanien an der Europäescher Gemeinschaft hei zu Lëtzebuerg ënnerschriwwen ginn.

D'Ënnerschreiwe vun esou engem Accord ass awer net d'Ënn vun deem ganze Prozess. Esou en Accord hëlleft engem Land - an an eise Fall ass et jo Albanien - sech op seng Mitgliedschaft ze preparéieren, andeems d'EU-Regelen a verschiddenen Domänen ageféiert ginn. An et ass duerno d'Ëmsetze vun deem sougenannten Accord, deen et dann erlaabt ze apprécieieren, ob d'Land prett ass fir deen nächste Schrëtt, dat heescht de Statut vum Kandidat.

Här President, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, e puer Wuert zu Albanien, dat jo schonn haut e puermol ugesprach ginn ass. Et ass e Land mat dräi Milliounen Awunner. 70% dovunner si Musulmanen, 18% Orthodoxer an 12% Katholiken. Et ass an där ganzer Regioun vum Westbalkan dat eenzeg Land, dat e Modell huet vu reliéier Toleranz. De Beweis dofir ass, dass déi meescht Mariagen interreligiéis sinn, dat ass an där Regioun do eng Ausnahm.

D'Land grenzt u Montenegro, u Kosovo a Serbien am Norden an u Mazedonien am Oste souwéi u Griichenland am Süden. Et ass niewent Moldawien dat ärmste Land hei am Europa, an et ass e Land, wou déi demokratesch Institutiounen funktionéieren, mä nach ëmmer äusserst fragile sinn.

Et ass e Land, dat, mengen ech, dee schwéiersten Héritage huet hei an Europa nom Zweete Weltkrich. Et hat e kommunistesche Regime, dee sech hermetesch vun Rescht vun der Welt ofgeschiermt huet. Et huet autark gelieft während e puer Jorzéngten an nom Doud vum Diktator '85 ass et nach net besser ginn. Et huet ee misse waarde bis zum Fall vun der Berliner Mauer.

1991 hat dat Land seng éischt fräi Wahlen an konnt sech dann entwéckelen. Et hat dann natierlech déi Malchance, an der Mëtt vun den 90er Joren ass déi ganz Wirtschaft zesummegebrach, well dee ganze Finanzsystem op deem sougenannten Pyramidesystem opgebaut war. Du koum et '97 zu enger grousser Kris, wat d'Albaner souguer haut nach e Krich nennen, et war e krichsähnlechen Zoustand, an et ass nëmme duerch eng multinational Force, déi vun Italien dirigéiert ginn ass, dass do konnt fir Rou gesuergt ginn. Et ass am Fong elo eréischt säit zéng Joer, säit 1997, wou dat Land sech konnt ënner normale Bedingungen entwéckelen.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Ee vun de richteg grouse Problemer an deem Land ass nach d'Korruptioun, dat ass dee gréisste soziale Problem. A laut Klassement vun „Transparency International“ ass Albanien op der Plaz 126 vun 133 Länner.

Wéi gesot, deen ASA, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ass en Deel vun där Roadmap, déi d'EU-Kommissioun opgestallt huet. An, wéi gesot, d'Ëmsetze vun deem ASA erlaabt et herno ze kucken, awéiwäit dat Land prett ass fir dee ganzen Integratiounsprozess.

No an no gëtt duerch deen ASA eng Fräihandelszon zwëschen der EU an Albanien installéiert. Zweetens ass an deem ASA beschriwwen, wat Albanien vum sougenannten Acquis communautaire iwwerhëlt, an hei si besonnesch vill Moosnamen am Domän vum Marché intérieur an am Domän vun der JAI. D'Ëmsetze vun deem ASA ass progressiv. Et dauert maximal zéng Joer, an zwou Etappen an et ass eng Revisioun am Mi-parcours virgesinn.

Dee ganzen Accord huet zéng Titele mat 137 Artikelen. En interessanten Artikel ass den Titel 2, wou et ëm de politeschen Dialog geet. Deen Dialog soll am Conseil de Stabilisation et d'Association stattfannen, mä och um Niveau vun héijen EU-Beamten an albanesche Beamten. Den Accord gesäit och, am Artikel 10 an 122, den Dialog vir am Kader vun där sougenannter Commission parlementaire de Stabilisation et d'Association, wou EU-Parlamentarier an och albanesch Parlamentarier dra sinn.

Mir hunn an der aussepolitischer Kommissioun, an dat steet och am Rapport, eis Meenung ausgedréckt, dass et och wichteg ass, dass déi national Parlamentarier vun deene 27 EU-Länner mat Albanien an anere Länner, déi sech der EU nähere wëllen, sollen en Dialog féieren. Mir hunn dat gemaach, andeem mer hei an der Chamber d'Presidentin vun albanesche Parlament empfangen hunn an och mat anere Kommissiounen aus deene Westbalkanlänner scho Kontakt haten.

Den Titel 6 ass och nach ganz wichteg, wou et ëm d'Justice, d'Libertéiten an d'Sécherheet geet. Et geet do haaptsächlech drëm, d'Institutiounen an Albanien ze stäerken, souwéi den État de droit.

De Statsrot huet den 8. Mee dëse Projet de loi positiv aviséiert an en erënnert drun - an ech mengen dat ass dat Wichtigst -, dass esou en Accord de Stabilisation et d'Association fir déi Länner a Südosteuropa eng formidabel Incitatioun ass, fir ganz schweier politesch an ekonomesch Reformen duerchzuführen.

Ech ginn am Numm vun der LSAP den Accord zu dësem Projet de loi an ech wär frou, wann Dir deen herno och géift ginn.

Ech ginn dann iwwer zu deem nächste Projet de loi, dat ass de 5712.

Hei geet et ëm eis Zoustëmmung zum Protocole d'application vun engem sougenanntene Réadmissiounsofkommes zwëschen der Europäescher Gemeinschaft an deem nämlechte Land vun deem ech elo grad geschwat hunn, dat heescht, der Republik Albanien.

Den Accord zwëschen der Europäescher Gemeinschaft an Albanien ass, wéi all Accord communautaire, d'application directe a brauch also hei net ratifizéiert ze ginn. Mir mussen hei just d'Approbatoun iwwert de Protocole d'application ginn. No der Ënnerzeechnung vun esou engem Accord de réadmission zwëschen der Europäescher Gemeinschaft an engem Drëttland kënnen d'Memberstaten op bilateraler Basis mat deem Land, wat concernéiert ass, e Protocole d'application ausschaffen. Den Objet vun esou engem Protocole d'application ass et, déi praktesch Be-

stëmmunge fir d'Ausféiere vum Accord de réadmission festzeleeën.

Holland, Belgien a Lëtzebuerg ware sech ganz séier eens, esou ee Protocole d'application zesummen ze maachen an dat am Kader vum Benelux ze négociéieren. Holland huet hei de Lead geholl an huet am Numm vu Belgien a vu Lëtzebuerg d'Verhandlung mat Albanien geféiert.

Dëse Protocole d'application regelt also d'Readmissioun vun de Leit, déi sech illegal an Albanien oder an de Beneluxlänner ophalen. E gouf den 9. Juni 2005 zu Den Haag ënnerzeechent.

Ganz kuerz e puer Dispositiounen aus dem Protocole. Et geet haaptsächlech ëm d'Modalitéite vun der Prozedur wéi eng Demande de réadmission duerchgeféiert gëtt. De Protocole d'application gesäit och de Wiessel vu Koordinaten an Informatiounen vun deenen zoustännegen Autoritéite vir. Zum Beispill gëtt festgehalten, op wéi enge Grenzpunkten, Grenzpassagen déi betrafte Persounen transferéiert ginn oder op wéi enge Grenzpunkten d'Readmissioun stattfënn. Och d'Fro vun eventuelle Remboursementer, wat d'Fraisen ubelaangt, besonnesch wa beim Transit Fraisens entstinn, gëtt an esou engem Protocole d'application geregelt.

Och zu dësem Projet wollt ech am Numm vun der LSAP den Accord ginn a géif lech bieden, dat nämlecht ze maachen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

» **Plusieurs voix**. - Très bien!

» **M. le Président**. - Merci, Här Rapporteur. Ech wëll am Numm vun deenen anere Fraktiounen dem Här Rapporteur Merci soe fir deen exzellente Rapport, an d'Regierung schléisst sech de Félicitatiounen an dem Merci un. Deementspriedend komme mer elo zur Ofstëmmung, fir d'éischt vum Projet de loi 5706, dem Accord de stabilisation et d'association.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5706 et dispense du second vote constitutionnel

» **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Et wär nach vill ze soe gewiescht!

(Hilarité)

» **M. le Président**. - Här Gibéryen, et geet nach duer, Dir kënnt d'Wuert nach kréien.

» **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Här President, mir si leider mam Vote amgang.

» **M. le Président**. - Zu deem zweete Projet!

(Hilarité)

» **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Neen, ech wollt zum éischten eppes soen!

(Hilarité)

» **M. le Président**. - Gutt.

Den Accord de stabilisation ass eestëmmeg uegoholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Lucien Clement), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Glesener), MM. Fred Sunnen (par M. Marc Spautz), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Gilles Roth);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich,

Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. John Castegnaro), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den Här Goerens huet d'Wuert gefrot.

»»» **M. Charles Goerens (DP).**- Ech konnt beim zweete Vote net ofstëmmen, ech géif lech awer bieden, mäin Accord festzehalen.

»»» **Plusieurs voix.**- Den zweete Vote kënn eréischt.

»»» **M. le Président.**- Mir hunn eréischt den éischte Vote elo gemaach.

(Hilarité)

Et ass näischt, Här Goerens. Dat do ka jiddferengem geschéien.

(Hilarité)

»»» **Mme Anne Brasseur (DP).**- Den Här Goerens ass senger Zäit ebe viraus!

»»» **M. le Président.**- A villem, jo.

Sou, elo komme mer zum Vote vum Projet de loi 5712.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5712 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5712 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marc Spautz), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Weiler), MM. Fred Sunnen (par M. Marcel Oberweis), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Patrick Santer);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Romain Schneider), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. John Castegnaro), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Henri Grethen), Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Aarbechte vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.01 heures)

Sommaire des séances publiques

Dépôt de deux projets de loi	page 457
Interpellation de M. Claude Meisch au sujet de la politique familiale et des mesures permettant de concilier la vie familiale et la vie professionnelle	pages 457-470
5676 - Projet de loi relatif à la construction d'un nouvel Hôtel de la Justice de Paix à Esch-sur-Alzette	pages 470-472
Communications	pages 472-473
5496 - Débat d'orientation sur la chasse	pages 473-482
Question avec débat N°16 de M. Félix Braz relative à l'accord-cadre «câble» - Passage à la télévision numérique pour le 31 janvier 2008	pages 482-483
5638 - Projet de loi portant approbation de l'Accord OTAN sur la communication, à des fins de défense, d'informations techniques, fait à Bruxelles, le 19 octobre 1970 et	
5650 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur le statut des Forces Armées Danoises, Grecques, Italiennes, Luxembourgeoises, Norvégiennes, Portugaises, Espagnoles et Turques lors d'un séjour temporaire en République fédérale d'Allemagne, ainsi que les Déclarations sur la juridiction pénale, signés à Bonn, le 29 avril 1998	page 484
Hommage à la mémoire de M. Robert Prüssen, Député honoraire	page 485
Communications	pages 485-486
Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés	page 486
Ordre du jour	page 486
Dépôt d'une proposition de loi	page 486
Dépôt d'un projet de loi	page 486
Heure de questions au Gouvernement	
- Question N°208 du 2 juillet 2007 de M. Gilles Roth relative au projet de la tangente Ouest et à l'élargissement de l'autoroute A6, adressée à M. le Ministre des Travaux publics	page 486
- Question N°209 du 3 juillet 2007 de M. Xavier Bettel relative à l'implantation de la nouvelle «Fixerstuff» à Luxembourg-Bonnevoie, adressée à M. le Ministre des Travaux publics	pages 486-487
- Question N°210 du 2 juillet 2007 de Mme Lydie Err relative au maintien de l'organisation des Mujahidines du peuple d'Iran sur la liste des personnes, groupes et entités considérés comme terroristes par l'Union européenne, adressée à M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration	page 487
- Question N°211 du 2 juillet 2007 de M. Félix Braz relative à l'application de l'article 86 du règlement grand-ducal du 7 juillet 2003 portant exécution de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics dans le contexte des délais de paiement accordés par le Centre commun de la Sécurité sociale, adressée à M. le Ministre des Travaux publics	page 487
- Question N°212 du 3 juillet 2007 de M. Marco Schank relative à la production de biogaz au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Environnement	pages 487-488
- Question N°213 du 3 juillet 2007 de M. Robert Mehlen relative à l'abus d'alcool, adressée à M. le Ministre de la Santé	page 488
- Question N°214 du 2 juillet 2007 de M. Roger Negri sur les premiers constats relatifs à l'interdiction de dépassement pour les poids lourds sur les autoroutes, adressée à M. le Ministre des Transports	page 488
- Question N°215 du 3 juillet 2007 de M. Xavier Bettel relative à la cohabitation entre jeunes victimes et agresseurs au sein du Centre socio-éducatif de Dreibern, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration	pages 488-489
- Question N°216 du 2 juillet 2007 de Mme Viviane Loschetter relative à la résolution 1557 (2007) et à la recommandation 1799 (2007) du Conseil de l'Europe concernant l'image des femmes dans la publicité, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances	page 489
- Question N°217 du 3 juillet 2007 de M. Robert Mehlen relative à l'impact d'organismes génétiquement modifiés sur les populations d'abeilles, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	page 489
- Question N°218 du 3 juillet 2007 de M. Claude Adam relative au problème de la reproduction mécanique d'œuvres protégées (photocopie et imprimante), adressée à Mme la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche	page 489
Question avec débat N°22 de M. Xavier Bettel relative à l'instauration du «modèle suédois» qui interdit la prostitution et prévoit la pénalisation des clients	pages 489-491
Question avec débat N°23 de M. Marco Schank relative au Musée de l'Ardoise de Haut-Martelange	page 491
5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution	pages 492-496
5656 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État	page 496
Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des procédures d'asile	pages 497-500
5706 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part, et de son Acte final, signés à Luxembourg, le 12 juin 2006 et	
5712 - Projet de loi portant approbation du Protocole d'application de l'Accord entre la Communauté européenne et la République d'Albanie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier dans la République d'Albanie ou les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas), signé à La Haye, le 9 juin 2005	pages 500-501

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1485	M. Ben Fayot	Équivalence entre les systèmes de congés payés luxembourgeois et allemand «SOKA-BAU»
1667	Mme Martine Stein-Mergen et M. Marcel Oberweis	Cours d'appui pour les candidats n'ayant pas réussi l'examen d'admission à l'armée
1697	M. Roger Negri	Pérennisation des emplois du groupe Fulflex
1700	M. Félix Braz	Participation du Luxembourg au réseau «European Migration Network»
1702	M. Félix Braz	Révision du règlement grand-ducal de 1989 sur les commissions consultatives communales pour étrangers
1710	Mme Martine Stein-Mergen	Amende record pour le cartel des ascenseurs
1716	M. Ben Fayot	Économies d'énergie dans le domaine de l'éclairage public
1719	Mme Martine Stein-Mergen et M. Marcel Oberweis	Centres Relais Innovation (CRI)
1724	M. Ben Fayot	Travaux de la commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre 1940-1945
1728	M. Ben Fayot	Parvis donnant sur l'entrée de la Bibliothèque nationale
1731	M. Marcel Oberweis	Avenir du projet «Joint Hit Team»
1734	M. Claude Meisch	Concertation avec les acteurs économiques en vue d'une meilleure maîtrise de l'inflation
1743	M. Claude Adam	Sites Internet des écoles et lycées
1744	M. Xavier Bettel	Choix entre l'ambulance et l'hélicoptère en cas d'urgence médicale
1745	M. Ben Fayot	Réorganisation du budget opérationnel, du cadre du personnel et des compétences du Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA), du Service des Sites et Monuments (SSMN), de la Commission des Sites et Monuments (Cosimo) et du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
1746	M. Roger Negri	Introduction par l'Université du Luxembourg d'un cadre d'enseignement de niveau quasi-académique destiné aux personnes sans activité professionnelle
1748	M. Marcel Oberweis	Évolution de l'Espace européen d'enseignement supérieur
1751	M. Carlo Wagner	Application de la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services - Paiement d'indemnités de congé supplémentaires
1754	M. Robert Mehlen	Visites d'État et officielles par des chefs d'État ou de Gouvernement au Grand-Duché de Luxembourg
1756	M. Roland Schreiner	Entrée en vigueur d'un règlement grand-ducal précisant les matières, la structure et l'agencement à respecter par le règlement communal sur les bâtisses, les voies publiques et les sites
1757	M. Aly Jaerling	Fermeture du passage à niveau près de la gare ferroviaire de Rodange
1759	M. Roland Schreiner	Exploitation future de la ligne ferroviaire du nord
1760	Mme Colette Flesch	Collecte et publication de données statistiques harmonisées sur le secteur de la construction au niveau de la Grande Région
1761	M. Ali Kaes	Coordination des appels de secours
1762	Mme Martine Stein-Mergen et M. Marcel Oberweis	Mise en place d'une campagne de sensibilisation sur les risques liés au radon
1769	M. Henri Kox	Commerce d'animaux de compagnie
1775	Mme Marie-Josée Frank	Prise en charge psychosociale des détenus du pénitencier de Schrassig
1780	M. Robert Mehlen	Étude sur les compétences linguistiques des élèves de première
1781	M. Roland Schreiner	Remboursement des tarifs de maisons de soins et de Centres Intégrés pour Personnes Âgées (CIPA)
1785	Mme Sylvie Andrich-Duval	Application de la «loi antitabac» - Organisation d'événements privés dans des lieux publics
1790	M. Robert Mehlen	Loi sur les droits de succession dans le domaine agricole
1809	Mme Martine Stein-Mergen	Campagnes publicitaires de l'industrie pharmaceutique de type «Direct To Consumer» (DTC)
1832 urgente	M. Félix Braz	Interdiction de dépassement des autobus aux arrêts aménagés
1835 urgente	M. Charles Goerens	Virus H5N1 dans le département de la Moselle

Question 1485 (5.1.2007) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant l'équivalence entre les systèmes de congés payés luxembourgeois et allemand «SOKA-BAU»:

L'article 49 du traité CE établit le principe de la libre prestation des services à l'intérieur de la Communauté. Cette liberté comprend le droit pour un prestataire établi dans un État membre de détacher temporairement des travailleurs dans un autre État membre aux fins d'y prêter un service. La libre prestation de services ne peut être limi-

tée que par des réglementations justifiées par des raisons impérieuses d'intérêt général et dans le respect des principes de non-discrimination et de proportionnalité.

La directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services précise les règles impératives en vigueur dans le pays d'accueil qui doivent s'appliquer aux travailleurs détachés. De cette manière elle permet de garantir aux travailleurs pendant leur détachement le respect par leur employeur de certaines règles

protectrices de l'État membre dans lequel ils sont détachés. Ces règles portent notamment sur les périodes maximales de travail et les périodes minimales de repos, ou encore sur la durée minimale des congés annuels payés.

Dans le secteur du bâtiment en Allemagne, il existe un système de caisse de congés payés, nommée «SOKA-BAU». Cette dernière permet aux travailleurs d'accumuler leurs droits à congé acquis auprès de différents employeurs au cours d'une année. Les employeurs nationaux, ainsi que de-

puis 1997 ceux des travailleurs détachés, doivent verser des cotisations calculées conformément aux dispositions nationales. Conformément à la jurisprudence européenne dans les affaires Finalarte (arrêt du 25 octobre 2001, Finalarte et autres, Rec. 1999, p.I-7877), la Cour a jugé que les articles 49 et 50 CE ne s'opposent pas à ce qu'un État membre impose à une entreprise établie dans un autre État membre qui effectue une prestation de services sur le territoire du premier État membre, une réglementation nationale garantissant aux travailleurs détachés à cette fin par l'entreprise des droits à des congés payés, à condition: d'une part, que les travailleurs ne bénéficient pas d'une protection essentiellement comparable en vertu de la législation de l'État membre d'établissement de leur employeur, de sorte que l'application de la réglementation nationale du premier État membre leur apporte un avantage réel qui contribue de manière significative à leur protection sociale et, d'autre part, que l'application de cette réglementation du premier État membre soit proportionnée à l'objectif d'intérêt général poursuivi.

Or, «SOKA-BAU» ne reconnaît pas le système de congés payés appliqué par les entreprises luxembourgeoises comme équivalent au système allemand, et oblige par conséquent ces dernières à cotiser.

Il en résulte de fait une situation dans laquelle les entreprises en bâtiment luxembourgeoises sont discriminées en Allemagne, étant donné qu'elles doivent cotiser aussi bien dans les caisses luxembourgeoises que dans la caisse «SOKA-BAU». Toutes les entreprises détachant des travailleurs en Allemagne ne sont cependant pas inscrites à la même enseigne. En effet, «SOKA-BAU» a conclu des accords bilatéraux avec l'Autriche, la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark, permettant à ces derniers d'être exonérés des contributions à la caisse des congés payés allemande.

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'expliquer en quoi, selon les autorités allemandes, le régime de congés payés luxembourgeois est moins avantageux pour les travailleurs que celui exercé en Allemagne? S'il est, tout comme la Chambre des Métiers, d'avis que le système luxembourgeois est équivalent à l'allemand, Monsieur le Ministre envisage-t-il de négocier avec les autorités allemandes un accord, tel qu'il a été négocié entre l'Allemagne et les pays cités ci-dessus et permettant une exonération des cotisations à «SOKA-BAU»?

Réponse commune (29.5.2007) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement* et de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Dans son introduction à sa question N°1485 concernant le système des congés payés appliqué dans le secteur du bâtiment en Allemagne, l'honorable Député retrace très bien les antécédents de cette affaire.

Nous n'y reviendrons donc plus.

Nous tenons tout d'abord à informer l'honorable Député que nous partageons entièrement la position de la Chambre des Métiers que le système luxembourgeois est équivalent au système allemand.

Néanmoins, il y a lieu de signaler que toutes nos interventions à différents niveaux (ministériels et autres) n'ont pas su débloquer le problème et convaincre la «SOKA-BAU» (anciennement ULAG Urlaub- und Lohnausgleichskasse) de l'équivalence du système luxembourgeois des congés payés au système allemand.

Si «SOKA-BAU» a conclu des accords bilatéraux avec certains

États membres, la raison en est que ces États connaissent des systèmes comparables au système allemand (tel est par exemple le cas en France, en Autriche, en Belgique, en Italie et, dans une certaine mesure, aux Pays-Bas).

Entre-temps, la Commission de l'Union européenne s'est saisie de l'affaire. En effet, par une information à la presse datée du 4 juin 2002, elle a annoncé demander à la Cour de Justice des Communautés européennes de dire pour droit que la République fédérale d'Allemagne a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 49 CE en imposant aux sociétés qui sont situées dans un autre État membre et qui détachent de la main-d'œuvre sur le territoire allemand, de cotiser à la caisse allemande de congés, à moins qu'elles ne versent déjà une contribution à un organisme comparable.

Selon la Commission, l'article 1^{er}, paragraphe 3, du AentG ne respecte pas les deux conditions de validité de la législation contentieuse énoncées par l'arrêt Finalarte entre autres, à savoir protection unique et proportionnalité.

En effet, selon la Commission, les caisses de congés ne constituent pas la seule solution pour résoudre le problème de l'octroi de congés payés aux travailleurs: dans de nombreux États membres il existe des situations dans lesquelles la protection du travailleur ne se base pas sur des cotisations, mais sur la prise en charge directe par l'employeur des obligations en matière de congés.

En date du 14 décembre 2006, l'avocat général a présenté ses conclusions dans cette affaire (C-490/04) et est arrivé à la conclusion que la République fédérale d'Allemagne a manqué à ses obligations qui lui incombent en vertu de l'article 49 CE.

Aucun jugement de la part de la Cour de Justice européenne n'est pas encore intervenu à ce jour.

Question 1667 (29.3.2007) de **Mme Martine Stein-Mergen** et **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **cours d'appui pour les candidats n'ayant pas réussi l'examen d'admission à l'armée**:

Selon nos informations, des cours d'appui sont offerts depuis quelques années aux candidats qui n'ont pas réussi l'examen d'admission à l'armée.

Dans ce contexte nous aurions aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de la Défense:

- Combien de personnes ont fréquenté ces cours d'appui jusqu'à ce jour?

- Qui et combien de personnes assurent ces cours d'appui?

- Par quels moyens budgétaires le financement de ces cours est-il assuré?

- Quel est le taux de réussite à ces cours?

Réponse (27.6.2007) de **M. Jean-Louis Schiltz**, *Ministre de la Défense*:

La question parlementaire des honorables Députés a trait aux cours d'appui offerts aux candidats soldats volontaires qui n'ont pas réussi à l'examen d'admission à l'armée.

L'article 7 du règlement grand-ducal du 20 mars 2003 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 septembre 1967 déterminant le statut des volontaires de l'armée

prévoit en effet que: «L'armée peut offrir des cours d'appui dans les langues luxembourgeoise, allemande et française au candidat intéressé ayant échoué aux épreuves de la sélection.»

Les cours d'appui dont question ont été organisés dans les locaux des Centres Nationaux de Formation Professionnelle Continue (CNFPC) d'Esch/Alzette et d'Ettelbruck et dispensés par des enseignants des centres dont question.

Un cours d'appui comportait environ 15 leçons de deux heures comprenant des exercices dirigés et un programme de travail individuel à domicile.

Les cours en question ont été financés par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

Entre novembre 2003 et septembre 2005, sept cours d'appui ont été proposés aux candidats soldats volontaires ayant connu un échec lors d'une séance de recrutement antérieure.

L'accès à ces cours était limité aux candidats ayant obtenu une note légèrement insuffisante dans une ou deux branches.

Pendant la période susvisée 188 candidats ont profité de cette offre.

Sur ces 188 candidats 63 candidats ont réussi aux tests de connaissances d'une prochaine session de l'examen d'admission à l'armée, 58 candidats ont été refusés et 67 candidats ont abandonné soit pendant la période des cours d'appui, soit ne se sont pas présentés à une session de recrutement ultérieure.

Depuis septembre 2005, de tels cours n'ont plus été dispensés.

À noter cependant que le projet de réorganisation de l'armée comporte une composante substantielle ayant trait à la formation des soldats aux emplois publics et privés.

Question 1697 (23.4.2007) de M. Roger Negri (LSAP) concernant la pérennisation des emplois du groupe Fulflex:

Le groupe Fulflex, spécialisé dans la fabrication de produits à base de composés élastomères, a procédé au cours de l'année 2006 à des restructurations qui devaient engendrer un surcroît de travail au sein de l'entité luxembourgeoise pendant une période initiale de six mois. Cependant, après deux mois les chiffres ont été revus à la baisse, alors que la société avait embauché un nombre important de travailleurs en ayant recours au contrat à durée déterminée et à de la main-d'œuvre intérimaire. Enfin, en décembre 2006, la direction de la société a informé les partenaires sociaux que la charge de travail reviendrait à son niveau normal.

Aujourd'hui, la situation est très différente. En effet, il semble que plusieurs machines de production aient été transférées vers d'autres usines du groupe situées en Asie, alors que la filiale luxembourgeoise, implantée à Kehlen, risque à terme d'être réduite à un simple centre logistique, sans aucune activité de production. Il semble également qu'après le non-renouvellement de plusieurs contrats à durée déterminée arrivant à échéance à la fin du mois d'avril, de nouveaux licenciements soient d'ores et déjà prévus pour le mois de mai.

- Au vu de ce qui précède, j'aimerais savoir de la part de Messieurs les Ministres s'ils peuvent me confirmer ces faits et

allégations et, dans l'affirmative, si des démarches sont faites de leur côté pour aider à consolider les activités de production de la société Fulflex à Luxembourg et à pérenniser ainsi les emplois qui y sont liés.

Réponse commune (27.6.2007) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:

La société Fulflex S.A. sise à Kehlen, appartenant au groupe américain Fulflex Elastomeric Worldwide, produit des élastiques en plastique intégrés dans des couches pour enfants. Fulflex Elastomeric Worldwide fait quant à elle partie de la «The Moore Company», une entreprise familiale américaine.

Le groupe Fulflex Elastomeric Worldwide fait actuellement face à des difficultés financières et économiques. Au cours de l'année passée, le groupe a été contraint de se restructurer et a décidé de fermer deux unités de production aux États-Unis et en Irlande. Au cours de cette période Fulflex S.A. a fait temporairement face à un surcroît de travail puisqu'une partie des commandes des unités fermées a été traitée au sein de l'entité luxembourgeoise du groupe.

Récemment, le groupe a continué sa restructuration et a décidé de réduire de 50% les capacités de production du site luxembourgeois Fulflex S.A. et de transférer cette capacité de production vers son unité de fabrication à Singapour. Une ligne de production a d'ailleurs d'ores et déjà été transférée de Kehlen vers le site de Fulflex à Singapour.

Le secrétariat du comité de conjoncture a pris contact avec la société et rencontré le responsable de Fulflex S.A. afin d'évoquer différentes pistes applicables dans le cadre d'une politique de maintien dans l'emploi.

L'honorable Député s'inquiète de l'avenir de cette société au Luxembourg en tant qu'unité de production. Selon le responsable de Fulflex S.A. il n'est toutefois pas prévu à l'heure actuelle de réduire davantage les capacités de production de l'usine de Kehlen.

Par ailleurs, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur a pris contact avec les responsables de la «The Moore Company» et une réunion est prévue avec le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké, dans le cadre du prochain voyage de promotion économique aux États-Unis. Fulflex Elastomeric Worldwide a annoncé attendre les résultats de cette visite avant de procéder avec la restructuration de l'entreprise luxembourgeoise.

Question 1700 (24.4.2007) de M. Félix Braz (DÉI GRÉNG) concernant la participation du Luxembourg au réseau «European Migration Network»:

La Direction générale «Justice, liberté et sécurité» de la Commission européenne a mis en place un réseau spécialisé en matière de statistiques sur l'asile et l'immigration en Europe baptisé «European Migration Network». Selon son site Internet 17 États membres y sont présents. Le Luxembourg n'y figure cependant pas.

Je voudrais dès lors savoir:

- Quelles sont les raisons qui expliquent l'absence du Luxembourg dans ce réseau?
- Le Gouvernement entend-il rejoindre ce réseau?
- S'il s'avère que le Luxembourg y participe toutefois, quels sont les enseignements à en tirer?

Réponse (5.7.2007) de M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:

Le Réseau Européen des Migrations (REM) est une structure destinée à la collecte, l'analyse et la diffusion de données en matière d'asile et d'immigration en vue de soutenir le processus décisionnel de l'Union européenne dans ce domaine. Ce projet a été créé en tant que projet pilote en 2002 et il a touché à sa fin en 2006. Le Luxembourg attend actuellement les conclusions, voire les propositions concrètes de la Commission européenne en la matière.

Deux tendances sont actuellement avancées par la Commission, à savoir:

- 1) le futur REM consisterait comme dans le passé en un réseau de points de contact nationaux (indépendants des gouvernements), dont la Commission assurerait la direction générale et son développement futur;
- 2) la mise en place d'une agence communautaire pourrait être considérée comme une solution à plus long terme; une telle structure stable devrait pouvoir permettre au REM d'élargir l'éventail de ses missions.

Le Gouvernement est actuellement dans l'attente de propositions de la Commission quant à la future structure de ce réseau pour mieux pouvoir se prononcer. Il va de soi que le Gouvernement continuera à soutenir toute forme de collaboration permettant de rapprocher et d'harmoniser les politiques européennes en matières d'asile et d'immigration.

Question 1702 (24.4.2007) de M. Félix Braz (DÉI GRÉNG) concernant la révision du règlement grand-ducal de 1989 sur les commissions consultatives communales pour étrangers:

Lors de la Conférence nationale pour étrangers du 20 avril dernier, un bilan des conférences précédentes et des suites y données avait été présenté. On a pu entre autres y apprendre que la révision du règlement grand-ducal de 1989 sur les commissions consultatives communales pour étrangers est un souhait constant des conférences nationales depuis 1993. Il s'avère que le Conseil National pour Étrangers a soumis à différentes reprises des propositions de changement de cette réglementation au Gouvernement.

- J'aimerais donc savoir quelles sont les principales propositions du CNE, comment le Gouvernement se positionne par rapport à ces propositions et dans quels délais il entend y donner des suites.

Réponse commune (2.7.2007) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration et de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

Les dernières propositions élaborées par le Conseil National pour Étrangers en tenant compte de l'avis du Syvicol prévoient notamment:

- 1) de rendre obligatoire l'institution d'une commission consultative pour étrangers pour toute commune comprenant plus de 15% de résidents de nationalité étrangère;
- 2) d'élargir et de préciser les missions des commissions consultatives pour étrangers;
- 3) au niveau de la composition, l'inclusion dans la mesure du possible d'un citoyen non communautaire et du plus grand nombre de nationalités différentes et la nomination des membres par le conseil communal sur base d'une liste de can-

didats établie par le collège électoral suite à un appel de candidatures publié dans la commune;

4) le choix du président et du vice-président par la commission, l'un ayant la nationalité luxembourgeoise et l'autre une autre nationalité;

5) le remplacement du président par le vice-président en cas de maladie, d'absence ou d'autre empêchement du premier;

6) la mise en place d'un bureau dans les commissions comprenant dix membres ou plus pour préparer les réunions et en assurer le suivi;

7) la convocation de la réunion en cas de carence du président;

8) l'assistance aux réunions des suppléants en qualité d'observateurs;

9) l'énumération ouverte de points pouvant faire l'objet des délibérations de la commission;

10) la consultation de la commission par le conseil communal sur les thèmes (énumération non exhaustive) ayant un impact sur l'intégration;

11) l'information des habitants de la commune par l'administration communale des activités de la commission par les moyens les plus appropriés tels le bulletin communal ou des réunions publiques d'information;

12) l'établissement par la commission d'un rapport d'activités annuel à disposition des habitants de la commune.

Ces propositions trouvent dans les grandes lignes l'approbation des deux Ministères compétents. Une dernière réunion de concertation devrait permettre de se mettre d'accord sur un texte à soumettre au Conseil de Gouvernement dans les semaines à venir.

Question 1710 (27.4.2007) de Mme Martine Stein-Mergen (CSV) concernant l'amende record pour le cartel des ascenseurs:

La Commission européenne vient d'infliger une amende de 992 millions d'euros aux cinq plus gros fabricants d'ascenseurs et d'escaliers roulants qui ont été condamnés d'entente sur les prix de l'installation et de maintenance des appareils en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg. Ainsi les coûts ont été «artificiellement gonflés par ces cartels».

Dans ce contexte j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-ce que l'État luxembourgeois a été client de ces entreprises entre 1995 et 2004?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il une idée de l'envergure de ces factures?

- Ces manipulations auront-elles des conséquences au plan national pour ces entreprises?

Réponse (5.7.2007) de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:

La Commission européenne a infligé des amendes aux entreprises évoquées par Madame la Députée qui se trouvaient en violation des règles de concurrence du traité instituant la Communauté européenne, qui interdit les ententes et autres pratiques commerciales restrictives.

L'envergure totale des marchés publics de travaux d'ascenseurs relevant de l'Administration des Bâtiments publics entre 1995 et 2004 s'élève à 16.029.923 euros. Des marchés d'un montant de 11.062.974 ont été adjugés aux quatre entreprises visées par les amendes de la Commission européenne.

Le département des travaux publics est en train d'analyser les possibilités quant à d'éventuelles conséquences à tirer sur le plan national.

Question 1716 (2.5.2007) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant les économies d'énergie dans le domaine de l'éclairage public:

Dans le cadre des efforts consentis pour lutter contre les changements climatiques, et notamment en vue de remplir les obligations qui découlent du protocole de Kyoto, les acteurs tant privés que publics luxembourgeois sont appelés à contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Parmi les stratégies à poursuivre pour atteindre cet objectif, l'exploitation plus conséquente du potentiel d'économies d'énergie constitue une piste privilégiée, que ce soit dans l'industrie, les ménages privés ou le secteur des transports. Or, la question de la consommation d'énergie imputable à l'éclairage public n'est que très rarement abordée dans ce contexte.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir des chiffres renseignant sur la consommation d'énergie de l'éclairage public (voies de circulation, bâtiments publics et autres domaines de l'État ou des communes)? Est-il possible de chiffrer le potentiel d'économies d'énergie dans le domaine de l'éclairage public?

- Est-ce que le Gouvernement prévoit d'établir ou dispose d'ores et déjà d'une stratégie pour identifier et exploiter le potentiel d'économies d'énergie immanent à l'éclairage public? Dans l'affirmative, quels sont les principaux éléments de cette stratégie?

- Quel rôle jouent les communes dans ce contexte? Existe-t-il des consignes auxquelles les communes doivent se conformer dans leur gestion de l'éclairage public communal?

Réponse (27.6.2007) de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député il y a lieu de préciser que la consommation d'énergie électrique dans le domaine de l'éclairage public sur la voirie de l'État est actuellement d'environ 35,61 GWh, dont 19,61 GWh sur les routes nationales et 16,00 GWh sur les autoroutes (tunnels inclus).

Ceci représente environ 0,54% de la consommation nationale en énergie électrique (6.616 GWh en 2006, source Cegedel online).

Les projets d'éclairage public sur la voirie de l'État sont actuellement réalisés en s'appuyant sur la norme EN 13201 - Éclairage public, tout en utilisant des lampes avec le meilleur rendement lumineux (lumen/Watt) actuellement sur le marché. Le potentiel d'économies en énergie excédentaire est donc limité.

Au sujet de la consommation des installations d'éclairage sur la voirie communale, le département des travaux publics ne dispose que de peu d'informations, vu que cet éclairage n'est pas de sa compétence.

En ce qui concerne le potentiel de réduction de puissance, une économie d'énergie est seulement possible si les sources lumineuses peuvent être réglées en puissance («dimming»).

Pour des raisons techniques les luminaires équipés de lampes à vapeur de sodium basse pression ne peuvent pas être équipés d'un

tel système, de sorte que seulement 52% des types lumineux s'y prêtent.

En ce qui concerne l'éclairage à l'intérieur des agglomérations, il faut savoir que l'Administration des Ponts et Chaussées prévoit en principe un éclairage fonctionnel, alors que sur demande des autorités communales un éclairage décoratif ou de style est installé. De façon générale cet éclairage est supérieur en puissance et donc en consommation d'énergie.

À ce sujet il faut relever que la commune de Beckerich a - ensemble avec le Service Électro-Mécanique de l'Administration des Ponts et Chaussées - installé un système de réduction de puissance permettant de diminuer les frais de consommation en réglant le niveau d'éclairage par plages horaires tenant compte de la densité du trafic. L'évaluation de ce projet pilote devra permettre de tirer des conclusions sur l'efficacité d'un tel système en ce qui concerne l'économie d'énergie tout en assurant la sécurité des usagers de la route (automobilistes, piétons et autres) et d'élaborer un modèle de financement en vue d'une application généralisée.

Question 1719 (3.5.2007) de **Mme Martine Stein-Mergen** et **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les **Centres Relais Innovation (CRI)**:

La stratégie de Lisbonne invite les États membres de l'Union européenne à stimuler la croissance économique et à créer de nouveaux emplois, éléments-clés d'un important processus. On constate que la mondialisation des marchés entraîne un changement structurel qu'on peut considérer comme une menace ou une occasion à saisir. L'innovation, un des moteurs de la stratégie de Lisbonne élaboré par le Gouvernement, se révèle comme un outil performant dans la société des connaissances.

Dans ce cadre la promotion du transfert transnational de technologies représente une des priorités de la Commission européenne en vue de stimuler l'innovation. Les projets en matière d'innovation lancés préparent le terrain pour bien maîtriser les défis à travers une coopération technologique dans un environnement mondialisé en pleine mutation. C'est notamment par la création des Centres Relais Innovation (CRI) que la Commission européenne stimule l'innovation, leur but étant d'aider les entreprises et les organisations de recherche à construire de fructueux partenariats transnationaux.

Le CRI Luxembourg-Trier-Saarland coordonné par Luxinnovation couvre le Grand-Duché de Luxembourg, la région de Trèves ainsi que celle de Sarrebruck. Interface entre le monde de la recherche et celui des entreprises, le CRI stimule les contacts à l'échelle européenne en vue de mettre en place des coopérations pour le développement de projets innovants.

L'édition de «L'Innovation européenne» de mars 2007 a publié «L'innovation européenne: état des lieux», un tableau de bord illustrant la performance de 25 pays. Les deux critères en furent l'indice de synthèse de l'innovation ISI 2006 et le taux de croissance moyen de l'ISI.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

1) Au vu de ce qui précède, quelles sont les domaines de l'innovation technologique du CRI Luxembourg-Trier-Saarland?

2) Le Gouvernement pourrait-il nous fournir les données des deux

critères énumérés du Luxembourg en vue de bien situer l'innovation nationale?

Réponse (2.7.2007) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

1) La mission des Centres Relais Innovation (CRI) est d'encourager et de stimuler l'innovation et la coopération technologique transnationale en Europe. Les premiers Centres Relais Innovation ont été établis en 1995 avec le support de la Commission européenne. Le but était de créer une plateforme paneuropéenne afin de stimuler le Transfert de Technologies Transnational (TTT) et de promouvoir les services à l'innovation. Aujourd'hui 71 CRI régionaux sont installés à travers 33 pays avec en tout, 240 organisations partenaires assurant une large couverture géographique.

Le CRI-Luxembourg-Trier-Saarland (CRI-LTS) est l'un de ces 71 centres et présente la particularité d'être composé d'un consortium de trois organisations sur une zone géographique transfrontalière. Le CRI-LTS réalise annuellement près de 210 visites proactives d'entreprises, analyse quelque 3.500 profils technologiques, sélectionne et diffuse 1.600 profils technologiques à près de 1.000 entreprises différentes. Ce travail de fond permet d'établir en moyenne 130 contacts transnationaux par an.

Quant aux domaines technologiques couverts, le CRI-LTS propose ses services à toutes les entreprises et organisations dans tous les secteurs d'activités de l'économie. Toutefois, une approche structurée par secteur d'activité est mise en place, en relation directe avec les domaines de compétences développés par les clusters existants: les secteurs industriels des matériaux et du traitement des surfaces, les secteurs de l'informatique et des télécommunications, le secteur automobile et le secteur aérospatial.

Par ailleurs, le CRI-LTS contribue activement au développement des nouvelles grappes technologiques en permettant l'intégration des technologies innovantes par les entreprises luxembourgeoises dans les nouveaux secteurs jugés prioritaires par le Gouvernement: écotechnologie - protection de l'environnement - technologie de la santé.

Enfin, la Commission européenne a lancé un appel à proposition pour la mise en place de services d'appui en faveur des entreprises et de l'innovation dans le cadre du Programme-cadre pour l'Innovation et la Compétitivité (PIC) en vue de renforcer la compétitivité et la capacité d'innovation de la Communauté, en accordant une attention toute particulière aux besoins spécifiques des PME. Une proposition nationale, qui s'appuie sur l'expérience acquise grâce aux réseaux actuellement actifs des EIC et des CRI et qui couvre la période 2008-2013, a été soumise en réponse à cet appel afin de renforcer les synergies entre les partenaires et d'offrir une gamme de service complète et un accès facilité pour les PME.

2) Le Luxembourg se positionne bien par rapport aux autres pays dans le dernier tableau de bord européen de l'innovation. En effet, en 2006, l'Indice de Synthèse de l'Innovation (ISI) est de 0,54 ce qui place le Grand-duché à la 6^e position derrière la Suède, la Finlande, la Suisse, le Danemark, le Japon et l'Allemagne.

À noter que cet indice est déterminé par 25 indicateurs répartis en cinq catégories: Moteurs de l'innovation; Création de connaissances; Applications; Propriété intellectuelle.

De plus les tendances sont encourageantes puisque le Luxembourg enregistre la plus forte progression

de l'UE quant à la croissance moyenne de cet Indice de Synthèse de l'Innovation, avec une croissance se situant à 5,26% ce qui est bien supérieur à celle de l'ensemble des pays de l'UE.

Question 1724 (4.5.2007) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant les **travaux de la commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre 1940-1945**:

Le 20 décembre 2000 j'avais déposé une proposition de loi N°4744 portant création d'une commission d'étude sur les spoliations des Juifs du Grand-Duché de Luxembourg durant l'occupation nazie. Dans sa prise de position du 27 novembre 2001, le Gouvernement abondait dans le sens de la proposition de loi, mais n'entendait pas légiférer afin d'instituer une commission. Effectivement, le 20 septembre 2001, le Conseil de Gouvernement mettait en place une commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre 1940-1945.

Le 28 avril 2005 j'avais de même adressé une question écrite à Monsieur le Premier Ministre pour lui signaler les difficultés apparues en matière d'archives du Fonds des dommages de guerre, nécessaires pour le travail de la commission spéciale.

Depuis la création de celle-ci, plus de cinq ans se sont déroulés, et les personnes concernées se font de plus en plus rares à mesure que la Deuxième Guerre mondiale s'éloigne. Même, si évidemment la valeur de ce travail de mémoire dépasse les aspects matériels proprement dits, ceux-ci ne sont pas à sous-estimer.

- Voilà pourquoi j'aimerais demander où en sont les travaux de la commission spéciale, de quels moyens et de quelles ressources humaines elle dispose et quand il faut espérer pouvoir disposer de toutes les archives nécessaires.

- Les responsables peuvent-ils indiquer quand on pourra s'attendre à des résultats concrets, voire à clôturer les travaux en cours?

Réponse coordonnée (2.7.2007) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État* et de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

Je suis le premier à regretter que les travaux de la «commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre 1940-1945» ne soient pas encore terminés.

En ce qui concerne la durée des travaux de nettoyage des dossiers de l'ancien Office des dommages de guerre, il y a lieu de rappeler d'abord que le Fonds des dommages de guerre comprend:

- 190 liasses concernant la Première Guerre mondiale (± 32 m linéaires),

- environ 90.000 dossiers concernant la Deuxième Guerre mondiale (± 662 m linéaires),

- 1.180 dossiers administratifs ayant trait à la période de la Deuxième Guerre mondiale,

- plusieurs fichiers portant sur les dossiers de la Deuxième Guerre mondiale.

Le Fonds en question avait été stocké pendant des années dans des conditions peu satisfaisantes dans deux caves de l'Athénée et nécessitait une remise en état. La décontamination du Fonds par les soins des Archives nationales a été commencée en 2001. Dans une première étape, l'ensemble des documents relatifs à la Première

Guerre mondiale a été traité. L'assainissement des fichiers et du mobilier a été achevé au courant de l'année 2004.

Le traitement des dossiers portant sur la Deuxième Guerre mondiale a débuté fin 2003. Les travaux de nettoyage ont pris plus de temps qu'initialement prévu. Au début, la situation était difficile à évaluer en raison de la configuration et de l'état des dépôts et de l'entassement désordonné des milliers de dossiers. Par ailleurs, au cours des opérations, les travaux se sont avérés plus délicats et plus complexes que prévu.

Alors qu'au début le coût total de l'opération avait été estimé à 200.000 euros, les Archives nationales ont investi un total de 509.000 euros. La fin définitive des travaux peut être envisagée pour le premier trimestre 2008 au plus tard, date à laquelle le Fonds sera accessible à la commission spéciale et aux chercheurs.

Une autre raison pour laquelle la commission spéciale n'a pu avancer rapidement dans ses travaux est le fait que deux historiens, chargés à temps partiel des recherches, ont entre-temps accepté d'autres responsabilités: ils ont depuis pu être remplacés par un jeune historien à temps complet.

Ce changement de personnes a encore retardé la remise du rapport provisoire que j'ai demandé de rédiger sans attendre l'ouverture du Fonds des dommages de guerre. Ce rapport sera remis au Gouvernement et aux membres de la commission spéciale avant le 15 juillet 2007. Il se limitera nécessairement à dresser le bilan des spoliations et ne pourra analyser la question des restitutions et des dédommagements après 1945.

Question 1728 (8.5.2007) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant le **parvis donnant sur l'entrée de la Bibliothèque nationale**:

Il me revient que le parvis donnant sur l'entrée de la Bibliothèque nationale, d'une part, et sur l'entrée de la Cathédrale, d'autre part, sert couramment de piste d'entraînement à des jeunes s'y exerçant au skate-board.

Cet exercice a plusieurs inconvénients à cet endroit. D'abord, il génère un bruit insupportable qui gêne sérieusement les lecteurs installés dans la salle de lecture de la Bibliothèque nationale adjacente. Celle-ci est dépourvue de climatisation et doit impérativement ouvrir les fenêtres donnant sur le parvis lors des chaleurs de printemps et d'été. Ensuite il contribue à la détérioration des angles de pierre et du mobilier urbain installé à cet endroit. Enfin, il comporte des dangers pour les passants qui risquent de se faire renverser par un skate-boarder.

- Voilà pourquoi j'aimerais demander à Monsieur le Ministre ce qu'il compte faire pour permettre à la Bibliothèque nationale de fonctionner normalement en rendant à ce parvis sa finalité première qui est celle d'un lieu de passage et de repos au centre de la ville.

En posant cette question, je voudrais dire à Monsieur le Ministre que je n'ignore pas qu'il s'agit d'un problème récurrent déjà traité depuis des années aussi bien au conseil communal de la Ville de Luxembourg que dans des enceintes nationales. Ce n'est pas une excuse pour ne pas agir enfin sérieusement.

Réponse (5.7.2007) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

Le Ministère des Travaux publics connaît la situation et déplore les nuisances énoncées par Monsieur

le Député (gêne pour les lecteurs installés dans la salle de lecture de la Bibliothèque nationale).

Or, il y a lieu de noter qu'aucune solution miracle n'existe en l'occurrence, d'autant plus que, comme l'a énoncé le député dans sa question parlementaire, la Ville de Luxembourg a traité depuis des années ce problème récurrent sans avoir trouvé, apparemment, non plus, de résultat y afférent.

En guise de solution l'on pourrait envisager, le cas échéant, d'aménager ce parvis avec du matériel inadapté à la pratique de skateboard. Or, cette solution, si elle existait, à part d'être très coûteuse, risquerait d'être, d'un point de vue esthétique, peu recommandable.

Une autre alternative, déjà proposée dans le passé par la direction de la Bibliothèque nationale, serait l'installation de différents décors floraux, banques et tables sur le parvis. Or, l'on pourrait s'imaginer que de tels obstacles serviraient comme tremplins aux jeunes attirant ainsi encore plus «d'artistes» du skate-board.

Le Ministère des Travaux publics propose de se concerter à ce sujet avec les responsables de la Ville de Luxembourg afin d'essayer de trouver une solution satisfaisante pour toutes les parties en cause.

Question 1731 (9.5.2007) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'**avenir du projet «Joint Hit Team»**:

Le projet «Joint Hit Team» est né de la nécessité d'une approche structurée de la problématique du trafic international de stupéfiants dans la région située entre le Sud des Pays-Bas et le Nord de la France.

Des équipes mixtes de policiers belges, néerlandais, luxembourgeois et français ont été constituées afin de lutter contre la criminalité et le tourisme de la drogue, elles furent baptisées «Joint Hit Team» (JHT). Une des missions principales en est le démantèlement des points de vente illégaux des drogues. Le Luxembourg participe à cette coopération de lutte transfrontalière en détachant régulièrement des officiers de police judiciaire.

Le projet du «Joint Hit Team» et les méthodes de coopération internationale développées depuis sa création représente une illustration parfaite de la coopération au sein du Benelux et de la France, entre-temps une collaboration avec l'Allemagne a même vu le jour.

D'après mes informations, la Belgique ne maintiendra sa présence dans les «Joint Hit Team» que jusqu'au 1^{er} septembre 2007.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir les résultats pour les années 2005 et 2006 de cette coopération à laquelle des services luxembourgeois ont pris part?

- Ne devrait-on pas inviter le partenaire belge du Benelux à renoncer à sa décision de quitter le projet «Joint Hit Team»?

Réponse (27.6.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Des équipes mixtes de policiers belges, néerlandais, luxembourgeois et français opèrent depuis 2005 dans le cadre de la lutte transfrontalière contre le trafic des drogues. Ces équipes, baptisées «Joint Hit Team» (JHT), ont obtenu les résultats suivants en 2005 et 2006:

1. Personnes		
	2005	2006
Personnes arrêtées:	185	164
dont Luxembourgeois:	1	3
2. Saïies		
	2005	2006
Drogues		
Héroïne	17.260 gr	8.921 gr
Cocaïne	5.182 gr	2.527 gr
Amphétamines	18.235 gr	3.576 gr
Drogues douces (Cannabis, etc...)	65.158 gr	16.755 gr
XTC	4.742 gr	5.426 gr
Armes	20	13
Argent	125.155 ?	23.232 ?
Voitures	5	0

Pour ce qui est de la participation de la Belgique au-delà du 1^{er} septembre 2007 dans les JHT, date à laquelle son engagement viendra à échéance, il y a lieu de soulever que les autorités belges procèdent actuellement à une évaluation des résultats de sorte qu'une décision définitive n'a pas encore été prise sur le maintien de la présence de policiers belges au sein de ces équipes mixtes.

Question 1734 (10.5.2007) de M. Claude Meisch (DP) concernant la concertation avec les acteurs économiques en vue d'une meilleure maîtrise de l'inflation:

Lors de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays le 2 mai 2006, Monsieur le Premier Ministre avait annoncé que le Gouvernement entendait lancer des concertations avec différents acteurs économiques en vue d'une meilleure maîtrise de l'inflation. («D'Regierung wëllt fräiwëlleg Präisaccorde mat eenzelne Wirtschaftssektoren ofschléissen. Zu deem Zweck setzen de Mëttestands- an de Wirtschaftsmiister sech mat der Confédératioun du Commerce, der Horesca an anere Wirtschaftskreesser fir eng Konzertiéierungsrönn zesammen, déi Weeër a Mëttele siche soll fir d'Präisser a bestëmmte Bëräicher ze stabiliséieren. Mir wëllen d'Inflatioun ausbremsen, doduerch datt mer Accorde mat deenen treffen, déi selwer d'Präisser maachen.»)

Lors de sa réunion du 27 avril dernier, le Conseil de Gouvernement a procédé à un état des lieux des travaux et discuté de pistes de réflexion en vue de l'élaboration d'un plan d'action contre une inflation excessive. La conclusion d'accords volontaires de prix fut une des mesures discutées par le Conseil.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- 1) À quel stade en sont les concertations avec les partenaires susmentionnés?
- 2) Quelles sont les conclusions que l'on peut d'ores et déjà tirer de ces discussions?

Réponse commune (5.7.2007) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

Il est utile de rappeler que le Luxembourg en tant que petite économie très ouverte, membre de la zone euro, important l'essentiel des biens de consommation, est très tributaire des prix à l'importation et du risque de change ainsi que des

politiques monétaires, budgétaires et structurelles de l'Union européenne. Il ne faut pas non plus perdre de vue qu'en période normale, l'inflation suit le cycle économique: un pays à forte croissance économique connaît généralement aussi une inflation relativement élevée.

1) La maîtrise de l'inflation constitue un des six grands axes de mesures de réforme dans l'avis du Comité de coordination tripartite du 28 avril 2006. Les partenaires sociaux et le Gouvernement se sont montrés convaincus de la nécessité de baisser le niveau élevé de l'inflation au Luxembourg, et ils ont convenu d'un ensemble de mesures dont des accords volontaires de prix avec différents secteurs économiques en vue d'une meilleure maîtrise de l'inflation et notamment de l'inflation sous-jacente.

Depuis mai 2006, différentes réunions ont porté sur le sujet de l'inflation excessive afin de sensibiliser les divers acteurs économiques. Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement se sont ainsi réunis à plusieurs reprises avec les fédérations patronales pour étudier la possibilité de réaliser des accords volontaires de prix dans différents secteurs économiques.

Dans ce cadre, les représentants du patronat ont été invités à plaider auprès de leurs membres pour limiter les éventuelles hausses de prix envisagées à la seule hausse des coûts salariaux après l'entrée en vigueur d'une nouvelle cote d'application de l'échelle mobile des salaires. En pratique, ceci veut dire que les entreprises s'engageraient d'augmenter leur prix de +2,5% uniquement sur les coûts salariaux inclus dans le prix de revient.

2) La liberté des prix et le jeu de la concurrence est la règle dans la quasi-totalité des économies occidentales. La liberté des prix est également un objectif politique de l'Union européenne¹. On ne peut donc plus essayer de fixer les prix et le taux d'inflation par voie légale ou réglementaire. Au Luxembourg, la Loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence fixe comme règle générale la liberté des prix dans son article 2: «Les prix des biens, produits et services sont librement déterminés par le jeu de la concurrence. (...)»² L'encadrement des prix est depuis devenu l'exception. Les pouvoirs publics, plutôt que d'intervenir directement sur les prix, devront désormais établir les conditions de concurrence sur le marché toutes les fois que le jeu de la concurrence est faussé ou risque d'être faussé.

Les accords volontaires de prix doivent par conséquent être considérés dans une perspective de sensibilisation des acteurs économiques, qui sont encouragés à pratiquer l'autorégulation volontaire. Afin que les accords volontaires de prix puissent se traduire en résultats tangibles, il faut que les fédérations patronales disposent du support nécessaire de leurs membres. Il est par con-

séquent très difficile à l'heure actuelle de tirer des conclusions préliminaires, et il faudra attendre l'entrée en vigueur d'une nouvelle cote d'application de l'échelle mobile des salaires pour pouvoir constater si les concertations ont porté leurs fruits, sachant que les marges de manœuvre sont très étroites. Une fois que les accords volontaires de prix ont effectivement été mis en œuvre, une évaluation d'impact pourra se faire.

¹ Cfr. Chambre des Députés, Projet de loi relative à la concurrence N°5229, Luxembourg, 13.11.2003, p.30

² <http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2004/0762605/index.html>

Question 1743 (14.5.2007) de M. Claude Adam (DÉI GRENG) concernant les sites Internet des écoles et lycées:

Dans la réponse à ma question parlementaire N°1619 (cf. *compte rendu N°10/2005-2006*), Madame la Ministre de l'Éducation nationale me fait part de la réflexion suivante: «La thématique du développement durable, sujet qui prime celui du changement climatique, doit être appréhendée par nos jeunes et par notre société tout entière. Cette sensibilisation doit se faire de manière à responsabiliser les jeunes et les adultes dans leur comportement quotidien. Le meilleur matériel didactique est certainement celui qui n'est pas tendancieux.»

- Dans ce contexte je voudrais savoir quel adjectif Madame la Ministre emploierait pour qualifier le contenu de la page météo du Lycée classique de Diekirch (<http://meteo.lcd.lu/>), site qui est devenu la tribune personnelle de propagande d'un professeur de physique sceptique à l'hypothèse du réchauffement climatique et qui va jusqu'à s'en servir pour répondre aux attaques formulées dans la presse à son égard.

- Existe-t-il des critères qui s'appliquent aux sites Internet des écoles et lycées et qui permettent, sans forcément recourir à la censure, d'établir sous quelle forme certains contenus devraient être présentés? Qui est responsable pour le contenu des sites Internet des écoles et lycées?

Réponse (28.6.2007) de Mme Mady Delvaux-Stehes, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Toute école est responsable des informations qu'elle décide de publier. Les contenus des sites Internet d'une école ou d'un lycée engagent donc, à l'image de toute autre publication, la responsabilité de l'établissement qui les diffuse.

Les sites Internet des écoles sont en premier lieu des cartes de visite des établissements respectifs. Ils mettent en valeur les points forts de l'établissement en renseignant sur l'offre scolaire, les services scolaires, le projet pédagogique, les activités et manifestations proposées, etc. Certains visent, de par leur structure, à créer un véritable lien virtuel entre les différents partenaires de la communauté scolaire.

Il n'existe pas de critères spécifiques pour la présentation des sites Internet des établissements scolaires. Les écoles sont en principe libres de définir la politique et la forme de publication en ligne qu'elles souhaitent sous réserve bien sûr de respecter les interdictions visées par les lois telles que la diffusion de messages à caractère discriminatoire, raciste, etc., la diffusion non autorisée de photos ou de renseignements personnels, la reproduction de textes protégés par des droits d'auteur, pour ne citer que ceux-là.

Au cas où les écoles proposent, en dehors de la présentation de leur vie scolaire, des contenus péda-

gogiques, il va de soi que ces contenus doivent être lisibles et compréhensibles pour les élèves à l'intention desquels ils sont mis en ligne. Il est tout à fait admissible qu'un site publié, dans le contexte de différents domaines thématiques, des contenus qui traduisent des opinions divergentes sur un sujet donné et qui contribuent ainsi à la formation de l'esprit critique des élèves.

La page météo du Lycée classique de Diekirch propose des liens et des articles d'une très haute technicité qui exigent du lecteur un degré de maturité et un niveau de connaissances élevé.

Question 1744 (14.5.2007) de M. Xavier Bettel (DP) concernant le choix entre l'ambulance et l'hélicoptère en cas d'urgence médicale:

Les antennes mobiles du SAMU partent de l'hôpital de garde avec à son bord un médecin anesthésiste réanimateur et un infirmier anesthésiste. Le médecin de garde a le choix pendant la journée, dans le Nord et dans le Centre du pays, entre la voiture et l'hélicoptère.

Il me revient qu'un médecin anesthésiste réanimateur d'un hôpital du Centre du pays refuse de façon systématique en cas d'urgence, à monter à bord de l'hélicoptère, de sorte que lorsque ce médecin anesthésiste réanimateur est de garde, l'hélicoptère du SAMU n'est même plus stationné près de l'hôpital en question.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cet état des choses?

- Selon quels critères le choix entre la voiture (ambulance) et l'hélicoptère se fait-il en cas d'urgence?

- Un médecin anesthésiste réanimateur peut-il refuser de monter à bord de l'hélicoptère, même si l'urgence est telle qu'un hélicoptère serait requis?

- Cela ne risque-t-il pas de porter préjudice aux chances de secours?

- Ne faudrait-il pas prévoir la présence, dans chaque hôpital de garde, d'un médecin anesthésiste réanimateur prêt à monter à bord d'un hélicoptère en cas d'urgence?

Réponse (27.6.2007) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

D'après l'honorable Parlementaire un médecin participant au SAMU dans la région du Centre refuserait systématiquement de recourir à l'hélicoptère et se rendrait toujours en voiture SAMU sur le lieu de l'intervention.

Mes services n'ont pas connaissance d'un refus de principe opposé par un quelconque des médecins du SAMU à l'utilisation de l'hélicoptère, même s'il peut arriver qu'un médecin utilise moins souvent l'hélicoptère comme moyen de transport, surtout pour les distances courtes et intermédiaires.

D'un autre côté, et bien que le choix du moyen de transport, hélicoptère ou voiture SAMU, soit de la compétence exclusive du médecin du SAMU de garde, un refus de principe opposé à un moyen de transport, en l'occurrence l'hélicoptère, ne saurait être toléré et devrait conduire au remplacement de ce médecin.

Le critère reste bien entendu toujours la rapidité de l'intervention, mis à part certaines conditions de sécurité s'opposant à l'utilisation de l'hélicoptère, telles que conditions météorologiques défavorables, visibilité insuffisante, indisponibilité à proximité du lieu

d'intervention d'une aire se prêtant à l'atterrissage.

Mais contrairement à ce que l'on pourrait penser à première vue, l'hélicoptère n'est pas en toutes circonstances plus rapide que la voiture. L'utilisation de l'hélicoptère nécessite en effet un temps de préparation supérieur à celui requis pour le départ en voiture. Par ailleurs, l'hélicoptère n'est pas autorisé à se diriger «à vol d'oiseau» vers l'urgence, mais doit respecter les couloirs de circulation aériens. Cela étant, il devient évident que pour les petites distances la voiture peut être plus rapide que l'hélicoptère. Mais d'autres éléments peuvent entrer en ligne de compte, telle que par exemple un encombrement momentané des routes à emprunter.

Question 1745 (16.5.2007) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant la réorganisation du budget opérationnel, du cadre du personnel et des compétences du Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA), du Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN), de la Commission des Sites et Monuments (Cosimo) et du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

En réponse à ma question écrite N°1584 du 28 février 2007 concernant la castellologie au Luxembourg (cf. *compte rendu N°10/2006-2007*), Madame la Secrétaire d'État affirme que les fouilles archéologiques et les travaux de consolidation entamés sur certains sites castraux ont dû être suspendus temporairement, les fouilles d'urgence à exécuter sur d'autres chantiers à travers le pays jouissant d'un rang de priorité. Il ressort de la réponse de Madame la Secrétaire d'État que les organismes chargés d'effectuer ces travaux, à savoir le Musée National d'Histoire et d'Art (MNHA) et le Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN), souffrent d'un manque de personnel pour pouvoir accomplir toutes les missions qui leur incombent.

Vu l'extension du champ d'application ratione materiae prévue au projet de loi N°4715, ainsi que la future ouverture du Musée de la Forteresse, il faut s'attendre à un accroissement substantiel de la charge de travail, déjà considérable à l'heure actuelle, des deux services susmentionnés, et notamment celle du SSMN.

- Dès lors j'aimerais savoir si Madame la Secrétaire d'État partage l'avis selon lequel une augmentation aussi bien du budget opérationnel que du cadre du personnel, notamment scientifique, du MNHA et surtout du SSMN s'impose.

- De même, j'aimerais savoir si Madame la Secrétaire d'État n'estime pas qu'au-delà des questions qui touchent au budget et au personnel, le SSMN devrait être réorganisé et se voir attribuer plus de responsabilité dans la gestion des affaires courantes, soulageant ainsi la Commission des Sites et Monuments (Cosimo) tout en contribuant à distinguer plus clairement les compétences du MNHA, du SSMN, de la Cosimo et du Ministère de la Culture en matière de protection et de mise en valeur du patrimoine culturel national.

Réponse (27.6.2007) de Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

Dans sa question parlementaire N°1745 du 16 mai 2007, l'honorable Député parvient à une interprétation très personnelle de ma réponse à sa question parlementaire N°1584

du 28 février 2007 en concluant que la raison des délais dans certaines fouilles seraient le résultat d'un manque de personnel.

Sans vouloir revenir au détail de cette réponse, j'aimerais toutefois préciser qu'il est un principe général du pouvoir exécutif d'évacuer les tâches urgentes avant de se tourner vers les tâches de longue haleine, non moins importantes, mais souvent moins urgentes et dont la non-exécution temporaire n'entrave pas la bonne marche des affaires. Comme, logiquement, nul ne peut prédire le nombre de fouilles d'urgence, il est illusoire de s'attacher à l'idée d'un quelconque effectif optimal.

Même si je voudrais rappeler que la qualité des travaux archéologiques devra toujours primer la quantité des chantiers, il est certes vrai qu'avec plus d'agents, notamment pour les secteurs prémentionnés, mais aussi auprès d'autres instituts culturels de l'État répondant à d'autres missions importantes, un travail plus subéquent encore pourrait y être effectué dans l'intérêt du patrimoine culturel luxembourgeois. À cette fin, je m'implique régulièrement à voir augmenter l'effectif des instituts culturels de l'État. L'honorable Député n'est pas sans connaître les procédures de renforcement de personnel auprès de l'État.

En ce qui concerne le fonctionnement opérationnel du Musée de la Forteresse de Luxembourg, il faut considérer que celui-ci ne pèsera pas sur la charge de travail du Service des Sites et Monuments. En effet, et conformément au règlement grand-ducal du 15 octobre 2004 portant création et organisation du Centre de documentation sur la Forteresse de Luxembourg, la direction dudit Centre de documentation a été confiée à un conservateur spécialement engagé en 2004 pour cette tâche. Neuf autres personnes ont entre-temps été recrutées pour le compte du Musée de la Forteresse, de sorte qu'il est permis d'affirmer que la préfiguration pourra en être assurée et que la séparation organisationnelle des deux entités Service des Sites et Monuments Nationaux et Centre de documentation sur la Forteresse est accomplie.

Spécifiquement, quant au Service des Sites et Monuments Nationaux, je tiens à rappeler qu'une commission d'accompagnement a été instituée pour conseiller la direction du service ainsi que pour évaluer et proposer, entre autres en recourant à des services de consultation, des pistes dans l'optique d'une modernisation et d'une organisation optimale de ce service. Les rapports des travaux d'évaluation en cours permettront certainement de tirer des conséquences au niveau des besoins en personnel.

Quant à la dernière question, il échet de constater que, si la Commission des Sites et Monuments Nationaux a pour mission d'émettre des avis en matières de

protection du patrimoine culturel et d'enseignes et de publicités, la gestion des affaires courantes touchant la protection du patrimoine culturel appartient au Service des Sites et Monuments Nationaux et non pas à la Commission précitée. Pour l'étude et la mise en valeur des sites archéologiques, le service fait appel aux compétences du Musée National d'Histoire et d'Art. Cette répartition des tâches me paraît tout à fait logique et correspond à la volonté du législateur. La bonne collaboration entre le Service des Sites et Monuments Nationaux et le Musée National d'Histoire et d'Art garantit un travail de qualité dans l'intérêt de la sauvegarde de notre patrimoine archéologique, afin qu'y soit apporté le savoir-faire spécifique des experts de chacune des administrations concernées, ces dernières ayant des tâches bien distinctes et particulières.

Question 1746 (16.5.2007) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant **l'introduction par l'Université du Luxembourg d'un cadre d'enseignement de niveau quasi-académique destiné aux personnes sans activité professionnelle:**

Les excellentes initiatives prises dans le cadre du «lifelong learning» sont principalement orientées vers l'accroissement des compétences professionnelles de la population active, alors que la catégorie de personnes sans activité professionnelle est à ce titre entièrement oubliée.

Bien qu'il existe, surtout au niveau communal, des cours dans des domaines plutôt sociaux (langues, informatique générale, arts, etc.), il reste cependant des matières réputées plus complexes, telles que le droit, l'économie ou les finances, où il n'existe pas de véritable offre s'adressant à un public intéressé, mais non académique. Car en effet les formations qui sont proposées à l'Université du Luxembourg dans les domaines susmentionnés sont d'un niveau qui dépasse de loin les besoins de ce groupe de gens (femmes et hommes au foyer, personnes retraitées, etc.). Or, ces matières, enseignées à un niveau de bonne vulgarisation, sont susceptibles d'intéresser le citoyen normal, surtout lorsqu'il ne fait pas partie de la population active et dispose d'un temps libre important.

- Voilà pourquoi j'aimerais demander à Monsieur le Ministre ce qu'il pense de l'introduction d'un cadre d'enseignement de niveau quasi-académique, accessible à un public plus large dans des matières telles que le droit, les sciences politiques, l'économie et les finances, offert par l'Université du Luxembourg, destiné aux personnes sans activité professionnelle et assorti, le cas échéant, d'un crédit d'impôt, dans la mesure où cet enseignement serait payant.

Réponse commune (27.6.2007) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Nous supposons que la question de l'honorable Député fait référence à ce qu'il est convenu d'appeler en France, l'Université du Temps libre, c'est-à-dire un ensemble de cours dispensés par un établissement d'enseignement supérieur, ouverts à tous, sans conditions d'âge ni de diplôme et qui ne sont pas sanctionnés par un examen.

Dans son plan quadriennal 2006-2009, l'Université du Luxembourg indique qu'il est essentiel de promouvoir les débats, les discussions, les voyages scientifiques et autres activités de vulgarisation, activités de vulgarisation qui pourraient englober un enseignement accessible à un large public, tel que préconisé par Monsieur le Député.

Nous partageons ce point de vue de l'Université; pour ce qui est de l'implémentation de ce type d'enseignement, nous rappelons que celle-ci est de la compétence de l'Université du Luxembourg et qu'une décision quant à l'organisation d'une Université du Temps libre relève de la seule décision des instances universitaires.

Pour ce qui est d'un éventuel crédit d'impôt au cas où ce type d'enseignement serait payant, cette décision incombe au Ministre des Finances.

Question 1748 (18.5.2007) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant **l'évolution de l'Espace européen d'enseignement supérieur:**

L'Espace européen d'enseignement supérieur, lancé en 1999 lors de la déclaration de Bologne, a pour but d'harmoniser les trois grands cycles de l'enseignement supérieur: bachelor, master et doctorat.

En vue de réaliser cet Espace européen une multitude d'objectifs principaux a été proposée entre autres l'adoption d'un système de diplômes aisément lisibles et comparables, la mise en place d'un système européen de crédits transférables dit ECTS (European Credit Transfer System), la mise en place d'un système d'enseignement supérieur fondé sur deux cycles d'études principaux - avant et après le bachelor - la promotion de la mobilité des étudiants et des enseignants-chercheurs, la promotion de la dimension européenne dans l'enseignement supérieur, la promotion de l'éducation et de la formation tout au long de la vie et la promotion de l'attractivité de l'espace européen d'enseignement supérieur.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- L'Espace européen d'enseignement supérieur constituant un instrument essentiel pour la recherche et l'innovation, éléments clés de la stratégie de Lisbonne, le Gouvernement peut-il me fournir des informations sur l'état d'avancement de ce projet?

Réponse commune (27.6.2007) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Les 17 et 18 mai 2007, les ministres de l'enseignement supérieur des 46 pays adhérents au Processus de Bologne se sont réunis à Londres pour faire le bilan de l'état d'avancement des travaux.

Il a été constaté avec satisfaction que la mise en place de la nouvelle nomenclature des grades (bachelor, master, doctorat) est bien avancée dans la plupart des pays adhérents au Processus de Bologne. Tel est également pour le cas pour les mesures ayant trait à la garantie de la qualité, notamment pour ce qui est de la mise en place d'un registre européen d'agences d'accréditation. Avec la Convention de Lisbonne, les crédits du système «European Credit Transfer System», les objectifs d'apprentissage formulés en termes de «learning outcomes», ainsi que le Supplément au Diplôme, le Processus de Bologne dispose des éléments nécessaires à la transparence des systèmes nationaux d'enseignement supérieur et à la reconnaissance des études et des diplômes. La Conférence ministérielle a en outre défini la stratégie de communication vis-à-vis des pays d'autres régions du monde.

S'agissant de la période 2007/2009, les priorités se situent d'abord autour d'un monitoring plus précis de la dimension sociale de l'enseignement supérieur, cette dernière étant définie comme la participation équilibrée d'étudiants issus de tous les milieux culturels et socio-économiques aux programmes des institutions. À cet effet, Eurostat a été mandaté d'attacher une grande importance à la collecte de données et à la définition d'indicateurs dans ce domaine.

Par ailleurs l'employabilité des étudiants et notamment l'employabilité des étudiants ayant obtenu le grade de bachelor constitue un objectif majeur pour cette période.

Finalement les travaux seront poursuivis pour l'élaboration de cadres de qualification nationaux sur base du cadre tel qu'il avait déjà été arrêté lors de la conférence ministérielle de Bergen en mai 2005.

En ce qui concerne les progrès réalisés par le Luxembourg, le rapport d'évaluation établi par le groupe de suivi du Processus décerne au Luxembourg une mention bien voire très bien pour l'ensemble des domaines qui ont fait l'objet du «stocktaking» traditionnel.

La conférence ministérielle de Londres a en outre décidé que la prochaine conférence en 2009 aura lieu sous présidence du Benelux les 28 et 29 avril à Leuven. Pendant la période 2007/2009, le Luxembourg assurera la vice-présidence du Processus de Bologne et sera représenté au secrétariat du Processus.

Question 1751 (22.5.2007) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant **l'application de la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services - paiement d'indemnités de congé supplémentaires:**

Il me revient que des entreprises luxembourgeoises effectuant des travaux en Allemagne se voient obligés de payer des indemnités de congé supplémentaires (Urlaubsvergütungen). Or, selon mes informations, le paiement de ces cotisations est contraire aux dispositions d'une directive européenne (96/71/CE).

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la non-conformité de ces dispositions? Dans l'affirmative, quelles initiatives envisage-t-il afin de remédier à cette situation?

Réponse (10.7.2007) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Suite à la réponse commune de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi et de Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, à la question parlementaire N°1485 du 5 janvier dernier de Monsieur le Député Ben Fayot (LSAP) (cf. ci-dessus), la question parlementaire N°1751 de Monsieur le Député Carlo Wagner (DP) concernant le paiement des indemnités de congé supplémentaires des entreprises luxembourgeoises effectuant des travaux en Allemagne est devenue sans objet.

Question 1754 (23.5.2007) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant **les visites d'État et officielles par des chefs d'État ou de Gouvernement au Grand-Duché de Luxembourg:**

En relation avec la visite officielle le 24 mai 2007 au Grand-Duché de Luxembourg du Président russe Monsieur Vladimir Poutine j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre:

- 1) À combien se chiffre le coût total de cette visite?



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op
www.chd.lu

2) À combien se chiffre en particulier le coût des mesures de sécurité qui ont été mises en place?

3) Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas démesurées les mesures de sécurité mises en place pour Monsieur Poutine, vu qu'il s'agit - comme un intime du Premier Ministre Jean-Claude Juncker, l'ex-chancelier allemand Gerhard Schröder affirmait - d'un «lupenreiner Demokrat»?

4) Si ces mesures de sécurité sont plus poussées que lors d'autres visites de chefs d'État, quels ont été les motifs pour cette approche?

5) Existe-t-il des plans de sécurité spécifiques pour de telles visites?

6) Ces plans de sécurité sont-ils adaptés au cas par cas?

7) Finalement le Ministre pourrait-il me renseigner sur le coût total de toutes les visites d'État et officielles effectuées les dix dernières années par des chefs d'État ou de Gouvernement au Grand-Duché de Luxembourg.

Réponse (9.7.2007) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

L'honorable Député s'est renseigné sur l'organisation et le coût des visites officielles au Luxembourg et notamment sur la visite officielle de SEM Vladimir Poutine le 24 mai 2007 au Luxembourg.

La visite officielle du Président de la Fédération de Russie intervient dans le cadre des relations diplomatiques et de la politique étrangère du Gouvernement luxembourgeois. Aussi faut-il considérer la visite à Luxembourg des plus hautes autorités de nos plus grands partenaires sur la scène internationale comme un reflet de la considération et de l'intérêt qu'ils attachent à notre pays, intérêt parfaitement illustré par la première État, depuis la création de notre État en 1839, d'un chef d'État de la Russie.

Le déroulement d'une telle visite, son organisation et sa mise en œuvre obéissent à un certain nombre de considérations protocolaires et de sécurité qui sont en grande partie immuables et répondent aux normes et usages internationaux. Ces obligations naissent cependant des adaptations au cas par cas qui sont imposées par le degré de sécurité requis et varient donc en fonction du pays et de la personnalité visitant le Luxembourg. Les mesures retenues sont déterminées par la Police grand-ducale qui est responsable de la sécurité des dignitaires étrangers durant leur séjour sur le territoire luxembourgeois en partenariat avec les services de sécurité du visiteur.

Le budget nécessaire pour une telle visite officielle, ainsi que pour toutes les visites de ce type, est évidemment fonction de l'importance de la délégation qui visite le Luxembourg, facteur sur lequel les autorités luxembourgeoises n'ont que peu de prise, et de la durée de son séjour. Les frais en relation avec les déjeuners et les dîners offerts par les institutions, les frais de déplacement des délégations sur le territoire luxembourgeois, les dépenses en relation avec un éventuel programme d'encadrement culturel, ainsi que certaines autres dépenses en relation avec l'organisation de la visite sont imputés sur le budget qui est annuellement alloué au Gouvernement par la Chambre des Députés à travers l'article 00.4.12.321 «Frais en relation avec des actes et manifestations de la vie publique à caractère protocolaire ou social, dépenses diverses (Crédit non limitatif et sans distinction d'exercice)». À ces montants, il convient d'ajouter les heures supplémentaires prestées, le cas échéant, par

le personnel de l'État qui couvre la visite, étant entendu que la prestation de telles heures supplémentaires est soumise aux procédures d'autorisation prévues par le règlement grand-ducal du 25 octobre 1990 concernant la prestation d'heures de travail supplémentaires par des fonctionnaires ainsi que leur astreinte à domicile. L'imputation des dépenses afférentes est effectuée sur les budgets des services dont relèvent les personnels en question.

Question 1756 (25.5.2007) de **M. Roland Schreiner** (LSAP) concernant l'entrée en vigueur d'un règlement grand-ducal précisant les matières, la structure et l'agencement à respecter par le règlement communal sur les bâtisses, les voies publiques et les sites:

D'après le premier paragraphe de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, «les plans d'aménagement général approuvés par le Ministre de l'Intérieur conformément à la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes qui existent au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi doivent faire l'objet d'une refonte et adaptation complètes conformément à ses dispositions et procédures dans un délai de six ans à partir de son entrée en vigueur». De même, le paragraphe (3) prévoit que «Les communes disposent d'un délai de six ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi pour remplacer les règlements communaux sur les bâtisses, les voies publiques et les sites édictés en exécution de l'article 52 de la loi du 12 juin 1937 précitée par ceux prévus à l'article 38 de la présente loi.»

L'article 40 de la loi précitée retient encore qu'un règlement-type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites sera défini par règlement grand-ducal. Or, le règlement grand-ducal en question n'existe pas encore à l'heure actuelle. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quand le règlement grand-ducal précisant les matières, la structure et l'agencement à respecter par le règlement communal sur les bâtisses, les voies publiques et les sites entrera-t-il en vigueur?

- De quelle façon Monsieur le Ministre propose-t-il aux communes qui souhaitent procéder dès à présent à la refonte et à l'adaptation de leur plan d'aménagement général de se conformer aux dispositions de l'article 38 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain?

Réponse (2.7.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Le projet de loi N°4486 concernant l'aménagement des communes, tel qu'amendé par le Gouvernement, prévoyait dans son article 38 qu'un règlement grand-ducal, intitulé règlement sur les bâtisses, précisera toutes les dispositions visant à assurer la sécurité, la salubrité et la solidité des constructions et aménagement communaux.

Dans son avis complémentaire du 25 novembre 2003, le Conseil d'État s'est formellement opposé à l'établissement d'un tel règlement grand-ducal au motif que cette démarche porte atteinte à la police communale des bâtisses et se heurte par conséquent au principe de l'autonomie communale; principe d'ailleurs consacré par la Charte européenne de l'autonomie locale signée à Strasbourg en date du 15 octobre 1985.

Dans le même avis complémentaire, le Conseil d'État a encore retenu que les articles 52 à 57 de la loi modifiée du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes pourraient servir utilement comme modèle pour l'uniformisation des règlements sur les bâtisses, à condition de préciser les matières, la structure et l'agencement des règlements communaux par un règlement grand-ducal.

Dans son avis du 3 mai 2005, relatif au projet de loi portant modification de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le Conseil d'État est revenu sur sa position dans la mesure où il a constaté que la voie énoncée dans l'avis complémentaire précité s'avère inappropriée, de sorte qu'il a recommandé au législateur d'évaluer l'intérêt de supprimer purement et simplement l'article 40.

Au vu des avis précités du Conseil d'État, la rédaction d'un règlement grand-ducal tel que prévu à l'article 40 s'avère dès lors inopportune. Lors de la révision approfondie de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal, prévue pour la fin de l'année courante, l'article précité sera d'ailleurs supprimé tel que l'a suggéré le Conseil d'État.

- Les communes qui souhaitent dès à présent édicter un règlement sur les bâtisses peuvent pour ce faire se baser sur l'article 39 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Cet article définit en effet de manière claire et précise le contenu d'un règlement sur les bâtisses et devrait dès lors mettre les bureaux d'études en mesure d'établir un règlement sur les bâtisses en bonne et due forme.

Je tiens également à souligner que le règlement sur les bâtisses, les voies publiques et les sites qui ne contient plus que des dispositions relatives à la solidité, la sécurité et la salubrité des constructions et aménagements, est clairement dissocié des projets d'aménagement général et particulier contenant exclusivement des dispositions relevant de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

Question 1757 (25.5.2007) de **M. Aly Jaerling** (Indépendant) concernant la fermeture du passage à niveau près de la gare ferroviaire de Rodange:

Et ass mer matgedeelt ginn, datt de Bunniwwergang bei der Gare zu Rodange fir eng onbestëmmt Zäit soll zou bleiwen. Dëst sécherlech wéinst Bauarbeiten oder aus soss technesche Grënn.

Dëse Bunniwwergang ass awer eng wichteg Verbindung tëschent Rodange an Athus, vu wou vill belsch Gäscht hin an hier fueren. Et ass awer och e wichtegen Iwwergang fir d'Personal vun der MMR-A-Ares a Richtung Rodange.

Well d'Leit net méi kënnen do duerchfueren, ginn der Geschäftswelt vu Rodange sécherlech Clienten verluer. Et misst dach eng Méiglechkeet ginn, fir datt de Bunniwwergang kann zum Deel opbleiwe fir den Duerchgangsverkéier, fir déi schaffend Leit vun der MMR-A an d'Clienten vun der Rodanger Geschäftswelt.

Kënnen déi zoustänneg Ministeren mer duerfir dës Froen dringend beäntweren:

1. Firwat ass de Bunniwwergang zu Rodange bei der Gare zou, a wéi lang soll dat nach daueren?

2. Wat gedenken déi zoustänneg Ministeren ze ënnerhuelen, datt d'Personal vun der MMR-A an d'Clienten vun der Rodanger Geschäftswelt net brauchen e

groussen Ëmwee ze mache fir op Rodange ze komme respektiv op dem kierzste Wee vun der Aarbecht heemzekommen an dohinzerzekommen?

Réponse (2.7.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

D'Gemengeverwaltung vu Péiteng huet d'RN5E (rue de l'industrie) mat dem PN27 zu Rodange zur Zäit fir de motoriséierte Verkéier gespaart.

Wéinst dem Bau vun engem ënnerierdesche Foussgängerpassage, deen den neie Lycée mat senger Busgare verbanne wäert, hat d'Gemeng zurecht gefaart, datt et zu engem wesentlechen Transfert vun Schwéiertransport op d'RN5E komme géif. Well déi ugrenzend Kräizung nach net mat roude Luuchte gereegelt gëtt, geet de Risiko vun engem Réckstau op d'Barrière staark erop. An der Réunioun vum 2. Abrëll 2007 gouf duerch e gemeinsamen Accord tëschent der Gemeng, de CFL an der Administratioun vun de Ponts et Chaussées och nach festgehale, fir dee Stroossendeel fir de motoriséierte Verkéier ze spären.

D'Sécherheitsinstallatioun vum Eisebunniwwergang (d'Signalluchten an d'Barrière) wäerte weiderhin normal funktionéieren a sou kann e vun de Foussgänger a vun de Vëlosfuerer benotzt ginn.

Dës Situatioun bleiwt op d'mannst soulaang bestoe bis d'Kräizung mat roude Luuchte gereegelt gëtt oder souguer bis d'RN5D zu Lamadelaine nees fir de Verkéier opgeet. Iwwregens gouf eis bis elo nach keng Reklamatioun iwwert déi momentan provisoresch Situatioun gemellt.

Question 1759 (29.5.2007) de **M. Roland Schreiner** (LSAP) concernant l'exploitation future de la ligne ferroviaire du nord:

Un des objectifs visés par l'étude de trafic «Concept de mobilité Nordstad», réalisée par le Ministère des Transports et l'Administration des Ponts et Chaussées, était la restructuration des infrastructures ferroviaires et la réorganisation des transports en commun. La ligne ferroviaire du nord, s'étendant de Luxembourg à Troisvierges, constitue une artère importante pour le développement de toute la région du nord et plus particulièrement pour le projet «Nordstad», qui constitue le noyau urbain des communes de Bettendorf, Colmar-Berg, Diekirch, Erpeldange, Ettelbruck et Schieren.

En vue de l'exploitation future de la ligne ferroviaire du nord, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quels sont les projets du Gouvernement en ce qui concerne l'antenne Ettelbruck-Diekirch? Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'information que cette antenne ferroviaire sera abolie et remplacée par des lignes de bus?

- Sachant que la ligne ferroviaire Ettelbruck-Troisvierges est partiellement à voie unique, ce qui réduit considérablement les capacités de transport, j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre envisage l'extension de cette ligne à double voie aux tronçons permettant techniquement une telle extension (par exemple Clervaux-Troisvierges).

- La saturation des parkings dans les alentours des gares ferroviaires constitue un réel problème et ne contribue pas à la promotion du concept «Park and Rail». Monsieur le Ministre envisage-t-il des pourparlers avec les communes situées sur la ligne Luxembourg-Troisvierges afin de parvenir à une extension des possibilités de stationnement? Sinon, quels autres

moyens est-ce que Monsieur le Ministre entend mettre en œuvre pour promouvoir le concept susdit sur la ligne ferroviaire du nord?

- Étant donné qu'une des raisons pour la saturation des parkings est le fait que les places de stationnement sont souvent occupées par des frontaliers belges, ne serait-il pas opportun de prolonger certains trains de voyageurs au-delà de Troisvierges, par exemple, jusqu'à Trois-Ponts?

Réponse (2.7.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Suite à l'élaboration du dossier «Extension du réseau ferré dans la ville de Luxembourg», la Chambre des Députés avait retenu dans la motion du 6 avril 2006 que «l'implantation du système de 'Tram Léger' peut également contribuer à une amélioration de l'offre en matière de transports publics dans les autres centres de développement et d'attraction d'ordre supérieur que sont la Région Sud et la Nordstad». En effet, le périmètre «Nordstad» et notamment l'antenne Ettelbruck-Diekirch contient un potentiel de trafic d'une importance telle qu'il convient d'accorder dans le contexte de sa mobilité une attention toute particulière à l'attractivité des transports publics, que ce soit par rail ou par route. La concrétisation de cet objectif fait partie du concept urbanistique actuellement à l'étude par les communes liées par la convention «Nordstad». En tout état de cause s'imposera une modernisation conséquente de la gare d'Ettelbruck.

En ce qui concerne la ligne ferroviaire Ettelbruck-Troisvierges, je rappelle que lors de son électrification au début des années 90, certains tronçons avaient dû être mis à voie unique étant donné que la mise au gabarit électrique de tunnels avec le maintien des deux voies s'avérait impossible en raison de la succession immédiate de tunnels et de ponts, voire aurait exigé le déploiement de moyens financiers très importants (en particulier entre Clervaux et Troisvierges).

Les programmes actuels de développement d'infrastructures ferroviaires ne prévoient pas de module de mise à double voie sur cette ligne. En revanche sont prévues des améliorations de la capacité moyennant la mise en place de sections d'espacement supplémentaires et la construction d'une voie d'évitement à Michelau.

Le Ministère des Transports déploie en collaboration avec les CFL des efforts considérables pour améliorer l'offre en stationnement P&R au droit des arrêts ferroviaires. Pour faciliter les accords à trouver avec les communes, le Ministère des Transports a récemment réduit de 50% à 33% la participation financière demandée aux communes pour ces projets sous condition que le parking soit prioritairement utilisé en tant que P&R et non pour des besoins purement locaux.

Notons que ces dernières années des extensions de parkings P&R ont été réalisées aux arrêts de Lintgen, Mersch (gare routière et parking phase 1), Colmar-Berg, Schieren, Michelau, Clervaux et Wiltz. À Ettelbruck, les besoins en P&R font partie du concept «Nordstad». D'autres sont projetées pour Mersch (phase 2), Goebelsmühle, Kautenbach, Wilwerwiltz et Troisvierges.

La proposition de prolonger des trains en heure de pointe de Gouvy à Trois-Ponts avait déjà fait l'objet d'une analyse commune CFL-SNCB début 2005, mais avait été abandonnée suite à un manque d'intérêt du côté belge.

Cependant, le dossier a récemment été discuté avec les autorités belges et fait actuellement l'objet d'une nouvelle analyse conjointe des CFL et de la SNCB.

Les problèmes à résoudre se situent notamment au niveau de l'homologation du matériel (locs 4000 et voitures DOSTO) ainsi qu'au niveau des infrastructures Infrabel (voie unique Vielsalm - Trois-Ponts).

Question 1760 (30.5.2007) de **Mme Colette Flesch (DP)** concernant la **collecte et publication de données statistiques harmonisées sur le secteur de la construction au niveau de la Grande Région:**

La Chambre des Métiers vient de publier un rapport sur la compétitivité du secteur de la construction au niveau de la Grande Région. Elle constate que l'élaboration du rapport a été rendue malaisée par le manque de données comparables et fiables. Elle estime que des efforts supplémentaires devront être consentis au niveau de la collecte et de la publication de données statistiques harmonisées concernant la Grande Région.

- Est-il exact que le Statec ne dispose pas de données comparables et à jour sur le secteur de la construction au niveau de la Grande Région?

- Si tel devait être le cas, quelles en sont les raisons? Les statistiques Eurostat ne suffisent-elles pas à fournir des données précises à ce sujet? Pourquoi?

- Au vu du caractère interrégional du marché de la construction luxembourgeois et des activités d'entreprises nationales dans les régions frontalières, le Ministre n'estime-t-il pas qu'il est important de disposer de données comparables et à jour se fondant sur des paramètres définis avec précision?

- Si le Ministre devait être de cet avis, quelles mesures entend-il prendre pour veiller à ce que de telles données soient disponibles à l'avenir?

Réponse (27.6.2007) de **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:**

Depuis de longues années déjà une coopération intense des offices de statistique s'est mise en place au sein de la Grande Région.

Même si les statisticiens ont été longtemps tenus à l'écart des opérations institutionnelles, ils ont le mérite d'avoir très tôt entrepris un travail de longue haleine portant sur la comparabilité des statistiques les plus pertinentes. Ils publient régulièrement un opuscule «Annuaire statistiques de la Grande Région», dont les données sont mises à jour fréquemment sur un site spécialement dédié dont l'adresse est:

<http://grossregion.saarland.de/pages/StatTemplate.aspx?view=folder&id=4b4e9272-2145-4908-adea-e15619fc95e9>.

Le groupe de travail «Statistiques» de la Grande Région a rassemblé et publié les données harmonisées annuelles suivantes sur la construction (Nace F): nombre d'établissements, effectifs salariés (à l'exception des régions allemandes qui fournissent l'emploi total), chiffre d'affaires, autorisations de bâtir (logements et immeubles), bâtiments achevés (logements et immeubles). Ces données sont plus détaillées et commentées que celles produites par Eurostat qui se concentre sur les statistiques nationales et non pas régionales.

La Chambre des Métiers ne précise pas le type de données dont elle aurait besoin, elle n'a pas sollicité l'aide de la commission statistique de la Grande Région, ni évoqué la faisabilité d'une collecte additionnelle de statistiques - nécessairement onéreuse - qui ne

peut d'ailleurs pas être décidée unilatéralement, mais doit être négociée dans le cadre d'une coopération multilatérale.

Les coopérations très actives au sein de la Grande Région entre chambres et organisations professionnelles de l'artisanat devraient permettre d'aborder la question de l'information statistique sur le secteur de la construction et de proposer des moyens pour remédier à une éventuelle carence.

Le Statec se fera volontiers le porte-parole des desiderata de l'artisanat luxembourgeois auprès des ses confrères statisticiens.

Question 1761 (30.5.2007) de **M. Ali Kaes (CSV)** concernant la **coordination des appels de secours:**

La loi sur les services de secours dans le pays de la Rhénanie-Palatinat prévoit que suite à un appel de secours, les patients doivent obligatoirement être pris en charge endéans les 15 minutes.

À cet effet une centrale de coordination performante a été mise en place. Ses opérateurs disposent d'un système informatique qui leur permet de localiser l'équipe médicale la plus proche et la plus adaptée à la situation. Ils dispatchent ainsi de façon optimale les différents dispositifs de secours existants, à savoir le SAMU, l'hélicoptère ou l'ambulance.

Actuellement au Luxembourg les opérateurs ne disposent pas des informations sur la disponibilité effective des équipes en place et sont dès lors contraints de vérifier cette dernière par téléphone au cas par cas.

Ce mode de fonctionnement engendre inévitablement une perte de temps précieux qui peut s'avérer fatale dans certains cas.

Vu les développements antérieurs j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire et à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Sachant que le même système informatique est opérationnel au Luxembourg, ne pourrait-on pas envisager d'instaurer une approche similaire à celle du pays voisin afin de garantir une prise en charge la plus rapide et la plus appropriée possible des situations d'urgence?

Réponse commune (27.6.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** et de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:**

La centrale des secours d'urgence 112 de l'Administration des Services de Secours dispose d'un système, appelé «WeTrack», qui permet aux préposés de visualiser sur un écran la position géographique de tout véhicule du service ambulancier et du SAMU. De même, les préposés de la centrale des secours d'urgence peuvent vérifier sur leur écran le statut de chaque véhicule, c'est-à-dire s'il est en attente, s'il est en route, s'il a chargé un patient, etc. Les préposés peuvent donc vérifier à tout moment la disponibilité du charroi destiné au transport des urgences médicales.

Il y a lieu de souligner que notre organisation des services de secours est complètement différente de celle existant en Allemagne où plusieurs organisations, toutes indépendantes les unes des autres, garantissent les transports des urgences médicales: la Croix-Rouge, l'Ordre de Malte, l'Association des Samaritains, l'Ordre de Saint Jean, etc.

De même, en Allemagne le système de l'organisation des

hôpitaux qui assurent les urgences est complètement différent du nôtre. En Allemagne, à l'exception de certains hôpitaux spécialisés, tous les hôpitaux doivent assurer un service d'urgence 24/24 heures. Au Luxembourg, les 25 centres d'intervention qui assurent le transport des urgences médicales ont chacun leur rayon d'intervention prédéfini et un hôpital de garde qui leur est attribué.

L'opérateur de la centrale des secours d'urgence 112 en Allemagne doit continuellement vérifier lesquelles des organisations qui assurent les transports d'urgences sont disponibles, quel genre de véhicule est disponible, quel est l'hôpital de garde le plus proche du lieu d'intervention et quelles sont les disponibilités et la capacité d'accueil de cet établissement hospitalier.

L'organisation du système des transports d'urgences médicales en Allemagne étant beaucoup plus complexe que le système luxembourgeois, l'outillage informatique dont doit disposer le préposé de la centrale des secours d'urgence 112 allemand pour l'aide à la décision est donc plus complexe que celui dont doit disposer l'opérateur de la centrale des secours d'urgence 112 luxembourgeois.

Question 1762 (5.6.2007) de **Mme Martine Stein-Mergen et M. Marcel Oberweis (CSV)** concernant la **mise en place d'une campagne de sensibilisation sur les risques liés au radon:**

Selon une étude publiée le 15 mai 2007 dans le Bulletin Épidémiologique Hebdomadaire (BEH), le radon - gaz radioactif d'origine naturelle présent dans les bâtiments mal ventilés - serait à l'origine de 2% des décès attribuables au cancer en Europe.

En effet, plusieurs nouvelles études confirment la dangerosité de ce gaz radioactif. Le risque de cancer du poumon existe même à basse concentration.

Vu les développements antérieurs, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il nous communiquer des statistiques luxembourgeoises quant aux cancers causés par le radon?

- Monsieur le Ministre, pourrait-il envisager de lancer une campagne de sensibilisation afin d'informer la population sur les risques du radon et les précautions à prendre?

Réponse (2.7.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Le Registre Morphologique des Tumeurs du Laboratoire National de Santé ne permet pas d'identifier un cancer dû au radon. Un effet synergétique (potentialisation) entre le radon et d'autres causes, notamment le tabagisme, est en effet scientifiquement reconnu.

Au début des années 90 mon Ministère a démarré un programme de mesure des taux de gaz radioactif radon dans les habitations. La concentration moyenne du radon dans les habitations est de 57 Bq/m³ au Gutland et de 148 Bq/m³ à l'Oesling.

Actuellement une directive européenne déclare toute concentration du radon dans les habitations au-dessous de 400 Bq/m³ comme acceptable.

Considérant ces résultats la division de la radioprotection n'envisage pas pour le moment de lancer une campagne d'information du public.

En revanche, et étant donné que les jeunes sont plus radiosensibles que les sujets adultes, la division

de la radioprotection, en accord avec des recommandations de l'OMS, est en train de réaliser une campagne de mesure dans les édifices abritant des enfants et des adolescents. C'est ainsi qu'est mesuré le taux de gaz radioactif dans les crèches, maisons relais, écoles primaires et secondaires, avec priorité sur l'Oesling.

Question 1769 (8.6.2007) de **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG)** concernant le **commerce d'animaux de compagnie:**

La loi du 15 mars 1983 relative à la protection de la vie et du bien-être des animaux stipule dans son article 5 que toute personne physique ou morale exploitant un commerce d'animaux (...) les élevant à des fins commerciales (...) doit en demander l'autorisation au Ministre, qui pourra assujettir l'autorisation à des conditions destinées à assurer le bien-être des animaux.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Combien de commerces disposent actuellement d'une autorisation à faire du commerce d'animaux sur le territoire luxembourgeois? De quels types de commerce s'agit-il?

- Combien d'éleveurs d'animaux (chiens, chats, lapins etc.) disposent de l'autorisation ministérielle à élever des animaux à des fins commerciales?

- Afin de garantir le bien-être des animaux, à quelles exigences ces commerces et ces éleveurs sont-ils assujettis?

- Selon quels critères l'autorisation ministérielle est-elle délivrée ou non aux commerçants et aux éleveurs?

- Quelles autorités sont compétentes pour contrôler si les commerces et éleveurs respectent les conditions exigées? Quelle est la fréquence avec laquelle ces contrôles sont effectués?

Réponse (27.6.2007) de **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural:**

En application des dispositions légales précitées, l'exploitation d'un commerce d'animaux de compagnie est soumise à une autorisation du Ministre ayant dans ses attributions l'Administration des Services vétérinaires. En pratique, cette autorisation est accordée sur avis du directeur de l'Administration précitée, suite à un contrôle de conformité des lieux, des installations et de l'équipement mis en place.

Cette autorisation est notamment sujette au respect:

- de la réglementation sur la bien-être des animaux;

- de la réglementation communautaire relative aux échanges et mouvements commerciaux des petits animaux;

- de la convention sur le commerce international des espèces de la faune et de la flore sauvages menacées d'extinction, conclue à Washington le 3 mars 1973;

- d'un enregistrement des entrées et sorties des animaux avec précision de l'origine de l'animal et de l'adresse de l'acquéreur;

- de la souscription d'une convention avec un médecin vétérinaire aux fins d'assurer la surveillance médicale des animaux mis en vente.

L'état des lieux et les conditions de détention des animaux sont en plus contrôlés périodiquement par le vétérinaire inspecteur compétent.

Actuellement douze établissements disposent d'une telle

autorisation pour faire le commerce des animaux de compagnie.

L'activité de ces établissements porte essentiellement sur la vente de petits rongeurs, d'oiseaux, de poissons d'ornement, de chiens, de chats et d'animaux exotiques.

Par contre, aucun éleveur de petits animaux n'est enregistré à titre professionnel dans notre pays. Cela n'empêche pas la mise sur le marché d'une manière sporadique, mais non visée par la loi du 15 mars 1983 précitée, de jeunes animaux provenant d'élevages privés ou de loisirs.

Question 1775 (11.6.2007) de **Mme Marie-Josée Frank (CSV)** concernant la **prise en charge psychosociale des détenus du pénitencier de Schrassig:**

Le «Luxemburger Wort» a publié le 2 juin 2007 un article rédigé par Monsieur le Médiateur, Marc Fischbach, dans lequel ce dernier fait part de ses réflexions concernant le système de l'exécution des peines au Luxembourg.

Il y déplore plus particulièrement le peu de place accordé à l'encadrement psychosocial et psychomédical des détenus et le manque cruel d'activités professionnelles et de formation en rappelant que l'offre d'un tel encadrement respectivement d'activités ou de formations professionnelles est une question non seulement de dignité humaine, mais également de sécurité publique. En effet, un détenu qui aura été encadré de manière adéquate par des personnes spécialement formées et qui aura pu exercer une activité professionnelle voire acquérir une formation au cours de son emprisonnement aura plus de chances de se réinsérer dans la société limitant ainsi considérablement les risques de récidives. La réinsertion passe par une bonne prise en charge des détenus au cours de l'exécution de leur peine.

Il est à noter dans ce contexte que selon des normes internationales, il y aurait lieu de prévoir une personne spécialisée dans l'encadrement psychosocial pour 25 détenus au maximum. Or, le Service Psycho-Socio-Éducatif (SPSE) de Schrassig avec ses sept éducateurs, son assistante sociale et ses trois psychologues est largement en dessous de ces normes. L'encadrement psychomédical, pourtant important en milieu carcéral, ne répond pas non plus aux normes internationales.

Il ressort encore de l'article submentionné qu'à l'heure actuelle environ 150 personnes détenues à Schrassig s'adonnent à une activité professionnelle, mais la liste d'attente pour bénéficier d'une telle mesure est longue. Il y a encore lieu de noter dans ce contexte que tant l'atelier de menuiserie que celui d'électricité, qui occupaient une 30 de détenus, sont actuellement fermés, leurs responsables, partis à la retraite, n'ont pas été remplacés à ce jour.

Au vu de ce qui précède, j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Dans le cadre de l'élaboration du budget pour l'année 2008, le Gouvernement entend-t-il augmenter les moyens du pénitencier de Schrassig afin que celui-ci puisse satisfaire aux normes internationales en matière d'encadrement psychosocial et psychomédical?

- En tout état de cause, le Gouvernement entend-il renforcer les effectifs dont dispose le pénitencier? Dans l'affirmative, combien

de personnes seront affectées au Service Psycho-Socio-Educatif (SPSE) respectivement au service psychomédical?

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas qu'il faudrait investir davantage dans la formation professionnelle des détenus? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures qui pourraient être prises à court et moyen terme, afin de faire bénéficier le plus grand nombre possible de détenus de l'exercice d'une activité professionnelle voire d'une formation professionnelle?

Réponse (28.6.2007) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Le Gouvernement a investi beaucoup d'efforts ces dernières années dans la création, puis dans le renforcement du service psychosocial et socioéducatif (SPSE), du Service de l'Éducation (SED) et du Service des Soins de Santé au CPL de Schressig.

Ainsi, le SPSE se compose actuellement de trois psychologues, d'une assistante sociale, de six éducateurs gradués et d'un éducateur. Dans le cadre des propositions pour le numerus clausus 2008, il est proposé de recruter un psychologue et un éducateur gradué supplémentaires.

Le SPSE regroupe également le Service de l'Éducation, le Service des Sports et Loisirs et l'Aumônerie.

Le SED compte pour le moment huit chargés d'éducation et cinq chargés de cours tous détachés au CPL par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle. Le service organise l'éducation générale et professionnelle dans les deux centres pénitentiaires depuis 1999.

Des cycles de formation professionnelle sont proposés dans les ateliers disposant des services d'un contremaître instructeur (cuisine, imprimerie, menuiserie, reliure, garage). Les responsables des ateliers de peinture et de serrurerie étant partis à la retraite, ces ateliers resteront fermés jusqu'au recrutement prochain d'un peintre et d'un serrurier. L'administration pénitentiaire étant obligée de respecter les procédures de recrutement en vigueur dans la fonction publique, il faut attendre l'examen-concours en automne pour voir de nouveau les deux postes pourvus d'un titulaire.

L'organisation des cycles de formation professionnelle à l'intention des détenus est complexe en milieu carcéral. Souvent la durée de l'incarcération ne coïncide pas avec la durée d'un cycle d'apprentissage complet. Bon nombre de détenus manquent aussi de motivation et de persévérance afin d'entreprendre des études de quelques années et étaient fréquemment confrontés à des échecs scolaires avant leur entrée en prison.

Malgré ces contraintes, le SED propose des formations modulaires généralement plus courtes et sur mesure fondées sur les exigences du marché du travail.

À noter aussi dans le contexte de la mise au travail des détenus, l'ouverture en octobre 2005 de la buanderie centrale permettant à l'heure actuelle à une bonne vingtaine de détenus d'avoir du travail.

Concernant l'organisation des soins de santé, l'administration pénitentiaire a conclu en 2002 deux conventions avec des établissements publics hospitaliers: le Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) est responsable de l'organisation des soins de santé somatiques et le Centre Hospitalier Neuropsychiatrique d'Ettelbruck (CHNP) est responsable de l'organisation de la prise en charge psychiatrique des détenus.

Actuellement, la convention entre le CHL et l'État prévoit trois ETP médecins généralistes, 7,5 ETP infirmiers, un ETP pharmacien, trois ETP assistants en pharmacie, 1,5 ETP secrétaires médicales et 0,25 ETP assistant technique médical en radiologie. D'après l'avenant du 21 juin 2004 à la convention, les effectifs du personnel de soins au CPL ont été fixés à 14,5 ETP.

La convention entre l'État et le CHNP, quant à elle, prévoit 2,5 ETP psychiatres, un ETP psychologue, 0,5 ETP ergothérapeute, un ETP infirmier psychiatrique chef d'unité, neuf ETP infirmiers psychiatriques et un ETP secrétaire administrative. D'après un avenant entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2008, les effectifs en infirmiers psychiatriques seront augmentés à 12 ETP.

Ensuite, les détenus disposent d'un programme de prise en charge de personnes toxicodépendantes en milieu carcéral financé depuis 2007 par l'État. L'équipe Tox du CPL se compose de 2,125 ETP psychologues, 0,5 sociologue, 0,625 infirmier psychiatrique, 0,25 assistant social, 0,125 ergothérapeute.

S'agissant d'un programme de prévention, l'ambition du dispositif mis en place depuis 1999 est axé sur la prévention sanitaire aussi bien que sur la réduction des risques. Différentes activités individuelles mais surtout de groupe sont organisées à l'intérieur de la prison: programme thérapeutique pour femmes détenues, programme thérapeutique pour hommes détenus, groupes de travail de professionnels sur des thèmes en rapport avec la prévention, thérapie d'art etc.

Ces efforts non négligeables déployés par le Gouvernement depuis quelques années seront continués dans le futur pour garantir aux détenus un encadrement psychosocial, éducatif et de soins de santé de qualité.

Question 1780 (12.6.2007) de **M. Robert Mehlen** (*ADR*) concernant **l'étude sur les compétences linguistiques des élèves de première:**

An Ärër Äntwert op meng parlamentaresch Fro N°1655 vum 24. März 2007 (*cf. compte rendu N°12/2006-2007*) schreift Der vun enger Etüd, déi 2006 iwwert d'Sproochekompetenze gemaach gi wier. Dir gidd an engems e Beispill vun de Premièresstudenten am Secondaire dat weist, dat nach munches a Saache Sproochenunterricht ze maache bleift. Et gëtt mer elo gesot, d'Resultater vun deser interner Etüd wieren därmoossen désastréis, datt de Ministère dovun ofgesinn hätt dës Resultater publik ze maachen.

An dësem Zesammenhang géif ech lech gären dës Froe stellen:

- 1) Stëmmt et, datt d'Resultater sou schlecht waren an datt d'Etüd aus dësem Grond ënner Verchluss gehale gëtt?
- 2) Mengt Dir net, datt d'Resultater vun deser Etüd eng wäertvoll Contribution kënn liwweren an der aktueller Diskussioun iwwert de Sproochenunterricht?
- 3) Wier et duerfir net opportun dës Etüd publik ze maachen?

Réponse (28.6.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

D'Etüd iwwert d'Sproochekompetenzen am Franséischen, déi 2006 bei enger Partie vun eise Premières- an Treizièmeschüler gemaach ginn ass, ass alles aanescht wéi geheim.

D'Resultater vun der Etüd goufe bekannt gemaach

- an all Versammlung mat den Enseignanten am Fréijoer 2006, wou

iwwert de Profil de la politique éducative linguistique diskutéiert ginn ass a wou zesummen doriwuer nageduecht ginn ass, wéi mer kënnen eise Sproochenunterricht méi effektiv gestalten,

- am Fréijoer 2007 bei der Präsentation vum Plan d'action, dee mer doropshin opgestallt hunn, notamment de 15. März an der Chamberskommissioun.

Och an der Äntwert op déi parlamentaresch Fro vum Här Mehlen vum 24 März 2007 hunn ech d'Resultater vun dem Test, deen 2006 mat Schüler vu Première an Treizième duerchgefouert ginn ass, resuméiert.

Question 1781 (14.6.2007) de **M. Roland Schreiner** (*LSAP*) concernant **le remboursement des tarifs de maisons de soins et de Centres Intégrés pour Personnes Âgées (CIPA):**

À la question parlementaire N°1551 relative à l'augmentation des prix d'hébergement dans certains Centres Intégrés pour Personnes Âgées (cipa) ou dans une maison de soins (*cf. compte rendu N°9/2006-2007*), Monsieur le Ministre a répondu en février 2007 entre autres qu'un «expert consultant sera chargé d'analyser les différents postes de coût dans les établissements (...). En attendant les conclusions de cette expertise et afin de ne pas préjudicier les pensionnaires des établissements, l'assurance dépendance sera autorisée d'assumer la prise en charge des frais d'entretien et de nettoyage jusqu'à concurrence de 2,5 heures par semaine au profit des personnes dépendantes séjournant dans des établissements ayant renoncé à une augmentation des prix d'hébergement ou des établissements qui tout en ayant procédé à une augmentation sont d'accord à ramener celle-ci à concurrence de la contre-valeur de 2,5 heures par semaine (ordre de grandeur: 300 euros par mois)».

Il ressort d'un communiqué de presse des Ministères de la Famille et de la Sécurité sociale du 25 mai 2007 que les résultats de l'analyse ne sont toujours pas disponibles, mais que l'assurance dépendance assumera la prise en charge des frais d'entretien et de nettoyage pour les années 2007 et 2008 au profit des personnes dépendantes, à la condition «que les gestionnaires des établissements participent activement à l'étude envisagée, qu'ils n'ont pas procédé à une augmentation des prix d'hébergement, respectivement qu'ils ramènent rétroactivement leur prix de pension à sa valeur antérieure. L'application de cette dernière mesure doit se faire pour le 31 décembre 2007 au plus tard».

Dans ce contexte j'aimerais avoir des renseignements sur l'application pratique de cette proposition du Gouvernement et plus précisément sur les questions suivantes:

- Qu'est-ce qu'il faut entendre par «participation active des gestionnaires à l'étude»?

- Quelles sont les institutions qui n'ont pas procédé à une augmentation des prix d'hébergement, respectivement quels établissements y ont procédé?

- Le texte du communiqué n'étant pas clair, est-ce qu'il est une obligation ou une faculté pour les institutions de ramener rétroactivement les prix de pension à la valeur antérieure? Est-ce que Monsieur le Ministre et Madame la Ministre ne sont pas d'avis que les établissements devraient être obligés de procéder à un remboursement? Sinon, quelles sont les conséquences en termes de coût pour les pensionnaires concernés et quels sont leurs moyens d'action?

- Quand est-ce que l'étude susmentionnée sera disponible et quelles pourront, le cas échéant, être les suites y réservées, surtout pour les pensionnaires des établissements?

Réponse commune (10.7.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

En ce qui concerne les propositions gouvernementales relatives au prix de pension dans les établissements de long séjour, j'aimerais tout d'abord relever que Monsieur le Député parle très justement d'une proposition du Gouvernement.

Étant donné que la loi du 23 décembre 2005 modifiant certaines dispositions de la loi sur l'assurance dépendance ne prévoit plus le forfait pour tâches domestiques dans les établissements d'aides et de soins, sa prise en charge par l'assurance dépendance réclame une nouvelle disposition légale, autorisant l'Union des Caisses de Maladie à le payer.

Dans la mesure où ce paiement deviendrait possible par une disposition légale, il semble important de souligner que la condition de diminuer le prix de pension de la valeur correspondant aux tâches domestiques payées par l'assurance dépendance est incontournable. À signaler aussi à l'honorable Député qu'un nombre non négligeable d'établissements n'ont pas augmenté leurs prix, dès que le Gouvernement a fait part de son souci pour la question. D'autres ont diminué le prix d'hébergement fixé au 1^{er} janvier 2007 de la valeur correspondant aux tâches domestiques dès la connaissance du communiqué de presse.

Les établissements qui n'ont pas procédé à une augmentation du prix d'hébergement recevront, si une base légale le permet, le coût correspondant aux tâches domestiques. Pour les autres en revanche l'assurance dépendance ne paiera le prix correspondant aux tâches domestiques que dans la mesure où elles auront été remboursées aux personnes hébergées.

Pour en venir à l'étude évoquée par l'honorable Député, il y a lieu de dire que cette étude est toujours en préparation. L'analyse du contenu des différentes prestations et de leur coût permettra de vérifier si les prix réclamés par les différents établissements sont objectivement fondés.

Des contacts ont été pris avec des unités de recherche susceptibles de réaliser ce travail mais le choix de l'expert n'est pas encore arrêté. L'étude réclame en effet des compétences étendues en matière de comptabilité, mais aussi une parfaite connaissance de leur application dans le domaine des soins. Le nombre de candidats potentiels pour la réalisation d'une telle étude est limité. De plus, l'étude en soi exigera une collecte conséquente d'informations ainsi qu'une analyse pointue et s'étendra par conséquent sur une période assez longue.

La participation active, dont il est question dans le communiqué de presse auquel l'honorable Député fait allusion, consistera précisément, pour les gestionnaires, à communiquer sans réticence à l'expert les données qui lui sont nécessaires pour réaliser sa tâche.

Il est difficile dans l'état actuel des choses de présumer des résultats de l'étude. Cette étude a pour objectif d'étudier les prix d'hébergement de manière à les rendre parfaitement transparents. Cette transparence représentera un avantage certain, tant pour les pensionnaires que pour les gestionnaires. Elle permettra d'établir le rapport coût/qualité et quantité des prestations offertes et d'établir une comparaison entre les différents établissements.

Question 1785 (14.6.2007) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (*CSV*) concernant **l'application de la «loi antitabac» - organisation d'évènements privés dans des lieux publics:**

La loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac dispose dans son article 6, paragraphe 8, qu'il est interdit de fumer dans les salles de cinéma, de spectacles et de théâtre ainsi que dans les halls et couloirs des bâtiments qui les abritent.

- Je désire savoir de Monsieur le Ministre ce qu'il en est des établissements précités dans l'hypothèse où des évènements de nature privée, c'est-à-dire sur invitation et non ouverts au public, y sont organisés, comme par exemple une réception, un dîner ou déjeuner de mariage ou d'anniversaire, etc.

- En d'autres termes, l'interdiction de fumer est-elle également applicable dans les cas de figure précités, sachant que dans l'enceinte du domicile ou de locaux privés cette interdiction ne s'applique évidemment pas.

Réponse (27.6.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Il est rappelé que la loi prévoit des interdictions de fumer dans des lieux autres que ceux visés par l'honorable Parlementaire. Il en est ainsi notamment des établissements couverts où des sports sont pratiqués et plus généralement des halls et salles des bâtiments de l'État, des communes et des établissements publics. Ces lieux sont à leur tour susceptibles d'être temporairement réservés à des utilisations privées, telles que celles énumérées dans la question parlementaire.

La loi énonce en son article 6 l'interdiction de fumer dans certains lieux, dont ceux qui font l'objet de la présente question parlementaire, sans distinguer suivant leur utilisation publique ou privée. L'hypothèse d'une exception à faire dans le cas d'une utilisation des lieux à des fins privées n'est nulle part évoquée dans les travaux parlementaires. Je note d'ailleurs que, s'agissant de l'interdiction de fumer dans les halls omnisports, la loi nouvelle de 2006 ne répète plus la réserve contenue dans la loi antérieure de 1989 aux termes de laquelle l'interdiction se limitait aux périodes situées pendant et immédiatement avant le déroulement d'une manifestation sportive.

J'estime dans ces conditions que l'interdiction expressément énoncée dans la loi, non assortie d'une quelconque exception, traduit la volonté du législateur de bannir le tabac de certains lieux à usage

Chamber TV

an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder
um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch
um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng
um Kanal S 29

zu Diddeleng
um Kanal S 32

an der Gemeng
Nidderaanwen
um Kanal S 29

public, tels que les salles de cinéma, de spectacles et de théâtre et les halls et salles attenants, même momentanément occupés à des fins privées.

La prise de position ci-dessus exprimée s'entend bien évidemment sous la réserve que l'application de la loi relève du Parquet, pour les poursuites, et en fin de compte du juge pénal saisi d'un cas d'espèce.

Question 1790 (18.6.2007) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant la loi sur les droits de succession dans le domaine agricole:

An engem Arrêt vum 25. Mee vun dësem Joer huet d'Cour constitutionnelle festgehalten, datt eist aktuell Landwirtschaftsrecht lerschaftsgesetz, wat d'ärläich Persoun, déi den elterleche Betrieb iwwerhëlt, virdeelhaft Konditiounen par Rapport zu hire Matière garantéiert, net mat deem am Artikel 10bis vun der Constitution geschriwwene Gläichheitsgrundsatz ze vereinbaren ass.

Virun dësem Hannergrond géif ech lech gären dës Fro stellen:

1. Wéi gesäit d'Regierung déi nei Situatioun am Liicht vun dësem Arrêt?

2. Besteet weiderhin de Wëllen an d'Absicht, fir am lerschaftsrecht speziell Dispositiounen fir déi Jonk, déi e Bauren- oder Wënzerbetrieb iwwerhuelen, ze erhalten?

3. Wa jo, wat fir eng Orientatioun géif dës Regelung kënnen kréien?

Réponse (2.7.2007) de **M. Fernand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

La loi du 9 juillet 1969 a introduit un régime successoral spécial en agriculture afin de faciliter le transfert des exploitations agricoles à des conditions financièrement acceptables et d'assurer ainsi le maintien d'exploitations agricoles viables. À cet effet ce régime spécial prévoit notamment l'attribution préférentielle de l'exploitation agricole à un héritier sur base de la valeur de rendement agricole. Par dérogation au droit commun, l'attribution préférentielle a pour objet de remplacer le partage en nature par un partage en valeur, celle-ci étant estimée sur base de la valeur de rendement.

Dans un souci d'équité et d'équilibre entre les intérêts légitimes de tous les héritiers et afin d'éviter des abus éventuels, la loi contraint l'attributaire préférentiel qui vend, avec bénéfice dans un délai variant de dix à 20 ans des immeubles lui attribués, à partager ce bénéfice avec ses cohéritiers.

Dans un arrêt du 25 mai 2007, et contrairement aux dires de l'honorable Député, la Cour constitutionnelle n'a pas mis en cause le régime de l'attribution préférentielle, eu égard aux finalités poursuivies. Bien plus, cette Cour reconnaît que l'évaluation des biens «à une valeur moindre que la valeur du marché combinée avec la faculté de procéder à un partage supplémentaire en cas de situation nouvelle répond en principe au but recherché et est rationnellement justifiée».

Toutefois, la Cour considère qu'en limitant l'estimation des biens alloués à leur valeur de rendement, combinée à la faculté de procéder à un partage supplémentaire «au seul cas de la vente des immeubles sans prendre en considération toute autre hypothèse d'aliénation ou de désaffectation, crée une disproportion entre les bénéficiaires de l'attribution agricole et leurs copartageants». La Cour constate que cette inégalité enfreint la règle constitutionnelle d'égalité énoncée par l'article 10bis de la Constitution.

Cet important arrêt de la Cour constitutionnelle, tant pour le secteur agricole que pour les copartageants d'une exploitation agricole, nécessite une analyse juridique minutieuse aux fins d'élaborer, à brève échéance, une proposition de modification cohérente des dispositions afférentes du Code civil et devant répondre au double but qui est d'éponger le grief d'inconstitutionnalité et de préserver le régime de l'attribution préférentielle dans l'intérêt du secteur agricole.

Question 1809 (26.6.2007) de **Mme Martine Steinmergen** (CSV) concernant les campagnes publicitaires de type «Direct To Consumer» (DTC):

À l'heure actuelle, seuls les États-Unis et la Nouvelle-Zélande ont autorisé les industries du médicament à s'adresser directement aux patients (le «Direct To Consumer» ou DTC).

En 2005, selon un rapport du Gouvernement américain, les firmes pharmaceutiques ont dépensé plus de quatre milliards de dollars dans des campagnes publicitaires. Des investissements colossaux, qui ne cessent de s'accroître.

Entre-temps quatre géants de l'industrie du médicament envisagent la possibilité de lancer une chaîne de télévision européenne.

Or, la législation interdit en Europe toute forme de publicité pour les médicaments. Les tentatives des firmes pharmaceutiques de faire modifier cette loi se multiplient cependant. On apprend aussi que la Commission européenne étudie de possibles aménagements de la loi en vigueur.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- N'y a-t-il pas un grand risque de conflits d'intérêts en la matière, le but des firmes étant certes de fabriquer des produits de qualité, mais aussi de réaliser des bénéfices?

- N'y a-t-il pas nécessité d'une séparation des rôles, la fabrication revenant aux industriels et l'information des patients à des organismes indépendants, non suspects d'avoir des intérêts économiques?

- La publicité n'engendre-t-elle pas une hausse générale de la consommation de médicaments peu bénéfique aux caisses de maladie?

- Étant donné que le médicament n'est pas un produit de consommation comme un autre, ne faudrait-il pas lui laisser un statut privilégié?

Réponse (10.7.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

L'honorable Parlementaire, en me faisant part de ses inquiétudes en rapport avec des velléités allant dans le sens d'une publicité plus agressive en faveur des médicaments, prêche à un converti.

En effet, je suis convaincu que les médicaments ne sont pas des produits classiques et qu'une bonne information des usagers ne doit pas dégénérer en marketing ou pire encore en publicité tapageuse.

En tant que Ministre de la Santé je suis convaincu que les patients ont par l'intermédiaire de leurs médecins tout l'accès qu'il faut à une médication efficace et appropriée. Toute publicité offensive en faveur de produits médicamenteux faite à l'intention du grand public ne peut que favoriser une auto-médication respectivement une surconsommation, que j'estime dangereuses. Certes cette

publicité, à supposer qu'elle reste restreinte aux médicaments non soumis à l'obligation de la prescription médicale, sera sans effet pour le traitement des affections graves, mais pour le traitement des petits soucis de santé et inconforts de la vie quotidienne, elle pourrait reconforter une partie du public dans sa pratique de combattre ces pépins par le médicament plutôt que de les éviter par une vie saine, notamment par une alimentation équilibrée.

En tant que Ministre de la Sécurité sociale je me rends bien entendu compte de ce que toute publicité pèse sur le coût de revient du médicament et grève partant le budget des caisses de maladie. Par ailleurs la publicité faite auprès du grand public augmente la consommation, même pour les médicaments soumis à prescription médicale, alors que les patients ne manqueront pas d'exercer une forte demande sur leurs médecins.

Ces considérations générales en matière de publicité pour les médicaments étant faites, je dois cependant rendre attentive l'honorable Parlementaire au fait que, suivant mes informations, la Commission européenne n'entend pas davantage libéraliser la publicité en matière de médicaments, mais plutôt formuler «des propositions définissant une stratégie d'information assurant une information de qualité, objective, fiable et non publicitaire sur les médicaments...», ceci en vertu de l'article 88 bis de la directive 2001/83, telle que modifiée. J'admets volontiers que la marge entre publicité et «information de qualité, objective, fiable» est étroite, et je ne manquerai pas d'être vigilant envers toute initiative à intervenir en la matière.

Lors du récent forum pharmaceutique à Bruxelles réunissant les représentants du Conseil des Ministres, de la Commission du Parlement européen, des médecins, des consommateurs et de l'industrie pharmaceutique, je me suis clairement exprimé contre une banalisation du médicament et toute libéralisation du marketing des médicaments.

Je rappelle qu'actuellement la publicité en faveur des médicaments n'est pas totalement interdite, mais réglementée. La réglementation en vigueur, basée sur la directive communautaire préappellée, distingue entre la publicité auprès du public et celle faite auprès des professionnels de la santé. Est notamment interdite la publicité auprès du public pour les médicaments soumis à prescription médicale, pour ceux contenant des psychotropes ou des stupéfiants, ainsi que pour ceux prévus pour traiter certaines pathologies lourdes, par exemple le cancer.

Pour autant que la publicité auprès du public est autorisée, elle est restreinte, notamment quant au message qu'elle peut véhiculer. Sont notamment interdites des allégations faisant apparaître la consultation médicale comme superflue ou assimilant le médicament à une denrée alimentaire, à un produit de consommation ou à une substance naturelle, de même que des références à l'avis de scientifiques ou de professionnels de la santé.

Question urgente 1832 (5.7.2007) de **M. Félix Braz** (DÉI GRÉNG) concernant l'interdiction de dépassement des autobus aux arrêts aménagés:

Dans de nombreux pays la réglementation de la circulation prévoit une interdiction de dépassement des autobus aux arrêts aménagés de telle façon que ces derniers doivent s'arrêter sur la route. Cette

disposition ne donne pas seulement la priorité aux autobus, elle permet également d'améliorer considérablement la sécurité des passagers ainsi que des piétons.

Suivant mes informations, le Conseil de Gouvernement doit adopter ce vendredi le règlement grand-ducal présentant les nouvelles dispositions du Ministre des Transports concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

- J'aimerais donc savoir si Monsieur le Ministre est également disposé à faire appliquer au Luxembourg le principe d'une interdiction de dépassement des autobus sur ces arrêts.

Réponse (5.7.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

D'emblée, j'ai l'honneur de vous informer que vos informations sont inexacts puisqu'à l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement siégeant en date du 6 juillet 2007 ne figure aucun point prévoyant une modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément connu sous «Code la Route». Partant, le principe d'une interdiction de dépassement des autobus aux arrêts de bus ne sera ni discuté, ni adopté.

Nonobstant, il est effectivement pertinent de réfléchir sur l'introduction éventuelle d'une telle mesure et pour cette raison j'ai chargé la Commission de Circulation de l'État d'analyser les arguments plaçant en faveur d'une telle mesure, qui peut le cas échéant se faire assister par un bureau d'experts étrangers pour trancher cette question.

Question urgente 1835 (5.7.2007) de **M. Charles Goerens** (DP) concernant le virus H5N1 dans le département de la Moselle:

La presse française relate que la présence du virus H5N1 sur les trois cygnes morts en Moselle, a été confirmée par le Ministère de l'Agriculture français.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire si cette confirmation de la présence du virus H5N1 dans le département de la Moselle en France a des conséquences immédiates sur le Luxembourg dans le domaine de la lutte contre la grippe aviaire? Et si oui, lesquelles?

Réponse (5.7.2007) de **M. Fernand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

En premier lieu je voudrais insister sur le fait que pour le moment le Luxembourg est toujours indemne de la peste aviaire. Rien que depuis le début de cette année-ci, quelque 150 échantillons d'oiseaux sauvages, collectés dans les différentes régions du pays, ont été analysés et aucun cas de grippe aviaire n'a été détecté au Luxembourg. Le taux de mortalité des oiseaux n'a pas non plus augmenté et est resté faible.

Souignons par ailleurs que le virus hautement pathogène détecté (à la fois en France, mais aussi récemment dans le Sud de l'Allemagne) s'est limité jusqu'à présent aux oiseaux sauvages.

Pour autant, instruction a été donnée d'accroître le degré de vigilance. Pour les dispositions de prévention actuellement en vigueur dans notre pays, je me permets de faire référence aux différents communiqués publiés par le Ministère

de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et l'Administration des Services vétérinaires qui entre autres recommandent aux exploitations avicoles:

- d'éviter le contact direct et indirect avec les oiseaux sauvages;

- de dispenser les aliments et l'eau de boisson à l'abri de tout accès aux oiseaux sauvages;

- d'observer les mesures de biosécurité et d'hygiène;

- de limiter les rassemblements des volailles et autres oiseaux;

- de déclarer tout site de détention et de production de volailles domestiques.

Il y est insisté d'autre part sur:

- les préventions à prendre face à la découverte d'un oiseau mort et la collecte des oiseaux morts par les soins des services de secours, tout en appelant aux enfants de ne pas toucher les oiseaux morts;

- les mesures de prévention à prendre à l'égard des animaux de compagnie, notamment chats, avec l'appel de confiner les chats et de sortir les chiens à la laisse dans les zones à risque en cas d'apparition de la peste aviaire sur le territoire luxembourgeois;

- l'observation des règles d'hygiène élémentaires par les personnes et plus spécialement la sensibilisation des enfants.

Les mesures de surveillance actuellement en place sont:

- surveillance de l'état sanitaire des volailles domestiques par des analyses virologiques régulières;

- surveillance de l'état sanitaire des oiseaux sauvages par des analyses sur les oiseaux morts et plus spécialement les oiseaux aquatiques, collectés par l'A.S.S.;

- collaboration intensive avec la Ligue luxembourgeoise pour la protection des oiseaux dans la surveillance et l'analyse des oiseaux migrateurs.

Dès la notification d'une suspicion du virus H5N1 dans une zone marécageuse du département français de la Moselle, il fut donc pris soin d'accroître la vigilance à l'égard de l'état sanitaire des oiseaux sauvages aquatiques nidifiant sur le cours de l'eau de la Moselle. Depuis ce matin, à l'annonce de la confirmation de la présence du virus, des contrôles renforcés ont été mis en place. Nous suivons de très près l'évolution future de la situation dans l'est de la France. Au besoin, des mesures restrictives seront prises en cas d'aggravation de la situation.

Les mesures actuellement mises en place par le Luxembourg correspondent à la réglementation communautaire en matière de surveillance et de lutte contre la grippe aviaire et sont décidées en concertation avec les États membres environnants.

Je rappelle à cet effet qu'un plan d'urgence vétérinaire spécifique contre la grippe aviaire a été mis en place en 1999 et que ce plan d'urgence est régulièrement adapté à l'évolution des données scientifiques et des expériences acquises sur le terrain. Ce plan prévoit dans les détails les interventions nécessaires à chaque phase de la grippe aviaire, à savoir:

- phase de vigilance;

- phase de suspicion;

- phase du foyer déclaré;

- phase d'assainissement du foyer;

- nettoyage et désinfection du foyer et des alentours - levée du foyer et des zones de restriction;

- vaccination éventuelle.